Strasbourg, 13 février 2013

GC(2012)32

CHARTE SOCIALE EUROPÉENNE

COMITÉ GOUVERNEMENTAL

RAPPORT RELATIF AUX CONCLUSIONS 2011 DE LA CHARTE SOCIALE EUROPÉENNE (révisée)

(Albanie, Andorre, Arménie, Azerbaïdjan, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chypre, Estonie, Finlande, France, Géorgie, Hongrie, Irlande, Italie, Lituanie, Malte, République de Moldova, Pays-Bas (Royaume d'Europe), Norvège, Portugal, Roumanie, Slovénie, République slovaque, Suède, Turquie et Ukraine)

Rapport détaillé du Comité gouvernemental
établi en application de l'article 27, paragraphe 3, de la Charte sociale européenne[1]

Les informations écrites soumises par les États relatives aux Conclusions de non-conformité pour la première fois sont la seule responsabilité des États concernés et elles n'ont pas été examinées par le Comité gouvernemental. Ces informations restent en anglais ou en français, telles qu'elles ont été fournies par les pays.

[1] Le rapport détaillé et le rapport abrégé sont disponibles sur www.coe.int/socialcharter.

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. Introduction 3

II. Examen des situations nationales à la lumière des Conclusions 2011 du Comité européen des Droits sociaux 4

Annexe I

Liste des participants 309

Annexe II

Tableau des signatures et ratifications 315

Annexe II

Liste des Conclusions de non-conformité 316

Annexe III

Liste des Conclusions ajournées 322

Annexe IV

Avertissement(s) et recommandation(s) 324

I. Introduction

1. Le présent rapport est soumis par le Comité gouvernemental de la Charte sociale européenne et du Code européen de sécurité sociale (ci-après le « Comité gouvernemental »), composé de délégués de chacun des quarante-trois États liés par la Charte sociale européenne ou de la Charte sociale européenne (révisée)[2]. Des représentants de la Confédération européenne des syndicats (CES) ont participé aux travaux du Comité gouvernemental à titre consultatif. Des représentants de l'Organisation internationale des employeurs (OIE) et de la Confédération des entreprises européennes (BUSINESSEUROPE), également invités à participer aux travaux à titre consultatif, ont décliné l'invitation.

2. Le contrôle de l'application de la Charte sociale européenne repose sur l'analyse des rapports nationaux que les États Parties présentent à intervalles réguliers. Conformément à l'article 23 de la Charte, chaque Partie « adressera copies des rapports […] à celles de ses organisations nationales qui sont affiliées aux organisations internationales d'employeurs et de travailleurs ». Les rapports sont publiés sur www.coe.int/socialcharter.

3. Cette analyse incombe, en premier lieu, au Comité européen des Droits sociaux (article 25 de la Charte) dont les décisions sont rassemblées dans un volume intitulé « Conclusions ». Sur la base de ces conclusions et sur son examen oral lors des réunions du suivi donné par les États, le Comité gouvernemental (article 27 de la Charte) établit un rapport au Comité des Ministres qui peut « adresser toutes recommandations nécessaires à chacune des Parties contractantes » (article 29 de la Charte).

4. Conformément à l'article 21 de la Charte, les rapports nationaux à soumettre en application de la Charte sociale européenne concernaient l'Albanie, l'Andorre, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Belgique, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, Chypre, l'Estonie, la Finlande, la France, la Géorgie, la Hongrie, l'Irlande, l'Italie, la Lituanie, Malte, la République de Moldova, les Pays-Bas (Royaume d'Europe), la Norvège, le Portugal, la Roumanie, la Slovénie, la République slovaque, la Suède, la Turquie et l'Ukraine. Les rapports devaient être présentés le 31 octobre 2010.

5. La Hongrie n'a remis son rapport qu'au mois de juin 2012. Le Comité européen des Droits sociaux a adapté son calendrier de travail afin de permettre l'adoption des Conclusions en septembre 2012, à temps pour la 126e réunion du Comité gouvernemental. La Hongrie a déclaré qu'elle ferait tout son possible pour assurer que les rapports nationaux seraient remis dans les délais fixés à compter de 2013.

6. Les Conclusions 2011 du Comité européen des Droits sociaux ont été adoptées en décembre 2011 (Albanie, Andorre, Arménie, Azerbaïdjan, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chypre, Estonie, Finlande, France, Géorgie, Hongrie, Irlande, Italie, Lituanie, Malte, République de Moldova, Pays-Bas (Royaume d'Europe), Norvège, Portugal, Roumanie, Slovénie, République slovaque, Suède, Turquie et Ukraine).

7. Le Comité gouvernemental a tenu deux réunions en 2012 (26-30 mars 2012 et 8-12 octobre 2012). Conformément à son Règlement intérieur, le Comité gouvernemental a élu Mme Jacqueline MARÉCHAL (France) en qualité de Présidente lors de la réunion du mois de mars. Il a également élu un nouveau Bureau, désormais composé de Mme Merle MALVET (Estonie, Première Vice-présidente), Mme Elena VOKACH-BOLDYREVA (Fédération de Russie, Seconde Vice-présidente), Mme Joanna MACIEJEWSKA (Pologne) et Mme Lis WITSØ-LUND (Danemark). La Présidente et le Bureau ont été élus pour un terme de deux années.

---

[2] Liste des États parties au 1er décembre 2012 : Albanie, Andorre, Arménie, Autriche, Azerbaïdjan, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Chypre, République tchèque, Danemark, Estonie, Finlande, France, Géorgie, Allemagne, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, République de Moldova, Monténégro, Pays-Bas, Norvège, Pologne, Portugal, Roumanie, Fédération de Russie, Serbie, République slovaque, Slovénie, Espagne, Suède, « l'ex-République yougoslave de Macédoine », Turquie, Ukraine et Royaume-Uni.

8. Sur décision du Comité des Ministres prise lors de sa 1151e réunion le 19 septembre 2012, deux réunions du Bureau du comité gouvernemental et du Bureau du Comité européen des Droits sociaux (24 octobre 2012 et 6 décembre 2012) ont été tenues afin de discuter des propositions de réflexion sur les possibilités de rationnaliser et d'améliorer le système de suivi de la Charte sociale européenne.

9. Depuis une décision des Délégués des Ministres du mois de décembre 1998, les autres États signataires ont également été invités à assister aux réunions du Comité (Liechtenstein, Monaco, Saint-Marin et Suisse).

10. Le Comité gouvernemental relève avec satisfaction que, depuis le précédent cycle de contrôle, les ratifications suivantes sont intervenues :

- le 6 janvier 2012, « l'ex-République yougoslave de Macédoine », a ratifié la Charte sociale européenne (révisée) ;
- le 4 avril 2012, la République tchèque a ratifié le Protocole à la Charte sociale européenne qui prévoit un système de réclamations collectives ;
- le 27 juin 2012, par notification au Secrétaire Général, l'Estonie a accepté les articles supplémentaires de la Charte sociale européenne révisée suivants : articles 10§2, 13§4, 18§1, 18§2, 18§4, 26§1, 26§2 et 30.

11. L'état des signatures et ratifications au 1er décembre 2012 figure à l'Annexe II au présent rapport.

II. Examen des Conclusions 2011 du Comité européen des Droits sociaux

12. Destiné au Comité des Ministres, le rapport abrégé ne contient que les résumés des discussions relatives aux situations nationales dans l'éventualité que le Comité gouvernemental propose au Comité des Ministres d'adopter une recommandation ou de renouveler une recommandation. De telles propositions n'ont pas été formulées pendant ce cycle de supervision. Le rapport détaillé est disponible sur www.coe.int/socialcharter.

13. Le Comité gouvernemental a appliqué le Règlement intérieur adopté lors de sa 125e réunion (26-30 mars 2012). En appliquant ces mesures, et selon les modalités décidées par le Bureau en décembre 2011, le Comité gouvernemental a examiné les Conclusions de non-conformité de la manière suivante :

Conclusions de non-conformité pour la première fois : Les États concernés sont invités à fournir les informations prises ou prévues pour mettre la situation en conformité. Ces informations figurent *in extenso* dans les rapports de réunion du Comité gouvernemental. Cependant, en raison de la gravité de certaines situations, le Comité gouvernemental a décidé lors de sa 125e réunion en mars 2012 de procéder à l'examen oral de certaines d'entre elles (voir la liste de ces Conclusions à l'Annexe III au présent rapport). Plusieurs États n'ont pas fourni l'information requise, et, dès lors, le Bureau a décidé le 5 décembre 2012 d'envoyer une lettre aux Représentations permanentes des États concernés, leur demandant de fournir cette information en vue de l'intégrer aux rapports détaillés.

Conclusions renouvelées de non-conformité : Ces situations font l'objet d'un débat au sein du Comité gouvernemental en vue de prendre une décision sur le suivi (voir la liste de ces Conclusions à l'Annexe III au présent rapport).

Le Comité gouvernemental prend également note des Conclusions ajournées pour manque d'information ou en raison de questions posées pour la premier fois, et invite les Etats concernés à fournir les informations pertinentes dans leurs prochains rapports (voir la liste de ces Conclusions à l'Annexe IV au présent rapport).

14. Après avoir examiné les cas de non-conformité à la Charte sociale européenne révisée figurant à l'Annexe III au présent rapport, le Comité gouvernemental a recouru à la procédure de vote

pour 8 d'entre eux, et adopté 4 avertissements (voir l'Annexe V au présent rapport). Le rapport détaillé sur www.coe.int/socialcharter contient plus d'informations sur ces cas de non-conformité.

15. Au cours de cet examen, le Comité gouvernemental a pris note des évolutions positives importantes ayant eu lieu dans plusieurs États Parties. Il a également demandé aux Gouvernements de prendre en considération toutes les recommandations précédentes adoptées par le Comité des Ministres.

16. Le Comité gouvernemental a invité instamment les Gouvernements à poursuivre leurs efforts en vue d'assurer le respect de la Charte sociale européenne.

17. Le Comité gouvernemental propose au Comité des Ministres d'adopter la résolution suivante :

Résolution sur l'application de la Charte sociale européenne pendant la période 2006-2009 (Conclusions 2011), dispositions relatives au groupe thématique « Enfants, familles, migrants »)

(adoptée par le Comité des Ministres le ...

lors de la ... réunion des Délégués des Ministres)

Le Comité des Ministres[3],

Se référant à la Charte sociale européenne et notamment aux dispositions de sa partie IV ;

Vu l'article 29 de la Charte ;

Considérant les rapports relatifs à la Charte sociale européenne présentés par les Gouvernements de l'Albanie, l'Andorre, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Belgique, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, Chypre, l'Estonie, la Finlande, la France, la Géorgie, la Hongrie, l'Italie, la Lituanie, Malte, la République de Moldova, les Pays-Bas (Royaume d'Europe), la Norvège, le Portugal, la Roumanie, la Slovénie, la République slovaque, la Suède, la Turquie et l'Ukraine ;

Considérant les Conclusions 2011 du Comité européen des Droits sociaux créé en vertu de l'article 25 de la Charte ;

Sur proposition du Comité gouvernemental institué en vertu de l'article 27 de la Charte,

Recommande aux Gouvernements de tenir compte, de manière appropriée, de l'ensemble des observations faites dans les Conclusions 2011 du Comité européen des Droits sociaux et dans le rapport du Comité gouvernemental.

[3] Lors de la 492e réunion des Délégués des Ministres en avril 1993, les Délégués ont convenu « à l'unanimité de l'introduction de la règle selon laquelle ne votent au Comité des Ministres, lorsque ce dernier agit en tant qu'organe de contrôle de l'application de la Charte, que les Représentants des Etats l'ayant ratifiée ». Les Etats parties ayant ratifié la Charte sociale européenne ou la Charte sociale européenne (révisée) sont : l'Albanie, l'Andorre, l'Arménie, l'Autriche, l'Azerbaïdjan, la Belgique, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, la Croatie, Chypre, la République tchèque, le Danemark, l'Estonie, la Finlande, la France, la Géorgie, l'Allemagne, la Grèce, la Hongrie, l'Islande, l'Irlande, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, Malte, la République de Moldova, le Monténégro, les Pays-Bas, la Norvège, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, la Fédération de Russie, la Serbie, la République slovaque, la Slovénie, l'Espagne, la Suède, « l'ex-République yougoslave de Macédoine », la Turquie, l'Ukraine et le Royaume-Uni.

EXAMEN ARTICLE PAR ARTICLE[4]

Conclusions 2011 – Charte sociale européenne révisée (CSER)

Albanie, Andorre, Arménie, Azerbaïdjan, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chypre, Estonie, Finlande, France, Géorgie, Hongrie, Irlande, Italie, Lituanie, Malte, République de Moldova, Pays-Bas (Royaume d'Europe), Norvège, Portugal, Roumanie, Slovénie, République slovaque, Suède, Turquie et Ukraine

Article 7§1 – Interdiction du travail avant 15 ans

CSER 7§1 ALBANIE

Le CEDS conclut que la situation de l'Albanie n'est pas conforme à l'article 7§1 de la Charte pour les motifs suivants:

- *la définition des travaux légers autorisés par la loi n'est pas suffisamment précise, en ce qu'il manque une définition des types de travaux susceptibles d'être considérés comme tels ou une liste de ceux qui ne le sont pas ;*
- *et le respect de l'interdiction du travail avant l'âge de 15 ans n'est pas garanti dans la pratique.*

Premier motif de non-conformité

18. La représentante de l'Albanie informe le Comité que le ministère du Travail, des Affaires sociales et de l'Egalité des chances a demandé au BIT de rédiger une note d'orientation qui suggérerait les aménagements à apporter au code du travail, à la lumière des normes internationales du travail. Le projet de loi, qui s'appuie sur l'analyse des lacunes du code au regard du droit communautaire en matière de politique sociale et d'emploi, envisage de modifier son article 98 pour relever l'âge minimum d'admission à l'emploi de 14 à 15 ans, conformément à la directive 94/33/CE du 22 juin 1994 relative à la protection des jeunes au travail.

La représentante de l'Albanie fait savoir que les autorités albanaises ont l'intention, sitôt le projet de modification du code du travail approuvé par le Parlement, de revoir la décision du Conseil des Ministres n° 205 du 9 mai 2002 (JO du 9 mai 2002, n° 18, p. 587) concernant la protection des mineurs au travail, en tenant compte de la note d'orientation du BIT qui rappelle que les jeunes de moins de 14 ans ne peuvent occuper d'emploi saisonnier, conformément à l'article 6 de la Convention n° 138 de l'OIT.

La représentante de l'Albanie informe par ailleurs le Comité que la décision n° 205 précitée, telle que modifiée par la décision du Conseil des Ministres n° 384 du 20 mai 1996, comporte une définition des travaux pénibles ou dangereux entraînant une exposition nocive à des agents physiques, ou à des substances biologiques ou chimiques, ce qui permet d'exclure de ce type d'activité les salariés de moins de 18 ans. Il en résulte qu'à ses yeux tous les autres types de travaux doivent nécessairement être considérés comme des travaux légers.

La représentante de l'Albanie ajoute que plusieurs décisions du Conseil des Ministres doivent encore être adoptées en application de la loi n° 10237 sur la santé et la sécurité au travail. Elles portent sur :

- l'énumération des maladies professionnelles (article 25, par. 4 de la loi précitée);
- la mise en place de services de médecine du travail (article 23, par. 3);
- la définition des règles, des tâches, de l'équipement et des produits pharmaceutiques dont doivent disposer lesdits services (article 39, par. 2);

[4] États parties selon l'ordre alphabétique anglais.

- la définition des règles, procédures et contrôles médicaux à effectuer selon le type d'emploi (article 11, par. 2).

Des dispositions distinctes définissent les mesures particulières que doit prendre l'employeur, en concertation avec le médecin du travail, pour assurer le suivi médical des jeunes de moins de 18 ans. La représentante de l'Albanie souligne que toutes ces décisions qui relèvent du Conseil des Ministres sont en cours d'approbation.

19. En réponse à une question de la Présidente, la représentante de l'Albanie informe le Comité que la réforme du code du travail se poursuit mais devraient être terminées d'ici la fin de l'année.

20. Le Comité prend note de ces informations, engage le Gouvernement de l'Albanie à mener à bien la réforme du code du travail et à rendre la situation conforme à la Charte sociale européenne.

Deuxième motif de non-conformité

21. La représentante de l'Albanie affirme que son Gouvernement applique de manière stricte la loi relative aux droits des enfants, et que ces efforts portent leurs fruits. Les visites d'inspection réalisées en 2011 ont révélé que 295 jeunes âgés de 16 à 18 ans exerçaient un emploi, dont 271 avec l'autorisation des services de l'Inspection du travail ; 24 jeunes travaillaient sans autorisation et aucun cas d'emploi d'un enfant de moins de 15 ans n'a été constaté. La représentante de l'Albanie attire l'attention sur le fait que, conformément à la législation albanaise, seules les entreprises immatriculées au registre des entreprises peuvent faire l'objet de visites de contrôle et que les enfants des rues y échappent.

22. Le représentant du CES met en doute les chiffres présentés et demande quelles mesures ont été prises pour veiller à ce que les services de l'Inspection du travail interviennent dans les lieux et secteurs d'activité économique qui ne sont pas soumis à de telles visites d'inspection.

23. La représentante de l'Albanie, qui confirme que les contrôles se limitent aux entreprises immatriculées au registre des entreprises, répond qu'il existe des statistiques portant spécifiquement sur les secteurs d'activité économique soumis aux visites d'inspection.

24. Le Secrétariat confirme que la question de l'inspection du travail constitue un vrai problème pour ce pays : le CEDS a mentionné l'article 3§3 de la Charte, qui fait notamment référence aux services de l'Inspection du travail, et a conclu à l'absence de système efficace d'inspection du travail en Albanie.

25. En réponse à une question de la Présidente, la représentante de l'Albanie précise que les services de l'Inspection du travail couvrent les secteurs du bâtiment et de la construction, mais pas l'agriculture.

26. La Présidente souligne l'importance du contrôle du travail des enfants dans les entreprises familiales, surtout si ces dernières ne sont pas soumises aux visites de l'Inspection du travail.

27. Le Comité prend note des informations. Il demande au Gouvernement de l'Albanie que son prochain rapport contienne des informations plus précises, notamment une liste des secteurs d'activité dans lesquels des contrôles peuvent être effectués et engage le Gouvernement de l'Albanie à rendre la situation conforme à la Charte sociale européenne.

CSER 7§1 ARMENIE

Le CEDS conclut que la situation de l'Arménie n'est pas conforme à l'article 7§1 de la Charte au motif que la durée journalière et hebdomadaire de travail des mineurs de moins de 15 ans est excessive et n'entre pas dans la définition du travail léger.

28. La représentante de l'Arménie informe le Comité que, conformément aux dispositions de l'article 144 du Code du travail - qui interdit aux jeunes de moins de 18 ans d'effectuer des heures supplémentaires – et de l'article 139 de ce même Code - qui limite la durée du travail à huit heures par jour - les mineurs de moins de 18 ans ne peuvent travailler plus de huit heures par jour.

29. Elle indique toutefois qu'aux termes de l'article 143 dudit Code, la durée du travail des jeunes de moins de 15 ans peut atteindre dix heures par jour dans les entreprises qui fonctionnent en continu ou dont les activités revêtent un caractère particulier, lorsqu'il n'est pas possible de respecter la durée journalière ou hebdomadaire de travail. Dans ce cas, les heures de travail effectuées seront comptabilisées sur une période donnée – limitée à six mois – en veillant à ce que le temps de travail n'excède pas la durée normale du travail sur la période considérée. Elle précise que ni les services de l'Inspection du travail ni les syndicats n'ont relevé de telles pratiques pour ce qui concerne des jeunes de moins de 18 ans.

30. La représentante de l'Arménie informe le Comité que le Code du travail est en cours de révision et que l'une des modifications envisagées est de faire en sorte que la comptabilisation des heures de travail effectuées sur une période donnée ne s'applique pas aux enfants. Elle espère que ces modifications seront rapidement adoptées et convient de fournir des informations détaillées à ce sujet dans le prochain rapport.

31. En réponse à une question de la Présidente qui demande si le CEDS a mal interprété le rapport et si la durée du travail est généralement limitée à huit heures par jour, la représentante de l'Arménie confirme que le Code du travail présente des lacunes et que l'objectif de la réforme en cours est d'y remédier.

32. Le Comité prend note de ces informations et engage le Gouvernement de l'Arménie à mener à bien la réforme du Code du travail et à rendre la situation conforme à la Charte sociale européenne.

CSER 7§1 CHYPRE

Le Comité conclut que la situation de Chypre n'est pas conforme à l'article 7§1 de la Charte au motif que l'interdiction du travail avant 15 ans ne s'applique pas aux enfants employés au travail domestique occasionnel ou de courte durée.

33. La représentante de Chypre fournit des informations concernant l'article 7, paragraphes 1 et 3. Un projet de loi modifiant l'article 3 de la loi fondamentale n°48(1)/2001 relative à la protection des jeunes au travail a été soumis au Parlement. Cette loi interdisait d'employer des enfants, sauf pour effectuer, à titre occasionnel ou pour une courte durée, (a) des travaux domestiques chez un particulier ou (b) un travail dans l'entreprise familiale qui ne risque pas de blesser ou de mettre en danger l'adolescent qui en est chargé.

Dans la loi modifiée sur la protection des jeunes au travail N°15(1)/2012 promulguée et publiée au Journal officiel du Gouvernement chypriote le 23.2.2012, l'article 3 de la loi fondamentale n°48(1)/2001 est remplacé par la disposition suivante :

> « 3. (1) La présente loi couvre l'emploi des jeunes par tout employeur.
>
> (2) Est exclu du champ d'application de la loi évoqué au paragraphe (1) un travail occasionnel ou de courte durée qui ne risque pas de blesser ou de mettre en danger des adolescents employés dans l'entreprise familiale ».

Dans la présente loi, l'expression « jeunes » désigne les personnes âgées de moins de 18 ans.

En conséquence, le travail domestique effectué chez un particulier à titre occasionnel ou pour une courte durée est maintenant inclus dans le champ d'application de la loi modifiée N°15(1)/2012 et, à ce titre, est interdit.

34. Le Comité félicite Chypre pour cette évolution positive dans sa législation.

CSER 7§1 IRLANDE

Le Comité conclut que la situation de l'Irlande n'est pas conforme à l'article 7§1 de la Charte au motif que la limite d'âge de 15 ans minimum ne s'applique pas aux enfants employés par un proche parent.

35. La représentante de l'Irlande fournit des informations pertinentes pour les paragraphes 1, 3 4 et 8 de l'article 7, ces dispositions étant liées entre elles. La loi de 1996 sur la protection des jeunes (emploi) regroupe en un texte unique l'ensemble des dispositions relatives à la protection des jeunes dans l'emploi en général, y compris dans le domaine industriel. Le fait que les parents proches soient exclus d'un nombre limité de dispositions de la loi s'explique par la nature de la société irlandaise, où les entreprises et exploitations agricoles familiales jouent un rôle économique important. Il y a près de 200 000 petites entreprises représentant une main d'œuvre de quelque 655 000 personnes en Irlande. Bon nombre d'entre elles ont moins de 10 salariés et près de 49 % sont des entreprises individuelles. On observe également une tradition rurale forte, dans laquelle les petites exploitations agricoles sont prédominantes. Il y a environ 128 000 exploitations agricoles familiales en Irlande. Au plan pratique, la participation des parents proches – notamment les épouses et les enfants – aux activités des entreprises familiales continue d'être une composante fondamentale de l'aide apportée pour assurer la viabilité et la survie de ces structures. Les difficultés économiques actuelles et les pressions qu'elles engendrent sur la compétitivité des petites entreprises rendent cette aide encore plus vitale.

La législation relative à la protection des jeunes définit de manière restrictive la notion de « proche parent » et fixe des limites bien précises quant aux types d'emploi qu'un proche parent peut exercer. Il est également à noter qu'en excluant les parents proches de certaines dispositions de la loi, l'Irlande respecte la Directive 94/33/CE du Conseil de l'UE. Bien que toutes les dispositions de la loi ne s'appliquent pas aux parents proches, les articles relatifs aux périodes de repos, aux pauses et au travail de nuit demeurent applicables. Contrairement aux conclusions du CEDS, les parents proches ne sont <u>pas</u> exclus des dispositions interdisant le travail de nuit aux enfants et aux jeunes. D'importants garde-fous sont également contenus dans la législation irlandaise relative à la sécurité, à la santé et au bien-être, qui n'autorise aucune dérogation en matière d'emploi de parents proches. Un code de bonnes pratiques, lancé en 2010 par l'Autorité de santé et de sécurité, vise à prévenir les accidents chez les enfants et les jeunes dans l'agriculture. L'Inspection de la santé et de la sécurité a mené 1754 enquêtes et inspections dans le monde agricole en 2010. Enfin, il existe, outre la législation relative à la sécurité et à la santé, un important corpus législatif sur l'éducation et le bien-être des enfants qui fait primer la réussite scolaire des enfants et des jeunes sur un éventuel emploi occupé au sein d'une entreprise ou d'une exploitation agricole familiales. Le Conseil national de l'éducation est chargé de promouvoir la fréquentation, la participation et la persévérance scolaires.

En ce qui concerne la conclusion relative à la mise en œuvre de la loi sur la protection des jeunes, des difficultés d'ordre pratique et logistique se posent pour l'obtention de statistiques fiables sur le nombre de proches parents employés en Irlande en raison de la nature même de l'aide qu'ils fournissent dans un environnement largement privé. Toutefois, l'Autorité nationale des droits du travail effectue des inspections pour veiller à ce que la loi soit dûment appliquée.

En conclusion, on notera l'absence de plaintes officielles ou d'autres pressions au niveau national en faveur d'une révision de la législation. Cette dernière reflète les réalités économiques de l'Irlande, où les entreprises familiales restent prédominantes et où l'aide des membres de la famille est au cœur des traditions et des coutumes. Elle est également conforme aux dispositions de la Directive du Conseil de l'UE et étayée par un ensemble de lois protectrices en matière de sécurité, de santé et d'éducation. Dans ces circonstances, une révision de la législation ne se justifie pas pour l'heure.

36. Le Comité constate que la situation n'a pas changé et que la Recommandation CM/RecChS(2007)1 reste valable. Il demande instamment au Gouvernement de mettre la situation en conformité avec la Charte.

CSER 7§1 ITALIE

Le Comité conclut que la situation de l'Italie n'est pas conforme à l'article 7§1 de la Charte au motif qu'il n'est pas établi que la mise en œuvre effective de la législation sur l'interdiction du travail avant 15 ans est assurée.

37. La représentante de l'Italie informe le Comité que, depuis l'entrée en vigueur, au 1er septembre 2007 de la loi n° 296 du 27 septembre 2006, la durée de scolarité obligatoire a été portée à 10 ans, fixant de fait à 16 ans l'âge minimum d'admission à l'emploi. Elle indique que, dans le cadre de la réforme de l'enseignement, la loi n° 167 du 14 septembre 2011 a étendu la possibilité d'accomplir l'instruction obligatoire par la voie de l'apprentissage aux enfants de 15 à 16 ans. Pendant l'année scolaire 2007/2008, environ 2 % (41 028) des mineurs âgés de 14 à 17 ans ont suivi un apprentissage, 88,7 % (2 080 148) ont fréquenté l'école secondaire supérieure, et 4,4 % (102 297) ont été inscrits aux cours de formation professionnelle des régions.

La représentante de l'Italie rappelle l'engagement de son Gouvernement dans la lutte contre le travail des enfants et l'inscription de cette lutte aux objectifs stratégiques du Ministère du Travail et des Politiques Sociales pour la période 2011-2012. Elle précise que les circulaires de l'Inspection du travail pour 2012 prévoient des actions renforcées sur la vérification de la régularité de l'emploi des mineurs dans certains secteurs d'activité, et du respect de l'interdiction d'affecter les mineurs aux taches et aux procédés classifiés comme dangereux, pénibles ou insalubres. En outre, l'inspection du travail a introduit le relevé de l'âge des mineurs en situation d'emploi, ce qui doit permettre d'intégrer le nombre d'enfants âgés de 15 ans en situation d'emploi au prochain rapport sur l'article 7.

La représentante de l'Italie affirme que les seules données disponibles à ce jour, reflétées dans le rapport au CEDS, sont celles de l'enquête menée par l'ISTAT en 2008, mises à jour en 2011. Un volet de l'enquête a porté sur les activités que les enfants ont déclaré pratiquer habituellement au sein de la famille (baby-sitting, garde de chiens, cours de rattrapage), activités qui n'entravent pas nécessairement le développement de l'enfant, le suivi de l'instruction obligatoire ou le droit de jouer stipulés à la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, raison pour laquelle ces activités ne sont pas jugées représentatives du travail des mineurs en Italie. Revenant sur une question du Comité relative au contrôle, par les services d'Inspection du travail, du caractère léger de ces activités et de l'absence de risque pour la santé, la moralité ou l'éducation des mineurs, la représentante de l'Italie explique que, dans la mesure où le domicile où les mineurs vivent avec leur famille ne constitue pas un lieu de travail et où les parents ne répondent pas à la définition de l'employeur, les services d'Inspection du travail, dont la compétence est limitée par la loi au contrôle des lieux de travail, ne sont pas en mesure d'effectuer ce contrôle.

La représentante de l'Italie affirme que l'Italie respecte l'instruction obligatoire jusqu'à l'âge de 16 ans, dans la mesure où 95 % des mineurs âgés de 14 à 17 ans fréquentent l'école supérieure, les cours de formation professionnelle des régions, ou bien travaillent comme apprentis.

La représentante de l'Italie étend ces déclarations à la réponse fournie au motif de non-conformité avec l'article 7§3 de la Charte.

38. En réponse à une question de la Présidente, la représentante de l'Italie indique que l'enquête de l'ISTAT en 2008 a été menée spontanément, afin de fournir un éclairage sur le monde adolescent, y compris ses activités habituelles non qualifiables de travail.

39. En réponse à une question du représentant de la CES, la représentante de l'Italie indique que l'apprentissage constitue un instrument utile pour raccrocher des jeunes en situation d'échec scolaire et pour les initier au monde du travail. Elle précise que les contrats d'apprentissage sont rémunérés et assujettis aux cotisations sociales. Elle souligne l'aspect formateur de ce mode d'exercice professionnel dans la mesure où il s'inscrit dans le respect de l'instruction obligatoire.

40. Le Secrétariat rappelle que la législation n'a jamais posé problème en soi, mais que le CEDS a constaté que 120 000 enfants travaillent de manière illégale en pratique, et l'information fait toujours défaut par rapport à cette constatation.

41. La représentante de l'Italie déclare que le manque d'information est lié à l'indisponibilité de données statistiques. Si l'on disposait de données sur l'ensemble des mineurs constatés en situation d'emploi, les tranches d'âge n'avaient pas été relevées par le passé, et son service venait de corriger les pratiques des inspecteurs du travail sur ce point. L'analyse de données affinées par tranche d'âge devrait permettre de fournir les informations dans le prochain rapport.

42. Le Comité invite le Gouvernement de l'Italie à fournir des informations utiles dans le prochain rapport, et lui demande de se mettre en conformité avec la Charte sociale européenne.

CSER 7§1 REPUBLIQUE DE MOLDOVA

Le CEDS conclut que la situation de la République de Moldova n'est pas conforme à l'article 7§1 de la Charte au motif que la République de Moldova n'a pas pris des mesures suffisantes pour garantir l'interdiction du travail avant l'âge de 15 ans dans la pratique.

43. La représentante de la République de Moldova, rappelant l'engagement de son Gouvernement pour éliminer le travail des enfants, informe le Comité qu'en vertu de la loi-cadre sur l'inspection du travail en vigueur, les corps d'inspection du travail étaient habilités à procéder, à toute heure, à toutes formes de contrôle, auprès de tous les employeurs.

44. Elle explique que son pays participe depuis 2009 au plan global d'action pour éliminer les pires formes du travail des enfants dans le cadre du Programme international pour l'abolition du travail des enfants (IPEC) de l'OIT, et a approuvé en octobre 2011 un plan d'action national pour l'élimination du travail des enfants comprenant 40 actions dont l'actualisation de la législation en vigueur, la sensibilisation des employeurs sur les questions liées au travail des enfants, l'amélioration de l'accès des enfants à un enseignement de qualité, et le soutien matériel aux familles dont les enfants sont impliqués dans le travail.

45. Elle ajoute que les services d'inspection du travail ont contrôlé 30 entreprises en 2011, relevé 224 mineurs âgés de moins de 18 ans, dont 70 âgés de moins de 17 ans. Lesdits services ont dressé plus de 18 procès-verbaux. Les infractions pouvaient être sanctionnées par un système d'amendes par unités conventionnelles appliquées en fonction de la situation. Elle propose de communiquer un tableau relevant les activités de l'inspection du travail, par type d'activité économique, et par type de violation constatée. Elle relève que les services d'inspection du travail disposent par ailleurs d'un budget destiné aux actions de sensibilisation, telles que les séminaires expliquant la législation, les risques, les sanctions aux parents et aux employeurs.

46. Le représentant de la CES rappelle que le motif de non-conformité porte uniquement sur l'insuffisance des mesures mises en œuvre, et relève que les contrôles évoqués concernaient les entreprises, alors que la vaste majorité des enfants travaillaient dans les exploitations familiales et les secteurs non formels. La représentante de la Pologne a partagé cette inquiétude.

47. La représentante de la République de Moldova a répondu que les chiffres cités concernaient les entreprises enregistrées dans lesquelles le travail des enfants a été constaté, mais qu'il était difficile de procéder à des contrôles dans le cadre strictement familial, dans la mesure où de tels

contrôles impliquent une intervention sur le domaine privé. Elle a rappelé les actions de sensibilisation et de formation des inspecteurs du travail.

48. Le Secrétariat, rappelant les conclusions du CEDS sous l'article 3§3 de la Charte selon lesquelles la République de Moldova ne disposait pas d'un système efficace d'inspection du travail, a souligné que le problème se situait au niveau de l'efficacité des inspections du travail en pratique.

49. En réponse à une question de la Présidente sur les 40 actions mises en œuvre en application du plan d'action national pour l'élimination du travail des enfants, la représentante de la République de Moldova a déclaré que son Gouvernement avait formulé des recommandations et que le plan était prévu jusqu'en 2016.

50. En réponse à une autre question de la Présidente, la représentante de la République de Moldova précise que, dans la mesure où le pays était largement agricole, les agriculteurs sont soumis aux contrôles et actions évoqués.

51. Le Comité prend note des informations communiquées, rappelle que le travail des enfants peut avoir des conséquences graves pour leur santé physique et leur développement. Il encourage la République de Moldova à fournir des données pertinentes dans le prochain rapport. Il demande au Gouvernement de la République de Moldova de se mettre en conformité avec la Charte sociale européenne.

CSER 7§1 ROUMANIE

Le Comité conclut que la situation de la Roumanie n'est pas conforme à l'article 7§1 de la Charte aux motifs que :

- *la notion de travaux légers n'esst pas définie par la législation ou la pratique nationale ;*
- *le respect de l'interdiction du travail avant l'âge de 15 ans n'est pas garanti dans la pratique.*

Premier motif de non-conformité

52. La représentante de la Roumanie a fourni par écrit les informations suivantes :

> The report states that there are no specific provisions concerning light work for children under 15 and that a working group has been set up in order to regulate activities regarding, among others, light work, artistic, cultural and sport.
> Protecting of young people at the workplace is achieved by **GD no.600/2007 on protection young people at workplace**, published in the Official Gazette no.473 of July 13, 2007 **and Law no. 53/2003 - Labour Code, republished** in the O.G. No.345 of 18.05.2011.
> Provisions of GD no.600/2007 are meant to ensure protection of young people against economic exploitation, of any work likely to harm their safety, health or physical, mental, moral or social development or to jeopardize their education. There are also regulations to ensure protection of young people at the workplace also in Law. 53/2003 - Labour Code, republished.
> GD no. 600/2007 provisions apply to any person under the age of 18 who concludes an individual labour contract in accordance with the legislation in force. Is allowed employment of children from the age of 16 years for light works, or of age 15 years only with parental consent. According to the national legislation, under the age of 18 is not allowed to any category of persons to perform hard labour, harmful or dangerous.
> Under the legislative act mentioned, the employer shall ensure young people working conditions appropriate to their age.
> The employer is obliged to protect young people against risks for safety, health and their development, risks arising from their inexperience, insufficient awareness of existing or potential risks or the fact that young people are still developing.

Subcommittee established within National Steering Committee (NSC) to prevent and combat child labour exploitation issued a draft law to regulate how cultural, artistic, sports, advertising and modelling activities can be carried by children to prevent hazardous work. It will be promoted by the Ministry of Labour, Family and Social Protection as a law; the document is currently undergoing external approval. In terms of domestic activity, the report states that children less than 15 years engaged in domestic activities are monitored by the child protection system.

Regarding this aspect we mention that regarding "domestic work", in accordance with legislation, in case it becomes a dangerous work, are applicable the provisions of GD no.867/2009 on the prohibition of hazardous work for children. At the same time, if the performance of such activities meets elements that can lead to considering them as an offence, then it falls under the Penal Code as it was above mentioned.

In these two cases, dangerous labour and abuse, monitoring as a result of a notification is provided by General Directorate for Child Protection. Regarding prevention, intervention and monitoring, in 2011 was approved GD no.49 with 2 annexes:

- Framework methodology on prevention and intervention into a multidisciplinary team and network intervention in cases of violence against children and domestic violence;
- Methodology on inter-institutions and multidisciplinary intervention on exploited children or at risk of exploitation through labour, children victims of trafficking and migrant Romanian children victims of other forms of violence in other countries.

According to the Government Decision above-mentioned, Specializing Unit in Child Labour within the General Directorate for Child Protection has initiated the development of a unitary set of tools to monitor all forms of violence against children and domestic violence starting from the models promoted by the monitoring mechanisms of child labour exploitation.

Children under the age of 15 cannot be employed in domestic works, because these works are not provided by the Labour Code, consequently they cannot conclude labour contracts.

Regarding the last two paragraphs, the National Steering Committee (NSC) to prevent and combat child labour will take note of the Committee request and will discuss the definition of domestic work and other areas of child labour in the above set of tools.

Deuxième motif de non-conformité

53. La représentante de la Roumanie présente des informations sur la Décision 600/2007 du Gouvernement relative au travail des jeunes, qui assure la protection des jeunes contre l'exploitation économique et les travaux susceptibles de mettre en danger leur sécurité et leur santé ou leur développement physique, mental, moral ou social ou encore de compromettre leur éducation. Le Code du travail, loi n°53/2003 republiée en 2011 contient également des règles visant à assurer la protection des jeunes au travail.

Les dispositions de la décision gouvernementale 600/2007 s'appliquent à toute personne de moins de 18 ans qui a conclu un contrat de travail individuel conformément à la loi. L'emploi des jeunes pour des travaux légers est autorisé à partir de 16 ans ou à partir de 15 ans avec l'autorisation des parents. Aucune catégorie de personnes de moins de 18 ans ne peut effectuer de travail pénible ou dangereux. L'employeur est tenu d'assurer de bonnes conditions de travail et de protéger les jeunes contre toute forme de risque.

Une sous-commission créée au sein du Comité directeur national de prévention et de lutte contre le travail des enfants a préparé un projet de loi visant à protéger les enfants contre tout travail dangereux dans les activités culturelles, artistiques, sportives, publicitaires et de mannequinat. Ce projet de loi, qui est actuellement en cours d'approbation externe, sera présenté par le ministre du Travail, de la Famille et de la Protection sociale.

Le rapport national indique que les enfants de moins de 15 ans employés dans des activités domestiques sont suivis par le système de protection de l'enfance : dans ce cas, ce sont les

dispositions de la décision gouvernementale n°867/2009 interdisant aux enfants tout travail dangereux qui s'appliquent. Si l'exercice de telles activités implique des éléments susceptibles de constituer une infraction, les dispositions pertinentes du Code pénal s'appliquent également.

Des informations complètes sur tous les textes de loi applicables seront fournies par écrit et intégrées au prochain rapport.

54. La présidente demande des précisions en ce qui concerne les enfants de moins de 15 ans employés pour effectuer des travaux domestiques qui ne sont pas dangereux pour eux.

55. La représentante de la Roumanie explique que le Code du travail ne prévoit pas la possibilité pour des enfants de moins de 15 ans d'être employés pour effectuer des travaux domestiques. Il est possible de confier à un enfant des travaux très légers consistant en des tâches adaptées à son âge et visant à développer son intuition, mais pas un travail impliquant des activités pénibles ou dangereuses susceptibles de nuire à son développement.

56. La représentante de la Pologne souligne l'importance de la mise en œuvre de la loi, la conclusion de non-conformité reposant principalement sur la situation dans la pratique. Un complément d'information est nécessaire sur le suivi, la fréquence des inspections, le nombre d'infractions constatées et les mesures prises à l'égard des contrevenants. Le représentant de la CES soutient ce point de vue en affirmant que les statistiques disponibles mettent en évidence le rejet de nombreuses affaires.

57. La représentante de la Lituanie souligne que le problème est lié à un manque de statistiques du ministère de la Justice plutôt que de l'Inspection du travail.

58. En réponse à une question de la représentante de la Pologne concernant l'obligation des employeurs de se conformer à la loi, la représentante de la Roumanie confirme que la loi prévoit un système de traduction en justice des auteurs d'infractions.

59. Le Secrétariat rappelle que la conclusion de non-conformité repose ici sur la non-application dans la pratique de la législation en vigueur et l'absence de réponse adéquate de la part des tribunaux : de ce fait, il est extrêmement important d'obtenir des informations du ministère de la Justice.

60. La représentante de la Roumanie convient de donner davantage d'informations provenant du ministère de la Justice ; cet aspect sera souligné dans le prochain rapport. Parmi les alternatives à l'exercice de poursuites pénales employées pour lutter contre le travail des enfants, elle mentionne une ligne téléphonique directe vers la Direction de la protection de l'enfance qui enregistre les appels signalant des problèmes de travail des enfants.

61. Le Comité prend note des évolutions législatives et se félicite de la création d'un groupe de travail. Il se dit préoccupé par la situation dans la pratique et invite le Gouvernement à fournir des données statistiques supplémentaires sur la mise en œuvre de la législation, ainsi que des informations sur les autres initiatives concrètes qui ont été prises. Il lui demande également de prendre les mesures nécessaires pour mettre la situation en conformité avec la Charte.

CSER 7§1 RÉPUBLIQUE SLOVAQUE

Le Comité conclut que la situation de la République slovaque n'est pas conforme à l'article 7§1 de la Charte au motif qu'il n'est pas établi que la definition des travaux légers et leur durée soient suffisamment précisées.

62. Le représentant de la République slovaque a fourni par écrit les informations suivantes :

> Pursuant to Act No. 125/2006 Coll. on Work Inspection and change and amendment of Act No. 82/2005 Coll. on Illegal work and Illegal Employment and change and amendment of certain

acts as amended, Work Inspectorate is responsible for the supervision of employment regulations observation. According to Article 11§5 of the Labour Code, light work is permitted by the Labour Inspectorate based on an application of the employer in consultation with the relevant public health authority. The permit must specify the number of hours and conditions applying to such light work. The relevant work inspectorate may withdraw the permit, in cases when the permit conditions are breached.

Persons aged less than 15 years or persons aged over 15 years who have not yet completed compulsory schooling are forbidden to work. These persons may carry out light work which does not result in a danger to their health, safety, further development or school attendance. The work can be carried out only for the purposes of:

a) taking part in a cultural performance and artistic performance,

b) sports events,

c) advertising activities.

The Labour Inspectorate (as listed in the Labour Inspectorate internal regulation for issuing light work permits) allows young persons under the age of 15 to carry out light work only if it:

a) Does not exceed physical or mental abilities of the person concerned;

b) Does not pose danger to the person concerned, or if it does not expose the individual to harmful physical, biological or chemical factors;

c) Does not threaten the person concerned with pollutants that are toxic, carcinogenic, cause genetic damage or permanently damage health;

d) Does not expose the person concerned to dangerous radiation;

e) Does not expose the person concerned to heat, cold, noise or vibrations;

f) Is free of risks, which the person concerned is unable to recognize, or which they would be unable to avoid due to the one´s insufficient attention or experience;

g) Does not require the person concerned to manipulate heavy objects or load disproportionate to their physical abilities;

h) Is suitable for the person concerned on the basis of their medical examination for the purpose of carrying out the work concerned.

The potential employer is obliged to provide the Labour Inspectorate with the required documents proving the above mentioned conditions are met. The documents may contain photographs of the place of work to prove it is safe and that minors are not threatened by the environment.

If the above mentioned conditions are met, then:

a) The maximum daily work time may not exceed 6 hours;

b) The maximum weekly work time may not exceed 30 hours;

c) The maximum daily work time may not exceed 2 hours during a school day;

d) The minimum daily rest period must be at least 14 consecutive hours and the minimum weekly rest period must be at least 2 consecutive days;

e) The minimum break during the work time is at least 30 minutes after 3 hours of work.

The Labour Inspectorate carries out regular inspections to make sure these conditions are met. The inspection focuses on:

a) How the safety at work is secured;

b) Evaluation of possible risks;

c) Examination whether the work concerned is allowed/legal;

d) Evaluation of work environment factors (noise, vibrations, lighting, air conditioning, temperature, dust control, radiation, toxins, carcinogens, harmful biological substances), their amount and means of their disposal;

e) Providing of first aid;

f) Work time and rest period examination.

After each inspection, the participating labour inspector prepares a thorough documentation listing all findings and conclusions. In case of breach of any single of the above mentioned conditions, the Labour Inspectorate withdraws the permit issued to the given employer.

CSER 7§1 TURQUIE

Le CEDS conclut que la situation de la Turquie n'est pas conforme à l'article 7§1 de la Charte au motif que le respect de l'interdiction du travail avant l'âge de 15 ans n'est pas garanti dans la pratique.

63. Le représentant de la Turquie explique que l'article 71 de la loi n° 4857 du 10 juin 2003 sur le travail interdit l'emploi d'enfants de moins de 15 ans et réserve l'emploi des enfants de plus de 14 ans aux travaux légers et à la condition qu'ils aient achevé leur scolarité primaire. Il précise que les inspecteurs du travail contrôlent régulièrement si les enfants employés sont en âge légal de travailler et peuvent infliger une amende maximale de 1.200 TL en cas d'infraction. Les contrôles avaient relevé 13.278 situations d'emploi d'enfants de moins de 15 ans en 2010, et 8.443 en 2011. Ce dispositif diminue continuellement et efficacement le nombre d'enfants de moins de 15 ans au travail.

Le représentant de la Turquie ajoute que l'Institut de statistique a enquêté sur la question en 1994, 1999 et 2006, afin de déterminer les secteurs économiques, les conditions d'emploi, ainsi que les données démographiques, sociales et économiques relatives aux enfants en situation d'emploi. Il estime que la comparaison des résultats révèle une baisse importante de la proportion d'enfants âgés de 6 à 17 ans en situation d'emploi, de 15,2 % en 1994 à 10,3 % en 1999 et à 5,9 % en 2006. Le taux d'enfants âgés de 6 à14 ans en situation d'emploi était de 2,6 % soit 320.000 enfants en 2006.

Le représentant de la Turquie relève que ces données de 2006 ne reflètent plus la situation actuelle, dans la mesure où plusieurs projets ont été initiés en vue d'éliminer les pires formes du travail des enfants. Il s'attend à ce que la prochaine enquête prévue à la fin de l'année confirme la tendance à la baisse du travail des enfants.

Le représentant de la Turquie informe que, sur la base des données actuelles, son Gouvernement s'attache à poursuivre les efforts, notamment dans le cadre du Programme international pour l'élimination du travail des enfants (IPEC) de l'OIT, auquel la Turquie adhère depuis 1992. En application de ce Programme, la Turquie a élaboré une politique nationale et un programme-cadre pour la période de 2005 à 2015, complétés par des projets ponctuels en vue d'éliminer les pires formes du travail des enfants (destiné aux enfants travaillant dans la rue, l'industrie et l'agriculture), de prévenir le travail des enfants dans l'agriculture saisonnière par l'éducation, et de développer la capacité nationale en la matière.

Le représentant de la Turquie ajoute que son Gouvernement a élaboré avec l'UNICEF un plan d'action national relatif au renforcement et à la protection de la jeunesse, pour la période de 2011 à 2016, visant notamment à réaliser des améliorations durables dans l'égalité d'accès à l'éducation pour les enfants âgés de 14 à 18 ans. Ce plan d'action prévoit des enquêtes en vue de déterminer les motifs de départ précoce de l'école et du redoublement, afin de proposer des actions correctrices ; de déterminer les caractéristiques, les besoins et les attentes des enfants âgés de 14 à 18 ans, et de proposer des actions y répondant ; d'étudier la situation de l'éducation et de l'emploi des enfants âgés de 14 à 18 ans, et de formuler des propositions pour les faire bénéficier des possibilités offertes par l'enseignement.

Le représentant de la Turquie confirme que la durée de scolarité obligatoire a été augmentée de 8 à 12 ans, ce qui a pour effet de soumettre les enfants de moins de 18 ans à l'instruction obligatoire, et de rendre plus difficile l'emploi des enfants de moins de 15 ans.

64. En réponse à une question du représentant de la CES, le représentant de la Turquie indique que la durée de scolarité obligatoire de 12 ans commence à partir de l'âge de 5 ans et demi ou de 6 ans, selon la volonté de la famille, que seul l'Institut de statistique suit l'évolution des enfants en situation d'emploi, et que la baisse évoquée de 15,2 % en 1994 à 5,9 % en 2006 reflète l'efficacité des projets mis en œuvre.

65. Il précise également que les services d'inspection du travail ont pour mission de contrôler l'application de la législation du travail, et que les services d'inspection d'éducation étaient chargés de vérifier si les enfants sont en âge d'instruction obligatoire.

66. Le Comité prend note de la tendance à la baisse du travail des enfants. Il décide d'attendre le résultat de l'enquête annoncé pour la fin de l'année, et encourage le Gouvernement de la Turquie à poursuivre ses efforts pour la mise en conformité avec la Charte sociale européenne.

CSER 7§1 UKRAINE

Le Comité conclut que la situation de l'Ukraine n'est pas conforme à l'article 7§1 de la Chart au motif que la définition que donne des travaux légers la legislation interne n'est pas suffisamment precise, car il manque une definition des typs de travaux susceptibles d'être considérés comme tells ou une liste de ceux qui ne le sont pas.

67. La représentante de l'Ukraine a fourni par écrit les informations suivantes :

> Article 20 of the Draft Labour Code provides that specially authorized central executive body shall approve the list of types of light work. In this manner after adoption of the new Labour Code, which was submitted to the Parliament on 2 April 2012, the list of types of light work will be developed, the performance of which may involve a person under the age of 15 years.
> Updated information will be provided in the next report.

Article 7§2 – Interdiction du travail avant 18 ans pour des activités dangereuses ou insalubres

CSER 7§2 ALBANIE

Le Comité conclut que la situation de l'Albanie n'est pas conforme à l'article 7§2 de la Charte au motif que l'interdiction de l'emploi de jeunes de moins de 18 ans à des travaux dangereux ou insalubres n'est pas garantie en pratique.

68. La représentante de l'Albanie a fourni par écrit les informations suivantes :

> In compliance with child protection legislation, the Minister of Labour, Social Affairs and Equal Opportunities and Minister of Interior issued a joint order No. 125 dated 23.08.2012 "On protection of rights of children who are exposed to various forms of abuse against them" through which is required by the State Police and the State Social Service to cooperate together to identify street children and take them in protection. A joint action in Tirana has already begun, which will be extended to the whole country, in order to remove children from the streets and with the collaboration of Child Protection Unit at the municipalities and communes, these children will be provided with all the support necessary.
> Pursuant to this order a draft working plan has been established "to protect minor street children who are exposed to various forms of abuse against them". The purpose of this draft working plan is to coordinate the work between the institutions for the protection of minor street children, prevention of criminal offense against this category of minors, taking them into protection and rehabilitation entities and creating safer environments.

CSER 7§2 FRANCE

Le Comité conclut que la situation de la France n'est pas conforme à l'article 7§2 de la Charte au motif que la législation ne prévoit pas une interdiction absolue du travail avant 18 ans pour des activités

dangereuses en dehors du cadre de la formation professionnelle ou si une telle formation n'a pas eu lieu au préalable.

69. La représentante de la France donne des informations sur la législation, qui offre un cadre strict concernant l'emploi des jeunes. Le motif de non-conformité concerne les jeunes non qualifiés de moins de 18 ans qui effectuent des travaux dangereux en dehors du cadre de la formation professionnelle – travaux qui n'entrent donc pas dans le champ d'application de la législation, laquelle prévoit une dérogation pour les jeunes en formation professionnelle ou ayant suivi une telle formation.

Comme cela a été mentionné dans le précédent rapport, une réforme est en cours en vue de modifier le Code du travail mais on ignore à ce stade quand elle sera finalisée, la procédure étant complexe et transversale. Cet aspect de la réforme est certes important, mais ce n'est pas une priorité pour le Gouvernement, qui se focalisera dans un premier temps sur la procédure de dérogation, avant de procéder à la modification du décret établissant la liste des travaux interdits. Dans la pratique, bien qu'il soit très difficile de mener une évaluation à ce sujet, le problème de la non-conformité ne concerne qu'un petit nombre de jeunes en France.

70. En réponse à une question de la représentante de l'Estonie, la représentante de la France indique qu'il existe d'autres mesures de protection des jeunes travailleurs, parmi lesquelles la réalisation de contrôles réguliers par l'Inspection du travail et la médecine du travail.

71. Le représentant de la CES estime que le fait que cette question ne soit plus considérée comme une priorité envoie un message préoccupant, d'autant plus que l'on ignore quand la réforme aura lieu.

72. En réponse à une question de la représentante du Portugal, la représentante de la France confirme que son pays respecte la Directive 94/33 de l'UE relative à la protection des jeunes au travail.

73. Le Comité se dit préoccupé par la situation, la réforme n'ayant pas encore été menée, et demande instamment au Gouvernement de mettre la situation en conformité avec la Charte.

CSER 7§2 ITALIE

Le Comité conclut que la situation de l'Italie n'est pas conforme à l'article 7§2 de la Charte au motif qu'il n'est pas établi que l'inspection du travail assure un contrôle sur les lieux de formation où certains travaux effectués par les adolescents de moins de 18 ans pourraient être considérés comme dangereux ou insalubres alors même qu'ils n'auraient pas été déclarés comme tels.

74. Le représentant de l'Italie a fourni par écrit les informations suivantes :

> En réponse au cas de non-conformité soulevé par le Comité, on souligne que la réglementation en vigueur en matière de protection des jeunes sur les lieux de travail interdit de manière générale l'emploi de travailleurs âgés de moins de 18 ans à des taches dangereuses ou insalubres. Comme nous l'avons déjà expliqué, on peut déroger de cette interdiction seulement pour des raisons indispensables à la formation professionnelle et pendant le temps nécessaire, à la condition que ces taches soient exercées sous la surveillance de formateurs compétents et dans le respect de toutes les conditions de santé et de sécurité prévues par la législation. Sauf les instituts techniques et professionnels, l'exercice de ces taches dans le cadre de la formation doit être préalablement autorisé par la Direction provincial du travail, après avis favorable de la structure sanitaire locale (ASL).
> Parmi les informations soumises dans le rapport, il y a la précision du Ministère de l'Education nationale que les programmes d'instruction des instituts mentionnés au-dessus ne prévoient aucune activité qui puisse être définie comme dangereuse ou insalubre. En effet, ces activités iraient à l'encontre des principes de formation et de sécurité élémentaires des élèves dont il est

question dans les programmes actuels. En pratique, bien que la législation prévoie la possibilité pour les adolescents fréquentant les instituts techniques et professionnels d'exercer des taches dangereuses ou insalubres s'elles sont indispensables pour leur formation, aucune activité de ce type n'est menée par eux et, par conséquent, les Directions provinciales du travail n'ont pas réalisé d'inspections.

Pour ce qui est des programmes des cours de formation professionnelle menés par les Régions et adressés aux mineurs de 18 ans soumis à l'obligation scolaire ou visant à obtenir une qualification ou un diplôme professionnel, on représente ce qui suit. A la suite des récentes réformes de l'enseignement (prière de voir le dernier rapport), les jeunes ont la possibilité de choisir entre le système éducatif de l'Etat et celui des Régions afin d'accomplir l'obligation scolaire ou d'obtenir une qualification professionnelle et peuvent passer de l'un à l'autre. Par conséquent, les programmes scolaires régionaux sont définis à la suite d'accords stipulés entre le Ministère de l'Education nationale et les Régions et doivent se conformer à ceux des instituts techniques et professionnels de l'Etat. Afin d'assurer un égal niveau d'instruction entre les deux systèmes éducatifs, les programmes scolaires des Régions ne peuvent pas prévoir l'exercice d'activités dangereuses ou insalubres. D'ailleurs, le Ministère de l'éducation nationale ne peut pas permettre l'exercice d'activités nocives à la santé et à la sécurité des adolescents dans les cours de formation professionnelle des Régions dès lors qu'il les a interdites dans les instituts techniques et professionnels. En considération de tout ce qu'on a expliqué avant, les Directions provinciales du travail n'ont aucune raison d'effectuer d'inspections dans les cours de formation régionaux.

CSER 7§2 RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA

Le Comité conclut que la situation de la République de Moldova n'est pas conforme à l'article 7§2 de la Charte au motif qu'il n'est pas établi que l'inspection du travail assure un contrôle sur les travaux effectués par les jeunes de moins de 18 ans pouvant être considérés comme dangereux ou insalubres.

75. La représentante de la République de Moldova a fourni par écrit les informations suivantes concernant l'article 7§2, 7§4, 7§7, 7§8, 7§9 et 7§10 :

L'activité de l'Inspection du Travail est développée en conformité avec la Loi n° 140-XV du 10 mai 2001, en vertu de laquelle l'Inspection du Travail exerce le contrôle d'Etat sur le respect des actes législatifs et d'autres actes normatifs dans le domaine du travail aux entreprises, institutions et organisations, de tout type de propriété et de forme juridique d'organisation, les personnes physiques qui emploient les salariés, ainsi qu' dans les autorités de l'administration publique centrale et locale.

Les actions de contrôle entreprises par les inspecteurs de travail sont réalisées en conformité avec l'article 11^2 de la Loi mentionnée.

En conformité avec cet article le contrôle d'Etat du respect des actes législatifs et d'autres actes normatifs dans le domaine de travail, de la sécurité et la santé au travail est effectué à la base de la disposition de contrôle émise par :

a) inspecteur général d'Etat (du travail) ;
b) adjoints de l'inspecteur général d'Etat (du travail) ;
c) inspecteur-chef de l'inspectorat territorial du travail ;
d) adjoint de l'inspecteur-chef de l'inspectorat territorial du travail.

Le contrôle inopiné peut être également effectue à l'initiative de l'inspecteur du travail, sans disposition de contrôle, mais ensuite l'inspecteur doit informer immédiatement l'une des personnes susmentionnées.

Les dispositions de contrôle sont enregistrées dans les registres d'évidence des dispositions de contrôle qui sont tenus au siège central de l'Inspection du Travail et des inspectorats

territoriaux de travail. La disposition de contrôle est garde ensemble avec les documents rédigés suite au contrôle effectué. La disposition de contrôle est enregistrée aussi par l'entreprise soumise au contrôle.
L'inspecteur de travail informe l'employeur (la personne qui actionne au nom de celui-ci) sur sa présence dans l'entreprise avant de commencer le contrôle. L'exception se fait dans les cas où l'inspecteur est informe par des saisies écrites (y compris en format électronique) des salaries, des partenaires sociaux ou des organisations concernées, qui démontrent que l'employeur :
a) viole la législation du travail, de la sécurité et la santé au travail ;
b) ne fait pas liquider les violations de la législation dans le domaine du travail, de la sécurité et la santé au travail dépistées lors des contrôles antérieurs ;
c) n'informe pas sur les accidents de travail produits dans l'entreprise.
L'inspecteur de travail peut solliciter à l'employeur ou faute de celui-ci, à la personne qui agit au nom de celui-ci de lui accorder le soutien en vue de :
a) assurer la présentation des documents nécessaires au contrôle ;
b) mettre à la disposition un accompagnant pour la durée du contrôle des lieux de travail, dans les locaux de service et de production ;
c) mettre à la disposition un local de service, des moyens de communication et de transport dans le périmètre de l'entreprise soumise au contrôle.
Tout cela démontre que les inspecteurs de travail peuvent exercer le contrôle, y compris les actions de monitoring du travail de l'enfant chez n'importe quel employeur. Les enfants qui travaillent dans le cadre de la famille ne tombent pas sous l'incidence des activités d'inspection.
En 2011 l'Inspection du Travail, dans le cadre des activités de contrôle dans les 30 entreprises a dépistée 224 mineurs qui prêtaient différents services, dont 70 avaient l'âge de sous 17 ans. Du nombre total de mineurs dépistées 77 travaillent sans forme légale d'emploi (sans contact individuel de travail, sans ordre d'embauche, sans évidence du temps de travail).
46 personnes sous l'âge de 18 ans ont été dépistées comme entrainées dans les activités interdites aux enfants : serveur dans les locaux d'agrément pendant la nuit, traitement chimique des céréales, activité de récolte du tabac, garde des animaux).
Au cours des premiers six mois de 2012 dans 11 entreprises on a dépisté 38 mineurs qui exerçaient des différents travaux, dont un avait l'âge de 15 ans qui s'occupait des soins des animaux (travail proscrit aux enfants). Du nombre total des mineurs 22 travaillaient sans forme légale d'emploi. Pour assurer l'application correcte de la législation du travail, de la sécurité et de la santé au travail les inspecteurs du travail ont émis des prescriptions de retraite des personnes sous l'âge de 18 ans des travaux exercés en violation de la législation.
En vue de sanctionner les employeurs qui ont violé la législation du travail, de la sécurité et de la santé au travail, ainsi qu'en vue d'assurer la conformité et assurer le respect de la législation en matière, les inspecteurs du travail ont rédigé 18 procès-verbaux de contravention.
Les travaux interdits aux personnes sous l'âge de 18 ans sont prévus dans le Nomenclateur des industries, professions et les travaux dans les conditions nocives et dangereuses proscrites aux personnes sous l'âge de 18 ans, approuvé par la Décision du Gouvernement de la République de Moldova n 562 du 7 septembre 1993.
L'assurance de l'application de cette décision est réalisée par les services internes ou externes de protection et de prévention, ou par les personnes désignées à s'occuper des activités de protection des salariés aux lieux de travail et de prévention des risques professionnels dans les conditions de l'article 11 de la Loi de la sécurité et de la santé au travail n 186 du 10 juillet 2008.
En vertu de cet article l'employeur désigne un ou plusieurs travailleurs qui s'occuperaient des activités de protection et de prévention des risques professionnels dans l'entreprise.

En cas ou les ressources de l'entreprise respective ne sont pas suffisantes pour organiser les activités de protection et de prévention faute de personnel spécialisé, l'employeur est obligé à faire appel aux services externes de protection et de prévention.
Si l'employeur fait appel aux services externes de protection et de prévention, ceux-ci seront informés par l'employeur concernant les facteurs connus ou suspectés avoir effet sur la sécurité et la santé des travailleurs et auront accès aux informations concernant la sécurité et la santé au travail.
En vue de prévenir la violation de la législation du travail, de la sécurité et de la santé au travail en rapport avec les personnes sous l'âge de 8 ans, l'Inspection du Travail entreprend une série d'actions de sensibilisation et d'information. Ce sont les actions réalisées dans les institutions d'enseignement préuniversitaire. On organise des rencontres avec les élèves des classes supérieures, avec les pédagogues, les parents. Au cours de ces rencontres les inspecteurs de travail expliquent les prévisions de la législation en vigueur concernant le travail des enfants les voies efficientes d'application de ces prévisions, les préjudices qui peuvent être causés aux personnes sous l'âge de 18 ans dans le cas où les prévisions légales sont violées. La responsabilité juridique pour la violation de la législation, ainsi que fournissent des informations concernant les autorités compétentes à assurer l'application correcte et univoque de la législation en matière.
En vue de stimuler la responsabilité juridique des employeurs qui violent la législation du travail, de la sécurité et de la santé au travail on a opéré des modifications au Code Contraventionnel. En vertu de ces modifications, l'admission d'un mineur aux lieux de travail qui représentent un danger pour sa vie et sa santé ou l'entrainement du mineur à l'exercice d'un travail interdit par la législation est sanctionnée par une amende de 100 à 150 unités conventionnelles appliquée à la personne physique, une amende de 250 à 400 unités conventionnelles appliquée à la personne détenant une fonction de responsabilité, une amende de 400 à 500 unités conventionnelles appliquée à la personne juridique avec ou sans privation dans tous les cas du droit d'exercer une certaine activité pour une durée de 6 mois à un an.
Les indicateurs des actions entreprises par l'Inspection du Travail dans les activités de monitoring du travail des personnes sous l'âge de 18 ans en 2011 – juin 2012 sont reflétés dans l'Annexe nr. 1.

CSER 7§2 TURQUIE

Le Comité conclut que la situation de la Turquie n'est pas conforme à l'article 7§2 de la Charte, aux motifs que :

- *l'âge minimum d'admission à l'emploi pour des occupations considérées comme dangereuses ou insalubres est inférieur à 18 ans ;*
- *la situation de fait n'assure pas une protection effective contre l'emploi de jeunes de moins de 18 ans à des tâches dangereuses ou insalubres.*

76. Le Représentant de la Turquie a fourni par écrit les informations suivantes :

1) L'âge d'admission à l'emploi pour les travaux dangereux et insalubres
L'opinion de notre Gouvernement contre le motif de non-conformité avancé par le Comité est exprimée comme suit :
Comme on le sait, la Turquie a signé plusieurs conventions internationales en ce qui concerne les droits des enfants et l'emploi des enfants. Elle s'est rapidement soumise à une multitude de résolutions prises en la matière. La Turquie a respectivement ratifié l'une des plus importantes conventions sur le droit de l'homme, la Convention internationale sur les Droits de l'Enfant des Nations Unies en 1994, l'une des conventions essentielles de l'Organisation internationale du

Travail (L'OIT), la Convention no138 sur l'Âge minimum d'Admission à l'Emploi en 1998 et une autre convention essentielle de l'OIT, la Convention no 182 sur l'Élimination des pires formes du Travail des Enfants en 2001.
Tout d'abord, l'article 50 de la Constitution qui dispose « Nul ne peut être tenu d'effectuer les tâches inadaptées à son âge, son sexe ou ses capacités » est le premier pas fait pour prévenir la présence des enfants et des jeunes dans le marché du travail et leur emploi à des travaux pénibles et dangereux. En vertu de cet article, il est clairement compréhensible que les enfants et les jeunes ne puissent pas être employés à des travaux n'étant pas appropriés à leur âge et leur force.
La disposition de l'article susmentionné de la constitution est aussi confirmée par l'article 85 intitulée "Travaux pénibles et dangereux" du Code de Travail no 4857 adopté en 2003. Celui-ci signale qu'il est interdit d'employer des enfants et des jeunes de moins de 16 ans aux occupations pénibles et dangereuses. L'alinéa 2 dudit article affirme aussi que c'est la réglementation secondaire qui encadre quels types de travail sont considérés comme pénibles et dangereux et à quels types de travail pénible et dangereux des jeunes de plus 16 ans et de moins 18 ans peuvent être employés.
Dans l'article 4 du règlement relatif aux travaux pénibles et dangereux mis en vigueur conformément à l'article susmentionné, il a été interdit d'employer les jeunes de moins de 16 ans à des travaux pénibles et dangereux. On affirme aussi qu'ils peuvent être employés aux occupations pénibles et dangereuses adaptées à leur profession à condition que l'on garantisse la santé et la sécurité au travail et la protection physique, mentale et morale des jeunes de plus 16 ans ayant la profession du métier qu'ils exercent après avoir achevé la formation professionnelle et d'expertise.
Aux termes de l'article 5 dudit règlement intitulé « Rapport médical », au moment de l'admission à l'emploi des jeunes âgés d'entre 16 et 18 ans, il est obligatoire de prouver qu'ils sont physiquement robustes et adaptés aux conditions et particularités des travaux à exercer, par un traitement corporel et au cas échéant par un rapport médical basé sur les résultats de laboratoire et que l'exercice du travail ne porte aucune atteinte à leur santé pendant la durée du travail, par un rapport médical du moins 6 mois. Par ailleurs, l'annexe 1ère intitulée « Tableau des travaux dangereux et pénibles » du règlement définit les occupations dangereuses et statue que les jeunes sont autorisés à être employés aux 10 types de travail parmi les 153 en total. Conformément au règlement, les jeunes âgés d'entre 16 et 18 ans peuvent effectuer les travaux considérés comme dangereux comme suit :
1) Les travaux concernant la fabrication des objets en terre cuite tels que la tuile, la Brique, la brique réfractaire, le tube, le tuyau, le tuyau en poterie, coupelle (potasse) ainsi que d'autres travaux pareils sur la construction et l'architecture ;
2) Les travaux concernant la fabrication des céramiques, porcelaine et faïence ;
3) Les travaux concernant la fabrication des verres, bouteille, lentille (optique) et les autres éléments pareils ainsi que les travaux relatifs à leur ciselure (işlemme) ;
4) Les travaux de dessèchement, collage, contreplaqué, contreplaqué latté (contrtabla) et les travaux de fabrication des produits en bois et des planches artificielles et couvertes de polychlorure de vinyle (PVC) et ainsi que les travaux d'imprégner ;
5) Les travaux concernant la fabrication de la graisse végétale et animale et des autres matières produites de celles-ci ;
6) Travaux concernant la fabrication des produits en plastique et de la formation des matières en plastiques ;
7) Travaux de l'égrenage ;
8) Travaux concernant la fabrication de pâte à papier et à bois ;
9) Travaux concernant la fabrication de cellulose ;
10) Travaux concernant la fabrication de toute sorte d'encre.
Comme on voit ci-dessus, même si l'emploi des jeunes de plus de 16 ans à des travaux pénibles et dangereux est autorisé, on a statué en droit qu'ils peuvent effectuer seulement les

10 types de travail pénible et dangereux. Il faut donc signaler que lesdits travaux sont considérés comme dans les catégories de travail plus léger.
L'article 105 du Code de Travail intitulé « Infraction aux Dispositions relatives à la Santé et Sécurité au Travail » dispose qu'une amende de 1250 livres turcs est infligée aux employeurs ou représentants d'employeur mettant en emploi des jeunes de moins de 16 ans ou bien des travailleurs contrairement aux indications des tranches d'âge, pour chaque travailleur employé. C'est ainsi que d'une part les jeunes de plus de 16 ans ne peuvent être employés qu'aux 10 activités fixées et d'autre part, les employeurs employant les travailleurs de façon informelle encourent une sanction administrative.
Comme on le sait, la Présidence du Conseil de l'Inspection relevant du Ministère du Travail et de la Sécurité sociale est une organisation centrale dont le rôle est de procéder à des inspections, interrogations et examens. Lors des inspections de nature générale où l'ensemble de la législation de travail est pris en compte, le conseil veille à tous les sujets requis par la législation, des conditions de travail des enfants et des jeunes et à leur âge d'emploi. Au terme des inspections accomplies en 2011, on a parvenu aux enfants dont leur situation n'est pas adaptée à l'emploi et donc entamé les processus administratifs nécessaires en l'espèce.
Conformément à l'article 10 de la loi no 3308, relative à la formation professionnelle, intitulé « Conditions d'apprentissage », le Ministère du Travail et de la Sécurité sociale détermine le niveau d'instruction et l'âge des apprentis pour l'admission à des occupations pénibles et dangereuses ou ayant de nature particulière après avoir reçu l'avis des autres institutions concernées. En plus, le Ministère prend en considération les conventions internationales au moment de cette détermination. Quant à l'article 19 de ladite loi intitulé « Programmes de formation », elle dispose aussi que le Ministère détermine les programmes de formation professionnelle à organiser pour les travaux pénibles et dangereux exercés dans les entreprises parallèlement à l'avis du Conseil pour le Formation professionnelle.
Pour ce qui est de l'article 196 du règlement no 24804 mis en viguier en 3.7.2002, relatif à la formation professionnelle et technique, intitulé « Obligations et Responsabilités des Entreprises pour la Formation professionnelle », il est interdit d'employer les coursiers et apprentis aux activités contraires au Règlement relatif aux travaux pénibles et dangereux. L'article 293 dudit règlement, intitulé « Ceux qui ne respectent pas à leurs obligations » disposes les amendes pécuniaires administratives infligées à ceux qui emploient les apprentis aux activités pénibles et dangereuses ainsi qu'aux activités de nature particulière contrairement aux conditions fixées par le Ministère.
En conclusion, on a pris des dispositions extensives et détaillées dans le cadre des lois et règlements précités ci-dessus.

2) La non-protection des jeunes de moins de 18 ans contre les travaux dangereux et İnsalubres

L'opinion de notre Gouvernement contre le motif de non-conformité avancé par le Comité est exprimée comme suit:
Les critiques faites dans le rapport de l'an de 2009 des États-Unis ont été appréciées par notre direction générale.
En Turquie les enfants, d'une part, travaillent en zones urbaines, dans les secteurs industriels, commerciaux et du service, ainsi qu'à la rue à cause des effets néfastes de la migration interne. D'autre part, au milieu rural, ils travaillent intensivement comme travailleurs agricoles saisonniers ou travailleurs familiaux non rémunérés dans le secteur agricole.
Dans notre pays, étant donné que les enfants ne travaillent pas officiellement en présence de la législation nationale et des conventions internationales conclues, ils sont plutôt employés dans les travaux informels. Le Ministère du Travail et de la Sécurité sociale prend des dispositions permettant aux enfants d'exercer les travaux qui ne nuisent pas à leur propre développement physique, mental et moral et il prend aussi de diverses mesures pour éliminer les pires formes de travail des enfants en Turquie. À cet égard, en élaborant un cadre de politique et de programme temporaire, on a formulé les stratégies et activités essentielles dans

un cadre d'un programme national intégral et participatif à fin d'éradiquer le travail des enfants. Sur le plan de ce programme, les travaux effectués à la rue et dans les petites et moyennes entreprises, les travaux pénibles et dangereux, les travaux agricoles provisoires ambulants rémunérés et non familiaux ont été fixés comme groupes prioritairement ciblés.

Dans le but de prévenir l'emploi des enfants, tous les efforts se poursuivent au niveau des ministres dans les domaines en cause. Par exemple, on a accordé une importance particulière à l'amélioration des conditions de vie des travailleurs agricoles saisonniers ambulants sur le plan du développement rural formulé par le Ministère de l'Agriculture, la Nourriture et l'Élevage pour la période de 2010-2013.

Par ailleurs, le Programme temporaire pour l'Élimination du Travail des Enfants (ÇİÖİZBP) comprend la prise des mesures nécessaires à prévenir le travail des enfants employés ou exposés au risque de travailler dans les zones rurales.

On a pris des mesures pour assurer l'accès et la présence à la scolarité aux enfants des travailleurs agricoles saisonniers ambulants conformément à l'ordonnance du Ministère de l'Éducation nationale publié en 20.04.2011.

Les enfants des travailleurs agricoles saisonniers ambulants ont été choisis comme groupe cible prioritaire aussi bien par ÇİÖİZBP que par le Projet sur l'Amélioration de la Vie sociale et du Travail des Travailleurs agricoles saisonniers ambulants (METIP) élaboré par le Ministère du Travail et la Sécurité sociale et mis en oeuvre conformément à l'ordonnance du Ministère premier no 2010/6 publié le 24.03.2010, relative à l'amélioration de la vie sociale et du travail des travailleurs agricoles saisonniers ambulants. Par conséquent, on a pris des mesures considérables pour prévenir l'emploi de ces enfants aux activités agricoles et accroitre leur accès à la scolarité.

La stratégie et le plan d'action pour l'amélioration de la vie sociale et du travail des travailleurs agricoles saisonniers ambulants visent à assurer l'accès à l'instruction à l'ensemble de leurs enfants en âge de scolarité obligatoire, mais loin de celle-ci.

Par ailleurs, le Ministère du Travail et de la Sécurité sociale planifie aussi la mise en application d'un projet financé par les fonds de l'Union européenne en 2013 dans le but d'éradiquer l'emploi des enfants aux activités agricoles. Dans le cadre dudit projet, dans les villes choisies, on a pour but de rendre les services des réhabilitations, consultations, instructions et orientations aux enfants et de formuler une stratégie qui vise à donner la conscience à l'opinion publique, aux familles, aux employeurs, aux médiateurs et aux médias pour avoir la conscience et qui entamerait un dialogue pour la création d'une politique.

Enfin, pour atteindre l'objectif d'éradiquer les pires formes du travail des enfants jusqu'à 2015, on a besoin de financer les efforts par les sources locales et c'est pour cette raison qu'il faudrait constituer les unités dans les villes. À cet effet, un projet élaboré par le budget du Ministère du Développement a été encadré dans le programme d'investissement propre à l'an de 2012 dans le but d'assurer l'application efficace du cadre du programme de politique temporaire pour l'élimination du travail des enfants. Dans le cadre de ce projet, on a défini comme son groupe cible, les enfants employés aux travaux pénibles et dangereux au sein des petites et moyennes entreprises, ceux qui travaillent à la rue et effectuent les travaux agricoles saisonniers comme travailleurs ambulants non familiaux.

Article 7§3 – Interdiction du travail des enfants soumis à l'instruction obligatoire

CSER 7§3 ALBANIE

Le Comité conclut que la situation de l'Albanie n'est pas conforme à l'article 7§3 de la Charte au motif que la protection effective de l'interdiction de travail qui priverait les enfants soumis à l'instruction obligatoire du plein benefice de cette instruction n'est pas garanti dans la pratique.

77. La représentante de l'Albanie a fourni par écrit les informations suivantes :

Pursuant to the Government policies, the Ministry of Education and Science has taken measures to increase the quality of service for the education of children and young people in order to develop their full personality and physical and mental abilities.
Ministry of Education and Science has taken measures to create conditions for children and young people to attend free elementary and secondary education, as well as, for the regular attendance of school by students of all categories and tiers, from which they come.
Order of the Minister of Education and Science No. 35, dated 31 August 2011 provided for the conditions and opportunities for all Roma to follow general and vocational secondary education on part-time or short-term basis.
Pursuant to the Decision of the Council of Ministers No. 42, dated 18 January 2012 "On the approval of the pilot project about taking measures to promote learning, attendance and the progress of Roma and Egyptian students, the Ministry of Education and Science provided 335 scholarships/stipends for Roma and Egyptian students of "Naim Frasheri" 9-year school in Korça for the school year of 2011-2012. This school is serving as an experience to be replicated to other schools, which have Roma and Egyptian students.
Upon the Decision of the Council of Ministers No. 107, dated 10 February 2010 "On the publication, printing, distribution and sale of textbooks of the pre-university education system", as amended, about 150, 000 students of the pre-university education received textbooks for free with an average annual cost of 3 million USD.

To enforce its policies and objectives in regard to improving the educational situation of Roma, the Ministry of Education and Science has undertaken the following legislative, administrative and institutional reforms in the areas, which ensure the inclusion of children and young people in school:

- The implementation of Instruction No. 34, dated 08 December 2004 "On the implementation of the project "Second Opportunity" "On the education of students who have dropped out of school and those who are confined at home due to the blood feud" has continued since 2004. A total of 878 students attend the Second Opportunity during the school year 2011-2012.
- Upon joint Instruction of the Ministry of Finance and Ministry of Education and Science, which is pursuant to Paragraph 6.1 of Decision of the Council of Ministers No. 107, dated 10 February 2010, as amended upon Decision of the Council of Ministers No. 212, dated 16 March 2011, Roma children in pre-university education benefited 100 % budgetary support for textbooks and the obtain them for free at school.
- Pursuant to the Decision of the Council of Ministers No. 107, dated 10 February 2010, all textbooks for the first up to the ninth grade were provided by the Government for free also to the minority children.
- Pursuant to the Decision of the Council of Ministers No. 107, dated 10 February 2010 "On the publication, printing, distribution and sale of textbooks for the pre-university education system", as amended, the following categories including elementary education students (grades I-IX) and secondary education ones, who have the legal status of an orphan and, who come from families, which receive social and unemployment assistance from the employment offices, students, the family breadwinner of whom receives a disability pension and whose family has no employed or self-employed members or, the family breadwinner receives state pension and children, who are without income, are dependent on him students who come from families, which consist of members with disabilities, who were born with disabilities or had become disabled, and who do not have family members employed in the public sector or self-employed in the private sector, will benefit compensation to the extent of 100 %, of the textbooks after purchasing them based on the invoice/purchase tax voucher. Thanks to this reimbursement, about 150, 000 students of the pre-university education will benefit free textbooks with an average annual cost of 3 million USD.

To avoid the direct costs, the cost of transportation for teachers working outside of urban centers, away from their permanent residence at a distance over 5 km, and who return within the day, as well as, costs for transportation of student who attend basic education away from the residence at a distance over 2 km, are covered by public funds under the Council of Ministers No. 709, dated 5 October 2011 "On the use of public funds for transportation of teachers and students who work and study away from the residence". About 29,000 students and 12, 000 teachers benefit from this measure and the annual fund for this is 4.5 million USD. The Ministry of Education and Science is taking, inter alia, the following measures:

- Continuation of the work to identify the Roma children out of the education system, in order to include them into the system by September 2012;
- Creation of the conditions and opportunities so that all Roma young adults, who wish to receive compulsory education, may enroll in schools with part time or accelerated courses for Roma young adults in the vocational schools, so that they get provided with certificates for the labor market, etc.
- A number of issues related to the Article 7 of the Revised European Social Charter will find a fuller legal support with the implementation of the new law on pre-university educational system, which was recently passed by the parliament.

CSER 7§3 ARMÉNIE

Le Comité conclut que la situation de l'Arménie n'est pas conforme à l'article 7§3 de la Charte au motif que la durée de travail journalière et hebdomadaire des enfants soumis à l'instruction obligatoire est excessive.

78. Le représentant de l'Arménie a fourni par écrit les informations suivantes :

According to the Article 144 of the Labour Code of Armenia overtime work cannot be assigned to persons under 18 years of age. And the Article 139 of the Labour Code prescribes that the daily working hours cannot exceed 8 hours, which means that persons under 18 years of age cannot work more than 8 hours daily.

According to the RA Law "On Amendments to the Labour Code" adopted in 2010, the Article 17 of the Code was amended and according to the Article 17 Part 2.1., the persons at the age of 14 to 16 can be involved only in such temporary works which will not be harmful for their health, security, education and morality.

According to the Article 101 of Labour Code the contract for temporary work can be concluded for the duration of up to 2 months.

CSER 7§3 CHYPRE

Le Comité conclut que la situation de Chypre n'est pas conforme à l'article 7§3 de la Charte aux motifs que :

- *l'interdiction d'employer des enfants soumis à l'instruction obligatoire ne s'applique pas aux enfants employés au travail domestique occasionnel ou de courte durée ;*
- *la durée des travaux légers que peuvent effectuer des enfants âgés de 13 à 15 ans en période scolaire est excessive.*

<u>Premier motif de non-conformité</u>

79. La représentante de Chypre fournit des informations concernant les articles 7§1 et 7§3 (voir sous CSER 7§1 Chypre dans le présent document).

80. Le Comité félicite Chypre pour les évolutions positives dans sa législation.

Deuxième motif de non-conformité

81. La représentante de Chypre a fourni par écrit les informations suivantes :

Regarding the above conclusion of the European Social Charter and European Code of Social Security Governmental Committee, it should be noted that during the procedure of the recent amendment (No.15(I)/2012) of Section 7(4) of the Law for the Protection of Young Persons at Work, (No. 48(I)/2001), the social partners, stakeholders and the governmental departments agreed in respect to the 4 hours light work per day (Section 7(4)(c)), concerning the cultural, artistic, sports or advertising activities.
However the recently implemented Regulations for the Protection of Young Persons at Work of 2012 provide specifically under Regulation 14(c) that subject to subsection (4) of Section 7 of the abovementioned Law, the continual participation of child in cultural or related activities must not exceed one (1) hour for children between aged 13-15.
The Department of Labour is willing to discuss this issue again with all the involved bodies. The amended Section 3 of the Law will not exclude from its scope occasional or short-term work in domestic services.

CSER 7§3 ESTONIE

Le Comité conclut que la situation de l'Estonie n'est pas conforme à l'article 7§3 de la Charte au motif que la durée de travail journalière et hebdomadaire autorisée pour les enfants soumis à la scolarité obligatoire est excessive.

82. Cette situation étant en non-conformité pour la première fois, elle fait partie des situations A.

83. La représentante de l'Estonie a fourni par écrit les informations suivantes :

The Committee bases its decision on the Council Directive 94/33/EC of 22 June 1994 on protection of young people at work. The Committee makes a reference to the article 8 of the directive, which provides as follows:
Member States which make use of the option in Article 4 (2) (b) or (c) shall adopt the measures necessary to limit the working time of children to:
(b) two hours on a school day and 12 hours a week for work performed in term-time outside the hours fixed for school attendance, provided that this is not prohibited by national legislation and/or practice;
It is important to notice that the article 8 of the directive is only applicable in cases where a member state has used option in article 4 (2) (b) or (c). Article 4 (2) states as follows:
"Taking into account the objectives set out in Article 1, Member States may make legislative or regulatory provision for the prohibition of work by children not to apply to:
(a) children pursuing the activities set out in Article 5;
(b) children of at least 14 years of age working under a combined work/training scheme or an in-plant work-experience scheme, provided that such work is done in accordance with the conditions laid down by the competent authority;
(c) children of at least 14 years of age performing light work other than that covered by Article 5; light work other than covered by Article 5 may, however, be performed by children of 13 years of age for a limited number of hours per week in the case of categories of work determined by national legislation.
Therefore when reading the aforementioned articles together we come to a conclusion that when a member state has used option in Article 4 (2) (a) the directive does not oblige them to

apply article 8 which limits the working time to two hours on a school day and 12 hours in a week.

Article 4 (2) (a) which is not mentioned in article 8 of the directive also refers to article 5. Article 5 states as follows:

1. The employment of children for the purposes of performance in cultural, artistic, sports or advertising activities shall be subject to prior authorization to be given by the competent authority in individual cases.

2. Member States shall by legislative or regulatory provision lay down the working conditions for children in the cases referred to in paragraph 1 and the details of the prior authorization procedure, on condition that the activities:

(i) are not likely to be harmful to the safety, health or development of children, and

(ii) are not such as to be harmful to their attendance at school, their participation in vocational guidance or training programmes approved by the competent authority or their capacity to benefit from the instruction received.

According to Employment Contract Act (hereafter ECA) employers in Estonia may enter into employment contracts for light work with 13/14-year-olds. The types of light work which may be done by minors shall be established by a regulation of the Government of the Republic. Light work is work where duties are simple and do not demand extensive physical or intellectual exertion. Young people between the ages of 7 and 12 are only permitted to do light work in the fields of culture, art, sports and advertising (ECA §7). Estonia has therefore used option in article 4 (2) (a) and does not need to apply article 8 of the directive which limits the working time to two hours in a school day and 12 hours in a week.

We would also like to assure you that any work that young people do in Estonia must enable them to pursue their education and must not endanger their health. Such work should be simple and within their capability. In order to protect young people in working relations, their employment is regulated separately and includes restrictions on age and the types of work they can do.

In order to enter into an employment contract with a young person, the employer must obtain the consent of both the young person and one of their parents. In order to enter into an employment contract with a young person between the ages of 7 and 14, employers must obtain the consent of a labour inspector (ECA §8). In their application, employers must describe the working conditions, including the place of work and duties, and the age of the young person and whether they are obliged to attend school. Before giving its consent the labour inspectorate has to be convinced that the work does not potentially hamper children's social development or jeopardize their education.

For the reasons cited above we find that the situation in Estonia is in conformity with the European Social Charter (Revised) Article 7§3.

CSER 7§3 IRLANDE

Le Comité conclut que la situation de l'Irlande n'est pas conforme à l'article 7§3 de la Charte au motif que les règles régissant l'emploi des enfants encore soumis à l'obligation de scolarité ne s'appliquent pas aux enfants employés par un proche parent.

84. La représentante de l'Irlande présente des informations (voir sous CSER 7§1 Irlande dans le présent document).

85. Le représentant de la Turquie estime qu'il convient de tenir compte de la situation particulière des entreprises familiales et donc de trouver un équilibre entre le contrôle par l'Etat et la reconnaissance de la responsabilité parentale.

86. Le représentant de la CES fait remarquer que l'Etat est tenu de mettre en place des garde-fous et que la Charte fixe des limites pour protéger les enfants.

87. Le Comité constate que la situation n'a pas changé et que la Recommandation CM/RecChS(2007)1 reste valable. Il demande instamment au Gouvernement de mettre la situation en conformité avec la Charte.

CSER 7§3 ITALIE

Le Comité conclut que la situation de l'Italie n'est pas conforme à l'article 7§3 de la Charte au motif que l'exercice effectif du droit à l'instruction obligatoire n'est pas assuré.

88. La représentante de l'Italie renvoie à ses déclarations en réponse au motif de non-conformité avec l'article 7§1 de la Charte.

89. En réponse à une question de la Présidente, la représentante de l'Italie confirme que la législation relative à l'apprentissage existait effectivement avant la réforme de 2011, mais que celle-ci a entièrement réformé l'apprentissage, en introduisant notamment la possibilité de choisir cette voie dès l'âge de 15 ans.

90. Le Comité exhorte le Gouvernement de l'Italie à fournir des informations utiles, étayées de données statistiques récentes et complètes dans le prochain rapport, et demande aux autorités italiennes de se mettre en conformité avec la Charte sociale européenne.

CSER 7§3 LITUANIE

Le Comité conclut que la situation de la Lituanie n'est pas conforme à l'article 7§3 de la Charte, aux motifs que le cadre juridique ne limite pas la période pendant laquelle les enfants soumis à la scolarité obligatoire peuvent travailler durant les vacances d'été.

91. La représentante de la Lituanie a fourni par écrit les informations suivantes :

> Law on Occupational Safety and Health of Republic of Lithuania (Article 36) provides that during holidays young persons under 15 years of age, who work at least one week, may work up to 7 hours per day and 35 hours a week, young persons who have reached the age of 15 may work up to 8 hours per day and 40 hours per week. Young persons cannot have more than one job if the total working time is longer that prescribed above.
> With regard to young persons between 16 and 18, pursuant to the Labour Code, working time may not exceed in general 40 hours per week and 8 hours per day (Article 144), while a shorter length should be set up for workers under 18 years of age (Article 145).
> Currently Ministry of Social Security and Labour has been preparing the draft amending appropriate laws and securing two weeks of uninterrupted summer holidays for young people subject to compulsory education.

CSER 7§3 PAYS-BAS (ROYAUME D'EUROPE)

Le Comité conclut que la situation des Pays-Bas n'est pas conforme à l'article 7§3 de la Charte aux motifs que :

- *les enfants âgés de 15 ans encore soumis à l'instruction obligatoire ne sont pas assurés de bénéficier d'un repos ininterrompu d'au moins deux semaines pendant les vacances d'été ;*

- *il est permis aux enfants âgés de 15 ans encore soumis à l'instruction obligatoire de livrer des journaux à partir de 6 heures du matin, jusqu'à deux heures par jour, cinq jours par semaine, avant le début des cours.*

Premier motif de non-conformité

92. Le représentant des Pays-Bas fournit des informations concernant le premier motif de non-conformité. Aux Pays-Bas, les enfants âgés de 15 ans ne sont pas autorisés à travailler plus de 8 heures par jour ou 40 heures par semaine au cours des vacances scolaires, dans la limite de six semaines par an. Cette période de six semaines peut être consacrée à un travail rémunéré, mais seulement pour des travaux légers. Sur ces six semaines, les jeunes ne peuvent travailler plus de quatre semaines consécutives. Les jeunes de 15 ans ont au moins douze semaines de vacances par an (une semaine en automne, deux à Noël, une au printemps et au moins huit semaines l'été). Ils peuvent donc bénéficier d'une période de repos ininterrompue d'au moins deux semaines durant les vacances d'été. Cela signifie également qu'ils ne pourront travailler pendant plus de la moitié de leurs vacances annuelles, conformément à la Directive de l'UE relative à la protection des jeunes au travail, qui repose sur le principe que les jeunes de 15 ans n'ont pas le droit de travailler pendant la totalité des vacances scolaires. En outre, la situation actuelle ne soulève aucune objection de la part des parents des jeunes, des écoles et des syndicats néerlandais.

93. Le Secrétariat fait remarquer que l'on ne peut exclure qu'un jeune travaille pendant quatre semaines consécutives durant les vacances d'été, puis bénéficie d'une semaine de congé avant de reprendre le travail pour une semaine supplémentaire. Dans ce cas, les deux semaines consécutives de repos ininterrompu ne seraient pas respectées.

94. Le Comité prend note de la situation et invite les autorités néerlandaises à fournir un compte rendu plus détaillé de la situation.

Deuxième motif de non-conformité

95. Le représentant des Pays-Bas renvoie à la règle générale selon laquelle les moins de 15 ans ne sont pas autorisés à travailler avant 7 heures du matin, règle qui fait l'objet d'une exception en ce qui concerne les tournées de distribution des journaux, qui peuvent commencer dès 6 heures. Toutefois, il n'y a aucune exception à la règle selon laquelle le nombre total d'heures de travail quotidien des jeunes de 15 ans ne peut être supérieur à deux heures les jours d'école. Une étude menée en 2003 sur les heures de travail et la réussite scolaire n'a pas permis d'établir un quelconque effet négatif de la distribution de journaux sur les résultats scolaires des jeunes de 15 ans. Au contraire, ceux qui distribuaient des journaux avaient une meilleure forme physique et mentale que les autres. Ils se sentaient plus reposés et avaient de meilleures capacités de concentration. De manière générale, ils étaient également plus ambitieux et dynamiques que les autres enfants de leur âge. Enfin, ils appréciaient davantage l'école que le groupe de contrôle. L'étude a conclu que les jeunes de 15 ans qui distribuent des journaux pouvaient tirer un bénéfice maximal de leur scolarité et que leurs activités extrascolaires n'avaient aucune influence néfaste sur cette dernière.

Les Pays-Bas ne sont pas d'accord avec l'interprétation de l'article 7§3 faite par le CEDS et sont convaincus que la situation est conforme à la Charte. En outre, la situation ne soulève aucune objection de la part des parents, des écoles et des syndicats néerlandais, et le pays respecte la directive de l'UE.

96. Le Secrétariat fait remarquer que la distribution de journaux n'est pas forcément un travail léger car il implique de travailler à l'extérieur, souvent dans l'obscurité et en portant des charges lourdes. Des garanties quant aux conditions de travail seraient les bienvenues, par exemple en ce qui concerne le poids à porter et les distances parcourues, notamment en hiver.

97. Le représentant des Pays-Bas répond que ces activités font l'objet d'un contrôle rigoureux par l'Inspection du travail. En réponse aux observations faites par les représentants de la Lituanie et de

l'Islande au sujet des conditions de travail, il explique que les journaux sont distribués principalement par des garçons qui n'ont pas à porter de sacs puisque ces derniers sont attachés à leurs vélos.

98. La représentante de l'Estonie propose que les Pays-Bas fournissent des informations à jour comportant notamment des précisions sur les conditions de travail et que le ou les représentant(s) de leur Gouvernement se réunissent avec le CEDS afin de trouver une solution appropriée pour mettre un terme à cette situation déjà ancienne de non-conformité.

99. Le représentant de la Belgique affirme qu'il existe des solutions alternatives pour la distribution de journaux ; toutefois, dans la mesure où la population des Pays-Bas et l'Inspection du travail semblent satisfaites de la situation, il n'y a pas lieu de considérer ce point comme un problème grave nécessitant une mobilisation politique sous la forme d'une recommandation.

100. Le Comité prend note des éléments fournis et demande au Gouvernement de donner dans le prochain rapport des informations sur les résultats d'une étude concernant les conditions de travail réelles, ainsi que des informations provenant de l'Inspection du travail. Il demande au Gouvernement des Pays-Bas de communiquer avec le CEDS sur la situation.

CSER 7§3 NORVÈGE

Le Comité conclut que la situation de la Norvège n'est pas conforme à l'article 7§3 de la Charte au motif que des enfants de 15 ans encore soumis à l'instruction obligatoire peuvent être autorisés à livrer des journaux le matin avant d'aller à l'école, à partir de 6 heures, et ce jusqu'à deux heures par jour et cinq jours par semaine.

101. La représentante de la Norvège a fourni par écrit les informations suivantes :

> The Working Environment Act (WEA), section 11-2 first paragraph, states that working hours for persons less than 18 years of age shall be so arranged that they do not interfere with their schooling or prevent them from benefiting from their education. Pursuant to the WEA section 11-3 second paragraph, in the case of children who are under 15 years of age or are attending compulsory education, working hours shall not exceed 2 hours a day/12 hours a week on days and weeks with teaching.
> Any employer who wishes to engage a person who is under 15 years of age or attending compulsory education has to collect a written consent from the child's parent or guardian, cf the regulation relating to Work by Children and Youth of 30 April 1998 no. 551, section 7.
> The Labour Inspection Authority informs the Government that it has not registered any inquiries, complaints or orders on this subject.
> Pursuant to the regulation relating to Work by Children and Youth of 30 April 1998 n° 551, section 15, an employer employing 20 or more employees, must keep a list of all employees aged 18 and younger where, inter alia, the employee's address and birth date, parents' name and address, daily working hours and daily school hours are listed. The list is to be at the disposal of the Labour Inspection Authority and the safety deputy.
> Regarding the practice of allowing children aged 15, still subject to compulsory education, to deliver newspapers before school, from 6 a.m. for up to 2 hours per day, 5 days per week, the Government would like to emphasis the importance of the rules limiting the total work load and regulating the working hours of children aged 15 years who are subject to compulsory education, and the control measures employed to ensure that their work commitments do not interfere with their education, as shown above. The lack of cases reported to, or investigated by, the Labour Inspection Authority indicates that the protection is sufficient.
> Consequently, it is the Norwegian opinion that the provisions laid down in the WEA are in compliance with the Charter. Children aged 15 years who are subject to compulsory education

arte protected by a set of rules that, in total, ensures that they are not deprived of the full benefit of their education.

CSER 7§3 PORTUGAL

Le Comité conclut que la situation au Portugal n'est pas en conformité avec l'article 7§3 de la Charte au motif que la durée journalière et hebdomadaire du travail pour les enfants soumis à l'instruction obligatoire est excessive.

102. Aucune information n'est parvenue de la part du Gouvernement du Portugal.

CSER 7§3 RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA

Le Comité conclut que la situation de la République de Moldova n'est pas conforme à l'article 7§3 de la Charte au motif que il n'est pas établi que la durée de travail autorisée pendant l'année scolaire est suffisamment limitée afin de ne pas entraver l'assiduité scolaire, la réceptivité de l'enfant et son travail personnel (devoirs).

103. La représentante de la République de Moldova a fourni par écrit les informations suivantes :

Ayant établi l'âge minimum d'emploi au niveau de 16 ans l'article 46 du Code du Travail permet la conclusion du contrat individuel de travail avec une personne âgée de 15 ans seulement à condition que suite à celle-ci sa santé, son épanouissement, l'instruction et la formation professionnelle ne seront pas périclités.
La norme respective est soutenue par la disposition de l'article 11 p. (3) de la Loi sur les droits de l'enfant qui stipule que l'Etat protège l'enfant contre l'exploitation économique et contre exécution de tout travail qui représente un danger pour sa santé ou sert en tant qu'obstacle pour le procès d'instruction, ou fait préjuger son développement physique, intellectuel, spirituel et social.
Par conséquent, on ne peut pas considérer que la législation nationale ne contient pas de normes qui limitent le travail des mineurs dans le cas où celui-ci affecte le bon développement du procès d'instruction de l'enfant.
Faisant référence sur le régime de travail des mineurs, nous communiquons que celui-ci est réglementé en général par l'article 96 p. (2) et l'art. 100 p. (2) et (3) du Code du Travail. Ceux-ci établissent pour les mineurs la durée maximale de la journée et de la semaine de travail de façon suivante:
<u>Temps de travail hebdomadaire :</u>
- 24 heures pour les travailleurs âgés de 15-16 ans ;
- 35 heures pour les travailleurs âgés de 16 -18 ans.

<u>Temps de travail journalier :</u>
- 5 heures pour les salariés sous l'âge de 16 ans ;
- 7 heures pour les salariés âgés de 16-18 ans.

Du point de vue de la législation il n'y a aucune différence entre le travail exercé par les mineurs avant ou après les cours. En même temps jusqu'à présent on n'a pas dépisté des cas où les mineurs auraient travaillé avant les cours.
Dans le même contexte, on tient à mentionner que la législation nationale prévoit une série de garanties et de compensations pour les salariés qui étudient qui sont applicables également aux mineurs. Les garanties respectives sont accordées en conformité avec le Code du Travail et de la Décision du Gouvernement n 435 du 23 avril 2007, à toutes les personnes qui combinent le travail avec les études, en cas d'obtention des études de niveau respectif pour la

première fois. Ci-dessous on présente les prévisions de la Décision susmentionnée avec la relevance pour les mineurs.

Enseignement secondaire général (gymnase, lycée, écoles secondaires de culture générale)

Pour les personnes qui font leurs études aux gymnases, lycées et écoles secondaires de culture générale, au cours de l'année scolaire, la semaine de travail est réduite avec une journée de travail ou de nombre d'heures correspondant à une journée de travail (du compte de la réduction de la journée de travail au cours de la semaine).

Au cours de l'année d'études les personnes mentionnées sont libérées de travail pour une période d'au moins 36 jours de travail ou pour un nombre d'heures de travail correspondant à ces jours.

Pour le temps de libération de travail ces personnes touchent 50 % du salaire moyen.

Si les personnes qui font leurs études aux gymnases, lycées, écoles secondaire de culture générale ne peuvent pas utiliser de manière régulière les jours libres à cause des conditions de production (caractère saisonnier ou mobil du travail, etc.), l'administration de l'entreprise a le droit d'offrir aux demandeurs des jours libres cumulés pendant ne autre période de l'année, avec une intensité moins important du procès de production.

A cours de l'année d'études, à la demande des salariés qui font leurs études l'administration de l'entreprise peut leur offrir de manière supplémentaire, sans porter préjudice à l'activité de production, une ou deux journées libres par semaine, sans maintenir le salaire.

Pendant la période des examens de promotion les salaries qui font leurs études aux gymnases, lycées et écoles secondaires de culture générale bénéficient d'un congé supplémentaire d'une durée de jusqu'a 30 jours de calendrier, en lui gardant 75 % du salaire moyen du lieu de travail de base.

Pendant la période des examens de promotion les salariés qui étudient aux gymnases, lycées et aux écoles secondaires de culture générale bénéficient de maximum 10 jours libres, en gardant 75 % du salaire moyen du lieu de travail de base, du compte de réduction du nombre total de jours libres, indique ci-dessus.

Les personnes qui étudient individuellement et sont admis aux examens de promotion aux gymnases, lycées ou écoles secondaires de culture générale bénéficient d'un congé supplémentaire de jusqu'à 30 jours de calendrier, en gardant 75 % du salaire moyen du lieu de travail de base.

Enseignement secondaire professionnel (écoles professionnelles, écoles de métiers)

Les salariés qui combinent le travail avec les études dans les institutions d'enseignement secondaire professionnel (écoles professionnelles, écoles de métiers) bénéficient d'un congé supplémentaire avec une durée de jusqu'à 35 jours de calendrier, pour se préparer et de soutenir les épreuves et les examens, en gardant 75 % du salaire moyen du lieu de travail de base.

Les frais de déplacement aller-retour, une fois par an, par le transport ferroviaire et routier public (sauf les taximètres), des salariés qui combinent le travail avec les études dans les institutions d'enseignement secondaire professionnel vers l'institution d'enseignement ou ils font leurs études, pour soutenir les épreuves et les examens, sont supportés intégralement, par l'entreprise qui les emploie, après la présentation des documents de voyage.

Enseignement supérieur et moyen de spécialité

Pour les salariés qui combinent le travail avec les études dans les institutions d'enseignement supérieur et moyen de spécialité une durée réduite du temps de travail est établit de 35 heures par semaine.

Les salariés inscrits pour l'examen d'admission dans les institutions d'enseignement supérieur et moyen de spécialité bénéficient de congé non-paye d'une durée de jusqu'à 15 jours de calendrier.
Les salaries qui font leurs études dans les institutions d'enseignement supérieur et moyen de spécialité bénéficient des congés supplémentaires payés (en gardant 75 % du salaire moyen du lieu de travail de base) :
a) pour la session de repère, l'exécution des travaux de laboratoire et soutien des épreuves et des examens – jusqu'a 30 jours de calendrier annuellement ;
b) pendant la période des examens de licence et des examens de promotion – jusqu'à 30 jours de calendrier ;
c) pour l'élaboration et le soutien du projet (thèse) de licence, de la thèse de master ou de diplôme – jusqu'à 90 jours de calendrier.
Les frais de déplacement aller-retour, une fois par an, par transport ferroviaire et routier public (sauf les taximètres), des salariés dans l'institution d'enseignement où ils font leurs études pour la session de repère, pour l'exécution des travaux de laboratoire, le soutien des épreuves et des examens, ainsi que dans le cas de déplacement pour le soutien de la thèse de licence et des examens de licence, pour le soutien de la thèse de master ou du projet de diplôme et des examens de promotion sont supportés intégralement par l'entreprise ou ils sont engagés, à la présentation des documents de voyage.

CSER 7§3 ROUMANIE

Le Comité conclut que la situation de la Roumanie n'est pas conforme à l'article 7§3 de la Charte au motif que le droit des enfants de bénéficier pleinement de l'instruction obligatoire n'est pas garanti en raison d'une application non effective de la législation.

104. La représentante de la Roumanie informe le Comité qu'une campagne de prévention et de lutte contre le travail des enfants et des adolescents a été réalisée par le Ministère du Travail, de la Famille et de la Protection sociale. Dans le cadre de cette initiative, les services de l'Inspection du travail ont réalisé des contrôles entre le 28 août et le 8 septembre 2012, l'objectif étant de déterminer comment les employeurs, quels que soient la structure de l'entreprise ou le secteur d'activité, appliquent la loi relative au travail des enfants. Pour ce faire, il a été demandé aux mineurs de se présenter au travail et de remplir un formulaire aux fins d'identification, qui a ensuite été comparé aux contrats de travail, bulletins de salaire et autres documents.

La représentante de la Roumanie annonce que les résultats de la campagne seront bientôt publiés. Il ressort d'une première évaluation que 1.370 entreprises ont fait l'objet d'un contrôle ; 21 ont été poursuivies pour avoir employé du personnel sans l'avoir déclaré ou pour avoir fait travailler des mineurs âgés de 15 à 18 ans sans autorisation ; 35 personnes se sont vu reprocher de travailler sans être déclarées ; 1 016 sanctions ont été infligées ; 2 861 cas d'infraction à la réglementation du travail ont été recensés, dont 1 128 concernaient l'emploi de mineurs. Les infractions portaient notamment sur l'absence de contrats de travail écrits et de registres de présence qu'exige le Code du travail, sur la présence de clauses illicites dans les contrats, sur le non-respect de la réglementation relative au salaire minimum et aux congés supplémentaires pour les mineurs, sur les heures supplémentaires effectuées par les mineurs ainsi que sur des erreurs de calcul des rémunérations des travailleurs à temps partiel. La représentante de la Roumanie souligne que la plupart des entreprises qui ont employé des mineurs l'ont fait sur la base d'un contrat de travail, qu'ils se sentent responsables envers les jeunes et qu'ils leur offrent des conditions de travail adaptées à leur âge et à leur développement. Il apparaît également que les jeunes âgés de 15 à 18 ans connaissent leurs droits en matière de durée de travail et de conditions d'emploi.

La représentante de la Roumanie informe le Comité que les risques de décrochage scolaire concernent plus particulièrement les enfants des zones rurales isolées ou des régions défavorisées, les enfants ayant des besoins éducatifs particuliers et les enfants roms. Pour tenter de résoudre les difficultés liées aux transports scolaires, le Ministère de l'Education a proposé qu'ils soient gratuits pour les enfants concernés ; il a également suggéré, comme solution alternative, l'accueil en internat. Les établissements scolaires qui ont de bonnes infrastructures ont pris en charge des enfants issus de communautés défavorisées pour pallier l'absence d'enseignants dans les écoles des zones rurales ou défavorisées. Des mesures particulières – gratuité des repas, création de jardins d'enfants, amélioration des transports, médiation scolaire, nomination, dans toutes les inspections académiques, d'une personne chargée des enfants ayant des besoins éducatifs spéciaux – ont été prises pour remédier au problème du taux particulièrement élevé de décrochage scolaire des enfants roms. En outre, une réglementation spécifique a été adoptée pour empêcher la ségrégation de ces enfants en milieu scolaire et des postes ont été créés pour promouvoir leur intégration dans les lycées et les universités.

La représentante de la Roumanie cite plusieurs mesures qui ont été prises en 2012 pour lutter contre le décrochage scolaire, notamment l'investissement dans les infrastructures scolaires, la remise en état des équipements, l'amélioration du matériel pédagogique, la consolidation de bâtiments et la construction de nouveaux jardins d'enfants, établissements scolaires et campus.

105. En réponse à une question de la Présidente, la représentante de la Roumanie précise qu'au regard du Code du travail, les enfants de 15 ans ont droit à quatre heures de repos par jour et que, pour ceux qui ne sont pas scolarisés, les inspecteurs académiques doivent élaborer un plan d'intégration en concertation avec les parents. Elle ajoute que tous les résultats de la campagne précitée feront l'objet d'un exposé détaillé dans le prochain rapport.

106. Le Comité invite le Gouvernement de la Roumanie à inclure toutes les informations utiles dans le prochain rapport et l'engage à rendre la situation conforme à la Charte sociale européenne.

CSER 7§3 RÉPUBLIQUE SLOVAQUE

Le Comité conclut que la situation de la République slovaque n'est pas conforme à l'article 7§3 de la Chart au motif qu'il n'est pas établi que la definition et la durée des travaux légers que peuvent effectuer les enfants soumis à l'instruction obligatoire soient suffisamment précisées.

107. Le représentant de la République slovaque a fourni des informations par écrit (voir sous CSER 7§1 République slovaque dans le présent document).

CSER 7§3 TURQUIE

Le Comité conclut que la situation de la Turquie n'est pas conforme à l'article 7§3 de la Charte au motif que la législation et la pratique turques ne garantissent pas que les enfants ne sont pas privés du plein bénéfice de l'instruction obligatoire.

108. Le représentant de la Turquie renvoie à l'article 4 du Code du travail de 2003 qui prévoit des exceptions dans certains secteurs d'activité, comme les petites exploitations agricoles, les entreprises artisanales familiales, les services domestiques et l'apprentissage, et à la conclusion selon laquelle les enfants travaillant dans ces secteurs sont exclus de son champ d'application. Cela étant – et bien que les informations qui suivent n'aient pas été intégrées au rapport national – l'article 59 de la loi n°222 sur l'éducation primaire s'applique sans exception à tous les enfants indépendamment du secteur d'activité et respecte les critères de la Charte sociale. Conformément à cet article, il est interdit d'employer des enfants qui sont soumis à l'obligation scolaire mais qui ne fréquentent pas

l'école, et ce quel que soit le lieu de travail. Le travail des enfants ayant l'âge de la scolarité primaire obligatoire est régi par les dispositions relatives au travail des enfants de l'article 71 du Code du travail de 2003, qui énonce que :

- l'emploi de personnes de moins de 15 ans est interdit ; il est toutefois possible de confier à des mineurs de plus de 14 ans des travaux légers s'ils ont fini leur scolarité obligatoire ;
- les tâches effectuées par les enfants ne doivent pas les empêcher d'aller régulièrement à l'école ou de poursuivre une formation professionnelle ;
- les enfants qui vont à l'école sont autorisés à travailler au maximum deux heures par jour dans la limite de dix heures par semaine, à condition que les heures de travail soient en dehors des heures d'école ;
- pendant les vacances, la durée du travail ne peut dépasser 7 heures par jour et 35 heures par semaine.

En outre, l'article 104 du Code du travail prévoit des sanctions pour non-respect de ces dispositions ; le ministère du Travail et de la sécurité sociale et le ministère de l'Education effectuent des inspections pour veiller à ce que la législation soit dûment appliquée et pour s'assurer de la régularité de la fréquentation scolaire.

Des informations sont également fournies sur la durée de l'obligation scolaire, qui passera de 8 à 12 ans à compter de l'année scolaire 2012-2013. Les efforts déployés produisent des résultats tangibles, comme en témoignent les chiffres de 2006 qui montrent une réduction significative du travail des enfants et une augmentation de la fréquentation scolaire. La législation turque garantit que les enfants d'âge scolaire bénéficient pleinement de l'instruction obligatoire, grâce à des dispositions interdisant le travail des enfants, et le Gouvernement prend les mesures nécessaires pour veiller à ce que ces dispositions soient effectivement appliquées dans la pratique.

109. Le représentant de la Belgique affirme qu'il y a des signes évidents de progrès mais que le Gouvernement doit encore montrer que des initiatives supplémentaires sont prises pour appliquer la législation.

110. La représentante de la Lituanie est d'avis que le Gouvernement devrait présenter des statistiques plus claires montrant le nombre d'enfants soumis à l'instruction obligatoire qui travaillent, car le rapport donne les pourcentages relatifs au travail des enfants pour une vaste classe d'âge allant de 6 à 17 ans.

111. En réponse à une question de la représentante de la Lituanie, le représentant de la Turquie explique que l'âge de l'obligation scolaire est passé de 12 à 14 ans en 1997 et qu'un projet de loi en cours d'examen par l'Assemblée nationale prévoit de l'augmenter à 17 ou 18 ans. Il s'agit là d'une réforme majeure qui aura des répercussions sur la législation et la pratique relatives à l'emploi des jeunes d'âge scolaire. Une autre étude sera menée en 2012 et le prochain rapport contiendra de nouvelles données qui devraient confirmer la tendance marquée à la baisse du travail des enfants.

112. Le Comité prend note des efforts accomplis et encourage le Gouvernement à poursuivre dans cette voie. Il demande à ce que soient donnés dans le prochain rapport les résultats de l'étude menée en 2012 ainsi que des statistiques sur le nombre d'enfants ayant l'âge de la scolarité obligatoire qui travaillent.

Article 7§4 – Durée du travail pour les moins de 18 ans

CSER 7§4 BOSNIE-HERZÉGOVINE

Le Comité conclut que la situation de la Bosnie-Herzégovine n'est pas conforme à l'article 7§4 de la Charte au motif qu'une durée de travail de 40 heures par semaine pour des jeunes de moins de 16 ans est excessive.

113. Le représentant de la Bosnie-Herzégovine a fourni par écrit les informations suivantes :

FEDERATION OF BOSNIA AND HERZEGOVINA (FBIH)

The Federation of Bosnia and Herzegovina (hereinafter: the Federation) is in the process of enactment of a new Labour Law. Namely, a Draft Labour Law, which was discussed and espoused as a good basis for drafting the Bill by both Houses of FBiH Parliament, was subject to public consultations which lasted 60 days, given the importance of this Law.

Drafting the Bill is in progress and it is expected to be passed in September 2012, having completed the alignment with European legislation and the relevant directives of the Council of Europe and with the provisions of the European Social Charter (revised) in areas where the current law is inconsistent.

De lege ferende provisions exclude minors, i.e. persons between 15 and 18 years of age, from the general rule of weekly working hours, providing for weekly working time of this category of employees of up to 35 hours. Under the new legal rules people younger than 15 years of age cannot conclude any contract of employment or be employed in any type of work with an employer. The provisions relating to the prohibition of overtime for juveniles remained unchanged.

REPUBLIKA SRPSKA (RS)

The Committee's Conclusion regarding Article 7 Paragraph 4 respecting working hours of persons under 18 was reached from the current legislative regulation of such work in the Republika Srpska (hereinafter: RS). Article 40 Paragraph 1 of the Labour Law provides that a full-time employee works 40 hours per week, including workers under 18. However, there is only one exception in Article 47 Paragraph 1 of the Labour Law which prohibits overtime for workers younger than 18 years of age.

BRČKO DISTRIKT (BS)

Working hours of persons under 18 are prescribed by Article 22 of the Labour Law of the Brcko District (hereinafter: BD) and amounts to 40 hours per week and no exception for persons younger than 18 years of age is provided. Article 22 of the Labour Law of Brcko District has not been amended to comply with Article 7 Paragraph 4 of the Charter. Alignment and implementation will be the subject of the first amendments to the Labour Law to come.

CSER 7§4 IRLANDE

Le Comité conclut que la situation de l'Irlande n'est pas conforme à l'article 7§4 de la Charte au motif qu'il n'est pas en mesure de déterminer si la durée du travail de la grande majorité des jeunes de moins de 18 ans est limitée pour qu'elle corresponde aux exigences de leur développement.

114. La représentante de l'Irlande présente des informations concernant l'article 7§4 (voir sous CSER 7§1 Irlande dans le présent document).

115. Le représentant de la Turquie fait remarquer que les enfants qui travaillent dans des entreprises familiales ont un statut différent des autres salariés, dont il convient de tenir compte.

116. La représentante de la Pologne fait observer qu'il y a tout des limites à ce que l'on peut exiger d'un enfant et que s'il participe au travail quotidien, dans une exploitation agricole par exemple, il doit y avoir une forme de contrôle. Le représentant de la CES et le représentant de la Belgique partagent ce point de vue.

117. Le Comité demande instamment au Gouvernement de se doter des ressources nécessaires pour mener des inspections dans les entreprises familiales et de prendre les mesures qui s'imposent pour que l'Irlande respecte la Charte.

CSER 7§4 ITALIE

Le Comité conclut que la situation de l'Italie n'est pas conforme à l'article 7§4 de la Charte au motif qu'il n'a pas été établi que la durée de travail des jeunes entre 15 et 16 ans est raisonnable.

118. La représentante de l'Italie rappelle au Comité que, dans le rapport au CEDS, il a été indiqué que l'instruction est devenue obligatoire jusqu'à l'âge de 16 ans depuis le 1er septembre 2007 en vertu de l'article 1er alinéa 622 de la loi n° 296 du 27 décembre 2006, complétée par la loi n° 167 du 14 septembre 2011 portant modification au système d'apprentissage. Précisant ce système, elle rappelle également la possibilité nouvellement offerte d'accomplir l'instruction obligatoire suivant la voie de l'apprentissage dès l'âge de 15 ans. L'article 3 de la loi précitée assujetti les apprentis à des heures de formation en vue d'accomplir l'instruction obligatoire et d'obtenir une qualification professionnelle, le nombre d'heures de formation devant être convenable, sans qu'un maximum soit établi. Alors que les heures de formation, y compris celles dédiées à l'enseignement théorique, sont considérées comme des heures de travail, la détermination des intervenants et du contenu relève de la compétence des Régions.

119. La représentante de l'Italie affirme que, depuis la réforme de l'enseignement et de l'apprentissage, il est interdit aux mineurs âgés de moins de 16 ans de travailler, exception faite des apprentis selon les conditions précitées. Elle affirme que la situation de l'Italie était conforme aux stipulations de l'article 7§4 de la Charte.

120. En réponse à une question de la Présidente, la représentante de l'Italie confirme que les 120 heures annuelles de formation obligatoire de l'apprenti peuvent être dispensées au sein ou en-dehors de l'entreprise, et que, même s'il intègre ces heures de formation obligatoire, l'ensemble du temps consacré à l'apprentissage est considéré comme du temps de travail afin de verser une rémunération et de prélever des cotisations sociales.

121. La représentante de l'Autriche a objecté qu'il est possible de séparer le temps consacré au travail et celui consacré à l'enseignement.

122. Le représentant de la Belgique propose au Comité, pour faire face au flou de certains rapports, de demander aux Etats parties de répondre selon une méthode standardisée, qui indiquerait les éléments d'information souhaités sur la législation, la répartition du temps de formation par rapport au temps de travail, les mesures soumises au contrôle des inspecteurs du travail. Le représentant des Pays-Bas rejoint cette proposition en vue notamment de faciliter une analyse plus abstraite des informations recueillies.

123. La Présidente rappelle que tel avait été l'objet des amendements apportés au formulaire.

124. Le Secrétariat rappelle que le formulaire permet de fournir l'information, que le manque d'information peut être relevé en session, mais qu'il peut éventuellement être envisagé de mieux expliquer l'information souhaitée pour aider les Etats parties à fournir cette information.

125. Le représentant de la Belgique, admettant qu'il n'est pas possible de forcer les Etats parties à fournir des informations qu'ils ne souhaitent pas communiquer, rappelle néanmoins que toute opacité qui entrave les possibilités pour le Comité de poser des questions de bonne gouvernance, met en jeu la visibilité du Comité.

126. La représentante de la Lituanie rappelle que le Comité a connu ce débat sur les questions du formulaire, qui demandait aux Etats parties de répondre à des questions claires, mais que la situation n'a changé pour autant. Elle rejoint l'avis du Secrétariat que les rapports doivent être calqués sur le *digest* des sujets d'intérêt pour le Comité.

127. Le Comité invite le Gouvernement de l'Italie à fournir des informations utiles dans son prochain rapport, et rappelle que les législations en contradiction doivent être adaptées en vue de la mise en conformité avec la Charte sociale européenne.

CSER 7§4 RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA

Le Comité conclut que la situation de la République de Moldova n'est pas conforme à l'article 7§4 de la Charte au motif qu'il n'est pas établi que la République de Moldova a pris des mesures suffisantes pour garantir la limitation de la durée du travail des travailleurs de moins de 18 ans dans la pratique.

128. La représentante de la République de Moldova a fourni des informations par écrit (voir sous CSER 7§2 République de Moldova dans le présent document).

CSER 7§4 TURQUIE

Le Comité conclut que la situation de la Turquie n'est pas conforme à l'article 7§4 de la Charte au motif que la durée de travail des enfants est manifestement excessive.

129. Le représentant de la Turquie renvoie à l'article 71 de la loi n°4857 qui régit la durée maximale du travail pour les enfants qui ont terminé leur scolarité obligatoire, fixée à 7 heures par jour et 35 heures par semaine. Ces limites peuvent être étendues à 8 heures par jour et 40 heures par semaine dans certains cas pour les enfants âgés de plus de 15 ans. Dans la pratique, toutefois, l'interprétation de la législation turque concerne principalement les plus de 16 ans. La durée de la scolarité obligatoire étant de 8 années, les enfants doivent aller à l'école jusqu'à leurs 14 ou 15 ans. La disposition qui a été jugée non conforme ne s'applique pas aux moins de 15 ans et la conclusion peut donc être considérée comme mal fondée sur ce point. La législation turque est conforme à la Directive 1994 de l'UE relative à la protection des jeunes au travail. En outre, un projet de loi en cours d'examen devant l'Assemblée nationale turque vise à faire passer la durée de l'éducation obligatoire de 8 à 12 ans. A compter de la prochaine année scolaire, les enfants de moins de 18 ans entreront donc dans la catégorie de ceux pour lesquels la scolarité est obligatoire, et leur temps de travail sera soumis aux dispositions applicables aux enfants ayant l'âge de la scolarité obligatoire.

130. La présidente souligne que la conclusion de non-conformité concernait les enfants entre 15 et 16 ans qui sont autorisés à travailler jusqu'à 8 heures par jour et 40 heures par semaine et qu'à cet égard, la situation n'a pas changé.

131. Le représentant de la Turquie confirme qu'il n'y a pas eu de changement dans la législation et que le problème persiste, mais qu'il concerne un nombre de jeunes relativement faible. L'introduction de la nouvelle loi qui fera passer l'âge de l'obligation scolaire à 18 ans règlera ce problème.

132. La représentante de la Lituanie pense qu'il convient d'attendre l'entrée en vigueur de cette nouvelle législation, qui modifiera complètement la situation s'agissant de l'emploi des jeunes.

133. Le Comité prend note des informations fournies et exprime le souhait que le projet de loi visant à étendre l'âge de l'éducation obligatoire à 18 ans soit adopté avant la présentation du prochain rapport.

Article 7§5 – Rémunération équitable

CSER 7§5 AZERBAÏDJAN

Le Comité conclut que la situation de l'Azerbaïdjan n'est pas conforme à l'article 7§5 de la Charte au motif que le salaire minimum des jeunes travailleurs est insuffisant.

134. Le représentant de l'Azerbaïdjan a fourni par écrit les informations suivantes :

> The relevant steps were taken in order to bring situation into conformity with European Social Charter (Revised). In particular, the requests to consider an issue of increasing the minimum wage were addressed to Cabinet of Ministers of the Republic of Azerbaijan, Ministry of Finance, Ministry of Economic Development, State Social Protection Fund and State Statistical Committee. This initiative was supported by relevant authorities, except Ministry of Finance which proposed to carry out more in-depth investigation of its impacts and to consider mentioned issue by appropriate commissions during the discussion of state budget for the next year.
> According to the Decree of the President of the Republic of Azerbaijan "On increasing amount of minimum monthly wage" dated December 1, 2011, No. 1866, minimum monthly wage was increased by 10 % and since December 1, 2011 it was determined as 93,5 AZN.

CSER 7§5 BELGIQUE

Le Comité conclut que la situation de la Belgique n'est pas conforme à l'article 7§5 de la Charte au motif que les allocations versées aux apprentis ne sont pas appropriées.

135. Le représentant de la Belgique indique que la situation dans ce domaine évolue en permanence dans le bon sens et que de nombreux facteurs entrent en jeu ici. Toutes les allocations sont basées sur un salaire moyen interprofessionnel garanti (SMIG) mensuel minimal régulièrement indexé. La procédure est basée sur un système de négociation collective, soumis à indexation et adapté à l'évolution des prix. Il existe trois régimes, qui reposent tous sur les mêmes principes dans les trois communautés ; les allocations définies sont le résultat d'accords entre différents partenaires sociaux. Par ailleurs, les autorités veillent à ce que les parents ne perdent pas le droit aux allocations familiales : un apprenti ayant des enfants garde donc ce droit. L'apprenti est entièrement couvert par la sécurité sociale : ses cotisations salariales sont prises en charge tandis que l'employeur verse des cotisations patronales. Plusieurs autres éléments influent sur le montant net perçu par un individu, éléments qui devront être pris en compte par le CEDS. En effet, les allocations dépendent aussi de facteurs tels que le dynamisme économique du secteur, l'expérience et l'âge de l'apprenti. La formation en alternance, qui associe expérience professionnelle et études, permet aux jeunes entre 16 et 18 ans de suivre une formation professionnelle complète à l'école ainsi que dans le monde du travail. L'accent est mis sur la formation et non sur des critères de productivité. Beaucoup considèrent qu'une augmentation importante des allocations de base est préjudiciable du point de vue du nombre de places proposées et de la qualité. Le taux d'emploi chez les jeunes ayant suivi une formation en alternance est très élevé.

De nombreux apprentis perçoivent également un pécule de vacances ; s'agissant des vacances, la situation sera modifiée afin de se conformer aux exigences de l'UE qui prévoient des congés annuels dès la première année de travail. De plus, le Conseil national de l'emploi souhaite unifier et simplifier le système en Belgique.

136. La présidente estime qu'il faudrait un tableau complet indiquant les salaires minimum, l'âge des apprentis et les pourcentages appliqués. Le problème semble concerner en particulier la catégorie des 15-18 ans.

137. Le représentant de la Belgique souligne que le système d'apprentissage est considéré comme faisant partie intégrante de l'éducation par l'acquisition de compétences et que les partenaires sociaux

se plaignent d'un manque d'offres d'apprentissage. Il y a peu de risques d'exploitation des jeunes, mais des progrès peuvent encore être faits pour ce qui est de l'uniformité entre les secteurs.

138. Les représentantes de la Lituanie et de l'Estonie considèrent qu'un complément d'information est nécessaire pour que le CEDS puisse se faire une idée plus claire de la situation concernant les salaires nets minimum des travailleurs adultes et les pourcentages qui s'appliquent aux apprentis.

139. Le Secrétariat fait remarquer que le rapport national contient les informations pertinentes, sauf en ce qui concerne les primes de vacances. Le CEDS conclut que même en ajoutant ce supplément aux calculs, le montant est insuffisant, sauf pour les jeunes apprentis de plus de 18 ans au début de leur apprentissage dans la communauté flamande ; toutes les autres situations en Belgique ne sont pas conformes.

140. Le représentant des Pays-Bas évoque la faiblesse du marché de l'emploi ces dernières années et estime que la priorité doit être donnée au principe de la formation par rapport au revenu matériel. Les représentants de l'Estonie et de la Turquie conviennent de la nécessité de tenir compte des réalités économiques.

141. Le représentant de la CES considère lui aussi que le travail est une priorité mais met en garde contre le risque de faire passer les motivations économiques avant les conditions de qualité.

142. Le Secrétariat explique que la comparaison est basée sur le salaire minimum net d'un travailleur adulte et la rémunération réelle d'un apprenti, qui englobe ce qu'il reçoit, y compris une prime de vacances s'il y en a une, ainsi que le montant de tout autre avantage qui n'était pas inclus dans le rapport précédemment. La comparaison reposant sur ces deux chiffres, toutes les informations pertinentes devront figurer dans le prochain rapport.

143. Le Comité prend note des informations fournies et se félicite des améliorations qui ont été présentées. Il demande au Gouvernement de fournir dans le prochain rapport des informations plus précises, notamment en ce qui concerne le revenu des apprentis en pourcentage du salaire interprofessionnel des autres travailleurs, compte tenu des remarques faites par le secrétariat.

CSER 7§5 BULGARIE

Le Comité conclut que la situation de la Bulgarie n'est pas conforme à l'article 7§5 de la Charte au motif qu'il n'est pas établi que le droit des jeunes travailleurs et des apprentis à une rémunération équitable et autres allocations appropriées soit garanti dans les faits.

144. La représentante de la Bulgarie donne au Comité des informations sur la législation en vigueur relative à la rémunération des jeunes travailleurs et des apprentis et sur sa mise en œuvre, ainsi que sur le projet d'accord de coopération avec l'OIT concernant le travail des enfants.

Dans les contrats d'apprentissage, qui sont régis par le Code du travail, les employeurs s'engagent à former les étudiants à une profession ou une spécialité, et les étudiants s'engagent à apprendre cette profession ou spécialité. La durée maximale d'un tel contrat est de 6 mois, et le salaire perçu durant cette période ne peut être inférieur à 90 % du salaire minimum en Bulgarie, lequel est déterminé par le Conseil des ministres. A l'issue de la formation, l'employeur doit embaucher le travailleur selon ses qualifications ou lui verser une indemnité. Après expiration du contrat d'apprentissage, la rémunération versée au salarié ne peut être inférieure au salaire minimum. Le taux de rémunération minimum s'applique à tous les employés, indépendamment de leur âge.

Le salaire minimum est actuellement de 270 lev bulgares (135 €). Le montant net (après impôt et cotisations) perçu par les jeunes travailleurs est de 220 lev (110 €). Entre 2005 et 2011, le salaire minimum est passé de 150 à 270 lev, et il augmentera à 290 lev en mai 2012. Le salaire brut minimum des apprentis est de 243 lev, ce qui équivaut à un montant net de 200 lev.

La représentante de la Bulgarie fait également remarquer que depuis 2006, le suivi de la mise en œuvre des lois régissant le travail des mineurs est devenu une priorité de l'inspection du travail et que, dans le cadre de ce suivi, cette dernière n'a constaté aucun cas de violation des dispositions applicables en matière de rémunération des employés de moins de 18 ans.

Elle précise également que durant la période 2005-2009, un projet de l'OIT entrant dans le cadre du Programme pour l'abolition du travail des enfants a été mis en œuvre en Bulgarie au niveau national et local. Ce projet a permis de renforcer les capacités de plus de 300 spécialistes en matière de contrôle du travail des enfants au niveau local et national.

145. En réponse à la question de la présidente demandant pourquoi ces informations n'apparaissaient pas dans le rapport national, la représentante de la Bulgarie indique que les informations communiquées étaient très succinctes car l'approche retenue était de dresser la liste des différents textes de loi et changements législatifs. De ce fait, il manquait une partie des informations. Son pays s'efforcera d'être plus précis dans le prochain rapport.

146. Le Comité prend note de ces informations et invite le Gouvernement à fournir les renseignements détaillés requis dans le prochain rapport de manière à ce que le CEDS puisse évaluer la situation.

CSER 7§5 IRLANDE

Le Comité conclut que la situation de l'Irlande n'est pas conforme à l'article 7§5 de la Charte aux motifs que :

- *le taux de rémunération appliqué aux jeunes travailleurs âgés de 16 à 18 ans est trop faible ;*
- *le salaire minimum net est manifestement insuffisant ;*
- *les jeunes qui travaillent pour un parent proche ne sont pas couverts par la loi relative au salaire minimum.*

Premier et deuxième motifs de non-conformité

147. La représentante de l'Irlande fournit des informations concernant le salaire minimum des jeunes dans son pays. Comme 19 autres pays sur les 27 Etats membres de l'UE, l'Irlande dispose d'une législation nationale fixant un salaire minimum. Le taux de rémunération minimum au niveau national pour les travailleurs de moins de 18 ans est actuellement de 6,06 € par heure, soit 70 % du taux d'un adulte expérimenté. A 8,65 € brut par heure, l'Irlande a le deuxième salaire mensuel minimum le plus élevé parmi les Etats membres de l'UE qui ont fixé un salaire national minimum. Avec les ajustements correspondant aux différences de pouvoir d'achat, l'Irlande occupe la cinquième place après le Luxembourg, les Pays-Bas, la Belgique et la France. L'une des premières mesures prises par le Gouvernement irlandais actuel après son arrivée au pouvoir a été de rétablir le taux principal de 8,65 € qui avait été réduit par le Gouvernement sortant, malgré une opposition considérable de la part des employeurs et d'autres groupes.

L'Irlande connaît actuellement une crise de l'emploi, avec un taux de chômage des jeunes près de deux fois supérieur au taux national. L'Irlande continue de focaliser ses stratégies pour le marché de l'emploi sur les groupes les plus vulnérables – parmi lesquels les jeunes peu qualifiés – afin d'éviter qu'ils ne basculent dans le chômage de très longue durée. Il s'agit de maintenir les jeunes dans le système éducatif le plus longtemps possible mais également de veiller à ceux qui sont prêts à travailler ne soient pas exclus du marché de l'emploi en raison d'un coût trop élevé.

148. En réponse à une question de la représentante de la Lituanie, la représentante de l'Irlande indique que la législation ne fait pas de distinction entre différentes catégories d'âge et que les mêmes conditions s'appliquent à toutes les personnes de moins de 18 ans.

149. En réponse à une question de la représentante de l'Estonie, la représentante de l'Irlande précise que le niveau de 70 % a été fixé par des commissions statutaires avant l'introduction du salaire minimum et que la formule employée a été décidée avec les partenaires sociaux.

150. Les représentants du Portugal et du Royaume-Uni font observer que le salaire minimum en Irlande est supérieur à celui de bien d'autres pays de l'UE, et notamment les leurs. Ils estiment également que les difficultés économiques rencontrées par le Gouvernement doivent être prises en compte.

151. Le représentant des Pays-Bas est favorable à une politique qui donne la priorité à l'emploi par rapport aux salaires des jeunes.

152. Le Secrétariat explique que l'évaluation est basée sur l'écart entre le salaire le plus bas et le salaire moyen dans le pays, écart qui ne devrait pas être trop élevé. En Europe, on considère que le seuil de pauvreté est égal à 50 % du salaire moyen. En réponse à une question de la représentante de la Lituanie, le Secrétariat indique qu'il manque dans le rapport national des informations concernant la rémunération nette, de sorte que le CEDS n'a pu établir de pourcentage précis. Le Secrétariat attire l'attention sur le fait que la situation en Irlande était déjà non conforme avant la crise économique.

153. Le représentant de la CES rappelle l'augmentation du nombre de travailleurs pauvres qui ne peuvent actuellement vivre de leur travail.

154. En ce qui concerne les premier et deuxième motifs de non-conformité, le Comité demande à l'Irlande de fournir toutes les informations spécifiques sur le salaire minimum comparé au salaire moyen.

Troisième motif de non-conformité

155. La représentante de l'Irlande revient sur le fait que le salaire minimum ne s'applique pas aux membres de la famille, ajoutant que la position de l'Irlande sur cette question n'a pas changé. Le principe consistant à exclure de certaines dispositions du droit du travail un employé qui est un proche parent d'un employeur a été établi avant la loi sur le salaire national minimum. De par leur nature et leur objet, les accords de collaboration flexibles conclus avec des parents proches englobent le travail en soirée, les fins de semaine et l'été, ou une assistance à des périodes critiques, et constituent une option pratique pour toutes les personnes concernées au sein de la famille. Ces accords reflètent les coutumes et pratiques nationales en Irlande : c'est pourquoi l'Etat ne juge pas opportun de les considérer comme des infractions pénales si le salaire minimal n'est pas versé pour le travail réalisé par un parent proche dans de telles circonstances.

156. En ce qui concerne le troisième motif de non-conformité, le Comité demande instamment au Gouvernement d'assurer une supervision adéquate des enfants et des jeunes employés dans des entreprises familiales et de prendre les mesures nécessaires pour mettre la situation en conformité avec la Charte.

CSER 7§5 LITUANIE

Le Comité conclut que la situation de la Lituanie n'est pas conforme à l'article 7§5 de la Charte au motif que :

- *le salaire minimum des jeunes travailleurs n'est pas équitable ; et*
- *l'allocation minimale versée aux apprentis n'est pas équitable.*

Premier et deuxièmes motifs de non-conformité

157. La représentante de la Lituanie a fourni par écrit les informations suivantes :

Young employees are entitled to the same wages as adults and apprentices cannot receive less than the minimum monthly wage.
Lithuanian Government makes affords to raise the amount of minimum monthly wage due the financial possibilities. From 1th of August 2012 the minimum wage has been raised till LTL 715 (net) and LTL 850 (gross), the average wage for first quarter of 2012 (the newest available data) was LTL 1661,9 (net) and LTL 2138,1 (gross).

CSER 7§5 MALTE

Le Comité conclut que la situation de Malte n'est pas conforme à l'article 7§5 de la Charte au motif qu'il n'est pas établi que les allocations versées aux apprentis soient équitables.

158. Le représentant de Malte a fourni par écrit les informations suivantes :

Most of the apprenticeships are based on the dual system of 3 days at the Vocational Education and Training Institute and 2 days at the place of work. This depends on the time table of the particular training program and not all apprenticeships are the same. The average hours that apprentices spend at the Vocational Education and Training Institute are around 20 hours weekly.
Apprentices report for 8 hours per day (excluding break time) at the place of work for on-the-job training. Thus, for those apprentices who are required to attend 3 days at the Vocational Education and Training Institute, and 2 days at the place of work – they spend 16 hours weekly at the place of work during the academic year. When the Vocational Education and Training Institute is closed for the Christmas, Easter and Summer recess, apprentices spend 40 hours at the place of work.
Apprentices are entitled to a Maintenance Grant (stipend) of 86.01 € every 4 weeks throughout the whole year (13 payments) for 2 whole years. If the apprenticeship is of 3 year duration, apprentices do not receive a stipend in the third year.
Apprentices receive 326.11 € for educational material and equipment paid once only in the beginning of the apprenticeship.
In the tables below, one can find the remuneration payable to TAS & ESTS apprentices by the employer in addition to the Maintenance Grant (stipend), and N.I contribution payable by both the employer and the apprentice

Extended Skill Training Scheme

Year	Gross Remuneration payable by the employer	National Insurance contribution to be paid by the employer and the apprentice
1	€ 47.75 per week	Apprentices under 18 - € 4.38 weekly Apprentices over 18 - 10% of the basic weekly wage
2	€ 49.99 per week	Same as above
3	€ 73.61 per week	Same as above

Technician Apprenticeship Scheme

Year	Gross Remuneration payable by the employer	National Insurance contribution to be paid by the employer and the apprentice
1	€ 49.97 per week	Apprentices under 18 - € 4.38 weekly Apprentices over 18 - 10% of the basic weekly wage

2	€ 52.20 per week	Same as above
3	€ 75.87 per week	Same as above

CSER 7§5 PAYS-BAS (ROYAUME D'EUROPE)

Le Comité conclut que la situation des Pays-Bas n'est pas conforme à l'article 7§5 de la Charte aux motifs que :

- *les salaires des jeunes travailleurs ne sont pas équitables ;*
- *les allocations versées aux apprentis ne sont pas équitables.*

Premier et deuxième motifs de non-conformité

159. Le représentant des Pays-Bas renvoie au débat tenu par le Comité en octobre 2011 sur l'article 4§1. Aux Pays-Bas, tous les employés entre 15 et 65 ans ont droit au salaire minimum légal et à une indemnité minimum de congé annuel. En ce qui concerne les salaires minimums des jeunes de moins de 23 ans, le fait est qu'en général, les jeunes sont moins productifs que les adultes et nécessitent davantage de supervision. Par conséquent, ils ont droit à un pourcentage donné du salaire minimum, qui est de 30 % à 15 ans, 45,5 % à 18 ans et 100 % à partir de 23 ans. Cette politique existe depuis les année quatre-vingt-dix et s'est avérée efficace au regard des deux objectifs poursuivis : veiller à ce que les jeunes restent dans le système éducatif le plus longtemps possible et préserver/créer des emplois pour les jeunes qui entrent sur le marché du travail. Actuellement, le taux de chômage des jeunes au Pays-Bas, qui se situe aux alentours de 10 %, reste très faible par rapport à celui d'autres pays de l'UE.

160. Le représentant de la CES affirme que toute personne a droit à une rémunération adéquate, indépendamment de son âge et que, comme l'a souligné le CEDS, l'écart entre le salaire minimum d'un jeune travailleur et celui d'un adulte est ici manifestement disproportionné. Le représentant des Pays-Bas répond que ce débat n'existe pas au sein des syndicats néerlandais et qu'une hausse des salaires augmenterait le taux de chômage des jeunes. Le représentant du Royaume-Uni insiste sur l'importance de la création d'emplois.

161. Le représentant de la Turquie est d'avis que les jeunes travailleurs ont besoin d'une protection spéciale ; aux Pays-Bas, ils semblent être victimes de discrimination par rapport aux adultes.

162. En réponse à la question soulevée par la présidente, le représentant des Pays-Bas précise que le rapport néerlandais ne mentionnait pas les apprentis car il n'existe pas dans le pays de dispositions juridiques différentes applicables à ces derniers : ils sont rémunérés en fonction du nombre d'heures travaillées et parfois moins lorsqu'ils sont en formation. Un complément d'information pourra être fourni dans le prochain rapport.

163. La présidente rappelle qu'à la précédente réunion, le comité avait voté sur une recommandation qui n'avait pas été adoptée ; elle décide de ne pas recommencer le même processus.

164. Le Comité décide d'attendre la prochaine évaluation du CEDS.

CSER 7§5 NORVÈGE

Le Comité conclut que la situation de la Norvège n'est pas conforme à l'article 7§5 de la Charte aux motifs que :

- *il n'est pas établi que les jeunes travailleurs perçoivent une rémunération équitable ;*

- *il n'est pas établi que les apprentis perçoivent une allocation appropriée.*

Premier et deuxième motifs de non-conformité

165. La représentante de la Norvège rappelle que la situation a été jugée non conforme en raison d'un manque d'informations. Elle indique qu'il n'y a pas de législation sur le salaire minimum légal en Norvège, ce dernier étant fixé dans le cadre de conventions individuelles ou collectives négociées par les partenaires sociaux. La plupart des conventions collectives définissent des salaires pour les apprentis et/ou les jeunes travailleurs. Elle ajoute que les inquiétudes du comité pourraient s'expliquer en partie par un manque d'informations sur le système fiscal norvégien. En Norvège, le revenu des particuliers est taxé selon un système double comportant un faible taux fixe sur les revenus du capital et un taux progressif sur les revenus du travail. L'impôt sur le revenu salarial est calculé par l'application de divers mécanismes incluant plusieurs déductions de base qui visent toutes à alléger la charge fiscale pesant sur les plus petits revenus. Par exemple, l'impôt correspondant à un revenu salarial annuel de 10 000 € serait d'environ 800 €, soit 8 %, pour 20 000 €, il serait de 3550 € soit 18 % et pour 25 000 € il serait de 4800 € soit 19 %.

Du point de vue de la Norvège, ce système fiscal est bien étudié pour assurer une allocation équitable aux apprentis et aux jeunes travailleurs, mais également à tous les faibles revenus.

166. En réponse à une question posée par la présidente, la représentante de la Norvège affirme qu'il n'y a pas de statistiques sur les salaires nets et qu'il n'y a pas de distinction entre les groupes âgés de moins de 20 ans.

167. Le représentant de la Turquie se demande si cette situation ne devrait pas être examinée au titre de l'article 4.

168. Le Comité prend note de la situation et invite le Gouvernement à fournir tous les détails nécessaires dans son prochain rapport.

CSER 7§5 ROUMANIE

Le Comité conclut que la situation de la Roumanie n'est pas conforme à l'article 7§5 de la Charte au motif que le droit des jeunes travailleurs et des apprentis à une rémunération équitable ou à une allocation appropriée n'est pas garanti en pratique en raison de l'application non effective de la législation.

169. La représentante de la Roumanie indique qu'aux termes de l'article 6, paragraphe (2) de la loi n°53/2003 – Code du travail, modifié par l'ordonnance gouvernementale d'urgence n°65/2005, toutes les personnes qui travaillent ont droit à une rémunération égale à travail égal. Ces dispositions s'appliquent également aux jeunes travailleurs qui sont employés dans le cadre d'un contrat individuel. D'après l'article 162 de la loi n°53/2003 – Code du travail republiée, les niveaux de rémunération minimums sont définis par les conventions collectives applicables.

La représentante précise qu'en 2011, certains articles de la loi n°279 de 2005 relative à l'apprentissage en milieu professionnel ont été modifiés par la loi n°106/2011. D'après l'article 5§1, toute personne physique âgée de plus de 16 ans et de moins de 25 ans peut être qualifiée d'apprenti en milieu professionnel. La durée du contrat d'apprentissage en milieu professionnel ne peut être supérieure à 3 ans et inférieure à 12 mois (article 7§1). L'apprentissage en milieu professionnel inclut une formation théorique et pratique ou une formation pratique uniquement (article 7§3). D'après l'article 7§5, le salaire mensuel de base, fixé par le contrat d'apprentissage, doit au moins être égal au salaire minimum brut du pays, pour une durée de travail de 8 heures par jour ou 40 heures par semaine. Toutes ces informations seront intégrées au prochain rapport.

170. Le Comité prend note de cette nouvelle loi et invite le Gouvernement à fournir toutes les informations nécessaires dans son prochain rapport.

CSER 7§5 RÉPUBLIQUE SLOVAQUE

Le Comité conclut que la situation de la République slovaque est contraire à l'article 7§5 de la Charte au motif qu'il n'est pas établi que les jeunes travailleurs reçoivent une remuneration equitable.

171. Le représentant de la République slovaque a fourni par écrit les informations suivantes :

We would like to state that we believe this case of non-conformity is based on misunderstanding of the Slovak legislation, or that further explanation as far as remuneration of young workers is concerned.

Pursuant to Article 3 of the Labour Code General Principles, "Employees shall have the right to wages for performed work, to the securing of occupational health and safety, to rest and recovery after work. Employers shall be obliged to provide employees with wages and to create working conditions allowing employees the best performance of work according to their skills and knowledge, the advancement of creative initiative and deepening of qualifications."

Each person carrying out work is entitled to full pay for the work carried out. Legislation of the Slovak Republic does not distinguish wage for a young worker and wage for adult workers. The situation for the minimum wage is the same; there is no separate minimum wage for young workers and for adult workers. Therefore, if a young worker is employed in a full-time employment, they will get wage as set in their employment contract.

As far as provisions of the Act No. 184/2009 on Professional Training and Education go, the 50-100 % amount paid to the student for productive work and services is meant as an motivational scholarship that is governed by §12 of the Act No. 184/2009 when the student participates on production of goods or provision of services as a part of their school curriculum during the educational process:

1) Students of secondary vocational school may be provided with financial evaluation, by which their educational goals are pursued, as stated in 2-6. Financial evaluation is defined as motivational scholarship and reward for productive work.

2) Motivational scholarship may be awarded monthly during the given school year up to the amount of 65 % of subsistence minimum. Subsistence minimum for a minor is set at 86,65 € (June 2012). When considering the final amount, regular participation on education and study results are taken into consideration as well.

3) Motivational scholarship is paid by the individual or company, which prepares the student for future occupation. In case of preparing the student for occupation in the public interest, the scholarship is paid by the related individual or corporate body.

4) Reward for productive work belongs to a student who carries out the productive work during practical classes of the education curriculum. This reward is being paid by the individual or corporate body for which this productive work is carried out.

5) Productive work is defined as creation of products or provision of services corresponding with the activities of the individual or corporate body for which the given student carries out the work concerned. Training received during practical classes, however, is not considered productive work.

6) Reward for productive work is paid for each finished hour of the given work and is set at the level of 50-100 % of the set minimum wage per hour. However, the actual amount can be modified based on the overall behaviour of the student and quality of the work carried out.

CSER 7§5 SLOVÉNIE

Le Comité conclut que la situation de la Slovénie n'est pas conforme à l'article 7§5 de la Charte aux motifs que :

- *il n'est pas établi que les jeunes travailleurs perçoivent une rémunération équitable ;*
- *il n'est pas établi que les apprentis perçoivent une allocation équitable.*

Premier et deuxième motifs de non-conformité

172. La représentante de la Slovénie a fourni par écrit les informations suivantes :

In accordance with Article 42 of the Employment Relationships Act (Official Gazette of the Republic of Slovenia, Nos. 42/02 and 103/07, hereinafter referred to as ZDR), employers must ensure workers appropriate payment for work in accordance with the provisions of Articles 126 to 130, 133 to 135, and 137 of this Act: Article 126 of ZDR determines that employers must consider the minimum wage laid down by law or a collective agreement which indirectly imposes an obligation on employers.

Article 6 of ZDR prescribes that employers must ensure equal treatment for workers inter alia in pay and other receipts from the employment relationship irrespective of the worker's age. Article 6 of ZDR determines that employers must ensure for workers during their employment relationship, and in connection with the termination of employment contracts, equal treatment irrespective of ethnicity, race or ethnic origin, national or social background, gender, skin colour, state of health, disability, faith or beliefs, age, sexual orientation, family status, membership of unions, financial standing or other personal circumstances in accordance with this Act, the regulations governing the fulfilment of the principle of equal treatment, and the regulations governing equal opportunities for women and men. Employers must ensure equal treatment in respect of the personal circumstances referred to in the preceding paragraph for candidates for employment and workers, especially in gaining employment, promotion, training, education, retraining, pay and other receipts from the employment relationship, absence from work, working conditions, working hours and the cancellation of employment contracts.

The first paragraph of Article 140 of ZDR states that trainees and workers undergoing training or job induction may be paid less than the basic wage. But the first and second paragraphs of Article 140 of ZDR determine the following limitations: the wage may not be lower than 70 % of the basic wage which they would receive as a worker in the job, or in the type of work for which they are trained, and it may not be lower than the minimum wage laid down by law.

Apprentices

From 1996 until 2006 Slovenia had a legally regulated dual system with a determined mandatory award for apprentices, insurance and years of pensionable service. In 2006, the law was amended so that it determined schools and employers as education programme providers in the field of vocational education, which means that vocational secondary education is performed at schools and with employers. For this purpose, revised educational programmes were prepared. In accordance with these programmes, students perform at least 24 weeks of practical training at work in three years.

The Slovenian education system no longer has apprenticeships. The modernisation of educational programmes (in the last ten years, all educational programmes were modernised – 3 and 4 year programmes) has resulted in all students being equal and all having to complete practical training with an employer. The duration of this training differs and depends on the educational programme (from 4 to 24 weeks).

According to the Vocational Education Act, practical education with an employer is performed as practical training on the basis of a contract which can be either an individual contract (concluded between the employer and parents) or a collective agreement (concluded between a school on behalf of its students and the employer). The individual contract and the collective

agreement must include obligations regarding the payment of bonuses and other costs (protective equipment, snack).
The amount of bonus is an obligation of an employer laid down by law by sectoral and general collective agreement. Sectoral collective agreements actually include these provisions, which means that we have been legally and formally in accord with the European Social Charter.
In accordance with Article 1 of the Labour Inspection Act (Official Gazette of the Republic of Slovenia, no. 38/1994, 32/1997 and 36/2000), supervisory inspections of the implementation of laws, other regulations, collective agreements and general acts regulating employment, salaries and other incomes arising from the employment of employees in Slovenia and abroad, employees' participation in management, strikes and safety at work are carried out by the Labour Inspectorate. In accordance with the fourth paragraph of Article 204 of the Employment Relationship Act (Official Gazette of the Republic of Slovenia, nos. 42/02, 79/06, 46/07, 103/07, 45/08 and 83/09; hereinafter referred to as the ZDR), a worker may enforce all pecuniary claims arising from employment, including a bonus for practical education with an employer, which is a right provided by the collective agreement, directly before the competent labour court; the worker is not required to submit a request to the employer beforehand (in all other cases of violation or non-fulfilment of obligations, the worker first has to request in writing that the employer end the violation and/or fulfil its obligations before requesting judicial protection. The worker also has to notify the Labour Inspectorate of any irregularities). The statute of limitations on claims arising from employment relationships is five years (Article 206 of the ZDR).
During practical training at work or during their mandatory training, secondary-school and tertiary students are entitled to a bonus for full-time work in at least the following amounts:

Secondary school students		Non-taxable income under the Decree on the tax treatment of reimbursed work-related expenses and other income from employment (Official Gazette of the Republic of Slovenia, no. 140/06 and 76/08). Income of up to 172 € per month received for mandatory practical work is non-taxable
1st year	€ 90	
2nd year	€ 120	
3rd year	€ 150	
4th year	€ 150	
Tertiary students	€ 170	

In the field of vocational and professional education, the solution is also vertical, i.e. the same applies for 4-year technical schools (secondary technical education), but with the period of practical training as determined in the educational programmes in accordance with the Vocational Education Act being between four and eight weeks in four years.
There are so-called practical education organisers in schools who are responsible for the coordination of practical training with an employer and monitoring the implementation of training, which is largely directed at establishing how the rights of students in practical training are exercised. The provisions of the Vocational Education Act and of the employers' sectoral collective agreement are being realised by employers in various ways. Some employers are having great difficulty paying bonuses to students in this period of economic recession.
An employer can task a secondary school student only with work that is foreseen by an individual educational programme. The employer is obliged to register the student with the Health Insurance Institute of Slovenia and pay the monthly lump sum contribution for insurance against injury at work or occupational disease.
The Ministry of Education, Science, Culture and Sport encourages employers to ensure students on the job training by giving them incentives from the funds of ESS, with 15 % of national funds, for successfully performed practical training. In the tender, we require that they meet all the conditions laid down by law - an appointed mentor meeting the conditions laid

down by law, protection of the student - and they must provide separate evidence that they have been paying bonuses to students and higher vocational colleges.

Article 7§6 – Inclusion des heures de formation professionnelle dans les heures normales de travail

CSER 7§6 ALBANIE

Le Comité considère que la situation de l'Albanie n'est pas conforme à l'article 7§6 de la Charte au motif qu'il n'est pas établi que le droit que le temps consacré à la formation professionnelle soit considéré comme du temps de travail et rémunéré comme tel est garanti en pratique.

173. La représentante de l'Albanie a fourni par écrit les informations suivantes :

The first draft "On some amendments to Law 7961, dated 12 July 995 "The Labor Code of the Republic of Albania" is drawn up during this year and it includes, among other things, a new paragraph and subparagraph about the obligation of the employer to include the time for vocational training in the working hours.

CSER 7§6 BELGIQUE

Le Comité conclut que la situation de la Belgique n'est pas conforme à l'article 7§6 de la Charte au motif qu'il n'est pas établi que la Belgique a pris des mesures suffisantes pour garantir dans la pratique que la formation effectuée par les jeunes travailleurs est considérée comme du temps de travail et rémunérée comme tel.

174. Le représentant de la Belgique a fourni par écrit les informations suivantes :

La loi belge du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire impose à tout mineur en âge une obligation scolaire pendant une période de 12 années commençant à l'année scolaire qui prend cours dans l'année où il atteint l'âge de 6 ans et se terminant à la fin de l'année scolaire, dans l'année au cours de laquelle il atteint l'âge de 18 ans. La période d'obligation scolaire comprend deux parties, une période à temps pleins et une période à temps partiel. La période d'obligation scolaire à temps plein s'étend jusqu'à l'âge de 15 ans comprenant au maximum 7 années d'enseignement primaire et au minimum les 2 premières années de l'enseignement secondaire de plein exercice. Dans tous les cas, l'obligation scolaire à temps partiel s'étend cesse quand l'élève atteint l'âge de 16 ans. La période d'obligation scolaire à temps partiel s'étend quant à elle jusqu'à la fin de la période d'obligation scolaire. Le jeune soumis à l'obligation scolaire à temps partiel peut continuer sa scolarité à temps plein ou s'orienter vers d'autres filières, notamment vers le monde du travail.

Les impacts de législation relative à l'obligation scolaire sur le droit du travail sont nombreux :

1) Le mineur de moins de 15 ans ou qui est encore soumis à l'obligation scolaire à temps plein ne peut en principe être mis au travail (Voy. art. 6 à 7.14 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail).

2) La plupart des mineurs soumis à l'obligation scolaire à temps partiel poursuivent leur scolarité à temps plein jusqu'à l'âge de 18 ans. Ces jeunes consacrent un temps important à leur cursus scolaire. Ils ne fréquentent le monde de travail qu'à titre très exceptionnel. C'est ainsi que certains sont occupés en dehors des périodes scolaires dans le cadre de contrats d'occupation d'étudiants. Ces contrats sont strictement encadrés par la réglementation (Voy. art. 120 à 130*ter* de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail).

3) Seuls les jeunes soumis à l'obligation scolaire à temps partiel qui ne souhaitent pas poursuivre leur scolarité à temps plein jusqu'à l'âge de 18 ans sont susceptibles d'exercer, en marge de leurs études, une activité professionnelle d'une certaine ampleur. Ces jeunes constituent une minorité. Le plus souvent, ils effectuent une activité professionnelle complétant la formation scolaire à temps partiel qu'ils suivent.

En réalité, seuls les mineurs visés au point 3 ci-avant sont susceptibles d'être les bénéficiaires de la protection prévue par l'article 7§6 de la Charte sociale européenne révisée. En effet, pour les mineurs visés au point 1, le travail est en principe interdit. Pour les mineurs visés au point 2, le travail ponctuel effectué dans le cadre d'un contrat d'occupation d'étudiant. Vu la finalité et les particularités de ce contrat, il n'est pas concevable d'imaginer que, dans le cadre de son exécution, une formation soit demandée à l'initiative du travailleur étudiant.

Pour les matières visées par l'article 7§6 de la Charte sociale européenne révisée, ma réglementation belge octroie aux mineurs visés au point 3 ci-avant les garanties suivantes :

- L'article 19*bis* de la loi du 16 mars 1971 sur le travail énonce que le temps qu'ils consacrent à suivre un enseignement à horaire réduit ou une formation reconnue comme répondant aux exigences de l'obligation scolaire, est compté comme temps de travail.
- Le temps consacré par ces jeunes à une formation professionnelle demandée par l'employeur est considéré comme du temps de travail et rémunéré comme tel. Cette situation a été jugée conforme par le Comité dans ses Conclusions XV-2, p. 85.

Un problème de conformité est soulevé à propos du temps consacré par les jeunes travailleurs (visés au point 3 ci-avant) à une formation professionnelle entamée à leur initiative.

Dans un premier temps, l'Etat belge soulignera le caractère extrêmement théorique d'un tel cas de figure. Dans la mesure où il suit déjà une formation scolaire complétée dans la pratique par l'activité professionnelle exercée, il est fort rare que le jeune concerné formule d'initiative à l'employeur une demande de formation professionnelle ou d'apprentissage.

A supposer que ce soit le cas, l'Etat belge a déjà indiqué dans son dixième rapport (enregistré au Secrétariat le 26/08/2044) qu'il appartenait aux parties de déterminer conventionnellement si ce temps devait être considéré comme du temps de travail et rémunéré comme tel. Vu l'absence de mesures de publicité, l'Etat belge ignore tout de la situation réelle en pratique.

Le deuxième rapport informant aussi le Comité du fait qu'une hypothétique demande de formation professionnelle ou d'apprentissage peut être formulée par le jeune travailleur dans le cadre du congé-éducation payé. Sous certains conditions (Voy. arrêté royal du 23 juillet 1985 d'exécution de la section 6 – octroi du congé-éducation payé dans le cadre de la formation permanente des travailleurs – du chapitre IV de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales), le temps consacré à cette formation constitue du temps de travail ; la rémunération du travailleur est également maintenue.

CSER 7§6 BOSNIE-HERZÉGOVINE

Le Comité conclut que la situation de la Bosnie-Herzégovine n'est pas conforme à l'article 7§6 de la Charte au motif que la législation ne considère pas le temps consacré à la formation avec le consentement de l'employeur comme du temps de travail.

175. Le représentant de la Bosnie-Herzégovine a fourni par écrit les informations suivantes :

FEDERATION OF BOSNIA AND HERZEGOVINA (FBIH)

The portion of the Labour Law of the Federation, which regulates the right of workers to education, training and professional development, applies to all workers without exception.

The Law provides that, in the event of changes or introduction of new technology, the employer's obligation is to enable a worker to be trained and professionally upgraded under circumstances and manner specified in collective agreement and employment rules.

Training and professional development of young workers can be subsumed under the concept of internship and internship period aimed at training for independent work and gaining work experience. The internship lasts for one year at the most and the actual length is determined by special law or employment rules of the employer.
According to the valid labour legislation an internship is different from employment under an employment contract for an unspecified period of time and an intern exercises only certain labour rights established by law. So, an intern is entitled to some remuneration, the right to rest during the working day, daily rest between two consecutive working days and weekly rest. The intern is also mandatory insured in case of injuries and occupational diseases at the expense of the employer, while health insurance and the entitlement to health care is exercised through the competent employment service in which he was registered as unemployed person.
The new Labour Law amended provisions respecting interns in a way that an intern has the status of a full-time employee with the employer for a fixed period of time covering the length of internship and exercises all employment rights as other workers do.

REPUBLIKA SRPSKA (RS)
Counting the time spent in vocational training in working hours results from the valid general legislation in the RS, because this matter is not regulated at all in the field of labour and employment in the RS. The labour law regulations in the RS do not ensure the right of young workers to have the time spent in vocational training with the consent of the employer is counted in working day, unless they are trained to meet the job and employer's needs.

BRČKO DISTRIKT (BD)
As for the counting of time spent in vocational training in working hours, Article 18 of the BD Labour Law provides that an employer may provide employee with education, training and development. The employee is obliged to acquire education, training and/or training which the employer considers necessary, at the expense of the employer. This article shall apply to all employees. The Law on Secondary Education of BD does not govern this matter and it will be subject to amendments to the BD Labour Law.

CSER 7§6 PAYS-BAS (ROYAUME D'EUROPE)

Le Comité conclut que la situation des Pays-Bas n'est pas conforme à l'article 7§6 de la Charte au motif qu'il n'est pas démontré que la grande majorité des jeunes travailleurs jouissent du droit d'être rémunérés pour le temps consacré à la formation professionnelle avec l'accord de l'employeur.

176. Le représentant des Pays-Bas fait la déclaration suivante :

La loi sur les heures de travail dispose que le travail des jeunes travailleurs doit être organisé de manière à ce qu'ils puissent participer à l'éducation ou à la formation comme le requiert la loi et que tout temps consacré à l'éducation ou à la formation est considéré comme du temps de travail (loi sur les heures de travail, article 4.4, alinéas 1 et 2). Cette loi vise à garantir aux jeunes travailleurs la possibilité de suivre des cours de formation professionnelle dans la mesure où la loi les y oblige. Le fait que le temps consacré à l'éducation ou à la formation soit considéré comme du temps de travail protège également les jeunes travailleurs contre le stress et une charge de travail quotidienne ou hebdomadaire excessive. De notre point de vue, les Pays-Bas respectent l'obligation énoncée à l'article 7§6 de la Charte.

Certaines conventions collectives en vigueur dans des industries où de nombreux apprentis suivent une formation pratique contiennent une disposition supplémentaire, plus générale, selon laquelle tout le temps passé en formation est considéré comme du temps de travail. Ce temps de formation n'est

pas lié aux journées de formation requises par la loi et peut donc également concerner une formation allant au-delà du minimum légal.

La législation néerlandaise en vigueur n'oblige pas les employeurs à continuer à verser des salaires aux employés qui suivent une formation professionnelle en dehors du lieu de travail. Toutefois, les partenaires sociaux peuvent décider d'inscrire dans les conventions collectives de l'industrie ou des entreprises concernées que le temps de formation sera rémunéré.

Précédemment, le délégué néerlandais avait annoncé une étude. Cette dernière a été réalisée fin 2010 par le ministère des Affaires sociales et de l'emploi. Elle a montré que 52 % des conventions collectives contiennent des dispositions relatives à la comptabilisation du temps de formation professionnelle comme temps de travail. Dans 26 % des conventions collectives, le temps consacré à la formation professionnelle (également en dehors du lieu de travail) est rémunéré comme du temps de travail normal. Cela ne signifie pas nécessairement que les autres travailleurs ne sont pas rémunérés pour le temps qu'ils passent en formation professionnelle : chaque employeur peut décider de rémunérer tout ou partie de ce temps, même si la convention collective ne l'y oblige pas.

Par ailleurs, le fait que le temps consacré à la formation professionnelle soit considéré comme du temps de travail ne veut pas dire automatiquement qu'il doit être rémunéré comme du temps de travail. L'article 7§6 de la Charte sociale ne l'exige pas.

En conclusion, les Pays-Bas ne partagent pas l'interprétation du CEDS selon laquelle le temps consacré à la formation professionnelle devrait dans tous les cas (également en cas de formation en dehors du lieu de travail) être rémunéré comme du temps de travail normal. Les Pays-Bas sont donc convaincus que la situation dans leur pays est conforme à l'article 7§6 de la Charte.

177. En réponse à une question de la présidente, le représentant des Pays-Bas confirme que dans 26 % des conventions collectives, le temps consacré à la formation professionnelle, y compris en dehors du lieu de travail, est rémunéré comme du temps de travail normal. Par conséquent, 30 à 35 % des jeunes travailleurs sont rémunérés lorsqu'ils suivent une formation professionnelle en dehors de leur lieu de travail.

178. La distinction faite entre la formation rémunérée lorsqu'elle est organisée sur le lieu de travail et la formation non rémunérée lorsqu'elle se déroule en dehors du lieu de travail laisse le représentant de la CES perplexe. Dans ces circonstances, le terme « formation » perdrait tout son sens.

179. En réponse à une autre question de la présidente, le représentant des Pays-Bas indique que les employés du service public sont dans une position privilégiée car ils sont rémunérés lorsqu'ils suivent une formation professionnelle, quel que soit le lieu où celle-ci se déroule.

180. Le Comité invite le Gouvernement des Pays-Bas à inclure dans son prochain rapport toutes les informations supplémentaires qui ont été fournies.

CSER 7§6 NORVÈGE

Le Comité conclut que la situation de la Norvège n'est pas conforme à l'article 7§6 de la Charte au motif que les jeunes travailleurs n'ont pas droit à ce que leur temps de formation soit rémunéré comme des heures de travail.

181. La représentante de la Norvège fait la déclaration suivante :

La Norvège se demande si les informations fournies au CEDS dans son précédent rapport ne prêtaient pas à confusion. Elle souligne que les apprentis et les stagiaires sont considérés comme des employés à part entière des entreprises et sont donc rémunérés selon les conditions prévues dans les accords salariaux. Tout le temps passé dans l'entreprise est rémunéré, qu'il s'agisse de temps de formation ou de temps consacré à des activités créatrices de valeur ajoutée. Les salaires des

apprentis augmentent progressivement au cours de la période d'apprentissage de deux ans. La première année, le salaire équivaut à 30-40 % de celui d'un travailleur qualifié. La deuxième année, ce pourcentage passe à 60-80 %. La Norvège est donc d'avis qu'elle respecte l'article 7§6 de la Charte.

182. Suite à une question du Secrétariat portant sur la situation des jeunes travailleurs qui ne sont ni apprentis ni stagiaires, la représentante de la Norvège précise que dans ce cas, ce sont les conventions collectives qui s'appliquent. Le Secrétariat souligne que c'est à l'Etat qu'il incombe en dernier ressort de veiller à ce que tous les accords salariaux prévoient que la formation est considérée comme du temps de travail rémunéré, de manière à ce que les critères de la Charte soient respectés.

183. Le Comité invite le Gouvernement de la Norvège à inclure dans son prochain rapport toutes les précisions qui ont été fournies.

CSER 7§6 ROUMANIE

Le Comité conclut que la situation de la Roumanie n'est pas conforme à l'article 7§6 de la Charte au motif qu'il n'est pas établi que le droit d'avoir le temps consacré à la formation professionnelle considéré comme temps de travail et rémunéré comme tel est garanti dans la pratique.

184. La représentante de la Roumanie expose à nouveau la situation législative pour montrer que les exigences de la Charte sociale sont respectées.

185. La présidente rappelle que la conclusion de non-conformité repose principalement sur le fait que la Roumanie n'a pas pu démontrer l'application effective de la loi dans la pratique.

186. La représentante de la Roumanie répond que la mise en œuvre de la législation est contrôlée par les inspecteurs du travail. Elle présente les dispositions du nouveau Code du travail qui stipulent que la participation à des programmes de formation doit être assurée au minimum tous les deux ans dans les entreprises de plus de 21 salariés et tous les trois ans dans celles de moins de 21 salariés.

187. Le Comité invite le Gouvernement roumain à inclure dans son prochain rapport toutes les informations supplémentaires fournies, notamment celles relatives à l'application du nouveau Code du travail.

Article 7§7 – Congés payés annuels

CSER 7§7 ALBANIE

Le Comité conclut que la situation de l'Albanie n'est pas conforme à l'article 7§7 de la Charte au motif qu'il n'est pas établi que les jeunes travailleurs ne puissant pas renoncer à leurs congés annuels en échange d'une rémunération majorée.

188. La représentante de l'Albanie a fourni par écrit les informations suivantes :

> The phrase "annual vacation shall in no way be replaced by remuneration" is added at the end of Paragraph 5 of Article 94 of the proposed amendments to the draft Labor Code 2012. This rule applies to all categories of workers.

CSER 7§7 ARMÉNIE

Le Comité conclut que la situation de l'Arménie n'est pas conforme à l'article 7§7 de la Charte au motif que les jeunes travailleurs ont la possibilité de renoncer à leurs congés annuels moyennant compensation financière.

189. La représentante de l'Arménie a fourni par écrit les informations suivantes :

> According to the RA Law "On Amendments to the Labour Code adopted" in 2010, the Article 170 of the Code was amended as follows: "The replacement (giving-up) of annual holiday for financial compensation is not allowed".
> Only in case of termination of work contract of an employee who is entitled to annual holiday financial compensation is paid if employee refuses to get annual holiday or it is not possible to provide annual holiday.
> Meantime, amendment was made to the Article 159 of the Labour Code according to which the duration of minimum annual leave is 20 working days in case of 5 day working week, and 24 working days in case of 6 day working week.

CSER 7§7 RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA

Le Comité conclut que la situation de la République de Moldova n'est pas conforme à l'article 7§7 de la Charte au motif qu'il n'est pas établi que la République de Moldova a pris des mesures suffisantes pour que la durée minimale de quatre semaines des congés payés annuels des travailleurs de moins de 18 ans est respectée dans la pratique.

190. La représentante de la République de Moldova a fourni par écrit des informations (voir sous CSER 7§2 République de Moldova dans le présent document).

CSER 7§7 ROUMANIE

Le Comité conclut que la situation de la Roumanie n'est pas conforme à l'article 7§7 de la Charte au motif que le droit à des congés payés annuels n'est pas garanti en pratique.

191. La représentante de la Roumanie donne des explications sur la législation roumaine applicable en la matière, dont la principale disposition est la suivante : « Conformément à l'article 139 de la loi 53/2003, telle que modifiée et complétée, le droit au congé annuel payé est garanti à tous les salariés. Le droit au congé annuel payé ne peut former l'objet d'une cession, d'une renonciation ou d'une limitation ».

La représentante de la Roumanie fournit des informations particulièrement détaillées sur les droits des enfants et des jeunes en matière de congés payés annuels. Par exemple, les jeunes de moins de 18 ans bénéficient de congés annuels supplémentaires d'au moins 3 jours.

192. Le représentant de la CES pose la question de l'application des lois relatives au travail et du Code du travail, notamment en ce qui concerne les travaux domestiques effectués par les enfants.

193. La représentante de la Roumanie indique que le budget mis à la disposition des Inspections du travail est en hausse, ce qui se traduit par une augmentation du nombre de contrôles effectués. Des données détaillées et des statistiques seront fournies dans le prochain rapport.

194. En conclusion, le Comité invite le Gouvernement roumain à inclure dans son prochain rapport toutes les informations supplémentaires fournies, notamment celles relatives aux inspections réalisées en ce qui concerne le travail domestique.

Article 7§8 – Interdiction du travail de nuit

CSER 7§8 BELGIQUE

Le Comité conclut que la situation de la Belgique n'est pas conforme à l'article 7§8 de la Charte au motif qu'il n'est pas démontré que l'interdiction légale du travail de nuit s'applique à la grande majorité des jeunes travailleurs de moins de 18 ans.

195. Le représentant de la Belgique informe le Comité qu'en 2011, l'emploi de quelque 11700 jeunes travailleurs de moins de 18 ans a été déclaré aux services de la sécurité sociale, dont 2146 dans le domaine de la restauration. Les services de la sécurité sociale ne peuvent toutefois établir de distinction entre le travail de jour et le travail de nuit à partir de ces chiffres, car il n'est pas demandé aux employeurs de fournir ces informations dans leurs déclarations.

En 2011, 13 rapports de l'Inspection des lois sociales concernaient des jeunes travailleurs, mais aucun ne portait sur le travail de nuit. Les statistiques des inspections belges concernent davantage les violations recensées que les situations conformes, ce qui signifie qu'il n'y a pas de statistiques relatives aux jeunes et au travail de nuit. Le faible nombre de violations constatées permet toutefois de penser que l'interdiction du travail de nuit est généralement respectée.

De manière générale, ce problème est rare, en particulier chez les employeurs nord-européens basés en Belgique, sauf dans des secteurs comme le mannequinat et la restauration. En revanche, il est peut-être plus fréquent au sein des communautés étrangères, car cela correspond aux pratiques en vigueur dans les pays d'origine – cela dit, il n'y a jamais eu de plaintes, hormis peut-être quelques signalements de voisins s'inquiétant du sort des jeunes concernés. Les parents ne porteront pas plainte si leur famille ne réside pas légalement dans le pays. Lorsqu'elle effectue des inspections de nuit, l'inspection des lois sociales vérifie systématiquement si des jeunes travaillent ; quelques cas ont été constatés.

Les services de protection de la jeunesse gérés par les communautés disposent peut-être d'informations sur des situations de travail de nuit, mais il n'existe aucun accord de coopération entre ces services et l'inspection des lois sociales. Une autre source d'information dans ce domaine peut être la réglementation du travail, toutes les entreprises étant tenues d'indiquer les heures de travail, y compris celles effectuées de nuit. Toutefois, il n'existe pas de modèle standardisé et ces données ne sont pas disponibles sous forme numérisée : il n'est donc pas possible de les traiter par ordinateur pour en extraire des statistiques quantitatives sur le travail de nuit.

Les autorités belges n'excluent nullement la possibilité que des jeunes et des enfants travaillent de manière illégale et au sein de familles de sans papiers. D'autres organismes sont chargés des contrôles dans de tels cas. Cela dit, les inspections du travail belges sont fortement mobilisées autour d'une campagne contre le travail illégal menée par un membre du Gouvernement fédéral.

196. En réponse à une question de la présidente, le représentant de la Belgique confirme qu'aux termes de la législation, les horaires correspondant au travail de nuit sont 22h-6h.

197. Le Comité prend note des informations fournies et encourage le Gouvernement à mener une étude sur les catégories de jeunes travaillant de nuit ainsi que le type de travail effectué et le nombre de jeunes concernés.

CSER 7§8 IRLANDE

Le Comité conclut que la situation de l'Irlande n'est pas conforme à l'article 7§8 de la Charte au motif qu'il n'est pas en mesure de déterminer s'il est interdit à la grande majorité des jeunes de moins de 18 ans employés par un proche parent de travailler de nuit.

198. La représentante de l'Irlande présente des informations concernant l'article 7§8 et souligne que la législation interdit le travail de nuit aux moins de 18 ans, y compris ceux employés par un proche parent (voir sous CSER 7§1 Irlande dans le présent document).

199. Le Comité invite l'Irlande à fournir toutes les informations nécessaires dans le prochain rapport.

CSER 7§8 MALTE

Le Comité conclut que la situation de Malte n'est pas conforme à l'article 7§8 au motif qu'il n'est pas établi que les exceptions à l'interdiction du travail de nuit dans certains secteurs économiques soient nécessaires au bon fonctionnement des secteurs en question, que le nombre de jeunes travailleurs concernés ne soit pas trop élevé.

200. Le représentant de Malte a fourni par écrit les informations suivantes :

> The Maltese Regulations on young persons at work, the Young Persons (Employment) Regulations (SL 452.92), implement directive 94/33/EC on the protection of young people at work. The latter makes it clear that the maximum working time of young people should be strictly limited and night work by young people should be prohibited, with the exception of certain jobs specified by national legislation or rules. Article 9 is the main article on night work in the directive. This states that MS shall adopt the measures necessary to prohibit work by children between 8 p.m. and 6 a.m. Member States shall adopt the measures necessary to prohibit work by adolescents either between 10 p.m. and 6 a.m. or between 11 p.m. and 7 a.m. However, Member States may, by legislative or regulatory provision, authorize work by adolescents in specific areas of activity during the period in which night work is prohibited. In this case, Member States shall take appropriate measures to ensure that the adolescent is supervised by an adult where such supervision is necessary for the adolescent's protection, and in any case, work shall continue to be prohibited between midnight and 4 a.m.
> Member States may, by legislative or regulatory provision, authorize work by adolescents during the period in which night work is prohibited in the following cases, where there are objective grounds for so doing and provided that adolescents are allowed suitable compensatory rest time and that the objectives set out in Article 1 are not called into question:
> - work performed in the shipping or fisheries sectors;
> - work performed in the context of the armed forces or the police;
> - work performed in hospitals or similar establishments;
> - cultural, artistic, sports or advertising activities.
>
> Prior to any assignment to night work and at regular intervals thereafter, adolescents shall be entitled to a free assessment of their health and capacities, unless the work they do during the period during which work is prohibited is of an exceptional nature.

CSER 7§8 RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA

Le Comité conclut que la situation de la République de Moldova n'est pas conforme à l'article 7§8 de la Charte au motif qu'il n'est pas établi que la République de Moldova a pris des mesures suffisantes pour garantir le respect de l'interdiction du travail de nuit des travailleurs de moins de 18 ans dans la pratique.

201. La représentante de la République de Moldova a fourni des informations par écrit (voir sous CSER 7§2 République de Moldova dans le présent document).

CSER 7§8 NORVÈGE

Le Comité conclut que la situation de la Norvège n'est pas conforme à l'article 7§8 de la Charte au motif qu'il n'est pas établi que l'interdiction du travail de nuit couvre la grande majorité des jeunes travailleurs.

202. La représentante de la Norvège a fourni par écrit les informations suivantes :

> In its last conclusion the Committee reiterated its request for an estimate of the number of young persons working at night in the occupations concerned. The report states that the Government does not have figures, statistics or any other relevant information that is appropriate in this context.
> Since the Government is not in a position to provide an estimate of the number of young persons working during night, the Committee concludes that it cannot be established that the prohibition of night work covers the substantial majority of young workers.
> The Government has requested an estimate of the number of young persons aged 18 and younger working at night from Statistics Norway, which has the overall responsibility for meeting the need for statistics on Norwegian society and is responsible for coordinating all official statistics in Norway. Statistics Norway has provided the Government with the following information:
> According to Statistics Norway, 56 000 young persons aged 15-24 years work nights. The figures are based on Statistics Norway's Labour Force Survey. According to Statistics Norway, the waste majority of the persons performing night work is aged 19 and above. Due to the fact that the figures are based on a survey and the number of participants younger than 19 is low, Statistics Norway informs the Government that figures for night work performed by persons aged between 15 and 18 will be inaccurate and that hence, they are not available.
> Consequently, the Norwegian Government cannot present relevant figures establishing that the prohibition of night work covers the substantial majority of young workers. It is, however, the Government's opinion that the information provided by Statistics Norway does imply that the substantial majority of young workers are covered by the prohibition of night work.

CSER 7§8 TURQUIE

Le Comité conclut que la situation de la Turquie n'est pas conforme à l'article 7§8 de la Charte au motif que le travail de nuit des jeunes de moins de 18 ans n'est interdit que dans les entreprises industrielles.

203. Le représentant de la Turquie donne des informations sur les mesures prises pour réviser les procédures d'évaluation et améliorer la qualité des rapports nationaux, le pays ayant fait l'objet de conclusions de non-conformité liées à un manque répété d'informations et à l'insuffisance des suites données à ces conclusions. La nouvelle méthode, qui s'appliquera à compter de cette année, fera appel aux ministères compétents à tous les stades de la procédure d'établissement de rapports.

Il y a deux lois relatives à l'interdiction du travail des enfants et des jeunes de moins de 18 ans : la loi n°4857, dont l'article 73 interdit aux personnes de moins de 18 ans de travailler dans des entreprises industrielles et la loi 2559 relative aux prérogatives et obligations de la police, dont l'article 12 interdit aux moins de 18 ans de travailler dans des lieux accessibles aux publics qui proposent des spectacles et des jeux d'argent, ou dans des restaurants servant des boissons alcoolisées. Bien qu'aucune loi n'interdise le travail de nuit pour les jeunes dans le secteur commercial, ce travail n'existe pas dans la pratique car les magasins ne peuvent rester ouverts après minuit en vertu du droit municipal. Il est souligné que la définition du travail dans des entreprises industrielles s'applique au sens large du terme, prévu par la législation.

En outre, l'annexe 3 des règles relatives aux principes et procédures du travail des enfants et des jeunes prévoit une interdiction du travail de nuit pour ces catégories d'employés dans les secteurs figurant à l'article 69 du Code du travail. La liste des secteurs concernés est très longue ; toutes les informations pertinentes seront transmises au Secrétariat.

Par ailleurs, en vertu de l'article 90 de la Constitution turque, les conventions internationales dûment mises en vigueur par ratification ont force de loi. A ce titre, elles sont directement intégrées au droit interne. Cet article prévoit également que les dispositions des instruments internationaux relatifs aux droits et libertés fondamentaux priment en cas de conflit avec le droit interne ; cela vaut donc également pour la Charte.

Compte tenu de ces explications et de l'annexe à la Charte sociale européenne révisée relative au champ d'application de la Charte, il est considéré que la Turquie respecte ses obligations en vertu de l'article 7§8 puisque le travail de nuit est interdit pour la grande majorité des moins de 18 ans.

204. Le représentant de la CES attire l'attention sur la question des jeunes travaillant dans le secteur agricole, en particulier dans les exploitations de moins de 50 salariés. Un avertissement avait été voté la fois précédente concernant ce problème. Il demande si la situation a changé depuis et si le travail de nuit des jeunes dans le secteur agricole est maintenant interdit.

205. Le représentant de la Turquie répond que ces informations figurent à l'annexe 3 des règles relatives aux principes et procédures du travail des enfants et des jeunes, qui interdisent le travail des enfants et le travail de nuit indépendamment du secteur d'activité, bien que l'article 4 du Code du travail exclut le secteur agricole de son champ d'application. Il convient toutefois de noter qu'il est difficile de veiller à ce que l'interdiction du travail de nuit soit effectivement appliquée compte tenu du grand nombre d'entreprises familiales disséminées sur un vaste territoire. Aucune précision n'avait été fournie en 2004 concernant ces règles. Il s'agit donc de nouvelles informations.

206. Le Secrétariat confirme qu'il s'agit bien de nouvelles informations. Si cette disposition couvre effectivement tous les enfants de moins de 18 ans, la situation a changé. Toutefois, la question de l'application effective de la législation subsiste.

207. La représentante de la Lituanie propose au Gouvernement turc de mener une étude pour obtenir une vue d'ensemble de la situation dans la pratique.

208. Le Comité prend note des informations fournies et invite la Turquie à faire part de toutes les nouvelles informations disponibles en la matière.

Article 7§9 – Contrôle médical régulier

CSER 7§9 BOSNIE-HERZÉGOVINE

Le Comité conclut que la situation de la Bosnie-Hezégovine n'est pas conforme à l'article 7§9 de la Charte au motif qu'il n'y a pas d'obligation pour les jeunes travailleurs de bénéficier d'un suivi médical régulier.

209. Le représentant de la Bosnie-Herzégovine a fourni par écrit les informations suivantes :

> **FEDERATION OF BOSNIA AND HERZEGOVINA (FBIH)**
> The new Labour Law (Draft Law) will ensure the application of Article 7, paragraph 9 of the European Social Charter. Namely, the new provisions proposed in the Labour Law of the FBiH determines that a person between 15 and 18 years of age (minors)/ may conclude a labour contract with consent of legal representative and provided that an authorized medical institution or an authorized physician issues a medical certificate proving that the minor is fit for work.
> Costs of the medical certificate shall be borne by the employer. Further, there is a suggestion that the employer must provide regular medical examinations of juveniles on a yearly basis.

The proposed provisions have been fully espoused at the early stage of consultations about the Labour Law, but at this point it is not possible to precisely specify the number of article that regulates these matters since the final text of the bill has not been prepared yet.

REPUBLIKA SRPSKA (RS)
A regular medical examination is provided for in the valid legislation respecting this field in the RS. Regulations on safety at work set forth an obligation of employers to provide all workers, without any exception when it comes to workers under 18, with statutory medical examinations on the basis of risk assessment and evaluation by occupational health services.

BRČKO DISTRIKT (BD)
In 2011 three juveniles were identified to have not met the requirements under Article 10, paragraph 2 of the Labour Law of BD, neither did they meet any requirements regarding the mandatory medical examination when they were recruited. In cases of employment of minors, which were very rare, the Labour Inspection found a violation of basic provisions in all parts of the recruitment of minors, even including the medical examinations.
The Law on Safety at Work of BD does not provide for employment of minors.

CSER 7§9 BULGARIE

Le Comité conclut que la situation de la Bulgarie n'est pas conforme à l'article 7§9 de la Charte au motif que le droit des jeunes travailleurs à un examen médical régulier n'est pas garanti en raison de l'application non effective de la législation.

210. La représentante de la Bulgarie fait la déclaration suivante :

Les jeunes de moins de 18 ans qui travaillent doivent subir un certain nombre d'examens médicaux. Tout d'abord, ils ne sont autorisés à travailler que sur présentation d'un certificat médical montrant qu'ils sont aptes au travail. Cet examen médical s'inscrit dans le cadre du système national de santé publique ; il est conforme à la directive 89/391 de l'UE. Pour la période 2004-2010, les inspecteurs du travail n'ont recensé aucun cas de demande de permis de travail pour des jeunes n'ayant pas subi les examens médicaux nécessaires.

Les jeunes travailleurs âgés de 15 à 16 ans doivent subir un examen médical tous les six mois et ceux de 16 à 18 ans, une fois par an. Les jeunes travailleurs de moins de 15 ans doivent subir un examen médical tous les trois mois. Si nécessaire, des examens supplémentaires sont pratiqués et pris en charge par les employeurs. Les données fournies par l'Inspection du travail montrent que fin 2010, 98 % des employeurs assuraient aux travailleurs les services médicaux nécessaires.

La représentante de la Bulgarie conclut en affirmant que le droit et la pratique bulgares sont conformes à l'article 7§9 de la Charte.

211. La représentante de la Lituanie demande des informations sur les contrôles médicaux pratiqués sur les enfants et les jeunes qui travaillent. La représentante de la Bulgarie explique qu'il n'existe pas pour l'instant de statistiques à ce sujet.

212. Le Secrétariat demande si le phénomène du travail en souterrain et du travail clandestin des enfants et des jeunes a été freiné. La représentante de la Bulgarie rappelle les amendements à la législation qui ont été mis en œuvre et mentionne la stratégie 2005-2009 élaborée avec l'aide de l'Organisation internationale du travail (OIT) en vue de combattre ce phénomène.

213. Le Comité invite le Gouvernement bulgare à inclure dans son prochain rapport toutes les informations supplémentaires fournies.

CSER 7§9 ESTONIE

Le Comité conclut que la situation de l'Estonie n'est pas conforme à l'article 7§9 de la Charte au motif que les examens médicaux pour les jeunes travailleurs ne sont pas assez fréquents.

214. La représentante de l'Estonie fait la déclaration suivante :

Après avoir reçu la conclusion de non-conformité du CEDS, l'Estonie a modifié son système.

La fois précédente, l'Estonie avait indiqué qu'à compter du 1er avril 2006, les examens médicaux des jeunes travailleurs devraient être effectués au moins tous les deux ans, et non plus tous les trois ans comme cela était le cas auparavant.

Malgré cela, le CEDS a confirmé sa conclusion de non-conformité. L'Estonie ne s'attendait pas à cette conclusion, qui marque un changement dans la jurisprudence. Au départ, le CEDS considérait qu'un intervalle de trois ans était trop long.

L'Estonie est d'avis que son système est flexible et qu'il protège les mineurs.

Le premier examen médical des mineurs se déroule dans le mois suivant l'embauche, puis à intervalles réguliers de deux ans maximum pour les jeunes travailleurs. La période de deux ans fixée par la loi est l'intervalle maximum. Elle peut être réduite sur décision du médecin du travail. Ce dernier doit évaluer l'état de santé du salarié, le caractère approprié de l'environnement de travail et l'organisation du travail. S'il le juge nécessaire, il peut raccourcir les intervalles entre les examens médicaux (par exemple à six mois).

Il existe également des règles concernant le type de travail que les mineurs peuvent effectuer ou non. Par exemple, les 13/14 ans et 15/16 ans qui doivent aller à l'école sont autorisés à effectuer des travaux légers. Ils peuvent donc être employés pour effectuer des tâches simples ne demandant pas d'efforts physiques ou intellectuels trop intenses (par exemple, travail dans le domaine culturel, sportif et publicitaire, assistant de bureau).

Les employeurs doivent s'assurer, lors de la conclusion d'un contrat de travail, que les jeunes qu'ils embauchent sont capables d'effectuer le travail qui leur est demandé et que ce dernier ne met pas en danger leur santé. Ils ne peuvent demander à ces jeunes d'effectuer un travail qui ne correspond pas à leurs capacités physiques ou intellectuelles, qui implique des risques qu'ils sont dans l'incapacité de reconnaître ou d'éviter ou qui met en danger leur santé en raison de la nature des travaux effectués ou de l'environnement de travail.

Pour conclure un contrat d'embauche avec un jeune, l'employeur doit obtenir l'autorisation de ce dernier et de l'un de ses parents. Dans le cas des mineurs de moins de 15 ans, l'employeur devra en outre informer le parent et le jeune des risques liés au travail de ce dernier et des mesures mises en œuvre pour protéger sa santé et assurer sa sécurité.

En conclusion, il convient de souligner que l'Estonie est consciente de la nécessité de protéger les travailleurs mineurs contre les risques sanitaires. Les lois et règles applicables sont élaborées en tenant compte de la vulnérabilité accrue de ce groupe par rapport à d'autres. L'Estonie garantit une bonne protection aux mineurs et ne juge pas nécessaire de modifier sa législation.

215. Au cours de la discussion, la représentante de l'Estonie souligne l'importance de considérer le système dans son ensemble. Certains participants estiment qu'un pays doit pouvoir bénéficier d'une plus grande flexibilité sur ces questions. D'autres font remarquer que pour certaines activités, des intervalles plus courts entre les examens médicaux sont nécessaires ; les marins, par exemple, doivent subir un examen médical tous les ans (de même que les pompiers, les policiers, etc.)

216. Le représentant des Pays-Bas affirme ne pas comprendre la conclusion du CEDS demandant des contrôles médicaux tous les deux ans pour les jeunes travailleurs. Selon lui, ce groupe d'âge jouit d'une très bonne santé.

217. Plusieurs représentants prennent la parole pour souligner que les jeunes travailleurs font partie d'un groupe d'âge nécessitant une protection particulière. Toutefois, en ce qui concerne la situation en Estonie, ils jugent regrettable que la jurisprudence du CEDS ne donne aucune indication sur l'intervalle approprié entre deux examens médicaux.

218. Le Comité prend note des efforts déployés par le Gouvernement estonien dans ce domaine. Il invite le Gouvernement à inclure dans le prochain rapport les arguments présentés.

CSER 7§9 RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA

Le Comité conclut que la situation de la République de Moldova n'est pas conforme à l'article 7§9 de la Charte au motif qu'il n'est pas établi que la République de Moldova a pris des mesures suffisantes pour soumettre les travailleurs de moins de 18 ans à un contrôle médical régulier dans la pratique.

219. La représentante de la République de Moldova a fourni des informations par écrit (voir sous CSER 7§2 République de Moldova dans le présent document).

CSER 7§9 PAYS-BAS (ROYAUME D'EUROPE)

Le Comité conclut que la situation des Pays-Bas n'est pas conforme à l'article 7§9 de la Charte aux motifs que :

- *aucun suivi médical général obligatoire n'est prévu pour les travailleurs de moins de 18 ans ;*
- *il n'est pas établi qu'un suivi médical régulier soit dans les faits garanti pour les jeunes travailleurs.*

Premier et second motifs de non-conformité

220. Le représentant des Pays-Bas a fourni par écrit les informations suivantes :

> In addition to the Dutch text in the 23rd Report we can be very brief.
> The Dutch policy on occupational health and safety requires employers to make a risk assessment and to take care in this respect of younger workers specifically. By doing so, also the need for medical examination may result. If this is the case, the employer has to offer an occupational medical examination.
> In 2011, 20 collective labour agreements mentioned an age for regular periodical medical examination. In 4 (of these 20) also young workers under 18 years of age are mentioned as an age category for medical examination.
> Of these 4 collective labour agreements, 3 are agreements in the construction sector, together covering 210.000 employees (all age categories). The fourth agreement deals with horticulture in glass houses, covering 44.000 employees (all age categories).
> There are no data available on the actual use of the regular medical examination by young workers under 18 years of age.
> Looking at the question in a broader perspective: the accessibility of general health care for younger people including younger workers is well arranged by the collective system of (health) insurance and by the public health system (GGD, openbare gezondheidszorg).
> In some sectors, like construction, the social partners have an agreement for regular medical control for all workers.

CSER 7§9 SUÈDE

Le Comité conclut que la situation de la Suède n'est pas conforme à l'article 7§9 de la Charte au motif que la loi ne garantit pas un examen médical régulier de tous les jeunes travailleurs.

221. La représentante de la Suède indique au Comité que son Gouvernement maintient sa position sur la question et souhaite fournir de nouvelles informations sur la législation en vigueur. Elle précise que, conformément aux prescriptions de l'Autorité suédoise de l'environnement de travail relatives au suivi médical en milieu professionnel, les entreprises doivent prévoir des visites médicales, obligatoires quel que soit l'âge des intéressés, pour les salariés qui exercent certains types d'activités. Pour ce qui concerne les mineurs qui travaillent, l'Autorité précitée oblige les employeurs à réaliser une enquête et une évaluation des risques sur les besoins spécifiques de chacun d'entre eux ; lorsqu'il en résulte qu'un suivi médical est nécessaire, des examens médicaux doivent également être pratiqués. Elle affirme que, dans ces cas, la situation peut être jugée conforme à la Charte.

La représentante de la Suède fait observer que les dispositions relatives aux jeunes travailleurs énumèrent les tâches dangereuses qu'ils ne peuvent être autorisés à effectuer que dans certaines circonstances particulières. Elle explique que cela ne concerne qu'un petit groupe de personnes, puisque les mineurs de 13 à 15 ans ne peuvent exercer que des travaux légers et non dangereux ; ceux qui ont 16 ou 17 ans peuvent exercer une activité ordinaire et non dangereuse à condition que les tâches effectuées ne comportent aucun risque ; certaines tâches ne peuvent jamais être effectuées par des mineurs de moins de 18 ans et les tâches qui peuvent être dangereuses ne peuvent être réalisées par des mineurs de moins de 18 ans qu'à titre exceptionnel et moyennant l'accord de l'Autorité de l'environnement de travail. L'interdiction faite aux mineurs d'effectuer des travaux dangereux ne peut être levée que dans deux cas, à savoir les tâches réalisées par des étudiants dans le cadre de leur formation, sous la surveillance d'un enseignant et dans des locaux spéciaux, et celles qui entrent dans la formation professionnelle de l'étudiant.

222. La représentante de la Suède assure le Comité que l'Autorité de l'environnement de travail surveille en permanence la situation des mineurs en matière de santé au travail. Elle affirme que tous les mineurs qui se trouvent dans l'une des situations décrites ci-dessus ont droit à des bilans de santé, non au titre d'une loi spécifique, mais en vertu d'un ensemble de lois et règlements qui visent à protéger tous les travailleurs, quel que soit leur âge, et de dispositions particulières relatives au travail des mineurs.

223. En réponse à une question de la Présidente, la représentante de la Suède explique qu'elle ne dispose pas de données statistiques sur le nombre de bilans médicaux qui ont été réalisés, mais que ces chiffres pourront figurer dans le prochain rapport.

224. En réponse à une question du représentant de la Turquie, la représentante de la Suède reconnaît qu'il n'existe toujours pas de loi spécifique, mais affirme qu'elle a fourni de nouvelles informations qui clarifient la situation. Elle précise qu'à sa connaissance, le Gouvernement n'a pas l'intention de modifier sa législation, le système actuel offrant aux mineurs une aussi bonne protection que dans les autres pays.

225. En réponse à une question de la représentante de l'Estonie, la représentante de la Suède confirme que les services de l'Inspection du travail s'occupent de tous les travailleurs, quel que soit leur âge.

226. En réponse à une question de la Présidente qui s'inquiète de la persistance de la situation de non-conformité, la représentante de la Suède assure qu'il existe des statistiques sur la protection des mineurs au travail, mais regrette de ne pas les avoir sous la main.

227. La Présidente encourage la représentante de la Suède à contacter le CEDS si elle est convaincue que la situation est conforme à la Charte.

228. La représentante de la Lituanie pense qu'il y a peut-être un malentendu entre la Suède et le CEDS ; elle souligne que le problème qui demeure est l'absence de règles spécifiques en matière de suivi médical des travailleurs.

229. La représentante de la Suède répète que, même en l'absence de règles spécifiques, il existe des dispositions sur le travail des mineurs et que chaque pays est libre de choisir comment le réglementer. Elle ajoute que le Gouvernement fournira des statistiques dans le prochain rapport.

230. En réponse à une question de la représentante de l'Estonie, la représentante de la Suède indique que les partenaires sociaux ne sont généralement pas associés à l'élaboration des lois, mais interviennent dans les accords conclus dans le cadre de la procédure législative qui touche à la réglementation du marché du travail.

231. Le représentant de la Belgique soutient la proposition d'un dialogue entre la Suède et le CEDS et rappelle que le libellé de l'article 7§9 autorise une certaine marge d'appréciation.

232. La Présidente ajoute que la Charte n'exige pas que chaque Etat partie se dote d'une législation identique, mais que l'objectif est de supprimer les risques encourus par les mineurs qui exercent une activité professionnelle.

233. Le Secrétariat explique que le CEDS a une vision claire de la situation en Suède, mais que son appréciation diffère de celle du Gouvernement suédois. Il rappelle au Comité que le CEDS juge la liste des tâches très limitée et estime, d'une manière générale, que la marge d'appréciation laissée aux employeurs est trop importante. Il ajoute que le CEDS est sans nul doute prêt à ouvrir une discussion directe et approfondie avec la Suède sur ce point.

234. Le Comité engage le Gouvernement de la Suède à fournir des informations et données plus précises sur la législation visant à protéger les travailleurs mineurs et recommande aux autorités suédoises de prendre contact avec le CEDS. Le Comité engage le Gouvernement de la Suède à rendre sa situation conforme à la Charte sociale européenne.

Article 7§10 – Protection spéciale contre les dangers physiques et moraux

CSER 7§10 ALBANIE

Le Comité conclut que la situation de l'Albanie n'est pas conforme à l'article 7§10 de la Charte au motif que :

- *la simple détention de matériel pornographique mettant en scène des enfants pour ses propres fins ne constitue pas une infraction pénale ;*
- *les mesures prises pour lutter contre la traite des enfants ne sont pas suffisantes ;*
- *les mesures prises pour lutter contre la traite ne sont pas suffisantes.*

Premier motif de non-conformité

235. La représentante de l'Albanie informe le Comité que le Code pénal n'a pas été modifié en 2012. Par conséquent, l'article 117 dudit code, relatif à la pornographie, ne qualifie toujours pas d'infraction pénale la détention de matériel pornographique. Elle ajoute que les modifications législatives ne sont pas du ressort de la Direction générale de la police, mais relèvent du Ministère de la Justice, qui est chargé, dans le cadre de son mandat, d'aligner la législation nationale sur les textes de droit international que son pays a ratifiés.

236. En réponse à la question de la représentante de l'Estonie, la représentante de l'Albanie précise qu'elle n'a connaissance d'aucun projet de réforme ni d'une quelconque intention en ce sens.

237. Le représentant de la CES juge cette inaction grave. La représentante de la Lituanie est du même avis et propose que le Comité exhorte l'Albanie à réprimer la détention de matériel pédopornographique.

238. Constatant que la situation n'a pas évolué et qu'il n'y a pas de volonté politique de changement, le Comité qualifie la situation de grave et se déclare très préoccupé. Il engage le Gouvernement de l'Albanie à modifier le Code pénal afin de rendre la situation conforme à la Charte sociale européenne.

Deuxième motif de non-conformité

239. La représentante de l'Albanie fournit des informations orales sur les progrès intervenus dans le domaine législatif et organisationnel suite aux initiatives prises par le Gouvernement albanais dans l'intervalle. Elle mentionne tout particulièrement la mise en œuvre des plans nationaux de lutte contre la traite des êtres humains de 2008, 2010 et 2011. Des mesures ont été adoptées pour assurer l'insertion sociale et la réintégration des victimes de la traite, et notamment les enfants. Un groupe de travail national a été créé pour protéger les groupes à risque. Une base de données électronique a été mise en place en 2008 pour suivre l'évolution de la situation en ce qui concerne la traite des êtres humains.

240. En réponse à une question de la représentante de la Lituanie, la déléguée de l'Albanie confirme que les plans nationaux de lutte contre la traite des êtres humains comportent des mesures spéciales de protection des enfants.

241. La présidente note avec satisfaction que l'Albanie a été l'un des premiers Etats à ratifier la Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels, entrée en vigueur le 1er juillet 2010.

242. Le Comité invite le Gouvernement albanais à poursuivre ses efforts, notamment en ce qui concerne les mesures de prévention.

Troisième motif de non-conformité

243. La représentante de l'Albanie, qui souligne que le Ministère chargé de la Protection des mineurs et de la lutte contre les violences familiales n'a pas cessé de coopérer avec d'autres organismes publics, afin de protéger et d'aider les enfants des rues, informe le Comité que la protection des enfants contre la violence fait partie du Plan d'action pour l'enfance 2012-2015. Les enfants non-inscrits sur les registres de l'état civil étant les plus exposés à l'exploitation par le travail, à la mendicité et au crime, le plan précité garde notamment pour objectif d'inscrire au registre de l'état civil tous les enfants de nationalité albanaise, qu'ils soient nés sur le territoire national ou à l'étranger.

La représentante de l'Albanie précise que, pour réaliser cet objectif et surmonter les difficultés pratiques concernant l'inscription des enfants, la coopération avec le Ministère de l'Intérieur a été renforcée et a abouti à la publication par ce dernier de l'instruction du 10 janvier 2012 et du Protocole n° 7 sur les procédures et dossiers à remplir par la Police Nationale et par les municipalité/conseils municipaux/collectivités dans les cas d'enfants abandonnés et non-inscrits au registre de l'état civil. Elle fait par ailleurs observer que 97 policiers des services d'enquête criminelle ont suivi une formation entre janvier et juin 2012 sur les procédures normalisées d'identification et d'assistance aux victimes de traite, en coopération avec l'Office national de lutte contre la traite et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) ; 18 agents en poste aux points de passage aux frontières (enquêteurs, spécialistes de l'investigation, prestataires de service, chefs d'équipe) ont par ailleurs suivi une formation sur les procédures normalisées d'intervention, organisée par le Service des frontières et des migrations.

244. En réponse à une question du représentant de la CES, la représentante de l'Albanie précise que le Plan d'action pour l'enfance 2012-2015 concerne tous les enfants des rues, y compris les roms, et que l'instruction est obligatoire entre l'âge de 6 et 15 ans et s'étend sur neuf années.

245. La Présidente s'inquiète de ce qu'il ne soit fait référence qu'aux mesures répressives, et non aux services sociaux. La représentante de l'Albanie rappelle que dans le Plan d'action 2011-2013 sur la lutte contre la traite des êtres humains ainsi que dans le Plan d'action national de lutte contre la

traite des enfants et la protection des enfants victimes de traite, le mécanisme national de renvoi suppose une coopération entre le Procureur général, le Ministère de l'Intérieur, le Ministère du Travail, des Affaires sociales et de l'Egalité des chances et les centres d'accueil et de réadaptation des victimes de traite. Elle ajoute qu'une assistance sociale est fournie à toute personne dans le besoin.

246. La représentante de la Lituanie appelle le Gouvernement de l'Albanie à poursuivre ses efforts pour faire évoluer la situation.

247. Le Comité prend note des efforts réalisés par le Gouvernement de l'Albanie pour inscrire les enfants sur le registre de l'état civil et espère qu'ils porteront leurs fruits ; il engage les autorités albanaises à rendre la situation conforme à la Charte sociale européenne.

CSER 7§10 BULGARIE

Le Comité conclut que la situation de la Bulgarie n'est pas conforme à l'article 7§10 de la Charte au motif qu'il n'a pas été établi que tous les mineurs de moins de 18 ans étaient effectivement protégés contre toutes les formes d'exploitation sexuelle.

248. La représentante de la Bulgarie a fourni par écrit les informations suivantes :

Les modifications introduites dans le Code pénal en avril 2009 visaient à modifier le texte de la Section IX – Traite de personnes – par des sanctions plus sévères (la durée de la peine privative de liberté et les montants des amendes) applicables aux diverses figures de traite, y compris les cas de la victime mineure. De plus, un nouveau texte a été inséré – **l'art. 159c relatif à un nouveau type d'infraction.** L'art. 159c **incrimine l'utilisation intentionnelle de la victime de la traite de personnes dans des actes de débauche,** de travail forcé, d'enlèvement d'organes ou de détention sous contrainte en état de soumission indépendamment du consentement de la victime. Cette nouvelle figure d'infraction dans la législation bulgare a permis l'introduction de la disposition de l'art. 19 « Incrimination de l'utilisation des services d'une victime » de la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite de personnes.
Les textes modificatifs adoptés en 2010 dans le Code pénal prévoient une protection judiciaire pénale adéquate pour les enfants soumis à une exploitation sexuelle – l'art. 154a : obtention de profits, actes de fornication/copulation avec des mineurs, exercice de prostitution ; incitation de personne mineure de 14 ans à participer/observer des actes réels/virtuels de copulation sexuelle/exhibition d'organes génitales ; recrutement/ contrainte de mineurs à exercer des actes de copulation sexuelle ; actes de fornication ; les cas liés à l'obtention de profits patrimoniaux constituent une infraction qualifiée – l'art. 158a.

En plus de ces infractions, conformément aux dispositions du Code pénal sont passibles de peine :
- l'incitation à la prostitution/ entrainement dans des actes de fornication – l'art. 155 (1); quand elle est commise aux fins de tirer un bénéfice ou à l'égard d'un mineur elle constitue une infraction qualifiée (peine plus sévère) ;
- incitation/contrainte à l'usage de substances stupéfiantes dans le but de faire prostituer la victime – art. 154(4); quand elle est commise à l'égard d'une personne mineure l'infraction est qualifiée ;
- présentation d'informations sur une personne mineure sur Internet aux fins d'établir un contact de prostitution avec elle; établissement de contact avec une personne de moins de 14 ans par l'usage de l'information en Internet aux fins de l'exercice d'actes de fornication/ copulation etc. – art. 155a ;
- élaboration, exposition, émission, offre, vente, location, diffusion de matériel pornographique – art. 159(1) ;

Infractions qualifiés sont les cas de diffusion en Internet quand le matériel pornographique concerne une personne de moins de 14 ans ou quand dans l'élaboration du matériel a été utilisée une personne de moins de 18 ans.

- la possession/ la fourniture pour soi ou pour autrui du matériel pornographique dont l'élaboration a fait usage d'une personne de moins de 18 ans ou d'une telle apparence – art. 159(6).

Ces dispositions sont conformes aux dispositions respectives de la Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels.

En décembre 2011 le Parlement a ratifié cette Convention. Dans les préparatifs de la ratification des mesures de mise en conformité des dispositions de la Convention avec la législation bulgare ont été prises – le 2 avril 2009 et le 24 mars 2010 l'Assemblée nationale a voté des textes modifiant et complétant des dispositions du Code pénal. L'actuel Code pénal bulgare ne prévoit pas l'incrimination de tous les actes délictueux visés dans la Convention. Dans ce sens vont les réserves formulées dans la Loi sur la ratification de la Convention, dont une est liée à la non-application en sa totalité de l'infraction prévue dans l'art. 20, § 1.e – « accès intentionnel via les technologies de communication et information à la pornographie enfantine » (Art. 20 §4 sous réserve) ; Autre réserve est liée à l'intention de commettre la même infraction réglementée dans l'art. 24 § 2 (art. 24 § 3 sous réserve).

L'Agence publique de protection de l'enfant a accordé le projet de texte de Loi sur la ratification de la Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels avec la remarque relative à la nécessité d'incriminer les actes délictueux « d'**accès intentionnel via les technologies de communication et information à la pornographie enfantin »** (l'art. 20, § 1.e), ainsi que les actes de tentative de sa commission (art. 24 § 2) – des textes sur lesquels la République de Bulgarie a formulé ses réserves. Les motifs de l'incrimination de l'infraction sont lies à la mise en œuvre de la Conception d'une politique pénale pour la période 2010-2014. La Conception se pose pour objectif dans l'élaboration et l'adoption d'un nouveau Code pénal le réexamen, la systématisation et la mise à jour des figures des délits dont le sujet et l'objet sont des enfants en conformité avec les documents internationaux en vigueur dans le domaine.

Le mécanisme de coordination de référence et de soins aux enfants non-accompagnés et aux enfants victimes de la traite de personne de retour de l'étranger élaboré et adopté en 2005 a été mis à jour et signé en décembre 1010 par les institutions responsables de son application – le Ministre de l'Intérieur, le Ministre du travail et de la politique sociale, le Ministre des Affaires étrangères, le Président de l'Agence publique pour la protection de l'enfant et le Directeur exécutif de l'Agence d'assistance sociale.

Les points nouveaux dans ce mécanisme de coordination se rapportent notamment à :

1. **Élargissement du système d'organismes à niveau central et local** en y regroupant l'Agence publique pour la protection de l'enfant, le Ministère de l'Intérieur, l'Agence d'assistance sociale auprès du Ministère du travail et de la politique sociale, la Commission nationale de lutte contre la traite de personne et l'Agence publique de sécurité nationale. Le système d'organismes à niveau local dont le focus est centré sur les Directions d'assistance sociale (DAS), les Départements de protection de l'enfant (DPE) comprend la constitution **d'une équipe multidisciplinaire** composée de représentants des Directions régionales du Ministère de l'Intérieur, des Inspectorats régionaux de l'éducation, des centres régionaux de la santé publique (CRSP), des commissions locales de lutte contre les manifestations antisociales de mineurs de quatorze à dix-huit ans (CLLMASM), des commissions locales de lutte contre la traite de personnes (CLLTP), des parquets régionaux, des organes directeurs de centres anticrise, des experts en prestation de services sociaux dans les communes et autres.
2. **Élargissement des options de communication d'avertissement :** par le Ministère des Affaires étrangères via les représentations diplomatiques et consulaires de la République de Bulgarie à l'étranger ; par le Ministère de l'Intérieur via les officiers de la police dans les

représentations diplomatiques et consulaires de la République de Bulgarie à l'étranger ; par l'Organisation internationale pour la migration ; par le Service social international (SSI) ; par la Commission nationale de lutte contre la traite de personnes ; via le numéro téléphonique unique à niveau national pour information, consultation et aide aux enfants (116-111) ; via le courrier électronique et sous la forme d'avertissement sur le site spécialisé de l'Agence publique pour la protection de l'enfant – www.stopech.sacp.government.bg ; via les ONG bulgares ou étrangères. Directement dans l'Agence publique pour la protection de l'enfant par d'autres sources, y compris par des individus.

3. **Quatre étapes marquées** à suivre dans la référence et les soins dans chaque cas concret – réception de l'avertissement relatif à un enfant non-accompagné ou un enfant victime de la traite de personnes à l'étranger et le rapatriement de cet enfant en Bulgarie ; réception de l'enfant sur le territoire de la République de Bulgarie et prise de la mesure de protection adéquate dans chaque cas particulier (placement dans un centre de crise) ; mise en place d'activités qui visent la protection de l'enfant sur place au niveau local après son placement dans le centre de crise ; suivi du cas au cours d'un an (en tenant compte de la période jusqu'à ce qu'il atteigne l'âge de majorité) aux fins de prévenir une nouvelle implication de l'enfant dans la traite de personnes et sa nouvelle sortie hors du territoire du pays.

4. **Description détaillée des compétences de toutes les institutions engagées.**

Les plus vulnérables aux fins de l'exploitation du travail (mendiants et pickpocket) sont les enfants à l'âge entre 6 à 13 ans, et aux fins de l'exploitation sexuelle – ceux entre 13 et 18 ans. En 2011 l'Agence publique pour la protection de l'enfant a traité **47 dossiers** conformément au Mécanisme de référence et de soins aux enfants non-accompagnés et des enfants victimes de la traite de personnes de retour de l'étranger. 36 filles et 11 garçons ont été victimes de la traite de personnes aux fins de l'exploitation du travail ou de l'exploitation sexuelle.

Dans le cadre de ses compétences en 2011 le Président de l'Agence publique de protection de l'enfant a soumis au Ministre de l'Intérieur des avis concernant l'application de la contrainte administrative prévue dans l'art. 76a de la Loi sur les documents d'identité bulgares à 33 enfants impliqués dans des actes portant préjudice à leur développement. Les dernières modifications dans l'art. 76a postulent que : « la sortie du territoire national ne sera pas autorisée, des passeports ou des documents les substituant ne seront pas délivrés, et ceux qui sont déjà délivrés seront saisis dans les cas des enfants qui n'ont pas atteint l'âge de la majorité et au sujet desquels il y a des renseignements communiqués par une autorité bulgare ou étrangère qu'ils ont été impliqués ou utilisés dans des activités visées dans l'art. 11 de la Loi sur la protection de l'enfant (mendicité, prostitution, violence sexuelle, diffusion de matériel pornographique, gains patrimoniaux illicites) ». La Mesure prévue par l'art. 76a s'applique sur ordonnance motivée du Ministre de l'Intérieur ou des officiers publics mandatés par lui (le directeur et les directeurs adjoints de la Direction générale de la Police de garde et de la Direction des Documents d'identité bulgares) à la proposition et sur avis du Président de l'Agence publique pour la protection de l'enfant. Les mesures visent la protection de l'enfant et s'appliquent pour une durée de jusqu'à deux ans à partir de l'ordonnance relative à leur application.

En application du Mécanisme de référence et de soins aux enfants non-accompagnés et des enfants victimes de la traite de personnes de retour de l'étranger, en 2010 à l'Agence publique pour la protection de l'enfant ont été adressées au total 48 communications d'avertissement relatives à des enfants victimes de violences et d'exploitation sexuelles et 2 cas de trafic et commerce de bébés. Dans le cadre de ses compétences le Président de l'Agence publique pour la protection de l'enfant a soumis au Ministre de l'Intérieur des avis concernant l'application de la mesure administrative aux termes de l'art. 76a de la Loi sur les documents d'identité bulgares à 31 enfants impliqués dans des actes portant préjudice à leur développement.

Vers le 31.12.2010 à l'Agence publique pour la protection de l'enfant ont été adressées des renseignements de 9 centres de crise qui ont travaillé avec 205 enfants au cours de l'année. Vers le 31.12.2010 57 enfants ont été placés dans des centres de crise. Vers le 31.12.2011 10 centres de crise qui ont travaillé avec 266 enfants ont adressé les communications à l'Agence publique pour la protection de l'enfant. Vers le 31.12.2011 les enfants placés dans des centres de crise ont été au nombre de 95.
À l'heure actuelle, la Bulgarie est dans le processus de réorganisation administrative et fonctionnelle du système de protection de l'enfant qui vise à refléter les nouvelles réalités découlant de 10 ans sur la mise en œuvre de Loi sur la protection de l'enfant de 2000.
En 2011 un grand nombre d'analyses, de recherches, d'avis et opinions ont été recueillies et la législation européenne sur les droits des enfants a été étudiée. À la suite de ce travail approfondi, une nouvelle loi pour la protection de l'enfant a été rédigée, qui fait actuellement l'objet d'un vaste débat public.

CSER 7§10 CHYPRE

Le CEDS conclut que la situation de Chypre n'est pas conforme à l'article 7§10 de la Charte, au motif qu'il n'a pas été établi que les enfants soient effectivement protégés contre la mauvaise utilisation des technologies de l'information.

249. La représentante de Chypre informe le Comité que son pays a signé la Convention du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité (Convention de Budapest) le 23 novembre 2001, et l'a ratifiée par la loi n° 22(III)/2004 qui a pris effet le 1er mai 2005. Elle indique qu'aux termes de l'article 11 de la loi de ratification précitée, quiconque produit, offre, distribue, met à disposition ou détient du matériel pornographique mettant en scène des mineurs au moyen d'un système informatique ou d'un support de données numériques, et ce de manière délibérée et sans aucun droit, commet une infraction passible de dix ans de prison et/ou d'une amende de 42.715 €. Elle précise que l'article 14 de ladite loi dispose que les fournisseurs de services Internet voient leur responsabilité pénale engagée s'ils se livrent, intentionnellement ou en toute connaissance de cause, à l'une des activités susmentionnées. Ils sont d'autre part tenus de retirer tout contenu illicite de leurs serveurs – tel que du matériel pédopornographique – dès qu'ils en sont informés par la police ou en apprennent l'existence par ailleurs.

La représentante de Chypre précise que son Gouvernement transpose actuellement en droit interne la directive du Conseil n° 2011/92/EU du 13 décembre 2011, dont l'article 25§2 concerne les mesures destinées à bloquer l'accès aux pages Internet contenant ou diffusant du matériel pédopornographique. Le délai de mise en conformité avec la directive de l'UE est le 18 décembre 2013.

La représentante de Chypre indique ensuite que, pour sensibiliser les jeunes, les parents et les enseignants aux mesures de sécurité sur Internet, un Centre intégré pour un Internet plus sûr (CyberEthics) a été créé par l'Institut chypriote de technologie et des neurosciences (qui joue le rôle de coordinateur), l'Institut pédagogique de Chypre (Ministère de l'Education), la Compagnie publique de télécommunications (CYTA) (chargée de la permanence téléphonique), le Comité pan-chypriote de coordination pour la protection et le bien-être des enfants (chargé de l'assistance téléphonique) et le Conseil national de la jeunesse (chargé de l'organisation d'ateliers parents-enfants). Elle explique qu'en combinant ces multiples fonctions - sensibilisation, assistance téléphonique et permanence téléphonique – le Centre CyberEthics fait prendre conscience de ce problème en utilisant les médias les plus appropriés. Le service d'assistance téléphonique pour un Internet plus sûr donne aux enfants, aux adolescents et aux adultes la possibilité de s'adresser de manière anonyme à un professionnel qui les aidera, sur le plan psychologique, à gérer les risques complexes liés à l'Internet, à signaler des contenus illicites, à résoudre des problèmes techniques ou à utiliser au mieux l'Internet. La

permanence téléphonique pour un Internet plus sûr est un outil qui permet de lutter contre les contenus illicites sur Internet (c.-à-d. la pédopornographie, le racisme ou la xénophobie) ; ce service accepte les dénonciations anonymes, les analyses et les transmet ensuite à la police.

Lorsqu'un rapport est soumis au service d'assistance téléphonique pour un Internet plus sûr, les analystes tracent le contenu afin de déterminer sa localisation. Si le contenu est hébergé dans un autre pays, le rapport est renvoyé au service de l'assistance téléphonique de ce pays. Si le contenu est hébergé à Chypre, alors le rapport est renvoyé aux forces de police pour une investigation complémentaire. Certains pays d'outre-mer sont également autorisés à informer directement les fournisseurs de services Internet de la suppression de certains contenus hébergés sur leurs serveurs.

La représentante de Chypre précise que la CYTA (opérateur de télécommunications) propose un service de contrôle de l'utilisation d'Internet à tous les souscripteurs de CYTAnet, qui filtre les contenus en ligne ; la CYTA organise des séminaires et des conférences sur cette question, en coopération avec le Ministère de l'Education et de la Culture, les associations de parents et les chefs d'établissements scolaires, et participe à des débats dans les médias sur les questions liées à la sécurité sur Internet. En février 2012, la CYTA a mis en place un système de protection spéciale appelé *Cleanfeed*, qui bloque l'accès aux sites Internet hébergeant des contenus illicites au regard de la législation chypriote (notamment du matériel pédopornographique).

250. En réponse à une question de la Présidente, la représentante de Chypre confirme qu'à sa connaissance, les informations qu'elle a fournies ne figuraient pas dans le rapport.

251. Le Comité invite le Gouvernement de Chypre à inclure toutes les informations supplémentaires dans son prochain rapport et engage les autorités chypriotes à rendre la situation conforme à la Charte sociale européenne.

CSER 7§10 MALTE

Le Comité conclut que la situation de Malte n'est pas conforme à l'article 7§10 de la Charte aux motifs que :

- *il n'est pas établi que les enfants bénéficient d'une protection contre l'exploitation sexuelle ;*
- *il n'est pas établi que les enfants bénéficient d'une protection contre la mauvaise utilisation des technologies de l'information.*

Premier et deuxième motifs de non-conformité

252. Le représentant de Malte a fourni par écrit les informations suivantes :

Protection against sexual exploitation
On 6 September 2010 Malta ratified the Council of Europe Convention on the Protection of Children against Sexual exploitation and Sexual abuse. Prior to Malta's ratification, amendments were made to Maltese Criminal law to bring Malta in line with this Convention by taking various necessary legislative measures.
Protection against sexual abuse, child prostitution and child pornography is specifically provided for under articles of the Criminal Code, Chapter 9 of the Laws of Malta. Article 204C (1) provides for the offence of participation in sexual activities with persons under age and article 204 D provides for the protection of children from unlawful sexual activities by a perpetrator, which include:
(a) compelling a person under age to perform sexual activities with another person, or
(b) knowingly causes, for sexual purposes, a person under age to witness sexual abuse or sexual activities, even without causing the said person to participate in the activities, or

(c) knowingly causes, for sexual purposes, a person under age to participate in real or simulated sexually explicit conduct or exhibition of sexual organs, including through information and communication technologies, or
(d) participates in sexual activities with a person under age, where recourse is made to child prostitution, or
(e) knowingly attends a pornographic performance involving the participation of a person under age.
Article 248D of the Criminal Code provides for protection against the trafficking of children for the purpose of exploiting that child in prostitution or in pornographic performances or in the production of pornographic material. Moreover, the White Slave Traffic (Suppression) Ordinance, Chapter 63 of the Laws of Malta provides for the inducing of a person under the age of twenty-one years, thus including children, to leave Malta for purposes of prostitution in article 3.
A very recent measure to combat child exploitation and abuse came into force legally in January 2012 to provide for a public register through the enactment of The Protection of Minors (Registration) Act, Chapter 518 Laws of Malta. The Public Register is a major step forward in ensuring further transparency to the general public with regard to crimes which attack the well-being of children.

Protection against the misuse of information technologies
Article 208A of the Criminal Code of Malta provides for the offence of the production of any indecent material and makes it an offence for anyone to produce, distribute, disseminate, import, export, offer, sell, transmit, make available, procure for oneself or for another, or show such indecent material. Moreover, punishment is increased in cases where offences in sub-articles (1) and (1B) are committed by any ascendant by consanguinity or affinity, or by the adoptive father or mother, or by the tutor, or by any other person charged, even though temporarily, with the care, education, instruction, control or custody of the person under age shown, depicted or represented in the indecent material, or where such person under age has not completed the age of nine years or where the indecent material shows, depicts or represents a minor involved in acts of bestiality, brutality, sadism or torture.
Amendments were also recently made to the Broadcasting Code for the Protection of Minors, which falls under Chapter 350 of the Laws of Malta. The Code regulates that broadcasts shall not include any programmes which might seriously impair the physical, mental or moral development of minors, and in particular they shall not include programmes that involve pornography or gratuitous violence. Advertisements shall not encourage anti-social behaviour or depict minors behaving in an anti-social manner. Vindictiveness, bullying and certain facial expressions and body movements can all be defined as anti-social. Advertisements shall also not portray minors in a sexually provocative manner and treatments in which minors appear naked or in a state of partial undress require particular care and discretion.
Prior to Malta's ratification, local measures were also introduced to encourage and support the setting up of information services, such as telephone and internet help-lines to provide advice to callers. Moreover, advertisements shall not include any material that may result in harm to minors either physically, mentally or morally.
Malta has a local Hotline that provides a secure and confidential environment where the public can report online child abuse. There is a Hotline Team which has multiple roles, involving awareness campaigns by participating in local media, organising awareness events and carrying out internet safety education programmes in schools.
The Hotline Team works in liaison with the National Cyber Crime Unit within the Malta Police Force which deals with cyber abuse/pornography complaints and concerns, and the Child Protection Services which receives reports of abuse, and provides support to the victim.
Children are further informed and protected through various projects, seminars and initiatives taken locally such as *Be Smart Online- A safer Internet Centre for Malta*, under the EU *Safer*

Internet Programme, which serves to inform children, parents and educators and make them aware of the dangers of the internet and other electronic media, and of the tools available to counteract these dangers, such as monitoring and filtering software, and also includes a hotline to fight illegal content and contributing to the European URL database, together with a helpline to reply to online questions and telephone calls from children and parents regarding problems encountered during their use of online technologies.

Protection from other forms of exploitation

The Committee recalls that under Article 7§10 States must prohibit the use of children in other forms of exploitation such as domestic/labour exploitation, including trafficking for the purposes of labour exploitation, begging, or the removal of organs. States must also take measures to prevent and assist street children. They must ensure not only that they have the necessary legislation to prevent exploitation and protect children and young persons, but also that this legislation is effective in practice. The Committee asks what forms of exploitation are known in Malta and what measures are taken to combat them.

Article 248D of the Maltese Criminal Code provides for the protection of children from:

(a) the production of goods or provision of services; or

(b) slavery or practices similar to slavery; or

(c) servitude; or

(d) activities associated with begging, as well as protection from any other unlawful activities not specifically provided for elsewhere.

Furthermore, article 248D of the Maltese Criminal Code specifically provides against the trafficking of a minor, thus a child, for the purpose of exploitation in the removal of organs.

Additionally, article 248 DB of the Maltese Criminal Code protects the child against the offence of child labour which includes the coercion of a person under age into forced or compulsory labour for any purpose whatsoever including the forced or compulsory recruitment of minors to take part in armed conflict.

The forms of exploitation reported in Malta include neglect, physical, emotional as well as sexual abuse[5]. In 2010, the Office of the Commissioner for Children in Malta reported having received a minimal number of complaints on the alleged abuse of minors. All cases were referred to the national social welfare agency and concerns with regards to cyber abuse/pornography are referred to the National Cyber Crime Unit for the necessary action.

Also, other measures are taken with parents who are advised to be more aware of their children's online activity and to guide their children towards positive use of new technologies, through various local projects and state campaigns. Additional protection measures are provided through the community, support structures in school, local non- governmental organisations as well as the Church which has a strong presence locally and in a position to detect forms of neglect and exploitation and cases requiring protection.

CSER 7§10 RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA

Le Comité conclut que la situation de la République de Moldova n'est pas conforme à l'article 7§10 de la Charte aux motifs que :

- *la mise en œuvre de la législation en matière de lutte contre la traite demeure insuffisante ;*
- *il n'est pas établi que les enfants soient effectivement protégés contre la mauvaise utilisation des technologies de l'information.*

[5] Detailed statistics provided on 'Children 2010', *NSO* available online at http://www.nso.gov.mt/statdoc/document_file.aspx?id=2703.

Premier motif de non-conformité

253. La représentante de la République de Moldova fait la déclaration suivante :

D'après les informations recueillies au niveau national et celles fournies par des organisations telles que l'Organisation internationale des migrations, le phénomène de la traite des êtres humains diminue. Cette baisse s'observe particulièrement en ce qui concerne les enfants.

Elle est le résultat des efforts déployés par le Gouvernement de la République de Moldova. En ce qui concerne les mesures législatives, la Directive 2004/81 a été mise en œuvre et la Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels a été ratifiée et entrera en vigueur le 1er juillet 2012.

En outre, un certain nombre de mesures de prévention ont été prises. Tous les deux ans, le Gouvernement adopte un plan national de lutte contre la traite des êtres humains. Diverses campagnes sont organisées dans les médias pour sensibiliser le public à ce problème grave.

254. Le Comité considère que les informations données sont insuffisantes en ce qui concerne les efforts déployés par le Gouvernement de la République de Moldova pour lutter contre la corruption chez les hauts fonctionnaires de l'État.

255. Conformément à son Règlement, le Comité décide de voter sur une recommandation, qui est rejetée (15 voix pour, 13 contre). Il vote ensuite sur un avertissement, qui est également rejeté (18 voix pour, 14 contre).

256. Le Comité demande instamment au Gouvernement de la République de Moldova de prendre les mesures nécessaires pour lutter contre la corruption des hauts fonctionnaires de l'État.

Deuxième motif de non-conformité

257. La représentante de la République de Moldova indique que le Code de l'audiovisuel offre une protection des mineurs contre des informations (notamment les contenus pornographiques, la violence exagérée ou le langage indécent) comportant des risques pour leur développement physique, mental ou moral, et que le Code pénal réprime la détention ou la diffusion de pornographie infantile. Elle précise qu'un groupe de travail interministériel a élaboré un plan d'action pour la prévention et la lutte contre la criminalité cybernétique qui comporte un volet relatif aux droits des enfants.

258. La représentante de la République de Moldova ajoute que le Ministère de l'Intérieur a élaboré, en concertation avec les fournisseurs d'hébergement, un projet d'amendement de la loi relative à la prévention et la lutte contre la criminalité informatique, qui prévoit l'obligation de transmettre au Ministère de l'Intérieur toute information sur les personnes qui distribuent, diffusent, importent ou exportent des images ou des représentations d'enfants impliqués dans des activités sexuelles, ainsi que les abus sexuels commis sur un enfant, par voie de communication électronique. Cet amendement prévoit également l'obligation de bloquer l'accès à tous les sites, répertoriés sur une liste dressée et tenue à jour par le Ministère de l'Intérieur, diffusant un contenu de pornographie infantile.

259. La représentante de la République de Moldova indique que le processus d'amendement se situe actuellement en consultation interministérielle et que le Gouvernement espère le voir aboutir avant la fin de l'année.

260. Le Comité souhaite que le projet d'amendement aboutisse et encourage le Gouvernement de la République de Moldova à poursuivre ses efforts en vue de la mise en conformité avec la Charte sociale européenne.

CSER 7§10 ROUMANIE

Le Comité conclut que la situation de la Roumanie n'est pas conforme à l'article 7§10 de la Charte aux motifs que :

- *la simple détention de matériel pédopornographique ne constitue pas une infraction pénale ;*
- *il n'est pas établi que les mesures prises pour lutter contre la traite et l'exploitation sexuelle des enfants sont suffisantes.*

Premier motif de non-conformité

261. La représentante de la Roumanie informe le Comité que le nouveau Code pénal dont fait état le rapport a été adopté par la loi n° 286/2009 du 2 octobre 2011, et entrera en vigueur le 1er février 2014. Il contient un nouvel article 374 qui réprime la production, la possession à des fins d'exposition ou de distribution, l'achat ou le stockage, l'exposition, la promotion, la distribution et la simple détention de matériel pédopornographique; ces faits sont passibles d'un à cinq ans d'emprisonnement ou, s'ils ont été commis au moyen d'un système informatique ou d'un autre support de données numériques, de deux à sept ans de prison. L'accès non autorisé à du matériel pornographique mettant en scène des mineurs au moyen d'un système informatique ou autre dispositif de communication électronique est sanctionné par une peine de trois mois à trois ans de prison ou par une amende.

La représentante de la Roumanie précise que le nouveau Code pénal définit le matériel pornographique mettant en scène des mineurs comme toute représentation de mineurs se livrant à des actes sexuels explicites ou comme toute représentation crédible de mineurs se livrant à ce type d'actes, sans utiliser de personnages réels; elle ajoute que les faits précités sont punissables même lorsque leur auteur se limite à tenter de les commettre.

La représentante de la Roumanie rappelle que, jusqu'à l'entrée en vigueur du nouveau Code pénal, la simple détention de matériel pédopornographique est réprimée par plusieurs textes: la loi n° 196/2003 sur la prévention et la lutte contre la pornographie, qui punit d'un à cinq ans d'emprisonnement la distribution de matériel représentant des mineurs se livrant à des actes sexuels explicites; la loi n° 161/2003 concernant certaines mesures pour assurer la transparence dans l'exercice des hautes fonctions publiques, des fonctions publiques et dans les milieux d'affaires, qui définit la pédopornographie en son article 35§1e, réprime et sanctionne la pédopornographie utilisant un support informatique d'une peine de trois à douze ans d'emprisonnement, et interdit la distribution, l'offre, la transmission ou l'achat de matériel pédopornographique par voie informatique ainsi que sa simple détention sans autorisation; la loi n°678/2001 sur la prévention et la lutte contre le trafic d'êtres humains, qui définit également la pédopornographie (article 18§1) la rend passible de trois à dix ans d'emprisonnement.

Rappelant que, dans la mesure où le droit roumain réprime la simple détention de matériel pédopornographique, fût-ce sans aucune intention de distribution, la représentante de la Roumanie affirme que son pays se conforme d'ores et déjà à l'article 7§10 de la Charte. Elle admet toutefois que l'entrée en vigueur du nouveau Code pénal le 1er février 2014 permettra de préciser la situation à cet égard.

262. Le Comité félicite le Gouvernement de la Roumanie pour cette évolution positive de la législation et décide d'attendre la prochaine appréciation du CEDS.

Deuxième motif de non-conformité

263. La représentante de la Roumanie donne une liste impressionnante de mesures législatives et organisationnelles prises pour lutter contre la traite et l'exploitation sexuelle des enfants.

264. Le représentant de la CES se demande si ces mesures ont été efficaces. La représentante de la Roumanie affirme que c'est le cas, si l'on en croit les premières indications. Toutefois, des chiffres concrets ne seront disponibles que pour le prochain rapport.

265. La représentante du Portugal juge les mesures prises par le Gouvernement roumain particulièrement remarquables.

266. Le Comité prend note de l'évolution positive dans le domaine législatif et organisationnel et félicite le Gouvernement de la Roumanie pour les progrès réalisés.

CSER 7§10 TURQUIE

Le Comité conclut que la situation de la Turquie n'est pas conforme à l'article 7§10 de la Charte au motif qu'il n'a pas été établi que des mesures suffisantes aient été prises pour protéger les enfants contre la traite et toutes les autres formes d'exploitation sexuelle.

267. Le représentant de la Turquie a fourni par écrit les informations suivantes :

1 Legislation

1.1 International Conventions

Turkey is one of the first countries which signed United Nations Protocol to Prevent, Suppress and Punish Trafficking in Persons, Especially Women and Children, supplementing the United Nations Convention against Transnational Organized Crime. As a result, the crime of human trafficking became a part of Turkish Penal Code.

Although in its Report, The Committee stated that "Council of Europe Convention on the Protection of Children against Sexual Exploitation and Sexual Abuse" was not ratified by our country, Turkey signed this Convention on 25/10/2007 in Lanzarote and on 25/11/2010 it's agreed to be ratified without reservation. The Council of Ministers decided on ratification of the Convention on 18/07/2011. The Convention, which was published in the Official Gazette No: 28050 dated 10/09/2011, came into effect on 01/04/2012 in Turkey.

On the other hand, "Convention on Action against Trafficking in Human Beings" which was signed by Turkey in 2009, is not ratified yet.

1.2 National Legislation

a) Turkish Penal Code

There are regulations including effective sanctions to protect children against sexual assault, harassment actions and sexual abuse within Turkish Penal Code No: 5237 which was published in the Official Gazette on 12/10/2004 and entered into force afterwards. These regulations take part especially in Article 77 titled as "crimes against humanity", Article 80 titled as "human trafficking", first paragraph of Article 103, third paragraph of Article 226 and third paragraph of Article 227 of the aforesaid Code.

More effective sanctions were imposed to the crimes related to sexual abuse of children, child pornography and child prostitution with the amendments to Turkish Penal Code No: 5237 in 2005. Abuse of children in prostitution is not incorporated into the scope of the crime "sexual abuse" under Article 103 of Turkish Penal Code and regulated as a distinct crime within Article 227 of the Code. In case of victimizing children in the crime of trafficking, some of the factors that constitute a crime are not required for it to be defined as a crime, in accordance with the third paragraph of Article 80 of the Code. According to first paragraph of Article 227 of the Code encouraging a child to become a prostitute, facilitating prostitution, sheltering a child for this purpose or taking part in child prostitution is punished with a more severe penalty than mediation in prostitution of adults.

In the third paragraph of Article 226 of the same Code, as well as engaging in import of products including indecent scenes, words or articles in which the children are used, duplication, transportation, storage and export of these products or presenting them to others' use, intentional individual keeping and stocking is counted as crime as reducing demand for these products will provide protection to children.

b) Draft Law on Fighting against Human Trafficking and Protecting the Victims

The draft law is being prepared with contribution and cooperation of the related institutions (Ministry of Interior). Special provisions related to protection of children are given place within the draft law.

c) Statutory Decree on Organization and Functions of Ministry of Family and Social Policies

Coordinating determination of national policies and strategies, undertaking social services and welfare activities for children, providing coordination and cooperation between related state institutions and voluntary agencies on this issue to provide healthy development of children by protecting them from all kinds of neglect and exploitation is counted among functions of Ministry of Family and Social Policies within Statutory Decree No: 633 on Organization and Functions of Ministry of Family and Social Policies

d) The Law No. 5651 on Regulation of Publications on the Internet and Suppression of Crimes Committed By Means of Such Publications

The prohibitive provisions on child abuse crimes committed by use of information technologies are regulated within Articles 8 and 10 of the Law No. 5651.

2 Criminal Offences

a) Offences against sexual impunity

The 6th Section of Turkish Penal Code is titled as “offences against sexual impunity” and penalties that will be imposed to the offences of sexual violation (Article 102), child molestation (sexual abuse of children) (Article 103), sexual intercourse with persons not attained the lawful age (Article 104) and sexual harassment (Article 105) are specified under this section. “Guidebook of Investigation on Offences Against Sexual Impunity” is prepared by Ministry of Internal Affairs with the aim of effectively combating these types of offences and raising awareness of its staff. 5000 of this guidebook is published and distributed to Directorates of Security in 81 provinces, it’s planned to organize 4 terms of trainings in 2012 and first term of these trainings was realized with participation of 46 staff members as well.

b) The offence of Human Trafficking

The book “Investigation Techniques on Offence of Human Trafficking” is published in an effort to more effectively combat the offence of human trafficking, protecting and saving the aggrieved which takes place in Article 80 of Turkish Penal Code. It is also planned to train staff through 2 terms of trainings to be organized in 2012. First term of the trainings was realized with participation of 25 staff members.

c) Preventing the incidents of child molestation (sexual abuse of children)

Chiefs of Child Branch Offices in 81 provinces were trained on “Investigation on Child Molestation” in between 9-13 January 2012, 20-24 February 2012 and 7-11 May 2012, with the aim of preventing the incidents of child molestation and raising effectiveness of investigations carried out by these Offices.

d) “Star of Hope Project”

Studies for the “Star of Hope Project” was started within the scope of the protocol signed between Ministry of Internal Affairs, Ministry of Labor and Social Security and Union of Chambers and Commodity Exchanges of Turkey on 13.05.2009. The project was designed for children aged between 16-18 who are at risk and have behaviors towards offence in all provinces. The aim of the project is to determine the children who are supposed to be in risk, provide them vocational skill trainings and ensure them being away from crime through providing appropriate jobs for them. **14.049** children are determined to be in risk throughout the country since the beginning of the project. **408** of these children are continuing their trainings on various vocational issues currently. **3492** children completed their trainings and received their certificates. **744** of them were employed in jobs relevant to trainings they received. The budget of the project is **7.356.472 TL.**

e) Social Protection and Support Program for Children and Young People for a Secure Life and Future

“Social Protection and Support Program for Children and Young People for a Secure Life and Future” (ÇOGEP) aims to take measures for social protection of children and young people within the frame of providing personal development of them, contribute to their growing as socially beneficial individuals through providing necessary support for them in this context, incorporate groups who migrated from rural and have problems of social adaptation or other disadvantageous groups into urban life and reduce deprivations that indirectly and negatively affect secure life.

ÇOGEP is planned to be a 5-year program that will last in between 2012-2016. This program will be applied in three-steps and extended to countrywide gradually. The program, which will be applied in 17 provinces in 2012 (especially in Eastern and Southeastern provinces), 37 provinces in 2013 and 81 provinces by the end of 2014, will continue until the end of 2016.

A budget of **120.000.000 TL** has been allocated for the above mentioned 5-year program.

19 projects that were approved in this context have been put into effect throughout 5 cities in 2012.

f) Studies Conducted on the Subject of Internet in Our Country

In scope of the Law No. 5651 on “Regulation of Publications on the Internet and Suppression of Crimes Committed By Means of Such Publications”, an electronic crime line (www.ihbarweb.org.tr) which enables citizens to report illegal web content through the internet has become available. These reports, evaluated by the Information Technologies and Communication Institution are electronically transferred to a database according to the subject of crime and the situation of the perpetrator. These reports are then analyzed in detail and subsequently are presented to judicial authorities.

Within the context of the Law No. 5651 on “Regulation of Publications on the Internet and Suppression of Crimes Committed By Means of Such Publications” preventive studies are carried out. For this purpose, in order to eliminate and prohibit access to illegal web contents another crime line (www.bim.org.tr) has been created in coordination with Information Technologies and Communication Institute. This line has enabled law enforcement officers to report the detected illegal contents.

Moreover; within the scope of combating child molestation and child pornography through internet, efforts are made in coordination with Information Technologies and Communication Institute (BTK) and Interpol Europe Sirene Unit to prohibit access to web pages including child pornography and apprehend the related perpetrators.

“Secure Internet Service” has been implemented by Information Technologies and Communication Institute on 22/11/2011 with the aim to protect individuals from the harmful contents of internet. The use of this service is up to the user’s choice. In the “Secure Internet Service” two options called “child” and “family” are available. In the family profile there are three categories (social networks, gaming sites and chat sites) which may be filtered if wanted. Users can choose the suitable profile for their purposes and they can turn off Secure Internet Service at will.

According to information gathered from Directorate of Telecommunication and Communication there are a total of 25.900 registered internet cafes in Turkey. The inspection of internet cafes is being regulated by the Directorate of Telecommunication and Communication within the framework of Law No. 5651 on “Regulation of Publications on the Internet and Suppression of Crimes Committed By Means of Such Publications” and this law’s regulations (Regulation No. 26687).

The authorization to carry out inspections is given to Governor’s Clerical Directorates in city centers and to District Governor’s Clerical Directorates in districts. In several cities commissions have been formed by local authorities. Delegates from city hall, police headquarters, universities and Ministry of National Education may participate in these commissions. However in some cities, provisions of the law and its regulations are not in effect and the authorization to inspect internet cafes are given to police forces as these cafes are considered as public place within the provisions of the Law of Police Powers. Due to the

related provisions of this above mentioned law police officers always have the authorization to inspect internet cafes.

It can be seen that the authority of police forces to inspect internet cafes are just for the aspects of “public peace and security” (Article 9 of Law of Police Powers). When the law and its regulations are examined, it can be observed that there are no provisions which state that police forces have a right to inspect elements unrelated to “public peace and security” such as warrant controls, filtration, permanent IP, internal IP logs, recording systems etc. However due to the absence of a commission or on account of indifference of Governor’s and District Governor’s Offices, these elements are also monitored by police officers.

Collaborations between public institutions and establishments are being carried out for studies that aim to secure and knowledgeable use of the internet.

Steps Taken by Department of Public Order (Information Systems Branch Department of Crimes Committed by Information Technologies) on Child Molestation and Child Pornography between 2011 and 2012:

By examining the inquiries of child pornography and child molestation sent from Interpol member countries, victims and suspects who are thought to be in the country are found, crimes are solved and the inquiries are sent to judicial authorities.

Generally in case of solving crimes of child molestation and pornography through the internet, collaborations with National Center for Missing and Exploited Children, USA – FBI, Child Exploitation and Online Protection Centre, USA Immigration Customs Enforcement, Germany Bundeskriminalamt are made.

Through Interpol, in 2011, inquiries of child pornography have been sent from Germany, Austria, USA, England, France, Luxembourg, Canada, Spain, Italy and New Zealand. With technical investigations all of these inquiry files have been sent to related cities detected by the IP addresses.

From these above mentioned cities, it is reported that suspects of some of the inquiry files are determined and procedural acts have been carried out.

For other files, it is mentioned that related research and investigations are being carried out, authorities have been notified and necessary directives are being waited for. Through Interpol, in 2012, inquiries of child pornography have been sent from Germany, Austria, the Netherlands, Canada, Spain, Italy and England and all of these inquiry files have been sent to related cities detected by the IP addresses.

Similar for files from 2011, research and investigations are being carried out for these above mentioned files.

In 2012, as a result of dialogues carried out through Facebook files related to child molestation and child pornography has been sent, with technical studies carried out information related to these suspects has been evaluated and files for suspects whose IP numbers have been detected have been prepared and sent to relevant cities. These cities are continuing the inquiry procedures.

In addition, through Facebook, investigations about files sent from FBI are continuing and efforts are made to complete missing materials.

g) Child Victims of Human Trafficking

Although not very common in our country, it is observed that children can also be victims of human trafficking. In studies that are made for child victims, more sensitivity is shown for the child’s benefit.

As a known fact, a child is someone who has not yet reached the age of eighteen. A child whose physical, mental, moral, social or emotional development and personal security is under danger, who has been neglected or abused and who is a victim of a crime is under protection. (Child Protection Law No. 5395)

Procedures carried out for child victims of human trafficking are conducted in line with Child Departments of Provincial Security Directorates.

Single child victims of human trafficking located in our country are lodged in hostels of Ministry of Family and Social Policies while women victims with children are lodged in shelter homes which operate within the frameworks of protocols signed between Ministry of Interior and Women's Solidarity Foundation and Human Resource Development Foundation.
In 2006, 14 (3 Russian, 4 Ukraine, 3 Azerbaijan, 2 Moldova, 1 Uzbekistan and 1 Kazakhstan), in 2007, 7 (2 Russian, 2 Azerbaijan, 1 Romanian), in 2008 12 (3 Moldova, 5 Uzbekistan, 2 Romanian, 1 Bulgarian and 2 Azerbaijan), in 2009 1 (Uzbekistan), in 2010 1 (Nigerian), in 2011 5 (2 Uzbekistan, 1 Syrian, 1 Turkmenistan and 1 Azerbaijan) child victims of human trafficking has been located in our country. Their safe and voluntary returns to homelands have been provided.

h) National Action Plan on Fight against Human Trafficking

The National Action Plan on Fight against Human Trafficking entered into force on March 6, 2003 was published. The so called action plan defines tasks of Ministries in terms of administrative regulations and protection measures for victims. Second National Action Plan targeting to attain international standards on fight against human trafficking was approved on June 18, 2009.
The action plan prepared in the framework of EU Twinning Project aims at attaining minimum standards for elimination of human trafficking, strengthening the capacity of concerned institutions, and adopting a strategy against human trafficking and implementing action plans of sectors. The action plans of sectors include goals such as drawing an institutional framework for aids and support to the victims, improving information and consultancy services together with psychological and social services, providing repatriation and re-adaption of victims, participating nongovernmental organizations into protection period.
In line of these goals,
1. The subject of foreign victims' residence permits was regulated under a separate article in "Draft Law on Foreigners and International Protection" sent to Grand National Assembly of Turkey on 3/5/2012. When the draft is legalized, without any condition, 6 month residence permit is envisaged to be provided for foreigners suspected of being human trafficking victims or suspected to become potential human trafficking victims in order to help them to get over the impacts of incidents they experienced.
2. Moreover, with the aim of converting fight against human trafficking and protection of victims into an institutional structure, Ministry of Internal Affairs continues to work in order to prepare Draft law on Fight against Human Trafficking and Protection of Victims. The draft law has been prepared on the basis of Council of Europe Convention on Action against Trafficking in Human Beings and a transparent period is followed taking opinions of all partners.
The main aim of the draft law is to prevent human trafficking, implement an effective combat against it and protect and support human trafficking victims in terms of human rights and gender equality. There are some special provisions for children in draft law. According to these provisions high interest of children will be pursued, the persons encouraging, facilitating, meditating child prostitution or the persons forcing children to prostitute will be punished and their preparation activities directed at this crime will be considered as a committed crime.
Furthermore "forcing children for begging" is considered in the scope of human trafficking. In draft law, protection of victims is set out under a separate part, victim support periods are defined in details, and institutional structure is constructed. Considered that human trafficking is a dynamic and complex type of crime, it is aimed that a set of amendments in article 80 of Turkish Penal Code, regulating human trafficking thus rendering combat against human trafficking more effective.
3. In October 2002 acting as National Coordinator, a National Task Force on Human Trafficking in the Ministry of Foreign Affairs was established. The task force has ensured coordination among institutions by pursuing human trafficking combat of Turkey to date.

i) Services for Children living and/or working on street

Youth and Child Centers are boarding and day institutions of social services established in order to provide temporary rehabilitation and reintegration services for children and young people facing social risk or living /working on street because of reasons such as disagreement between couples, negligence, illness, bad habit, poverty, abandonment.

Psycho-social support and awareness raising activities have been carried out for families of children working/living on street. Also, families determined to have lived in poverty are provided with social assistance and services. Works on Adaptation of child to live with his/her family have been fulfilled in case of possibility of child's return to family. In the framework of society oriented works, raising social sensitivity and awareness activities have been conducted.

In this context, on 12 June, World Day against Child Labour, in provinces which have Child and Youth Centers, some activities were carried out in order to raise social awareness and sensitivity on risks of working, begging children on street. These activities aimed to introduce related services in institutions, inform on features of children working/living on street, encourage to voluntary contribution in and participation to services.

By "the Model for Service On Children Working/Living On Street" developed by the Department of Child Service and put into practice with the Circular of Prime Ministry in 2005, children working on street, available for all types of abuses because of living on street and drug addicted children have been withdrawn from streets, returned to their families with assistance of social rehabilitation, directed to formal or vocational education, received a treatment and their requirements on housing, dressing, health and education have been met.

Moreover, reintegrating children into society, measures to prevent them to head for streets have been taken. Responsibilities and tasks of all institutions providing related services have been defined and services have been made to be conducted in coordination. The Model for Service has been implemented in provinces, which have widely faced with the problem, such as İzmir, Ankara, Antalya, Diyarbakır, Adana, Mersin and Bursa, but It is foreseen to be implemented country wide.

j) Children in Penitentiaries

Given a particular attention to the quality and quantity of personnel working in Children and Youth closed penitentiaries and education houses, more qualified personnel in a greater number are appointed to work in these institutions. Especially considering developmental features, requirements and interests of young detainees and convicts, new institutions have been established to provide services exclusive to children. In line with this, Child Education Houses are planned to be established in Ankara, İstanbul, Erzurum and Diyarbakır and Child and Youth Closed Penitentiaries are planned to be established in Tarsus, Kayseri and Diyarbakır. In this new institutions children could sleep on their own, they will have an opportunities to shelter in rooms where they can meet their self-care requirements thus risks of exploitation by roommates will be eliminated.

Furthermore, in order to protect young convicts and detainees in penitentiaries, a new execution process has been implemented in which they are enabled to stay in one person room and they are provided with improving activities in common social areas and classrooms during the day. Therefore in each department, rehabilitation staffs are assigned to stand by the detainees and convicts. 7 Psycho-social intervention programmes peculiar to children have been developed and continued to be implemented for children in institutions, their parents and staff of institutions. Sexual Abuse Approach Programme is one of the so-called programmes.

With the technical support of UNICEF and under the coordination of the Ministry of Justice Directorate General of Penitentiaries and Execution of Sentences "Justice for Children Project" will be carried out between the years of 2012-2014. This Project aims to establish and make standards for, interview rooms in courts peculiar to children, make a handbook on approach of staffs to child victims of abuse and train staffs on this issue.

k) Child victims of sexual abuse

Project was initiated to be carried out in May 2010 in Ankara, as a pilot province, in order to minimize secondary disturbance of child victims of sexual abuse during rehabilitation and the

judicial period of investigation and prosecution in the framework of the Project on psychological and sociological rehabilitation of child victims of sexual abuse and trafficking, conducted by Ministry of Health with the support of Ministry of Justice.
For the first time Child Monitoring Center became operational within Ankara Dışkapı Hospital in October 1, 2010 and the center was moved in Yenimahalle State Hospital. In scope of this Project such centers are planned to become operational in 12 hospitals.

3 Statistics

Statistical data about Sexual abuse of children, on cases initiated and adjudicated in the scope of articles 77, 103, 104, 226, 227 of Turkish Penal Code between the years of 2006-2007 is enclosed in annex.

CSER 7§10 UKRAINE

Le CEDS conclut que la situation de l'Ukraine n'est pas conforme à l'article 7§10 de la Charte aux motifs que :

- *tous les enfants de moins de 18 ans ne sont pas effectivement protégés contre la prostitution impliquant des enfants;*
- *tous les enfants de moins de 18 ans ne sont pas effectivement protégés contre la pédopornographie;*
- *la simple détention et production de matériel pédopornographique ne constituent pas une infraction pénale;*
- *les mesures adoptées pour remédier au problème des enfants des rues sont insuffisantes et disproportionnées dans les circonstances.*

Premier, deuxième, troisième et quatrième motifs de non-conformité

268. La représentante de l'Ukraine brosse un tableau général de la situation et déclare que son Gouvernement a récemment pris des mesures pour lutter contre la prostitution impliquant des enfants et la pédopornographie. Elle informe le Comité que la loi du 20 janvier 2010 portant modification de la législation en matière de lutte contre la diffusion de matériel pédopornographique a introduit dans la loi relative à la moralité publique une définition de la pédopornographie, que la loi relative aux télécommunications contraint les opérateurs de télécommunications à limiter l'accès de leurs clients aux supports permettant la distribution de matériel de pédopornographie, et que la loi du 20 juin 2012 a ratifié la Convention sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels. Elle précise que le Programme national d'aide aux enfants sans abri (2006-2012) issu de la loi relative aux citoyens et aux enfants sans abri, offre aux enfants dans le besoin des solutions de prévention et d'aide à la réadaptation sociale et psychologique, comme le placement dans l'un des 54 centres et 63 foyers.

La représentante de l'Ukraine informe le Comité que le nombre d'enfants des rues a baissé de 50 % depuis 2007, passant de 31 211 en 2007 à 19 436 en 2011. Elle explique qu'en 2011, les Ministères de la Justice, de la Politique sociale et de l'Intérieur se sont concertés sur les quatre motifs de non-conformité et qu'un groupe de travail a été mis en place pour faire des propositions. Des informations à jour pourraient figurer sur ce point dans le prochain rapport.

269. Le représentant de la CES demande ce que l'Ukraine a prévu pour régler les problèmes les plus urgents.

270. Le représentant des Pays-Bas déclare ne pas être convaincu par la déclaration générale de la représentante de l'Ukraine et suggère de mettre aux voix un avertissement, compte tenu de la gravité de la situation. Les représentants de la Belgique et de la France partagent cet avis.

271. La représentante de la Lituanie rappelle au Comité que ces conclusions de non-conformité ont été posées pour la première fois; elle doute qu'un Gouvernement, quel qu'il soit, puisse corriger une situation dans un délai aussi court et souligne les progrès déjà accomplis par l'Ukraine.

272. La Présidente convient qu'il s'agit du premier rapport de l'Ukraine et que la création d'un groupe de travail montre que les autorités sont conscientes du problème ; elle rappelle cependant que l'inscription de ce point à l'ordre du jour des travaux a été motivée par la gravité de la situation.

273. La représentante de la Roumanie affirme que, compte tenu de la complexité du droit pénal, il faut, pour faire évoluer la situation, modifier quelques 200 textes de loi ; elle demande qu'il soit donné plus de temps au Gouvernement de l'Ukraine pour modifier son Code pénal et les lois qui s'y rattachent.

274. La représentante de la Lituanie ajoute qu'avant de faire part de ses préoccupations, le Comité devrait songer au volume de travail que les autorités sont à même de traiter.

275. La représentante de la Pologne objecte que, si la situation est nouvelle pour le Comité, elle fait l'objet de critiques depuis 2006, notamment de la part du Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe et de l'UNICEF, et qu'il semble qu'il serait possible au Gouvernement de l'Ukraine de procéder à certaines modifications urgentes.

276. La représentante de l'Ukraine rappelle qu'une réforme administrative a touché tous les ministères ukrainiens en 2011, que son pays vient de ratifier la Convention relative à la Protection des enfants contre l'exploitation sexuelle et la prévention des abus sexuels, qu'il s'agit là des premières conclusions de non-conformité et que son Gouvernement vient de mettre en place un groupe de travail pour rendre la situation conforme à la Charte. Elle demande une nouvelle fois davantage de temps pour corriger la situation.

277. Conformément à son règlement, le Comité met aux voix une recommandation sur le premier des trois motifs de non-conformité, qui est rejetée (10 voix pour, 16 contre). Il met ensuite aux voix un avertissement pour les mêmes motifs, qui est adopté (18 voix pour, 7 contre). Le Comité met aux voix une recommandation sur le quatrième motif de non-conformité, qui est rejetée (2 voix pour, 21 contre), puis met aux voix un avertissement sur le dernier motif, qui est également rejeté (15 voix pour, 9 contre).

278. Le Comité engage le Gouvernement de l'Ukraine à rendre sa législation conforme à la Charte sociale européenne.

Article 8§1 – Congé de maternité

CSER 8§1 ALBANIE

Le Comité conclut que la situation de l'Albanie n'est pas conforme à l'article 8§1 de la Charte au motif que la période de cotisation au système de sécurité sociale requise pour avoir droit aux prestations de maternité – douze mois avant la grossesse – est trop longue.

279. La représentante de l'Albanie a fourni par écrit les informations suivantes :

> Law No. 7703, dated 11 May 1993 "On social security in the Republic of Albania" and the amendments as made to this Law have helped in upholding the principle of equal treatment and non-discrimination of persons on the grounds of differences deriving from gender. This law defines the rights and obligations for both genders vis-à-vis social security. In this context, Article 2 of the Law defines that compulsory social security protects "all economically active persons" (employers and self-employed)". Article 6 states that: "Social security shall protect in a mandatory manner all economically active citizens in Albania in the case of reduction of income due to pregnancy, old age, disability and loss of family breadwinners." The law,

therefore, does not establish any division and it handles equally economically active women in both the public and private sectors.
Articles 26, 27, 28, 29 of Law No. 7703, dated 11 May 1993 "On social security in the Republic of Albania" defines the benefits that women receive the case of pregnancy, maternity leave compensation, childbirth:
Article 26 1. "The maternity benefit shall be paid to the woman who is ensured for the pregnancy and childbirth, when she has 12 months of insurance for each case of benefit."
2. The benefit period will be 365 calendar days, including a minimum of 35 days before and 42 days after childbirth. For the woman who will give birth to more than one child, the benefit period will be 390 calendar days, including a minimum of 60 days before and 42 days after childbirth.
3. The maternity benefit for the insured woman is as follows:
- 80 % of the daily average of the assessed basis of last calendar year for the prenatal period and 150 days after birth;
- 50 % of the daily average of the assessed basis of last calendar year for the rest of the period thereafter.
4. The maternity benefit for economically active women is equal to the base rate of old-age pension.
5. Mother who adopts a child of up to 1-year old and, who has been insured for not less than 12 months, is entitled to leave after the birth, which begins as of the day of adoption, but not earlier than after 42 days of the birth of child and still no more than 330 days after childbirth. Minimum leave for the adopter is 28 days.
6. When a child is adopted during maternity leave, the mother who has given birth to the child, will be entitled to a benefit period up to the date of adoption, but not less than 42 days after birth.
Article 28 "Compensation benefit for pregnancy"
1. Insured woman, who, upon the decision of the competent medical commission, changes her job due to pregnancy, is entitled to the right to obtain compensation income to recover the reduction, which she experiences as a result of changing her job. This compensation is given if an insurance contribution has been paid for a time of not less than 12 months.
2. Amount of revenue to be received as compensation is equal to the difference between the salary of the previous job and the salary of the new job. This compensation rate may not be more than 50 percent of the daily average of the assessed basis of the last calendar year.
Article 29 "Childbirth bonus"
1. Childbirth bonus is paid to an insured person, who is the mother or father of a child who is born, provided that each of them have paid contributions for one year before the birth of the child.

CSER 8§1 AZERBAÏDJAN

Le Comité conclut que la situation en Azerbaïdjan n'est pas conforme à l'article 8§1 de la Charte au motif que les périodes de chômage ne sont pas comptabilisées dans le calcul du temps de travail nécessaire pour bénéficier des prestations de maternité.

280. Le représentant de l'Azerbaïdjan a fourni par écrit les informations suivantes :

This situation also contradicts the Article 2.1 of ILO Maternity Protection Convention (No. 183), 2000, ratified by the Republic of Azerbaijan in 2010. In order to bring situation into conformity with European Social Charter (Revised), the Draft Law of the Republic of Azerbaijan "On amendments to Law on Social Insurance" was elaborated and submitted to relevant state agencies. The Draft Law was supported by relevant ministries, except State Social Protection

Fund which is main agency for implementation of social insurance policy. The consultations in this regard continue within Government.

CSER 8§1 BOSNIE-HERZÉGOVINE

Le Comité conclut que la situation de la Bosnie-Herzégovine n'est pas conforme à l'article 8§1 de la Charte au motif que les prestations de maternité ne sont pas suffisantes ou ne sont pas réglementées dans certaines parties du territoire de cet État.

281. Le représentant de la Bosnie-Herzégovine a fourni par écrit les informations suivantes :

BOSNIA AND HERZEGOVINA (BiH)

In accordance with Article 36, paragraph 1 of the Law on Salaries in BiH Institutions (BiH Official Gazette 50/08), during pregnancy, childbirth and child care a women shall be entitled to maternity leave of twelve consecutive (12) months. Based on the findings of a certified doctor, a woman can start maternity leave 28 days before delivery. A woman can use a shorter maternity leave, but not less than 42 days after birth.

Based on the Decision of the Constitutional Court, at 136th session held on 2 November 2010 the Council of Ministers issued the Decision on the Manner and Procedure for Exercising the Right to Maternity Leave in the Institutions of Bosnia and Herzegovina (BiH Official Gazette 95/10). This decision determines that women employed in Bosnia and Herzegovina institution on maternity leave are entitled to a monthly benefit equal to the average net salary which was earned during the last three months prior to the commencement of maternity leave. The Decision makes the right to compensation of salary during maternity leave equal for all employees in Bosnia and Herzegovina institutions and came into effect as of 29 September 2010.

According to this Decision, all employees on maternity leave as of 29 September 2010 are paid as entitled under this Decision, which means they receive a monthly benefit in the amount of average net wages.

The Labour Law in BiH Institutions governs the protection of women and maternity leave in the civil service. Article 36 provides for the duration of maternity leave and the length of compulsory maternity leave in the civil service.

Article 42 of the Law provides that:

1. While on the maternity leave, the employee shall be entitled to maternity leave payment, in accordance with the current laws.
2. While working half time hours as outlined in Article 38 of this law, the employee shall be entitled to receive salary payment for fulltime hours, in accordance with the law.

FEDERATION OF BOSNIA AND HERZEGOVINA (FBIH)

The report states that funding of the rights of families with children from cantonal budgets is linked to serious problems and that some cantons are not able to provide necessary funds for this purpose in their budgets, which is why these benefits are not paid in all cantons or are paid in small and varying amounts. Posavina Canton and Herzegovina-Neretva Canton did not pass legislation to regulate this area.

Starting from the fact that the protection of families with children is an area of special interest, which aims at securing approximately equal conditions for healthy and orderly development of children, as well as assisting in the implementation of reproductive functions of the family, it is necessary to take action to improve the situation in this area.

In this regard, in the context of shared responsibilities and activities of the Federation and the cantons in the area of social welfare, the Federation Ministry of Labour and Social Policy plans with the line cantonal ministries to create a new law on social welfare and families with children. In drafting the new law, provisions of the European Social Charter and the

conclusions of the Committee, as well as other international documents relating to maternity benefits, will be taken into account in order to ensure availability and consistency of these rights throughout the territory of FBiH, regardless of the canton in which a beneficiary resides, in accordance with the financial capabilities of the Federation of Bosnia and Herzegovina.

BRČKO DISTRIKT (BD)

Article 45, paragraph 1 of the Labour Law of BD provides that during pregnancy, birth-giving and child-care, a woman shall be entitled to maternity leave in the duration of twelve (12) months without interruption. During the maternity leave employees shall receive compensation of salary at the expense of BD Budget provided that contributions were paid in pension and health care schemes.

The compensation of salary shall be calculated to be equal to 100 % of the base salary.

The gross compensation of salary shall be calculated in the period of 12 months, which is provided for in the BD Law on Salaries.

Paragraph 2 of the article provides that a woman may start maternity leave twenty-eight (28) days prior to the expected date of the birth of the child based on the findings of a certified medical physician. A woman must start her maternity leave no later than seven (7) days prior to the expected date of the birth of the child based on the findings of a certified medical physician

Paragraph 3 of the article provides that a woman may take shorter maternity leave, but no earlier than forty-two (42) days after her giving birth.

Pursuant to Articles 8 and 9 of the Law on Child Protection of BD – consolidated text, the following are the rights under the children's protection scheme:

1. compensation of salary paid during maternity leave or extended maternity leave and leave of absence of a working parent or adoptive parent to take care of a child;
2. maternity allowance;
3. layette;
4. child allowance;
5. specific psychosocial treatment of spouses who want children and pregnant women.

Compensation of salary shall be paid to a working woman (mother) or father, adoptive parent or guardian of a child during her absence from work due to pregnancy, childbirth and child care in accordance with the regulations on labour relations applicable in the District.

During pregnancy, childbirth and child care, a woman is entitled to uninterrupted twelve (12) months' leave of absence.

According to Article 2, 3, 4 and 5 of the Decision on Conditions and Manner of Payment of Compensation to Employees During Maternity Leave, issued on the basis of Article 45 of the BD Labour Law and BD Child Care Law (consolidated text), an employee (mother or adoptive parent or other person whom the competent authority entrusted with care of the child) is entitled to compensation during maternity leave, for a period as determined in the Labour Law.

In the process of determining this entitlement, the employer shall issue a decision establishing the right to maternity leave, the duration and amount of compensation for salary to be a paid to the employee.

During maternity leave an employee receives an amount of compensation for salary equal to the average net salary which was earned during the last three months prior to the commencement of maternity leave. The calculation of wages, payment of contributions and payment of compensation are done by the employer.

Compensation for salary during maternity leave or extended maternity leave and paid leave of working parent or adoptive parent for child care	2007	2008	2009
Beneficiaries	151	241	331

Source: BD Sub-Department for Social Welfare

CSER 8§1 IRLANDE

Le Comité conclut que la situation de l'Irlande n'est pas conforme à l'article 8§1 de la Charte au motif que le montant des prestations de maternité est manifestement trop faible.

282. Le représentant de l'Irlande a fourni par écrit les informations suivantes :

The reference to the at-risk-of-poverty threshold in 2009 is based on 60 per cent of median income. The figure is factually correct in that context. For 2010, the comparable threshold is 10,831 € (c 207 € per week). Thus, in 2010, the level of maternity benefit exceeds the at-risk-of-poverty threshold by between 10 € and 55 € per week.

However, we would not consider this to be an appropriate measure of adequacy. It is not usual in social policy to assess adequacy of welfare benefits in relation to the at-risk-of-poverty threshold. The at-risk-of-poverty threshold is based on a normative proportion of median income in society and does not contain any objective measure of adequacy. A fixed (60 per cent) threshold is used to a) compare trends over time and b) compare patterns between countries. However, the value of the threshold varies over time and between countries. The example above of the value of the threshold in 2009 and 2010 illustrates this point well: the fall in the threshold of 44 € (18 per cent) between 2009 and 2010 does not imply that an adequate income was that much lower in 2010 (for example, prices fell by 1 per cent between 2010 and 2009).

It is worth mentioning that Article 11 of EU Council Directive 92/85/EEC required that member states pay an 'adequate allowance' to pregnant workers and workers who have recently given birth or are breastfeeding. Art. 11.3 states that this allowance 'shall be deemed adequate if it guarantees income at least equivalent to that which the worker concerned would receive in the event of a break in her activities on grounds connected with her state of health, subject to any ceiling laid down under national legislation'.

Ireland complies with this minimum standard.

The Programme for Government contains a commitment to maintain social welfare rates at current levels. However, given the scale of the fiscal crisis and because spending on social protection accounts for nearly 40 % of current Government expenditure, savings have to be found in the social welfare system.

In the social protection Budget 2012, the measures introduced sought to minimise the impact of the necessary adjustments in the Department's welfare expenditure on groups vulnerable to poverty and social exclusion. The Government has endeavoured insofar as it could to limit cuts in social welfare to households where there is some additional income over and above the basic social welfare payment and in that regard, avoided any general reduction in primary weekly welfare payments.

CSER 8§1 RÉPUBLIQUE SLOVAQUE

Le Comité conclut que la situation de la République slovaque n'est pas conformé à l'article 8§1 de la Charte au motif que les prestations de maternité sont d'un montant insuffisant.

283. Le représentant de la République slovaque a fourni par écrit les informations suivantes :

Since the conclusions of the ECSR, there have been improvements in the legislation of the Slovak Republic concerning the maternity benefit to improve the situation of mothers. According to Act No. 461/2003 Coll. on Social Insurance,), maternity benefits are available to employees covered by social insurance for at least 270 days in the two years preceding birth.

Periods of unemployment are taken into account when calculating the qualifying period provided the person concerned had voluntary social insurance. Period of time during which the maternity benefit is provided has been increased from 28 weeks to:
a) 34 weeks when a mother gave birth to one child;
b) 37 weeks when a lone mother gave birth to one child;
c) 43 weeks when a mother gave birth to two or more children.
There has also been an increase to the actual amount of the benefit from 55 % of the woman´s previous salary to 65 % of her previous salary. This amendment has been made to ensure even greater protection of women who gave birth to children and to improve their financial situation for a longer period of time.
We would also like to state that the same regime applies to women employed in the public and state sector.

CSER 8§1 TURQUIE

Le Comité conclut que la situation de la Turquie n'est pas conforme à l'article 8§1 de la Charte au motif que le montant des prestations de maternité versées aux femmes employées dans le secteur privé n'est pas suffisant.

284. Le représentant de la Turquie a fourni par écrit les informations suivantes :

In accordance with the Social Insurance and Universal Health Insurance Act No. 5510, the period of illness and discomfort between the beginning of the pregnancy and the first 8 weeks after giving birth or 10 weeks in case of multiple pregnancy is regarded as the maternity period.
Accordingly, during the period of temporary incapacity due to maternity, the insured women are granted daily temporary incapacity allowance for each non-worked day for 8 weeks prenatal period, and 2 weeks are added to this period. Temporary incapacity allowance is granted to the insured woman in case of preterm labor for the period she cannot work before delivery as well as in case she works for 3 weeks until delivery upon the wish of the insured woman and approval of the physician for the period added to the rest period after delivery.
The daily income limits are taken into account in the calculation of the daily temporary incapacity allowance. In practice, in case of maternity of the insured women, temporary incapacity allowance for outpatient treatment is calculated by taking 2/3 ratio of the gross daily income limit for 10 days.
In accordance with Act No. 5510, the daily income is the basis for the calculation of the premiums collected and the allowances granted. The lower limit of the daily income is 1/30 of the minimum wage and the upper limit is 6.5 times of the lower limit of daily income.
As the gross monthly minimum wage is 886.50 TL for the period between 01/01/2012-30/06/2012 for the workers over 16, lower limit of the daily income (basis for the calculation of the premiums collected and the allowances granted) is 29.55 TL and the upper limit is 6.5 times of the lower limit. (29.55 x 6.5 = 192.07 TL)
The net monthly minimum wage of an insurance holder working with minimum wage is 701.14 / 30 = 23.37 TL after the legal deductions (insurance premium, employee's share, income tax, and stamp tax) are made, in the period mentioned above.
The amount of temporary incapacity allowance for 16 weeks to be paid to the insured women, working with minimum wage and in a state of temporary incapacity due to maternity is calculated over the gross daily minimum wage amount, 29.55 TL.
Accordingly, daily amount of temporary incapacity allowance granted to the insured women during the maternity period is 29.55 x 6.5 = 192.07 TL.
An insured woman whose daily net income is 23.37 TL during this period is paid net 19.07 TL daily in case of temporary incapacity. The difference between the daily income that the insured

women is gaining during work and the daily allowance she gets during the outpatient treatment without working is 4.3 TL (23.3-19.07 = 4.3 TL)
As explained above, the daily allowance amount received by the insured women for outpatient treatment due to maternity is 83 % of the daily income she gets during work. In other words, the working women receives 83 % of the income she earns during work with minimum wage, as temporary incapacity allowance for each day for the time she doesn't work due to maternity.
This situation is in conformity with the provision regarding that the maternity benefits are adequate and at least equal to 70 % of the employee's previous salary according to the Charter. Thus, the situation in Turkey is in conformity with Article 8§1.

Article 8§2 – Illégalité du licenciement

CSER 8§2 ALBANIE

Le Comité conclut que la situation de l'Albanie n'est pas conforme à l'article 8§2 de la Charte au motif que la réintégration n'est pas la règle dans les cas de licenciements motivés par une grossesse.

285. La représentante de l'Albanie a fourni par écrit les informations suivantes :

With the amendments to the Labor Code article 60 provided for the right of the employee, in case of unlawful dismissal the employer may choose:
1. to return to the place of work, or
2. if he/she by his free will does not wish to return to his/her previous place of work, he may require indemnity which is provided in the Code.

CSER 8§2 ARMÉNIE

Le Comité conclut que la situation de l'Arménie n'est pas conforme à l'article 8§2 de la Charte au motif que la dérogation à l'interdiction du licenciement de femmes enceintes et en congé de maternité du fait d'une perte de confiance de l'employeur dans l'intéressée est libellée en termes trop vagues.

286. La représentante de l'Albanie a fourni par écrit les informations suivantes :

According to the RA Law "On Amendments to the Labour Code" adopted in 2010 the Article 117 of the Code was considered not valid. The Article 114 was amended according to which the termination of employment contract by initiative of employer during pregnancy and until one month after the end of maternity leave is forbidden, without any exceptions.

CSER 8§2 BULGARIE

Le Comité conclut que la situation de la Bulgarie n'est pas conforme à l'article 8§2 de la Charte, au motif que les exceptions à l'interdiction du licenciement des femmes enceintes sont trop larges.

287. La représentante de la Bulgarie a fourni par écrit les informations suivantes :

La disposition de l'art. 8§2 de la Charte admet les exceptions suivantes :
- si la femme a commis une faute justifiant la rupture du rapport de travail ;
- si l'entreprise en question cesse son activité ;
- si le terme prévu par le contrat de travail est échu.

En effet, l'art. 333, alinéa 5 du Code du travail admet que l'ouvrière ou l'employée en état de grossesse, ainsi que l'ouvrière ou l'employée en étape avancée d'un traitement in vitro, puisse

être licenciée après préavis au cas où elle refuserait de suivre l'entreprise ou la filiale où elle est en exercice au changement de leur localisation dans une autre agglomération ou région.
Dans un tel cas-là nous considérons que cette hypothèse fait partie de l'exception où l'entreprise où la femme travaille cesse son activité – en réalité l'entreprise cesse de fonctionner sur le territoire de l'agglomération où est apparu le rapport de travail. Le texte de la disposition du Code du travail ne régule pas tous les cas de licenciement de la femme en grossesse pour des raisons de déménagement de l'entreprise vers une autre agglomération ou pour une autre région parce que ce n'est pas l'objectif de la disposition. Vu son état personnel il se peut que la femme travailleuse ne voudrait pas déménager ou quitter sa famille. Dans un tel cas il est impératif qu'il y ait un fondement normatif du licenciement avec un tel motif.
De même, l'art. 333, alinéa 5 du Code du travail prévoit que l'ouvrière ou l'employée enceinte, ainsi que l'ouvrière ou l'employée en étape avancée de traitement in vitro pourra être licenciée après préavis si le poste qu'elle occupe doit être libéré pour y restituer un ouvrier ou employé illégalement licencié auparavant.
Danse cette optique nous considérons que le texte garantit pleinement à chaque ouvrier ou employé illégalement licencié le droit, conforme à la décision du juge, à ce qu'il soit restitué par l'employeur au poste qu'il avait occupé avant le licenciement et que cela est également en relation avec la question formulée par le Comité au sujet des conséquences du licenciement illégal au cas d'une restitution impossible. De la question posée nous pouvons déduire que la conséquence la plus voulue en cas de licenciement illégal serait la restitution du travailleur/ de la travailleuse à son poste.

CSER 8§2 FINLANDE

Le Comité conclut que la situation de la Finlande n'est pas conforme à l'article 8§2 de la Charte au motif que la législation ne prévoit pas la réintégration des femmes licenciées illégalement durant la grossesse ou le congé de maternité.

288. La représentante de la Finlande précise que la réponse fournie concerne également le motif de non-conformité retenu pour l'article 27§3 de la Charte. Elle indique au Comité qu'en vertu de la législation en vigueur en Finlande, la réintégration dans l'emploi prononcée par un tribunal en cas de licenciement illégal ne couvre, dans le secteur public, que les fonctionnaires de l'Etat, des municipalités et de l'Eglise évangélique luthérienne.

289. La représentante de la Finlande confirme qu'en dehors des recours en indemnisation qu'elle a déjà décrits en détail, le droit du travail applicable dans le secteur privé ne comprend aucune disposition prévoyant la réintégration en cas de licenciement illégal, mais qu'il peut s'agir d'une solution permettant de régler le différend entre les parties. Lors du processus de consultation législative, les partenaires sociaux ont conclu un accord sur la protection de l'emploi mais n'ont pas réussi à s'entendre sur ce point, la réintégration n'étant pas une tradition en Finlande. La réintégration dans l'emploi a été abordée au cours des discussions sur la flexi-sécurité au sein de l'UE. Les cas concrets ont été rares, car la Finlande jouit d'un bon niveau de protection sociale.

290. La représentante de la Finlande confirme aussi que, pour l'heure, il n'est pas prévu de modifier la législation sur ce point.

291. Le représentant de la CES rappelle que la problématique entre réintégration ou indemnisation a été débattue lors de l'examen d'autres situations et insiste sur l'importance que revêt une alternative à l'indemnisation à un moment où le marché de l'emploi traverse une période difficile.

292. En réponse à une question de la Présidente, la représentante de la Finlande confirme que la réintégration n'a jamais été prévue par la législation du travail mais que les parties ont toujours la possibilité d'opter pour cette solution.

293. La Présidente rappelle que le rapport affirme qu'un texte de loi prévoyant la réintégration a bel et bien existé. Elle demande pourquoi cette possibilité a été envisagée pour le secteur public, mais non pour le secteur privé.

294. La représentante de la Grèce demande si des statistiques sont disponibles étant donné que les cas de licenciement illégal durant la grossesse, le congé parental ou pour des motifs liés aux responsabilités familiales ne sont guère fréquents.

295. La représentante de la Finlande déclare ne pas disposer de chiffres.

296. En réponse à une question de la Présidente, la représentante de la Finlande explique qu'en pratique, les tribunaux n'ont aucun texte juridique sur lequel s'appuyer pour ordonner une réintégration.

297. En réponse à une question du représentant de la Turquie, la représentante de la Finlande déclare que l'indemnisation est prévue pour tous les motifs de licenciement et a été inscrite dans le Code pénal pour empêcher le licenciement durant la grossesse, le congé parental ou pour des motifs liés aux responsabilités familiales.

298. Le représentant de la Belgique suggère de ne pas s'appesantir sur cette question, car la législation actuelle qualifie d'illicite le licenciement opéré durant la grossesse, pendant le congé de maternité ou pour des motifs liés aux responsabilités familiales et autorise les parties à convenir d'une réintégration. La représentante de l'Estonie partage cet avis.

299. Le représentant de la CES objecte qu'en Belgique, les salariés peuvent demander la réintégration alors qu'en Finlande, cette possibilité n'est offerte qu'à certains travailleurs ; il ne voit pas ce qui justifie pareille discrimination.

300. La représentante de l'Estonie dit comprendre le motif de non-conformité. La réintégration constitue une réparation pour le salarié, une sanction pour l'employeur et un facteur de dissuasion pour les autres employeurs. Elle rappelle au Comité que la réintégration est une mesure importante dans plusieurs dispositions de la Charte. Elle suggère que, puisque cela ne semble pas poser problème en pratique, le Comité prenne note de la situation actuelle.

301. La représentante de l'Arménie rappelle que le CEDS a mis en avant l'absence de législation pertinente, que la représentante de la Finlande n'a pas fourni de statistiques confirmant que cette situation ne pose pas problème dans les faits, que le constat de non-conformité est déjà ancien et que la Finlande ne montre aucune volonté de changement. Elle demande qu'un avertissement soit mis aux voix.

302. Conformément à son règlement, le Comité met aux voix une recommandation, qui est rejetée (0 voix pour, 29 contre). Il met ensuite aux voix un avertissement pour les mêmes motifs, qui est également rejeté (10 voix pour, 19 contre).

303. Le Comité appelle le Gouvernement de la Finlande à mettre fin à la différence de traitement entre le secteur public et le secteur privé, et l'engage à rendre la situation conforme à la Charte sociale européenne.

CSER 8§2 IRLANDE

Le Comité conclut que la situation en Irlande n'est pas conforme à l'article 8§2 de la Charte aux motifs que :

- *il n'a pas été établi qu'il existe une protection adéquate contre les licenciements illégaux durant la grossesse ou le congé de maternité ;*
- *il n'a pas été établi que la réintégration ou des indemnités adéquates sont prévues en cas de licenciement illégal durant la grossesse ou le congé de maternité.*

Premier et deuxième motifs de non-conformité

304. Le représentant de l'Irlande a fourni par écrit les informations suivantes :

The European Committee of Social Rights of the Council of Europe has raised a number of queries with regard to Ireland's compliance with Article 8 (2) of the Revised European Social Charter. These issues are dealt with in detail below.

Redress Options

Under Irish law an individual who considers that they have been unfairly dismissed from their employment because they are pregnant or on maternity leave or other associated leave may choose to have the matter examined under either of the following types of legislation:

(1) the Unfair Dismissals Acts 1977 to 2007, or

(2) the Employment Equality Acts 1998 and 2004

In addition, Section 23 of the Maternity Protection Act 1994 prescribes that any purported termination of an employee's employment, while the employee is absent from work on either maternity leave, additional maternity leave, health and safety leave or leave to which a father is entitled under Section 16 of the Act, is void.

These provisions were further improved by the provisions of section 15 of the Maternity Protection (Amendment) Act 2004 which added absences due to the exercise of new entitlements to attend ante-natal classes or in relation to breastfeeding (as provided in Sections 8 and 9 of the 2004 Act). Either the employee or the employer can refer a dispute that relates to rights or entitlements under the Maternity Protection Acts to a Rights Commissioner except disputes which relate to dismissal must be referred under the Unfair Dismissals Acts 1977-2007.

(1) Unfair Dismissals Acts 1977 to 2007

Legality of dismissal

Unfair dismissal can occur where an employer terminates a contract of employment, with or without notice, or when an employee terminates their contract of employment, with or without notice, due to the conduct of the employer. This latter situation is known as "constructive unfair dismissal". The unfair dismissals legislation provides a system of appeal whereby an individual can question the fairness of their dismissal after it has occurred. Among the reasons dismissal is considered to be automatically unfair under the Unfair Dismissals legislation are:

- Pregnancy, giving birth or breastfeeding or any matters connected with pregnancy or birth;
- Availing of rights under legislation to maternity leave, adoptive leave, carer's leave, parental or force majeure leave.

The time limit for taking a claim for unfair dismissal is 6 months from the date of the dismissal. However, if there are *exceptional circumstances*, this period may be extended up to 12 months from the date of dismissal.

In general, the Unfair Dismissals Acts apply to all employees (include Public Service employees) over age 16 with at least 12 months' continuous service with the main exceptions of:

- Close relatives of the employer who live and work in the same private house/farm;
- Members of the Defence Forces or the Police Force.

Normally an employee must have at least 12 months' continuous service with an employer in order to bring a claim for unfair dismissal. However there are important exceptions to this general rule and these include:

- Pregnancy, giving birth or breastfeeding or any matters connected with pregnancy or birth;
- Availing of rights granted by the Maternity Protection Acts 1994 and 2004.

Remedies Available under the Unfair Dismissals Acts
The remedy applied in any particular case is at the discretion of the adjudicating body (whether a Rights Commissioner, the Employment Appeals Tribunal or the Circuit Court) having regard to all the circumstances of the case. The following redress options are available under the legislation:

Reinstatement
This means that an individual is treated as if they had never been dismissed. Not only are they entitled to loss of earnings from the date of the dismissal to the date of the hearing, they are also entitled to any favourable changes in the terms of employment during that period, for example, pay rises.

Re-engagement
This means that an individual will be given their job back but only from a particular date, for example, the date of the decision in their favour. This means that the employee will not be entitled to compensation for any loss of earnings. Often this remedy is used where it is felt that the employee contributed to the dismissal, even though the actual dismissal was unfair.

Compensation
This is the most common remedy. Compensation is only awarded in respect of financial loss. The maximum amount of compensation is 104 weeks' pay. Where the employee has not incurred financial loss, maximum compensation of 4 weeks' pay can be awarded.

The calculation of compensation may take the following matters into account:
- Present loss – a calculation of loss of earnings from the date of the dismissal to the hearing of the claim. Any money earned by the employee during this period will be deducted, as well as any payment in lieu of notice received when dismissed. The employee is also obliged to lessen the losses during the period from the dismissal to the hearing by being available for and seeking alternative employment. If it transpires that there is no actual financial loss, because, for example, the employee took up other employment immediately after the dismissal, there is a maximum compensation of 4 weeks' pay.
- Future loss – a calculation will be made of future loss, based on a consideration of how long it is likely before alternative work can be got.
- Pension loss – a calculation that will try to assess what impact the unfair dismissal has had on entitlements.
- Any contributory conduct.

Examples of cases relating to pregnancy under the Unfair Dismissals legislation (on the Employment Appeals Tribunal website www.eatribunal.ie) are as follows:
Case No. UD 2254/2009
http://www.eatribunal.ie/determinationAttachments/330aa0d3-7ca5-42c9-95dd-8493315df056.pdf
Case No. UD 2507/2009
http://www.eatribunal.ie/determinationAttachments/1d7a5f75-0858-4ae1-9be2-ef8fa6888e58.pdf

Position regarding Rights of employees on fixed-term contracts
Generally speaking, individuals employed under such contracts have the same rights as other employees including protection under maternity leave legislation.
The Protection of Employees (Fixed-Term Work) Act 2003 applies to most employees on fixed-term contracts including public sector employees. The Act provides that fixed-term employees may not be treated less favourably than comparable permanent employees unless the

employer can objectively justify the different treatment. Any justification offered cannot be connected with the fact that the employee is on a fixed-term contract.

Written statement

An employer must provide a fixed-term employee with a written statement as soon as possible outlining what will trigger the end of the contract. That is, whether the contract will end on a specific date, following completion of a specific task or a specific event. In addition, where an employer intends to renew a fixed-term contract, a written statement must be supplied to the fixed-term employee not later than the date of renewal, setting out the objective grounds justifying the renewal and the failure to offer an open-ended contract.

Dismissal

A fixed-term contract may include a clause that the Unfair Dismissals legislation does not apply in circumstances where the term of the contract has expired. To avail of that provision, the contract must be in writing and must include a clause stating that the Unfair Dismissals Acts 1977-2007 will not apply where the only reason for ending the contract is the expiry of the fixed term, or the completion of the specific purpose of the contract. Also, both the employer and the employee must sign the contract. Of course, the Unfair Dismissals Acts will apply to employees on fixed-term contracts in circumstances where an employee is dismissed before the contract has expired.

(2) The Employment Equality Legislation

Discrimination at work is covered by the Employment Equality Acts. The Acts apply to public and private sector employment and include full-time, part-time and temporary employees. The legislation covers all aspects of work including recruitment and promotion, the right to equal pay, conditions of employment, training or experience. This protection against discrimination applies to all nine grounds on which discrimination is prohibited under the equality legislation. These grounds include gender (including pregnancy and maternity leave) and family status. Where a complaint of discrimination is upheld, redress must be awarded.

Section 6(2) of the Employment Equality Act 1998 as amended by section 4(b) of Equality Act 2004, states that discrimination on the gender ground shall be taken to have occurred where on a ground related to her pregnancy or maternity leave a women employee is treated less favourably. Therefore, an employee who considers that they have been discriminated against under Equality Legislation (including gender or family status) may have their case considered by the Equality Tribunal. All cases, other than those involving gender discrimination, must be referred in first instance to the Director of the Equality tribunal. As an alternative, the person who considers that he/she has been discriminated against on the gender ground may apply directly to the Circuit Court for redress. The Equality Act 2004 also provides for a shift of the burden of proof in favour of a plaintiff in discrimination cases.

The Equality Tribunal's principal role is the investigation and mediation of complaints of discrimination in relation to employment and in relation to access to goods and services, disposal of property and certain aspects of education. The Equality Tribunal was established under the equality legislation and it is an accessible and impartial forum to remedy unlawful discrimination. It is an independent statutory office which investigates or mediates complaints of unlawful discrimination. It operates in accordance with the principles of natural justice and its core values are impartiality and professionalism, accessibility and timeliness. Complaints of discrimination in relation to employment must normally be referred to the Equality Tribunal within six months.

Redress

Under section 82 of the Employment Equality Acts, a decision which finds in favour of a complainant will provide for one or more of the following as appropriate:

- equal pay, from the date of the referral of the claim;
- arrears of the shortfall necessary to make up the equal pay, for a maximum of three years before that date;
- compensation for the acts of discrimination or victimisation which occurred;
- an order for equal treatment in whatever respect is relevant to the case;
- an order that a person or persons take a specified course of action;
- an order for re-instatement or re-engagement (in dismissal cases), with or without an order for compensation;
- in cases of dismissal where the Director or Equality Officer has found no discriminatory dismissal, that the matter be referred to the Employment Appeals Tribunal to determine if there has been an unfair dismissal;
- in cases of gender discrimination, the decision can also order payment of interest under the Courts Act 1981 on all or part of the compensation or the arrears of equal pay.

The complaints may relate to any aspect of employment, job advertising, or vocational training, including access to employment, equal pay cases, complaints of direct or indirect discrimination, harassment, sexual harassment, or failure to provide appropriate measures for a person with a disability. The complaints may also relate to employment agencies, partnerships, membership of professional bodies and trade union membership.

Victimisation

The Employment Equality Acts also specifically protect a person against being penalised in any way by their employer because they have made a complaint about possible discrimination under the Equality legislation, represented or supported a complainant, were named as a comparator or indicated an intention to do any of the above. Penalising a person for any of these reasons is defined as victimisation. The Acts provide for complaints about victimisation to be made to the Equality Tribunal, in the same way as for complaints of discrimination, and with the same provision for redress. It is not necessary that a victimised complainant was successful in their original complaint.

Right to Information

A person who believes that s/he may have experienced discrimination is entitled under Section 76 of the Acts to write to the person they believe may have discriminated against them, asking for certain information.

Time limits for referring a case to the Equality Tribunal

The Employment Equality Acts provide that a claim may not be referred to the Tribunal after six months from the date when the discrimination or victimisation has occurred unless the complainant applies for an extension of time.

Mediation

If the Director considers that a case could be resolved by mediation the Tribunal will arrange a mutually convenient appointment with both parties as soon as practicable and it will be referred to the Mediator.

Either party may withdraw from mediation at any stage of the process, or the Mediator may decide that the case cannot be resolved through mediation. In either case the Mediator will send a notice known as a non-resolution notice to both parties, indicating that the case cannot be resolved by mediation.

The Acts allow for the investigation to be resumed provided that within 42 days of the date of the non-resolution notice the Director receives in writing an application for the investigation to resume.

Breakdown of Cases under Employment Equality Acts before the Equality Tribunal in 2010 and 2011 under the gender and family status grounds

Ground	2010	2011	Increase/Decrease
Gender	43	64	+49 %
Family Status	15	23	+53 %
Total Cases on all 9 grounds	714	571	-28 %

Examples of recent cases on the issue of maternity leave in Equality Tribunal Cases on the Equality Tribunals website www.equalitytribunal.ie:
DEC – E2011-002
http://www.equalitytribunal.ie/Database-of-Decisions/2011/Employment-Equality-Decisions/DEC-E2011-002-Full-Case-Report.html
DEC – E2012-010
http://www.equalitytribunal.ie/Database-of-Decisions/2012/Employment-Equality-Decisions/DEC-E2012-010-Full-Case-Report.html
DEC – E2012-051
http://www.equalitytribunal.ie/Database-of-Decisions/2012/Employment-Equality-Decisions/DEC-E2012-051-Full-Case-Report.html
DEC – E2012-087
http://www.equalitytribunal.ie/Database-of-Decisions/2012/Employment-Equality-Decisions/DEC-E2012-087-Full-Case-Report.html

CSER 8§2 RÉPUBLIQUE SLOVAQUE

Le Comité conclut que la situation de la République slovaque n'est pas conforme à l'article 8§2 de la Charte au motif que la délocalisation des activités de l'entreprise qui les emploie peut être invoquée pour licencier les femmes enceintes et les femmes en congé de maternité.

305. Le représentant de la République slovaque informe le comité que la conclusion du CEDS renvoie à l'article 63, paragraphe 1, alinéa a) du Code du travail qui dispose que l'employeur peut licencier un employé lorsqu'il met un terme à une partie de ses activités ou les délocalise.

Toutefois, cette disposition du Code du travail ne stipule pas qu'une femme enceinte ou en congé de maternité (ou tout autre employé, en fait) peut être licenciée du simple fait de la délocalisation. En cas de délocalisation d'activités, chaque employé doit avoir la possibilité de continuer à travailler pour son employeur sur le nouveau site, de rester sur l'ancien site pour y effectuer un autre travail moyennant un changement de contrat de travail ou de mettre fin à son contrat de travail. Cette possibilité est régie par l'article 43, paragraphe 1, alinéa b) (qui définit le lieu de réalisation du travail, tel que précisé dans le contrat de travail) et l'article 54 du Code de travail (qui régit l'accord sur les changements de conditions de travail figurant dans les contrats de travail entre l'employeur et l'employé).

La possibilité de licencier une femme enceinte, en congé de maternité ou tout autre employé, telle que prévue à l'article 63, paragraphe 1, alinéa a) du Code de travail est donc formulée comme une exception et repose sur :

a) le refus de la femme enceinte de travailler sur le nouveau lieu de travail (où l'employeur a délocalisé ses activités) ou
b) le refus de la femme enceinte d'effectuer un autre travail adapté sur l'ancien lieu de travail (si une partie seulement des activités de l'employeur est délocalisée).

C'est donc à la femme de choisir si elle souhaite continuer à effectuer le même travail pour son employeur mais sur un nouveau site, effectuer un nouveau travail adapté sur l'ancien lieu de travail ou mettre fin à son contrat de travail en accord avec son employeur, conformément à l'article 63, paragraphe 1, alinéa a).

Pour éviter tout nouveau malentendu à l'avenir, une proposition de modification de la disposition concernée du Code du travail, incluant une référence directe aux articles 43 et 54, sera soumise afin qu'il soit indiqué expressément que la délocalisation peut être invoquée comme motif de licenciement uniquement lorsque l'employé n'accepte pas la modification du lieu de travail.

306. Le Comité prend note de ces informations et invite le Gouvernement à fournir toutes les informations pertinentes dans son prochain rapport.

CSER 8§2 TURQUIE

Le Comité conclut que la situation de la Turquie n'est pas conforme à l'article 8§2 de la Charte au motif que toutes les salariées n'ont pas droit à la réintégration en cas de licenciement illégal durant la grossesse ou le congé de maternité.

307. Le représentant de la Turquie a fourni par écrit les informations suivantes :

> Le Comité européen des Droits sociaux (CEDS) a trouvé contraire et jugée incompatible la situation du pays avec la Charte 8§2, sur les motifs que toutes les femmes employés injustement licenciés pendant la grossesse et le congé de maternité qui n'ont pas le droit à la réintégration.
> Il n'y a pas eu de changement dans notre législation nationale sur le sujet. Toutefois, les évaluations sont en cour pour déterminer si les dispositions concernées de la Charte sociale, qui est un traité international fondamental sur les droits et les libertés de l'Homme, sont directement applicables conformément à l'article 90 de notre Constitution.

Article 8§3 – Pauses d'allaitement

CSER 8§3 FRANCE

Le Comité conclut que la situation de la France n'est pas conforme à l'article 8§3 de la Charte aux motifs que :

- *la rémunération des pauses d'allaitement n'est pas garantie aux salariées couvertes par le code du travail ;*
- *les femmes employées dans la fonction publique ne bénéficient pas du droit à des pauses d'allaitement.*

<u>Premier et second motifs de non-conformité</u>

308. La représentante de la France a fourni par écrit les informations suivantes :

> **I. Réglementation relative aux pauses d'allaitement dans la fonction publique**
> La Charte sociale européenne, dans son article 8§3, met en avant un droit à des pauses d'allaitement pour les femmes en situation d'emploi professionnel, sans précision cependant sur leur durée, et indique par ailleurs que ces pauses doivent être rémunérées. Suite aux conclusions du Comité européen des droits sociaux sur le 10ème rapport d'application de la Charte sociale européenne révisée, nous précisons la réglementation applicable aux femmes travaillant dans la fonction publique en matière de pauses d'allaitement.

Les textes réglementaires interministériels sont les suivants :
- l'Instruction n°7 du 23 mars 1950 (application des dispositions des articles 86 et suivants du statut général relatives aux congés annuels et autorisations exceptionnelles d'absence) indique qu' « (...) il n'est pas possible, en l'absence de dispositions particulières, d'accorder d'autorisations spéciales aux mères allaitant leurs enfants, tant en raison de la durée de la période d'allaitement que de la fréquence des absences nécessaires. Toutefois, les administrations possédant une organisation matérielle appropriée à la garde des enfants devront accorder aux mères la possibilité d'allaiter leur enfant. A l'instar de la pratique suivie dans certaines entreprises, les intéressées bénéficieront d'autorisations d'absence, dans la limite d'une heure par jour à prendre en deux fois ».
- la circulaire FP/4nº 1864 du 9 août 1995 relative au congé de maternité ou d'adoption et autorisations d'absence liées à la naissance pour les fonctionnaires et agents de l'État, dans sa partie « AUTORISATIONS D'ABSENCES », précise que « restent applicables en ce domaine les dispositions de l'instruction nº 7 du 23 mars 1950 JO des 26 mars, 7 et 29 avril 1950 », dont les termes sont rappelés ci-dessous.
« Il n'est pas possible, en l'absence de dispositions particulières, d'accorder d'autorisations spéciales aux mères allaitant leurs enfants, tant en raison de la durée de la période d'allaitement que de la fréquence des absences nécessaires. Toutefois, les administrations possédant une organisation matérielle appropriée à la garde des enfants devront accorder aux mères la possibilité d'allaiter leur enfant. A l'instar de la pratique suivie dans certaines entreprises, les intéressées bénéficieront d'autorisations d'absence, dans la limite d'une heure par jour à prendre en deux fois.
Des facilités de service peuvent être accordées aux mères en raison de la proximité du lieu où se trouve l'enfant (crèche ou domicile voisin, etc.) ».
Ainsi, l'instruction de 1950 et la circulaire de 1995, en ouvrant une possibilité générale d'allaitement pour les mères fonctionnaires, pose un droit à l'allaitement.
Cette possibilité est obligatoire : le texte de l'instruction de 1950, rappelé par la circulaire de 1995, pose clairement que les administrations « devront accorder ».
Cette possibilité est aussi générale, tant du pont de vue du lieu de garde de l'enfant (il est seulement précisé que l'allaitement sera facilité si le lieu de garde se trouve à proximité du travail de la mère) que du point de vue de l'âge du nourrisson puisqu'aucun âge limite n'est précisé dans les textes, ou encore du point de vue du niveau de fonctions ou des taches professionnelles à effectuer par la mère : aucune exclusion n'est spécifiée.
Cette possibilité est en outre précise : si le lieu de garde de l'enfant est intégré dans la structure de travail ou à proximité, c'est une absence d'une heure à prendre en deux fois qui est accordée.
En ce qui concerne la rémunération du temps d'allaitement, le texte de l'instruction de 1950, rappelé par la circulaire de 1995, indique clairement que ce ne sont pas des autorisations d'absence qui sont ainsi accordées, mais des « facilités de service ». Elles sont donc rémunérées, leur survenance est neutre vis-à-vis du traitement de l'agent.
Au-delà, sur le plan pratique, j'attire l'attention de la Délégation sur le fait que le texte de 1950, et la circulaire de 1995, ne font pas état d'une avancée technologique qui permet à toute femme allaitante le souhaitant de maintenir une lactation soutenue malgré une présence continue sur son lieu de travail sans son enfant et de restituer à ce dernier, en début et/ ou en fin de journée le lait maternel : l'usage d'un tire-lait.
En conclusion, il n'est pas envisagé de préciser la réglementation existante, qui offre actuellement un droit à l'allaitement rémunéré pour les femmes qui le souhaitent.

II. Pauses d'allaitement dans le secteur privé

Le Comité a conclu que la situation de la France n'est pas conforme à l'article 8 §3 de la charte sociale européenne révisée au motif que la rémunération des pauses d'allaitement n'est pas garantie aux salariées couvertes par le code du travail.

1. Les dispositions du code du travail

Les dispositions du code du travail prévoient des dispositions particulières afin de favoriser la conciliation de l'allaitement et de la poursuite de l'activité professionnelle.

Ainsi, les dispositions de l'article L.1225-30 du code du travail prévoient que pendant l'année qui suit la naissance d'un enfant, la mère qui désire l'allaiter dispose d'une heure par jour pendant les heures de travail ; l'article R.1255-5 du code précité précise que cette heure est répartie en deux périodes de trente minutes, l'une pendant le travail du matin, l'autre pendant l'après-midi ; la période de la pause est déterminée par accord entre la salariée et l'employeur. A défaut d'accord, cette période est placée au milieu de chaque demi-journée de travail. En plus l'article L.1225-32 du code du travail dispose que, dans les entreprises de plus de cent salariés, l'employeur peut être mis en demeure d'installer des locaux dédiés à l'allaitement dans l'établissement ou à proximité.

Une entrave à l'heure d'allaitement de la part de l'employeur :- soit qu'il la refuserait,- soit qu'il la rendrait de fait impossible,- soit qu'il interdirait à un tiers d'amener l'enfant sur le lieu du travail,- soit qu'il ne prévoirait pas les chambres ou locaux d'allaitement réglementaires, constitue une contravention dite de cinquième classe, qui expose son auteur à une amende de 1500 euros, sanction portée à 3000 euros en cas de récidive dans un délai d'un an (art. R.1227-5 CT).

Ce temps associé à l'allaitement ne constitue pas au sens de l'article 3121-1 du code du travail du temps de travail effectif, ce dernier étant le temps pendant lequel le salarié est à la disposition de l'employeur et doit se conformer à ses directives sans pouvoir vaquer librement à ses occupations personnelles. A contrario, et conformément à l'article L. 3121-2 du code du travail, les temps consacrés aux pauses peuvent être considérés comme du temps de travail effectif lorsque les critères cumulatifs du temps de travail effectif sont précisément réunis : le salarié doit être à la disposition de l'employeur et se conformer à ses directives sans pouvoir vaquer librement à des occupations personnelles. Ces critères ne sont pas réunis lors de la pause d'allaitement, c'est pourquoi elle ne peut être rémunérée.

En vertu des dispositions de l'article L.3121-33 du code du travail : « Dès que le temps de travail quotidien atteint six heures, le salarié bénéficie d'un temps de pause d'une durée minimale de vingt minutes ». De la même façon que la pause d'allaitement, cette pause n'est pas rémunérée sauf en cas d'assimilation à du temps de travail effectif ou dispositions conventionnelles plus favorables.

Il convient de préciser que contrairement à d'autres Etats, la pause d'allaitement est un droit accordé aux femmes allaitantes qui ne peut être refusé par l'employeur et qu'elle est accordée indépendamment de la durée du travail (comme c'est le cas en Italie et en Belgique) ou de la prise d'autres congés (ex : congé parental d'éducation ou congé de maternité ; ainsi en Norvège, les pauses d'allaitement ne sont pas rémunérées). En outre, la période de pause est déterminée par accord entre la salariée et l'employeur de manière à concilier au mieux les intérêts de la salariée et ceux de l'entreprise.

La pause d'allaitement peut être rémunérée si les conventions collectives le prévoient.

Toutefois, il convient de préciser, que la rémunération des temps de pause en application de la convention collective est insuffisante pour valoir assimilation à du temps de travail effectif (Cass. Soc. 30 mars 1994, n° 91-44.877).

2. Les conventions collectives

De nombreuses conventions collectives viennent compléter le dispositif légal. Elles sont à la disposition des salariés dans toutes les entreprises ou disponibles dans les unités territoriales des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ainsi que sur le site légifrance. Toutes ces dispositions peuvent être améliorées par accord d'entreprise.

Certaines conventions collectives prévoient la rémunération de cette pause, en général sur la base du salaire habituel, comme dans les conventions suivantes :
- Industries du pétrole (brochure J.O. n' 3001), art. 514,f) ;
- Fabriques d'articles de papeterie (3019), art. 57 ;
- Caoutchouc (3046), art. 24, ne concerne que les femmes dont les enfants sont confiés à la pouponnière de l'entreprise ;
- Fabrication et commerce de la pharmacie (3063), art. 27 ;
- Blanchisserie, laverie (3074), art. 7.7 ;
- Fabrication mécanique du verre (3079), art. 43 ;
- Industries de l'habillement (3098), art. 34. S'il existe une chambre d'allaitement, la pause est payée à condition que la mère ne quitte pas l'entreprise ;
- Parfumerie-esthétique (3123), art. 10. Régime particulier : pause autorisée pendant un an (comme la loi), mais rémunération maintenue pendant les trois premiers mois seulement ;
- Production des papiers-cartons et celluloses - Ouv., employ., techn. et agents de mait. (3242), art. 25 ;
- Transformation des papiers-cartons (3250), art. 25 ;
- Distribution et commerce de gros des papiers-cartons (3158), art. 0 15 (ouvriers), M 21 (techniciens, agents de maîtrise) ;
- Porcelaine (3164), annexe Ouvriers art. 0 10 ;
- Vitrail (3172), art. 31 ;
- Répartition pharmaceutique (3262), art. 62 ;
- Fabrication du verre à la main, semi-automatique et mixte (3281) art 23 ;
- Conserveries : coopératives agricoles et SICA (3607), art. 52.

D'autres conventions prévoient le paiement de ces heures non plus au salaire réellement perçu, mais sur la base de la rémunération minimale garantie du poste occupé par l'intéressée :
- Industrie textile (3106), art. 68, Temps payé au vu d'un certificat médical renouvelable mensuellement. Les autres avenants catégoriels de tette convention ne prévoient rien sur la rémunération des temps d'allaitement ;
- Industries chimiques (3108), art. 14, Paiement du salaire de base + ancienneté, à l'exclusion de tous autres éléments de salaire ;
- Camping (3176), art. 32 ;,
- Rouissage-teillage du lin (3264), art. 48.

Une seule convention, à notre connaissance, prévoit un temps d'allaitement supérieur à la loi :
-la convention nationale du commerce de l'électronique (3076), art. 31, avec une absence autorisée d'une heure le matin et une heure l'après-midi jusqu'aux 6 mois de l'enfant (au-delà, application du droit commun). Mais cette pause pour l'allaitement n'est pas payée.

Certaines conventions collectives prévoient pour les mères allaitant la possibilité de bénéficier d'un congé d'allaitement non rémunéré. Des modalités particulières d'information et de délais peuvent être prévues par les textes conventionnels. Pour bénéficier de ces congés, il faut en général avoir au moins un an d'ancienneté.
Un congé d'un an maximum est par exemple prévu dans les conventions suivantes :
- Travail mécanique, négoce et importation des bois et scieries (3041), art. 14, « Après un minimum d'un an de présence dans l'entreprise, au moment de leur départ, des facilités pourront être accordées aux femmes allaitant leur enfant, soit sous forme de congé sans solde d'une durée de douze mois au maximum, soit sous forme d'aménagement de l'horaire personnel de l'intéressée » ;
- Industries de l'habillement (3098), art. 33,

- Activités de déchets (3156), Empl. AM, art. 40, Dans la limite du 1/5ème de l'effectif féminin employé dans l'entreprise.
- Cinéma : distribution de films (3174), art. 25(l). Deux ans d'ancienneté sont exigés.

Dans certaines conventions collectives, la durée maximale du congé est plus courte :
- Commerce de l'ameublement (3056), avenant ETAM + dessinateurs art. 10, 10,5 mois maximum, après le congé de maternité.
- Transports routiers (3085), annexe Ouviers art. 9, annexe Employés art. 18, annexe TAM art. 22, annexe Ingénieurs et cadres art. 22, Pas de condition d'ancienneté. Au plus tard jusqu'à sept mois après l'accouchement.
- Caves coopératives vinicoles (3604), art. 44. Pas de condition d'ancienneté. Droit ouvert pendant six mois à compter de la naissance.
- Coopératives agricoles de céréales, de meunerie, d'approvisionnement, d'alimentation du bétail et d'oléagineux (3616) art.37 Pas de condition d'ancienneté. Droit ouvert pendant six mois à compter de la naissance.

La convention collective des banques (3161) prévoit dans son art. 51 la possibilité de bénéficier, après le congé de maternité, d'un congé rémunéré de 45 jours à taux plein ou 90 jours à mi-salaire, au choix de l'intéressée. Cette possibilité est ouverte à toutes les mères allaitantes ou non par contre elle permet à la mère prenant un congé parental à l'issue de cette prolongation de voire son **APE complétée à la hauteur de son salaire pendant 45 jours si elle allaite.**
Selon l'article 53 de cette convention, « dans le cadre de ce congé parental, la salariée qui allaite et souhaite prolonger son allaitement au-delà du congé supplémentaire visé à l'article 51.1 bénéficie pendant 45 jours d'une indemnisation versée par l'employeur laquelle, cumulée le cas échéant avec le montant de l'allocation parentale d'éducation ne pourra en aucun cas être supérieure à 100 % du salaire mensuel net qu'elle aurait perçu au titre du salaire de base ».
En complément de ces réponses, il me semble utile de vous faire part de la position du bureau de l'égalité entre les femmes et les hommes dans la vie professionnelle.
Le principe même de la pause allaitement tombe en désuétude car il est considéré comme peu pratique à mettre en œuvre.
Des formules alternatives se sont développées pour permettre aux femmes qui le souhaitent de continuer à allaiter au-delà de leur congé maternité :
- Le congé parental a été consacré au niveau de l'Union européenne.
En France il peut être pris pour une durée de 6 mois renouvelable, il ne permet certes pas le maintien de la rémunération mais ouvre droit à une indemnisation, la relation de travail avec l'employeur est suspendue la salariée retrouvant son emploi à l'issue de ce congé.
- Du fait des nouvelles technologies de l'information et de la communication, le télétravail se développe et permet de concilier vie professionnelle et vie familiale et de continuer à travailler et d'allaiter le cas échéant pour les femmes qui le souhaitent.
Les dispositions de la Charte sociale européenne ouvrant droit à des pauses allaitement rémunérées ont été érigées par mesure de protection de la maternité mais peuvent en pratique constituer un frein à l'embauche des femmes, au développement de leur carrière et à leur progression salariale ; les problèmes d'organisation et le coût générés pouvant conduire à **privilégier** l'emploi d'un homme. Il y a des effets pervers à **inciter** les femmes à prendre ces pauses en prévoyant **le maintien de** leur rémunération.

CSER 8§3 ITALIE

Le Comité conclut que la situation de l'Italie n'est pas conforme à l'article 8§3 de la Charte au motif que les employées de maison et les travailleuses à domicile n'ont pas droit à des pauses rémunérées pour allaiter leur enfant.

309. La représentante de l'Italie, distinguant la situation des travailleuses à domicile et des employées de maison, explique que le travail à domicile est régi par la loi n° 877/1973 du 18 décembre 1973, modifiée par la loi n° 850/1980 et par le décret législatif n° 112/2008, la loi disposant à l'article 8 que la rétribution est calculée à la pièce, sans référence à une rémunération horaire ou mensuelle, et à l'article 11 que le travailleur à domicile ne peut pas travailler pour plusieurs employeurs lorsque la demande fournie par un seul employeur correspond à un nombre d'heures de travail égal à celui indiqué dans l'accord collectif du secteur. La représentante de l'Italie explique que, la rémunération étant calculée, non au temps de travail, mais à la pièce produite, rendant impossible le calcul de la partie du temps de travail destiné aux pauses, la législation relative aux pauses d'allaitement ne peut pas s'appliquer à cette catégorie de travailleuses. Elle ajoute qu'en revanche, la loi proscrit aux travailleuses de dépasser le nombre d'heures de travail prévues par la loi et les contrats, et qu'elle assujettit leur activité au contrôle de l'inspection du travail. Le défaut de référence expresse dans le décret législatif n° 151/2001 relatif à la maternité est lié aux caractéristiques spécifiques au type d'activité, et non à un défaut de protection des travailleuses à domicile.

La représentante de l'Italie déclare que la situation des employées de maison doit être distinguée, selon que l'employée travaille à temps plein auprès de la famille de l'employeur, ou qu'elle travaille à temps partiel pour plusieurs employeurs. Dans la première hypothèse, la cohabitation avec la famille de l'employeur implique que l'employée prenne ses pauses d'allaitement dans le cadre de l'organisation du temps de travail, et que ces pauses soient rémunérées. Dans la seconde hypothèse, il est difficile de déterminer lequel, parmi les différents employeurs, doit prendre à charge la rémunération des pauses d'allaitement. Lorsque l'employée travaille pour plusieurs employeurs, sans cohabitation, les pauses d'allaitement sont laissées à la libre convention des parties, compte tenu du rapport de confiance inhérent à ce type de travail.

La représentante de l'Italie, affirmant que cette hypothèse est un mode résiduel d'exercice des employées de maison, estime que la situation de l'Italie est conforme aux exigences posées par l'article 8§3 de la Charte.

310. En réponse à une question de la Présidente, la représentante de l'Italie indique que ses explications sont nouvelles dans la mesure où elles distinguent plus clairement la situation des travailleuses à domicile et celle des employées de maison.

311. En réponse à une question du représentant de la CES, la représentante de l'Italie rappelle que la rémunération à la pièce des travailleuses à domicile n'est pas déterminée par référence au temps, mais par référence au nombre d'unités produites. Pour éviter les abus, la loi renvoie à l'accord collectif en vigueur, qui fixe un nombre maximum d'unités produites par période de 8 heures. Un registre des travailleurs à domicile et des employeurs à domicile permet le contrôle par l'inspection du travail. Un accord collectif, similaire aux accords collectifs existants dans d'autres secteurs, est en vigueur pour les employées de maison.

312. La représentante de la Pologne indique qu'il lui semble possible d'assurer une protection des travailleuses à domicile par voie de législation.

313. Soulignant que cette législation fait défaut, la Présidente demande si les travailleuses à domicile sont rémunérées pendant les pauses d'allaitement, et quelle est la pratique. La représentante de l'Italie, après avoir réitéré que le critère du travail à la pièce est délicat à manier, indique que la législation sur la maternité, très développée, prévoit par ailleurs 5 mois de congé de maternité obligatoire. Elle confirme par ailleurs que la législation du travail de droit commun prévoit des pauses d'allaitement, soit 2 heures par jour, au choix de l'employeur.

314. En réponse à une question du représentant de la CES, la représentante de l'Italie précise que le congé de maternité de 23 semaines se répartit en principe en 2 mois avant et 3 mois après la naissance (1 mois avant et 4 mois après la naissance sur avis médical), et qu'il est applicable aux employées de maison. Elle confirme que le congé n'est pas pris en charge par la sécurité sociale et qu'il constitue une charge lourde pour les petits employeurs.

315. En réponse à une question du représentant de la Belgique, la représentante de l'Italie confirme que la loi pose le principe selon lequel tous les salariés ont un droit individuel garanti sans discrimination aux pauses d'allaitement, mais qu'elle prévoit deux exceptions au principe, liées aux difficultés de calcul de la rémunération due pendant ces pauses : le travail à domicile et l'emploi de maison.

316. Le représentant des Pays-Bas demande un vote pour éviter que la situation ne se prolonge exagérément, et souligne l'intérêt pour le Comité de régler les situations anciennes de non-conformité, et invite l'Italie à prendre immédiatement contact avec le CEDS.

317. Constatant qu'une Recommandation avait déjà été formulée en 1994, sans avoir été maintenue par la suite, la Présidente recommande au Comité de veiller à maintenir une cohérence par rapport aux sanctions qu'il prononce.

318. Conformément à ses Règles de Procédure, le Comité procède au vote sur une recommandation, rejetée (0 voix pour, 23 contre). Puis le Comité procède au vote sur un avertissement, adopté (23 voix pour, 6 contre).

CSER 8§3 SLOVÉNIE

Le Comité conclut que la situation de la Slovénie n'est pas conforme à l'article 8§3 de la Charte au motif que les pauses d'allaitement ne sont pas rémunérées.

319. La représentante de la Slovénie a fourni par écrit les informations suivantes :

> Considering the fact that the Parental Protection and Family Benefit Act (Official Gazette of the Republic of Slovenia, Nos. 110/06–Official Consolidated Text 2, 114/06–ZUTPG, hereinafter referred to as ZSDP) determines that in Slovenia parental leave is for twelve months (in cases of an extension for health reasons, for 15 months), the child is at least eleven months old by the end of parental leave and his or her nutrition cannot depend solely on breastfeeding. In addition, immediately after the end of the childcare leave of one of the parents, many children receive institutional care, where the actual exercise of the right would not be possible.
> The Family Affairs Directorate has obtained the opinion of Assist. Dr. Borut Bratanič, PhD, who states in his memo that professional paediatric societies around the world and the World Health Organization – with minor sector-specific adjustments – recommend "exclusive breastfeeding up to six months of age, followed by breastfeeding alongside an adequate supplementary diet until the age of two or even longer if desired (WHO, 2011)". He further states that after sixth months, it is recommended to gradually introduce a supplementary diet alongside breastfeeding for the benefits of the child, mother and society (among other things, breastfeeding is ecologically the most suitable manner of feeding). The health benefits of a suitable supplementary diet are important for the child as well (for the intake of iron and other microelements into the body of the child). Around the age of one year, the child usually consumes a bottle of milk or breastfeeds in the morning and evening, rarely during the day or at night. The child eats more often with the rest of the family, and gradually adopts the eating habits and tastes of the parents and siblings. The question of when is it appropriate to stop breastfeeding has various answers, depending on the opinions and recommendations of the experts considered. Breastfeeding advocates recommend breastfeeding according to the desire of the child and mother until the age of two or more. Psychologists favour the cessation

of breastfeeding when the child begins to show an interest in the surroundings and is capable of greater independence (e.g. 10-12 months).
This year, the Family Affairs Directorate will prepare an amendment to ZSDP (because of non-compliance with Council Directive 2010/18/EU of 8 March 2010 implementing the revised Framework Agreement on parental leave). This amendment will regulate the right to breaks for nursing mothers as well. However, it is our opinion that the right should be sensibly determined according to the age of the child. We will propose the right to two half-hour breaks until the child is six months old, and to one half-hour break until the child is nine months old.

Article 8§4 – Réglementation du travail de nuit

CSER 8§4 ARMÉNIE

Le Comité conclut que la situation de l'Arménie n'est pas conforme à l'article 8§4 de la Charte au motif qu'il n'est pas établi que la réglementation du travail de nuit offre une protection suffisante aux femmes enceintes, récemment accouchées et allaitantes.

320. La représentante de l'Arménie a fourni par écrit les informations suivantes :

According to the RA Law "On Amendments to the Labour Code" adopted in 2010, the Article 148 of the Code was amended according to which the pregnant women and women taking care of children up to 3 years of age can be involved in night works only in case they agree for that. Otherwise, the employer should shift their night work to day work.

CSER 8§4 BOSNIE-HERZÉGOVINE

Le Comité conclut que la situation en Bosnie-Herzégovine n'est pas conforme à l'article 8§4 de la Charte au motif que le travail de nuit des femmes enceintes, des femmes qui ont récemment accouché et des femmes qui allaitent leur enfant n'est pas suffisamment réglementé dans le District de Brčko.

321. Le représentant de la Bosnie-Herzégovine a fourni par écrit les informations suivantes :

BOSNIA AND HERZEGOVINA (BIH)
Protection of women employed in the public sector is the same as in the private sector when it comes to night work.
Article 45 of the Law on Civil Service of BiH (BiH Official Gazette 19/02, 35/03, 4/04, 17/04, 26/04, 37/04, 48/05, 2/06, 32/07, 43/09, 8/10) refers to the Labour Law in BiH Institutions and other laws respecting employment-related rights and duties.
Although there is no ban on night work for pregnant women and breastfeeding mothers, Article 35 of the Labour Law of Bosnia and Herzegovina institutions provides:
1. During pregnancy or breast-feeding of a child, a woman may be assigned to other jobs if this is in the interest of her health condition as established by the certified doctor.
2. If an employer is not able to ensure assignment of a woman in accordance with Paragraph 1 of this Article, the woman shall be entitled to paid absence from work.
3. The temporary assignment from Paragraph 1 of this Article may not result in reduction of the woman's salary.
4. The employer may transfer the woman from Paragraph 1 of this Article to another place of work only with her written consent.

FEDERATION OF BOSNIA AND HERZEGOVINA (FBiH)

Article 47 of the Law on Civil Service of FBIH (FBiH Official Gazette 29/03, 23/04, 39/04, 54/04, 67/05, 8/06) refers to the Labour Law and other laws and collective agreements governing employment-related rights and duties.

REPUBLIKA SRPSKA (RS)

Article 9 of the RS Law on Civil Servants (RS Official Gazette 118/08) determines that general rules of labour law shall be applied. In case of night work the provisions of Labour Law (RS Official Gazette 38/00) shall be therefore applied.

Article 52 of the RS Labour Law bans night work by pregnant women and mothers with a child up to one year of age.

For women employed in the public sector, applicable provisions of the Labour Law which prohibits night work for pregnant women and women who have a child under one year of age. Furthermore, some branch agreements increase this minimum of protection, so Article 12 of the specific collective agreement for employees in the internal affairs of the RS (RS Official Gazette 72/06) defines night work as work between 10 p.m. and 6 a.m. next day, while Article 13 bans night work by workers under 18 years of age, pregnant women and mothers with children under three years of age.

BRČKO DISTRIKT (BD)

Night work by pregnant women, women who have given birth and women breast-feeding their children is not regulated by the Labour Law of BD.

The Committee's Conclusions (2011) respecting night work of pregnant women, women having recently given birth and women who are breastfeeding in BD will be the subject of the next amendments to the Labour Law of BD.

With regard to the part of the Charter respecting night work, the Committee asks about the protection of women in the public sector. To ensure safety at work and special safety measures to workers/employees, provisions of the Labour Law and other laws governing this area are applied, if not otherwise provided by law.

Article 134 of the Law on Public Servants in the BD Administration (BD Official Gazette 28/06, 29/06, 19/07) determines that, in order to ensure safety at work and special safety measures to workers/employees (including night work), the Labour Law and other laws governing this area are applied.

Article 8§5 – Interdiction des travaux dangereux, insalubres ou pénibles

CSER 8§5 BOSNIE-HERZÉGOVINE

Le Comité conclut que la situation de la Bosnie-Herzégovine n'est pas conforme à l'article 8§5 de la Charte au motif que la réglementation concernant les travaux dangereux, insalubres et pénibles pour les femmes enceintes, celles qui ont récemment accouché et celles qui allaitent leur enfant est insuffisante.

322. Le représentant de la Bosnie-Herzégovine a fourni par écrit les informations suivantes :

BOSNIA AND HERZEGOVINA (BiH)

Although there are no adequate regulations on dangerous, unhealthy and arduous work in respect of pregnant women, women who have recently given birth and who are breastfeeding their child, Article 35 of the Law on Employment in BiH Institutions provides that:

1. During pregnancy or breast-feeding of a child, a woman may be assigned to other jobs if this is in the interest of her health condition as established by the certified doctor.
2. If an employer is not able to ensure assignment of a woman in accordance with Paragraph 1 of this Article, the woman shall be entitled to paid absence from work.

3. The temporary assignment from Paragraph 1 of this Article may not result in reduction of the woman's salary.
4. The employer may transfer the woman from Paragraph 1 of this Article to another place of work only with her written consent.

FEDERATION OF BOSNIA AND HERZEGOVINA (FBIH)

In order to enhance protection of motherhood and to further harmonize provisions of the Labour Law of the Federation with the European Social Charter, the proposed new legislative solutions determine that the employer shall (the valid law determines that the employer can) place a woman during pregnancy or breastfeeding in another job if it is in the interest of her health condition as determined by a certified physician. Other provisions respecting pay and the right to absence from work with compensation for salary in the event that the employer is unable to ensure placement in another job are unchanged.

In our opinion, bearing in mind that the Labour Law is a general law, this new solution and the proposed ban on night work for pregnant women starting from the sixth month of pregnancy and mothers with children under one year provide adequate protection for women's health.

However, a special law, i.e. the Law on Safety and Health at Work, which has also been prepared and whose passage is planned together with the Labour Law, will ensure a greater degree of protection against risks to health and safety of women at work, in the part that regulates special protection of certain categories of employees.

REPUBLIKA SRPSKA (RS)

The Conclusion of the Committee about Article 8§5 respecting prohibition of dangerous, unhealthy or arduous work does not apply to the RS where the matter is regulated in accordance with the article above, so, for an answer, we reiterate the following provisions:

„Article 76 of the RS Labour Law provides that a woman (whether she is pregnant or not) may not be employed on underground work in mines, unless the woman is employed in a position of management not requiring manual work or in health and welfare services.

Article 78, paragraph 1 of the RS Labour Law provides that, during pregnancy or breast-feeding of a child, a woman may be assigned to other jobs if this is in the interest of her or her child's health condition as established by the certified doctor.

Article 78, paragraph 2 of the RS Labour Law provides that, if an employer is not able to ensure assignment of a woman in accordance with Paragraph 1 of this Article, the woman shall be entitled to paid absence from work. The compensation for salary shall not be less than the salary the woman would have earned if she had been working.

Article 1, paragraph 3 of the Law on Safety at Work (RS Official Gazette 1/08) determines that special protection shall be provided for to safeguard psychophysical development of underage workers, to protect women against risks that could jeopardize their future motherhood, to protect workers with disabilities or occupational diseases from further damage and impairment of their ability to work and to preserve the working ability of elderly workers within the limits appropriate to their age.

Article 30, paragraph 3 of the Law on Safety at Work provides that an employer shall ensure that, in addition to training for safe and healthy work, a working pregnant woman, a worker under 18 years of age and workers with reduced working capacity be informed in writing of the results of risk assessment of workplace and measures to eliminate the risks with a view to improving safety and health at work. This provision enshrines special protection for workers under 18 years of age".

BRČKO DISTRIKT (BD)

Protecting employees, including minors and women, and protection of women on maternity leave is regulated in Chapter VI of the Labour BD (" Official Gazette" of the Brcko District of BiH 19/06, 19/07, 25/08).

Article 39 of the Law provides that employers shall be required

- to ensure that, so far as is reasonably practicable and in accordance with technical regulations, the workplaces, machinery, equipment and processes under their control are safe and without risk to health.
- to ensure that, so far as is reasonably practicable and in accordance with technical regulations, the chemical, physical and biological substances and agents under their control are without risk to health when the appropriate measures of protection are taken.
- to provide employees, where necessary, with adequate protective clothing and protective equipment to prevent, so far as is reasonably practicable, risk of accidents or of adverse effects on health.
- to provide, where necessary, for measures to deal with emergencies and accidents, including adequate first-aid arrangements.
- to allow an employee the opportunity to familiarize himself with the labour regulations and work protection regulations within thirty (30) days from the day of the employee's start of employment.

Article 42 of the Law provides that a woman may not be employed in underground work in any mine unless the woman is employed in a position of management that does not require manual work, in a health and welfare service position, or unless the woman must spend a period of training underground in a mine or must occasionally enter the underground part of a mine for the purpose of a non-manual occupation.

Article 43 of the Law provides that an employer may not refuse to employ a woman because of her pregnancy, and may not cancel her employment contract because of her pregnancy or maternity leave.

Article 43 of the Labour Law regulates recruitment and dismissal of pregnant women and women who gave birth and Article 42 regulates who can work in mines. More detailed provisions about employment of pregnant women and mothers, who work in mines and in harsh conditions, is not regulated by this Law. Article 44, paragraph 1 provides that during pregnancy or breast-feeding of a child, a woman must be assigned to other jobs if this is in the interest of her health condition as established by a certified medical physician.

Paragraph 2 of this article provides that, if an employer is not able to ensure assignment of a woman in accordance with Paragraph 1 of this Article, the woman shall be entitled to paid absence from work, in accordance with a collective agreement or a Book of Rules.

Paragraphs 3 and 4 determine that the temporary assignment from Paragraph 1 of this Article may not result in reduction of the woman's salary and that a woman who has been reassigned to another job in accordance with Paragraph 1 of this Article may be transferred to another position that accommodates her medical condition only with her written consent.

Article 25 of the Law on Safety at Work of BD (BD Official Gazette 31/05, 35/05) provides for an obligation of the employer to identify particularly heavy or unhealthy jobs, so-called jobs under specific conditions.

The jobs under specific working conditions are defined in accordance with the Law on Safety at Work of BD.

Article 33, paragraph 1 of the Law on Safety at Work of BD provides that night work by a worker under 18 years of age and a working pregnant woman or a woman with a child of up to two years of age and workers with disabilities shall not be ordered.

We emphasize that the protection of pregnant women and mothers is provided in the sense that they must be assigned to appropriate jobs for health reasons, if so established by a certified doctor. However, protection of pregnant women and mothers is regulated only by the articles above while dangerous, unhealthy and arduous work is specifically and precisely defined only in Article 42 and it is work of women in underground mines, while other jobs are not specified clearly and specifically as arduous, dangerous and unhealthy or not.

The Labour Law of BD does not specify other jobs that are dangerous, unhealthy and arduous for pregnant and breast-feeding mothers. The Committee underlines that dangerous activities

such as those involving exposure to lead, benzene, ionizing radiation, high temperatures, vibration or viral agents, must be prohibited or strictly regulated for the group of women concerned depending on the risks posed by work.
However, Labour Law of BD does not ensure the protection of women in such a way, nor does it define these jobs as jobs under dangerous, unhealthy and arduous working conditions for pregnant women, mothers and breast-feeding mothers, which may come into play in occupations such as in healthcare, in jobs associated with viral agents, such as for example, microbiological, radiology, radiation and X-ray laboratories etc., so these jobs are not specifically regulated and identified as jobs under dangerous, unhealthy and arduous working conditions for pregnant women, mothers and breast-feeding mothers. From all this we can conclude that the BD does not define precisely and clearly jobs that can be considered jobs under dangerous, unhealthy and arduous working conditions for pregnant women, mothers and breast-feeding mothers.

CSER 8§5 BULGARIE

Le Comité conclut que la situation de la Bulgarie n'est pas conforme à l'article 8§5 de la Charte au motif que les femmes ayant récemment accouché et qui n'allaitent pas ne bénéficient pas de la possibilité d'un aménagement de leurs conditions de travail ou d'une réaffectation temporaire à un poste approprié.

323. La représentante de la Bulgarie a fourni par écrit les informations suivantes :

Conformément aux Art. 45, alinéa 1 du Décret relatif aux horaires du travail, les vacances et les congés, dont nous avons fait référence dans nos rapports précédents, le congé pour grossesse et naissance est de 135 jours pour chaque enfant, dont 45 jours avant la naissance de l'enfant justifié par un acte respectif (feuille médicale) établi par les autorités sanitaires, ce qui signifie que pendant cette période la femme est considérée en incapacité de travailler. Il en découle que dans les trois mois après la naissance, la mère, qu'elle allaite ou non le nouveau-né, ne pourra pas exercer une activité quelles que soient les conditions de travail et, par conséquent, il n'y a pas besoin d'une amélioration de ces conditions de travail ou d'une réorientation de la jeune mère vers un poste de travail plus approprié.
Dans nos rapports précédents nous avons sollicité une interprétation supplémentaire par le Comité de la notion de la période de protection requise pour la catégorie de femmes exerçant une activité de travail dans des conditions dangereuses, nocives pour la santé ou pénibles à leur retour au travail après le congé de maternité, laquelle sollicitude n'est pas encore satisfaite.
Vu l'exposé ci-dessus et avant qu'une interprétation supplémentaire par le Comité européen des droits sociaux nous soit parvenue au sujet de la période de protection requise pour la catégorie de femmes exerçant une activité de travail dans des conditions dangereuses, nocives pour la santé ou pénibles après leur retour au travail, il est à considérer que la situation actuelle en Bulgarie est en conformité avec la Charte révisée.

CSER 8§5 TURQUIE

Le Comité conclut que la situation de la Turquie n'est pas conforme à l'article 8§5 de la Charte au motif que les femmes enceintes, celles qui viennent d'accoucher et celles qui allaitent ne se voient accorder qu'un congé sans solde, lorsque, la poursuite de leur activité habituelle s'avérant dangereuse dans leur état, elles ne peuvent être transférées sur un autre poste.

324. Le représentant de la Turquie a fourni par écrit les informations suivantes :

Le Comité européen des Droits sociaux (CEDS) a trouvé contraire et jugée incompatible la situation du pays avec la Charte 8§5 sur les motifs que toutes les femmes enceintes, qui ont donné naissance ou allaitantes qui travaillent et qui présente un risque pour leur santé, qui ne peuvent changer de travail, ont seulement le droit d'utiliser des congés payés.
Il n'y a pas eu de changement dans notre législation nationale sur le sujet. Toutefois, une évaluation et un examen sont en cours pour déterminer si les dispositions concernées de la Charte sociale, qui est un traité international fondamental sur les droits et les libertés de l'Homme sont directement applicables conformément à l'article 90 de notre Constitution.

Article 16 – Droit de la famille à une protection sociale, juridique et économique

CSER 16 BOSNIE-HERZÉGOVINE

Le Comité conclut que la situation de la Bosnie-Herzégovine n'est pas conforme à l'article 16 de la Charte au motif qu'il n'est pas établi que les conditions de vie dans les logements des familles Roms et autres familes vulnérables sont adéquates.

325. Le représentant de la Bosnie-Herzégovine a fourni par écrit les informations suivantes :

BOSNIA AND HERZEGOVINA (BiH)
Roma housing
Bearing in mind that BiH is a country in transition and faces even a large number of unsolved housing problems of internally displaced people accommodated in collective centres, Bosnia and Herzegovina has made considerable progress in solving the housing problems of Roma, and thus improving the overall socio-economic situation of the Roma population.
The Law on the Protection of National Minorities ("BiH Official Gazette" 12/03, 76/05) guarantees rights of national minorities, in accordance with the highest international standards of human rights and fundamental freedoms.
Entity laws, i.e. the Law on the Protection of Members of National Minorities (BiH Official Gazette 56/08) and the Law on Protection of Rights of Members of National Minorities (Republika Srpska Official Gazette 2/05), have aligned and confirm obligations in the protection of national minorities.
Bosnia and Herzegovina ratified the Council of Europe Framework Convention for the Protection of National Minorities on 24 February 2000 and the European Charter for Regional or Minority Languages on 25 August 2010, which are an integral part of the legal system in BiH.
In order to enforce the legislation and improve living conditions of Roma people, BiH adopted the following documents:
- BiH Strategy for Resolving the Problems of Roma (Roma Strategy, 2005);
- Roma Action Plan of Bosnia and Herzegovina in Housing, Employment, Health Care (2008);
- Declaration on Joining the Decade of Roma Inclusion 2005-2015, signed in September 2008.
The adopted documents were the basis for resolution of housing problems of Roma people in a quicker fashion.
After joining the Decade of Roma Inclusion in September 2008, the biggest progress was made in planning the budget for the Roma on a yearly basis and in establishing a methodology and a system to solve primarily housing problems of Roma.
Based on the established system, the best results were achieved in the last three years.
In these documents, which are enforced throughout the country, the authorities have committed themselves to improve overall socio-economic situation of the Roma national minority, including housing of Roma.
Taking into account that about 50 % of Roma families in BiH have difficulties in providing housing and in order to provide adequate exercise of the right to housing to one of the most

numerous national minorities in BiH, i.e. Roma, a great progress has been made and following activities were undertaken especially in 2009:
BiH has included more than 100 experts and representatives of Roma in the preparation of Action Plan and 2009 was the first year of implementation of this plan.
In the first year of implementation of Action Plan, the Council of Ministers earmarked in the budget BAM 3 million for the Roma, of which BAM 2,175,800.00, including funds provided by the Federation, were spent for housing.
The Project Selection Committee in the field of Roma housing in BiH determined the basis of selection and evaluated project proposals received. A total of 34 project proposals were submitted in 2009 and the Project Selection Committee decided to fund 9 housing projects from 11 municipalities.
Funds for housing construction and reconstruction of facilities and infrastructure amounted in this way to about BAM 4 million in 2009. The implementation of projects is underway.
All these positive developments in addressing Roma housing generally occurred in the last two years and 2009 was a key year in the construction and reconstruction of housing for Roma.
Construction and reconstruction of Roma housing involved international organizations present in BiH (Swedish organization - SIDA, Hilsfwerk, Swiss CARITAS and others). In 2009, SIDA Sweden built 33 Roma houses in Sarajevo, in cooperation with local authorities.
The Ministry of Human Rights and Refugees has no data on the number of constructed housing units, because there was no system of data collection in a single database. Therefore, the MHRR introduced a single national database to collect data as of 2009 and all constructed and reconstructed Roma housing units will be entered into the database. In this way, reliable statistics will be obtained and double dipping into donations will be avoided.

Although 2009 was the first year when the Action Plan for Housing was implemented, a great progress was made in developing the methodology for spending the funds by taking the following actions:
- a decision on appropriation of budgetary funds for Roma employment, housing, health care;
- the implementation of registration programme and development of a database on Roma in Bosnia and Herzegovina was prepared and adopted at the 55th meeting of the Council of Ministers of Bosnia and Herzegovina in 2009;
- the Minister for Human Rights and Refugees issued a decision on the criteria for the use of funds intended for Roma housing.

The decision determined that budgetary funds to be earmarked for Roma housing would amount to BAM 1,863,000.00:

- Roma housing in the Federation of Bosnia and Herzegovina	BAM 1,167,000.00
- Roma housing in the Republika Srpska	BAM 583,000.00
- Roma housing in the Brcko District of Bosnia and Herzegovina	BAM 113,000.00

The total amount of funds available for projects co-funding Roma housing was provided from:

- the budget of the Ministry of Human Rights and Refugees	BAM 1,863,000.00
- Pooled Funds of the FBiH	BAM 312,800.00
- Swedish SIDA	BAM 1,885,714.00
- pooled funds of Hilsfwerk Austria and Caritas implementing organizations and municipalities that implemented selected and qualified projects	BAM 1.822.200,00
Total	BAM 5,882,914.50

The funds were to be used exclusively for the following purposes:
- for the construction of apartments and houses;

- to improve housing conditions;
- rehabilitation and urbanization of Roma settlements.

The established database and projects for Roma housing in 2009 provided the following information:

- Projects were completed in the following 17 municipalities: Kiseljak, Zenica, Jajce, Ključ, Maglaj, Sanski Most, Kladanj, Bijeljina, Teslić, Kozarska Dubica, Brčko, Sarajevo Canton, Banja Luka, Zenica, Vitez , Bihać and Travnik;
- 86 new residential units were constructed;
- 125 residential units were reconstructed/repaired.

TOTAL number of reconstructed/repaired residential units was 211.
TOTAL number of families-beneficiaries of infrastructure projects was 182.

Based on this intended distribution of funds, the Ministry of Human Rights and Refugees of Bosnia and Herzegovina announced a public call for project proposals for Roma housing on 23 June 2009. The proposals were to be submitted within a month and the deadline was 23 July 2009.
Eligible candidates were municipalities, cities, cantons, entities, domestic and foreign governmental and nongovernmental organizations and institutions and donors, in cooperation with the municipality on whose territory the project was implemented.
It is important to note that the Ministry of Human Rights and Refugees of BiH, together with the Roma and Centres for Social Work, implemented the Roma Needs Registration Program in Bosnia and Herzegovina in 2009. The data aggregated after the process of recoding showed that in Bosnia and Herzegovina 16,771 Roma or 4,308 households were recorded at the time. The data shows that in BiH there are about 25,000-30,000 of Roma and that there are 19,500 Roma in 4,500 households that will require a form of assistance under the Strategy and Action Plan. According to the last, 1991 census, the only 8,864 Roma lived in BiH. The next census in BiH is expected in 2013. OSCE argues that the number of Roma in Bosnia and Herzegovina is between 30,000 and 60,000, while Roma NGOs argue that there are between 75,000 and 100,000 Roma in Bosnia and Herzegovina.
With a support by CARE International and EC funds, the Ministry of Human Rights and Refugees hired a Roma coordinator at the BiH level and 4 Roma coordinators at the regional level, in order to speed up implementation of the Action Plan for Addressing Roma Problems, who give significant support to the implementation of housing projects in Roma communities and achieve cooperation with the Roma communities.
We are aware that there are still Roma families who are waiting for housing, although positive steps have been visible and identifiable for the last three years.
We particularly point out that in 2010 the Decade Watch Team made a research and evaluated the findings of the 12 member countries of the Decade of Roma Inclusion 2005-2015 (Albania, Bulgaria, Bosnia and Herzegovina, the Czech Republic, Hungary, Macedonia, Montenegro, Romania, Serbia, Slovakia, Spain and Croatia) and found that Bosnia and Herzegovina was on the first place in providing housing to Roma in 2009.

Preschool establishments

BOSNIA AND HERZEGOVINA (BiH)

TABULAR OVERVIEW OF
BiH PRE-SCHOOL EDUCATION

School year	Number of pre-school	Number of children	Employees	Number of children per

	institutions			Total		Educators		**educator**
		All	Girls	All	Female	All	Female	
2008/2009								
RS	69	6,342	2,982	918	828	402	394	16
FBiH	125	9,608	4,621	1,311	1206	690	666	14
DB	2	310	160	43	39	25	25	12
BiH	**196**	**16,260**	**7,763**	**2,272**	**2,073**	**1,117**	**1,085**	**15**
2009/2010								
RS	78	6,583	3,079	981	902	449	442	15
FBiH	129	9,839	4,822	1,395	1,293	720	703	14
DB	2	367	182	48	45	27	27	14
BiH	**209**	**16,789**	**8,083**	**2,424**	**2,240**	**1,196**	**1,172**	**14**

Source: BiH Statistics Agency

Preschool institutions provide day-care of children and achieve upbringing, educational, preventive health care and social functions, implementing full day, half day, minimum, shortened, casual, five-days' and other forms of programmes of work with children until they start school.

The Framework Law on Pre-School Upbringing and Education of Bosnia and Herzegovina (Official Gazette 88/07) governs the matter of pre-school upbringing and education.

Article 12 of the Law provides that children with special needs shall be included in preschool institutions in accordance with programs adjusted to their individual needs. Individual programs adjusted to their abilities and capabilities shall be developed for each child individually.

Article 16 provides that in year prior to primary school, preschool care and education shall be obligatory for all children at preschool age and that conditions and ways of funding, curricula and duration of preschool care and education shall be regulated by relevant law passed by Competent Educational Bodies.

Article 25 determines that preschool upbringing and education in public and private preschool institutions shall be implemented on the basis of pedagogical standards and norms which shall be determined by competent educational bodies and that the standards and norms in preschool upbringing and education shall ensure consistent and effective implementation of common core curricula in all preschool institutions in Bosnia and Herzegovina.

Article 29 defines the profile for the job of educator that is defined by common core curriculum for preschool care and education, level of education while other requirements which should be met by any person to work as an educator shall be more thoroughly defined by standards and norms of preschool care and education.

Different programs of preschool care and education in public and private sector shall be implemented by educators, specialized experts (pedagogues, specialized pedagogues, speech therapists, psychologists, doctors, social workers) with university degree.

Children' s health care and health improvement at the age between six months and pre-school age shall be performed by medical staff with university degree, two-year college degree or secondary medical school.

Article 44 provides for obligations of social welfare authority, pursuant to relevant laws of Republika Srpska, cantons in the Federation of Bosnia and Herzegovina and Brčko District, and co-financing of costs of: children without parental care, children with special needs, children of disabled persons, children civilian victims of war, children of unemployed parents,

children of single parents, children of beneficiaries of social welfare and children of full-time students.
Article 54 provides that educators working with children in the upbringing and education process shall have university degree in the field of preschool education and that educators with over 20 years work experience and two-year college degree or secondary school degree may continue with their service in care and education process until their retirement.
According to the statistics of the BiH Statistics Agency, in 2011/2012 school year, there were 223 pre-school establishments (173 public and 50 privately owned) with 17,293 children in Bosnia and Herzegovina. There were 2,513 employees altogether (2,200 in public and 313 in privately owned establishments) in pre-school education in this school year. Of the total number of children, 463 children were with special needs. Owing to capacity restrictions 1,753 children (1,685 in public and 68 in privately owned establishments) were not admitted this year. Compared to the previous school year, the number of preschool establishments is higher by 1.8 %, the number of children in preschool establishments increased by 1, 5 % and the number of employees increased by 1.2 %.

FEDERATION OF BOSNIA AND HERZEGOVINA (FBiH)

The Federation Law on Preschool Upbringing and Education has been brought in line with the above-mentioned BiH Framework Law in all cantons except Western Herzegovina Canton, Herzegovina-Neretva Canton and Middle Bosnia Canton.
The percentage of children included in preschool establishments in FBiH ranges from 6 to 13 %.
There are 139 (106 public and 33 private) preschool establishments in the Federation.
157 children have not been admitted due to capacity restrictions.
As regards requiring parents to pay part of costs of preschool education, except for the mandatory pre-school classes, some parents may be required to do so by the competent educational authorities depending on their social status and this practice is different from canton to canton.
All cantons in FBiH have child care facilities.
The Law on Fundamentals of Social Welfare, Protection of Civilian War Victims and Families with Children does not establish the conditions of child care in preschool education establishments, as stated in the Conclusions, but the Law provides for an entitlement to have part of expenses for children in preschool establishments exempt or subsidized, families with children being eligible in certain cases. Cantonal regulations govern in more details conditions, method, procedure and funding of this entitlement exercising. However, as is the case with the exercise of other entitlements of families with children, owing to a lack of funds in the budgets of cantons, there are problems in exercising this entitlement, too.

REPUBLIKA SRPSKA (RS)

Preschool education is an area that includes upbringing and education, care and protection of children aged six months until enrolment in primary school and it is performed in public and private establishments.
Educational groups may be: a nursery catering for babies and toddlers aged six months to three years, kindergarten catering for children from three years until enrolment in school and mixed groups catering for children of different ages.
Pursuant to the RS Law on Preschool Upbringing and Education, preschool establishments implement, besides others, the programme for children immediately before starting school, if the children have not been included in some or other form of preschool upbringing and education.
Article 38 of the RS Law on Social Welfare provides for facilities for children which can be public, private or with mixed ownership. The Ministry of Health and Social Welfare determines

the criteria for registration, fees paid by users of services and curriculum. There are five establishments for children in this Entity.
In RS, preschool upbringing and education of children of six months until starting school are governed by the Law on Preschool Upbringing and Education (RS Official Gazette 119/08, 1/12). Preschool upbringing and education is an inherent part of the RS unified education system, which is the basis for lifelong learning and whole child development. Preschool upbringing and education are conducted in kindergartens, social welfare institutions in which children of preschool age are permanently placed and other institutions that implement programs for preschool education. The preschool upbringing and education system provides equal conditions and opportunities in the exercise of children's right to upbringing and education for the benefit of their physical and mental health and safety, regardless of gender, ability, socio-economic status and lifestyle of the family, cultural, ethnic, national and religious heritage, as well as the implementation of other programs, depending on the needs and interests of children of preschool age. Each preschool child is provided with equal access to upbringing and education.
Upbringing and educational are carried out in the languages of the constituent peoples living in the RS and official alphabets are Latin and Cyrillic. Children belonging to national minorities are raised and educated in the native language or bilingually. A preschool education program can be implemented in a foreign language in whole or in part.
Children with mental and physical disabilities are raised and educated by tailor-made or special programs, depending on the needs and abilities of children. In 2010/2011, 64 children with special needs were enrolled in preschool institutions.
A preschool establishment can be organized as a public or private facility. Public and private facilities are established under equal conditions.

For the purpose of upbringing and education, care, child protection, encouragement and interests and development of children's abilities and quality leisure activities, the following can be established:
a) "Children's Clubs'' with a variety of program contents: sports, music, art, drama, folklore, language and communication, information technology, recreation etc.;
b) "Children's Groups'' – playrooms and playgrounds that are established in urban and rural areas for socializing and playing games by children younger than five years; and
c) "Nature Nurseries" for rest and recreation of preschool children.
For the purposes of playing games and socializing of children, centres for peer play and socializing can be opened outdoors and indoors, such as in shopping centres, parks and other public areas.
In 2011/2012 school year the RS had 82 preschool establishments (of which 66 are public).

Preschool establishments operate in different periods (depending on the needs of children, parents and the local community and founder, as well as the substance of preschool program):
a) full day kindergarten - up to 12 hours a day;
b) half-day kindergarten - up to six hours a day; and
c) multi-day kindergarten - more than 24 hours.

The preschool establishments use the following programs:
a) comprehensive velopment programs;
b) specialized development programs;
c) intervention, compensation and rehabilitation programs;
d) programs to strengthen the parenting knowledge, protection and upbringing of children; and
e) programs for children before starting school unless they are covered by some form of preschool education.

A comprehensive development program is an open program of preschool upbringing and education, adaptable to different conditions and duration in all preschool establishments in the RS.
A preschool establishment can implement specialized development programs for gifted children, meeting interests, needs and abilities of children.
A compensation program can be implemented exclusively in less stimulating - underdeveloped communities. Activities and measures are determined on the basis of real needs of children and their families in their natural environment, covering a variety of activities from prevention to suppression factors that lead to deprivation.
A rehabilitation program can be implemented in specialized institutions that implement programs of preschool upbringing and education to support optimal functioning of children with disabilities in daily activities.
The preschool establishments work with children in educational groups. The educational groups are established according to the age of children, the type and duration of the program, abilities, needs and interests of children and parents. They can be nurseries for children of six months to three years and kindergarten groups for children of three years until starting school. The educational groups may be formed of children of the same or different ages, so-called mixed groups. The mixed educational groups are formed only in cases where the same age groups cannot be formed.
In the 2009/2010 academic year, 1,536 were not admitted in preschool establishments due to capacity constraints. In the 2010/2011 academic year, 1,261 were not admitted in preschool establishments due to capacity constraints. In 2011/2012 school year, 1,596 were not admitted in preschool establishments due to capacity constraints.
The activity of preschool upbringing and education includes upbringing and education, care, social welfare, preventive health care, which are all carried out by educational professionals: teachers, professional associates and inclusion assistants. Other jobs in the activity of preschool establishments are performed by assistants.
Upbringing and education in the nursery or kindergarten groups are performed by teachers and special education teacher for children with disabilities included in regular groups and children placed in groups under development program.
Professional associates include the following professionals: educator, psychologist, special education teacher, social worker, dietician and physician, specialist in paediatrics.
An educational group attended by a child with special needs has an inclusion assistant.
For training and professional development, teachers, professional associates and preschool establishment directors are covered by mandatory training programs, professional development programs and testing.

BRČKO DISTRIKT (BD)

All children were admitted to kindergarten till 2011/12 academic year, because there were enough space and staff capacities. In 2011/12 academic year, 83 requests were refused due to a lack of personnel. A competition is underway for the 2012/13 academic year and a larger number of children are expected to be admitted because conditions for it have been created (full-time employees and trainees).
Measures taken to monitor the quality of services are:

- Actively working with the Parents' Council giving their suggestions as users for improving services;
- Regularly analysing of services by the Management Board of the establishment;
- Professional pedagogical supervision by the Pedagogical Institute;
- Training of staff.

Legal protection of families

Family benefits

The Committee considers that, in order to comply with Article 16, child allowances must constitute an adequate income supplement, which is the case when they represent a significant percentage of median equalized income. The report does not indicate the level of family benefits in Bosnia and Herzegovina. The Committee therefore asks for the next report to contain sufficient information to assess the adequacy of those benefits**.**

FEDERATION OF BOSNIA AND HERZEGOVINA (FBIH)

Child allowance is one of basic rights of families with children prescribed by the Law on the Fundamentals of Social Welfare, Protection of Civilian War Victims and Families with Children (FBiH Official Gazette 36/99, 54/04, 39/06, 14/09).

Cantonal regulations govern in more details conditions, method, procedure, authorities and funding of this entitlement exercise (Article 90, paragraph 2 of the Law).

Right to child allowance belongs to family whose aggregate monthly income earned through all means, except the income realized from social welfare scheme and protection of families with children, per member of the household do not exceed the amount determined by the cantonal legislation as the lowest income sufficient for sustenance (Article 91 of the Law).

Given child allowance is funded from the Canton's budget, there is the same problem in practice as with the exercise of other rights of families with children, conditioned by financial abilities of each individual canton. In 2009 and 2010 the right to child allowance was exercised in five cantons (Tuzla, Zenica-Doboj, Bosnia-Podrinje, Middle Bosnia and Sarajevo Canton). Amounts of the child allowance varied and ranged from BAM 9.75 to BAM 50.00.

Overview – Payments of children allowances by cantons in the FBiH and the monthly amount per child in BAM for the period 2009-2010

Canton	Year	
	2009	2010
Una-Sana	-	-
Posavina	-	-
Tuzla	30.00/38.00 and 50.00	20.00/40.00 and 50.00
Zenica-Doboj	11.10 and 16.60	9.75 and 14.65
Bosnia-Drina	29.00 and 43.50	29.00 and 43.50
Middle Bosnia	28.00	29.00
Herzegovina-Neretva	-	-
Western Herzegovina	-	-
Sarajevo	33.00 and 49.50	33.00 and 49.50
Canton 10	-	-

Note: (-) child allowances were not paid
Source: Federation Ministry of Labour and Social Policy

REPUBLIKA SRPSKA (RS)

In accordance with the Child Protection Law, any citizen of Republika Srpska, primarily unemployed soldiers, veterans of the first to the third group of disability, family allowance beneficiaries, i.e. citizens who reside in the territory of Republika Srpska, are entitled to child allowance.

The right to child allowance is exercised for the second, third and fourth child in the family depending on the financial position of the family, birth order distribution and age of children, based on the submitted application, but no later than 15 years of age if they are full-time

students. Regardless of the means testing, this right can be exercised by children of fallen soldiers, children of civilian war victims and war veterans of the first and second category, children civilian victims of war, children without parental care, children whom the competent body declared classified in a group due to retardation in development, if he/she is not placed in a social care institution, a child whose family is entitled to financial assistance under the Law on Social Welfare and children suffering from celiac disease and chronic diseases, which in the opinion of the competent Commission cause or have resulted in physical disability. The right to child allowance for the vulnerable categories will be exercised for all new-born children regardless of birth order, until they attain 19 years of age or until they are included in an upbringing and education program and regardless of the limits prescribed for exercising the right.

According to valid legislation, child allowance as a form of financial assistance has primarily social welfare and protective nature when it is given to vulnerable groups of children, regardless of birth order, and the second and fourth child (and the first child in exceptional circumstances), because the right is acquired on the basis of specific social welfare criteria and requirements, and when it is given to the third child in the family it is aimed at boosting birth rate since the amount is higher for the third child by birth order (but he/she previously had to qualify under the financial criteria).

Overview – Nominal amount and threshold for exercising the right to CA for the period 2010-2011

Year	nominal amount per child in BAM				threshold for exercising the right					
	Second child	Third child	Fourth child	Vulnerable categories of children	total monthly income per family member does not exceed				total cadastral income per family member is up to	catalogue estimated value of movable property does not exceed
					Second child	Third child	Fourth child	Vulnerable categories of children		
2010	45.00	100.00	45.00	100.00	95.00	100.00	100.00	-	10 % (3 %)	6,000.00
2011	35.00	70.00	35.00	90.00	75.00	80.00	80.00	-	10 % (3 %)	5,000.00

(-) the right is exercised independently of the financial condition of family
Source: Public Fund for Child Protection of RS

BRČKO DISTRIKT (BD)

In BD, family benefits are given to parents no matter where their children, minors under 18 and adult children under 26, study.

Vulnerable families

FEDERATION OF BOSNIA AND HERZEGOVINA (FBIH)

For the purpose of the Law on Social Welfare, Protection of Civilian War Victims and Families with Children (FBiH Official Gazette 36/99, 54/04, 39/06, 14/09) (Article 19, paragraph 1 of the Law), social welfare entitlements are as follows:

1) financial and other material assistance;
2) training or work and living;
3) placement to another family/household;
4) placement to a social care institution;
5) social and other professional services;
6) home care and assistance in the house.

Cantonal legislation determines the exact value of financial and other kinds of assistance under paragraph 1 of this Article, conditions and procedure of acquiring these entitlements and their exercise, unless otherwise stipulated by this Law (Article 19, paragraph 2 of the Law).
Cantonal legislation may determine other social welfare entitlements in accordance with the program of development of social welfare scheme and its capabilities (Article 19. paragraph 3 of the Law).
Persons and families in need, which fulfil requirements for acquiring and exercising social welfare entitlements set forth in Article 19 of this Law, are entitled to certain forms of health care and meeting housing and other needs in accordance with the law (Article 20 of the Law).
When it comes to social welfare entitlements set forth in cantonal laws in FBiH, it should be noted that the cantons largely provide for the same entitlements as the Federation law do and that a majority of cantons further provide for subsidizing of rents, heating, electricity, funeral costs and the like to the most vulnerable groups.
Roma families in the Federation are entitled to social assistance as all other families in need in Bosnia and Herzegovina are, as applications for the exercise of entitlements do not state or require any national or other affiliation.
Article 48, paragraph 1 of the Law on Social Welfare, Protection of Civilian War Victims and Families with Children provides that the social welfare institutions provide services which wholly or partly meet social security and other needs of beneficiaries. The institutions meant in this particular case are Centres of Social Welfare/Work.
While performing activities the institutions cannot establish any restrictions regarding the territorial, ethnic, religious, political or any other affiliation of beneficiaries, including the race, colour, gender, language, social status etc.

BRČKO DISTRIKT (BD)
Pursuant to Article 4 of the Law on Social Welfare of BiH BD, social care shall be granted to residents of the District who are incapable to work; who have neither means for maintenance nor relatives who are responsible by law and able to provide them with maintenance; and to inhabitants and families who are not able to earn means for maintenance through work, income from their property or in any other way, and to meet their basic needs.
Roma families are citizens of the BD and subject to all criteria and standards equally with other citizens of BD.
Special benefits organized by the BD Government:
A soup kitchen, one-time financial assistance for pensioners and subsidies for utilities.

Soup kitchen
A BD-funded and run soup kitchen was set up in 2008.
The following persons are eligible for meals in the soup kitchen: beneficiaries of the permanent basic financial support, beneficiaries of allowances for care and assistance by third party, families with children with special needs or particularly difficult cases of individuals and families in need, bearing in mind their health condition.
The number of meals is conditional on the funds allocated for this purpose. The meals are delivered at the address of bedridden and semi-mobile persons and mobile beneficiaries have in or take away the meals from the kitchen.
In 2010, due to the rules of the Public Procurement Law (tender procedures) cooked meals were not delivered to beneficiaries.
Cash was paid to the beneficiaries in monthly instalments instead.

Soup kitchen	December 2008	2009	2010	2011
Beneficiaries	162	158	114	169

Source: Sub-Department for Social Welfare of BD

Subsidies for electricity consumed

The Decision on Approval of the 2011 Program for Spending Funds for Subsidizing Electricity Bills to Persons In Need Who Reside in BD approved a program of spending of these funds. The decision is made on an annual basis.

The following persons residing in the BD were eligible for subsidizing electricity bills in 2011:

a. pensioners with a pension not exceeding BAM 310.74, who have been registered with the Sub-Department for Social Welfare in 2011 and who were entitled to one-time financial assistance for pensioners in 2011;

b. unemployed persons registered at the Employment Office of Brcko District, as follows: women who turned 55 years of age and men who turned 60 years of age on 30 April 2011 and older;

c. beneficiaries of permanent basic financial assistance who were granted the entitlement in August 2011 and children without parental care, registered in the Sub-Department for Social Welfare;

d. children with mental and physical disabilities, registered in the Sub-Department for Social Welfare;

e. war veterans registered in the Office of Veterans whose disability benefit does not exceed the amount of BAM 310.74.

Proceedings for determining the entitlement to have electricity bills subsidized are carried out by the Department of Health and Other Services to BD, Sub-Department for Social Welfare. A final list of beneficiaries of subsidies is submitted to the local Public Utility Company that reduces the beneficiaries' electricity bills by the amount of subsidy established in the program.

The amount of subsidy is conditional on the number of payments on the lowest scale.

Subsidies for utilities	2008	2009	2010	2011
Beneficiaries	8314	8620	9101	9692

Source: Sub-Department for Social Welfare of BD

One-time financial assistance for pensioners

Since 2005 funds have been appropriated for the purpose of financial assistance to pensioners in the current year.

The Program of Spending Funds for One-Time Financial Assistance for Pensioners Who Reside in BD is made annually.

The criteria for allocation of funds in 2011 were:

- that a pensioner has a residence in BD by 1 October 2009;
- that a pensioner is a beneficiary of one of the following pension schemes: FBiH, RS, neighbouring countries, countries in Europe;
- that he/she was registered as a pensioner of the RS Pension Fund and / or Federation Pension Fund in 2010 and his/her data and the amount of pension were checked in the April lists provided by branch offices of RS and Federation Pension Funds;
- that he/she was registered as a pensioner of funds of neighbouring countries and the countries of Europe in 2010 and provided pension checks for the period April - August 2011 and / or a statement from the bank in the territory of the Brcko District of BiH on the amount of retirement or the average amount of pensions;
- that he/she was registered as a pensioner in the period 16 April to 2 September 2011 in the relevant Sub-Department, providing a copy of ID card, pension check and bank account.

Based on a final list of beneficiaries – pensioners the relevant Sub-Department pays funds to pensioners.
Payments are classified by the amount of pensions in the three scales, pensions to the amount of BAM 310.74 – the amount of BAM 135.00 is paid; pensions of BAM 310.74 to BAM 414.30 – the amount of BAM 80.00 is paid; pensions of BAM 414.30 to BAM 813.55 – the amount of BAM 30.00 is paid.

One-time financial assistance for pensioners	2008	2009	2010	2011
Beneficiaries	8314	8731	9079	8921

Source: Sub-Department for Social Welfare of BD

Equal treatment of foreign nationals and stateless persons with regard to family benefits

BOSNIA AND HERZEGOVINA (BiH)
Article 51, paragraph 5) of the Law on Movement and Stay of Aliens and Asylum provides that: "Permanent residence is the right of stay of aliens in BiH for an indefinite period of time".

Article 59, paragraph 1) of the Law provides that a permanent residence permit shall be issued to an alien on the following conditions:
a) That he/she has resided in the territory of BiH on the basis of a temporary residence permit for at least five years uninterruptedly;
b) prior to submitting the application for issuance of a permanent residence permit;
c) That he/she has sufficient and regular funds in order to support himself/herself;
d) That he/she has confirmed adequate accommodation;
e) That he/she has confirmed health insurance.
Paragraph 2) of this Article provides that any stay for a period of up to 90 days outside of BiH during the same year shall not be considered as an interruption of residence, in the sense of paragraph (1), item a) of this Article.
An alien who meets the conditions referred to in paragraph (1) of this Article shall not be granted permanent residence if he/she: resides in BiH for the purpose of education, on the basis of temporary protection, or he/she has submitted a request for approval of temporary protection and is waiting for a decision on his/her status, on the basis of an international protection or has filed a request for international protection and is waiting for a decision on his/her status, on the basis of a legal status as per the 1961 Vienna Convention on Diplomatic Relations; the 1963 Vienna Convention on Consular Relations; the 1969 Convention on Special Missions; or the Vienna Convention on State Representatives and their relationship with international organizations from the 1975 Universal Charter, on the basis of volunteer work, on the basis of temporary residence on humanitarian reasons, under Article 54, for the purpose of serving a prison sentence or serving another criminal sanction or other commitment on the basis of a Court decision or decision of another competent authority, on the basis of medical treatment, on the basis of the implementation of projects relevant for BiH that are implemented by an international or local institution or humanitarian organization, association, foundation or other organization.
An alien who has been granted permanent residence shall be issued an ID card for aliens for a period of five years by the competent administrative body in the place of his/her permanent residence.

When an alien has a permanent residence permit, the right of residence shall be cancelled if:
1. An alien does not comply with the legal order of BiH or takes activities of undermining security of BiH or is a member of an organization which has taken such activities;

2. An alien has endangered BiH national interests by his/her actions in a way that he/she has been engaged in the smuggling of weapons and military equipment, radioactive and other dangerous materials or narcotics substances or in the unauthorized transport and trade of materials for the production of weapons or other means of mass destruction or who has produced or possessed narcotic substances intended for sale, or has been a member of an organization involved in the above mentioned activities;
3. An alien has organized or has been connected to organizing illegal entry to, stay in or exit from BiH of individuals or groups or has participated in the trafficking in human beings in any way;
4. The Service determines that a marriage or common law marriage was entered into or adoption carried out, exclusively for the purpose of entry and/or stay of an alien in the territory of BiH, or if the Service determines that an alien who issued a letter of invitation has not fulfil the commitments from the letter of invitation and has reissued the letter of invitation, or issues the letters of invitation for fraudulent purposes or abuses them differently;
5. An alien has intentionally provided incorrect data or has intentionally concealed circumstances relevant to the issuance of a residence permit;
6. An alien entered and/or resided, with forged travel documents.

Article 69 of the Law provides for special reasons for cancellation of permanent residence, citing two cases: if it has been determined that the alien has not resided in BiH for more than one year or that the alien has resided outside of BiH for less than one year, while based on circumstances it can be explicitly determined that he/she has no intention to return and take up permanent residence in BiH.

It is widely known that BiH is among countries with the most difficult problem of refugees and displaced persons in Europe. Nevertheless, our country accepted large numbers of refugees, mainly from neighbouring countries in the region. There is no precise data, given that there are significant differences in the legal and factual understanding of the numbers depending on the sources (Ministry of Security, UNHCR).

Currently, the refugee status in BiH is enjoyed by about 145 refugees. According to the Ministry of Security of BiH, about 250 refugee IDs was issued, while the Division issued a total of 37 IDs in 2010 and 2011 and additional nine refugee IDs in 2012 (as of 31 March 2012). The number of refugees resettled to third countries through UNHCR programs, whose refugee status have never been terminated in BiH, makes the difference in the number of issued refugee IDs and the number of people who currently reside in BiH.

The largest number of refugees in Bosnia and Herzegovina comes from Serbia and Montenegro, but there is a number of refugees from other countries (Palestine, Syria, Tunisia, Macedonia, Algeria, Albania, Croatia, Moldova, Saudi Arabia etc.).

In accordance with the Law on Movement and Stay of Aliens and Asylum, the Ministry of Security is responsible for determining the status while the Ministry of Human Rights and Refugees is responsible for providing the persons with refugee status and subsidiary protection status with access to the right to work, education, health care and social welfare under the same conditions as nationals in BiH.

In this regard, the Ministry of Human Rights and Refugees has passed six laws which ensure access to those guaranteed rights to persons with refugee status:

1. Rulebook on the Manner of Joining the Health Insurance and Health Care Schemes by Persons with Recognized Refugee Status or Another Form of International Legal Protection in Bosnia and Herzegovina;
2. Rulebook on Person's Status and Registration of Birth, Marriage and Death of Refugees and Persons under International Protection in Bosnia and Herzegovina;
3. Rulebook on Exercise of the Right to Work of Persons Granted International Protection in Bosnia and Herzegovina;

4. Rulebook on Exercise of the Right to Education of Persons Granted International Protection in Bosnia and Herzegovina;
5. Rulebook on Exercise of the Right to Social Security of People Granted International Protection in Bosnia and Herzegovina; and
6. Rulebook on the Identification Documents of Persons Granted International Protection in Bosnia and Herzegovina.

In accordance with these regulations the Ministry of Human Rights and Refugees, pays directly for health insurance of recognized refugees in Bosnia and Herzegovina, so BAM 39,806.60 from 2011 budget were paid for 50 insurance holders, covering 131 persons granted international protection in BiH or family members of the insurance holders.
Through the centres for social work the Ministry for Human Rights and Refugees pays funds for exercising the right to social security by about 35 families that receive limited financial assistance, covering about 130 people, so BAM 44,562.00 from the 2011 Ministry's budget were paid for this purpose. The people are eligible for this entitlement if they do not receive any employment related income.
All persons above 15 years of age with recognized status are registered in Employment Offices with the possibility of employment under the same conditions as BiH nationals.
The Salakovac-Mostar Refugee and Reception Centre, which houses 37 individuals, of which 28 persons under international protection, is under the Ministry for Human Rights and Refugees. The remaining number of refugees in BiH with recognized status is in private housing.
In addition to people with refugee status, for many years now, a large number of persons accepted as refugees have been living in BiH and they have not integrated in BiH yet. They are mainly Serb refugees from Croatia and Bosniacs, Roma and Albanians from Serbia and Montenegro. A significant portion of these people has not resolved the issue of legal status or other issues in BiH, which would facilitate the integration, or they have BiH citizenship, which prevents both them themselves and appropriate authorities from solving difficulties of this group of people in BiH in accordance with rules of international legal protection.

Domestic violence against women

FEDERATION OF BOSNIA AND HERZEGOVINA (FBiH)
General principles and rules set forth in the Law on Protection against Domestic Violence (FBiH Official Gazette 22/05, 51/06) and other regulations governing the area of domestic violence ensure the prevention and suppression of this type of violence, the impact of effective measures on offenders and other persons not to commit violence and redress consequences of violence, prescribing the manner of providing the protection.
Article 6 of the Law on Protection against Domestic Violence defines that domestic violence is any act of inflicting physical, psychological, sexual or economic harm or suffering, as well as threats as regards the aforementioned, and lack of due care and attention which may seriously impede family members from enjoying their rights and freedoms in all areas of public and private life which are based on equality.
State authorities, which often have the first contact with a victim of violence are: police, social work centres and courts. These bodies, each within its competences, intervene to protect and care of women and children victims of violence and keep records of these cases.
Domestic violence and assaults, particularly violence against women, children and the elderly, often remains hidden from the centre for social work, because the victims rarely seek help for fear of retaliation. Owing to the attitude of non-interference in other family's problems, those who have information about violence do not report it either. The Centre for Social Work interferes in the family primarily because of the protection of interests of children who are,

unfortunately, in families where there is violence, victims of psychological abuse, neglect and abandonment, but very often also of physical abuse.

In order to improve child protection, based on direct knowledge or information, the Centre for Social Work as a guardianship authority, i.e. as the basic social welfare service in the local community, is obliged to *ex officio* take necessary measures to protect rights and interests of the child, i.e. to provide help and support to all children whose life, health and development are threatened as a result of abuse or neglect. Further, anyone who has a suspicion of domestic violence has the right and obligation to report it to the competent social work centre.

Pursuant to the Family Law of the Federation of Bosnia and Herzegovina and the Law on the Fundamentals of Social Welfare, Protection of Civilian War Victims and Families with Children of the Federation, the Centre for Social Work is not only authorized but also obliged to take measures under the Family Law and Social Welfare Law when deeming that interests of children or a person deprived of legal capacity or an elderly person are threatened. Their interests are undoubtedly threatened if the family or institution in which they are placed subjects them to violence. The interests of a child are threatened in his/her family when he/she is exposed to the father's violence against the mother or vice versa. The Centre for Social Work is required to act upon the report and involve the team (psychologist, counsellor, social worker and other professionals, as required) and to draw up a plan to protect victims of violence. The plan includes psychosocial support to children and the parent who are victims of violence, providing financial assistance to victims and if there is a need to organize the displacement from the home and placement in a shelter/safe house, if such resources in the area and legal grounds exist.

The Law on the Fundamentals of Social Welfare, Protection of Civilian War Victims and Families with Children does not define victims of violence as a group of beneficiaries of social security benefits, but it is left to cantonal laws to regulate. The laws respecting social welfare enacted by Sarajevo Canton, Zenica-Doboj Canton and Tuzla Canton are examples of good practice where victims are defined as a special group of beneficiaries.

Practice has shown that it is necessary to amend the Law on the Fundamentals of Social Welfare, Protection of Civilian War Victims and Families with Children stating that victims of domestic violence are defined as a group of beneficiaries of social security, whereby rights of victims of violence would be equal in the whole territory of the Federation. Accordingly, the Federation Ministry of Labour and Social Policy is planning to enact a new law on social welfare and families with children together with appropriate Cantonal Ministries. In preparing it guidelines and recommendations of international documents ratified by Bosnia and Herzegovina, the Strategic Plan for the Prevention of Domestic Violence of the Federation of Bosnia and strategies for preventing and combating domestic violence in Bosnia and Herzegovina will be taken into account so that victims of violence can be treated as a group of beneficiaries of social security benefits.

Furthermore, under the Strategic Plan for Prevention of Domestic Violence institutions in the area of employment were given recommendations to include in employment projects victims of domestic violence, as a special target group, whether the project involve co-financing of employment, training, retraining or self-employment. In this regard, since 2009 the Federation Institute of Employment has been successfully implementing the program of employment co-financing for people with disabilities and other hard-to-employ groups of unemployed people and women victims of violence.

Further, the Federation Ministry of Labour and Social Policy planned to make the Manual of Training and Professional Development in Proceedings of Staff of Centres for Social Work in the Federation in Cases of Domestic Violence. Based on this Manual, in cooperation with the cantonal ministries of social welfare, employees of the centres for social work will be provided with training in the prevention, detection and combat of domestic violence.

In the territory of the Federation of BiH there are six safe houses available for assistance and care of victims of domestic violence: Žena BiH-Mostar Association, „Mirjam“ Mostar Women's

Association, „Žene sa Une“ Bihać Association, Foundation of Local Democracy of Sarajevo, „Medica“ Zenica Citizens' Association and „Vive žene“ Tuzla Women's Association. The Federation Ministry of Labour and Social Policy has recognized the importance and, according to its abilities, continuously financially aids their work. These funds are primarily spent for improving conditions for temporary accommodation of victims of domestic violence in safe houses.

REPUBLIKA SRPSKA (RS)

Fulfilling the State's obligation under Article 16 of the Charter to ensure adequate protection for women victims of domestic violence, both in laws and in practice, the RS has taken the following measures: In 2007 the Government of Republika Srpska adopted the Action Plan for Combating Domestic Violence in Republika Srpska, whose implementation started in 2008; the Strategy for Combating Domestic Violence in Republika Srpska 2009 – 2013 has been adopted; the Gender Centre of Republika Srpska, as a professional service of the RS Government for gender equality, is implementing the Action Plan and, in cooperation with the Ministry of Justice, the Ministry of Health and Social Welfare, the Ministry of the Interior, the Ministry of Family, Youth and Sports and the Ministry of Education and Culture, it published A Handbook for Treating Subjects of Assistance – Preventing and Combating Domestic Violence in the RS.

The 2011 Action Plan to Combat Domestic Violence (Health care and social welfare) was designed in accordance with commitments under the Strategy. In accordance with the Action Plan a document/ sectoral analysis in the field of health care and social welfare entitled "Preventing and Combating Domestic Violence and Other Forms of Gender-Based Violence in the RS" was prepared. Further, in accordance with commitments under the Strategy, train-the-trainers courses for health and social workers titled "Stop the Violence" are held. A Handbook for Treating Objects of Assistance – Preventing and Combating Domestic Violence in the RS was printed and distributed to all participants of training.

Every year the RS appropriates funds in support of safe houses in its budget.

Besides the "safe houses" in developed municipalities, teams for domestic violence operate under Centres for Social Work, and the Centre for Social Work of Prijedor and the Centre for Social Work of Banja Luka set up a shelter for victims of domestic violence.

According to the "The Future" Safe House of Modrica, in 2009 it housed 86 women and 98 children victims of domestic violence. According to the safe house of Prijedor, in 2009 it housed 4 women and 6 children victims of domestic violence. According to the safe house of Banja Luka, in 2009 it housed 42 women and 51 children victims of domestic violence.

According to data available to the Ministry of Health and Social Welfare 1,432 and 1,330 victims of domestic violence were reported in the territory of RS in 2009 and 2010, respectively.

BRČKO DISTRIKT (BD)

Article 3 of the BD Family Law provides that violence against a spouse or other family members is not allowed in a family.

Violence is any conduct which has characteristics of a crime of domestic violence defined in the Criminal Law of the BD.

Article 22 of the Law on Social Welfare of BiH BD defines that an abused person is any adult person who was subjected to a deliberate act of inflicting pain, physical or psychological harm causing impairment of health, physical or mental integrity of the person.

According to Article 288 of the BD Family Law, the right to protection from domestic violence is afforded to spouses, common-law partners and all family members.

The BD police and guardianship authority are obliged to provide protection against violent behaviour.

Upon learning of violent behaviour all natural and legal persons are obliged to immediately

report it to the police or Prosecutor's Office of BD.

Article 218 of the BD Criminal Code determines as follows:

1. A person who endangers tranquillity, physical or mental health of a member of his family by applying violence, impudent or remorseless behaviour shall be fined or sentenced to prison to up to one year.
2. A person who commits the offence referred to in Paragraph 1 of this Article against a family member with whom he lives in a household shall be fined or sentenced to prison to up to three years.
3. If the person who committed the offence referred to in Paragraphs 1 and 2 of this Article used weapons, dangerous tools or other objects that can cause serious bodily injuries or health impairments, he shall be sentenced to prison from three months to three years.
4. If the family member suffered from serious bodily injuries or serious health impairments as a result of the offence referred to in Paragraphs 1 through 3 of this Article, or if the offence referred to in Paragraphs 1 through 3 of this Article was committed against a child or a juvenile, the perpetrator shall be sentenced to prison from one to five years.
5. If the offence referred to in Paragraphs 1 through 4 of this Article caused death of the family member, the perpetrator shall be sentenced to prison from two to fifteen years.
6. A person who causes death of the family member whom he had previously abused shall be sentenced to minimum ten years or long-term imprisonment.

Protection from domestic violence takes place through advisory work and social welfare scheme.

Professionals of the Sub-Department of Social Welfare of BD (social worker, educator and psychologist) are on stand-by around the clock to be able to respond to the police's call in the event of domestic violence and take statements from minors. Together with the police, they visit families having experienced (reported) violence and provide counselling to the victims and the perpetrator of violence and displace the victim, as required. Should a need arise, together with the victim they try to find an adequate solution for temporary accommodation, with relatives, friends or in a safe house. If the safe house is the only solution, then the victim is placed in any safe house in BiH, with which the Sub-Department of Social Welfare of BD cooperates and they are usually safe houses in the surrounding municipalities. So far, the safe houses have provided services free of charge and if it is the only option, the Sub-Department accepts to pay for the services of accommodation and professional work with victims.

The Sub-Department of Social Welfare of BD provides women victims of domestic violence and their family members with accommodation in humanitarian settlements in BD and, where appropriate, approves one-time cash assistance.

We emphasize that in BD:

- the Law on Protection against Domestic Violence is in the process of enacting!
- BD has adopted the Law on Protection of Witnesses under Threat and Vulnerable Witnesses of BD.

Protective measures against an offender are not implemented because of a lack of legislation on protection from domestic violence to prescribe them.

The Police of BD follow special procedures within their competencies, paying special attention to the protection of minors as victims or witnesses of violence in, of course, clearly defined legal procedures and not in the absence of professional staff of the Centre for Social Work in any way.

Police officers, as well as professionals of the Sub-Department of Social Welfare of BD underwent the necessary training to work with victims and perpetrators of domestic violence.

Domestic violence	2007	2008	2009
Number of reported cases	55	26	29

Source: Brčko District of BiH Police

CSER 16 BULGARIE

Le Comité conclut que la situation de la Bulgarie n'est pas conforme à l'article 16 de la Charte au motif qu'il n'est pas établi que :

- *l'égalité d'accès des familles Roms aux prestations familiales soit garanti ;*
- *les familles roms bénéficient d'une protection suffisante en matière de logement.*

Premier motif de non-conformité

326. La représentante de la Bulgarie regrette que l'information incomplète du rapport a conduit le Comité à conclure sur la non-conformité de la situation avec l'article 16 de la Charte. Elle évoque des difficultés administratives rencontrées lors de la rédaction des rapports.

Elle souligne qu'en Bulgarie un des objectifs principaux des politiques sociales est de maintenir des enfants dans leurs familles ; pour cette raison les allocations familiales sont accessibles à tous les citoyens, sans aucune discrimination, y compris aux familles roms. Les familles peuvent bénéficier de différentes prestations, comme allocations de grossesse ou de naissance, allocation d'éducation, allocation spéciale pour enfant handicapé, indemnité forfaitaire spécifique versée lors de l'inscription d'un enfant en première année dans un établissement scolaire du secteur public. En 2010, 84 % des enfants ont été couverts par des allocations. Il n'est pas possible d'indiquer les pourcentages des familles roms qui ont bénéficié de ces aides pécuniaires car pour des raisons de non-discrimination la législation ne permet pas d'utiliser le critère « Roms » pour recenser les données chiffrées.

La représentante de la Bulgarie informe ensuite que les Roms constituent environ 5 % de la population bulgare et que des projets spécifiques sont mis en œuvre dans le cadre d'une approche intégrée visant l'inclusion sociale des Roms : emploi (90 médiateurs pour aider à trouver un emploi), santé, logement, culture. Un projet financé par la Banque mondiale a pour objectif la lutte contre la pauvreté, y compris dans les milieux roms. Il existe neuf schémas d'un support financier orientés vers les problèmes spécifiques de la communauté rom. La Bulgarie participe au programme ROMED du Conseil de l'Europe.

327. En réponse à la remarque de la représentante de la Bulgarie que l'intégration des Roms constitue un problème transnational qui concerne plusieurs pays européens, le Comité observe que la responsabilité des solutions de ce problème revient à chaque Etat individuellement. La représentante de la Bulgarie indique que son Gouvernement était conscient de sa responsabilité, et que sa remarque précédente n'avait pas pour but de faire exclure la responsabilité nationale.

328. En réponse à la demande du représentant de la CES sur l'efficacité des programmes visant l'inclusion sociale des Roms, la représentante de la Bulgarie précise que les chiffres relatifs au plan national sur l'inclusion des Roms sont disponibles et apparaîtront dans le prochain rapport. Elle précise également, en réponse à la question de la Présidente, qu'une nouvelle stratégie nationale 2012-2020 a été adoptée en début de l'année par le Conseil des Ministres et le Parlement.

329. Le Comité prend note des informations fournies et invite le Gouvernement bulgare à prendre les mesures les plus appropriées pour mettre la situation en conformité avec l'article 16 de la Charte.

Deuxième motif de non-conformité

330. La représentante de la Bulgarie indique que la législation bulgare protège le droit des citoyens, y compris des Roms, au logement. Pour combattre le phénomène des constructions illégales, répandu dans le pays, le législateur a prévu une possibilité de procéder à la destruction de ces constructions. Les décisions administratives concernant les constructions peuvent être contestées devant la justice. Lors d'un litige, tout citoyen a le droit à une assistance juridique gratuite fournie par le Bureau national d'aide juridique. Un projet de loi visant le renforcement de la protection juridique étend l'application personnelle aux personnes défavorisées et personnes éligibles aux allocations familiales.

En ce qui concerne plus particulièrement la population rom, la représentante de la Bulgarie précise qu'un programme national 2005-2015 pour l'amélioration de la situation dans le domaine du logement est en cours avec divers projets, financés notamment par la Banque de Développement du Conseil de l'Europe, le Programme Phare et le budget de l'État.

331. Le Comité prend note des informations données et insiste que le Gouvernement bulgare fournisse dans le prochain rapport toutes les précisions nécessaires à l'évaluation de la situation en ce qui concerne la protection des familles roms en matière de logement.

CSER 16 FRANCE

Le Comité conclut que la situation de la France n'est pas conforme à l'article 16 de la Charte au motif que les conditions de logement des familles des gens du voyage ne sont pas d'un niveau suffisant.

332. La représentante de la France fait observer que le Comité européen des Droits sociaux a conclu négativement suite à la réclamation collective n°51/2008, Centre européen des Droits des Roms (CEDR) c. France, et propose d'examiner la situation en ce qui concerne les conditions de logement des familles des gens de voyage ensemble avec l'article 31.

333. Le Comité décide d'examiner la situation de non-conformité à l'article 16 lors de l'examen de l'article 31 (voir sous CSER 31§1 France et CSER 31§2 France dans le même document).

RESC 16 HONGRIE

Le Comité conclut que la situation de la Hongrie n'est pas conforme à l'article 16 de la Charte aux motifs que :

- *les familles expulsées peuvent être laissées sans abri ;*
- *les familles Roms n'ont pas accès à un logement d'un niveau suffisant ;*
- *l'égalité de traitement entre les nationaux et les ressortissants d'autres Etats Parties à la Charte de 1961 ou à la Charte en matière de versement des prestations familiales n'est pas garantie en raison d'une condition de durée de résidence excessive.*

Premier, deuxième et troisième motifs de non-conformité

334. La représentante de la Hongrie a fourni par écrit les informations suivantes :

> First of all we would like to stress that in both cases the purpose of the enforcement of eviction is to put the residential property at the disposal of the legitimate owner or user. The purpose of the enforcement procedure is to ensure the legitimate and effective possession of the residential property for the entitled person and therefore to remove the persons illegally staying in the property with the involvement of the competent authority if they are not willing to leave voluntarily. Since it is the constitutional purpose of the enforcement procedure we are of the opinion that the rules of the enforcement procedure are to work towards the realisation thereof. However, the procedure doesn't necessarily lead to homelessness because the eviction

doesn't prevent the persons concerned from arranging alternative housing either with own resources, with the help of the family or by applying for social benefits. To conclude, we would say, that the regulation of the enforcement procedure cannot be called for to solve the problems of placement and housing of the population. Irrespective of the reasons leading the homelessness these kinds of problems are to be addressed by the state within the social protection system the available services of which are limited by the budgetary constraints of the respective states.

It is not incidental at all that as a result of the enforcement procedure aiming the eviction the housing problems of the legitimate holder can be solved, which exempts the state from providing alternative social assistance benefit for housing of this person.

The comment of the Committee regarding the eviction of arbitrarily occupied residential properties states that *"under this procedure, eviction my take place within three days of the judicial decision".* At this point we note that this deadline relates to the commencement of enforcement procedure and eviction doesn't take effect yet with the date of judicial decision. Once the judicial decision has been delivered to the executor he/she takes appropriate measures towards the advancement of procedural costs and he/she is to commence the enforcement procedure within three days. The very first action of this procedure is the delivery of the order and a notice to leave the residential property voluntarily within two days. The procedure goes on if this deadline is not kept and from this point on the eviction realises.

To this issue please find below additional information on the services available for homeless persons:

Temporary accommodation for the homeless

In Hungary, the types of social services that can be operated are regulated by the Social Act and the associated decrees of enforcement. In this respect, the two most wide-spread types of temporary accommodation for homeless people are: night shelters of homeless people and temporary accommodation of homeless people. Pursuant to the Act, both types should be operated in settlements with populations over 30 thousand by the local governments. The same legal regulations prescribe in many details the minimum services to be provided, as well as the so-called minimum material and personnel conditions.

Night shelters of homeless people

- Night shelters are in fact services that ensure the night resting of homeless people.
- Night shelters are to provide for premises for night resting, cleaning, warming of food, meals, separation of sick persons, community occasions.
- In any night shelter, a single residential room may accommodate up to twenty people.
- At least one shower and one toilet for each of the sexes should be provided for fifteen dwellers.
- In a single residential room, each dweller should have a residential area of at least four square meters.
- Heating, lighting and hot water supply should be provided continuously.
- Night shelters are to provide for towels for cleaning, conditions for the cleaning of clothes, secure keeping of personal items, first-aid equipment.
- Night shelter should be kept open in the evening and at night for at least fourteen hours.
- In practice, when the night is intended to be spent in the night shelter each evening admission is to be requested at the gate of the institutions, and the accommodation should be left each morning, at the time of closing.
- Night shelters should provide for duty services in the opening hours with the engagement of skilled labour.
- In the night shelters, at least four hours a day social work should be performed with the engagement of social workers.

Temporary accommodation for homeless people

Temporary accommodation is in fact services that assist homeless people in their housing, social and mental problems, as well as ensure accommodation.

In the same temporary accommodation, continuously maximum 2 years may be spent (services can be provided for 1 year, and if the housing problem of the homeless person has not been solved, the term of stay in the temporary hostel can be extended with an additional year).

The minimum quality requirements to be fulfilled on a mandatory basis are identical to those of the night shelter with the only difference that:

- in a single residential room up to 15 people can be accommodated;
- bed linen should also be provided;
- the opening hours should last for at least 16 hours a day;
- social work should be performed for at least six hours a day.

Minimum requirement	Night shelter	Temporary accommodation
Maximum period of stay	Daily in the opening hours	2 years
Minimally required number of opening hours a day	14 hours	16 hours
Maximum headcount in a single residential room	20 persons	15 persons
Minimum residential square meter / pers.	4 sq m / person	
Minimum number of showers and toilets	1 for 15 dwellers	
Minimum number of hours for social work a day	4 hours	6 hours

These institutions were established after 1990, and currently they are operated across the country with an aggregate capacity of 8,400-9,500. Slightly more than half of these capacities are located in Budapest.

Third ground of non-conformity

"The Committee noted in its previous conclusion (Conclusions XVIII-1) that all residents holding a temporary or permanent residence permit were entitled to family benefits. It asked whether these residence permits were subject to a length-of-residence requirement. In reply, the Government states that there is no length-of-residence requirement for foreigners with the right to reside in and move freely around Hungary. However, except in a few specific cases mentioned in law, nationals of other countries than those of the European Union and the European Economic Area should have resided uninterrupted for three years in order to be entitled to family benefits. The Committee recalls that imposing a length of residence requirement on nationals of other States Party to the 1961 Charter or the Charter is not, in principle, incompatible with the Charter for non-contributory benefits. However, it must not be excessive. The Committee considers the requirement of three years' uninterrupted residence to be excessive. As a consequence, it considers that the situation is not in conformity with Article 16 in this regard".

Response to this conclusion

The enforcement of the provisions within the Article 16 of the European Social Charter has been implemented under the Act. LXXXIV of 1998 on Family Support (thereinafter: Cst.). The scope of the law regarding the relevant group of people has been determined by the second Paragraph of this legislation. By determining the personal scope of the law, requirements have been defined by the legislation regarding the definition of the circle of not Hungarian citizens who have permanent residence in Hungary, such as the requirement of a status or permit allowing to stay over a three months period and a declared place of residence in Hungary

(except for stateless status). According to the Cst. the basic entitlement criterion for family benefits is a declared place of residence so the waiting time for resettlement does not have direct relevance.
The link between the two procedures is that the third country national becomes entitled to declare a place of permanent residence and to claim for family benefits by obtaining residence permit.
During the evaluation period or under the current aliens policing and asylum legislation provisions those third country nationals and persons with the right to free movement and residence can have declared place of residence in Hungary under the Act. LXVI. Of 1992 on Keeping **Records** on the **Personal Data and Address of Citizens,** who have the following documents or legal status:

- Immigrant or residence status (immigration, resettlement, national resettlement, EC resettlement, temporary resettlement permit), or recognised refugees and subsidiary protected persons.
- People, who have the right to free movement and residence exceeding three months (people who have EEA residence permit, registration card, residence card, permanent residence card).

However, it must be emphasized that before submitting the application the applicant has to live legally and continuously in Hungary for at least three years under the provisions of the Act II. of 2007 on Entry of Third Country Nationals as the general rule prevails under the conditions of issuing a national resettlement permit regarding the residence time.

The rules according to which a shorter stay than three years is needed to acquire a permanent residence permit are the following:
The national resettlement permit can be issued to the third country national prior to the expiry of the residence time in the following cases:

- he/she is a family member of dependent direct relatives in the ascending line – other than the spouse – of a third-country national with immigrant or permanent resident status or who has been granted asylum, and he/she has been living in the same household for at least the preceding one year before the application was submitted;
- he/she is the spouse of a third-country national with immigrant or permanent resident status or who has been granted asylum, provided that the marriage was contracted at least two years before the application was submitted;
- the applicant was formerly a Hungarian citizen and his/her citizenship was terminated, or his/her ascendant is or was a Hungarian citizen.

After the reporting period (2005-2009) no changes have occurred regarding the residence time required for the national resettlement permit and no legislative amendments are planned to take the provided benefits into account as well.

Information on the support system:
The support system of Cst. is – as one mean of the state redistribution – mainly a tool which is serving demographic goals. The benefits of the Cst. are tax-financed, non-contributory benefits, the main aim of which is to support the families permanently staying in Hungary to have children, to strengthen their social protection, to ensure financial support to the raising and schooling of their children. Therefore, the benefits regulated in the Act – with the exceptions defined by EU law and the Cst. – are due only after acquiring a permanent residence permit. The permanent residence permit certifies the right to stay in Hungary for an unlimited time. As a general rule, three years of uninterrupted stay is needed to acquire a permanent residence permit. Above we referred to the rules according to which a shorter stay is enough to get a permanent residence permit, and below you find the cases where a third country national without permanent residence permit can be entitled to the benefits of the Cst. or to other benefits which are also serving the protection of the family.

According to the amendments of Cst. the entitlement to the benefits without acquiring a permanent residence permit in case of persons who are not the citizens of the European Union or of the States which are parties to the Agreement on the European Economic Area, or persons enjoying the same treatment by virtue of an agreement (EEA-nationals).

- **as of 1st January 2007** the family members of Hungarian nationals or EEA-citizens have the right of free movement and stay. In their case, there is no length of residence requirement.
- **as of 1st January 2011,** in order to improve the health protection of mothers and children, the personal scope of the Cst. has been widened as regards maternity grant. According to the amendment of the Cst. the **maternity grant can be claimed by a mother, who is lawfully staying** in Hungary, provided, that during her pregnancy she took part in at least four prenatal examination (or one in case of premature birth). In this case there is no length of residence requirement.
- **as of 1st January 2011** those third country nationals holding an **EU Blue Card** (permit issued for the purpose of highly qualified employment) can be entitled to the benefits of the Cst. without length of residence requirement.

It has to be mentioned that **not only the benefits of the Cst. ensure the economic and social protection of the family.**

In the case of the **contributory child raising benefits** (pregnancy confinement benefit - terhességi gyermekágyi segély and child care fee – gyermekgondozási díj) there is no length of residence requirement. The same applies to the **temporary allowance** (átmeneti segély) regulated in the Act III of 1993 on Social Administration and Social Benefits and the **extraordinary child protection support** (rendkívüli gyermekvédelmi támogatás) regulated in the Act XXXI of 1997 on the Protection of Children and Guardianship Administration.

The rules of temporary assistance (on 31st December 2009)

Temporary allowance

Section 45

(1) The representative body of the local government provides temporary allowance in its decree to those who are in an extraordinary situation endangering their livelihood or struggling temporarily or permanently with troubles of existence. Temporary allowance can be provided in the form of a loan, which cannot be defined as a bank allowance.

(2) In the case of temporary allowance the local government has to define the income threshold per person in the family in its decree in the way, that it cannot be lower than the minimum amount of old-age pension, 150 % in the case of a single person.

(3) Temporary allowance can be given occasionally or monthly. The occasional temporary allowance can be provided in the form of support for buying medicaments or as a fee of health services which are not or just partly supported by the health insurance. The monthly temporary assistance can be provided in the form of income supplementing benefit, regular child raising support or in another form defined in the decree of the local government.

(4) Temporary assistance shall be granted primarily to those who are otherwise not able to provide for their own or their families' existence, or to those who, because of extra costs emerging occasionally, particularly as a consequence of illness, or damage need material help.

(5) In the capital – unless the local government of the capital and the local government of the district agree otherwise – the granting of temporary allowance to homeless people is the task of the local government of the capital.

Extraordinary child protection benefit

Section 21

(1) The representative body of the local government shall award extraordinary child protection benefit (hereinafter referred to as 'extraordinary benefit') of the amount specified in

its decree to a child if the family looking after the child faces temporary existential problems or is in an extraordinary situation endangering its livelihood.
(2) Extraordinary benefit shall be awarded from time to time primarily to those children and families whose livelihood cannot be assured in any other manner or who are in need of financial assistance due to occasional extra expenditures, in particular the conservation of the child of a pregnant woman in a crisis, the expenditures relating to preparation for the birth of a child, the promotion of the maintenance of contact with the family of a child in foster care or the promotion of the re-unification of the child with the family as well as illness or schooling.
(3) The parent or other legal representative of the child shall submit the application for the extraordinary benefit to the mayor's office of the local government with jurisdiction at his or her place of residence or to any other entity specified in the local government's decree.

CSER 16 ITALIE

Le Comité conclut que la situation de l'Italie n'est pas conforme à l'article 16 aux motifs que :

- *l'inégalité de traitement des étrangers en matière de prestations familiales ;*
- *l'ingérence injustifiée dans la vie familiale de familles Roms et Sinti.*

Premier et deuxième motifs de non-conformité

335. Le représentant de l'Italie a fourni par écrit les informations suivantes :

Birth grant
The birth grant provided under Act N° 326/2003 is a one off payment of 1000 euro to families with a new born or an adopted child. The child allowance (family benefit) was authorized by the Municipality and paid by the National Institute of Social Insurance (INPS) only to Italian women and EU similarly, legally resident in Italy on the basis of data provided. Subsequently section 1 of Act N° 266/2005 extended the birth grant to both parents likewise (previously only to the mother), as long as they had Parental Authority, were Italian citizens or EU members and legal residents in Italy.
Recently various jurisdictional provisions pronounced (decision n° 3670 dated 15 of February 2011, Supreme Court of Cassation: court order dated 26 of January, 2009; court order dated 12 of March, 2009; court order dated 27 of May, 2009; court order dated 22 of July, 2010 all issued by the civil court of Brescia), on the basis of non-discrimination, have extended similar benefit equally to all foreign parents legally residing in Italy who meet further requisites.
The aforementioned birth grant (or family benefits) is still paid by most local and regional administrations, whereas at national level it is replaced by the so called "Credit Fund for the new born" (Fondo di Credito per i nuovi nati). Parents, whose children are born or adopted in the years 2009, 2010 and 2011, may apply for a loan of 5000 euro at a low interest rate, with a 5 year reimbursement plan. The Italian Government through the creation of this fund, in the care of the "Department of family policies", guarantees up to 50 % of the loan in case of payment insolvency to banks or financial institutions (section 4, paragraph 1 and 1 bis of Decree Law n°185 dated 29 of November, 2008, converted and amended into law n° 2 dated 28 of January, 2009).
This measure is extended to all legally resident aliens**.** The banks or financial institutions can, at their discretion and assessing the permit to stay of the applicant, grant the loan.
The measures relating to the Credit Fund have recently been extended also to those children born in 2012, 2013 and 2014 (section 12 of Act N°183 dated 12 November, 2011).

Allowances for large families with at least three children
Allowances for families with at least three children are granted by the municipality to the recipient, irrespective of whether one is employed or entitled to social insurance, whereas the

standard family allowance is awarded only to employees or those receiving a social security allowance (the ordinary family allowance has been explained in previous reports).
Section 65 of Act N° 448/1998 and subsequent modifications, has laid down that only Italian citizens should be entitled to the large family allowance. Subsequently Prime Ministers' Decree N°452/2000 in paragraph 2 article 14, and paragraph 2 of article 16, sets forth that the application for large family allowance can be submitted by parents with three children, as long as they have Parental Authority, are Italian citizens or EU members legally residing in Italy. This benefit has been extended to political refugees and those with subsidiary protection status, as evidenced in the last government report.
Lately various jurisdictional provisions pronounced in first instance ruling (decision n°63 dated 3 of May, 2012 issued by a Labour judge in the court of Gorizia; decision n°7561/ 2011 of the civil court of Rome; order of the court dated 5 December 2011 – civil court of Padova – Labour section), on the basis of non-discrimination, have awarded similar benefit to foreigners with long-term resident permit and have also ordered the National Institute of Social Insurance to provide the money for the allowance.

Social Card
The Social Card was created in 2008, as a tool to combat extreme poverty. Recently, section 60 of Decree Law n°5 dated 9 of February, 2012 (converted and amended into law, n° 35 dated 4 of April, 2012), in order to spread the system, foresees to allocate funds for 50 million euro for a trial period of 12 months, in those Municipalities with a population of more than 250.000 people.
The aforementioned provision has established the extension of the Social Card to foreigners with long-term resident permit.

CSER 16 LITUANIE

Le Comité conclut que la situation n'est pas conforme à l'article 16 de la Charte au motif que l'égalité de traitement des ressortissants des autres Etats Parties n'est pas assurée en ce qui concerne le versement des prestations familiales en raison d'une condition de durée de résidence excessive.

336. La représentante de la Lituanie se réfère aux informations incluses dans le rapport national (paragraphes 175 – 179) et rappelle qu'un projet d'amendements à la législation relative à l'aide sociale a été rédigé. Elle informe que suite aux conclusions négatives du Comité européen des Droits sociaux, une étude de faisabilité a été effectuée en 2011 qui a montré qu'environ 4000 personnes supplémentaires seraient concernées par les prestations familiales dont le coût s'élèverait à plus de 500 000 litai par mois. La situation économique du pays ne permet pas d'assurer une assistance financière à tous.

Cependant, la représentante observe qu'un progrès peut être noté car depuis 2011 des allocations familiales sont attribuées à trois nouveaux groupes de bénéficiaires, sans devoir satisfaire à la condition de durée de résidence : les étrangers vivant en Lituanie et titulaires de la garde (tuteurs) des enfants de nationalité lituanienne ou des enfants étrangers placés sous tutelle en Lituanie ou encore des enfants qui avaient été placés dans des institutions, les étrangers en possession d'un permis de séjour temporaire en vertu de la réglementation de l'Union européenne sur la coordination des systèmes de sécurité sociale, et les étrangers ayant un permis de séjour temporaire en raison d'un emploi hautement qualifié, sachant que la possession d'un contrat de travail est une condition nécessaire pour demander un permis de séjour. Le 1er janvier 2012, de nouvelles mesures législatives sont entrées en vigueur, qui ont eu pour effet d'augmenter le nombre de catégories d'étrangers ayant droit à l'aide sociale (prestations en espèces) servies aux familles et personnes isolées aux revenus modestes.La représentante de la Lituanie tient à ajouter que la loi relative à l'aide

sociale pour les élèves (repas gratuits, assistance financière pour l'acquisition des fournitures scolaires) s'applique à tous les élèves qui en ont besoin, sans tenir compte de la durée de résidence.

1. Le Comité note que le Gouvernement lituanien reconnaît le problème que pose la durée de résidence de cinq ans exigée pour l'admission au bénéfice des prestations familiales et essaie de le résoudre. Il prend note de l'évolution de la législation et des progrès réalisés et invite le Gouvernement à poursuivre les efforts pour mettre la situation en conformité avec l'article 16 de la Charte.

CSER 16 MALTE

Le Comité conclut que la situation de Malte n'est pas conforme à l'article 16 de la Charte, au motif qu'il n'est pas établi que Malte mette en œuvre une politique familiale globale pour assurer la protection sociale, juridique et économique de la famille.

337. Le représentant de Malte a fourni par écrit les informations suivantes :

Childcare Centres
Number of children attending the centres by age group
The number of children registered with child day-care facilities increased with age. A total of 41 people aged under 12 months were registered with the centres, while 428 children aged between 13 and 24 months and 1033 children aged between 25 and 36 months attend the centres (see figure 1).

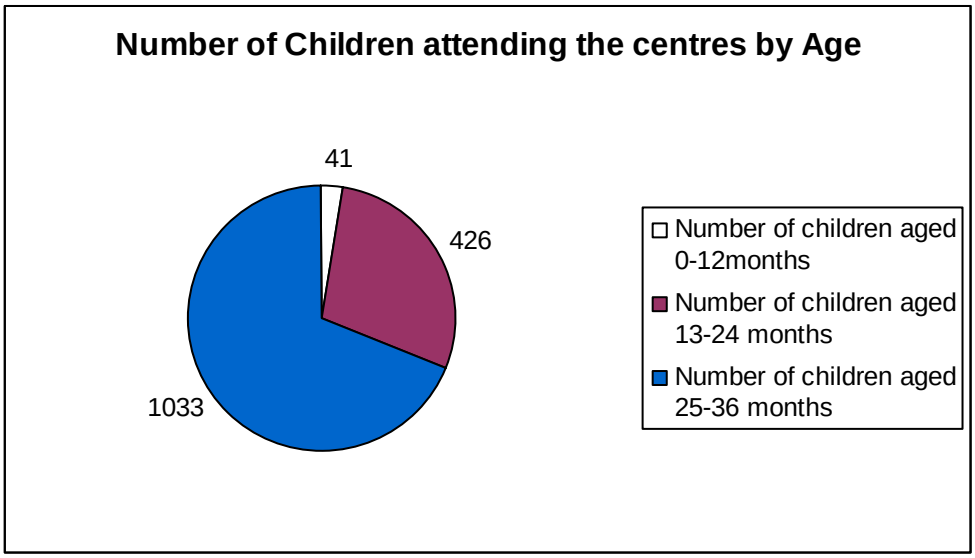

Figure 1

Almost half the centres surveyed (n=21, 42 %) do not cater for children under 12 months. 8 centres which cater for children under 12 months only had one child from this age bracket registered with the centre, 7 centres had between 2 and 4 children from this age bracket registered with the centre, while 3 centres had 5 or 6 children registered aged under 12 months (see figure 2).

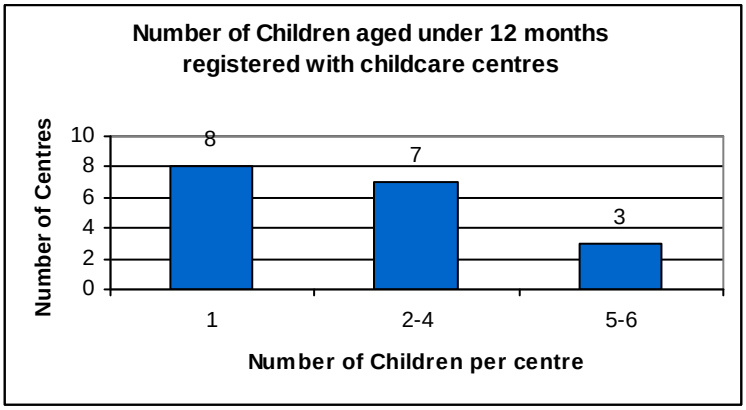

Figure 2

When it comes to children within the 13 to 24 month age bracket, most centres have less than 10 children of this age registered with them (n=24, i.e. 48 %). Only 4 centres (8 %) have over 30 children registered within this age bracket registered (see figure 3). This differs from the figures available for children aged between 25 and 26 months, where the majority of centres have over 11 such children registered (n=37 i.e. 74 %) and 11 centres (22 %) have over 31 registered children that fall within this age bracket (see figure 4).

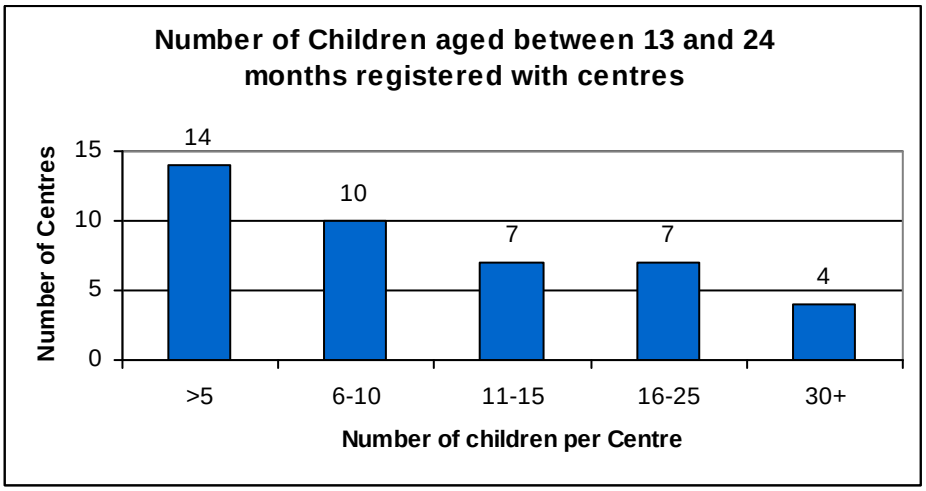

Figure 3

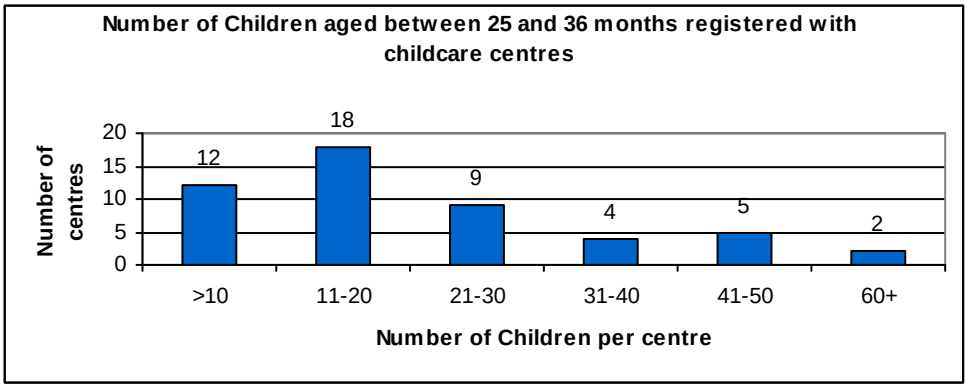

Figure 4

Capacity of the Centres

With regards to the maximum capacity of the centres, 2 centres are home based so they can each accommodate 6 children at any given time. 7 centres can accommodate between 12 and 18 children at one go, while 14 centres can accommodate between 20and 29 children. 9 centres can cater for between 30 and 39 children at one go, while a further 9 centres can cater for between 40-49 children. 5 centres can accommodate 50 children at any given time. 1 centre can cater for 65 children at one go, while another centre can cater for 70 children. Another centre can accommodate 96 children at one go. Only 2 centres can cater for more than 100 children (one being able to accommodate 106 children and another 160 children).
These figures have been given by the owners or managers of the childcare facilities. However, the DSWS is currently conducting an exercise to establish the actual maximum capacity of centres according to the $5m^2$ per child required by the National Standards in this field.

Waiting List
Most centres (n=31 i.e. 62 %) did not have any children on a waiting list (see figure 5). Over half the centres who did have children on a waiting list had less than 10 children on the waiting list (n=10, 52.6 %) (see figure 6).

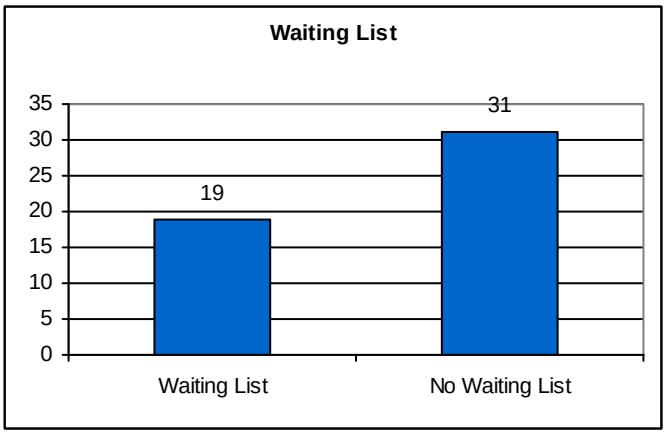

Figure 5

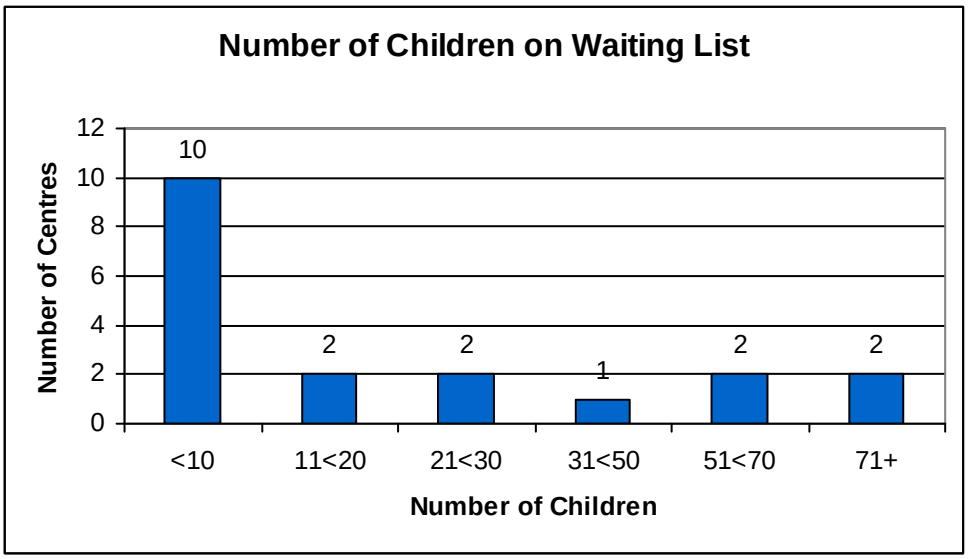

Figure 6

Opening hours

Regarding opening times, all centres are open from Monday to Friday. These have varying opening and closing times. Opening times range from 5am to 9am, with the vast majority (n=41 i.e. 82 %) opening between 7 and 8am (see figure 7).

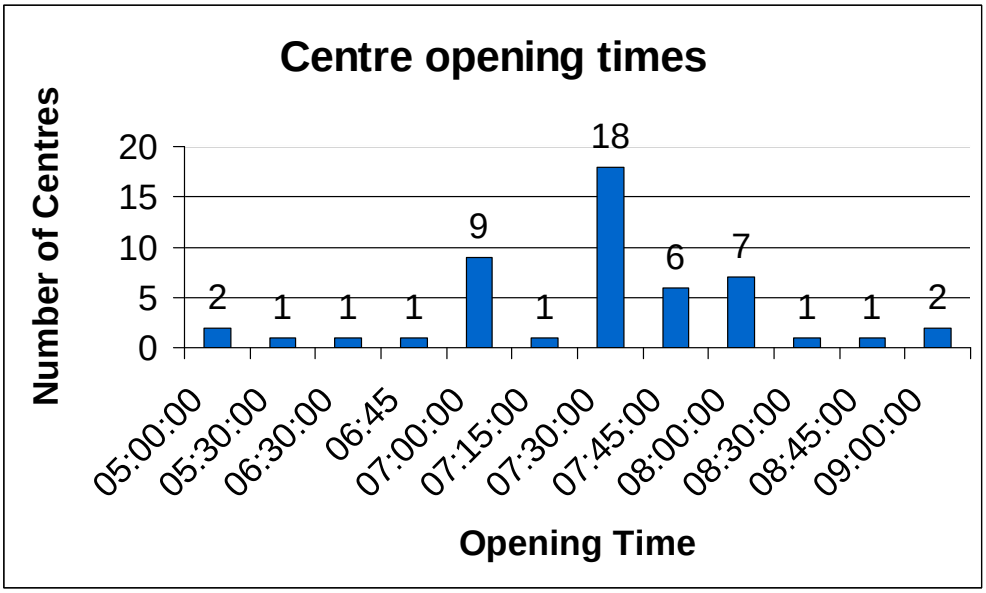

Figure 7

Similarly, closing times range between 12:15 and 18:30, though most centres close on the hour between 15:00 and 18:00 (see figure 8). Two of the centres included in figures 7 and 8 have indicated that they offer their services 24 hours a day, but this must be booked in advance. An additional 2 centres that feature in figure 8 have indicated the possibility of extending their service beyond closing times, but this must be booked in advance.

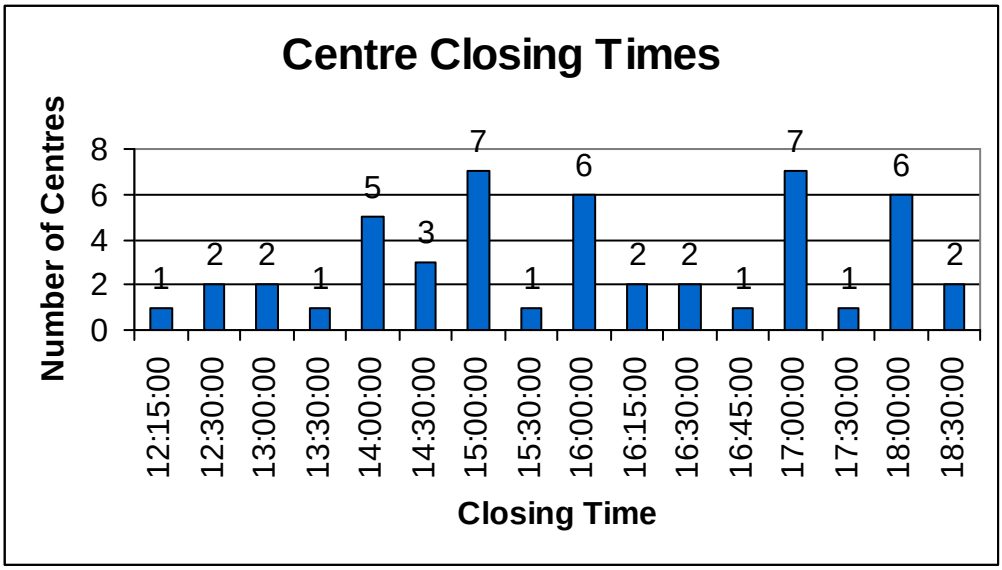

Figure 8

Just over half the centres offer their services for more than 8 hours a day (n=27 i.e. 54 %). Of these, 23 centres (46 %) operate between 8.5 and 10.5 hours daily, 1 centre operates 12 hours daily, 1 centre offers its services for 13 hours daily, while 2 centres can remain open for up to 24 hours as previously mentioned. However, 23 centres (46 %) only offer their services

between 3.5 and 7.5 hours a day. of these, 6 centres (12 %) operate between 3.5 and 5 hours daily, while 17 centres (34 %) operate between 5.5 and 7.5 hours a day.
Only 4 centres are open during the weekend (2 open on Saturday only, while the other 2 centres are open on Saturday and Sunday). The 2 centres open on both Saturday and Sunday are open 24 hours, while those open on Saturday only offer their services between 8:00 and 13:00 and between 8:00 and 14:00 respectively.
For further information on the standards required from child care centres please also find the attached PDF file.

booklet_standard_c
dc_facilitie...

Family Counselling and Domestic Violence

The Family Therapy Services within the Foundation for Social Welfare Services is composed of the Family Therapy Services formerly servicing Agency Appogg and that servicing Agency Sedqa. The merge between the two teams took place in August 2012 with the aim to offer a more holistic approach to our service users which vary between those of a generic nature and families with addiction related difficulties.
The services within Appogg and Sedqa have been set up since mid-1990s. The Family Therapy Service within Appogg catered for both generic family relationship issues, as well as specialized issues such as family dynamics issues in families where there is a high incidence of trauma. On the other hand, the Family Services within Sedqa offered assessment of the dynamics and needs of families with addiction difficulties.
The current service is offered to all families referred through an internal referral process without any discrimination regarding gender, race or sexual orientation. After an assessment process, some families which in our professional opinion may need to address other social or psychological issues before starting therapy, are guided to other services accordingly before being accepted for family therapy. It is highly recommended that families accessing the service are followed by other specialized social work services where the social worker will be responsible for overseeing the clients' care plans. Family therapists and family therapy workers (workers with a diploma level in systemic practice) work hand in hand with other professionals involved in the cases they will be following including social workers, psychologists, psychiatrists, staff at residential programmes and doctors.
The mission of the merged service is to assess, support and offer therapy to families and couples having a complexity of difficulties including addiction, trauma and relationship issues. We aim to offer therapeutic support in understanding the family's expectations of change within the family and help the family integrate change into their system, which may include multiple adjustments. We strive to elicit strengths within the family as well as address family members' emotional, psychological and social needs. While promoting client's integration in society, we also help families reflect and work on how to continue maintaining changes achieved after termination of family therapy work with us.
The main psychotherapeutic approach applied is highly influenced by the Milan-Systemic approach, whereby a team-approach to dealing with family therapy issue is applied. We are also influenced by other approaches such as the collaborative, narrative and social constructionist perspectives in our work with families. We strongly believe that various relationship issues in families may be dealt with effectively once family members learn to be self-reflective on their behaviour as well as their beliefs of what may be the cause of the problems in their families. Hence our way of working includes a team effort, in order to provide a model of what we call "a self-reflective process for our clients".

The service currently operates from 36 ST Luke's Road G'Mangia and it is part of the Foundation for Social welfare Services (FSWS). The service is composed of a Family Therapist who coordinates a team of 6 Family Therapy Workers who total a 150 hours per week between them. The service receives an average of 80 referrals per annum and an average of 250 sessions is conducted each year.

Family Benefits

The Social Security system in Malta provides for the following family benefits:

- Children Allowance
- Disabled Child Allowance
- Foster Care Allowance
- Maternity Benefit
- Supplementary Allowance

Children Allowance is due to parents who have the care and custody of their children who are still under the age of 21 and who satisfy the following criteria:

- Applicant should be a resident of Malta for at least three months before date of application;
- One of the parents should be a Maltese citizen, has a refugee status or be a citizen of an EU Member State or is a citizen of a member country of the European Social Charter, and has the care and custody of child.

There are two types of children allowance, one which is means-tested and applicable where the total annual income for the year preceding the date of application does not exceed 24,226 €, and the other is flat-rated and applicable where the total annual income for the preceding year is in excess of 24,226 €.

Under the means-tested regime, the actual declared income is deducted from the sum of 24,226 € and multiplied by 6 % for each eligible child in the household who is still under 16. The minimum weekly rate per child cannot be less then 6.73 € and the maximum weekly rate payable is 22.23 € per child.

Under the flat-rated regime where the total annual income for the preceding year is in excess of 24,226 €, the sum of 350 € per year is awarded per child in the household under the age of 16.

Children between the age of 16 and 21 who are undergoing a full-time course of study and not in receipt of a stipend or where the child was never in employment and registering for work and not in receipt of a social security benefit, the difference obtained between 24,226 € and the actual annual income is multiplied by 2 %. The applicable weekly rate for this age group cannot be less than 6.73 € in both means-tested and flat-rated cases while where the head of household is in receipt of social assistance it cannot be less than 7.41 €.

Disabled Child Allowance is payable to persons who have the effective custody of a child suffering from cerebral palsy or severe mental sub-normality or is severely disabled or have a child under 14 years of age who is visually impaired and who satisfy the following criteria:

- Applicant should be a resident of Malta for at least three months before date of application;
- One of the parents should be a Maltese citizen, has a refugee status or be a citizen of an EU Member State or is a citizen of a member country of the European Social Charter, and has the care and custody of child.

A medical panel examines the child and decides on the medical evidence available whether the child qualifies for the Disabled Child Allowance. The medical panel may approve Disabled Child Allowance up to age 16 or for a period of time, in which case a review will be carried out after the lapse of the time indicated by the medical panel.

The weekly rate payable for Disabled Child Allowance is 16.31 €.

Foster Care Allowance is payable to the head of household who is an approved foster carer in accordance with the Foster Care Act and is fostering a child or to the head of the institution where a foster child is residing. This allowance is not means-tested and the weekly rate is 70 € per child being fostered. Where a foster care allowance is in payment, no children allowance is due.

Maternity Benefit is awarded to any pregnant woman who is:
1. A citizen of Malta or married to a citizen of Malta, or is a citizen of a European Union Member State, or a citizen of a member country of the European Social Charter, or has a refugee status and is ordinarily resident in Malta or Gozo;
2. Applicant has to be in her eight month of pregnancy or has given birth to a child in the six months prior to the date of the claim;
3. Applicant must not have availed herself of maternity leave.

Payment is effected in two lump sums (if application is lodged before birth) and in one lump sum (if application is submitted after birth) and the weekly rate of benefit is 79.20 € for the first fourteen weeks after the birth.
With effect from January 2012 a new benefit is due – **Maternity Leave Benefit -**where an employed woman avails herself of the full maternity leave entitlement as stipulated by the Maltese labour law. This benefit is paid for 2 weeks in 2012 and for 4 weeks from 2013 onwards and is in addition to the maternity benefit entitlement.
It is also due for self-occupied women who have recently given birth and are eligible for Maternity Benefit will also be eligible to a Maternity Leave Benefit.
The rate of benefit is 160 € per week.

Supplementary Allowance is due to a head of household who proves to the satisfaction of the Director that his total yearly income for the preceding year of application does not exceed the income 10,573 € if married and 8,405 € if single.
The weekly rate due for this means-tested allowance for a married person is established by multiplying by 2.268 %, the difference obtained after deducting the total yearly income from the sum of 24,529 €. The weekly rate for a single person is established by multiplying by 1.7 %, the difference obtained after deducting the total yearly income from the sum of 19,896 €.
The weekly maximum rate paid to a married person is 8.13 € while that paid to a single person is 4.57 €.

CSER 16 RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA

Le Comité conclut que la situation de la République de Moldova n'est pas conforme à l'article 16 de la Charte au motif qu'il n'est pas établi que les prestations familiales représentent un complément de revenu suffisant.

338. La représentante de la République de Moldova a fourni par écrit les informations suivantes :

En vertu de la Décision du Gouvernement sur les indemnisations adressées aux enfants avec des enfants n 1478 du 15 novembre 2002, les familles avec des enfants bénéficient des types suivants d'indemnisations :
a) indemnisation unique à la naissance de l'enfant ;
b) indemnisation mensuelle pour l'éducation de l'enfant jusqu'à l'âge de 3 ans, pour les personnes assurées ;
c) indemnisation mensuelle pour l'éducation de l'enfant jusqu'à l'âge de 1,5 ans, pour les personnes non-assurées.

En analysant les données sur les indemnisations adressées aux familles avec les enfants nous constatons une croissance continue de leur montant au cours des années 2006-2012.
Par conséquent, depuis le 1er janvier 2012 les indemnisations uniques à la naissance de l'enfant constituent : 2300 lei – à la naissance du premier enfant et 2600 lei – à la naissance de chaque enfant suivant (tant pour les personnes assurées que pour les personnes non-assurées).
En même temps, l'indemnisation mensuelle pour l'éducation de l'enfant jusqu'à l'âgé de 1,5 ans pour les personnes non-assurées constitue 300 lei, et le montant de l'indemnisation mensuelle pour l'éducation de l'enfant jusqu'à l'âge de 3 ans dans le cas des personnes assurées constitue 30 % de la base de calcul, mais pas moins de 300 lei au cours de 2012.
En analysant les données au cours des années 2009-2011 nous constatons une augmentation du montant moyen de l'indemnisation mensuelle pour l'éducation de l'enfant jusqu'à l'âge de 3 ans, son montant moyen au cours de l'année 2011 a constitué 768,64 lei par rapport à 675,27 lei en 2010 et par rapport à 478,92 lei en 2009.
En plus, pour les enfants adoptés et ceux se trouvant sous tutelle/curatelle, les parents adoptants, les tuteurs/curateurs touchent tous les mois les indemnisations pour l'alimentation, l'achat des vêtements/chaussures et des objets d'hygiène personnelle. L'indemnisation est établie et payée en montant prévu dans la Décision du Gouvernement n 198 du 16 avril 1993 « Sur la protection des enfants et des familles socialement vulnérables » (p.10).
De cette façon, en vue de soutenir les enfants adoptés et ceux sous tutelle/curatelle, à partir du 1er janvier 2012, le montant des indemnisations en cause a été augmenté par 100 lei et constitue 600 lei tous les mois pour chaque enfant.
En même temps, le Ministère du Travail, de la Protection Sociale et de la Famille fait promouvoir le Service de support familial qui est actuellement piloté avec le concours des organisations non-gouvernementales dans quelques régions du pays.
Le service de support familial représente un service d'assistance sociale, destiné à accorder une assistance complexe aux familles et aux enfants en vue de prévenir la séparation des enfants du milieu familial et/ou la réintégration des enfants dans le milieu familial et de développer la compétence et l'autonomie du bénéficiaire et des parents. Le support familial est un service prêté au niveau local qui se trouve sous la gestion de la Section/Direction de l'assistance sociale et de protection de la famille et est offert sous forme d'un aide en espèces. L'aide monétaire peut être accordé une seule fois ou mensuellement pour une durée déterminée, en conformité avec le programme d'activité prévue dans le Plan individualisée d'assistance sociale. Les bénéficiaires du Service de support familial sont les enfants des familles défavorisées qui a cause de certains facteurs de nature économique, sociale, médicale, comportementale etc., qui se trouvent dans des situations de risque de séparation du milieu familial et d'exclusion sociale ; les enfants séparés du milieu familial, placés ou sous risque d'être placés dans les institutions résidentielles de type classique ; les membres de familles biologique/étendue ou leur soigneurs (tuteurs/curateurs, assistants parentaux professionnels, parents-éducateurs). L'assistant social communautaire, en commun avec les représentants de l'autorité publique locale du niveau un, surveille et vérifie l'utilisation efficiente de l'aide monétaire offert à la famille en vue de satisfaire les besoins de l'enfant.

CSER 16 ROUMANIE

Le Comité conclut que la situation de la Roumanie n'est pas conforme à l'article 16 de la Charte au motif que les conditions de vie dans les logements des familles Roms ne sont pas adéquates.

339. La représentante de la Roumanie fournit des explications sur la situation législative de son pays ; elle cite en particulier l'article 43 de la Loi n° 114/1996 relative au logement et l'Ordonnance n° 536 du Ministre de la Santé du 23 juin 1997 relative à l'hygiène et au cadre de vie.

340. La représentante de la Roumanie donne des informations particulièrement détaillées sur les différents programmes de construction de logement à l'intention des jeunes, dont le revenu ne répond pas aux conditions du marché du logement, et de logement social en général, y compris le logement social destiné aux communautés roms dans le cadre de la Stratégie du Gouvernement roumain visant à améliorer la situation des roms. Depuis 2010, les autorités compétentes mènent un vaste processus de consultation de la société civile rom en vue d'identifier des solutions pertinentes destinées à améliorer les conditions de vie dans les logements des familles roms. Des organisations internationales apportent leur appui à différents projets visant à promouvoir l'intégration sociale, économique et culturelle des familles roms.

341. En ce qui concerne les familles vulnérables, la représentante de la Roumanie indique qu'une nouvelle Loi n° 292/2011 relative à l'assistance sociale a été adoptée. Elle repose sur les trois principes suivants : universalité, non-discrimination et égalité des chances. Elle garantit à la population rom une égalité en termes d'accès aux mesures de protection sociale.

342. Pour ce qui est de l'intégration des roms sur le marché de l'emploi, l'Agence nationale pour l'emploi conçoit et met en œuvre des programmes relatifs à l'emploi depuis 2001. L'Agence est un partenaire dans deux projets cofinancés par le Fonds social européen. D'après les prévisions, le nombre de travailleurs appartenant à la minorité rom progressera pour atteindre 60 000 (dont 25 000 femmes roms).

343. De plus, la représentante de la Roumanie souligne que le Gouvernement a adopté en décembre 2011 une nouvelle Stratégie d'inclusion des citoyens roumains appartenant à la minorité rom pour 2012-2020.

344. Répondant aux questions posées par la représentante de la Lituanie, la représentante de la Roumanie confirme ne pas être en possession de données sur les expulsions forcées de familles roms.

345. Le Comité prend note des efforts déployés par le Gouvernement de la Roumanie afin d'améliorer le logement, l'emploi et la formation professionnelle de la population rom. Il encourage le Gouvernement de la Roumanie à continuer dans cette voie et l'invite à communiquer toutes les nouvelles informations sur cette question dans le prochain rapport.

CSER 16 RÉPUBLIQUE SLOVAQUE

Le Comité conclut que la situation de la République slovaque n'est pas conforme à l'article 16 de la Charte aux motifs que :

- *Le droit au logement des familles Roms n'est pas effectivement garanti ;*
- *l'octroi des allocations de naissance et de garde d'enfants est soumis à l'accomplissement d'une durée de résidence excessive.*

Premier motif de non-conformité

346. Le représentant de la République slovaque a fourni par écrit les informations suivantes :

> On January 11, 2012 the Government of the Slovak Republic approved the Strategy of the Slovak Republic for the integration of Roma up to 2020 in association with the Communication addressed to the European Parliament, Council, European Economic and Social Committee and to the Committee for Regions in April 2011, designated as EU Framework for National Roma Integration Strategies up to 2020. This Strategy responds to the need to address the challenges associated with the social inclusion of Roma communities and principles of this Strategy will become the base for policies addressing the unfavorable situation of the target group for the period of up to 2020.

The Strategy is a result of collaboration between the Office for the Plenipotentiary of the Government of the Slovak Republic for Roma communities, the World Bank, the United Nations Development Fund (UNDP), the Open Society Foundation (OSF), the Association of Cities and Municipalities of the Slovak Republic, and non-governmental organizations. The Ministry of Labour, Social Affairs and Family of the Slovak Republic was instrumental in the creation of this Strategy. Priorities of the new strategy policies aim to improve the situation of the Roma minority in the following aspects: education, employment, health, housing, financial inclusion and non-discrimination.

As far as housing of the Roma families is concerned, the Government of the Slovak Republic aims, as also stated in the Strategy, to improve access to housing with special emphasis on social housing and the need to support abolishing segregation in housing, while fully making use of the funds that have been made available recently in the context of the European Regional Development Fund, as well as bridge the gap between the majority population and the Roma minority in access to housing and utilities (such as water, electricity and gas). In this respect, the Government:

- is analyzing chances of repairing the existing apartments in cases where the apartments and/or houses in question are in such a technical condition, which could endanger health or life of their residents;
- is preparing ways of legalizing of illegal constructions, while giving their inhabitants an opportunity to acquire legal housing;
- plans to introduce financial and legislative tools enabling settlement of land title for the purpose of building rental social apartments;
- will ensure completing infrastructure and equipment of segregated and separated Roma settlements in Slovakia;
- plans to introduce and implement a program of gradual assisted housing as a social service.

At present, the problem of inadequate housing for Roma families has been partially addressed by the Program for Housing Development adopted by the Government. In the frame of this program the Ministry of Transport, Construction and Regional Development of the Slovak republic subsidizes construction of rental housing, infrastructure as well as elimination of system failures in residential homes.

This program is currently governed by the Act No. 443/2010 on Subsidies for Housing Development and on Social Housing. This act defines social housing and governs the scope, conditions and methods for providing funding for housing development via grants. The grants may be used:

- for acquisition of an apartment lease for the purpose of social housing;
- for acquisition of technical equipment;
- removal of a system failure related to the living in the social housing.

So far, based on this program, there were almost 2 900 apartments built and made available for members of the Roma minority in the Slovak Republic to ensure they are living in much better conditions and among the rest of the population up to now.

Deuxième motif de non-conformité

347. Le représentant de la République slovaque fait savoir au Comité que la situation à propos de l'obligation d'être titulaire d'un permis de séjour permanent pour prétendre aux allocations susmentionnées a changé.

348. Actuellement, il est possible de prétendre à l'allocation de garde d'enfants même si l'intéressé(e) réside sur le territoire de la République slovaque sur la base d'un permis de séjour temporaire. L'allocation est versée mensuellement pour chaque enfant.

349. Pour ce qui est de l'allocation de naissance, qui consiste en un versement unique de l'Etat aux mères ayant décidé de vivre et d'élever leurs enfants en République slovaque, il est possible d'y prétendre sans être titulaire d'un permis de séjour permanent, sous réserve des conditions ci-après :

- la demanderesse est une ressortissante d'un Etat membre de l'UE, de la CEE ou de la Suisse (demande sur la base du Règlement n° 492/2011 du Parlement européen et du Conseil relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de l'Union) ;
- la demanderesse est une ressortissante d'un Etat qui a conclu un accord bilatéral avec la République slovaque en matière de sécurité sociale ;
- la demanderesse est une ressortissante d'un « pays tiers » et s'est vue accorder l'asile en République slovaque, ce qui signifie également un permis de séjour permanent, et peut par conséquent bénéficier des prestations sociales de l'Etat.

350. Le représentant de la République slovaque indique que le Gouvernement s'est focalisé sur l'allocation de garde d'enfants parce que celle-ci est versée mensuellement et par conséquent aide davantage le demandeur/ la demanderesse à prendre soin de ses enfants.

351. Répondant au représentant de la CES, le représentant de la République slovaque explique que le Ministère de l'Intérieur de son pays n'envisage pas d'apporter des modifications à la législation en ce qui concerne l'obligation de résider durant 3 ans. Si le demandeur/la demanderesse ne satisfait pas aux conditions requises susmentionnées, il/elle peut recourir à la procédure d'asile.

352. Le Comité prend note des modifications législatives annoncées et invite le Gouvernement slovaque à réviser la législation relative à l'allocation de naissance afin de mettre la situation en conformité avec la Charte sociale européenne.

CSER 16 SLOVÉNIE

Le Comité conclut que la situation de la Slovénie n'est pas conforme à l'article 16 de la Charte pour les motifs suivants :

- *il n'est pas établi que la protection juridique des familles roms est suffisante ;*
- *l'égalité de traitement entre les nationaux et les ressortissants d'autres Etats Parties à la Charte de 1961 ou à la Charte en matière de versement des prestations familiales n'est pas garantie en raison d'une condition de durée de résidence excessive.*

Premier motif de non-conformité

353. La représentante de la Slovénie indique que le Gouvernement maintient sa position que durant les quinze dernières années la Slovénie a adopté la politique et les mesures nécessaires en vue d'améliorer le statut social et économique de la communauté rom et a également amélioré leur accès aux services d'aide sociale et leur protection juridique.

Elle informe ensuite le Comité que la législation slovène ne permet pas la collecte de données en ce qui concerne la race, la religion, la nationalité ou toute autre donnée relevant de la loi sur la protection des données à caractère personnel et précise que la loi sur l'aide sociale ne contient pas de dispositions demandant aux individus de fournir des données sur leur origine ethnique ou religieuse. Par conséquent, les données sur les familles roms qui sont éligibles à l'aide sociale et à l'assistance de services sociaux ne sont pas disponibles.

La représentante souligne qu'en Slovénie les centres de travail social apportent de l'assistance aux membres de la communauté rom qui, en raison de la spécificité de leur mode de vie, du faible niveau d'éducation, de l'analphabétisme et de la mauvaise compréhension de la langue slovène ainsi que du taux de chômage élevé font très souvent recours à l'aide sociale, tant personnelle que l'aide à la famille.

La représentante de la Slovénie indique également que le Gouvernement slovène a apporté son soutien à une variété de différents programmes menés par les services publics et les organisations non gouvernementales dans le domaine de l'assistance sociale et familiale, parmi lesquels des programmes d'assistance à la communauté rom. Elle précise que, dans son pays, il faut justifier d'une résidence permanente pour pouvoir bénéficier de certains services sociaux, ce qui s'avère parfois difficile pour les membres de la communauté rom étant donné qu'ils changent souvent de lieu de résidence et occupent des logements dont l'adresse n'est pas répertoriée ou construits illégalement. Un amendement de la loi sur l'enregistrement de résidence, en cour d'élaboration, devrait remédier à cette situation.

354. En réponse à la question soulevée par la représentante de la Pologne, la représentante de la Slovénie précise que pour pouvoir bénéficier de l'aide sociale, il est nécessaire de résider pendant un certain temps sur le territoire de la Slovénie et non dans une région particulière.

355. Le Comité prend note des informations fournies et attire l'attention du Gouvernement slovène sur la nécessaire mise en œuvre de réformes visant l'amélioration de la protection juridique des Roms.

Deuxième motif de non-conformité

356. La représentante de la Slovénie souligne qu'en vertu de la décision de la Cour constitutionnelle de 2006, les ressortissants étrangers ont le droit à l'allocation pour enfant. Les ressortissants de l'Union européenne ont le droit aux prestations familiales en conformité avec le règlement de l'UE. Elle ajoute qu'en 2011 un nouveau Code de la famille a été adopté et qu'en 2012 la Direction des affaires familiales élaborera des amendements à la loi relative à la protection parentale et aux prestations familiales. A cette occasion, la condition de durée de résidence sera considérée.

357. La représentante de la Lituanie observe des tendances positives en Slovénie en matière de réduction de la durée de résidence exigée pour l'acquisition du droit aux prestations familiales, bien que les réformes ne soient pas encore terminées. Le représentant de la Belgique se rallie à cette opinion.

358. En réponse au représentant de la CES, la représentante de la Slovénie précise que la condition de résidence permanente a été réduite à cinq ans contre huit années auparavant.

359. Le Comité observe que la condition exigeant cinq ans de résidence permanente ne pose pas problème pour les familles roms présentes en Slovénie qui sollicitent des prestations familiales. Ce pourrait être le cas si les conditions requises pour justifier de sa résidence (par exemple, adresse no répertoriée, logement construit illégalement), et l'accès à certains services sociaux risquerait de s'en trouver affecté. Les centres d'action sociale aident les membres de la communauté rom à surmonter ces difficultés.

360. La représentante de la Slovénie indique que selon le Ministère de l'Intérieur il n'y a pas de difficultés observées chez la population rom pour obtenir la nationalité.

361. En réponse à la question soulevée par le représentant du Royaume-Uni, la représentante de la Slovénie reconfirme que la durée de résidence sera réexaminée lors de l'élaboration de la nouvelle loi relative à la protection parentale et aux prestations familiales.

362. En réponse à la question du représentant de la Turquie, la représentante de la Slovénie informe que les données chiffrées sur la population rom avec la nationalité slovène n'est pas disponible car la législation slovène ne permet pas de ventiler les informations selon le critère ethnique.

363. La représentante de la Pologne indique que le délai de 5 ans provient de la réglementation communautaire et qu'il conviendrait de conclure des accords bilatéraux pour résoudre le problème de la durée excessive.

364. Le représentant de la CES fait noter que la situation en Slovénie n'a pas changé depuis la dernière évaluation en ce qui concerne l'égalité de traitement.

365. Le Comité prend note des modifications législatives annoncées et invite le Gouvernement slovène de considérer et diminuer la durée de résidence pour mettre la situation en conformité avec l'article 16 de la Charte.

CSER 16 TURQUIE

Le Comité conclut que la situation de la Turquie n'est pas conforme à l'article 16 de la Charte aux motifs que :

- *les mesures mises en œuvre pour résoudre le problème de la violence domestique n'ont pas été suffisantes ;*
- *il n'a pas été établi qu'il existe un régime général de prestations familiales.*

Premier motif de non-conformité

366. Le représentant de la Turquie a fourni par écrit les informations suivantes :

> La Turquie mène une lutte résolue contre toutes les formes de violences à l'encontre des femmes, y compris les crimes coutumiers et d'honneur. Dans ce contexte, des mesures juridiques nécessaires ont été réalisées en faveur des femmes. En revanche, la mise en pratique de ces mesures juridiques nécessite une lutte à long terme et multilatérale.
> En ce sens, afin de renforcer le statut des femmes au sein de leurs familles et de la société et d'inverser la présupposition et l'approche traditionnelles qui ont des effets négatifs sur les crimes coutumiers et d'honneur et sur la violence domestique à l'encontre des femmes, les efforts de promouvoir la sensibilité de la société continuent en coopération avec toutes les parties concernées.
> En outre, les études pour augmenter le nombre et l'efficacité des mécanismes assurant la protection et le soutien aux femmes victimes de violences ont pris de l'ampleur.
> 1. La circulaire du premier ministre N° 2006/17 relatif aux mouvements de violence envers l'enfant et la femme et aux mesures à prendre pour la prévention des crimes coutumiers et d'honneur a été publiée.
> Dans le cadre de cette circulaire :
> a) Un Comité de suivi de violence à l'encontre des femmes a été établi avec la participation de toutes les institutions publiques compétentes, des universités et des organisations de la société civile. Ce Comité évalue le travail effectué concernant la violence faite aux femmes et offre des suggestions sur les mesures à prendre.
> b) En ce qui concerne la violence domestique et l'égalité des sexes dans la société, les protocoles de formations entre différents Ministères ont été signés en vue d'accroitre la sensibilité du personnel des établissements et des institutions publics fournissant des services aux femmes soumises à la violence.
> Dans le cadre de ces protocoles, 40 400 officiers de police, 65 000 agents de santé et 326 médecins de famille ont été formés. En outre, d'ici jusqu'à 2015, on vise à former 100 000 officiers religieux.
> 2. Un projet relatif au rôle de la police dans la prévention de la violence domestique envers les femmes et à la formation des policiers en matière de violence familiale a été préparé et mis en œuvre avec le soutien financier du Fonds des Nations Unies pour la Population.
> 3. Dans le cadre des formations en matière de l'égalité des sexes dans la société, des cadres de haut niveau, des fonctionnaires d'État, des maires, des représentants de la société civile, des syndicats et des universités ont été formés.

4. La Commission pour l'égalité des chances a été établie en mars 2009 au sein de la Grande Assemblée nationale de Turquie. Une sous-commission a été créée avec le but d'étudier et de rechercher les bonnes pratiques de prévention d'actes de violence à l'égard des femmes.
Cela montre que le Gouvernement turc prend très au sérieux la question de la violence à l'égard des femmes et qu'il est très engagé dans la lutte contre les violences faites aux femmes.
5. La Turquie a signé et ratifié sans réserve, le 24 novembre 2011, la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique.
6. En vue de prévenir la violence à l'égard des femmes, de protéger les personnes soumises à la violence ou qui risquent de subir la violence, un projet de loi relatif à la protection des femmes et des membres de la famille contre la violence a été préparé.
7. En Turquie, il existe 83 lieux d'accueil d'hébergement d'urgence pour les femmes, dont 55 rattachés à l'État, 25 rattachés aux municipalités et 3 rattachés aux ONG. Leur capacité totale est de 1 859.
Assurer le développement en quantité et en qualité de ces lieux d'accueil est l'une des tâches primordiales du Gouvernement turc. Dans ce contexte, des études sont en cours et un Règlement relatif aux lieux d'hébergement d'urgence pour les femmes a été préparé.
8. En vue de fournir un service plus complet et plus efficace aux victimes de la violence, de mieux examiner les données relatives à la violence contre les femmes et d'assurer une coordination plus efficace entre les institutions /organisations luttant contre la violence à l'égard des femmes, des études sont menées pour établir un Centre de Prévention et de Suivi des violences.
9. Avec la participation des parties concernées, un plan d'action pour la lutte contre la violence domestique envers les femmes a été préparé et mis en œuvre pour les années 2007-2010. Après sa révision, ce plan d'action sera mis en œuvre pour la période 2012-2016.
10. Dans le but de suivre au niveau national la violence faite aux femmes, un projet pilote de base de données concernant la violence à l'égard des femmes a été lancé.

Deuxième motif de non-conformité

367. Le représentant de la Turquie souligne qu'il n'existe pas dans le pays un régime général de prestations familiales pour des raisons diverses, et notamment :

- le taux de participation des femmes au marché du travail est insuffisant (26 %) ;
- le taux d'emploi non déclaré et l'économie informelle sont trop importants (50 %) ;
- la disparité des naissances en fonction du lieu est trop grande (1-2 enfants dans des régions occidentales et les zones urbaines, 4-8 dans les régions orientales et les zones rurales).

368. Pour compenser ce manque, divers programmes d'aide sociale destinés aux familles qui en ont besoin sont mis en place et assurés par quelque 937 ONG. Il s'agit en particulier d'une aide à l'éducation, à la santé, au logement, prestations aux veuves qui ne sont soumises à aucun régime de sécurité sociale, allocations aux personnes handicapées, à leurs familles et aux personnes âgées.

369. Le représentant de la Turquie informe ensuite que suite à une étude lancée en 2009, un projet de loi sur les prestations sociales a été élaboré. De plus, un pas important vers la mise en place d'un régime général de prestations familiales a été franchi avec la création du Ministère de la famille et de la politique sociale. Ainsi, toutes les prestations pourront être gérées par le même ministère.

370. En réponse à l'observation du représentant de la CES que le Comité s'est déjà félicité en 2007 d'un projet de loi sur le régime général de prestations familiales, le représentant de la Turquie répond qu'il fallait d'abord réunir toutes les prestations sous la responsabilité d'un seul ministère, ce qui a été fait. Ceci montre la volonté du Gouvernement d'assumer ses responsabilités vis-à-vis de la Charte.

371. Les représentantes de la Belgique et de la Lituanie partagent les préoccupations du représentant de la CES et soulignent la nécessité de mettre en place en Turquie un système général de prestations familiales.

372. Le représentant de la Turquie fait observer que bien qu'un tel régime n'existe pas, l'État a mis en place un système d'aide aux familles vulnérables.

373. Au terme de la discussion et vu que la situation en Turquie n'est pas conforme depuis 1995, la représentante de l'Islande propose un vote sur une Recommandation. Cette proposition est soutenue par la représentante de la Pologne.

374. Conformément à ses Règles de procédure, le Comité procède au vote sur une Recommandation, rejetée (15 voix pour, 10 contre). Puis le Comité procède au vote sur un Avertissement, adopté (27 voix pour, 3 contre).

CSER 16 UKRAINE

Le Comité conclut que la situation de l'Ukraine n'est pas conforme à l'article 16 de la Charte au motif que les mesures mises en oeuvre pour résoudre le problème de la violence domestique n'ont pas été suffisantes.

375. La représentante de l'Ukraine a fourni par écrit les informations suivantes :

> At national level, the following relevant legislative and other measures have been adopted in the last years:
> - On 1st December 2010 (№ 2154) the Cabinet of Ministers of Ukraine approved the Action Plan for the National Campaign to "Stop the Violence" up to 2015;
> - On 7 November 2011 Ukraine signed the Council of Europe Convention on Preventing and Combating Violence against Women and Domestic Violence.
> - The working group has been established to develop the draft Law of Ukraine "On Amendments to Some Legislative Acts of Ukraine on Combating Domestic Violence".
>
> Updated information will be provided in the next report.

Article 17§1 – Assistance, éducation, formation

CSER 17§1 ANDORRE

Le Comité conclut que la situation d'Andorre n'est pas conforme à l'article 17§1 de la Charte au motif qu'il n'est pas expressément interdit d'infliger des châtiments corporels au sein du foyer familial, en milieu scolaire et en institution.

376. Le représentant de l'Andorre a fourni par écrit les informations suivantes :

> D'une part, les châtiments corporels sur mineurs sont expressément interdits au sein du foyer familial, tel qu'il est établit dans l'article 114 du texte refondu du Code Pénal de 2008 intitulé « Mauvais traitements au sein du foyer » destiné á la protection du conjoint, de ses descendants et aussi de ses ascendants, comportant des peines de trois mois jusqu'à trois ans de prison. Par conséquent, la modification législative a été faite de telle sorte qu'elle permet l'intervention des tribunaux devant un cas de violence sur mineurs.
> « Article 114
> Celui qui exerce de façon habituelle une violence physique ou psychologique sur celui qui est ou a été son conjoint ou la personne avec laquelle il a maintenu ou maintient une relation analogue

de cohabitation ou sur ses ascendants, descendants…sera puni avec une peine de prison de trois mois à trois ans… »

D'autre part, il est important de mentionner qu'un Protocole d'action dans les cas d'enfants en danger, a été mis en place par le Ministère de la Santé, du Bien-être social et du Travail, et est en vigueur en Andorre depuis le 10 juin 2004. Ce protocole a pour finalité la protection de l'enfant face à n'importe quelle situation de danger, l'établissement des circuits d'intervention, de la coordination des professionnels et des niveaux d'intervention en fonction de la gravité de la situation détectée. Ce protocole a été élaboré avec les différents agents sociaux afin de permettre une intervention souple et efficace qui garantisse l'intérêt supérieur de l'enfant et évite la victimisation secondaire de celui-ci. Les objectifs de ce protocole sont :

- Protéger l'enfant devant les situations de danger ;
- Garantir la coordination entre les différentes institutions ;
- Alléger l'impact occasionné à l'enfant lorsque l'agression a eu lieu en effectuant un suivi correct de l'enfant et de sa famille.

Ce protocole définit les principes généraux d'action et d'intervention dans les deux cas suivants :

- Incertitude ou soupçon de mauvais traitements ;
- Certitude ou évidence de mauvais traitements ;

Dans les deux cas précédents, trois niveaux d'intervention ont été mis en place :

- Niveau 1 : Réponse urgente (L'intervention doit être immédiate au moment du signalement) ;
- Niveau 2 : Réponse préférentielle (L'intervention doit avoir lieu au maximum 48 h après avoir reçu le signalement) ;
- Niveau 3 : Réponse ajournée (C'est les cas où les intervenants ont l'information suffisante pour évaluer qu'il n'y a pas de risque immédiat pour la santé et la sécurité de l'enfant et que cette situation peut se maintenir sans prévision de changement, les services sociaux initient la phase d'intervention/évaluation).

Les niveaux 1 et 2 sont directement pris en charge soit par la police (brigade des mineurs) soit par la justice. Il est cependant conseillé de faire intervenir directement la police puisque son intervention est plus rapide.

Le niveau 3 est pris en charge par les services sociaux qui réalisent une évaluation de la situation, un suivi et dans les cas nécessaires formulent des propositions de mesures de protection à la justice.

Le Protocole permet à la population civile de prendre conscience des mauvais traitements infligés aux enfants d'Andorre et qu'il est important que tous les membres de la société participent à la prévention et à la détection des cas de maltraitance. Ce document garantit l'anonymat de la personne qui dénonce un cas de mauvais traitements aux enfants et émet des recommandations pour écouter les enfants, en particulier ceux qui sont victimes d'abus sexuels sans pénétration où les déclarations de l'enfant sont souvent confrontées à celles de l'adulte.

De plus, les châtiments corporels ou les humiliations délibérées contre des enfants sont interdits dans l'environnement familial, dans toute institution privée ou publique éducative, pénale ou de garde. Il n'existe aucune restriction quant à la dénonciation de faits délictueux commis sur des enfants. Toute personne peut s'adresser au service de police, au Ministère Public ou aux autorités judiciaires. Ces différentes institutions ont l'obligation de recevoir toutes les dénonciations, écrites ou verbales. En fait, n'importe quel mineur, sans limite d'âge, peut s'adresser à la Police ou directement à la justice pour dénoncer un délit auprès des autorités, ce qui implique immédiatement le début d'une actuation judiciaire. Dans la pratique, les mineurs doivent s'adresser à la justice (au juge de garde qui est disponible 24 heures sur 24, 365 jours par an) pour dénoncer les faits, souvent accompagnés d'adultes.

D'un point de vue pénal, le nouveau Code Pénal à cet égard est totalement clair et interdit toutes les formes de violence physique ou psychologique contre les personnes en général y compris la maltraitance et les actes entraînant des lésions corporelles.

En ce qui concerne l'interdiction des châtiments corporels dans les institutions pénitentiaires ou dans d'autres institutions pénitentiaires, il faut noter que jusqu'à l'approbation de la Loi pénitentiaire organique 4/2007 du 22 mars 2007, la loi relative à l'organisation du système pénitentiaire était insuffisante d'après certains organismes internationaux. C'est pour cette raison que l'Andorre a décidé d'approuver la Loi 4/2007, qui établit le principe général du respect des droits constitutionnels des détenus dans tout ce qui n'est pas affecté par la peine et par les propres conditions inhérentes à la détention et qui établit la fonction rééducative et l'insertion sociale prévues par le système pénitentiaire.

Le régime de détention comporte la restriction d'un des droits basiques de la personne, qui est celui de sa liberté, ce qui affecte de nombreux droits reconnus par la Constitution et par les conventions internationales relatives aux droits de l'homme. Dans cette perspective, la Loi 4/2007 considère d'une manière spéciale l'interdiction d'appliquer des sanctions ou des traitements cruels, inhumains ou dégradants, le respect de la dignité humaine, la non-discrimination, le droit à la sécurité personnelle ou même le droit à la vie privée qui doit être également préservé, sous certaines limites, à l'intérieur des prisons.

Un autre aspect relatif à la détention affectant directement les droits des détenus est le système disciplinaire. Bien que la détention comporte l'existence d'une relation spéciale de subjection des détenus à l'égard de l'Administration, il est important de noter que les mesures disciplinaires sont limitées et doivent être réglementées afin de préserver le principe constitutionnel de légalité en matière de sanctions.

Enfin, la Loi 4/2007 prévoit le contenu et la finalité de la peine, l'exercice des droits de l'individu du point de vue civil, social, économique ou culturel.

Parmi les articles les plus importants de cette Loi, il est important de spécifier que l'article 2 garantit la personnalité et la dignité des détenus, la liberté idéologique et religieuse des prisonniers, les droits et les libertés fondamentaux, les autres droits et intérêts juridiques des détenus qui ne sont pas affectées par la condamnation. L'article 4 établit le principe de non-discrimination et l'article 5 prévoit l'obligation de l'Administration de garantir la vie, l'intégrité personnelle et la santé des détenus. L'article 6 stipule que les détenus ne peuvent pas faire l'objet de tortures, être soumis à des mauvais traitements ou à des vexations verbales et physiques, à des traitements dégradants, ni à une rigueur inutile ou disproportionnée dans l'application des normes qui régulent le régime pénitentiaire.

La Loi respecte complètement les standards européens de protection et du respect des droits de l'homme.

CSER 17§1 ARMÉNIE

Le Comité conclut que la situation de l'Arménie n'est pas conforme à l'article 17§1 de la Charte aux motifs que :

- *les châtiments corporels infligés aux enfants ne sont pas expressément interdits en milieu familial ;*
- *les jeunes délinquants peuvent être maintenus en détention provisoire pour une durée pouvant aller jusqu'à douze mois.*

Premier motif de non-conformité

377. La représentante de l'Arménie informe le Comité que, conformément à l'article 9 de la loi relative à la protection des droits de l'enfant, chaque enfant est en droit d'être protégé contre toute forme de violence et nul, y compris le représentant légal de l'enfant, n'est autorisé à exercer des actes de violence sur un enfant ou à lui infliger une punition dégradante. De l'avis du Gouvernement de l'Arménie, cette disposition couvre tous les types de violences, notamment les châtiments corporels mais, pour tenir compte de la conclusion de non-conformité formulée en raison de l'absence

d'interdiction expresse des châtiments corporels en milieu familial, une telle interdiction a été inscrite dans le nouveau projet de loi relative à la violence familiale, texte actuellement en discussion avec les parties concernées. La représentante de l'Arménie déclare également qu'un séminaire, auquel les membres du CEDS ont été invités, traitera de cette question en novembre 2012.

378. Le Comité prend note de cette évolution positive et engage le Gouvernement de l'Arménie à rendre la situation conforme à la Charte sociale européenne.

Deuxième motif de non-conformité

379. La représentante de l'Arménie a fourni par écrit les informations suivantes :

> Article 89 of the Criminal Code of RA specifies that imprisonment shall be imposed on minors:
> (1) for a maximum term of one year for a crime of minor gravity, and for a maximum term of three years for a crime of medium gravity;
> (2) for a maximum term of seven years for a grave or particularly grave criminal offence committed before attaining the age of sixteen;
> (3) for a maximum term of ten years for a grave or particularly grave criminal offence committed at the age of sixteen up to attaining the age of eighteen.
> And on the basis of Article 86 of the Criminal Code of RA life imprisonment as a type of punishment cannot be imposed on a person who has committed a crime before attaining the age of eighteen.
> Hence, imprisonment exceeding period of ten years cannot be imposed on a person who has committed a crime before attaining the age of eighteen. It should also be mentioned that in the draft of the new Criminal Procedure Code of RA (submitted to the Government of RA for discussion) new guarantees for imprisonment of minors during legal proceedings are specified. Particularly, Article 456, part 2 of the draft stipulates that pre-trial detention as a type of restraint can be imposed on a minor defendant as an extreme measure and for the minimal period only when the person is charged with grave or particularly grave crime.
> As far as the maximum period of pre-trial detention imposed on minors is concerned, the observation of the Committee will be properly taken into consideration during finalization of the draft.

CSER 17§1 BELGIQUE

Le Comité conclut que la situation de la Belgique n'est pas conforme à l'article 17§1 de la Charte aux motifs que :

- *il n'est pas expressément interdit d'infliger aux enfants des châtiments corporels au sein du foyer ;*
- *les mineurs peuvent être détenus dans des prisons pour adultes.*

Premier motif de non conformité

380. Le représentant de la Belgique, déclarant qu'il n'y a pas de développements récents par rapport à la situation décrite au rapport, informe le Comité que la proposition de loi mentionnée n'a pas obtenu la majorité requise compte tenu des autres dispositions en vigueur par ailleurs.

Le représentant de la Belgique explique que son Gouvernement considère que, même si le Code pénal ne connaissait pas d'infraction spécifique consacrée aux châtiments corporels, une incrimination générale permettrait, suivant une approche holistique transcendant les voies juridiques, de mieux appréhender les faits propres à chaque espèce. La Ministre de la Justice a néanmoins adressé une circulaire aux Parquets en réaction à la décision intervenue dans la réclamation collective n° 21/2003, Organisation mondiale contre la torture (OMCT) c. Belgique, rappelant que les châtiments corporels

peuvent, le cas échéant, donner lieu à poursuites pour « coups et blessures » ou « traitements dégradants » en application du Code pénal.

Le représentant de la Belgique souligne que des actions de sensibilisation pour la protection des enfants contre les violences sont mises en œuvre notamment par les Communautés belges pour inciter les victimes à solliciter de l'aide. Le volet préventif (police, associations, médecins, école, services de protection de la jeunesse, etc.) est développé et fait remonter des informations aux pouvoirs publics ou des alertes aux services de police pour leur permettre de prendre des mesures urgentes. Les secteurs judiciaire et policier belges sont formés à apporter une réponse mesurée face à tout acte de violence, et plus particulièrement à la violence domestique. Un large éventail de structures, d'institutions, de campagnes et mesures de sensibilisation, d'accueil des victimes, de formations, de résolution des conflits intrafamiliaux, de lieux de conseils et d'aide complète le dispositif par ailleurs.

Le représentant de la Belgique informe le Comité que la Belgique a ratifié la Convention des Nations Unies sur les droits de l'enfant et vient de signer la Convention du Conseil de l'Europe relative à la violence à l'encontre des femmes et à la violence domestique. Le représentant de la Belgique estime que la Belgique dispose d'un cadre légal de soutien et d'aide aux familles qui permet d'affirmer que le droit des enfants à la dignité et à l'intégrité physique est protégé à grande échelle.

381. En réaction à la constatation par la Présidente que la proposition d'incrimination spécifique du châtiment corporel n'a pas été adoptée, la représentante de la Pologne propose d'appuyer les efforts du Gouvernement belge, et d'insister sur la nécessité d'adopter une incrimination spécifique.

382. En réponse à une question de la représentante de l'Islande, le Secrétariat précise que l'interdiction expresse du châtiment corporel dans l'enceinte familiale n'est pas forcément requise au niveau pénal, mais qu'elle peut tout à fait être intégrée à la législation civile ou familiale. L'objectif ne consiste pas à criminaliser les parents, mais à disposer d'une interdiction expresse, claire et concise.

383. Le représentant de la Turquie indique que le CEDS souhaite une interdiction assortie de sanctions.

384. Le Secrétariat précise que la législation suédoise, par exemple, prévoit une interdiction expresse mais pas de sanctions spécifiques.

385. La représentante de la Pologne, rappelant que le CEDS ne semble pas se contenter de dispositions pénales dans la mesure où celles-ci ne visent que les cas les plus graves, souligne qu'il souhaite également une interdiction dans la législation civile ou familiale, assortie de mesures de suivi telles que la médiation.

386. Le représentant de la Belgique, exprimant sa reconnaissance pour les précisions apportées, souligne le rôle particulier des Commissaires aux droits de l'enfant, qui accueillent facilement des plaintes, entretiennent des contacts individualisés avec les familles, et peuvent aider à introduire des actions en justice.

387. En réponse à une question de la représentante de la Grèce, la Présidente précise qu'il y a eu des développements positifs (circulaire, projet de loi non adopté, campagnes d'information, prévention étendue pour les cas graves), mais pas de législation nouvelle.

388. En réponse à une question du représentant de la CES, le représentant de la Belgique précise que le projet de loi discuté porte essentiellement sur une règlementation de la violence familiale, dans laquelle l'interdiction du châtiment corporel a été intégrée.

389. Le Comité prend note des développements positifs, et appelle le Gouvernement de la Belgique à interdire expressément le châtiment corporel des enfants dans l'enceinte familiale, afin de mettre sa législation en conformité avec la Charte sociale européenne.

Deuxième motif de non-conformité

390. Le représentant de la Belgique a fourni par écrit les informations suivantes :

Les mineurs ne sont pas détenus dans des prisons pour adultes avec des adultes. En vertu de l'article 606 du Code d'Instruction Criminelle, ils sont dans des centres spécifiques pour « mineurs » déssaisis. Ces centres (Saint-Hubert et Tongeren) accueillent des détenus qui ont comme point commun d'avoir été déssaisis. Il y a des mineurs de 16 et 17 ans mais aussi des majeurs dont le seul titre de détention est la condamnation faisant suite à leur déssaisissement. S'ils devaient être condamnés pour des faits commis étant majeurs, ces détenus seraient, alors, transférés dans une prison. Eu égard au petit nombre de détenus (ces deux centres accueillent ensemble 40/45 dessaisis), on y retrouve des prévenus ainsi que des condamnés.
Le « déssaisissement » est une procédure d'exception. Dans des cas exceptionnels, lorsque des mineurs de 16 ans et plus ont commis un fait grave ou ont déjà fait l'objet de mesures, ils peuvent être renvoyés vers une autre juridiction par le juge de la jeunesse lorsqu'il estime qu'une mesure de protection du jeune mineur n'est pas ou plus adéquate. Le jeune sera alors jugé soit par une chambre spéciale du tribunal de la jeunesse, composée de deux juges de la jeunesse et d'un juge correctionnel, soit par une cour d'assises qui appliqueront le droit pénal pour adultes (article 57bis de la loi du 8 avril 1965 sur la protection de la jeunesse). Le recours à la procédure de déssaisissement se fait, néanmoins, dans le respect de conditions très strictes (procédure d'exception) et le mineur jouit de garanties procédurales.

CSER 17§1 BOSNIE-HERZÉGOVINE

Le Comité conclut que la sitaution de la Bosnie-Herzégovine n'est pas conforme à l'article 17§1 de la Charte au motif qu'il n'est pas interdit des châtiments corporels au sein du foyer familial, dans le cadre scolaire et en institution.

391. Le représentant de la Bosnie-Herzégovine a fourni par écrit les informations suivantes :

Status of the child

FEDERATION OF BOSNIA AND HERZEGOVINA (FBIH)
Article 92 of the FBiH Family Law (FBiH Official Gazette 35/05, 41/05) provides that a child has the right to know that he/she was adopted and that the adoptive parents must inform the adopted child about it until he/she is seven or immediately after the adoption, if an older child is adopted. In addition, the Law provides that an adult adopted child shall be allowed to review the adoption file, while the guardianship authority shall allow a minor adopted child to review the adoption file if it determines it is in his/her interest.
The Family Law of FBiH does not contain any provisions that restrict an adult adopted child's access to the adoption file.
The report has already stated that the Family Law of FBiH does not contain provisions that treat differently legitimate and illegitimate children in any given issue, and so is the case when it comes to maintenance of a minor child. Thus, the Law has several provisions determining that parents are obliged to support their minor children and that in fulfilling this obligation they must use all their abilities and capabilities.
The Federation applies the old Law of Inheritance ("Official Gazette of SR BiH" 7/80, 15/80) which provides that illegitimate kinship is equalised with legitimate kinship in terms of inheritance and adoptive kinship with blood kinship. In the case of full adoption, inheritance rights of the adoptee and his descendants are severed from his relatives by blood (Article 5).
The Federation is preparing a new law on inheritance.

REPUBLIKA SRPSKA (RS)

The current RS Family Law does not specifically provide for the child's right to know his/her origin, so the cases when it can be restricted are not provided for.
Article 8 of the RS Family Law provides that the rights and duties of parents and other relatives of children and the rights and duties of children towards their parents and relatives are equal, regardless of whether the children were born within marriage or outside marriage.
Article 237 of the RS Family Law provides that the stepfather and stepmother shall support their minor stepchildren, if they do not have relatives who are obliged to support them under provisions of this Law. Stepfather and stepmother's obligation to support their minor stepchildren remains even after the death of the child's parent, if at the time of his/her death a family union between the stepfather or stepmother and stepchild existed.
Article 4 of the RS Inheritance Law (Republika Srpska 1/09) provides that illegitimate kinship is equalised with legitimate kinship in terms of inheritance and adoptive kinship with blood kinship. In the case of full adoption, inheritance rights of the adoptee and his descendants are severed from his relatives by blood.

BRČKO DISTRIKT (BD)
Chapter IV of the BD Family Law governs the matter of adoption.
Article 76 of the BD Family Law provides that: “Adoption is a special form of family-legal protection of children without parents or without parental care, which establishes parental relationship, i.e. kinship. Adoption may be established as incomplete and complete“.
Article 77 provides that a child has the right to know that he/she was adopted and Article 94 provides that in pronouncing an adoption the Guardianship authority states the following: personal name of the adopted child, date and place of birth, citizenship of the adoptee, the personal name of one parent, national identification number and nationality of adoptive parents, the type of adoption and the new name of the adoptee.
Adoption may be established only if it is in the interest of the adoptee.
Article 96 of the Law provides that, with complete adoption, unbreakable kinship, the same as blood kinship is established between the adoptive parents and their relatives on the one hand and the adoptee and his descendants on the other hand. The adoptive parents are registered in the birth register as parents.
The same article provides that incomplete adoption creates rights and obligations under the law that exist between parents and children between the adoptive parents, on the one hand, and the adoptee and his descendants on the other hand. Incomplete adoption does not affect rights and duties of the adoptee toward his parents and other relatives.
Article 102 of the Family Law provides that in incomplete adoption the adoptive parent may limit or exclude the adoptee from the right of inheritance, under the conditions provided for in the law on inheritance. In BD, there is no law on inheritance and the old Law of Inheritance ("Official Gazette of SR BiH" 7/80, 15/80) applies.
Cohabitation in terms of the Family Law (Article 5, paragraph 1) is considered to be a union of a man and woman who are not married to or a common-law partner with other party, which lasts at least three years if they do not have children or less if a child is born.
Bearing in mind that the Family Law of BD considers cohabitation to be equal with marriage as regards rights to mutual maintenance and other property issues, a conclusion that the position of children born within marriage and outside marriage are fully equal (Article 5, paragraph 2) is reached.

Protection of children against ill treatment and abuse

BOSNIA AND HERZEGOVINA (BiH)
Article 34, paragraph 2) of the Framework Law on Primary and Secondary Education of Bosnia and Herzegovina defines the role and functions of school and bans corporal punishment of students, providing the following „School implements its role and functions in a

motivating environment for acquiring knowledge; respectful and supportive towards the individuality of every student, as well as towards his or her cultural and national identity, language and religion; safe and free of any form of intimidation and abuse, **physical punishment**, insults, humiliation and degradation and damage to health including damage caused by smoking, or by the use of any other intoxicating or illegal substances“.

FEDERATION OF BOSNIA AND HERZEGOVINA (FBIH)

It has already been discussed above that in the reform activities in the field of social welfare, in the context of shared responsibilities and activities of the Federation and the cantons in the field of social welfare, the Federation Ministry of Labour and Social Policy, together with line cantonal ministries, plans to draft a new law on social care and protection of families with children. In preparing the new legislation, the provisions of the European Social Charter and the conclusions of the Committee, relating to prohibition of physical punishment of children in social care establishments and alternative forms of care for children without parental care, will be taken into account.

BRČKO DISTRIKT (BD)

Article 110 of the BD Family Law (BD Official Gazette 23/07) implies that a child is entitled to protection from all forms of violence, abuse, a lack of care and neglect in the family.

Guardianship authorities, police, prosecutor's offices and courts are in charge of protection of personal rights and interests of the child, taking measures and advisory work, including protection from domestic violence and taking actions.

Term „an abused person“ is recognized in the Law on Social Welfare of BD where Article 16 defines that abused children are minors who suffer physical or mental pain or injury, which caused damage to their health, physical and psychological integrity of persons or prevent normal development of the child.

Abused children are beneficiaries of social welfare scheme, too.

Neglect or abuse of a child or minor – Article 21 of the BD Criminal Code (consolidated text) provides that:

1. A parent, adoptive parent, guardian or other person who seriously disregards his duties of taking care or raising a child or a juvenile shall be sentenced to prison from three months to three years.
2. A parent, adoptive parent, guardian or other person who maltreats the child or the juvenile, forces him to excessive work or work inadequate for his age, or forces the juvenile to beg or, out of self-interest persuades him to perform other actions harmful to his development, shall be sentenced as referred to in paragraph 1 of this Article.
3. If the offence referred to in paragraphs 1 and 2 of this Article resulted in a serious damage of health of the juvenile, or if the child or juvenile indulged in begging, prostitution or other types of asocial behaviour or delinquency due to offences referred to in paragraphs 1 or 2 of this Article, the perpetrator shall be sentenced to prison from three months to five years.

Article 218 of the BD Criminal Code defines:

1. A person who endangers tranquillity, physical or mental health of a member of his family by applying violence, impudent or remorseless behaviour shall be fined or sentenced to prison to up to one year;
2. A person who commits the offence referred to in Paragraph 1 of this Article against a family member with whom he lives in a household shall be fined or sentenced to prison to up to three years;
3. If the person who committed the offence referred to in Paragraphs 1 and 2 of this Article used weapons, dangerous tools or other objects that can cause serious bodily injuries or health impairments, he shall be sentenced to prison from three months to three years;

4. If the family member suffered from serious bodily injuries or serious health impairments as a result of the offence referred to in Paragraphs 1 through 3 of this Article, or if the offence referred to in Paragraphs 1 through 3 of this Article was committed against a child or a juvenile, the perpetrator shall be sentenced to prison from one to five years;
5. If the offence referred to in Paragraphs 1 through 4 of this Article caused death of the family member, the perpetrator shall be sentenced to prison from two to fifteen years;
6. A person who causes death of the family member whom he had previously abused shall be sentenced to minimum ten years or long-term imprisonment.

Children in public care

FEDERATION OF BOSNIA AND HERZEGOVINA (FBIH)

With a view to developing the social welfare system that will have the capacity to respond optimally to the need of child to live in his/her biological family, as well as to the needs of children already separated from their parents to get the protection which will be in the best interests of each child individually, a Policy Document on the protection of children without parental care and families at risk of being separated in Bosnia and Herzegovina 2006-2016 was drafted and subsequently adopted by the FBiH Government and in both Houses of the FBiH Parliament in July 2008. The adoption of this document launched a common policy on children without parental care and families at risk of separation in the Federation in all aspects of protection of children's human rights, as set forth in the Convention on the Rights of the Child.

The Federation committed itself in the document to carrying out deinstitutionalization and transformation of existing institutions for the care of children without parental care, which includes the provision of various services that will provide adequate support to families and children during the process of transformation of institutions.

An Action Plan for the period 2013-2016 was designed within this document, but it has not been adopted by the Federation Government yet. This Action Plan provides guidelines for the harmonization of legislation relating to the care of children without parental care and families at risk of separation with European standards.

The significance of this Action Plan is in the establishment of plans and programs, both at entity and cantonal levels and at local levels, with the aim of improving and implementing activities to successfully protect children without parental care and children at risk of separation and ensure decent conditions for life and optimal development of each child in a family environment.

In part related to the field of institutional childcare, the Action Plan provides for a Book of Rules on general, technical and professional requirements for the establishment and operation of social care institutions including the institutions for children without parental care, with the aim of converting the existing homes housing more than 40 children into homes to house 40 children. In the second phase the reduction should be made continued so that the capacity would be up to 12 children.

It is also necessary to amend the Law on Fundamentals of Social Welfare, which will define the possibility of opening new small family homes housing up to 12 children, whose services will be standardized. The amendments to the Law would provide for the placement of children without parental care under five years in homes only in exceptional situations, for a maximum period of 60 days.

Measures to strengthen the capacity of centres for social work in order to ensure adequate access to social assistance programs for children and their families are taken mainly in projects.

The "Support for Social Security Networks and Employment" Project is implemented by the Federation Ministry of Labour and Social Policy, i.e. PIU SESER and WB, which provide

assistance to centres for social work in the Federation in order to renovate 40 centres for social work based on findings and proposals for the renovation made by a chosen consultant.
The "Strengthening the Social Care System and Inclusion of Children in BiH" Project (SPIS) is implemented for capacity building of the social care system and inclusion of children and families in BiH.
Since autumn 2011 the SPIS program has been at the third stage of implementation and will be finalized with IPA 2010 funds. The overall objective of this stage is to improve social care systems at all levels of government, strengthening its programmatic framework and social care capacities, inclusion of children and institutional mechanisms for coordination and communication between providers of social services and authorities responsible for decision making at the local level, with a special emphasis on the needs and human rights-based approach. This will help to train professional employees in the centres for social work.
The SPIS project is implemented by the Ministry of Civil Affairs, the Ministry of Human Rights and Refugees, the Federation Ministry of Labour and Social Policy, the RS Ministry of Health and Social Welfare, the Government of Brcko District, the Directorate for Economic Planning and NGOs. Implementing this project, UNICEF will build on its experience of general training in human rights and specific technical training in the social sector.

The Committee wishes to be kept informed about the development of foster care in the Federation of Bosnia and Herzegovina, how well it is organized and the numbers of children placed in foster care as opposed to institutions.

FEDERATION OF BOSNIA AND HERZEGOVINA (FBiH)
Pursuant to Article 31 of the Law on Fundamentals of Social Welfare, Protection of Civilian War Victims and Families with Children, placement in another family can be provided to the children and adult persons who are in need of permanent assistance and support in order to provide for their sustenance, as they are incapable of meeting them in their own families of in some other way:
- children without parental care, educationally neglected children, educationally uncared children, children with problems in development, caused by the family situation, prior to return to their own families and before the completion of their full-time education, for the maximum period of 12 months following the completion of their full-time education;
- disabled persons, elderly persons and persons with socially negative behaviour who are incapable of taking care of themselves, and due to the housing or family situation may not have the protection ensured in some other manner;
- woman during pregnancy, during or after giving birth and single mother with child younger than 1 year, and in case that she does not have means to support herself or who needs temporary shelter due to unresolved housing question or disorderly family relations.

The centre for social work decides on placement into the third family's care and on termination of such placement of individuals who reside in its territory. The centre for social work which has decided on placement of a person into the third family's care provides assistance to this family and maintains contact with the person placed into the care through regular visits (Article 33 of the Law).
The member of the family in which the person is placed, who shall be in charge of caring for that person (hereinafter: foster parent) has to be sound in body and mind and have housing space and other conditions warranted for protection, care, food, studying and satisfying other needs and interests of that person (Article 34 of the Law).
A person cannot be placed in a family (Article 35 of the Law): in which one of the spouses has been deprived of legal capacity or it has been diminished, in which one of the spouses is deprived of the parental right, in which family relations are unstable, in which some of the

members are persons with socially negative behaviour, in which due to the illness of a family member the health of the placed person would be endangered.
To place a child in another family the consent of the parents, that is adoptive parents or custodians, and if the person is older than 15, his/her consent shall be warranted as well. The consent is not warranted if the parents are deprived of the parental right (Article 36 of the Law).
A family in which the child shall be placed may not undertake, without consent of parents, adoptive parents or custodians, significant actions in terms of the child's future, and especially it may not give the child to someone's care, terminate his/her education, change the type of school, decide on vocation choice and conclude an employment contract in terms of the labour regulations (Article 37 of the Law).
The foster parent has the right to an allowance. The value of allowance is determined by the cantonal legislation. Allowance is not considered as salary, nor is it other type of income that is liable to taxation (Article 38 of the Law).
On the basis of the decision on placement in another family, the Centre or the Ministry from one part and nursing parent from the other shall conclude a written contract on placement. The contract shall regulate the mutual relations between the Centre and the nursing parent, and specifically: the value and manner of payment of the allowance for accommodation of the persons, the person/institution under the obligation of allowance payment, conditions and period for contract cancellation, and other significant issues as well (Article 39 of the Law).
The cost of placement into the third family's care bears the person who is place into the care of the third family, parent, adopted parent, custodian, or relative who is legally obliged to sustain that person, or other legal of physical persons who took over the responsibility to settle the costs, in accordance with the cantonal legislation (Article 40 of the Law).
Placement in a social care institution may be obtained by children and adults in the need of permanent protection and support to satisfy their needs of life, and they may not obtain them in their own or some other family or though home care and assistance at home (Article 41 of the Law).
The Centre shall decide on placement in the institution based upon the opinion of the Centre's Expert team, enforcing court decision, custodian body or based upon findings and opinion of the relevant medical institution that is findings and opinion of the expert medical commission. The centre for social work that placed a person in to the institution is responsible for following up his/her treatment in that institution for the sake of care, protection, medical treatment, and physical and mental health of that person (Article 42 of the Law).
The institution is obliged to receive the person referred by the Centre. Exceptionally of the provision from par. 2 of this Article the institution may deny the admission of the person in the instance when its capacity is full and in the instance when, considering its field of work, it is not capable of providing adequate service to the beneficiary (Article 43 of the Law).
If further stay of the person placed in the Institution has become impossible due to some changes in his/her characteristics or due to non-existence of the conditions for appropriate treatment, the Institution shall be obliged to, minimum two months prior to the persons release, notifies the Centre which issued the decision on his/her placement, for the purpose of the placement in another institution of for the purpose of applying another form of social care (Article 44 of the Law).
The cost of the services provided by the Institution established in the territory of the Canton shall be set by the founder. The expenditures of placement in the institution shall be paid by the placed person, a parent, adoptive parent, custodian or relative who is, pursuant to the Law, obliged to support that person or physical or legal person who assumed contractual obligation to settle the costs. The contract regulates the mutual relations between the centre for social work and the institution, conditions and deadline for rescinding the contract, value and manner of paying the allowance, the entity responsible for paying the placement allowance, and other issues (Article 45 of the Law).

The collected data, although incomplete, show that the Federation still has a large number of children without parental care in residential children's homes housing children without parental care. In this respect there is a need to take action to develop alternative forms of care, primarily placement in foster families.
"The 2006-2016 BiH Policy of Protection of Children without Parental Care and Families at Risk of Separation" was developed.
The purpose of the Policy of Protection of Children without Parental Care and Families at Risk of Separation was to design a protection system with capacities to optimally meet the need of children to live in their biological family, as well as the needs of children already separated from their parents to get such protection, which will meet the requirement of the best interests of each individual child. This system will favour family care for children without parental care, the transformation of large institutions into small units, where the existing capacities and resources will be transformed into a series of services, primarily aimed at activities to prevent separation of children from their parents.
In accordance with "The 2006-2016 FBiH Policy of Protection of Children without Parental Care and Families at Risk of Separation", in 2011, Middle Bosnia Canton launched a campaign to promote placement in another family / foster family, which was implemented by "Hope and Homes for Children of BiH" NGO (HHC) in cooperation with the Ministry of Health and Social Policy of Middle Bosnia Canton. The campaign plans to distribute promotional materials, broadcast video and audio clips on local TV and radio stations. The campaign is expected to contribute to promotion of foster family care and the new foster families in the area of Middle Bosnia Canton facilitating growing up in a family environment for children without parental care who are currently growing up in institutions across the country. In addition, they implemented training programs for professionals of social work centres of the Canton.
In 2011 Canton Sarajevo initiated activities for the implementation of the Foster Care Promotion and Foster Family Training Project, whose goal is to turn attention of the public to the needs of children without parental care and promote foster care as a better form of children care. The project is implemented by "Cantonal Centre for Social Work" plc in collaboration with the Ministry of Labour, Social Policy, Displaced Persons and Refugees of Sarajevo Canton, the "Mjedenica" Institution for Special Upbringing and Education of Children, Hope and Homes for Children of BH, SOS Children's Villages and "Perspective" Association of Bosnia and Herzegovina Foster Families.
It is important to note that, when drafting new legislation in the Federation, the provisions of the European Social Charter respecting the development of placement of children in foster care will be taken into account in accordance with financial capabilities of the FBiH.

The Committee asks what the criteria for the restriction of custody or parental rights are and what is the extent of such restrictions. It also asks what the procedural safeguards to ensure that children are removed from their families only in exceptional circumstances are. It further asks whether the national law provides for a possibility to lodge an appeal against a decision to restrict parental rights, to take a child into public care or to restrict the right of access of the child's closest family.

The Family Law of FBiH (FBiH Official Gazette 35/05 and 41/05) stipulates that at the request of one or both parents, or *ex officio*, the guardianship authority may decide on the placement of the child with and giving custody over him to another person or institution, if it is necessary to protect the best interests of a child. Such decision of the guardianship authority shall be adopted without the consent of parents if they are absent, detained or unable to take care of a child while failing to entrust the custody to a person who meets the requirements for guardianship. In case of issuing the decision without the parental consent, the placement, care and upbringing of a child shall last up to two months (Article 147, paragraphs 1, 2, and 3).

If the circumstances which led to entrusting a child to another person or an institution without the consent of parents still exist, the guardianship authority shall immediately issue a decision on appointing a legal guardian to the child (Article 147, paragraph 5 of the Family Law FBiH).
If parents file a request on issuing a decision on the cessation of fostering and surrendering a child, and the guardianship authority establishes that this request is not in the interest of the child, it shall undertake measures to protect the rights and the best interest of the child (Article 147, paragraph 6 of the Family Law FBiH).
If the guardianship authority does not undertake measures to protect the rights and the best interest of the child within 15 days from the day the parents submitted the request, the parents may initiate a lawsuit in order to decide on the further care of the child (Article 147, paragraph 7 of the Family Law FBiH).
While issuing the decisions above, a guardianship authority acts in pursuance of the Law on Administrative Procedure (FBiH Official Gazette 2/98, 48/99) and pursuant to provisions of this Law a party may lodge an appeal against a decision taken by the guardianship authority as the authority of first instance. The Federation Ministry of Labour and Social Policy, as an appellate authority, shall take a decision on the appeal and an administrative dispute may be instituted against this decision before the Cantonal Court.
In addition, the Family Law of FBiH provides for the circumstances in which a parent can be deprived of the right to live with a child, i.e. of parental care.
The court shall deprive a parent of a right to live with a child in a non-contentious proceedings, and entrust the care and upbringing of the child to another person or an institution if the parents, i.e. the parent with whom the child lives, endangers the interest of the child and seriously neglects the raising, upbringing and education of the child or fails to prevent the other parent or a member of the family to treat the child in such a manner, or the child's upbringing has been seriously disrupted (Article 153, paragraph 1).
The Court shall restore the right of a parent to live with the child when it is in the interest of the child (Article 153, paragraph 4).
The parent who abuses his rights, profoundly neglects his duties, abandons the child, or neglects the child who does not reside with him and by acting so obviously puts at risk the safety, health or morals of the child, or who fails to protect the child from such behaviour of the other parent or another person, shall be deprived of his parental rights by the court in non-contentious proceedings (Article 154, paragraph 1).
The abuse of rights exists especially in cases of physical and mental violence against children, sexual exploitation of children, enticement of a child to socially unacceptable behaviour, and gross violations of child rights in any other way (Article 154, paragraph 2).
Gross neglect of duty exists especially in cases when a parent fails to fulfil the obligation of supporting the child for more than three months, fails to comply with the previously defined measures to protect the rights and interests of the child, fails to prevent child to drink alcohol, use drugs or other intoxicants, and prevents minor below the age of 16 to late night outings (Article 154, paragraph 3).
Parental custody can be revoked also to a parent who was revoked the right to live with the child, if in the course of one year s/he fails to fulfil the obligations and rights that did not cease by imposing this measure and fails to create conditions to restore these rights (Article 154, paragraph 4).
Parental custody can be revoked also to a parent who fails to create conditions for keeping personal relations and direct contacts of child with the second parent, or impedes, or prevents these contacts/relations (Article 154, paragraph 5).
Parental custody will be reinstated by the court decision when reasons for revocation cease to exist (Article 154, paragraph 8).
An appeal may be filed against a court decision revoking the right to a parent to live with an underage child and/or revoking the parental custody (Article 354 in conjunction with Article 337, paragraph 1). The first instance court is required to forward the appeal and the case file without

delay to the second instance court (competent cantonal court), which shall issue decision within 15 days of receipt of the appeal.
The FBiH Family Law stipulates that child has the right to live with his/her parents. If not living with both or with one parent, the child has the right to keep regular personal relations and direct contact with a parent with whom s/he does not live. The child has the right to keep personal relations and direct contact with his/her grandparents (Article 124, paragraph 2). Personal relations and direct contact with a parent may be restricted or prohibited only to protect the interest of the child (Article 145, paragraph 3).
Accordingly, a child that was placed with foster family or an institution has the right to keep personal relationship with parents and grandparents, if this is not contrary to his/her interest, and pursuant to the court decision issued in accordance with the provisions of the FBiH Family Law. The social welfare centre shall decide about the placement into an institution and follow up the treatment therein in order to protection the interest of the child (Article 42 of the Law on Social Welfare, Protection of Civilian War Victims and Families with Children).
Provisions of the Law on Administrative Procedure (FBiH Official Gazette 2/98, 48/99) are applied to proceedings for the exercise of entitlements under the Social Welfare Law, including making decisions about placement of a child in an institution or foster family, so a party may lodge an appeal against these decisions in pursuance of the Law. The cantonal ministry in charge of social policy, as an appellate authority, shall take a decision on the appeal.
An administrative dispute may be instituted against the decision of the appellate authority before the competent cantonal court in the Federation of BiH having personal jurisdiction in the case. The court proceedings are governed by the Law on Administrative Disputes (FBiH Official Gazette 9/05). The court proceedings are instituted after the administrative proceedings were completed solely on the basis of a final decision – that is a decision against which there is no regular legal remedy in the administrative procedure. Further, a party may institute court proceedings (an administrative dispute) when the appellate authority in the administrative procedure fails to issue a decision on an appeal against the decision of the authority of first instance within 30 days and then within further 7 days after a written request. In this case the party institute court proceedings as if his/her appeal had been rejected.

REPUBLIKA SRPSKA (RS)

RS ensures that any limitation or restriction upon the rights of parents to have custody of child is based on the criteria set forth in legislation and does not go beyond the limits necessary to protect the best interests of the child and family rehabilitation.
The Law on Social Welfare of RS provides conditions under which a child is entitled to be placed in an institution or foster family. Namely, the right to foster family placement is enjoyed by children without parental care and children whose development is hindered by family circumstances until the completion of training for independent life, return to their own family or placement with adoptive parents or another family, until the completion of formal education, i.e. training for independent life and work; children with moderate, severe and profound mental retardation, with multiple developmental disabilities, diagnosed with autism and children with physical developmental disabilities if the conditions do not allow him/her to remain in his/her family, while there is a need for this form of care and as long as the reasons for placement exist for neglected children (Article 37).
Also, the RS Family Law prescribes requirements under which the guardianship authority may revoke custody and entrust a child to other parent, another person or a relevant institution. Namely, this measure of the guardianship may apply when no judicial decision on entrusting the child was issued, if parents or if one parent with whom the child lives, abuses or neglects child, fails to bring the child up or the child shows signs of lack of upbringing (Article 97 paragraph 1). If parents, adoptive parent or guardian are unable to implement the measure of intensified supervision of a child (ordered by the guardianship authority), the guardianship

authority may decide to entrust a minor to foster family that has the ability and voluntarily accepts to conduct supervision (Article 101).

When selecting the appropriate measure of custody the guardianship authority is obliged to take into account the child's age, his/her psycho-physical development, psychological characteristics, preferences and habits, previous education and training, social circumstances of the family in which s/he lived, and other relevant circumstances. When selecting the appropriate measures, the guardianship authority is obliged to respect the principle of least intrusive (Article 103)

The validity of adoption depends on the consent given by both, the adoptive parents and biological parents and/or guardian before the competent guardianship authority (Article 145, paragraph 1). The consent of the adoptee to adoption is required for adoption of a minor over 10 years of age (Article 145, paragraph 2). The adoption shall be in the interest of the adoptee (Article 146). If there are particularly valid reasons the adoptive parent may be a foreign national. An adoption by foreign nationals cannot be completed without an approval issued by the Ministry of Health and Social Welfare (Article 147).

The adoption can be simple and full (Article 149). The simple adoption requires consent of both parents if adoptee has parents. The consent is not required if parents were revoked parental right, if parents were revoked legal capacity, if parents' residence is unknown for at least one year and if they fail to care for the child in that period (Article 152). Only a child up to 5 years old which has no living parents, or whose parents are unknown, or who have abandoned the child and their whereabouts are unknown for more than one year, can be fully adopted, or a child whose parents consented before the competent guardianship authority to full adoption (Article 157).

Persons who are entitled to the placement in an institution can be placed in a foster family (Article 38 of the Law on Social Welfare). The placement agreement is concluded between a social welfare centre and a member of a family who thus becomes a foster parent. A foster parent is entitled to allowance for supporting the child and to reward payment, both payable from funds earmarked for social welfare. The Ministry of Health and Social Welfare establishes criteria for determining the amount of allowance and payment (Article 40, paragraph 1, 2, 3 and 4).

The Law on Social Welfare stipulates that the Law on Administrative Procedure shall apply in the process of exercising rights under this Law, and that the appeal against a decision of the first instance authority shall be resolved by the ministry competent for social welfare (Article 71, paragraph 1 and Article 75, paragraph 1). Article 12 of the Law on General Administrative Procedure prescribes that a party shall have the right to appeal against a decision taken in the first instance. Only the law may provide that in certain administrative matters an appeal shall not be allowed, and this only if the protection of rights and rule of law are otherwise ensured.

Moreover, the Family Law stipulates that a person who wants to adopt a child may file an appeal against a decision rejecting the application for adoption with the second instance body competent for social policy issues. The appeal against a decision granting adoption may be filed only in case of error, fraud or coercion and in such cases no deadline shall apply (Article 169, paragraphs 1, 2 and 3).

An administrative dispute may be instituted against the decision of the appellate authority. The right to initiate an administrative dispute shall be vested in a natural or legal person if the final administrative act violated his/her right or direct personal interest based on law (Article 2, paragraph 1 of the Law on Administrative Disputes). Administrative disputes shall be decided by the District Court having territorial jurisdiction over the authority of first instance, being either the head office or an organizational unit, unless otherwise provided by law (Article 5). A party to the proceedings may lodge a request for extraordinary review of a final judgement of the District Court with the Supreme Court of Republika Srpska through the competent court (Article 35, paragraph 1). A citizen whose rights or fundamental freedoms enshrined in the Constitution of Republika Srpska have been violated by a final administrative individual act of an authority

shall be entitled to request the protection of the rights or freedoms from the Court, in accordance with this Law, unless a different judicial protection is provided (Article 53). The request shall be decided by the District Court (Article 54, paragraph 1). Protection of freedoms and rights of citizens enshrined in the Constitution shall also be protected if those rights or freedoms are violated by an action of an official in a RS administrative body, local self-government body or responsible person in a public agency or public corporation or any public body, which directly prevents or restricts, contrary to law, a certain individual in exercising such freedom or right (Article 55).

The Book of Rules on detailed conditions regarding space, equipment, necessary professional and other workers as requirements for the establishment of a social care institution provides *inter alia* that in a children's home a sleeping room for children under seven must be of at least 2 square meters per beneficiary and for children over seven years it must be of at least 5 square meters per beneficiary. The size of a living room shall be 2 square meters per beneficiary, the area of personal hygiene facility must be at least 15 square meters per residential group of 15 beneficiaries, a toilet must be provided for every 10 beneficiaries, the size of the room for team and group work is determined depending on the number of beneficiaries and professionals and the kind of work and must be of at least 30 square meters (Article 22).

A sleeping room shall have a maximum of five beds. The beds must be adapted to the age of users and the space between them must be at least 0.65 meters (Article 23).

Provisions of Articles 22-26 are applied to the institutions of social care for neglected children, whereas the facilities of these institutions must be located near facilities for primary education and upbringing, or secondary vocational education and upbringing, if education and training is not carried out within the institution. These institutions must have the following capacities: the Institution for education of children and young people cannot have a capacity of more than 50 children; disciplinary centre for juveniles cannot have capacity of less than two children; reception facility for children and young people cannot have a capacity of more than 20 children; diagnostic and observation Centre for neglected children and adolescents cannot have a capacity of more than 20 children (Article 28).

The capacity of the Institute for Children and Youth with physical or mental disabilities cannot be more than 250 people in one location. The bedrooms for children of 3-7 years can accommodate up to 5 beneficiaries, and dormitory areas must be of at least 3 square meters per user. Each facility must have at least one room as living area of 2 square meters per user. The Institute must have a play room of at least 2 square meters per beneficiary for each group of children aged from three to seven years and a room for learning materials, mattresses etc. of 6 square meters. The personal hygiene facilities must be of at least 25 square meters for a group of 15 beneficiaries. A toilet must be provided for every 6 beneficiaries. A room for storage, washing and disinfection of night vessels, measuring at least 6 square meters, has to be provided for severely mentally retarded beneficiaries (Article 34).

According to the report, the government develops its policy in relation to measures to be taken to transform the institutional care, develop alternative services, strengthen the capacity of the centres for social work and build a legal framework to protect families and children. The Committee wishes to be informed about the results of such policies.

The RS government adopted a strategy of improving the social welfare of children without parental care with a plan of action for the period 2009-2014. The Action Plan for the area of foster care and the Action Plan for the area of adoption envisage the following activities: the ratification of international instruments on adoption; establishment of a central registry of adoption and foster care database, creation of unique forms of adoption, introduction of procedures for monitoring the adoption and foster care and regular reporting to the competent institutions; training of professionals in the field of adoption and foster care, training of potential adopters, adoption and foster standardization, promotion of activities in public in order to

promote adoption as the most complete social care for children without parental care and public awareness raising about the benefits of being a foster family.
The Ministry of Health and Social Welfare has initiated the process of standardization of social care services. The ultimate goal of standards for social care services is to improve the quality of life of those who depend on these services and to ensure their effectiveness and efficiency. The first five standards that have been piloted relate to social care services that are intended for children (day care centres for children with special needs, institutional housing, early identification of children with special needs, children's village and foster care).
(SPIS) Project – "Enhancing the Social Welfare and Inclusion System for Children in Bosnia and Herzegovina" – is currently being implemented. The overall objective of the Project is to contribute to development of integrative model of social welfare of children and families with children at all levels. The Project will also contribute to the development of close cooperation between relevant social and financial sectors. The integrated, inter-sector approach to policy development, based on best practices, planning, implementation, monitoring and evaluation, will serve to define and enhance the function, role and strategic goals in the field of education, health, social welfare and other similar sectors which deal with specific forms of the exclusion of children and their families.
In order to provide adequate supervision of the social welfare the Minister has issued a Book of Rules on the Supervision over Professional Work and Providing Professional Assistance to Social Welfare Institutions of RS (RS Official Gazette 67/02).
According to recent figures from the Ministry of Health and Social Welfare, there are 45 Centres for Social Work, whereas 150 foster families are located in the territory of 12 centres.

BRČKO DISTRIKT (BD)

Certain rights to accommodation in institutions or foster family are provided within the social welfare scheme.
The purpose of the placement in a foster family is to enable children to meet their basic needs which cannot be met within their own families or otherwise. Placement into a social care institution shall be performed by sending a beneficiary to an appropriate institution that provides shelter (housing, food, clothes, care and assistance), education, vocational training and health care in accordance with special regulations on occupational, cultural, recreational/rehabilitative activities and services of social work.
The type of accommodation is suggested by the Professional Social Welfare Team on the basis of comprehensive consideration of a beneficiary's needs and the possibilities of his/her family and approved by the Department of Health and Other Services.
Pursuant to Article 57 of the Law on Social Welfare of BD, costs, i.e. part of the costs, of accommodation into an institution that provides social care services or into foster family, shall be borne by the beneficiary, parent, relative who has the obligation to maintain the beneficiary, competent authority, or another organization and persons who undertook to pay for the costs. The beneficiary shall bear costs with all his/her income and salary reduced for the amount needed for his/her personal needs. Housing costs of a beneficiary shall also be borne by parents and relatives responsible for maintenance, except for persons with severe mental disability; persons with severe physical disability; children with autism; and mentally ill persons who have guardians (Article 58, paragraphs 1 and 2).
While performing their activities, social care institutions shall cooperate with beneficiaries, families, citizens, institutions active in the field of health care and education, training and rehabilitation, organizations of the Red Cross and other humanitarian organizations, other institutions and companies, religious communities and foundations.
For the sake of care, protection, treatment of physical or mental health of such a person, the Sub-Department is required to follow his treatment in an institution or foster family.
BD has no public institutions for the accommodation of juvenile inmates. On the basis of their needs the Sub-Department places them in existing public institutions in BiH after the

completion of statutory proceedings.

Placement of juveniles in institutions	December 2008	2009	2010	2011
Public institutions outside BD	10	11	11	15

Source: BD of BiH Sub-Department for Social Welfare

Persons who have the right to placement into a social care institution have the right to placement in a foster family, too.
When choosing a family for a beneficiary to be put into, the service conducting the placement shall especially take into account personal characteristics of the beneficiary and family members, housing, other capabilities of the family and beneficiary's needs.
A beneficiary shall not be placed into a family in which a family member is deprived of parental custody or working ability; in which family relations are disturbed; in which a family member has deviant behaviour; in which, due to illness of a family member, the beneficiary's health would be endangered and the purpose of placement lost.
Minors are usually placed in families of their relatives (if any) and other families – foster families, on the basis of decision on placement.
The agreement is made between the Sub-Department and a family member, who thus becomes a foster parent. The foster parent has an obligation to care about the person, especially about health, education and training for independent life and work. The Sub-Department is required to report on all important issues for beneficiary. The family where the child is placed cannot make, without the consent of parents, adoptive or guardianship authority, any important decisions related to the child and especially cannot give him/her away to another person to take care of him/her, make him/her drop out of school, change school, choose a future occupation or job or conclude an employment contract.
For the sake of care, protection, treatment of physical or mental health of such a person, the Sub-Department is required to monitor his/her treatment in a foster family.
The foster parent has the right to financial support for maintaining the beneficiary and a fee for his/her work that is paid from funds designated for exercising rights in the field of social care.

Foster family	2005	2006	2007	2008	2009
Minors	34	31	29	27	26

Source: BD of BiH Sub-Department for Social Welfare

Article 114 of the BD Family Law determines that restriction and deprivation of parental custody may be ordered solely by the competent authority for the reason that a parent cannot relinquish his/her custody of a child.

Article 133 of the BD Family Law defines protection of rights and best interests of a child and prescribes that the guardianship authority shall undertake, *ex officio*, necessary measures for protection of the rights and best interests of the child on the basis of immediate information and notifications.
1. Notification of a child's rights violation, particularly of violence, abuse, sexual abuse and child neglect, shall be promptly submitted to the guardianship authority by any authority, organization or individual.
2. The court where misdemeanour or criminal proceedings involving a child's rights violation are pending shall notify the guardianship authority thereof and submit a final decision issued in these proceedings.
3. The guardianship authority shall be assisted in taking actions under paragraph 1 above

ex officio by the Police of Brčko District of BiH.
4. Before taking actions under paragraph 1 above the guardianship authority shall hear the minor child about the circumstances relevant to the decision, if he/she is able to understand what it is all about. The opinion of the minor child shall be respected and appreciated especially in the case of taking the measures separating the child from the parents.
5. The procedure under the preceding paragraph shall be urgent.
6. An appeal against the decision shall not stay the execution.

Article 134 of the BD Family Law – Cautions against shortcomings and provision of assistance:
1. The guardianship authority shall warn parents about their failure to take proper care of the child and help them in the elimination of shortcomings.
2. The guardianship authority shall assist the parents in arranging their social, financial and personal circumstances and relationships, and if best interests of the child require so, it shall refer parents to appropriate counselling.

Article 135 of the BD Family Law – Deprivation of a parent of the right to live with a child:
1. The Court shall, in non-contentious proceedings, deprive parents of their right to live with the child and entrust the care and custody over the child to another person or authority, if the parents or the parent with whom the child lives have violated the interests of the child by grossly neglecting his/her raising, upbringing and education or by failing to prevent the other parent or a family member to treat the child in the above-mentioned manner, or if the child has had a largely disturbed upbringing.
2. The imposition of the measure under paragraph 1 above shall not stop other parental duties, responsibilities and rights.
3. Deprivation of a parent of the right to live with a child shall be imposed for one year.
4. While this measure in effect, if the court finds that it is in the interest of the child, it shall impose other measures to protect the child or re-impose the same measure.
5. At request of the parent who was deprived of this right or *ex officio* and according to a prior opinion of the guardianship authority, the court shall decide whether to reinstate the right of parents to live with the child.
6. The court shall notify the guardianship authority of the imposition of the measures under paragraph 1 above and the guardianship authority shall appoint a special guardian to the child in order to protect his/her rights and interests for the duration of this measure.
7. An appeal against decision under paragraphs 1 and 5 shall not stay the execution.

Article 136 of the BD Family Law BD - Deprivation of parental custody:
1. A parent who has abused parental rights, or who has grossly neglected parental duties, or who, by leaving the child or failing to provide care to the child who he/she does not live with, obviously puts at risk the safety, health and morals of the child, or who fails to protect the child from such behaviour of the other parent or another person, shall be deprived of parental custody by the court, in non-contentious proceedings.
2. The abuse of rights exists especially in cases of physical and mental violence against children, sexual exploitation of children, enticement of a child to socially unacceptable behaviour, and gross violations of child rights in any other way.
3. Gross neglect of duty exists especially in cases when a parent fails to fulfil the obligation of supporting the child for more than three months, fails to comply with the previously defined measures to protect the rights and interests of the child, fails to prevent child to drink alcohol, use drugs or other intoxicants, and prevents minor below the age of 16 to late night outings.
4. Parental custody can be revoked also to a parent who revoked the right to live with the child, if in the course of one year s/he fails to fulfil the obligations and rights that did not cease

by imposing this measure and fails to create conditions to restore these rights.

5. Parental custody can be revoked also to a parent who fails to create conditions for keeping personal relations and direct contacts of child with the second parent, or impedes, or prevents these contacts/relations.

6. In the proceedings of deprivation of one or both parents of parental custody the guardianship authority shall appoint a special guardian to the child. The guardian shall perform the duty even after the measure under paragraph 1 above has been imposed.

7. With the imposition of this measure, rights and responsibilities of the parent to his/her child shall cease to exist, except for the obligation of maintenance.

8. The Court shall reinstate parental custody in the event when the reasons for termination of custody cease to exist.

9. A final decision on deprivation or reinstatement of parental custody shall be communicated to the competent registrar for registration in the Birth Register, the guardianship authority and if the child has a right over real estate, the decision shall be communicated to the competent court land registry office for the records.

Right of Appeal

The rights under social welfare legislation are exercised through the Sub-Department for Social Welfare of BD. At request of a party or his/her legal representative or *ex officio*, the authorized officers of the Sub-Department for Social Welfare of BD institute proceedings for exercising rights according to the Law on Social Welfare of BD.

The proceedings for exercising the rights under social welfare legislation follow provisions of the Law on Administrative Procedure of BD – consolidated text. A party dissatisfied with a decision of the authority of first instance lodges an appeal against the decision with the Appellate Commission of BD within 15 days.

Effective Appeal

Persons dissatisfied with a decision of the authority of second instance may initiate an administrative dispute lodging a complaint with the Basic Court of BD. The procedure before the Court is regulated by the Law on Administrative Disputes of BD.

The court proceedings are instituted after the administrative proceedings were completed solely on the basis of a final decision. Further, a party may institute an administrative dispute when the appellate authority in the administrative procedure fails to issue a decision on an appeal against the decision of the authority of first instance within 30 days and then within further 7 days after a written request. In this case the party is entitled to lodge an appeal with the Appellate Commission of BD as if his/her appeal had been rejected.

Young offenders

The maximum prison sentence and the length of pre-trial detention

Articles 75-106 of the Criminal Code of BiH govern juvenile delinquency and Article 96 governs „juvenile imprisonment“ determining that: „(1) the duration of the sentence of juvenile imprisonment may not be shorter than one or longer than ten years, and shall be measured in full years or half-years; (2) In meting out punishment for a senior juvenile for a criminal offence, the court may not impose juvenile imprisonment for a term exceeding that of imprisonment prescribed for that particular criminal offence, but the court shall not be bound by the minimal punishment prescribed for the particular criminal offence”. Article 97 regulates the matter of meting out juvenile imprisonment and determines that „In meting out juvenile imprisonment for a senior juvenile, the court shall take into consideration all circumstances that may influence the sentence being longer or shorter (Article 48, *General Principles of Meting out Punishments*), paying special attention to level of mental development of the juvenile and time needed for his correction and occupational training“.

The BiH Criminal Procedure Code governs „juvenile procedure“ and the matter of ordering for a minor to be kept in custody is regulated in Article 358, which reads: „(1) Exceptionally, the judge for juveniles may order that the minor be placed in custody when the reasons for the custody referred to in Article 132, Paragraph 2, Item a) through c) of this Code exist; (2) Based on the decision on custody issued by the judge for juveniles, the custody may not exceed 30 days. The Panel for juveniles is obligated to review the necessity of the custody every ten (10) days; (3) The Panel for juveniles may extend the custody for two (2) more months if there are legal reasons for the extension; (4) After completion of the preparatory proceeding, the custody may last for six (6) more months at a maximum.“
Thus, it follows from the provisions above that maximum prison term may not exceed 10 years, while pre-trial detention may not exceed 30 days.

Minors separated from adults both in pre-trial detention as well as while serving prison sentence

The Law on Execution of Criminal Sanctions, Pre-trial Detention and Other Measures of BiH (BiH Official Gazette, consolidated text, 12/10) governs the execution of criminal sanctions, pre-trial detention and other measures imposed by the Court of BiH and the organization and work of the competent authorities as prescribed by the Law. Article 11 of the Law provides for a duty to provide separate accommodation and determines that separate accommodation shall be provided for each of the following groups of persons: detainees from convicts; males from females; adults from juveniles and this accommodation may be provided either as a separate Establishment or as a separate unit within an establishment. Further, Article 54, paragraph 2 of the Law determines that minor detainees shall be managed separately of adult detainees.
In BiH a juvenile prison sentence shall be served in a special unit for juveniles in the Establishment or in a special Establishment in the Entity where the prisoner has permanent or temporary residence (Article 190). This allows better and more efficient correction of minors, which in this way are ensured a closer contact with parents and other relatives, or attending or continuing of schooling and other penology treatments that are applied to them.
It is necessary to bear in mind the fact that currently the Federation has no specific institution for juveniles to serve sentence of imprisonment (a special department in Zenica Prison was overcrowded with convicted adult persons due to a lack of prison capacities, which is why juveniles did not have adequate conditions to serve a prison sentence, i.e. the conditions for their separation from adults or other inmates and for preventing contacts with persons convicted of serious crimes). For this reason, and because of the negative impact caused by this legal situation, the Ministry of Justice incorporated in the Law on Execution of Criminal Sanctions, Pre-trial Detention and Other Measures of BiH a special rule that allows that in such situations, on the basis of decision of the Minister of Justice, a juvenile may be sent to serve his sentence in an appropriate institution or in a special department for juveniles in prison in another entity. In this way a full contribution is given to the rule of law and the rule makes it impossible in practice to have such a legal situation that a juvenile cannot be sent to serve a prison sentence due to a lack of prison capacity in the given entity.
Pursuant to Article 191 – Placement of Juveniles in another Establishment or Special Unit:
(1) With respect to a juvenile whom the court with jurisdiction of any entity or of Brčko District of BiH sentenced to a prison sentence, in case of lack of accommodation capacities, implementation of modern rehabilitation measures and treatment, as well as serving juvenile prison sentence in a special unit for juveniles within the Establishment or in another establishment in the entity where a juvenile prisoner has temporary or permanent place of residence, the Minister of Justice may take a decision that such a juvenile shall serve his sentence in an adequate establishment in the other entity in Bosnia and Herzegovina.
(2) The application on the grounds referred to in paragraph (1) of this Article shall be filed by the court that is responsible for referral of such a person to serve his sentence and that is located in the place of his temporary or permanent place of residence through the entity

ministry of justice or the Judicial Commission of Brčko District of BiH, which has to give prior approval for the placement of a juvenile in the establishment or a special unit in the establishment from the other entity.
(3) Based on the decision of the Minister of Justice, the court in the temporary or permanent place of residence shall refer the person sentenced to juvenile prison sentence to an appropriate establishment or to special unit for juveniles in the establishment of the other entity, with a prior approval of the ministry of justice of that entity.
(4) The costs of placement shall be borne by the entity ministry of justice or the Judicial Commission of Brčko District of BiH that gave its written for the placement of such a juvenile to a special unit or the establishment for juveniles of the other entity".

Thus, the valid legislation of BiH provides that a juvenile shall serve a juvenile prison sentence in a special unit for juveniles within the Establishment or in another establishment in the entity where a juvenile prisoner has temporary or permanent place of residence. Further, the law specifically states that persons serving a sentence of juvenile imprisonment must have separate rooms for stay from other inmates, if they are in a special department, and the possibility of application of modern methods of treatment in terms of correction, upbringing, education or vocational training; all this with a view to their successfully returning and integrating into free world and fulfilling duties of law-abiding citizens. Currently, the Federation has no special institutes which would be executing juvenile imprisonment, but a special department in the Zenica High-Security Penitentiary, which also accommodates adults sentenced to imprisonment due to overcrowding of the existing capacities. This situation has undermined the basic principle of separation of juveniles from adults, which is the reason why the organization of treatment and all other professional and regular activities in the process of correction and resocialization of juveniles, as the primary objective of enforcement of penalties that may be imposed on juveniles, is considered impossible to carry out successfully. In contrast, the RS East Sarajevo middle-security prison has built a special building for the accommodation of juveniles to serve a sentence of juvenile imprisonment, where all statutory requirements have been met when it comes to the treatment process.
For these reasons, in practice, difficulties may arise about the possibility of sending juveniles to serve the sentence from the Federation BiH and there is a possibility of prolonged stay of such persons at liberty while waiting to serve their sentence, which is again contrary to the principles of administration of justice and purpose of punishment, both in general terms and specific deterrence, and just satisfaction for the families of the victims in particular.
Based on the above-mentioned legal standards and on the decision of the Ministry of Justice, the court of domicile or residence of a juvenile sends him/her to serve the sentence in a prison of the other entity. The costs of serving shall be borne by the entity ministry of justice or the Judicial Commission of Brčko District of BiH where the court gave its written order for placement of such a juvenile to a special unit or the establishment for juveniles of the other entity.
These legal standards prevent in practice a problem of the impossibility of accommodation and serving a sentence by juvenile persons convicted and thus compromising the principles of justice, the process of correction and purpose of punishment, the attitude towards the victims and the society as an organized community capable to exert influence and take measures not to do criminal acts and to raise citizens' awareness about equity of punishing perpetrators of criminal acts.

Young offenders' right to education

Article 147 of the Law on Execution of Criminal Sanctions, Pre-trial Detention and Other Measures of BiH provides:
(1) The Establishment shall organize educational classes and vocational training for juvenile prisoners and younger adults who have not completed primary school, so that they may

achieve standards of general education that conform with regulations on primary and secondary education.
(2) When considered useful and necessary, the arrangements referred to in Paragraph 1 of this Article shall be made for other prisoners as well.
(3) If more convenient, the Establishment may conclude a special contract on cooperation with a local school in order to organize the instruction referred to in Paragraph 1.
(4) Subject to security considerations, and if, in the treatment program, it has been assessed necessary and useful for the purpose of achieving the objective of the execution of the sentence, prisoners may also become part-time correspondence students or participate in courses organized outside the Establishment.
(5) Prisoners who complete their schooling or acquire qualifications in the Establishment shall receive diplomas. Such diplomas shall not indicate that the general or any other educational qualification has been acquired in the Establishment".
In addition, Chapter VI of the Law regulates „execution of juvenile imprisonment" in Articles 189-197. So, Article 192 provides for „schooling in establishment" and paragraph 1 specifically ordains that: „In the Special Unit or Establishment referred to in Articles 168 of this Law, there shall be primary and secondary school in the Special unit or Establishment, in accordance with the regulations on primary and secondary schools, or there shall be established forms of primary or secondary school in the Special unit or Establishment established in co-operation with appropriate primary or secondary school to provide for the education of such persons". Paragraph 2 further determines that a juvenile prisoner may in exceptional cases and under supervision of the educator, attend school outside the Establishment in order to complete an educational programme they already started, if the security situation and the treatment programme allow.
Article 196 of the Law determines that a juvenile prisoner who has not reached 23 years of age may exceptionally be pronounced the disciplinary measure of solitary confinement for a period of up to five days and when the juvenile prisoner attends school he/she shall be able to regularly attend school during solitary confinement and to read technical books and do homework.

It follows from the above that in BiH juvenile offenders have the statutory, guaranteed right to education.
Following modern trends and international legal standards in the field of juvenile justice, as early as in January 2010 the RS passed the Law on the Protection and Treatment of Children and Juveniles in the Criminal Procedure (RS Official Gazette 13/10). This law includes provisions on substantive and procedural criminal law, then the organization of the courts for juvenile offenders, execution of criminal sanctions for juvenile offenders, as well as provisions relating to crimes committed against children and minors. The following by-laws were enacted, which was an obligation of the ministry prescribed by the Law:

- Rulebook on the Implementation of Correctional Recommendations;
- Rulebook on the Execution of Correctional Measure of Particular Obligation;
- Rulebooks on Disciplinary Responsibility of Juveniles Serving Custodial Correctional Measures and Juvenile Imprisonment and Training Programs;
- Rulebook on the Application of Police Caution.

Further, the RS Ministry of Justice held the first cycle of training and professional development for officials who work in juvenile justice, which included over 1000 participants.
Answering the question whether juvenile offenders serving sentences have the legal right to education, we are informing you that Article 151, paragraph 1 e) of the Law on the Protection and Treatment of Children and Juveniles in the Criminal Procedure provides that a juvenile serving a custodial measure is entitled to attend school outside the establishment if the establishment does not organize certain type of school or courses and if justified by previous

achievements and performance of the juvenile, provided that this does not harm the execution of correctional measure.

Corporal punishment

Chapter III of the Law on Execution of Criminal Sanctions, Pre-trial Detention and Other Measures contains provisions for the execution of detention and imprisonment (Articles 52-108). Article 52 provides that the treatment of detainees and prisoners must be humane and with respect for their human dignity, preserving their physical and mental health, taking into account the maintenance of necessary order and discipline. No one shall be subjected to torture, inhuman or degrading treatment or punishment. The treatment of detainees and prisoners shall be without any prejudice on the basis of their ethnicity, race, colour, gender, sexual orientation, language, religion or faith, political or other beliefs, national or social background, consanguinity, economic or any other status. Thus, this Article requires humane treatment of all detainees and prisoners.

Further, Article 37 of the Law provides that an authorized establishment officer may use coercive measures against a detainee or prisoner only when it is necessary to prevent escape, physical attack on a staff member or other persons, inflicting injuries to someone else, to break the resistance to lawful action by an authorized person, self-inflicting injuries or causing material damage. The use of coercive measures has to be proportionate to the level of danger and the risk presented.

Simply because the Law explicitly requires humane treatment of all prisoners and detainees it makes impossible and prohibits corporal punishment.

It should be noted that the Law on Execution of Criminal Sanctions, Pre-trial Detention and Other Measures of BiH contains a number of provisions ordaining the special treatment of juvenile offenders. E.g.

- Article 69 regulates the matter of diet of detainees and prisoners, providing that adult detainees and prisoners shall be provided with food with a calorific value of 12,500 joules per day and 14,500 for juveniles;
- Article 193 regulates the matter of sports, providing that juvenile prisoners shall be provided with opportunities for sports;
- Article 194, paragraph 1 provides that juvenile prisoners shall have no restriction on their correspondence with their parents and other close relatives;
- Article 195 regulates the matter of leave of absence, providing that a juvenile prisoner who behaves well and studies hard may be granted leave by the Governor of the Establishment to visit parents or other close relatives;
- Article 197 provides that measures of isolation shall not be applied to juvenile prisoners who have not reached 23 years of age.

Further, Chapter XII of the Law (Articles 219-223) regulates execution of correctional measures whose purpose is to provide to juvenile criminal offenders, to the greatest extent possible, education, correction and normal development through protection, assistance and supervision and, when necessary, to prevent them from committing criminal offences. It also emphasizes that during the execution of correctional measures juveniles should be treated in a manner that is appropriate to their age and personal characteristics, applying the pedagogical, humane and psychological principles; that juveniles should be motivated to actively participate in their own education, changing of their attitudes and bad habits and in the development of a sense of responsibility for their own actions; and that during the execution of educational measures the juveniles shall be provided with primary and secondary education and vocational training, in accordance with their age, capacities and inclinations for certain occupations.

BiH does not explicitly prohibit corporal punishment of juveniles, but in both entities and Brcko District, a number of legislative measures have been taken and a number of laws have been passed with a view to improving the protection of children. Specifically, the BiH CC and the BiH

CPC regulate the field of juvenile delinquency and juvenile proceedings, leaving the regulation of the protection of family, marriage and youth to the entity criminal laws. Prohibition of corporal punishment of juveniles during imprisonment/detention certainly exists, not explicit but it is derived from the requirements for human treatment instead (... no one shall be subjected to torture or to inhuman or degrading treatment or punishment ...).

FEDERATION OF BOSNIA AND HERZEGOVINA (FBIH)

We have already discussed above that, in the reforms in the field of social welfare, in the context of shared responsibilities and activities of the Federation and the cantons in the field of social welfare, the Federation Ministry of Labour and Social Policy, together with cantonal appropriate ministries, makes plans to enact a new law on social welfare and protection of families with children. In preparing the new legislation they will take into account provisions of the European Social Charter and conclusions of the Committee, relating to prohibition of corporal punishment of children in social care establishments and in alternative forms of care of children without parental care.

REPUBLIKA SRPSKA (RS)

As to the Committee's conclusion that corporal punishment is not prohibited *inter alia* in schools, the education legislation of RS defines that serious misconduct of employees is considered *inter alia* "violent behaviour toward students, employees and third parties".

BRČKO DISTRIKT (BD)

At the 54th regular meeting held on 10 November 2011 the BD Assembly adopted the Law on the Protection and Treatment of Children and Juveniles in the Criminal Procedure (BD Official Gazette 44/11).

The Law on the Protection and Treatment of Children and Juveniles in the Criminal Procedure in the BD and the Entities contains provisions governing conditions, manner and duration of pre-trial detention of juveniles and the execution of correctional measures and juvenile imprisonment were defines, which are fully in line with European standards (the UN Convention on the Rights of the Child - Articles 37, 39 and 40 respecting juvenile justice; the United Nations Rules on the Protection of Juveniles Deprived of Their Liberty (Havana Rules), the United Nations Guidelines for the Prevention of Juvenile Delinquency (the Riyadh Guidelines) and the United Nations Standard Minimum Rules for Non-custodial Measures (Tokyo Rules) – these documents complement the previously adopted Beijing Rules).

This law is fully harmonized with the BiH criminal legislation respecting juvenile justice.

BiH does not explicitly prohibit corporal punishment of juveniles, but in both entities and Brcko District, a number of legislative measures have been taken and a number of laws have been passed with a view to improving the protection of children. Specifically, the BiH CC and the BiH CPC regulate the field of juvenile delinquency and juvenile proceedings, leaving the regulation of the protection of family, marriage and youth to the entity criminal laws. Prohibition of corporal punishment of juveniles during imprisonment / detention certainly exists, not explicit but it is derived from the requirements for human treatment instead (... no one shall be subjected to torture or to inhuman or degrading treatment or punishment ...).

CSER 17§1 ESTONIE

Le Comité conclut que la situation de l'Estonie n'est pas conforme à l'article 17§1 de la Charte révisée au motif que les châtiments corporels ne sont pas interdits en milieu scolaire et familial.

392. La représentante de l'Estonie informe le Comité que l'article 124 de la loi relative au droit de la famille, entrée en vigueur en 2010, interdit les violences physiques, morales et affectives infligées à

un enfant, ainsi que le recours à d'autres mesures éducatives dégradantes. Par ailleurs, l'article 31 de la loi relative à la protection de l'enfance interdit d'humilier, d'intimider ou de punir un enfant en le maltraitant, en portant atteinte à son intégrité corporelle ou en mettant en danger sa santé physique ou mentale et, enfin, aux termes de l'article 121 du Code pénal, le fait d'attenter à la santé d'autrui, ou de battre, agresser ou faire subir d'autres sévices physiques douloureux, est passible d'une sanction pécuniaire ou de trois ans de prison.

La représentante de l'Estonie fait observer que la législation en vigueur n'interdit pas expressément les châtiments corporels mais proscrit tout comportement dégradant ou abusif, ce qui inclut les châtiments corporels. Une étude réalisée en 2012 a montré que les cas de châtiments corporels infligés aux enfants en milieu familial étaient très rares. En 2011, l'Estonie a cherché à sensibiliser les parents et les citoyens à ces questions par le biais de campagnes menées dans les médias, l'accent étant mis également sur le soutien aux parents. Le Ministère des Affaires sociales a octroyé une aide financière à des organisations non gouvernementales pour qu'elles mettent sur pied des formations consacrées aux compétences parentales au niveau local.

La représentante de l'Estonie indique que son Gouvernement, conscient de la nécessité de faire évoluer les comportements en matière de châtiments corporels, est prêt à modifier la législation en vigueur. Elle précise que le Ministère des Affaires sociales consulte actuellement les parties concernées (ministères, médiateur chargé des droits des enfants, praticiens) dans le cadre de la rédaction d'une nouvelle loi relative à la protection des enfants, qui devrait être présentée au Gouvernement d'ici la fin 2013 et qui interdirait expressément les châtiments corporels en milieu scolaire et familial. Le Gouvernement a en outre approuvé la Stratégie 2012–2020 Enfants - Familles qui vise à améliorer leur bien-être, en encourageant, notamment, le soutien parental contre les mauvais traitements, la négligence à l'égard des enfants et les châtiments corporels. Cette Stratégie prévoit différentes actions axées sur la sensibilisation, le soutien parental et les services de prévention.

393. En réponse à une question du représentant de la CES, la représentante de l'Estonie confirme que la nouvelle loi relative à la protection des enfants est la même que celle annoncée pour 2010 ; elle espère que le projet sera adopté en 2013.

394. Le Comité félicite le gouvernement de l'Estonie pour les progrès accomplis pour interdire expressément les châtiments corporels. Le Comité forme l'espoir que la législation envisagée sera adoptée afin de rendre la situation conforme avec la Charte sociale européenne.

RESC 17§1 FRANCE

Le CEDS conclut que la situation de la France n'est pas conforme à l'article 17§1 de la Charte, aux motifs que :

- *toutes les formes de châtiments corporels infligés aux enfants ne sont pas interdites ;*
- *la durée maximale de la détention provisoire des enfants est excessive.*

Premier motif de non-conformité

395. La représentante de la France informe le Comité qu'une proposition de loi n°2244 a effectivement été enregistrée à la présidence de l'Assemblée nationale le 22 janvier 2010, dont l'unique article est rédigé de la manière suivante : « L'enfant a droit à une éducation non violente. Aucun enfant ne peut être soumis à des châtiments corporels ou à toute forme de violence physique ». Elle ajoute qu'une autre proposition de loi n° 2971, visant de manière plus générale à interdire aux titulaires de l'autorité parentale et à toute personne s'occupant d'enfants mineurs d'user de violences physiques, d'infliger des souffrances morales ou de recourir à toute autre forme d'humiliation de l'enfant, a été enregistrée à la présidence de l'Assemblée nationale le 18 novembre 2010.

396. La représentante de la France informe que ces propositions de lois ont été renvoyées à la Commission des Affaires culturelles et de l'éducation de l'Assemblée nationale, et qu'elles n'ont pas encore été examinées à ce jour.

397. En réponse à une question du représentant de la CES, la représentante de la France indique que l'auteur des propositions de loi est actif sur le sujet ; que les propositions devaient resurgir après le changement de majorité à l'Assemblée nationale ; que la relance des propositions relève de l'opportunité politique.

398. La Présidente, soulignant le manque de progrès notable depuis 2 ans, estime que le texte, bien qu'explicite, ne prévoit pas de sanctions et que le dispositif doit être approfondi afin de le rendre opérationnel.

399. Le représentant de la CES, estimant que la question des sanctions peut être laissée à l'appréciation du juge, souligne la nécessité d'encourager le Gouvernement à faire aboutir ces propositions de loi.

400. La représentante de l'Italie souhaite un équilibre entre prescription et sanction. Constatant que le sujet est fortement lié aux traditions, elle estime qu'il est difficile de changer les mentalités, et propose que le Comité rappelle par voie de déclaration à tous les Etats l'importance de se pencher sur la question.

401. La représentante de la Lituanie, soulignant l'importance du sujet, estime délicat de procéder par voie de déclaration à tous les Etats, dans la mesure où le CEDS publie des conclusions et que le Comité décide sur les mesures de suivi, ce qui doit suffire. Elle propose au Comité de procéder comme il l'a fait concernant l'article 4§1 de la Charte, en prenant note de l'information et en soulignant l'importance du droit en question.

402. Le représentant de la Turquie, rappelant que la jurisprudence du CEDS exige une interdiction, une sanction et une marge d'appréciation du juge restreinte, précise que le Comité n'est pas habilité à critiquer la jurisprudence du CEDS.

403. Le Comité prend note des développements positifs et encourage le Gouvernement de la France à donner suite aux propositions de loi déposées, afin de se mettre en conformité avec la Charte sociale européenne.

Deuxième motif de non-conformité

404. La représentante de la France précise que le placement en détention provisoire d'un mineur délinquant n'est ordonné qu'à défaut d'application d'autres mesures éducatives (liberté surveillée préjudicielle, mesures de placement, mesures de réparation, mesure d'activité de jour introduite par la loi du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance) ou coercitives qui doivent être privilégiées. Elle précise que ce n'est que lorsque les mesures éducatives s'avèrent insuffisantes au regard de la personnalité du mineur et des faits commis que le juge des enfants peut ordonner des mesures coercitives (placement sous contrôle judiciaire ou assignation à résidence avec surveillance électronique réservée aux mineurs de plus de 16 ans). Elle ajoute que le placement en détention provisoire de mineurs âgés de 13 à 16 ans peut être ordonné seulement si l'infraction commise est punie d'une peine criminelle, ou lorsque le mineur s'est volontairement soustrait aux obligations du contrôle judiciaire lié au placement en Centre éducatif fermé).

La représentante de la France précise que la durée maximale de détention provisoire de 24 mois est réservée aux infractions les plus graves, c'est-à-dire de nature criminelle, dont l'auteur présumé est âgé de plus de 16 ans.

405. En réponse à une question de la Présidente et de la représentante de la Lituanie, la représentante de la France confirme qu'il est théoriquement possible de placer un mineur en détention provisoire pour une durée cumulée de 24 mois, à la double condition qu'il soit âgé de plus de 16 ans, et que l'infraction reprochée soit de nature criminelle. Elle précise que l'ordonnance du juge est

prononcée pour 1 mois, renouvelable une fois ; ou 4 mois, renouvelable une fois, en fonction de la nature de la peine ; voire jusqu'à 24 mois pour les peines de nature criminelle.

406. La représentante de la Lituanie, constatant que la durée est excessive et la violation grave, propose de procéder au vote sur une recommandation.

407. En réponse à une question de la Présidente et de la représentante de l'Islande, la représentante de la France a indiqué qu'elle ne dispose pas de données statistiques sur le nombre de mineurs de 16 ans actuellement en détention provisoire.

408. En réponse à une question du représentant de la Turquie, la représentante de la France explique que les évolutions précédemment annoncées concernent le développement de mesures préventives, mises en place depuis 2009 en alternative à la détention, telles que le placement sous résidence assorti d'une surveillance électronique. Conformément à ses Règles de Procédure, le Comité procède au vote sur une recommandation, rejetée (1 voix pour, 18 contre). Puis le Comité procède au vote sur un avertissement, également rejeté (par 10 voix pour, 9 contre).

409. Le Comité exhorte le Gouvernement de la France à modifier sa législation en vue de raccourcir la durée de détention provisoire maximale autorisée pour les enfants mineurs et de se mettre en conformité avec la Charte sociale européenne.

CSER 17§1 GÉORGIE

Le Comité conclut que la situation de la Géorgie n'est pas conforme à l'articel 17§1 de la Charte au motif qu'il n'est pas expressément interdit d'infliger des châtiments corporels aux enfants au sein du foyer familial.

410. Le représentant de la Géorgie a fourni par écrit les informations suivantes :

> From 2004, the State actively carries out children welfare reform, priorities and strategic directions of which are given in action plans of the government. The aim of the reform is introduction of modern vision and experience of developed countries in childcare system.
> It should also be mentioned that Georgia as a signing party to Convention on the Rights of the Child, was guided by requirements pointed out in the Convention in the process of determining childcare policy and strategy. Main priority of the reform became protection of preferential right of children subject to the state care to be brought up in their biological families or in similar conditions.
> In terms of the abovementioned priority, from 2005, the state started systemic process of deinstitutionalization of children subject to the state care that included returning children living in orphanages to their biological families, and in case of nonexistence of such families, placing and bringing them up in alternative form of care – foster or adopting families; measures are also provided for strengthening families, that would provide prevention of flowing a new stream of children in the state care system.
> The abovementioned priority was strengthened by Government Action Plan of Children's Welfare of 2005-2007, the main focus of which was to strengthen and widen deinstitutionalization process all over the country, specifically, the strategic aim was to reduce number of children in the institutions by 40 % till the end of 2007, as well as introduction of community based children services (small family-type house, day center) that would support widening deinstitutionalization process within the country.
> It should be mentioned that in this period, due to assistance of donor organizations, new alternative childcare services, such as small family-type houses and day centers began to operate all over the country.
> At present, in the process of reforming childcare system, the guiding act is Government Action Plan of Children's Welfare of 2008-2011, the aim of which is to support deinstitutionalization

process, provide protection of children from violation, as well as to widen alternative childcare service network (foster care, small family-type house, day center, crisis center, etc.) all over the country.

As for implementing special measures from the state for the purposes of protecting children from violation, it should be mentioned that according to joint Order No 152/N – No 496 – No 45/N of the Minister of Labour, Health and Social Affairs of Georgia, the Minister of Internal Affairs of Georgia and the Minister of Education and Science of Georgia, Children Protection Application (reviewing) procedures have been approved, which determines responsible bodies for responding to cases of violation and exploitation of children, rights and obligations of involved parties and procedures. The abovementioned documents supported operation of coordinated and flexible response system of all involved parties in given cases of children. It should be noticed that in the abovementioned procedures, bodies of care and guardians have important role and function, which, in the event of identification of violation and exploitation cases on children are obliged to provide children and their family, if the latter does not provide hopeful environment, with necessary assistance.

As for discrimination issues, there are respective Articles in different legislative and standard acts of Georgia, against discrimination (including children's discrimination), which is a criminal action punishable by imprisonment, on the basis of Article 1421 of Criminal Code of Georgia.

In Georgia, childcare services are available for every child regardless their sexual, ethnical or other kind of difference. Impermissibility of discrimination is given in the following legislative and standard acts of Georgia:

Order No 281/N of Minister of Labour, Health and Social Affairs of Georgia of August 26, 2009 On Confirmation of Childcare Standards, which is one of the important basic documents in the field of childcare, which includes information about children's discrimination, Standard No 2 – Availability and Inclusivity of Service, specifically:

Service provider, according to internal regulation, provides the following: to protect user from discrimination, biased or negative attitude or action, which may take place during rendering service from service provider as well as from user.

None of the users who are eligible to enjoy service shall be refused to get the latter despite their race, color of skin, language, religion, political or other belief, national, ethical or other origin, property status, health or birth condition of child, his/her parents and legal representative and any other circumstances.

According to Georgian legislation, **all cases of illegal exaction of forced or compulsory labour are considered as trafficking. Accordingly, sanctions envisaged in Articles1431 and 1432 of Criminal Code of Georgia are applied to all kinds of forced or compulsory labour.**

According to the article 143 of Criminal Code, buying or selling human or subjecting him/her to other forms of illegal deals, as well as, by use of threat, coercion or other forms of coercion, stealing, blackmail against him/her, by deception of human, by use of his/her vulnerable situation or abuse of power, enticing, conveying, hiding, hiring, transporting, handing over, harboring or **receiving a human for the purpose of exploitation**, is punishable by the deprivation of liberty **from 7 to 12 years,** with deprivation of the right to occupy certain position or practice a profession for **1 year**.

According to the note of Articles 1431 and 1432 of Criminal Code, for the purposes of Articles 143 and 143, (a) exploit of humans by the aim of forced labor or service, (b) engaging them in criminal or anti-society activities or prostitution, sexual exploitation or to provide other kind of service, (c) putting the persons in slavery-like conditions or conditions of contemporary slavery, (d) also forcing humans to use their organs or parts of organs are considered as **exploitation**.

According to the Law on Fighting against Trading with Persons (Trafficking) of Georgia, human trafficking is a crime defined by Articles 1431 and 1432 of the Criminal Code of Georgia.

According to the Law on Fighting against Trading with Persons (Trafficking) of Georgia, **exploitation means:** (a) **use of a person for forced labor or service**, (b) involvement of a

person in criminal or other anti-societal conduct, (c) putting a person in slavery-like conditions or conditions of contemporary slavery, (d) sexual exploitation or (e) exaction to provide other type of services, (f) as well as use of a person for transplantation of his/her organ, part of organ or tissue, or (g) use of a person for other purposes.

Law on Fighting against Trading with Persons (Trafficking) of Georgia stipulates **forced labor** as any work or service received by means of physical or mental exaction of a person by use of threat or blackmail against him/her or by use of his/her vulnerable situation; Accordingly, pursuant to the Georgian legislation, trafficking in persons includes any kind of forced labour.

According to the Law on Fighting against Trading with Persons (Trafficking), **sexual exploitation** is defined as involvement of a person in prostitution, other sexual services or production of pornographic material by use of threat, violence, exaction or blackmail against him/her or by use of his/her vulnerable situation, by abuse of power, or by provision of false information on the nature and conditions of work.

It should be mentioned, that according to the Law on Fighting against Trading with Persons (Trafficking), **putting a person in contemporary conditions of slavery** is defined as (a) deprivation of a person of his/her identity documents, (b) limitation to the person of his/her right to free movement, (c) prohibition to the person of communication with his family, including written correspondence and telephone contacts, (d) cultural isolation of a person, (e) exaction of a person to work in degrading conditions and/or without any compensation or with inadequate compensation.

It is noteworthy, consent of the victim of human trafficking to his/her deliberate exploitation is also deemed as illegal and it is punishable the same way. Legal person committing a crime envisaged in the articles 1431 and 1432 shall be deprived of a right to carry business or be liquidated and fined.

Accordingly, sanctions envisaged in articles 1431 and 1432 of Criminal Code are applied for all cases of illegal exaction of forced or compulsory labour.

According to the Criminal Code of Georgia, production or/and keeping of a pornographic work containing the image of a minor as well as offering, transfer, dissemination, sale, promotion of or making otherwise available such material – shall be punishable by fine or by corrective labour for up to three years in length or by imprisonment similar in length.

According to the note of Criminal Code in this regard, a pornographic work containing the image of a minor shall mean the visual or audio material made by any method presenting by different means the participation of a particular minor in real or simulated sexual scenes, using his/her voice or depicting the minor's genitalia for sexual satisfaction of the user.

It should be emphasized, that involvement of a minor in illegal production of a pornographic work or other item of pornographic nature or in dissemination, promotion or sale of such material, shall be punishable by imprisonment from 2 to 5 years. For the action stipulated by this article a legal entity is punished by fine, with deprivation of the right to engage in a particular activity or by liquidation and fine.

The Criminal Code of Georgia envisages article on involving minor into anti-public activity in the following manner:

"1. Persuading a minor into begging or any other anti-public activity shall be punishable by social work from one hundred seventy to two hundred forty hours or corrective work for up to two years in length or by imprisonment for up to two years in length.

2. Involving a minor into abuse of toxic or any other medical substances shall be punishable by restriction of freedom for up to three years in length or by imprisonment for up to three years in length.

3. Involving a minor in prostitution with threat of violence or deception, or without violence, shall be punishable by imprisonment from two to five years in length."

The Government of Georgia is dynamically undertaking measures combat trafficking in human beings in Georgia. Due to the measures taken in line with the requirements of the well known "three Ps" – **Prevention, Protection and Prosecution** of the crime, as early as in 2007,

Georgia obtained Tier 1 Placement in the United States Department of State's annual Trafficking in Persons Report. Georgia remains Tier 1 Country in 2010 as well. The efforts leading to this success included, *inter alia,* actions directed at protection of child victims of trafficking as well.

As for the Georgian Permanent Interagency Coordination Council for Carrying out Measures Against Trafficking in Persons (hereinafter – the Coordination Council), it coordinates a wide range of activities and programs throughout Georgia dedicated to the protection and rehabilitation of victims of trafficking, including in case of such need, child victims of trafficking in persons. Proactive measures are undertaken in line with the well established "three Ps" to prevent trafficking in persons, effectively protect victims and prosecute the offenders. The activities implemented by the Coordination Council to that end include:

a) **Creation of Appropriate Legal Basis**, introducing amendments to the criminal, administrative and civil legislation, to the Law of Georgia on the Status of Foreigners, as well as the adoption of the Law on Combating Trafficking in Persons and drafting of the National Action Plan to fight trafficking in persons;

b) **Advancement of Institutional Capacity**, including creation of the State Fund for Protection and Assistance to Victims of Trafficking in Persons (hereinafter – the State Fund) and establishment of the shelters for victims of trafficking, including children;

c) **Provision of TIP Victim Protection**, including enactment of the System provided by the Law via the National Referral Mechanism, elaboration of Programs of Assistance and Reintegration of Victims of Trafficking, including children and granting compensation to them, as well as provision of safe return of victims of the trafficking, including children, to the countries of their origin;

d) **Arranging the wide Public Awareness Activities**, including trainings, establishment of hot-lines, elaboration of special curriculum, broadcasting of public service announcements and TV and radio programs, preparation and dissemination of the print information material, public discussions on the issue of trafficking in persons, etc.

On January 20, 2009 by the Decree of the President of Georgia № 46, 2009-2010 Action Plan on the Fight against Trafficking has been adopted. Document was elaborated through cooperation of international and non-governmental organizations, specialized in fight against trafficking. Action Plan is based on the principle of "three Ps" and underlines the necessity in prevention and prosecution of mentioned crime and protection of witnesses. Moreover, document envisages clear monitoring system, where each state agency is obliged to report (once in 3 months) to the Permanent Interagency Coordination Council on the measures undertaken for the implementation of action plan.

Action Plan envisages various important measures to be taken for the fight against trafficking in minors and prevention of the said crime. In particular:

- Raising Awareness of minors regarding the risk of trafficking though educational programs in public schools;
- Based on the existing needs, research on trafficking in minors, particularly looking at the reasons of trafficking;
- Trainings law-enforcement officials on trafficking in minors;
- Training for lawyers/attorneys on the protection of victims of trafficking in minor.

The successful implementation of the Action Plan is ensured through active cooperation of state agencies, NGOs and international organizations.

As for the assistance to child victims of trafficking and for their reintegration, the main Georgian state body providing protection and rehabilitation for the victims of trafficking is a specially created State Fund. Establishment of the State Fund was envisaged by the Law on Combating Trafficking in Persons. The Fund was set up within the Ministry of Labor, Health and Social Protection in summer, 2006. The State Fund, as the state body coordinating assistance/protection and rehabilitation activities for victims of trafficking, receives permanent

funding from the Georgian State Budget. Ministry of Education runs number of programs directed at the protection of both – child victims of trafficking. There are budgetary lump sums available at the Fund that can be used in emergency situations on *ad hoc* basis when the necessity arises and respond to different needs of the child victims of trafficking.

State-run activities, programs and facilities are legally supported by a number of documents, including:

- Law of Georgia on Combating Trafficking in Persons (of April 28, 2006);
- Regulation of The State Fund for Protection and Assistance to Victims of Trafficking in Persons (approved by the President of Georgia on July 18, 2006);
- Regulation of the Permanent Interagency Coordination Council for Carrying out Measures Against Trafficking in Persons (approved by the President of Georgia on September 1, 2006);
- The National Action Plan on the Fight against Trafficking in Persons;
- Standards and requirements for the arrangement of a Service Institution for the Victims of Trafficking in Persons (Shelter) and its model Statute, approved by the Coordination Council on the basis of the Law Against Trafficking in Persons;
- Operational Instruction for the Protection of Victims of Trafficking in Persons (National Referral Mechanism), approved by the Coordination Council on the basis of the Law Against Trafficking in Persons;
- Rules of granting compensation by the Fund, approved by the Coordination Council on the basis of the Law against Trafficking in Persons;
- The Strategy for Rehabilitation and Reintegration into society of the victims of Trafficking in Persons, approved by the Coordination Council on July 19, 2007.

The Ministry of Labor, Health and Social Protection along with the Ministry of Education and Science, are the main state institutions in charge of specific programs and facilities focusing on the protection of victims of trafficking, including children (anyone under 18) victims of trafficking and sexual exploitation. Ministry of Labor, Health and Social Protection is well positioned to provide a wide range of protection and health care services to any victim of trafficking, including children. Thus, both ministries are fully capable to provide appropriate care and protection of the child victims of trafficking, taking into account all the peculiarities related to child care.

In order to ensure protection and rehabilitation of possible child victims of trafficking, activities of the Georgian Prosecution Service, Ministry of Internal Affairs, Ministry of Labor, Health and Social Protection, Ministry of Education and Science and the Ministry of Foreign Affairs are very closely coordinated. Coordination of antitrafficking activities and cooperation of governmental and non-governmental actors is specifically regulated by the National Referral Mechanism.

As it was mentioned above, the State Fund provides protection services to individuals falling within its mandate. It guides the process of rehabilitation and reintegration of victims of trafficking in persons on behalf of the State. As per the specific programs and activities with regard to the child victims of trafficking, they will be planned with the assistance of a social worker for any victim concerned.

More specifically: the process of rehabilitation and social reintegration of the victims of trafficking in persons shall be carried out on the basis of individual plans for the victims, by the following actors:

a) The State Fund for Protection and Assistance to Victims of Trafficking in Persons;
b) Local Non-Governmental organization;
c) International organization;
d) Social worker.

The Fund regulates daily life of victims through the Model Internal Regulation for Shelters. Children's daily life is regulated by the internal regulation of the Institution which provides child

care. NGOs, who work with the broader range of child victims of other types of violence, provide academic programs and different extra-curriculum activities.

The State Fund provides full psychological and medical assistance to any victim of trafficking falling under care of the State Fund. For that reason, the State Fund employs specially trained psychologists. Psychologists are stationed in the shelters and supports victims in overcoming the stress. Child victims will receive the same assistance, if they are referred to the State Fund. Special treatment and programs will be applied to individual child victims of trafficking, if they appear within the Fund's care.

The Ministry of Education and Science provides assistance via specially trained psychologists through different programs of assistance to children at risk and victims of domestic violence.

It shall be underlined that anyone in contact with a victim of trafficking is obliged to keep the entire identification-related data secret, since the principle of confidentiality of the identification data of victims of human trafficking is one of the principles of the Georgian anti-trafficking legislation.

The following services are available to any child victim of trafficking: shelter, free legal aid, free medical and psychological counseling and treatment, telephone hot-line services, granting compensation, integration and rehabilitation activities.

The Ministry of Justice of Georgia, including Office of the Chief Prosecutor of Georgia maintains hot line for reporting on any human rights abuses including trafficking cases. Information on the hot line as well as anti-trafficking banner is available on the website of the Ministry of Justice of Georgia.

Arranging a temporary housing (shelter) for victims of trafficking is one of the key functions for the State Fund. The purpose of arranging shelters is to protect the rights and interests of victims of trafficking, provide age-appropriate assistance, rehabilitation and reintegrate into families and society.

Shelters are structural units of the State Fund. However, the Law on Fighting against Trafficking in Persons provides that any natural or legal person is entitled to establish a shelter in a form of a private non-profit legal entity, provided that a shelter meets the standards established by the Georgian legislation. Therefore, any non-governmental organization upon a will could establish a shelter for victims of trafficking subject to reservation regarding general standards, which are rather of technical character and are aimed at granting equal treatment and assistance to all victims of trafficking (standards are mainly made in relation to quality of services, nutrition and social care).

The first state-funded shelter for victims of trafficking in persons started operation in summer of 2006. The shelter is located in West Georgia. The second state-sponsored shelter was opened in September, 2007 and is primarily covering east part of Georgia.

Thus, the existing shelters are located in such a way as to be easily reachable from different points of Georgia and fully cover all regions of the country. **The shelters can accommodate both – children and adult victims of trafficking in persons.**

Children of trafficked parents can also be accommodated in a shelter. One of the functioning shelters accommodates children of trafficked parents. These are children who could not be separated from a parent. In case there is any child victim of trafficking in need of assistance of the Fund/shelter, the Fund is well positioned to take care of such a child victim of trafficking.

A shelter functions on the basis of Internal Regulations that are to be followed both by the victims and the staff. It provides:

a) Secure place of residence with decent living conditions;
b) Age-appropriate food and clothes;
c) Full medical aid, including hospital treatments and surgeries, if needed;
d) Psychological counseling;

e) Legal aid and court representation (provision of assistance of a lawyer in case of necessity including filing complaints, appearing in court proceedings as a witness, requesting asylum, obtaining documents for voluntary repatriation to the country of origin);
f) Provision of information in a language a victim understands;
g) Participation in the long-term and short-term age-appropriate recreational activities and programs of rehabilitation and reintegration. These include age-appropriate education programs, professional skills-gaining and support in finding employment, when relevant.
A victim shall be placed in a shelter on the basis of an individual's consent, taking into account the age, sex and other special requirements. Placement of a victim of trafficking in a shelter is not dependent on whether he/she cooperates with the law enforcement authorities in the proceedings into the crime in question. When entering the shelter, a victim undergoes medical examination.
The period of stay in the shelter shall be 3 months. Extension of the term is possible. A victim may leave the shelter voluntarily before the term expires.
The Standards and Requirements for the Arrangement of a Service Institution for the Victims of Trafficking in Persons (Shelter) are adopted by the Georgian Permanent Interagency Coordination Council for Carrying out Measures against Trafficking in Persons.

The standards, which are obligatory for any shelter for trafficking victims in Georgia, are as follows: a shelter shall necessarily have: a reception area (desirable with the sanitary inspection point), medical examination unit with the isolator, accommodation rooms (bed rooms, living rooms), washing and disinfecting facilities, kitchen, dining room, rooms for extra-curriculum activities and rehabilitation, administrative and storage facilities, etc.
1. Territory around a shelter shall be duly lightened, well-equipped, in green cover.
2. There shall be appropriate fence around the shelter premises and relevant safety measures shall be undertaken. Shelter shall only be entered through a security point stationed outside the shelter premises.
3. A security point shall be organized with the permanent presence of the security guards protecting the territory and premises of shelter 24 hours during 7 days a week.
4. Reception shall be located next to/nearby the security point. The reception shall include:
a) a hall with a cloak room and a temporary storage of the personal belongings of the victims;
b) a sanitary point;
c) a room for staff on duty;
d) facility for possibility of changing clothes of those entering the shelter, whenever needed.

A shelter shall be constructed in accordance with the natural and climate conditions of the territory where it is located. It shall be provided with the appropriate water pipes, sewerage system, heating/air-conditioning systems, energy supply, and any other engineering communications, as needed. Living space of a shelter shall provide decent and secure living conditions and shall have a capacity of isolating persons or a group of persons if health conditions so require.
Each bedroom of a shelter shall accommodate no more than 2 victims of the same sex. There shall be bedrooms for families as well. Space of rooms for parents and children (3-4 persons) shall be no less than 15-20 square meters. Bedrooms shall be isolated from each other and any other rooms. In arranging the shelter standards established for children shall be followed. Living space includes rest and recreational facilities for children.
Washing facilities shall be placed together with the disinfection camera, and both shall be isolated from the living space. Washing facility shall be equipped with the relevant water supplies, sewerage system and washing machines. Before washing, linen shall be disinfected, as provided by the regulations of the Ministry of Labor, Health and Social Protection of

Georgia. Facility for drying and ironing shall be placed along with the washing and disinfecting facility.
Kitchen and dining room shall be located separately, and shall be equipped and maintained according to the state-established sanitary standards. They shall be equipped with all the relevant crockery, kept according to the sanitary requirements. Kitchen shall be equipped with fridges and other kitchen-ware. Food shall be served in accordance with the regulations of the Ministry of Labor, Health and Social Protection.

Administrator/Director shall be responsible for administration of the shelter, and can have the following staff members: lawyers, psychologists, social workers, doctors and nurses. A doctor, certified as"a family doctor" shall be in a shelter.
Technical personnel of the shelter shall be identified by the shelter administration. The staff of the shelter should have undergone a special training with regard to trafficking in persons or have experience of working with the similar group of people.
Victims of trafficking are provided with the age-appropriate clothes and all necessary food, as established by the National Referral Mechanism and the relevant regulations of the Ministry of Labor, Health and Social Protection.
Victims of human trafficking receive free medical assistance and treatment from the Ministry of Labor, Health and Social Protection of Georgia via existing medical and social programs. This assistance is equally applicable to any trafficking victim, despite their age. Age specificities are obviously taken into consideration during treatment.
Fund employs specially trained psychologists who support victims of trafficking in persons and assist them in rehabilitation.
It should be emphasized, that the State Fund provides full free legal aid to victims of trafficking including court representation in civil cases, when claiming compensation from established traffickers.
Apart from services provided within a Shelter, a victim of trafficking, who has been granted the status of victim of trafficking by the relevant Georgian state body and who suffered moral, property and material damage from the crime of human trafficking, is entitled to compensation from the State Fund. The compensation in the amount of 1,000 GEL (around USD 600) will be granted to a victim. Paying compensation is not dependent on the cooperation of a victim with the law-enforcement authorities. If the trafficker is arrested, the fact that the victim received compensation from the State Fund does not prevent him/her to claim material, moral and property damage from the trafficker.
It should be emphasized, measures and achievements of the Police in the filed of protection of minors from participation in crimes and prevention of worst forms of child labor. Ministry of Internal Affairs has a systemic approach to the referred issue and implements active work in several directions. This includes: 1. improvement of qualification of police workers in dealing with the minors, 2. implementation of the measures/projects aimed at crime prevention and prevention of worst forms of child labor, 3. implementation of instruments aimed at child protection in cooperation with state bodies and international organizations with the relevant competencies.

1. Qualification of the Policemen
For combating minor crime, it is necessary for the policemen to be equipped with the corresponding qualification and skills. Main educational institution of the MIA – Police Academy ensures improvement of qualification of the policemen through delivering fundamental as well as specialized courses.
Considering that during implementation of the work activities, inspectors, detectives and patrol policemen have the most frequent contacts with the minors, the fundamental course of the Police Academy of the MIA envisages detailed study of the process of interrogating a minor as

regulated by the Criminal Procedure Code of Georgia, acquaintance with the essentials of the Convention on Children's Rights and review of the local legislation.
According to the changes entered into the Criminal Code of Georgia, from July 1st, 2008 competence to investigate minor cases is assigned only to those investigators, who have undertaken a corresponding course: pedagogy-psychology. With the support of the Ministry of Education, MIA implemented certification of the policemen working with the juveniles. Up to date 957 policemen have been re-specialized. Referred trainings are continuous.

2. Measures/Projects aimed at Prevention of Crime

As it has been indicated in the previous report, preventive functions are distributed within various sub-divisions of the MIA. The MIA shall allocate sufficient human and material resources to ensure implementation of preventive works by police workers under their competencies. One of the examples of the referred is the work implemented by the district inspectors with the minors with anti-social behavior.
Due to the nature of their activities, district inspectors are in daily contact with the population settled throughout Georgia. They have information on minors, who in the areas of their coverage are singled out for unsocial behavior, and they implement individual preventive work with them. Inspectors regularly converse with difficult children on various relevant topics, increase their awareness about adverse consequences of harmful habits and constantly control their attendance at school classes.
As it is manifested from the analysis of the information received from the sub-divisions of the MIA, as a result of implementation of intensive targeted didactic work by 1238 workers of MIA with 1448 minors in all regions of Georgia from March to June of 2009, 185 children were fully corrected, 1126 were put on the way of correction. Work with majority of them continues.
In March 2009, 48 workers of the MIA undertook trainings on the topic Minor and the Law, Minor and Harmful Habits at the Police Academy of MIA and from April 8 to June 1 in 185 schools of Georgia 520 lectures were held on the referred topics in two stages. Lectures triggered interest of the students which continued into an interactive Q&A session even after completion of the lectures. Students were mostly interested to learn about the rights and obligations of the minors, methods of combating crime, administrative violations, adverse effect of gambling and rights of the persons after serving the punishment.

3. Joint Projects/Cooperation

MIA is in close cooperation with the local governmental, non-governmental and international organizations. Through trainings offered by various organizations, innovations are effectively implemented and applied in this area. In this regard, project Harmony which was implemented in 2009 should be underlined.
Within the scope of the project, with assistance of US Department of State, international organization PH International issued a manual Legal Culture for the legal education program of Georgia designed for the students of 9th grade. Manual was developed jointly by the workers of the Ministry of Education and the MIA. Manual covers issues such as minor and the law, harmful habits and their consequences, cooperation and negligence etc.
Within the scope of legal education program 9th grade students of 40 high schools covered the manual on the classes of civil education in 2009-10, which together with the teachers of civil education were led by the representatives of the law enforcement bodies engaged in the legal education program. Project turned out so successful, that it is planned to continue it from 2010, which implies extending the scope of the manual on *Legal Culture*, covering more schools and engagement of more teachers and workers of police in the educational process.
During 2009, MIA, together with other governmental and nongovernmental organizations was involved in the creation of the system of child protection reporting, which aimed at organization and implementation of the system of reporting facts of child abuse/denial. Reporting system involved various areas, where minors come across: schools, kindergartens, day care centers,

medical institutions and other. System involved coordinated action on the part of the police and representatives of other relevant institutions (social workers, teachers and other) for any case of child abuse. On first stage reporting (referral) system was piloted in 8 regions of Georgia.
As a result of 1 year cooperation, procedures of reporting (referral) system for protection of children were elaborated and approved on May 31, 2010 by 3 ministers (education, healthcare, internal affairs). Procedures define the rules of coordinated work by the institutions involved in protection of children from abuse, mechanisms of effective and immediate response to the cases of child abuse.
According to the 2009-10 action plan for combating human trading (trafficking), on August 7, 2009 the MIA of Georgia and representation of international organization World Vision International in Georgia signed a Memorandum of Cooperation based on which it was agreed to cooperate within the framework of the project – Protection of the Rights of Child Victims of Trafficking in Georgia. In relation to the MIA the project aimed at the conduct of trainings for the corresponding workers of the division of combating trafficking and illegal migration of special operative department on the issues of child trafficking. As a result of the project training was undertaken by 15 workers of the Ministry of Internal Affairs.
In the first half of 2010 there was no investigation initiated on trafficking in minors. In 2009, 24 cases of trafficking in minors were initiated. Court decision was taken on 21 cases against 33 individuals. 2 cases of labor exploitation were revealed.
In 2008, investigations on 14 cases of trafficking in persons were initiated, among them 2 cases on trafficking in minors. 8 of the 14 cases involved trafficking for sexual exploitation. 10 cases resulted in convictions. Average sentence was 14-15 years imprisonment.
There were no cases of trafficking in minors for the purposes of sexual exploitation revealed during the reporting period.
In November 2009, 17 year old person – G.D. was recognized as victim of trafficking (labour exploitation). G.D. was placed in shelter on November 5, 2009. She remains in the shelter at this moment. State Fund for Protection and Assistance to Victims of Trafficking in Persons provides G.D. with psychological and legal assistance. Rehabilitation and integration program is also carried out. As the investigation is ongoing, no one has been prosecuted/convicted for this crime.
Based on 2009-2010 data, total number of public and private schools in Georgia equals to 2 462. As for their geographical distribution, it should be mentioned that approximately 40 schools are allocated in each local municipality.
A number of pupils equals to 643 299 from which:

- 597 820 pupils are in public schools,
- 45 479 pupils – in private schools.

It should be mentioned, that average class sizes equals to 21 pupils. As for the ratio teacher per pupil, it makes the following picture 1 teacher – 8 pupils.
It should be emphasized, that Ministry of Education and Science implements project “Development of Inclusive Education in 9 Regional Public Schools”. The aim of the project is development/introduction of inclusive education in 9 regional public schools and creation of sustainable system supporting future development of inclusive education. To achieve the goal, it was decided to create supporting environment of SEN children education. Equipment of the resource rooms in ten targeted schools will contribute to enrollment of SEN children into schools together with their peers and to provision of quality education. In particular, the resource-room will be used for individual teaching of SEN children, for team meetings and development of supporting materials. It will also serve as the resource for the whole school too.

According to Civil Code of Georgia, an underage person from the age of seven to eighteen is considered as a person of limited legal capability, while a person under age of seven (juvenile) – as legally incapable (Article 12, Article 14) that is provided by lability of psychological condition of a child, which does not enable him/her to express conscious will and thus, restricts

the possibility to make fair decision in the process of adoption. According to the Law of Georgia On Adoption and Foster Care, before the court makes decision on adoption, parent (parents), adoptive parent and a child of 10 years of age to be adopted, can refuse adoption, which is connected with taking into consideration the will of underage person, as this age group has convincing circumstances for adoption purposes.

As for protection of freedom of expression of will of a person under 10 years of age in the process of adoption and foster care, Order No 305/N of the Minister of Labour, Health and Social Affairs of Georgia of December 31, 2008, on Procedures of Preparation and Issuing Conclusion on Adoption and Confirmation of Compatibility Criteria of Adoptive Parent and Child to be Adopted is drawn up according to the Law of Georgia On Adoption and Foster Care, which regulates determination of compatibility criteria during assessment of adoptive candidates and underage person to be adopted by authorized persons (social servants) that is based on necessities revealed as a result of bio-psycho-social assessment of each child of this category.

In the abovementioned direction, the role of the State has been expressed in gradual implementation of changes. After ratification of Convention on the Rights of the Child, inspection of internal legal base has been carried out more than once by legislative body of Georgia for the purpose to make basic requirements of children closer to requirements of regulating norms convention. Reality of the abovementioned measures is confirmed by such changes of legislative base of Georgia as determination of procedures and criteria of granting a status to be adopted, flexible procedure of granting a status to be adopted to a find child, introduction of urgent foster care service, confirmation of respective legislative regulations for target groups of homeless, so-called street children, such as drawing out and introduction of children protection (application) procedures.

It should be mentioned that changes of legal base implemented during the last three years (Civil Code, Law of Georgia On Adoption and Foster Care and respective subordinate regulatory acts) have introduced new regulations, the aim of which are to protect all basic rights of children and include: issues of protection from violation, existence of permanent family, growing up in a family or similar environment, apart from this, respective conditions of service have been established for suppliers of different types of childcare services (taking into consideration target groups, for persons of special needs including persons of capabilities) by means of working out childcare standards.

Issue of supervision on implementation of Government Action Plan of Children's Welfare is very important. In this respect, successful cooperation system has been established between the bodies of executive authority of Georgia, which are involved in the implementation process of the plan that is provided by possibility of uninterrupted delivery and sharing of information between them. Apart from this, reports on implemented measures shall be submitted to Public Defender's office and other interested parties by each body upon request. The abovementioned system shows the existence of open communication between different subjects of executive authority and nongovernmental sector of Georgia. Although, it is very important to analyze and evaluate what kind measures have been implemented and which results have been achieved.

In August of 2009, according to Order No 281/N of the Minister of Labour, Health and Social Affairs of Georgia childcare standards have been approved, which are obligatory to be fulfilled by all institutions implementing educational activities despite their organizational-legal form and property status.

Childcare standards are totality of those norms and requirements, the aim of which are to provide high quality of childcare service (services proposed by institutions implementing educational activities and day centers), including support and protection of children health.

Monetary benefit which is given to adoptive family for bringing up a child includes sum allocated for providing a child as well as remuneration for foster mother/father. For children subject to foster care the State has allocated additional assistances. Specifically, they are

provided with health insurance, and apart from this, they have an opportunity to visit resorts of Georgia within the framework of subprogram Rest and Recovery of the State childcare program.
It should be noted that the whole period of foster care of a child shall be monitored by state social servant, who consults foster parents and children with respect to the problems appeared during the process or forwards them to respective services.
As for social and economic condition of foster families themselves, this is very important indicator in the process of selecting foster families, as the foster family represents one of the higher-priority services in the process of implementation of child welfare reform that shall meet requirements of childcare standards.

CSER 17§1 HONGRIE

Le Comité conclut que la situation de la Hongrie n'est pas conforme à l'article 17§1 de la Charte aux motifs que :

- *les conditions de vie au sein des institutions de placement pour enfants ne sont pas satisfaisantes ;*
- *la durée maximale de la détention provisoire est excessive pour les mineurs.*

Premier motif de non-conformité

411. La représentante de la Hongrie a fourni par écrit les informations suivantes :

Our professional opinion to the Committee's comment is that it should be strictly distinguished from the social services which are designed according to type and length. We consider it important to note that the Hungarian legal and institutional system do not know the institution name and form called child welfare institution. We have services to provide long-term care, which are predominantly non-voluntarily used services, they are limiting the parental custody law (child protection system forms), and we have voluntarily used services (child welfare services, primary care, temporary care of children, and families).
The second category contains the temporary homes for children, and the temporary homes/shelters for families.
In the temporary home for children the providers have to take a necessary level of care, which is adapted to the children needs. Temporary homes for children receive not less than 12 but maximum 40 children. Nowadays, on average 20 children lives per institution. The accommodation takes place in 2-4 bed rooms. Necessarily the children live there for the weekdays, and in many cases, they spend the weekend at home.
Duration of the service shall not exceed one and a half year, however – based on statistical data – the average time spent in the temporary home is just over three months. The number of children under three years of age is almost negligible. For the children at the higher age groups the public education services are available, so they spend the day in kindergartens, or elementary schools until late afternoon. The protocol's of temporary care contains lots of elements, which are indicate several responsibility for the parents and the crew members during the temporary accommodation, like follow-up the children needs, professional support for parents in the field of child care abilities, and the parents shall take some actions from the daily child care routine. Use of the service is voluntary, but the parents have to pay a service fee.
The capacity of temporary homes/shelters for families is also at least 12 and up to 40 people, but the families have to have their own, private rooms for separate living. Collective accommodation in one room for different families is strictly prohibited. In this service the parents are living together with their own children, but they have to share with their peers the social rooms (kitchen, bathroom), but they also have their own private living space. Placement

providers are responsible for the necessary care, so the family self-sufficient, but the provider gives individual case management and necessary physical infrastructure is of help. The maximum length of placement shall not exceed one year and a half, and in case of this form of care is also true that the use of the service is voluntary, but the parents have to pay a service fee.
Based on the abovementioned our firm position is that the two discussed temporary housing services are hardly met the European Social Charter's strong target number, because of the form and manner of the services. The child protection's services forms and the basic child welfare services forms are non-comparable with each other. In the field of temporary care the providers must have flexible capacity that can respond quickly to the demands and be able to be reached by everyone. These two are factors, only certain capacities above are met efficiently. The proper development of the child under care, despite the higher number may be provided.
Since the report has been completed on these two issues no further legislation actions were taken.

Information regarding Crisis Centres:
The task of the Crisis Centres is to tackle the crisis situation in a complex way and to provide a full treatment after the abuse, which includes the following:
- Physical care for the victim/served people;
- Provide professionals' help (legal, psychological helper, social worker);
- Social worker's devices, which help them to represent the victim's interests; they implement family care; they cooperate with the members of the connected alarm system and other relevant institutions, organisations.

In the crisis centres (which operate within families temporary shelters) the children are placed and cared with parents, grandparents in the home environment. The number of children placed in rooms with family atmosphere never more than 10 people. In practice, it is usually 1-5.

Total number of children placed in crisis centres for 2005-2009

2005	284
2006	445
2007	762
2008	858
2009	921
Total	3270

The operation of the crisis centres and the connecting „System of Half-way house on the way out" received a legal framework and an operating definition with the modification of the Act XXXI of 1997 on child care and operation about guardianship administration, in 2011. The Act integrates the crisis centres and the „System of Half-way house on the way out" into the families' temporary shelters. Furthermore, provisions about services rendered by crisis centres to victims of violence between partners (and relatives) were enclosed to the modification of the Resolution (of the Ministry of Public Welfare) No. 15/1998 (IV.30.) on personal treatment required child welfare, child protection, and on person's professional tasks and conditions of operation.

Additional information and ongoing actions concerning the childcare institutions:
In Hungary there are childcare institutions caring infants, young children and children who attend in the first 4 class of primary school. Our goal is to place with families all children between the age of 0 and 12 who do not need special care.

This year, it has been announced the TIOP (Social Infrastructural Operative Program) 3.4.1.B, value of 3 billion HUF (10.345 million €) in order to change the institutions to placement of foster families.
Moreover in autumn 2012 will be announced TÁMOP (Social Renewal Operative Program) 5.4.10, value of 2 billion HUF (6.9 million €) being aimed at training of foster parents. In the future, only accredited and qualified persons gain foster parents' employment status. It increases child care quality and foster parents' social prestige, too.

Deuxième motif de non-conformité

412. La représentante de la Hongrie indique au Comité qu'aux termes du Code de procédure pénale (loi XIX de 1998), la durée maximale de la détention provisoire est de douze mois pour les infractions mineures passibles d'une peine de trois ans de prison, y compris pour les délinquants mineurs. Elle peut atteindre 24 mois pour les infractions passibles d'une peine de cinq ans d'emprisonnement, et 48 mois pour les infractions sanctionnées par une peine de quinze ans de prison ou la réclusion à perpétuité. Le Code de procédure pénale prévoit des exceptions lorsque la détention provisoire est ordonnée ou prolongée après le prononcé de la décision définitive, ou en cas de recours en troisième instance ou de répétition de la procédure pour cause de cassation du jugement. Elle précise qu'aux termes de l'article 455 du Code de procédure pénale, la durée maximale de la détention provisoire est limitée à 24 mois pour les mineurs, mais les exceptions sont les mêmes que pour les adultes.

La représentante de la Hongrie fait observer l'insignifiance du pourcentage des mineurs en détention provisoire qui y sont restés plus de 18 mois (3,7 % en 2009, 5,6 % en 2010 et 1,33 % en 2011) ou plus de 24 mois (aucun en 2009, 1,4 % en 2010 et 0,6 % en 2011), par rapport au nombre total de délinquants mineurs placés en détention provisoire.

La représentante de la Hongrie explique qu'aux yeux de la Cour européenne des droits de l'homme, une détention prolongée peut se justifier lorsque le maintien de mesures coercitives est motivé par l'intérêt public, supérieur au respect de la liberté individuelle. Elle précise que lorsque la CEDH s'est penchée sur la question de la durée raisonnable de la détention, elle a tenu compte de plusieurs facteurs, comme la complexité de l'affaire, le comportement du défendeur ou les éventuels retards imputables aux autorités ; elle ajoute à ce sujet que le législateur a récemment pris des mesures pour accélérer les procédures.

La représentante de la Hongrie, qui affirme que la nécessité de mettre les jeunes délinquants à l'abri des groupes criminels, et d'éviter ainsi les récidives, est l'une des raisons qui justifie de prolonger la détention provisoire. Elle souligne que les jeunes délinquants sont en principe placés dans des centres de détention qui leur sont réservés.

La représentante de la Hongrie explique qu'au regard du Code de procédure pénale, les tribunaux sont tenus de faire une différence lorsqu'ils appliquent à des mineurs les règles définies pour des délinquants adultes. Elle ajoute que l'existence de solutions alternatives (assignation à domicile, interdiction de quitter le lieu de résidence, caution), le réexamen régulier des ordonnances de placement en détention provisoire, ainsi que les critères de nécessité et de proportionnalité permettent de faire en sorte que les mesures coercitives soient, pour les délinquants mineurs, limitées aux cas les plus justifiés. Le Code de procédure pénale contient également des dispositions qui protègent plus particulièrement les délinquants mineurs en assortissant les conditions générales et particulières relatives aux adultes d'une exigence supplémentaire, à savoir l'extraordinaire gravité de l'infraction.

La représentante de la Hongrie affirme que, depuis 2005, plus de 25 % des infractions commises par des mineurs sont des actes de violence visant des personnes (agressions, meurtres) ou des biens (vols, cambriolages). Elle précise qu'aucune modification de la loi n'est envisagée dans les années à venir.

413. En réponse aux questions du représentant de la CES, la représentante de la Hongrie déclare que des efforts considérables ont été engagés pour donner effet aux conclusions du CEDS et confirme que les mêmes règles s'appliquent à tous les mineurs âgés de 14 à 18 ans. Elle souligne que la détention provisoire reste une mesure exceptionnelle, limitée aux infractions d'une extraordinaire gravité et que les tribunaux doivent, avant de l'ordonner, prendre en compte tous les éléments du dossier.

414. La représentante de la Lituanie demande quelles améliorations sont intervenues concrètement puisque la législation permet toujours une détention provisoire pouvant aller jusqu'à 24 mois ; elle suggère de mettre aux voix une recommandation.

415. En réponse aux questions de la représentant du CES sur les solutions alternatives à la détention provisoire, la représentante de la Hongrie explique qu'il existe également des centres éducatifs pour mineurs et que les jeunes placés en détention provisoire sont incarcérés dans des centres de détention qui leur sont destinés.

416. Conformément à son règlement, le Comité met aux voix une recommandation, qui est rejetée (1 voix pour, 15 contre). Il met ensuite aux voix un avertissement pour les mêmes motifs, qui est adopté (19 voix pour, 5 contre).

CSER 17§1 IRLANDE

Le Comité conclut que la situation de l'Irlande n'est pas conforme à l'article 17§1 de la Charte aux motifs que :

- *les jeunes détenus ne sont pas toujours séparés des adultes ;*
- *l'âge de la responsabilité pénale est trop bas pour certaines infractions ;*
- *il n'est pas expressément interdit d'infliger des châtiments corporels aux enfants en milieu familial.*

Premier et deuxième motifs de non-conformité

417. Aucune information n'est parvenue de la part du Gouvernement de l'Irlande.

Troisième motif de non-conformité

418. Le représentant de l'Irlande indique au Comité qu'aucun texte législatif ou réglementaire n'autorise en soi d'infliger des châtiments corporels au sein du foyer ; il souligne qu'au contraire, l'article 246 de la loi de 2001 relative à l'enfance contient des dispositions juridiques qui dissuadent très clairement d'avoir recours à des corrections physiques sur les enfants en milieu familial, mais aussi dans d'autres contextes – écoles, crèches, lieux de détention, structures de l'assistance publique.

Le représentant de l'Irlande précise que, s'agissant des châtiments corporels infligés en milieu familial, la common law prévoit un moyen de défense limité reposant sur la notion de « punition raisonnable » mais que des actions engagées devant les tribunaux au titre de l'article 246 de la loi de 2001 relative à l'enfance ont également abouti, les juges estimant que les parents avaient usé de la force de manière excessive ou déraisonnable pour corriger leurs enfants.

Le représentant de l'Irlande met en avant les progrès qui ont été réalisés ces derniers temps pour éliminer pratiquement toutes les formes de violence exercées sur des enfants et inciter les parents à opter pour d'autres formes de discipline. Il déclare que, selon une étude réalisée par le Department of Children and Youth Affairs [Département de l'enfance et de la jeunesse], près de 90 % des parents n'ont jamais eu recours aux châtiments corporels pour punir leurs enfants et ont choisi un autre moyen. Il ajoute qu'il existe un large éventail de cours consacrés au rôle des parents et à l'éducation des enfants.

Le représentant de l'Irlande déclare qu'aux yeux de son Gouvernement, il faut parvenir à un équilibre délicat qui consiste à promouvoir les modèles positifs de parentalité et à sanctionner au plan pénal les parents qui ne respectent pas les bonnes pratiques. Il signale également qu'une nouvelle définition en droit du moyen de défense invoquant une « punition raisonnable » est actuellement en discussion.

419. En réponse à une question du représentant de la CES, le représentant de l'Irlande assure que cette question fait l'objet d'une attention constante et que les pouvoirs publics ont ainsi mis en place des programmes destinés aux familles et des stratégies visant à protéger les enfants ; pour autant, les parents sont opposés à toute modification de la législation. Selon les services du Conseiller juridique [*Legal Advisor*], une modification de la législation serait vraisemblablement contestée en justice, compte tenu de la protection constitutionnelle dont jouit la famille dans la Constitution de 1937. Il ajoute que, selon les statistiques, 80 % des parents estiment que les châtiments corporels doivent être proscrits, mais que seuls 42 % estiment que la fessée doit l'être également ; ils pensent donc dans leur grande majorité qu'il faut continuer à autoriser la fessée.

420. La représentante de l'Islande, soulignant que la protection constitutionnelle de la famille semble bloquer toute possibilité de modifier la législation, demande qu'une recommandation soit mise aux voix.

421. Le représentant du Royaume-Uni appelle à faire preuve d'équité et de cohérence, tous les cas comparables n'ayant pas donné lieu à un vote.

422. En réponse à une question de la Présidente, le représentant de l'Irlande confirme que son Gouvernement préfère s'attacher à faire évoluer les comportements en pratique plutôt que de modifier la législation, qui nécessiterait une révision de la Constitution.

423. Faisant référence à ses précédentes observations concernant la mise aux voix de Recommandations sur des questions touchant aux traditions nationales, la représentante de l'Italie constate que la législation est conservatrice par nature et suggère de se concentrer sur l'évolution des comportements dans la pratique.

424. En réponse à une question de la représentante de l'Islande, le représentant de l'Irlande explique que, pour pouvoir s'immiscer dans des questions touchant à la vie familiale, il faut que les conditions exigées pour la qualification d'une infraction pénale et l'engagement de poursuites ou celles prescrites par l'article 246 de la loi de 2001 relative à l'enfance, soient réunies.

425. La représentante de la Grèce suggère de reconnaître les efforts réalisés par l'Irlande en dépit des obstacles juridiques.

426. La Présidente, soulignant que la conclusion de non-conformité a été formulée dans le cadre d'une réclamation collective, rappelle que la question a des conséquences très pratiques.

427. Conformément à son règlement, le Comité met aux voix une recommandation, qui est rejetée (1 voix pour, 25 contre). Il met ensuite aux voix un avertissement pour les mêmes motifs, également rejeté (14 voix pour, 14 contre).

428. Le Comité engage le Gouvernement de l'Irlande à modifier sa législation afin de rendre la situation conforme à la Charte sociale européenne.

CSER 17§1 LITUANIE

Le CEDS considère que la situation de la Lituanie n'est pas conforme à l'article 17§1 de la Charte au motif que les châtiments corporels infligés au sein du foyer, en milieu scolaire ou dans d'autres institutions ne sont pas expressément interdits.

429. La représentante de la Lituanie indique au Comité que la nouvelle loi relative à la protection contre la violence familiale entrée en vigueur fin 2011 interdit les châtiments corporels infligés au sein

du foyer, assimilés à une forme de violence familiale. Elle précise que, conformément à cette loi, tout acte de violence familiale qui est signalé déclenche immédiatement une enquête préliminaire, ce qui garantit l'engagement de poursuites pénales, quel que soit le souhait de la victime, laquelle est souvent sous l'influence économique ou psychologique de l'auteur des faits. Elle précise aussi que sont considérées comme des victimes de violence familiale non seulement celles et ceux qui subissent de tels actes, mais également les enfants qui en sont témoins ou qui vivent dans un milieu exposé à ce type de violence.

La représentante de la Lituanie indique que les sanctions prévues par la loi (injonction d'éloignement, interdiction d'approcher la victime ou d'entrer en contact avec elle) sont destinées à protéger les victimes de violence familiale. Des mesures instituées prévoient, dès la survenance de tels actes, la mise en détention de l'auteur des faits et la mise en place d'une protection pour la victime, qui bénéficie également d'une aide dispensée par les centres d'assistance spéciale. Elle ajoute qu'un « programme complémentaire d'aide et de soutien financier aux victimes de violence familiale (2013-2020) » est en préparation afin de renforcer le mécanisme et l'organisation de cette aide.

La représentante de la Lituanie fait savoir, par ailleurs, que les châtiments corporels seront expressément interdits par la nouvelle loi sur la protection de l'enfance, qui viendra modifier l'actuelle loi relative aux principes fondamentaux de la protection des droits de l'enfant. Le projet de loi est en cours d'élaboration et peut être consulté en ligne depuis l'été 2012 par les organisations de la société civile. L'article 45 du projet de loi élargit la définition de la protection des enfants contre les violences : il dispose que les enfants doivent être éduqués, formés et punis sans violence et dans le respect de leur dignité. Ce même article interdit également les corrections physiques ou mentales, la torture mentale et tout autre traitement cruel ainsi que l'atteinte à l'honneur et à la dignité de l'enfant ; il prévoit que la responsabilité administrative ou pénale de l'auteur des faits peut être engagée en cas de violence physique ou mentale exercée sur un enfant et que les enfants victimes de violence doivent bénéficier d'une assistance particulière.

La représentante de la Lituanie affirme qu'il est difficile, en période électorale, de donner un calendrier concernant l'adoption de ce projet de loi.

430. Le Comité félicite le Gouvernement de la Lituanie pour cette nouvelle législation et l'encourage à adopter les autres mesures en préparation.

CSER 17§1 MALTE

Le CEDS conclut que la situation de Malte n'est pas conforme à l'article 17§1 de la Charte aux motifs que :

- *les enfants nés hors mariage sont désavantagés sur le plan successoral et des inégalités subsistent entre enfants nés d'un premier mariage et enfants nés d'un second mariage ;*
- *toutes les formes de châtiment corporel ne sont pas interdites ;*
- *l'âge de la responsabilité pénale est trop précoce.*

Premier motif de non-conformité

431. Le représentant de Malte déclare que le Code civil a été modifié en 2004 et que la teneur des modifications qui y ont été apportées aurait déjà dû être portée à la connaissance du Comité. Le Code civil traite tous les enfants sur un pied d'égalité, qu'ils soient nés dans ou hors des liens du mariage ; il ne fait pas de différence entre les enfants nés d'un premier mariage et ceux nés d'un second mariage. L'article 596(2) du chapitre 16 du Code civil dispose que tous les enfants et descendants, sans distinction aucune, sont en droit de recevoir des biens, par testament, de leurs parents et autres ascendants. De plus, tous les enfants du testateur, qu'ils soient nés dans le mariage ou hors mariage, ou aient été adoptés, peuvent hériter par voie testamentaire (art. 602) ; la réserve héréditaire est due

à tous les enfants, qu'ils aient été conçus ou soient nés dans ou hors mariage, ou aient été adoptés (art. 616). En outre, les enfants ou autres descendants succèdent à leur père et mère ou à d'autres ascendants sans distinction de sexe, qu'ils soient nés ou aient été conçus dans ou hors mariage et soient ou non issus du même mariage (art. 811).

432. La Présidente déclare qu'apparemment ces informations ne figuraient pas dans le rapport et que la législation semble conforme à la Charte.

433. Le Comité prend note de ces informations et engage le Gouvernement de Malte à fournir davantage de précisions dans son prochain rapport.

Deuxième motif de non-conformité

434. Le représentant de Malte déclare qu'aux termes de la loi relative aux violences familiales (chapitre 481) et du code pénal (chapitre 9), toutes les formes de violence exercées sur des enfants sont réputées constituer des infractions pénales et réprimées à ce titre par la loi. Les modifications apportées au Code pénal ainsi qu'au Code civil interdisent aussi, de façon très claire, les violences au sein de la famille.

La loi relative aux violences familiales définit celles-ci comme tout acte de violence perpétré par un membre du foyer à l'encontre d'un autre de ses membres, y compris la violence verbale et toute omission à l'origine d'un préjudice physique ou moral. L'expression « membre du foyer » englobe les personnes mariées, ou qui l'ont été, les personnes qui vivent dans le même foyer que l'auteur de l'acte, ou qui ont vécu avec lui au cours de l'année ayant précédé l'infraction, les parents et leurs enfants, les autres adultes partageant le même foyer et les personnes qui sont ou ont été liées par des liens de consanguinité ou d'alliance jusqu'au troisième degré, ainsi que les personnes qui ont un enfant en commun.

L'article 247A du Code pénal traite spécifiquement des mauvais traitements ou négligences dont peuvent être victimes des enfants de moins de 12 ans. Il dispose que quiconque a la charge d'un enfant de moins de 12 ans et le maltraite, ou provoque ou permet de mauvais traitements par des omissions ou actes répétés, est passible d'une peine d'emprisonnement de deux ans, sous réserve que cet acte ne constitue pas une infraction plus grave au regard d'une autre disposition du Code. Les mauvais traitements sont définis au sens large du terme (ils recouvrent le fait de ne pas donner à l'enfant une alimentation, des vêtements et un logement appropriés, le non-respect de sa dignité ou l'imposition de tâches inappropriées ou de travaux physiques pénibles). L'article 203 dispose que des procédures sont engagées d'office lorsqu'un acte a été commis en abusant de l'autorité parentale ou de tutelle. En pratique, toute personne qui croit savoir ou soupçonne qu'un enfant subit des sévices physiques ou est maltraité par ses parents peut en avertir la police, qui est habilitée à enquêter et à engager des poursuites.

Une politique nationale pour l'enfance a été élaborée et doit être mise en œuvre dans les mois à venir afin d'opérer certains changements nécessaires pour tenir compte de l'intérêt supérieur de l'enfant.

435. En réponse à une question de la Présidente, le représentant de Malte déclare qu'il ne peut donner de date précise à laquelle ces changements pourraient intervenir. La politique précitée sera lancée dans les semaines qui viennent. Il précise que l'article 154 du Code civil, dans lequel il est question de « châtiments raisonnables », va être remanié et que cette notion va être supprimée.

436. En réponse à une question de la représentante de la Pologne, le représentant de Malte déclare que, si les châtiments corporels ne sont pas spécifiquement mentionnés dans la législation, la définition contenue dans la loi relative aux violences familiales renvoie à toute forme de préjudice causé à un membre du foyer.

437. Le Comité note que le Gouvernement de Malte a pris des mesures pour modifier sa législation et lui demande de fournir toutes les informations pertinentes dans son prochain rapport.

Troisième motif de non-conformité

438. Le représentant de Malte déclare que la situation est demeurée inchangée depuis la période de référence mais que toutes les informations n'ont pas été clairement exposées dans le rapport. L'article 36 du Code pénal prévoit que les mineurs âgés de 9 à 14 ans qui commettent une infraction dans une « intention malveillante » sont passibles de la sanction prévue pour les contraventions (emprisonnement de deux mois maximum, amende ou réprimande), ou la peine prévue pour le délit commis abaissée de trois degrés. A la demande de la police, le tribunal peut exiger du parent ou tuteur de l'enfant qu'il assume la responsabilité de la conduite du mineur ou lui infliger une amende pour défaut de diligence parentale. La durée maximale de la détention provisoire dépend de l'infraction commise par le mineur délinquant, mais il est très rare que les mineurs de moins de 16 ans ne soient pas libérés sous caution. Les enfants de moins de 16 ans ne sont pas traduits devant la justice pénale mais devant un tribunal pour mineurs, situé dans des locaux distincts de ceux de la juridiction pénale. Les procédures sont présidées par un magistrat assisté de deux juges non professionnels et l'audience se déroule de manière informelle.

439. Le Secrétariat fait observer que la notion d'« intention malveillante » existe dans la législation et qu'il est toujours théoriquement possible qu'un enfant âgé de 9 à 14 ans soit tenu pénalement responsable.

440. Le représentant de Malte affirme qu'il est rare que des poursuites soient engagées contre des enfants de cette tranche d'âge. Ceux qui sont reconnus coupables de leurs actes ne sont pas incarcérés, mais placés dans un centre de redressement pour mineurs. Il indique par ailleurs, en réponse à une question de la CES, que des statistiques peuvent être fournies.

441. En réponse à une question de la représentante de la Lituanie, le représentant de Malte confirme que l'« intention malveillante » est prévue par la loi, mais qu'elle doit être prouvée et ne s'applique qu'aux cas très graves.

442. En réponse à une question de la représentante de la Pologne, le représentant de Malte déclare qu'il n'est pas en mesure de dire si le Gouvernement envisage de modifier la législation.

443. Conformément à ses Règles de procédure, le Comité met aux voix une recommandation, qui n'est pas adoptée (1 voix pour et 24 contre). Il met ensuite aux voix un avertissement, qui est également rejeté (15 voix pour et 8 contre).

444. Le Comité appelle instamment les autorités maltaises à rendre la situation conforme à la Charte sociale.

CSER 17§1 PAYS-BAS (ROYAUME D'EUROPE)

Le Comité conclut que la situation des Pays-Bas n'est pas conforme à l'article 17§1 de la Charte aux motifs que :

- *une peine de prison pour les jeunes peut aller jusqu'à 30 ans ;*
- *les mineurs peuvent être détenus dans des prisons pour adultes ;*
- *un abri n'est pas garanti aux enfants en situation irrégulière aussi longtemps qu'ils relèvent de la juridiction des Pays-Bas.*

Premier et deuxième motifs de non-conformité

445. Le représentant des Pays-Bas a fourni par écrit les informations suivantes :

Children appear before the children's judge (kinderrechter). The Code of Criminal Procedure contains a separate title with procedural rules specially formulated for cases involving children.

These rules are also applied in cases involving children who were 16 or 17 years old when the offence leading to prosecution was committed.
In the Netherlands it is possible in such cases for the children's judge to impose a penalty or non-punitive order laid down in adult criminal law (article 77b of the Code of Criminal Procedure), for example, due to the gravity of the offence, the perpetrator's personality or the circumstances in which the offence was committed. As a consequence, under the law the penalty or non-punitive order must, in principle, be enforced within the system applicable to adults.
It should be noted that the children's judge in the Netherlands exercises great restraint in imposing penalties or orders from adult criminal law. In 2006, 2007 and 2008, such penalties or orders were imposed on 108, 103 and 104 children, respectively. This represents 1.4 %, 1.3 % and 1.2 % of all convictions of minors. In most cases, children who have received an adult sentence reach the age of majority before the sentence is enforced. In accordance with recent legislation, when a hospital order ("TBS"; a treatment order under adult criminal law) is imposed on a minor by the children's judge, the sentence can be carried out at a young offenders' institution, i.e. outside the adult system, until the person turns 21.
In this context, it is also important to mention that imposing a life sentence on a minor was explicitly prohibited by act of 20 December 2007 (Bulletin of Acts and Decrees 2007, 575).
As stated above, when a children's judge imposes a sentence under adult criminal law the possibility exists that the minor concerned may have to serve the sentence in the adult system. Because of this, when it became a party to the Convention on the Rights of the Child the Netherlands entered a reservation to article 37, paragraph (c). The reservation states that while the Netherlands accepts the provision, this does not prevent the application of adult criminal law to children aged 16 or older if the criteria laid down by law are met. The Dutch government then reconsidered this reservation in light of the CRC's recommendations. The government takes the position that despite the fact that penalties or orders under adult criminal law are rarely imposed on minors it wishes to preserve the possibility. This position is set out in the letter sent to the House of Representatives by the State Secretary for Security and Justice, concerning the introduction of a separate criminal law for adolescents aged 16 to 23 (Parliamentary Papers, House of Representatives 2010/11 28 741, no. 17). The aim of having a criminal law applicable to adolescents is for courts to take a more individual approach to sentencing when imposing a penalty or non-punitive order, taking into account the phase of development that the teenager or young adult is in. It will therefore be possible to impose penalties and non-punitive orders from the educational elements of juvenile criminal law on young adults under 23. Dutch law currently allows this for young adults under 21 (article 77c, Criminal Code). Child offenders will continue to be prosecuted by children's judges. In the letter, the government writes that because it is possible to impose adult penalties and non-punitive orders on minors aged 16 and older, it is unnecessary to make what is currently a mild system of penalties under juvenile law more severe across the board.

Troisième motif de non-conformité

446. Le représentant des Pays-Bas, avec l'accord du Comité, aborde également dans son intervention sur ce point le motif de non-conformité retenu pour l'article 31§2 de la Charte. Il affirme que la Charte révisée ne s'applique aux étrangers que dans la mesure où ils sont des ressortissants des autres Parties résidant légalement ou travaillant régulièrement sur le territoire de la Partie intéressée et ne concerne donc pas les personnes en situation irrégulière aux Pays-Bas – interprétation que le Comité des Ministres a confirmée dans sa résolution du 7 juillet 2010.

Il ressort des explications du représentant des Pays-Bas que le Gouvernement néerlandais reconnaît que les étrangers mineurs constituent un groupe vulnérable méritant une attention particulière et qu'il veut éviter toute situation où des mineurs se trouveraient sans solution d'hébergement. Suite à une décision d'une cour nationale en janvier 2011, le Gouvernement a mis en place des foyers destinés

aux familles (*gezinslocatie*) qui accueillent des familles avec enfants jusqu'à leur départ, en leur imposant toutefois une restriction de leur liberté de circulation. Six de ces foyers existent depuis juillet 2011.

Le représentant des Pays-Bas précise aussi que les familles en situation irrégulière sont chargées d'organiser leur départ du territoire, responsabilité qui incombe en premier lieu aux parents. Il explique que les ressortissants étrangers disposent de 28 jours, après le rejet de leur demande d'asile, pour quitter les Pays-Bas de leur propre gré ; durant cette période ils séjournent dans des centres d'accueil. Si le délai de 28 jours est trop court pour organiser le départ, les intéressés peuvent être hébergés, pendant douze semaines supplémentaires, dans une structure où leur liberté de circulation sera limitée ; dans l'hypothèse où ce délai serait encore trop court, les familles avec enfants peuvent être accueillies dans les foyers précités. Les familles qui voient leur demande d'asile rejetée continuent donc d'être hébergées jusqu'à leur départ du territoire, hébergement qui peut même être prolongé dans le cadre d'une procédure régulière d'immigration ou en cas de révocation du titre de séjour.

Le représentant des Pays-Bas ajoute que, lorsqu'une famille avec enfants n'a plus de toit, les autorités locales peuvent contacter le Service chargé du retour et du rapatriement pour qu'une solution soit trouvée, qui peut inclure un hébergement. Enfin, la Cour suprême des Pays-Bas s'est prononcée en faveur des familles avec enfants et leur besoin de logement en septembre 2012.

447. Le Comité prend note des informations communiquées et félicite le Gouvernement des Pays-Bas pour les modifications apportées à leur politique et leur pratique.

CSER 17§1 NORVÈGE

Le Comité conclut que la situation de la Norvège n'est pas conforme à l'article 17§1 de la Charte au motif que la durée des peines de prison prononcées à l'encontre de mineurs peut aller jusqu'à 21 ans.

448. La représentante de la Norvège a fourni par écrit les informations suivantes :

> The legislative proposal concerning juveniles in conflict with the law, "Prop. 135 L (2010-2011) Proposisjon til Stortinget (forslag til lovvedtak). Endringer I straffeloven, straffeprosessloven, straffegjennomføringsloven, konfliktrådloven m.fl (bar og straff)", was approved by the Norwegian parliament (Storting) in December last year, and several legislative amendments entered into force on 20 January 2012.
> The Criminal Procedure Act Section 184, second paragraph, states that minors (between 15 and 18 years of age) shall not be imprisoned unless it is imperative to do so.
> A statutory maximum penalty of 15 years, corresponding to Section 33 in the 2005 Penal Code, has been adopted. Consequently, the maximum length of imprisonment for minors is currently 15 years. In the same provision it is stated that minors can only be sentenced to a term of imprisonment when it is particularly necessary.
> If the prosecution authority wishes to have a person placed in detention, the person must be brought before the District Court as soon as possible and no later than the day after the arrest, cf. the Criminal Procedure Act Section 183 first paragraph. If the day following the day of arrest is a Sunday or a holiday, the time-limit is extended with one day.
> The previous 4 week-limits in Section 183 in the Criminal Procedure Act has been altered to two weeks if the Court decides to remand a charged person in custody it shall fix a specific time-limit for the custody if the main hearing has not already begun. The time-limit shall be as short as possible and must not exceed two weeks. It may be extended by order up to two weeks at a time, cf. first paragraph.

The number of minor prisoners is low, usually 10-15 at any time, and has remained quite stable over the last years. In 2008, totally 65 minors were imprisoned. In 2009, 80 minors were imprisoned. In 2010, 64, and in 2011, 59 minors were imprisoned.
As to segregation of minor prisoners from adult prisoners, reference is made to the measures mentioned in the letter of 5 October 2011. To this end it should be mentioned that the proposed criminal sanction, a so-called "Juvenile Sentence", also was approved by the Norwegian Parliament in December, and will become operational as soon as the necessary infrastructure is in place. The sanction is intended to be an alternative to an immediate custodial sentence and more severe Community Sentence for offenders between 15 and 18 years of age, who have committed serious or repetitive crime.
Young offenders have a statutory right to education. Prisoners have the same educational rights as the population in general, limited by security restrictions only, cf. the Execution of Sentences Act Section 4 and its corresponding guidelines, item 1.6. Hence, minor prisoners have the right, as well as a duty, to free primary education, and the right to secondary education, the Education Act Section 2-1 and 3-1.

CSER 17§1 RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA

Le Comité conclut que la situation de la République de Moldova n'est pas conforme à l'article 17§1 de la Charte aux motifs que :

- *les châtiments corporels infligés aux enfants ne sont pas interdits ;*
- *il n'est pas établi que les enfants placés dans des établissements de l'assistance publique bénéficient de protection et d'assistance suffisantes ;*
- *les délinquants mineurs sont détenus dans des centres de détention pour adultes.*

Premier motif de non-conformité

449. La représentante de la République de Moldova informe le Comité que les conclusions de non-conformité sont manifestement fondées sur une omission dans le rapport soumis au CEDS dans la mesure où, depuis une loi de 2008 amendant le Code de la famille, l'article 53§4 dispose que l'enfant a droit à la protection contre les abus, y compris contre les châtiments corporels, de la part des parents et des personnes qui les remplacent. L'article 62§2 disposait que les méthodes d'éducation choisies par les parents excluent le comportement abusif, les insultes et tout mauvais traitement, la discrimination, la violence physique et psychique, l'application des châtiments corporels, l'entraînement dans les actions criminelles, etc.

La représentante de la République de Moldova précise que les infractions à ces dispositions sont réprimées par l'amende ou le travail d'intérêt collectif en application du Code contraventionnel, voire par la privation de liberté en application du Code pénal en cas de lésions corporelles.

450. Le Comité a félicité le Gouvernement de la République de Moldova pour les modifications législatives apportées.

Deuxième et troisième motifs de non-conformité

451. La représentante de la République de Moldova a fourni par écrit les informations suivantes :

Motif 2
En faisant référence particulière sur la protection des droits des enfants vulnérables il faut remarquer quelques moments-clé. Les efforts importants ont été faits dans le sens de la réforme du système des soins des enfants dans des situations de difficulté à la base de la Stratégie Nationale et du Plan National d'actions sur la réforme du système résidentiel des

soins de l'enfant pour les années 2007-2012, approuvés par la Décision du Gouvernement n 784 du 09.07.2007.
On a élaboré le cadre normatif et institutionnel pour le développement des services alternatifs de type familial pour les soins de l'enfant, comme les services d'assistance parentale professionnelle et les maisons d'enfants de type familial. En même temps, en vue d'optimiser les services sociales prêtés on met en œuvre le Programme National pour la création du système intégré de services sociaux pour les années 2008-2012, approuvé par la Décision du Gouvernement n° 1512 du 31.12.2008, dont l'objectif principal est de consolider les capacités de prévention et d'assistance primaire des bénéficiaires dans le cadre de la communauté, tandis que la référence et l'octroi des services sociaux spécialisés ou de haute spécialité sont réalisés seulement au cas où celle-ci est imposée par les nécessités évaluées de chaque bénéficiaire potentiel.
L'organisation et le fonctionnement des services sociaux sont effectués à la base des règlements cadre et des Standards minimaux de qualité.
La Décision du Gouvernement n 351 du 29.05.2012 a approuvé le Règlement sur la redirection des ressources financières dans le cadre de la réforme des institutions résidentielles, qui établit le mode de redirection des ressources financières lors du procès de réforme des institutions résidentielles et l'octroi d'un paquet minimal de services sociaux et de services d'éducation inclusive, la détermination du coût des services sociaux et de services d'éducation inclusive pour un bénéficiaire, la planification des moyens financiers pour les services respectifs, ainsi que la compétence des autorités publiques.
En vue de garantir la qualité des services sociaux prêtés actuellement on fait promouvoir un mécanisme national d'évaluation, d'accréditation et de surveillance des préteurs des services sociaux qui a comme objectif l'accréditation des préteurs publics et privés. Dans ce sens, le Ministère du Travail, de la Protection Sociale et de la Famille a élaboré et promu le projet de loi sur l'accréditation des préteurs de services sociaux, qui le 8 juillet 2012 a été approuvé par le Parlement.
En 2012 on imaginé l'élaboration du Règlement d'accréditation des prêteurs des services et des critères d'autoévaluation et d'évaluation des prêteurs des services sociaux.
Ayant comme but l'assistance aux enfants orphelins et ceux se trouvant sous tutelle/curatelle dans les institutions d'enseignement en vue de poursuivre les études, la Décision du Gouvernement n 870 du 28.07.2004 a approuvé les Normes provisoires de frais en espèces pour les élèves (étudiants) orphelins et ceux trouves sous tutelle dans les écoles professionnelles et de métiers, dans les institutions d'enseignement moyen de spécialité et supérieur universitaire, les écoles de type internat et les maisons des enfants qui prévoient ce qui suit:
1. L'aide matériel, annuel, pour les vêtements, chaussures et inventaire mou au début de l'année scolaire – 3000 lei ;
2. Indemnisations mensuelle pour les matériaux didactiques, inventaire de ménage, objets d'hygiène personnelle et médicaments pour les élèves (étudiants) orphelins – 250 lei ;
3. Aide matériel à la fin d'année d'étude – annuellement 1000 lei ;
4. Frais pour l'alimentation pour une journée (au cours de l'an calendrier) – 35 lei ;
5. Indemnisation pour la fin d'études:
   a) à l'école de type internat ou la maison des enfants ;
   b) à l'école professionnelle et de métiers, à l'institution moyenne de spécialité ou à l'institution d'enseignement supérieur – unique 10000 lei ;
6. Indemnisation mensuelle pour les élèves (étudiants) qui ne touchent pas des bourses d'études (à l'exception de la vacance d'été) – 300 lei ;
7. Indemnisation mensuelle pour le loyer (en cas où l'institution d'enseignement ne dispose pas de foyer ou celui-ci ne fonctionne pas) – 500 lei ;
8. Indemnisation unique pour la réalisation des recherches et l'édition de la thèse de licence pour le dernier an d'études – 500 lei ;

9. Indemnisation unique pour le règlement de la taxe d'obtention de la carte d'identité – 130 lei.

Il faut également mentionner qu'en conformité avec la Loi n 436-XVI du 28.12.2006 „Sur l'administration publique locale", les autorités de l'administration publique locale décident la mise en évidence des personnes socialement vulnérables qui ont besoin d'améliorer les conditions locatives.
En vertu de l'article 19 de la Loi n 338-XIII du 15.12.1994 sur les droits de l'enfant, les autorités de l'administration publique locale assurent l'entretien et la réparation des habitations des enfants orphelins et de ceux qui sont restés sans soins des parents jusqu'au majorat. En plus, les enfants qui reviennent d'une institution d'Etat pour les enfants, des parents, des personnes subrogatoires légales bénéficient de manière exceptionnelle d'un espace locatif, s'il est impossible de les installer dans l'habitation occupée antérieurement.
L'art. 37 du Code sur le logement n 306 du 03.06.1983 prévoit que les espaces locatifs sont accordés aux citoyens qui sont à l'évidence (au lieu de travail ou au lieu de domicile) en vue d'améliorer les conditions de logement, en conformité avec l'ordre de succession établie dans les listes respectives, en fonction des dimensions de l'espace locatif mis en exploitation et libéré dans le centre peuplé respectivement.
L'article 41, p. 2 du Code mentionné et le p. 45, al 2 du Règlement sur le mode d'octroi des espaces de logement approuvé par la Décision du Gouvernement n 405 du 25.11.1987, prévoit que les personnes qui sont revenues d'une institution d'Etat pour les enfants bénéficient des espaces de logement de manière prioritaire.
En vue d'améliorer la situation des enfants dans les institutions résidentielles et assurer le droit de chaque enfant d'être éduqué dans sa famille biologique/étendue, d'autres formes de placement, le Ministère de l'Education met en œuvre la Stratégie Nationale et le Plan national d'actions sur la réforme du système résidentiel de soins de l'enfant pour les années 2007-2012, approuvés par la Décision du Gouvernement de la République de Moldova n 784 du 09.07.2007.
En même temps le ministère a élaboré le projet de Décision du Gouvernement de la République de Moldova „Sur l'approbation du Programme de développement de l'éducation inclusive pour les années 2011-2020 comme suite le programme a été approuvé par la Décision du Gouvernement n 523 du 11.07.2011, le Ministère de l'Education a émis son ordre n 255 du 25 avril 2012 sur la révision de la liste des institutions de type résidentiel inclues dans le plan-cadre de transformation. Pendant la période de la Stratégie de réforme du système résidentiel (2007-2012) le nombre des institutions subordonnées au Ministère de l'Éducation a été réduit de 63 à 46. Par conséquent, le nombre d'enfants a été réduit d'environ 51 %. A partir 2009 les institutions résidentielles employaient des assistants sociaux qui évaluaient la situation des familles et collaborent avec les autorités tutélaires, l'administration publique locale, la famille en vue de réintégrer les enfants dans la famille. L'activité des managers écoliers est orientée vers le respect des conditions sanitaires et des normes d'hébergement des enfants dans les foyers.
Le Ministère de l'Education a sollicité des managers des institutions résidentielles d'instituer une boite, ou les enfants pourraient mettre ses plaintes et suggestions sur la situation et les cas exceptionnelles de l'école.
Le placement des enfants orphelins et ceux restés sans soins des parents dans les institutions résidentielles est effectué en conformité rigide avec la décision de l'Autorité Tutélaire et les Avis des Commissions régionales/municipales pour les enfants en difficultés.
Apres l'année scolaire 2010-2011 de 1086 promus (447 filles, 639 garçons) des institutions résidentielles la plupart est revenue aux lieux de naissance et ne continuent pas leurs études – 300 (27,6 %); 296 (27,3 %) ont été immatriculés dans les écoles/classes de métiers, et 262 promus (24,1 %) ont été immatriculés dans les écoles professionnelles.

Seulement 95 promus (8,7 %) ont été immatriculés aux lycées; 71 (environ 6,5 %) ont été immatriculés aux collèges et 6 (0,6 %) ont été immatriculés aux universités.
Environ 50 promus (4,6 %) ont été placés, et 6 (0.6 %) suivent des cours dans le cadre des Agences Territoriales de l'Emploi.
La vulnérabilité des enfants dans les institutions résidentielles est causée, en général, de :
- investissements réduits dans le secteur social ;
- manque d'un milieu protecteur et sur ;
- possibilité réduite pour les jeunes de s'impliquer dans le procès décisionnel personnel, social et communautaire ;
- insuffisance des connaissances, habilites et comportements des enfants/jeunes de résoudre ses problèmes avec lesquels ils se confrontent, etc.

Services adressés aux promus des institutions de type résidentiel
En vue de faciliter le développement personnel et social des enfants et des jeunes on a créée des réseaux des Centres de Ressources pour les Jeunes, les Conseils Locaux des Jeunes, les Centres de Santé Amicale aux Jeunes, du réseau d'Éducateurs de l'Égal à l'Égal en tant que modèles de succès.
Ils offrent une gamme large, intégrée et accessible de services amicaux aux enfants et aux jeunes, axés sur leurs besoins, intérêts et souhaits.
Pendant l'année scolaire 2011-2012 les représentants du Ministère de l'Education ont participé à 10 émissions TV, radio sur la mise en œuvre de la réforme du système résidentiel des soins de l'enfant.
En partenariat avec la Représentante UNICEF en Moldova, les ONG actives dans ce domaine on a élaboré et discute le concept de la revus „Acasa" qui éluciderait les résultats de la mise en œuvre de la réforme du système résidentiel des soins des enfants et de développement inclusif.

Motif 3
En conformité avec les articles 252, 253 du Code d'Exécution de la République de Moldova et l'ordre du Ministère de la Justice n 327 du 18.08.2005, les condamnés sous l'âge de 18 ans exécutent leurs peines dans les pénitenciers pour les mineurs dans les conditions établies par le Code d'Exécution de la République de Moldova et le Statut de l'exécution de la peine par les condamnés, ils peuvent aussi exécuter leurs peines dans les secteurs séparés des pénitenciers pour les adultes, mais dans des conditions du pénitencier pour les mineurs, norme qui est respectée dans toute son exclusivité. Par conséquent, les condamnés mineurs sont détenus séparément des adultes en bénéficiant en même temps d'une ration alimentaire supplémentaire.

A présent, les institutions pénitentiaires ont 87 détenus qui exécutent leur peine dans les conditions du pénitencier pour les mineurs.
Il faut mentionner que les pénitenciers organisent et mettent en œuvre les activités éducatives occupationnelles en vue de leur resocialisation et réintégration dans la société. De cette façon on réalise les activités éducatives occupationnelles raccordées aux groupes cibles qui assurent le respect des droits, la diminution de la violence et la criminalité, le guidage des condamnés vers la perception du problème, l'élaboration des solutions des problèmes, le développement des habilités sociales-utiles, le développement des habilités de communication interpersonnelle.
Par suite, les détenus mineurs se voient assurées de droit d'instruction générale. Pendant la période de l'année scolaire 2011-2012, 93 détenus mineurs ont fréquenté l'école, dont 87 ont achevé leurs études, et 11 ont soutenu les examens de promotion du gymnase. En vertu des prévisions de l'ordre commun du Ministère de l'Éducation et de la Jeunesse (n 409 du 01.05.09), du Ministère de la Justice (n 217 du 04.05.2009), du Ministère de l'Administration

Publique Locale (n 63 du 01.05.2009) et du Ministère des Finances (n 48 du 04.05.2009) pour assurer les chances égales d'accès à l'éducation générale des classes d'éducation générale affiliées aux écoles, lycées de la zone de dislocation des pénitenciers ont été ouverts et fonctionnent:

- Lycée Théorétique Lipcani – Pénitencier n 2-Lipcani – 45 détenus ;
- Lycée Théorétique « Mihai Eminescu » Cahul – Pénitencier nr. 5-Cahul – 4 détenus ;
- Lycée Théorétique Lăpuşna – Pénitencier n 7-Rusca – 2 détenus ;
- Ecole Secondaire n 9, v. Bălţi – Pénitencier n 11-Bălţi – 7 détenus ;
- Ecole n 41, v. Chişinău – Pénitencier n 13-Chişinău – 26 détenus ;
- Gymnase Saharna, v. Rezina – Pénitencier n 17-Rezina – 3 détenus.

En même temps, les détenus mineurs qui exécutent la peine privative de liberté dans le Pénitencier n 2-Lipcani, se voient bénéficier également de droit à l'instruction vocationnelle-technique. Au cours de l'année scolaire 2011-2012, 47 mineurs ont été immatriculés aux spécialités de charpentier, tourneur et mécanicien réparateur.

On fait dérouler également des activités d'éducation physique et de sport avec les détenus mineurs. On a créé le « Club des amateurs des jeux sportifs » dans le cadre duquel on organise des activités à partir des besoins et les habilités de chaque mineur sous la tutelle de l'institution pénitentiaire. Comme suite, en vertu d'un programme d'activité les détenus mineurs participent aux activités sportives (football, volley, ping-pong, échecs, etc.). En même temps chaque jour bénéficient de promenades pendant lesquelles les détenus bénéficient de manière supplémentaires d'exercices physique et récréatives.

Une partie composante importante dans l'assurance des droits des condamnés mineurs constitue l'assistance psychologique dans le pénitencier réalisée par la counseling et les programme psycho-sociaux. Les programmes de counseling psychologique permettent l'atteinte des objectifs essentielles pour la resocialisation des condamnés, car ils offrent l'accélération du procès de maturation affective de la catégorie mentionnée, aident les condamnés de se connaitre soi-même et de comprendre les mécanismes qui avaient été à la base du comportement déviant. Les psychologues réalisent le plus souvent counseling psychologique individuel, en fonction des nécessités des détenus (auto connaissance, dépression, anxiété, problèmes de relations, etc.), comme suite pendant la période du premier semestre 2012 97 consultations individuelles ont été effectuées avec les détenus mineurs dans le Pénitencier n 2-Lipcani. En même temps les spécialistes ont réalisé une série de mesures de psycho correction sur différents problèmes: le développement des habilitées de communications, la négociation des conflits, le développement des habilites de solution des problèmes, l'accroissement d'auto respect, l'accroissement d'autocontrôle, du management du stress, etc., qui constitue pendant la période du sem. sem.I de l'an 2012 – 78 actions de psycho correction en groupe.

Le Département des Institutions pénitentiaires a élaboré au cours des années 2006-2010 une série de programmes axés sur les besoins des condamnés qui sont actuellement mises en œuvre dans les institutions pénitentiaires. Sauf la participation aux programmes socio-éducatifs et ceux de préparation pour la libération des détenus, les psychologues sont responsables pour la mise en œuvre de 5 programmes psycho-sociaux :

1. Programme de réduction de la violence au milieu pénitentiaire – programme permet aux condamnés de percevoir le problème et d'élaborer les étapes de sa solution. Sauf les objectifs de base (diminuer la violence) les programmes, étant réalisés en groupe, développe les habilités de communication des détenus. Comme suite, 20 détenus qui ont participé à ce programme ont développé des habilités sociaux-utiles.
2. Le programme d'éducation pour la santé – a été élaboré et approuvé au mois de juin 2007 et a eu du succès dans plusieurs institutions, mais la plupart des séances de programmes sont déroulés par les médecins. Le but du programme est de cultiver chez les

détenus la culture sanitaire physique, mentale, émotionnelle et sociale. 12 mineurs détenus ont participé à ce programme durant le I semestre 2012

3. Le programme d'orientation vocationnelle – destiné particulièrement aux détenus mineurs – a été assisté par 32 personnes dans le pénitentiaire P-11 Bălţi, P-2 Lipcani. Les condamnés ont obtenu des connaissances et des habilites nécessaires à la réalisation d'un management efficient dans le choix du métier, dans la recherche et le maintien du lieu de travail. Ce programme comprend plusieurs composants qui visent le développement des jeunes pour le management de leur carrière.

4. Exclusivement pour la catégorie respective de détenus en vertu de l'ordre du Département des institutions pénitentiaires n 183 du 30 septembre 2009 on met en œuvre le Programme sur la préparation pour la libération des condamnés mineurs. Le Programme vise l'éducation des participants en vue d'explorer les quatre domaines de compétence : les relations interpersonnelles, les relations dans la famille, l'orientation professionnelles et l'attitude par rapport à soi-même, ces domaines se sont démontrés en tant que essentielles pour la préparation pour la libération des condamnés mineurs.

Les programmes de counseling psychologique sont déroulés en fonction des besoins des condamnés suite après avoir déterminé les particularités personnelles de ceux-ci et des problèmes avec lesquels ils se confrontent.

En ce qui concerne le mécanisme de dépôt des plaintes par les enfants en détention – au cours de 2011, dans le cadre du projet « Support au Ministère de la Justice dans la promotions des reformes de la justice pour les enfants » mis en œuvre par le Ministère de la Justice en partenariat avec l'UNICEF Moldova on a réalisé « l'Étude sur l'évaluation et le développement du mécanisme de dépot des plaintes par les enfants en détention » (auteurs Adam Alexandru coordinateur, Raisa Botezatu – président intérimaire de la Cours Suprême de la Justice, Victor Zaharia – directeur IRP, Alexandru Tarasov – psychothérapeute) – ou sont formulés les recommandations pour le DIP qui proposent : opération des modifications dans le Code d'Exécution, le Code de Procédure Pénale et la Loi sur les pétitions par lesquelles il faudrait réglementer la capacité du mineur d'exercer personnellement le droit de pétition ; l'introduction dans le Code d'exécution des réglementations qui établiraient une procédure détaillée sur la modalité de dépôt par les mineurs en détention des plaintes écrite et la procédure de leur examen ; opération des modifications dans le Code d'exécution et du Statut d'Éxécution de la peine par les condamnés qui simplifieraient les procédures de dépôt des plaintes verbales des détenus mineurs ; inclusion dans le Code d'exécution des réglementations qui établissent l'obligation de l'État, par l'administration pénitentiaire, de supporter les frais liés a l'exercice des droits des mineurs a la pétition par les demandes et les saisies adressées aux autorités publiques, aux organes judiciaires, aux instances et aux organisations internationales intergouvernementales dont la compétence est acceptée et reconnue par la République de Moldova.

En même temps, les panneaux d'informations visuelles n 1 « Information générale » ont placé les listes avec les dénominations et les données de contact des mécanismes et des fonctionnaires qui ont un accès illimité aux lieux de détention et dont la compétence comprend la surveillance et la protection des droits de l'homme de manière suivante : Présidence, Parlement, Gouvernement, Ministère de la Justice, Ministère de l'Intérieur, Ministère de la Sante et de la Protection Sociale, Département des Institutions Pénitentiaires, Procurature Générale, Cour Suprême de la Justice, Cour d'Appel, Centre pour les Droits de l'Homme, Agence Nationale de l'Emploi, Commission de surveillance du respect des droits de l'homme dans les institutions qui assurent la détention des personnes.

Il y a peu de temps, la liste respective a été complétée par l'information concernant la Commission de surveillance du respect des droits de l'homme dans les institutions qui assurent la détention des personnes (Loi n 235 du 13.11.2008 sur le contrôle civil du respect des droits de l'homme dans les institutions qui assurent la détention des personnes), dont la

compétence est d'examiner les plaintes concernant les mauvais traitements prétendus ou le non-respect des droits des personnes détenues.

CSER 17§1 RÉPUBLIQUE SLOVAQUE

Le Comité conclut que la situation de la République slovaque n'est pas conforme à l'article 17§1 de la Charte aux motifs que :

- *toutes les formes de châtiments corporels infligés aux enfants au sein du foyer familial ne sont pas expressément interdites ;*
- *la durée maximale de la détention des enfants provisoire est excessive.*

Premier motif de non-conformité

452. Le représentant de la République slovaque informe le Comité que la loi n° 305/2005 instituant la tutelle et la protection sociale et juridique de l'enfant entend par « protection de l'enfant » le fait de mettre en place un ensemble de mesures nécessaires à son bien-être, de respecter son intérêt supérieur, de garantir son éducation et de lui permettre d'évoluer dans son environnement familial naturel. Les articles 7 et 8 de la loi interdisent d'infliger à un enfant toute forme de châtiments corporels ou autres traitements cruels ou humiliants, ainsi que toute forme de punition qui lui serait ou pourrait lui être physiquement ou psychologiquement préjudiciable. Quiconque a connaissance d'une violation des droits de l'enfant est tenu d'en aviser les Services de tutelle et de protection sociale et juridique de l'enfant. L'enfant est en droit de solliciter auprès desdits Services une aide pour faire respecter ses droits.

Le représentant de la République slovaque précise que les autorités (c.-à-d. le Gouvernement, le Centre chargé de la protection juridique internationale des enfants et adolescents, l'Office central du travail, des affaires sociales et de la famille, les Bureaux du travail, des affaires sociales et de la famille, ainsi que les municipalités) ont l'obligation de porter immédiatement assistance à un enfant lorsque sa vie ou sa santé est en danger, y compris lorsque l'enfant ne peut demander de l'aide par lui-même en raison de son âge et de sa maturité. L'enfant peut également solliciter une aide sans que ses parents en soient informés. Les prestataires de soins médicaux sont par ailleurs tenus de signaler à la police et aux autorités sanitaires tout cas présumé de négligence, torture ou mauvais traitements. Les services des tribunaux et de la police régionale qui s'occupent des questions générales de délinquance surveillent également les violences, abus et mauvais traitements commis en milieu familial, y compris les châtiments corporels.

Le représentant de la République slovaque explique en outre que les violences infligées aux enfants au sein du foyer tombent sous le coup de l'article 208 du Code pénal (actes de torture perpétrés sur un proche ou une personne de confiance). Les peines prévues au plan pénal en cas d'atteinte à l'intégrité physique d'un enfant (y compris la négligence par privation injustifiée de nourriture, de repos ou de sommeil, ou l'imposition forcée de la mendicité) ont été durcies.

Le représentant de la République slovaque indique qu'il a été décidé, au vu des conclusions du CEDS, de fixer pour objectif, au point 2.4 du Plan national d'action pour l'enfance actuellement déployé, d'étendre à d'autres textes de loi la tolérance zéro en matière de châtiments corporels. Le Comité ministériel pour l'enfance a fait savoir en septembre 2012 que le Ministère de la Justice et le Ministère du Travail, des Affaires sociales et de la Famille s'employaient à rédiger des amendements qui pourraient être apportés au Code civil et au Code pénal pour interdire expressément toute forme de châtiments corporels infligés aux enfants au sein du foyer, amendements qui pourraient être prêts d'ici la fin 2012.

453. En réponse à une question du représentant de la CES, le représentant de la République slovaque précise que la phase de coordination interministérielle pourra être engagée fin 2012 ; les

projets d'amendements seront ainsi soumis aux ministères concernés, aux partenaires sociaux et aux associations ; leurs propositions devront ensuite faire l'objet d'une évaluation au niveau ministériel, avant que les textes soient présentés au Gouvernement pour approbation, puis transmis au Parlement pour adoption. Il explique que ce processus vient de démarrer, que les deux codes doivent être révisés et que le but est d'avoir trois textes de loi qui interdisent chacun les châtiments corporels. Il souligne que ce principe est déjà inscrit dans la loi n° 305/2005 instituant la tutelle et la protection sociale et juridique de l'enfant.

454. La représentante de la Pologne considère elle aussi que la législation slovaque actuellement en vigueur respecte déjà la Charte sociale ; la conclusion de non-conformité lui semble incompréhensible et elle craint qu'elle ne repose uniquement sur des informations communiquées par une organisation non gouvernementale. La représentante de la Lituanie, qui redoute également que certaines conclusions ne soient fondées sur des avis émanant d'organisations non gouvernementales, affirme que ces dernières peuvent certes faire ressortir des problèmes pratiques, mais ne sauraient interpréter les textes de loi.

455. La Présidente rappelle que le constat de non-conformité a été motivé par le fait que la législation actuellement en vigueur ne couvre pas expressément les châtiments corporels infligés par les parents.

456. A une question de la Présidente qui lui demande s'il estime correctes les conclusions du CEDS, dans la mesure où il ne les remet pas en cause, le représentant de la République slovaque renvoie à sa déclaration et indique que les autorités de son pays considèrent que les châtiments corporels infligés par les parents sont déjà interdits par la loi n° 305/2005 et que les amendements envisagés cherchent simplement à mettre plus clairement en lumière cette interdiction.

457. Le Comité prend note des projets d'amendements en discussion, invite le Gouvernement de la République slovaque à les exposer de manière détaillée dans le prochain rapport et l'engage à rendre sa législation conforme à la Charte sociale européenne.

Deuxième motif de non-conformité

458. Le représentant de la République slovaque a fourni par écrit les informations suivantes :

> As is stated in the Conclusions by the ECSR, juveniles in the Slovak Republic may receive a conditionally suspended prison sentence for a probationary period (conditional sentence) which may involve supervision (probation). Juveniles may be held on remand only for as long as it is absolutely necessary. The court may extend the custody of juveniles who have committed a particularly serious crime beyond one year, but the total length of custody may not exceed two years.
> Based on the statistical data provided by the Directorate General of the Prison and Court Guard Corps and especially when considering the real total length of custody of juveniles who have committed a particularly serious crime, the Ministry of Justice of the Slovak Republic does not plan to lower the maximum length of pre-trial detention of minors due to the very low number of juveniles who have committed a serious crime and were actually held on remand in the previous years. In 2009 only 4 young persons were accused of having committed a particularly serious crime, in 2010 only 1 person and then 2 persons in 2011.
> As for the next question of the ECSR, young offenders in the Slovak Republic do have a statutory right to education. This is governed by Act 245/2008 (School Act), §24, 2 (c) which states that when a pupil has been taken into custody or is serving a sentence, an individual education will be granted to the pupil to ensure that the education of the pupil is not interrupted.

CSER 17§1 SLOVENIE

Le CEDS conclut que la situation de la Slovénie n'est pas conforme à l'article 17 de la Charte au motif que les châtiments corporels infligés aux enfants dans le cadre familial ne sont pas interdits.

459. Rappelant que le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant est à la base de tout ce qui touche au droit de la famille – indépendamment de l'existence ou non d'une norme réglementant expressément le problème visé –, la représentante de la Slovénie informe le Comité que le Ministère du Travail, de la Famille et des Affaires sociales a décidé d'inscrire l'intérêt supérieur de l'enfant dans les dispositions liminaires du nouveau Code de la famille. Elle indique que le dernier paragraphe de l'article 7 du nouveau Code adopté par le Parlement en juin 2011 fait obligation aux parents et à d'autres personnes, aux autorités de l'Etat, aux prestataires de services publics et aux détenteurs des pouvoirs publics de s'abstenir d'exposer un enfant à une quelconque forme de châtiment corporel. Le nouveau Code de la famille a toutefois été rejeté le 25 mars 2012, à l'issue d'un référendum législatif.

Il ressort des explications fournies par la représentante de la Slovénie que l'article 25 de la loi relative aux référendums et initiatives populaires (*Uradni list RS*, n°s 15/1994, 25/2005-UPB1 – ZRLI) interdit à l'Assemblée nationale d'adopter un texte de loi allant à l'encontre du résultat d'un référendum, ou contenant des solutions identiques ou similaires au texte rejeté ; il interdit également d'organiser une autre consultation sur le même sujet dans l'année qui suit. L'examen des dispositions à prévoir pour régler les questions abordées dans le code précité ne pourra donc reprendre qu'en mars 2013 au plus tôt.

La représentante de la Slovénie souligne que les violences familiales demeurent interdites par la loi relative à la prévention de la violence en milieu familial. Les enfants représentent une catégorie de personnes protégées : aux termes de la loi, le simple fait qu'un enfant assiste à des actes de violence perpétrés sur d'autres membres de la famille suffit à qualifier cette situation de violences à enfant, cas en présence desquels les autorités sont tenues d'intervenir sans délai. Les châtiments corporels graves ou fréquents peuvent être qualifiés de violences familiales au regard de la loi, et amener le Centre d'action sociale ou les tribunaux à poser des restrictions à l'exercice de l'autorité parentale. La loi entend également protéger les victimes et renvoie, en matière de sanctions, à l'arsenal répressif (infractions mineures ou délits).

La représentante de la Slovénie signale que l'Assemblée nationale a en outre adopté un Programme national 2009-2014 pour la prévention des violences familiales, qui met en place, dans une approche intersectorielle coordonnée, des mesures efficaces en vue de repérer et empêcher de tels actes. S'appuyant sur ce programme, un plan d'action 2010-2011 est venu renforcer la coopération entre le Ministère du Travail, de la Famille et des Affaires sociales, le Ministère de l'Intérieur et la Police, et des règles de coordination entre l'action de la police et celle d'autres autorités en matière de détection des violences familiales ont ainsi pu être arrêtées. La police a réalisé 400 interventions visant à prévenir des violences familiales en 2010 ; en 2011, elle en a effectué un millier.

460. En réponse à une question de la Présidente, la représentante de la Slovénie précise que la loi relative à la prévention des violences familiales a été adoptée en 2008 et assure qu'elle a été mentionnée dans le rapport soumis au CEDS. Elle ajoute que son Gouvernement a la ferme intention d'introduire dans le nouveau Code de la famille une disposition interdisant plus largement et de manière expresse les châtiments corporels, interdiction acceptée par la société slovène, affirme-t-elle.

461. Le représentant de la CES se réjouit de ce que le nouveau Code de la famille soit en préparation pour 2013 et demande si le fait de fournir au CEDS des éclaircissements concernant la loi en vigueur relative à la prévention des violences familiales pourrait constituer une solution.

462. Le Secrétariat précise que ces informations ont été portées à la connaissance du CEDS mais qu'une interprétation de la loi précitée n'a pas été jugée suffisante, la Charte exigeant une interdiction expresse, claire et écrite des châtiments corporels.

463. Le Comité prend note des informations données, notamment l'annonce des modifications prévues pour 2013 ; il invite le Gouvernement de la Slovénie à prendre contact avec le CEDS s'il

estime la législation actuelle satisfaisante, et l'engage à rendre sa législation conforme à la Charte sociale européenne.

CSER 17§1 TURQUIE

Le Comité conclut que la situation de la Turquie n'est pas conforme à l'article 17§1 de la Charte aux motifs que :

- *les châtiments corporels infligés aux enfants en milieu familial ne sont pas explicitement interdits ;*
- *la durée maximale des peines d'emprisonnement dont sont passibles les mineurs est de vingt ans.*

Premier motif de non-conformité

464. Le représentant de la Turquie donne des informations sur la ratification par son pays de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, qui aura lieu le 24 novembre 2012. La Turquie est le premier Etat membre du Conseil de l'Europe à ratifier cette convention, qui renferme également des dispositions sur la violence domestique exercée à l'encontre des enfants. Pour donner effet à cette Convention, une nouvelle loi sur la protection de la famille et la prévention de la violence à l'égard des femmes a été adoptée le 8 mars 2012. Son article 1, par. 1, pose les principes et donne les mesures à adopter pour prévenir la violence à l'égard des femmes et des enfants. L'article 2 donne une définition large de la violence et de la violence familiale plus précisément, et les châtiments corporels infligés au sein du foyer entrent dans le champ d'application de cette loi.

De plus, d'après le Gouvernement, l'article 232, par. 1, du Code pénal turc prévoit l'interdiction de toutes les formes de violence à l'égard des enfants, y compris les châtiments corporels. Néanmoins, le Ministère de la Famille et de la Politique sociale a fait une proposition pour modifier la législation afin d'y insérer une disposition interdisant explicitement les châtiments corporels infligés au foyer, à l'école et dans d'autres lieux. Cette disposition précise que le pouvoir disciplinaire prévu par l'article 232 du code pénal ne comprend en aucun cas les châtiments corporels. Cette proposition est examinée par le Ministère de la Justice et un groupe de travail a été mis sur pied à cet effet.

465. En réponse aux questions des représentants de la CES et de la Lituanie, le représentant de la Turquie affirme que la notion de pouvoir disciplinaire a donné lieu à des malentendus, d'où la proposition d'amendement du texte de loi. Il souligne que, dans la législation actuelle, le pourvoir disciplinaire ne permet pas aux parents d'exercer des violences à l'égard de leurs enfants.

466. Le Comité félicite le Gouvernement de la Turquie pour la ratification de la Convention sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique. Il prend note des efforts accomplis pour interdire les châtiments corporels au foyer et demande au Gouvernement de fournir toutes les informations utiles dans son prochain rapport.

Deuxième motif de non-conformité

467. Le représentant de la Turquie a fourni par écrit les informations suivantes :

> Il n'a pas eu de changement dans notre législation concernée, à savoir l'article 31, paragraphe 3 du Code des peines. La conclusion de non-conformité du Comité est portée à la connaissance du Ministère de Justice.

Article 17§2 – Enseignement primaire et secondaire gratuits – fréquentation scolaire

CSER 17§2 ARMÉNIE

Le Comité conclut que la situation de l'Arménie n'est pas conforme à l'article 17§2 de la Charte aux motifs :

- *que les mesures prises pour faire baisser le nombre d'élèves qui abandonnent leur scolarité obligatoire ne sont pas suffisantes ;*
- *qu'il n'a pas été établi que les mesures prises pour augmenter le taux de scolarisation dans les écoles secondaires sont suffisantes.*

Premier et deuxième motifs de non-conformité

468. La représentante de l'Arménie a fourni par écrit les informations suivantes :

According to the Article 39 point 2 of the RA law "On Education" the head of community has mandatory authority to conduct registration of children in pre-school and school age and ensures their enrolment in educational institutions.
In order to take adequate steps towards bringing back the dropped-out children to school the Ministry of Education and Science has officially applied to regional administrations and Yerevan Municipality to provide relevant details of those children who were not attending school during the 2011-2012 educational year.
According to the introduced data there were 157 children in the country not attending school during the mentioned period: (Yerevan 14, Kotayq marz 50, Shirak marz 38, Armavir marz 18, Aragatsotn marz 16, Lori marz 11, Syunik marz 5, Vayots Dzor marz 5). There were 3 marzes (Arart, Gegharkunik and Tavush) where no cases of drop-out were registered.
Taking into account the fact that the cases of drop-out from schools are conditioned also by the social reasons the Ministry of Education and Science has started "School feeding" programme which will enable to increase the enrolment of those children who are not attending school due to social-economic conditions.

CSER 17§2 BOSNIE-HERZÉGOVINE

Le Comité conclut que la situation de la Bosnie-Herzégovine n'est pas conforme à l'article 17§2 de la Charte au motif qu'il n'a pas été établi que les mesures prises pour augmenter le taux de scolarisation dans les écoles secondaires sont suffisantes.

469. Le représentant de la Bosnie-Herzégovine a fourni par écrit les informations suivantes :

BOSNIA AND HERZEGOVINA (BIH)
The framework legislation at all levels of education in BiH guarantees to every child the right to equal access, equal opportunity to participate in appropriate upbringing and education and equal treatment without discrimination on any grounds and none of the law contains discriminatory provisions.
Article 6 of the Framework Law on Preschool Upbringing and Education of Bosnia and Herzegovina (Prohibition of discrimination) provides that: "(1) Each child shall have equal right of access and equal opportunities to participate in appropriate care and education system without discrimination on any ground; (2) Equal access and equal opportunities shall mean providing equal conditions and opportunities for all, to begin and continue further care and education".
Article 3 of the Framework Law on Primary and Secondary Education of Bosnia and Herzegovina defines goals of education, including „promoting respect for human rights and fundamental liberties, and preparing each person for a life in a society which respects the principles of democracy and the rule of law" (point c) and „ensuring equal possibilities for

education and the possibility to choose in all levels of education, regardless of gender, race, nationality, social and cultural background and status, family status, religion, psycho-physical and other personal characteristics“ (point e).

The Law defines that:
„General objectives of education result from generally accepted, universal values of democratic society, as well as its own value system based on specific qualities of national, historical, and cultural tradition of nations and national minorities living in Bosnia and Herzegovina”.
„The child’s right to care and education and proper care for the wellbeing of his or her physical and mental health and safety shall have the priority over any other rights. In case of conflict of rights, the priority shall be given to the right, interpretation or action which shall be in the best interest of the child“.
The child’s right to education is regulated in Article 4, paragraph 1 of the Framework Law, reading „Every child has a right of access and equal possibility to participate in appropriate educational process, without discrimination on whatever grounds“.

The Framework Law on Primary and Secondary Education of BiH provides that:
„The school cannot discriminate in children’s access to education or their participation in educational process on the basis of race, colour, gender, language, religion, political or other belief, national or social origin, on the basis of special needs status, or on any other basis“ (Article 35, paragraph 1).
„The school promotes equal opportunities for all its students, teachers and other employees, taking into consideration and at the same time promoting the right for differences among them. With this aim, the school shall establish and carry out its own programs that support and promote different cultures, languages, and religions of its students and staff“ (Article 36).

Since Bosnia and Herzegovina has not accepted Article 15, paragraph 1 of the Charter relating to the integration of children with disabilities in regular education in accordance with Article 17, paragraph 2, we give the following answer:
The framework legislation at all levels of education in BiH guarantees to every child the right to equal access, equal opportunity to participate in appropriate upbringing and education and equal treatment without discrimination on any grounds and none of the law contains discriminatory provisions.
Article 6 of the Framework Law on Preschool Upbringing and Education of Bosnia and Herzegovina (Prohibition of discrimination) provides that: „(1) Each child shall have equal right of access and equal opportunities to participate in appropriate care and education system without discrimination on any ground; (2) Equal access and equal opportunities shall mean providing equal conditions and opportunities for all, to begin and continue further care and education“. Social inclusion in schools is improved by applying the inclusion index as a means of self-assessment (progress report).
The Framework Law on Preschool Upbringing and Education of BiH (Article 35) provides that school cannot discriminate in children’s access to education or their participation in educational process on the basis of race, colour, gender, language, religion, political or other belief, national or social origin, on the basis of special needs status, or on any other basis.
In terms of paragraph 1 of this article, the competent authorities and institutions, together with schools, are particularly responsible for ensuring functional stay and supporting infrastructure for access and participation in the educational process for children, young people and adults with special needs.
The Framework Law on Preschool Upbringing and Education of BiH (Article 19) provides that children and youth with special needs shall be educated in regular schools and according to their individual needs. An individual program adapted to their possibilities and abilities shall be

made for each student and shall determine the status of each student in relation to special education and speech pathology.
Children and youth with serious disorders and difficulties in the development may be educated in part or wholly at special educational facilities, where it is impossible to provide appropriate education in regular schools.
Categories, identification procedures, planning and working methods, profile, training, professional development of personnel working with children and youth with special needs, as well as other issues, shall be regulated more closely by entity, canton and Brčko District of Bosnia and Herzegovina legislation, in accordance with the principles and standards defined by this Law.
Article 21 of the Framework Law on Preschool Upbringing and Education of BiH provides "With the aim of acquiring new knowledge, improvement and professional development, teaching personnel, pedagogues, teachers of special needs education, speech pathologists, and school headmasters shall be included into obligatory programs of training, improvement and testing".
Such programs shall be established by educational authorities in the entities, cantons and BD, in accordance with the principles and standards defined in this law.

Roma education

With regard to Roma children, we have to underline that at the 128th meeting held on 14 July 2010 the Council of Ministers of Bosnia and Herzegovina adopted the Revised Action Plan on Educational Needs of Roma. This document defines four goals and 47 measures so that this marginalized group of children could have equal access to high-quality education and acquire necessary skills to later better integrate into society.
Also it is necessary to emphasize that an expert team was appointed to monitor meeting of the educational needs of Roma, as a direct obligation that derives from it. The team collects all relevant statistical data on Roma education as of 2011/2012 school year. In order to determine the number of children dropping out of school we will need to inspect the data to be collected only at the end of the school year. All these data will be collected each school year and we will eventually be able to make a comprehensive analysis of the increasing number of Roma children attending school, as well as all other relevant information about the educational needs of Roma.
In 2011 there was an increase in enrolment of Roma children in primary, secondary and higher schools.
From an analysis of indicators of Roma needs compiled by the Ministry of Human Rights and Refugees, we can see that:
- 27 Roma children were included in the compulsory preschool upbringing and education;
- 49 Roma children were enrolled in compulsory preschool upbringing and education;
- 3024 Roma children attended primary school;
- 243 Roma children attended secondary school;
- 17 Roma children were included in higher education;
- 939 children were not covered by primary or secondary education.

Neither competent ministries of education (there are 12 ministries in BiH and 1 Department for Education of BD) nor social work centres could provide data on the number of children who were not included in schools and Roma associations do not provide schools with these data, either.
It is evident that the number of Roma children dropping out of primary and secondary school significantly reduced. In 2011:
- 49 (1.6 %) Roma students dropped out of primary school;
- 43 Roma students dropped out of secondary school (2.3 %);
- 32 Roma students did not get grades because of going abroad;

- 224 Roma students who dropped out of primary school were included in extramural system of primary education;
- 61 Roma children received scholarships in primary and secondary schools;
- 80 % of Roma children received some form of assistance in primary school (textbooks, school supplies, transportation, school meals);
- 7 Roma university students received scholarships.

REPUBLIKA SRPSKA (RS)

As for Roma inclusion, the Ministry of Education and Culture of RS regularly monitors the implementation of the revised Action Plan of BiH on the Educational Needs of Roma:
- schools hold meetings with parents of Roma children in order to inform them that primary education is compulsory. NGOs participate in these activities. In 2011/2012 school year, 21 meetings were held in seven schools in four municipalities;
- meetings and activities are held in order to understand the importance of programs related to early child development;
- day care centres for young children have been opened;
- informative meetings and lectures for parents are held in Roma communities (with the participation of NGOs);
- Bijeljina municipality appropriated BAM 3,700 for the involvement of children in preschool programs in the current year;
- “Improving Access to Preschool Education for Roma Children” project – municipalities of Vukosavlje, Prijedor, Bijeljina and Gradiska;
- seminar titled “Improving Access for Children from Roma Communities” in order to strengthen capacity and skills of teachers working with Roma children – municipalities of Vukosavlje, Prijedor, Bijeljina and Gradiska;
- 676 students were included in the regular primary school education in 2011/2012 school year;
- incentive measures taken to advance regular attendance – regular contacts with the Association of Roma and Roma communities, the Centre for Social Work and Roma families, exemption from all fees and charges in schools/ free theatre and cinema tickets..., parental meetings, paying visits to families, free school supplies, clothes, shoes, textbooks and school meals (the Municipality of Banja Luka), free school bags and school supplies, transport for students who travel with minimal fares (Vukosavlje Municipality);
- Adapted curriculum – in the last four years we implemented “The Fundamental Right to Education” project for children who had not had the opportunity to regularly attend classes while at school age. A total number of people included in this project were 74. Students who regularly attend classes are taught under the regular curriculum;
- all students who reside over 4 km away from school are provided with free transportation;
- Bijeljina municipality provided a school meal to Roma children in primary education;
- the extramural system of primary education includes 76 Roma children;
- the Municipality of Bijeljina provides taking examinations free of charge;
- parents of Roma children are involved in school bodies – Parents’ Councils;
- activities are organized for the purpose of continuous training of teachers, parents and all children in primary schools in order to raise awareness about human rights and rights of children;
- non-violent communication workshops are organized to raise awareness of teachers, parents and all children in primary schools about stereotypes and discrimination against Roma in education and to train them in overcoming them;
- 104 children enrolled in secondary school in 2011/2012 school year;
- free textbooks were provided to Roma children enrolled in secondary schools (19 children);
- free transportation of Roma children enrolled in secondary schools (14 children) was provided;
- 15 Roma children receive scholarships;

- eleven Roma children enrolled in higher education institutions;
- four Roma children at higher education institutions receive scholarships;
- information about the organization of adult primary education is sent to the Association of Roma, Association of National Minorities and the Centre for Social Work;
- the competent institutions inform about education programs of Roma adults through the media, newspapers, television, radio and Employment Office. So far there have been no Roma registered for adult primary education.
- seven schools promoted Roma culture and history as extracurricular activities (Banja Luka and Bijeljina) during the Roma Day, Roma's celebration of St George and "Kaleidoscope: Let's get acquainted! National Minorities in BiH" diversity is all around us, explore its riches;
- Let's get acquainted! National Minorities in BiH Manual was published;
- all newly born children and adult Roma have been registered in the Birth Register in Banja Luka;
- six Roma assistants were hired to teach.

BRČKO DISTRIKT (BD)

The Law on Education in Primary and Secondary Schools of BD requires that all children have an equal right to education. Article 6, paragraph b) of the Law prohibits discrimination or favouritism based on ethnic, religious, sexual, political, social or any other basis.

The education system of BD has no special schools or classrooms for Roma children, but they are integrated into regular classes with other students instead. The BD primary schools include 107 Roma students and 16 Roma students are in secondary schools. The legislation gives equal rights to all students but problems of Roma students caused by family and social circumstances are evident. We emphasize that the education system includes much larger number of Roma students, but the problem is the inconsistency in their declaration of nationality.

Schools help these students during their education in accordance with their capabilities, organizing humanitarian activities in the school for students and having good cooperation with local communities and NGOs with a view to providing necessary conditions for these students.

Accordingly, professional teams in school consisting of an educator, psychologist, defectologists, social workers, social educators facing the problem of poor school attendance of Roma students are trying to solve this problem in cooperation with parents, working on changing attitudes and habits that their children attendance has become an instrument to achieve something (e.g. a school meal free of charge, one-time monetary assistance etc.). In fact, very often, the only reason the parents send their children to school regularly is to get the (albeit minimal) benefits.

A project that will provide day care of students after school in the Ninth Primary School of Prutače where a majoritz of Roma students reside is under preparations. Students have free transport and textbooks in primary schools while secondary school students are provided free transport and efforts are made to provide textbooks to these students.

FEDERATION OF BOSNIA AND HERGEGOVINA (FBiH)

Two schools under one roof

In order to make a real insight in the number of "two schools under one roof" and how they operate in order to work out options for their integration, at the Conference of Ministers of Education in Bosnia and Herzegovina, the Minister of Civil Affairs appointed a working group, consisting of representatives of Middle Bosnia Canton, Herzegovina-Neretva Canton and Zenica-Doboj Canton, the Federation Minister of Education and Science and the OSCE Mission to BiH.

The working group visited all the schools, analysed the situation in the field and drafted a comprehensive report, which included a categorization of the degree of integration in these schools. After touring all the schools, they found the tendency of reduction of their number as a

result of administrative and legal unification of schools in Zenica-Doboj Canton and emphasized the necessity of further unification.
The working group adopted the recommendations made by the Federal Ministry of Education and Science to the Government of FBiH, which adopted the same, and it went into Federal Parliament.
On 16 February 2010 the BiH Federation Parliament deliberated the report and on that occasion adopted the following conclusions:
1. The cantonal ministries of education of Middle Bosnia Canton, Herzegovina-Neretva Canton and Zenica-Doboj Canton are invited and the Federation Minister of Education and Science is ordered to do whatever it takes to ensure the next school year in the three cantons set off without the phenomenon of “two schools under one roof”.
2. The Federation Government is called upon to initiate discussions with the cantonal governments of the possibility of transfer responsibilities in the field of education from the cantonal level onto FBiH, to begin with.
3. The House of Representatives of the Parliament of the FBiH gives an assignment to the Constitutional Commission to examine, while exercising its duty of monitoring of constitutionality and legality in the FBiH, whether these values are respected and applied in the primary and secondary education system in BiH, in which many schools implement curricula of neighbouring countries.
The Constitutional Commission is obliged to inform the House of Representatives whether the teaching process in FBiH implementing curricula of other countries is in accordance with the Constitution of FBiH.
On 29 March 2010, acting on the 16 February 2010 Conclusion of the House of Representatives, in accordance with its responsibilities, the Federation Ministry of Education and Sciences sent a letter enclosing the Conclusions of the House of Representatives to all authorized representatives of the cantonal and municipal authorities of Middle Bosnia Canton, Herzegovina-Neretva Canton and Zenica-Doboj Canton, i.e. prime ministers and speakers, mayors and chairmen of municipal councils of the three cantons where the phenomenon of “two schools under one roof” was recorded, asking the authorities to take urgent measures and activities to eliminate this phenomenon so that the next school year can begin without this phenomenon.
Following up this Conclusion, the Federation Ministry of Education proposed and the Government of FBiH adopted, on the 139 meeting held on 14 April 2010, the Conclusion (V. No. 351/2010) which determined the possibilities of transferring of jurisdiction in the area of education, in whole or in part, in accordance with the Constitution of the Federation of Bosnia and Herzegovina and initiated discussions with the cantonal governments and other authorized entities about the possibility of transferring of jurisdiction from the cantons to the FBiH. A commission was appointed for this purpose to include representatives of the Federation Ministry of Justice, the Government of the Federation Office of Legislation and Harmonization with EU Regulations and the Federation Ministry of Education and Sciences, having an obligation to implement this Conclusion of the Government of the Federation of Bosnia and Herzegovina within six months.
The ministers called upon the general public, including parents and school committees, to get involved in solving this problem.
Talking about this issue, it is necessary to emphasize that in 2012 the Municipal Court of Mostar issued the first instance judgment ordering that this discriminatory practice of “two schools under one roof” be abolished. The same lawsuit is pending before the Municipal Court of Travnik.

The integration of children with disabilities into mainstream education
FEDERATION OF BOSNIA AND HERGEGOVINA (FBiH)

- Is there legislation explicitly protecting persons with disabilities from discrimination in education and training?

These persons are protected by the Law on Primary and Secondary Education in the provisions we have already cited above. Further, in September 2003 the Council of Ministers of BiH carried the Standard Rules on the Equalization of Opportunities for Persons with Disabilities. In April 2010 the 2010-2014 Strategy for the Equalization of Opportunities for Persons with Disabilities was adopted in FBiH, one segment being dedicated to education. This year a report on the implementation of this Strategy will be made for the United Nations.

- Are measures in place to facilitate the integration of children with disabilities into mainstream education, e.g. adapting schools to make them physically accessible?

New schools are built to comply with building standards and old school are repaired to meet the standards, wherever possible. A particular problem is satellite schools in rural areas.

- Does general teacher training incorporate special needs education as an integral component?

Pedagogical standards and norms envisage that schools with larger numbers of students must have an educator and psychologist. Seminars, roundtables and other forms of education are organized for educational staff.

- Are individualised educational plans are crafted for primary and secondary school students with disabilities and how? Are individualised educational plans are crafted for university students with disabilities and how?

Children with special needs use individualized and customized educational plans. These educational plans are developed in collaboration by teachers and mobile teams consisting of experts in certain fields (educators, psychologists, defectologists, occupational therapists).

REPUBLIKA SRPSKA (RS)

All laws of the RS in the field of education protect people with disabilities from discrimination:

The RS Law on Preschool Upbringing and Education (119/08, 1/12) provides that every child has the right of access and equal possibility to participate in appropriate educational process. When enrolled in pre-school establishments for children with special needs, individual programs adjusted to their abilities and capabilities shall be developed for each child respectively.

The Law on Preschool Upbringing and Education provides that an educational group attended by a child with special needs has an inclusion assistant. An educational specialist dealing with children with special needs – defectologist shall have an appropriate university degree.

Pursuant to the RS Law on Preschool Upbringing and Education, each child shall have equal right of access and equal opportunities to participate in appropriate care and education system without discrimination on any ground. Equal access and equal opportunities shall mean providing equal conditions and opportunities for all, to begin and continue further care and education.

Year	Number of children with special needs
2007/2008	452
2008/2009	436
2009/2010	1.204 (girls: 486)
2010/2011	1.284 (girls: 528)

The Law on Primary and Secondary Education provides that school cannot discriminate children in their access to education or their participation in educational process on the basis of race, colour, gender, language, religion, political or other belief, national or social origin, on the basis of special needs status, or on any other grounds. RS and local self-government units, along with school, are responsible for providing premises, equipment and supporting infrastructure for access and participation in the educational process of persons with special

educational needs. Education of children and young people with special educational needs is an integral part of a unified education system. The Minister enacts curricula for students with special needs for each type and degree of disability of students.
RS has adopted the 2010-2015 Strategy of Improving the Social Position of Persons with Disabilities in the RS. The Strategy also lists the following objectives:
- harmonization of existing laws and regulations in education with the principles of international documents dealing with disability;
- improvement of work in mainstream schools/kindergartens on the principle of inclusion and establishment of resource centres and service providers in support of the regular education system, all based on the principle of promotion of students' abilities and potentials and ongoing monitoring of developments through the whole process of education;
- provision of funds in support of educational institutions in order to realize high quality and affordable education and upbringing of children and students with defects and developmental disabilities;
- improvement of performance of teachers/educators, professional associates and others who work with children/students with disabilities and special needs;
- ensuring better physical access to upbringing and education and other institutions and equipping them better in accordance with standards and modern trends;
- wider offer of textbooks and related literature, with parts that are more specific and easier depicted, richly illustrated textbooks, better adapted to children and students with various disabilities and special needs;
- inclusion of the media with a view to developing positive attitudes when it comes to the education of children/students with disabilities;
- improving conditions of study for students with disabilities.

BRČKO DISTRIKT (BD)
Articles 49, 50 and 51 of the Law on Primary and Secondary Education of BD regulate enrolment, identification procedure, education and rehabilitation of children with mental disabilities. This Law prohibits any form of discrimination in education and training of the students.
In order for school to be physically accessible to children with disabilities, the schools have adequate facilities tailored for such access. In one school an elevator is in operation so that the rooms upstairs can be accessible for children with disabilities and in other schools, classroom arrangement is adapted to the needs of these children.
The educational system of BD employs teachers with different specialities (oligophrenologist, surdoaudiologist, speech therapist, tiflopedagogue), who together with pedagogues, psychologists, social workers and social pedagogues make an expert teams working with these students and provide help and support to parents and teachers of these students.
Adapted curricula for children with disabilities are developed by teachers working in collaboration with professional teams consisting of appropriate professional associates.

Conclusion

The Committee considers that the enrolment rate for secondary school is low and there is no evidence that measures taken to counter this fact are sufficient, thus amounting to a violation of Article 17§2.

ANSWER:

REPUBLIKA SRPSKA (RS)
The enrolment rate in secondary schools in the RS is 97 % (almost 100 % - as if secondary school had been mandatory).

In the recent past almost all student who have completed primary school have continued secondary school. All students are provided with transport to school free of charge. The establishment of professional teams in schools (pedagogue, psychologist, defectologist, social worker, and social pedagogue), support to marginalized groups and working with them for a change of attitudes towards school trying to get the parents and students perceive education as a long-term investment helped students to continue and complete further education. One of the benefits brought about by the continuation of schooling is the exercise of the right to child allowance under the social welfare scheme.

CSER 17§2 BULGARIE

Le Comité conclut que la situation de la Bulgarie n'est pas conforme à l'article 17§2 de la Charte aux motifs :

- *qu'il n'a pas été établi que les mesures prises pour augmenter le taux de scolarisation dans les écoles secondaires sont suffisantes ;*
- *les enfants handicapés ne jouissent pas d'un accès effectif à l'éducation.*

Premier motif de non-conformité

470. La représentante de la Bulgarie a fourni par écrit les informations suivantes :

1. Au cours de l'optimisation du réseau scolaire, provenant des problèmes démographiques des différentes régions du pays, assurant le pouvoir d'accès égal à titre gratuit, des élèves à l'âge de seize ans, le Ministère de l'Education, de la Jeunesse et de la Science (MEJS) mène une politique consécutive pour la fondation, l'entretien el le bon fonctionnement des écoles protégés, centraux. Ils avaient été élaborés des mécanismes de protection à l'égard des chainons restructurés lors de ce processus concernant l'optimisation du réseau scolaire.

La mise à la disposition, du transport pour des élèves à l'âge obligatoire scolaire, l'assurance de repas des enfants à l'âge obligatoire préscolaire ainsi qu'à ceux de l'âge obligatoire scolaire, l'assurance d'une organisation durant toute la journée, représentent des outils convenables pour créer et garantir les meilleurs conditions, nécessaires pour mettre en exécution un processus éducatif de qualité.

En exécution des paragraphes 6b et 6e, des Dispositions complémentaires de la Loi d'Education Populaire, Le Conseil des Ministres (CM) avait agréé un tas de dispositions concernant les activités dans ces écoles.

- Par l'Arrété № 212/02.09.2008, on avait agréé les critères pour la désignation des écoles centrales protégées dans la République de Bulgarie, les conditions et l'ordre de leur financement supplémentaire, ainsi que les conditions de faire complémenter la liste autorisée de ces écoles, dont le nombre pour l'année scolaire 2011/2012, avait augmenté avec 119.

- Par l'Arrété № 84/06.04.2009,on avait déterminé les critères, concernant l'inclusion dans la liste des écoles centraux, les règles financiers de dépenses des ressources de financement complémentaire d'assurer la formation des élèves voyageant des écoles centraux protégés, les conditions de leur actualisation annuaire, ainsi que l'assurance de financement complémentaire pour les activités des élèves voyageant. Pour l'année scolaire 2011/2012, dans la liste figurent 817 (huit cent dix-sept) écoles nécessitant l'assurance du pouvoir d'accès d'éducation des élèves, des écoles fermées.

2. Dans les trois dernières années Le Ministère de l'Education, de la Jeunesse et de la Science travaille successivement pour la création des conditions favorables pour le développement de l'organisation de la journée scolaire, durant toute la journée pour des élèves de 1er à 7e au cas de volonté prononcé par leurs parents. Depuis l'année scolaire 2010/2011, par l'Arrété № 186/07.098.201 de Conseil des Ministres pour assurer l'organisation de la

journée scolaire, pendant toute la journée des élèves du premier et du deuxième, il y avait eu lieu des activités de financement complémentaire concernant cette organisation au premier, depuis 2011/2012 scolaire au premier ainsi qu'à deuxième depuis l'année scolaire 2012/2013.
On avait assuré un financement complémentaire, on avait créé des conditions, une telle organisation, aussi pour des élèves du premier, du deuxième et du troisième, le standard unifié des dépenses à l'égard de l'enfant, inscrit dans un jardin d'enfant, étant devenu 474 lévas.
Au cours de l'année scolaire 2011/2012 dans 1710 écoles, on avait réalisé une organisation des cours et des activités, durant toute la journée concernant un nombre assez énorme de 50 108 élèves au premier ainsi que dans 1674 écoles le nombre est égal à 42 535 élèves au deuxième.
3. Durant l'an 2010 par une modification de l'article 20, l'alinéa1 de la Loi d'Éducation Populaire, il est introduit le préparatif préscolaire obligatoire, concernant les enfants ayant accompli 5 ans jusqu'au premier. Depuis l'année actuelle, il suit que toutes les communes du pays fassent assurer des conditions favorables pour le développement d'une telle organisation.
4. Depuis l'an 2007, chaque année Le Conseil des ministres par ses décisions, confirme des programmes nationales, concernant le développement de l'éducation secondaire, ainsi lui assurant un financement complémentaire pour la réalisation des mesures et des politiques, n'ayant pas été financé par les budgets délégués des écoles. Au cours de l'an 2012, des différentes mesures, visant la réduction le nombre des élèves, ne faisant plus parti, avaient été entrepris par des programmes comme en suit :
« Avec soin pour chaque élève », désignée à améliorer la qualité du procès de formation par faire des soins complémentaires différenciés, visant le développement personnel des enfants, ayant en vue leur nécessité individuelle d'éducation. On se rend compte de la dynamique dans le développement des capacités de chaque élève dans l'apprentissage des différentes disciplines et en s'y basant de mettre en œuvre des objectifs complémentaires de formation et de développement, relatifs à la correction des omissions dans les connaissances ou les mesures compensatives visant la manque du temps scolaire pour évoluer les talents et les dispositifs des élèves à chaque étape de leur formation scolaire, pour leur participation dans des olympiades. Le mode « L'assurance de l'apprentissage complémentaire des élèves pour l'amélioration le degré de leur préparation concernant des disciplines générales », ainsi depuis l'an 2008, on assure chaque année des ressources financières pour des projets scolaires. On avait prévu durant l'an 2012, une somme d'argent, s'élevant à 1 000 000 lévas pour des travaux supplémentaires avec des élèves, ayant des difficultés graves dans l'apprentissage des disciplines générales au niveau primaire et secondaire.
« L'école – une territoire pour des élèves », par laquelle, on organise le procès éducatif, dans le cadre d'une journée, dans des groupes de semi-internat, au niveau primaire, mettant en exécution la possibilité d'améliorer la qualité du procès éducatif et formatif, en respectant leurs intérêts et en se rendant compte de leurs capacités, relatif aux particularités de l'âge des élèves, pour le développement et le perfectionnement de leurs connaissances, leurs aptitudes, leurs habitudes et leurs rapports. Les groupes semi-internat créent des conditions préalables pour que les représentants des différents groupes sociaux, ethniques et culturels se fassent connaitre et se fréquenter.
« A l'école sans absences », visant la réduction du nombre des cours libres, la réduction le part des absences, en entreprenant des mesures effectives scolaires pour la motivation des élèves à aller régulièrement à l'école et travailler activement pendant les cours, ainsi qu'attirer les parents en tant que partenaires dans la vie scolaire.
On avait fourni une somme d'argent s'élevant à 2 000 000 lévas pour le financement , l'élaboration et la mise en exécution des programmes scolaires pour la réduction des absences des élèves lors des cours à l'école.
« La création d'un milieu accessible architecturel »,depuis l'an 2008, on assure des ressources pour les travaux dans les écoles. Actuellement on avait prévu une somme d'argent égale à 800 000 lévas pour l'amélioration d'accès à l'éducation des élèves exigeant des

besoins spécifiques éducatifs et pour la construction dans les écoles d'État des rampes, des points sanitaires, l'infrastructure y appartenant et les appareillages d'ascenseur.

5. Dans le programme **« Le développement des ressources humaines »**, Le Ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et de la Science, étant bénéficient de plusieurs projets, dont l'exécution soit ralliée par la réduction de la part des enfants ne faisant plus parti des élèves, ainsi que ceux d'un montant financier le plus élevé et une universalité réciproque, représentent le projet BG 051PO001-4.2.05 **« Faisons l'école attirant pour les jeunes gens »**, désigné aux activités hors de classe et hors d'école, le développement des capacités selon les intérêts et le sens du temps libre, d'un montant égale à 100 000 000 lévas ; le Projet BG 051 PO 001 - 3.1.06 **« L'amélioration la qualité de l'éducation dans les écoles centraux, par l'introduction d'une organisation de toute la journée, englobant le procés de formation »**, désigné à aider effectivement le procès d'introduire l'organisation de toute la journée pour les élèves de premier à huitième, des écoles centraux dans le pays pour atteindre des connaissances accessible à tous et telles fondées sur les principes de la justice, la tolérance et la perspectivité, d'un montant de 75 000 000 lévas.

6. Actuellement la Commission de l'éducation, de la science et des questions d'enfants, de la jeunesse et du sport près de l'Assemblée Nationale, délibère le projet de Loi de l'éducation préscolaire et scolaire, prévoyant des différentes mesures, ayant pour but l' amélioration du milieu éducatif, les actions réciproques entre les parties protagonistes, notamment (les communes, les parents, les organisations de la jeunesse, les centres de support du développement individuel etc.), assurés par les standards éducatifs de l'État.

7. En exécution les objectifs pour la réduction des personnes, ayant quitté prématurément le système éducatif jusqu'à l'an 2020, sous 11 per cent, le Ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et de la Science, initie l'élaboration d'une stratégie nationale pour la réduction des « ayant quitté l'école » (2012-2020). Concernant le projet, on avait proposé des paquets de mesures respectives, visant la prévention et /ou l'intervention pour retenir des enfants et des élèves, représentant des risques à quitter l'établissement scolaire et pour attirer ceux qui ne fréquentent pas les institutions scolaires. Il y a des paquets de mesures, élaborés pour faire compenser, suivant les programmes « deuxième possibilité », un projet mis en œuvre grâce aux mécanismes de coordination entre le Ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et de la Science, le Ministère du Travail et de la Politique sociale, le Ministère du développement régional et de l'urbanisme, l'Association Nationale des Communes de la République de Bulgarie, d'autre ministères, des établissements, des personnes moraux, des institutions financières éducatives, ainsi que la participation obligatoire des autorités locales, en exécution les mesures communes visant la réduction du nombre « des quittant l'école prématurément ».

Dès le début de l'année scolaire 2011/2012 à l'aide des responsables des Inspectorats Régionaux de l'Education, aux directeurs des écoles, on avait délivré à exécuter, 17 mesures respectives à surmonter l'acte de quitter prématurément l'école, représentant une expérience généralisée des bons pratiques avec des bons résultats provenant des différentes régions du pays, ainsi : désignation d'un enseignant précepteur, des formes alternatives des rencontres avec des parents, des visites de domicile de l'élève, visant la bon connaissance du milieu familial et les causes éventuelles, menant des risques à quitter prématurément l'école.

Nous exprimons la certitude que la réalisation des initiatives, entreprises par le Ministère de l'Education, de la Jeunesse et de la Science assureront un milieu bon, protégé et supportant, dont il sera favorable la création des conditions pour donner des soins individuels, consacrés à chaque enfant et ainsi aidant la réduction de la part des « ayant quitté prématurément l'école ».

Deuxième motif de non-conformité

471. La représentante de la Bulgarie indique que, selon la législation bulgare, l'accès à l'éducation des enfants handicapés et des enfants ayant des besoins particuliers est garanti par la loi relative à l'éducation populaire qui prévoit leur intégration dans les jardins d'enfants et les écoles ordinaires. Le

principe d'éducation inclusive est également inscrit dans la loi relative à l'intégration des personnes handicapées. Un certain nombre de nouveaux documents stratégiques ont également été mis en œuvre. Parmi ceux-ci figure le Programme national annuel pour la protection de l'enfance qui a été adopté par le Conseil des Ministres dans le cadre de la Stratégie nationale en faveur de l'enfance pour 2008-2018 – un document stratégique à long terme qui couvre tous les secteurs de la vie sociale ayant un impact sur le bien-être des enfants et dont l'une des priorités est l'éducation. La Stratégie entend notamment garantir l'accès de tous les enfants à l'éducation préscolaire et à un enseignement scolaire de qualité dans le cadre d'une politique éducative intégrant les enfants ayant des besoins éducatifs particuliers. Les objectifs de la Stratégie sont de renforcer les politiques et approches en matière d'éducation afin de garantir le bien-être total des enfants en milieu scolaire, et de promouvoir les moyens permettant d'améliorer l'intégration dans le système éducatif. Le Ministère de l'Education joue le rôle principal dans ce processus qui implique un certain nombre d'autres services et ministères, ainsi que des collectivités locales et des organisations non gouvernementales. Les données concernant les activités éducatives inclusives prévues par les programmes nationaux relatifs à la protection de l'enfance montrent que les crédits alloués à l'éducation inclusive ont augmenté en 2010, ce qui a permis d'intégrer 8.925 enfants ayant des besoins particuliers. Il convient de noter que le nombre d'enfants ayant des besoins éducatifs particuliers qui ont été intégrés dans les établissements scolaires ordinaires a augmenté de 12 %. En 2010, 1.093 spécialistes ont participé aux activités éducatives inclusives et le nombre d'enseignants spécialisés et d'autres spécialistes a augmenté de 17 % par rapport à l'année précédente. Le nombre d'établissements scolaires et de structures préscolaires proposant une éducation inclusive aux enfants ayant des besoins particuliers a également augmenté en 2010.

L'ordonnance n° 1 de 2009 relative à l'éducation des élèves et étudiants ayant des besoins éducatifs particuliers et/ou atteints de maladies chroniques dispose que dans tous les établissements scolaires et préscolaires qui accueillent des enfants et des élèves ayant des besoins éducatifs particuliers, des spécialistes sont chargés de mettre au point des programmes éducatifs personnalisés qui tiennent compte des besoins individuels et du potentiel de chaque enfant. Les données fournies par le Ministère de l'Education pour 2010 montrent que de tels programmes ont été élaborés, dans le cadre de l'éducation inclusive, pour tous les enfants ayant des besoins particuliers, ce qui inclut les enfants atteints de handicaps multiples ou graves inscrits dans les écoles spécialisées. Les statistiques pour 2011 montrent que le nombre d'enfants bénéficiant d'une éducation inclusive a augmenté et est passé à 10.304. Pour l'année scolaire 2010/2011, le rapport enseignant spécialisé-élève était de 1 pour 9 dans ce type d'éducation.

Des efforts ont également été réalisés pour ce qui concerne la formation continue des enseignants et des éducateurs pour enfants ayant des besoins particuliers. En 2010, 1.141 spécialistes travaillant dans ce domaine ont ainsi bénéficié d'une formation et le personnel impliqué dans ces activités a augmenté de 5 %. En 2011, 1.300 spécialistes ont suivi une formation dans les centres de ressources et des sessions d'information ont été organisées pour les parents et le personnel des collectivités locales.

L'accessibilité des infrastructures constitue également un aspect important des progrès réalisés dans ce domaine : en 2011, une partie du programme national visait à faciliter l'accès aux établissements scolaires par la construction de rampes d'accès et autres installations spécialisées. Une autre étape importante a été la rédaction conjointe d'une méthodologie pour étudier les centres de ressources et promouvoir l'éducation inclusive des enfants et de leurs familles et un questionnaire a notamment été remis à tous les acteurs concernés. Un programme national garantissant les droits des enfants handicapés a été mis en place pour 2012-2013 qui entend améliorer les conditions de vie de ces enfants et de leurs familles afin de mettre en place des conditions optimales de développement. La représentante de la Bulgarie fournit des statistiques ventilées sur toutes ces initiatives en cours.

472. Le représentant de la CES reconnait que des efforts ont sans conteste été réalisés. Les syndicats bulgares ayant souligné les lacunes du système éducatif qui ont conduit à l'exclusion de

nombreux enfants, il demande si le nombre d'enfants handicapés qui sont désormais en mesure d'accéder à l'enseignement ordinaire a considérablement augmenté.

473. La représentante de la Bulgarie renvoie aux chiffres qu'elle a fournis et qui montrent une hausse significative du nombre de ces enfants. Elle ajoute que les enfants handicapés et ceux qui ont des difficultés d'apprentissage sont inclus dans la catégorie des enfants ayant des besoins éducatifs particuliers et qu'il est impossible de fournir des statistiques ventilées pour déterminer le pourcentage d'enfants handicapés.

474. Le Comité félicite le Gouvernement de la Bulgarie pour les progrès réalisés et l'engage à fournir tous ces détails dans son prochain rapport.

CSER 17§2 HONGRIE

Le Comité conclut que la situation de la Hongrie n'est pas conforme à l'article 17§2 de la Charte au motif que les enfants Roms font l'objet d'une ségrégation en matière d'éducation.

475. La représentante de la Hongrie a fourni par écrit les informations suivantes :

Provisions of legal rules and measures hindering unlawful segregation, and measures serving to strengthen the opportunity creation role of education

Special field of public education

I. Provisions of legal rules to prohibit and prevent unlawful segregation

Based on the UNESCO Convention on the prohibition of negative discrimination, Act CXXV of 2003 on Equal Treatment and the Promotion of Equal Opportunities contains the prohibition of school segregation, as well as the prohibition of indirect and direct negative discrimination.

The executive decree of the Act on Equal Treatment, i.e. Government Decree No. 321/2011 (27 December)Korm. on Rules Underpinning the Development of Local Equal Opportunity Programmes, prescribes for municipal local governments to compile local equal opportunity programmes, including the analysis of the situation and the action plan.

The following shall be revealed in the analysis of the situation in respect of equal opportunities in public education of children[6] with multiple disadvantages:

a) rate of segregation between institutions and within the individual institutions;

b) differences between institutions in the efficiency of education;

c) differences in the school results of students;

d) pre-school provision of children with multiple disadvantages.

The action plan based on the analysis of the situation must contain the measures serving the termination of educational exclusion. The decree also prescribes the regular review of the fulfilment of measures.

[6] No statistical data collection or records relating to ethnic data are available in the system of public education. The measures currently existing in the field of education, aimed at the improvement of the equity of education, the compensation of disadvantages and the increase of the school performance of students take, as a starting point, the indicator formed on the basis of the low social-economic status, disadvantages and multiple disadvantages. The ethnically neutral index is in harmony with the social cultural index applied in the OECD PISA examinations, takes account of the examination results whereby the problems affecting the majority of Roma students (non-appropriate school achievement, dropout, etc.) are not the consequences of their ethnic affiliation, but their social and health situation. The group of Roma children is strongly over-represented among those with multiple disadvantages. According to estimations, about half of the children with multiple disadvantages are Roma children, and almost two-thirds of Roma students have multiple disadvantages. (In: Kertesi G. – Kézdi G.: Iskolázatlan szülők gyermekei és a roma fiatalok a középiskolában. Beszámoló az Educatio Életpálya-felvételének 2006 és 2009. közötti hullámaiból, 2010.) */(In: G. Kertesi – G. Kézdi: Children of uneducated parents and the Roma youth in secondary schools. Report on the waves of Educatio Life Career Recording between 2006 and 2009.) 2010/*

Compliance with the requirement of equal treatment is one of the principles of Act CXC of 2011 on National Public Education that came into force in September 2012, and it contains the establishment of the voidness and invalidity of unlawful decisions.
Section 38 of Government Decree No. 229/2012 (28 August)Korm. on the execution of the Act on National Public Education contains the rules applicable to official supervision, including the revelation and termination of the practice of unlawful segregation. Pursuant to the legal rule, government offices shall take measures in the interest of the termination of the irregularities revealed in connection with the compliance with the requirement of equal treatment. The Ministry of Education shall also take measures in order to conduct official inspection in the cases made known to it, and based on the examinations by the parliamentary commissioner of fundamental rights.
The regulation of primary school admission districts serves to terminate or prevent school segregation; Section 24 of Decree No. 20/2012 (31 August) on the Operation of Educational Institutions and the Name Bearing of Public Educational Institutions: Schools responsible for mandatory admission shall not segregate students on the basis of their origin and social situation. Consequently when setting the district limits of a primary school responsible for mandatory admission, the social and economic status of families living in the neighbourhood of the school is to be taken into account.
The statutory application of definitions serving to define groups in need of special treatment and attention from the respect of pedagogy (socially disadvantageous, children with multiple disadvantages, children in need of special education) serve the appropriate serve to aim appropriately at programmes and measures, and simultaneously, to prevent unlawful segregation (Section 121 (14) of Act LXXIX of 1993 on Public Education and Section 4 (25) of the National Public Education Act).

II. Measures and programmes to prevent unlawful segregation and strengthen the opportunity creation role of education and training

1. Measures to prevent unlawful segregation

Institutions teaching children with multiple disadvantages apply educational programmes based on the Integrated System of Pedagogy aimed at co-education. The main pillars of the programme are methodological renewal in pedagogy, legal rules and financial incentives. The maintainer of the educational institution shall organize methodology-based ability development programmes, or pre-school development programmes involving preparation for integration on the basis of the requirements of legal rules in the institution maintained, and the Integrated System of Pedagogy issued by the Minister of Education.
The development of abilities and the organization of the preparation for integration may not be accompanied with the segregation of students with multiple disadvantages. Should this condition not be satisfied, no extra support can be granted to the institution.
Areas supported by the measures to counterbalance the disadvantages arising from the student’s social situation and development:

- co-education;
- institution development;
- renewal of pedagogy;
- individual support of the studies of students with multiple disadvantages;
- co-operation with the social environment of school;
- emphasis on connections with parents.

In the course of introducing educational integration, programmes for the basic and continuing training of teachers were developed in 11 methodological fields in pedagogy. Nearly ten thousand teachers working in the integrating institutions acquired the application of modern methodologies in pedagogy until now during the continuing training courses.

The programme currently affects almost a quarter of primary school task-fulfilment places and more than 70,000 students, and is organized from approximately HUF 7 billion budgetary subsidy annually.
The National Core Curriculum (Decree No. 110/2012. (04 June) Korm.) contains the teaching of knowledge about the situation, history, cultural values and traditions of the Gypsies. It also ensures the teaching of knowledge about the rights, organizations and institutions of the Gypsies, thus promoting the pulling down of stereotypes and prejudices.
In the case of developments implemented with the support of the Union and also domestic subsidies, upon the submission of all public educational development bids, the municipal and institutional plan of equal opportunities must be attached. The plan is based on the analysis of the situation in the course of which it shall be examined whether exemption from segregation and the support of the educational and social integration of students with multiple disadvantages are implemented in the locality. The municipality must react, in its action plan, to the revealed deficiencies of provision and the presence of any form of segregation, and various tender opportunities are available as part of Union developments to implement the above.
Hungarian courts passed 6 condemning decisions against schools or municipalities in charge of the maintenance of schools. In addition, the Equal Treatment Authority took decisions in two segregation cases. In the year 2011-2012, the Ministry of Education took measures in connection with approximately 20 official inspections related to unlawful segregation.
The possibility of organizing so-called “corrective classes” for children with learning difficulties, which were operating formerly, ceased to exist. Students may not be segregated owing to their adaptation or any learning or behavioural irregularity; compulsory education may be fulfilled only with the others, in the school at the place of residence, or in any selected school.
A sociology research in 2004 pointed out that classes with different curriculum were operating in the bigger half of the schools examined, and nearly half of them have been terminated since then. Most terminations took place in 2007 (30 %), and the trend has been decreasing since then. It is a significant result that this took place mostly in schools with Roma majority. This process is monitored by the parliamentary commissioner of fundamental rights, the Equal Treatment Authority, the commissioner of educational rights and other civil organizations.
As a result of the measures taken for reducing unfounded classification as a student with intellectual disability, the ratio of children, students with slight intellectual disabilities was reduced from year to year:

School year	Ratio of those with slight intellectual disabilities in comparison with all children students - %
2003/2004	2.1
2004/2005	2
2005/2006	2
2006/2007	2
2007/2008	1.9
2008/2009	1.8
2009/2010	1.7
2010/2011	1.6

2. Opportunity creating programmes

In Hungary, there are strong connections between the learning possibilities, school performances, later choice of career, success on the labour market and the individual-family social and cultural background characteristics of students. The status on the labour market, the level of education, as well as social, cultural and municipality characteristics are dominant factors of later participation in lifelong learning. In harmony with the numerical educational

goals of the EU 2020 strategy, great emphasis is laid on reducing early school leaving and the compensation of disadvantages. The areas of intervention and the directions of development are aimed at the reduction of social and territorial differences. The objective is the strengthening of the role of educational and training systems in the struggle against social exclusion and the improvement of individual opportunities:

- high-priority support of the learning opportunities of those in socially disadvantageous situation, including the reduction of early school leaving and dropout, the strengthening of inclusive education and the facilitation of adaptation to the labour market;
- remedy of the disadvantages of educational and learning reflections and consequences of territorial inequalities;
- formal and informal, ability-centred expansion of learning possibilities.

The achievement of the above goals is supported by Government strategic (National Social Inclusion and Roma Strategy[7], Better Life for the Children Strategy[8], Strategic Plan of the Roma Integration Decade Programme[9]) and TÁMOP (Social Renewal Operational Programme) measures, and the National Reform Programme serving to achieve the EU 2020 objectives pays high-priority attention to the fulfilment of goals.

The strengthening of education in the early childhood serves to promote school success: Expansion of mandatory pre-school education as of 2014 from the age of 3 years, the pre-school place expansion constructions that started at the end of 2011 ((DAOP-4.2.1-11, ÉAOP-4.1.1/A-11, ÉMOP-4.3.1/A-11, KMOP-4.6.1-11), pre-school support for children suffering from multiple disadvantages, mandatory pre-school placement of children with multiple disadvantages, pre-school development programme.

High-priority attention is paid in the National Core Curriculum to the better acquisition of core abilities, thus improving further educational results and reducing the risk of dropout.

The school success of students suffering from disadvantages and multiple disadvantages is promoted by an ability development and integration programme (see above in detail).

By launching the new national public educational system, as part of the Bridge programme to be implemented as of September 2013 (Section 14 of Act CXC of 2011) a one-year preparatory year can be organized for the purpose of obtaining primary school qualification, promoting the success of vocational school studies, continuing interrupted studies and widening the sphere of those with vocational qualifications.

The smooth admission to secondary educational institutions and the successful further education require financial expenditures that can be hardly secured by many families. This is to be mitigated by the opportunity creating, individual progress promoting, modern, differentiated pedagogic methods applying and mentor support providing programmes aimed at students suffering from disadvantages and multiple disadvantages (Arany János Programmes, tanoda (special form of study) programme (TÁMOP 3.3.9)) and fellowship programmes (Útravaló).

The implementation of the “second chance” programmes (TÁMOP 3.3.9.) is to promote students without secondary level qualification, who dropped out of the school system and are partly not of the age of mandatory education to obtain secondary level qualification, and to reduce students’ failures through the introduction of study supporting new methods, responding to the individual needs.

The developments to be implemented with the support of the Union, which strengthen the opportunity equalization function of education, are aimed at the improvement of the quality of educational services and the promotion of the co-operation of the vocational and social environment of institutions with programmes and comprehensive interventions providing high-priority support to regions in the most disadvantageous situation. The aim thereof is to make the institutional system itself suitable for the successful education of students, and contain

[7] Government Decision No. 1430/2011 (13 December) on the National Social Inclusion Strategy and on the Government Action Plan on the Implementation Thereof for the Years 2012 to 2014.

[8] Parliament Resolution No. 47/2007 (31 May) OGY on the National Strategy “Better Life for Children”, 2007 to 2032.

[9] Parliament Resolution No. 68/2007 (28 June) OGY on the Roma Integration Decade Programme Strategic Plan.

programme elements (e.g. services, supports and incentives) aimed directly at the compensation of the disadvantages and the improvement of the chances of children suffering from multiple disadvantages.
The objective of the TÁMOP 3.3.1. **"Equal Opportunities and Integration in Education" high-priority project** is to promote the school success of students suffering from multiple disadvantages, development of the necessary vocational contents, creation and development of the expert and specialist capacity required for implementation, continuous provision of the necessary expert capacity, harmonization and dissemination of the developments of public educational institutions and central developments, and the quality assurance of the programmes

Legal regulations and measures preventing unlawful segregation

Social inclusion

1. Legal regulations
Government Resolution 1430/2011. (XII. 13.) on the National Social Inclusion Strategy and on the implementation of its Action Plan regarding implementation period 2012-2014.
47/2007. (V.31.) Parliamentary resolution on „Let it Be Better for The Children National Strategy 2007-2032".
68/2007. (VI. 28.) Parliamentary resolution on the Action Plan of Decade of Roma Integration Program.

2. Interventions and programs
The National Social Inclusion Strategy covering a period of ten years and the attached action plan spanning three years are directly related to the EU framework approved as one of the main undertakings of Hungary's EU Presidency. The European Commission issued its Communication entitled „An EU Framework for National Roma Integration Strategies up to 2020" on 5 April 2011. The Council responded to the EU Roma framework laid down in this document with its Council Conclusions approved on 19 May 2011, by virtue of which the Member States committed themselves to participation in the framework strategy, that is, to the submission of their national Roma inclusion strategies or action plans up to 2020 to the EU Commission by the end of 2011. Hungary submitted its Strategy and Action Plan as first among the member states.
The approach of the Deputy State Secretary for Social Inclusion follows the pipe-line principle that is to say, we find it important to establish a chain of support each link of which represents classes from the age of zero till one-hundred and which aims to spread the widest net above disadvantaged groups and to offer them as many possibilities for inclusion as possible.

Constituents

Opportunity creating programs
In Hungary there is a relevant interrelation between students' studying opportunities, their academic performances, future career choices, labor market success and the characteristic of their individual socio-cultural background. Labor market status, school attainment, socio-cultural and local features are determinants of the individual's participation in lifelong learning processes. In alignment with the EU2020 numerical target of on the field of education, particular attention is paid to reduction of early school leaving, and gap compensation.
The intervention and development trends mainly aim to enhance the role of education and training systems in combating social exclusion and improving the individual's opportunities with the following approaches:

- Enhanced support for the studying opportunities of the socially disadvantaged ones, including the reduction of early school leaving, dropouts, inclusive education and facilitation of integration in the labor market;
- Remedial support for gap in education caused by territorial inequalities ;
- Extension of formal studying opportunities as well as non- formal skill-based learning methods.

The implementation of the goals are prioritized by governmental strategies (National Social Inclusion Strategy, Let it be Better for the Children Strategy, Action Plan of Decade of Roma Inclusion Program) SROP measures and the National Reform Program (created originally for implementing EU 2020 targets).

The **Sure Start program** operating in Hungary serves the early fostering of the skills of young children with multiple disadvantages, including Roma children, and offers a chance at the earliest possible age to children below the age of 5 living in poverty who have no access to crèche facilities and other high-quality services due to the scarcity of family resources, residence in a disadvantaged region or for other socio-cultural reasons. There are now some **44 Sure Start Children Centers** subsidized by funding from the Social Renewal Operational Program mostly in disadvantaged micro-regions. Their complex development, professional reinforcement and organization into a network are currently under way.

Enhancement of pre-school education facilitates successful academic performances: mandatory kindergarten attendance from age 3 (2014) and extension of kindergarten capacities (end of 2011) (DAOP-4.2.1-11, ÉAOP-4.1.1/A-11, ÉMOP-4.3.1/A-11, KMOP-4.6.1-11) subsidizing kindergarten attendance in case of multiply disadvantaged children and kindergarten skill development programs contribute to creating equal opportunities for primary school entrants.

Integrative Pedagogical System

The Integrative Pedagogical System is based on the necessity to establish such system which is sensitized to individual differences and progress and emphasizes inclusiveness.

In the interest to fill the gap resulted by disadvantaged social circumstances of the pupil the following fields are supported by financial incentives and measures: co-education, institutional development, pedagogical renewal, individualized learning supports of multiply disadvantaged children, correspondence with parents.

The integrative program has been operating since 2007, one quarter of the public education institutions has already joined the program for academic year 2011-2012.

Allocation from domestic resources in 2012 sums **6.8 billion HUF**.

The **national Core Curriculum** pays particular attention to basic-skill appropriation in order to improve learning outcomes and reduce the risk of dropping out.

By the start of the new public education system in 2013, in the framework of **Bridge Program** one- year long preparatory academic program can be organized in order to facilitate the acquisition of school-qualification, to promote academic success, to encourage resuming studies and to broaden the stratum of qualified individuals.

The extracurricular learning programs (the so-called **Tanoda** projects) as the informal scenes of the education of disadvantaged children, came into being on the basis of a standardized model, as developments financed from EU funding. The main purpose of the SROP sub-measure 3.3.5 „Aid for extracurricular learning programs" project is to reduce the school drop-out rate and to reinforce the path towards the continuation of studies (in secondary schools providing final examinations and in higher education if possible) for pupils/students with multiple disadvantages, Roma youths, pupils/students under child protection care and migrant pupils/students. The extracurricular learning centers are a form of education opted for by children and their parents out of their own free will that is designed to assist and manage learning adjusted to the personal educational needs of participants and that serves to improve the chances of integration into the formal school system. As part of the programs, 60

alternative learning facility projects were financed in total. In 2012 the programs came to an end.
Continuing the Tanoda programs, this summer the National Development Agency launched a new grant scheme of 4 billion HUF allocation. Number of expected applicants: 240-300.

Financial support for Second Chance programs
By increasing the number of second chance programs and improving their services the completion of elementary studies, the promotion of successful vocational school studies, the continuation of prematurely abandoned studies and the broadening of the stratum of qualified individuals are expected. In the framework of the New Széchényi Plan for the implementation of the programs 3.5 billion HUF is allocated from EU funds.

Scholarship programs
A number of state and private scholarship programs help to promote the educational success of disadvantaged elementary school pupils and secondary school students and students in higher education, including disadvantaged Roma.
The **"Provisions" (Útravaló) Scholarship Program** was launched in 2005. Its comprehensive objective is to promote the establishment of equal opportunities for disadvantaged students, to improve the chances of young people in the continuation of their studies and in obtaining vocational qualifications, a certificate of final examinations or a degree and to foster talented students with an interest in sciences. 'Provisions' provides financial aid and assistance via its mentor system for students in the 7th and 8th grades of elementary school and secondary school students. Three equal opportunities and one talent fostering sub-programs operate under the auspices of 'Provisions'(the *Road to secondary school, Road to final examinations and Road to a qualification* scholarships and the *Road to science* sub-programs) in which some 20,000 students and almost 11,000 mentor-teachers participate on an ongoing basis. The strength of the programs is that students are assisted not only financially but they also receive support from a mentor.
The purpose of the **Arany János Talent Fostering Program** for Disadvantaged Students is to enable the children of the poorest parents with the lowest educational qualifications to successfully attend full-time secondary education providing a final examinations certificate in a larger proportion. The program pays particular attention to talent fostering and multi-faceted, differentiated skill-development. The program was launched in 2000, and the number of participating students increased to 3,000 by the 2011/2012 school year, while the number of participating institutions (secondary schools and boarding facilities) rose to 23. According to the 2008 State Audit Office Report, 82 % of the students (aged between 14 and 19) participating in the program gained admission to higher education, 95 % obtained a driving license, 89 % were awarded ECDL certificates and 93 % passed language examinations.
A sub-program was devised in 2004 under the title **"Arany János" Talent Fostering Boarding Facility Program** for Disadvantaged Students, in which 890 students and 12 institutions participate in 2012 aims to achieve the above objectives with the aid of the means and methods of boarding facilities. The program operates with individual study plans, assessment, social support and close correspondence with parents. The results are shown in the interconnection of the inclusive nature of the institutions and network-like operation.
The **"Arany János" Talent Fostering Boarding Facility – Vocational School Program** for Students with Multiple Disadvantages: The number of institutions included in the program is seven with 634 participating students. The aim of the program is to create opportunities to obtain marketable qualification for those students who have slight chances to acquire qualification without entering the program. Its further aims are to provide inclusive pedagogical environment to the target group and create social gap compensation as well as reduce the risk of dropouts. The dropout rate in this program is well below the national average: annually

13 %. This is a great achievement considering that the national average of vocational school dropout is around 30 %.

The **Higher Education Mentoral Program** has been operating since 2005 as an equal opportunity program for disadvantaged young people. The aim of the program is to increase the chances of young people to enter higher education, successfully fulfill the educational requirements and to facilitate their placement in labor market.

It is important to make mention of the activities of the **Romaversitas Foundation** operating from non-state and EU funding (inter alia, the Roma Education Fund) which has, since its establishment in 1996, helped approximately 200 Roma students to complete their studies. In the last few years, the program has achieved a more than 80 % degree attainment ratio. Almost 700 young people in Hungary have received scholarships from the Roma Education Fund in the last five years.

The establishment of the **Christian Roma Boarding School Network** serves multiple purposes. The Network endeavors to deepen the social and national sensitivity, strengthen the Roma-Hungarian identity, promote studies, education, personal development of its students along the lines of communal responsibility and commitment to Christian values and development of the Hungarian-Roma intellectuals. The Boarding Schools run in 5 university towns and provide scholarship for 100 disadvantaged students of Roma origin. Co-habitation of the students is an important element of the program. The proportion of the modules, credits, subjects in the study programs are autonomously designed by the boarding schools. However, the following three modules are have mandatory position in the study program: Hungarian-Roma identity building module, religious-spiritual module, and the public awareness module.

School-net

The main goal of School-Net program is to promote development of model-worth programs which shape pedagogical approaches and programs in the interest of increasing the academic progress chances of multiply disadvantaged students. The programs were implemented in academic year 2011-12.

Financial support for equal opportunity based developments of public education institutions (SROP 3.3.8): This EU funded grant scheme aims to enable public education institutions to successfully educate multiply disadvantaged children, including those of Roma origin and facilitate their academic progress. In the framework of the grant scheme exemplary programs will go through further development and will become adaptable in other education institutes. In addition proven, well-functioning programs may be adapted. Budget allocation for this grant scheme: **4 billion HUF**.

Projects will be launched in 2013; their implementation will cover 2 academic years.

CSER 17§2 ITALIE

Le CEDS conclut que la situation de l'Italie n'est pas conforme à l'article 17§2 de la Charte au motif qu'il n'a pas été établi que les mesures prises pour améliorer l'accès des enfants roms à l'éducation soient suffisantes.

476. Le Secrétariat rappelle avoir précédemment jugé la situation non conforme au regard de l'article 17§1. Toutes les questions concernant l'éducation étant désormais examinées sous l'angle de l'article 17§2, on peut considérer qu'il s'agit d'une conclusion renouvelée de non-conformité à l'égard de l'article 17§2.

477. Le représentant de l'Italie déclare que le nouveau Gouvernement, qui a entamé son mandat le 17 novembre 2011, a pris pleinement acte du problème de l'insertion des roms, sintis et gens du voyage et a décidé d'élaborer une stratégie qui permette de régler ce problème de manière concrète dans les années à venir. Le Ministère de la Coopération internationale et de l'Intégration a formé, en

liaison avec les autres ministères concernés, un comité de pilotage des politiques en la matière. Des représentants des collectivités locales et régionales, ainsi que des représentants des communautés minoritaires concernées sont également impliqués. Des efforts soutenus ont été engagés en termes de méthodologie, de priorités et de ressources et le comité de pilotage est chargé de superviser les projets, les résultats obtenus et les politiques choisies. Il est en contact avec l'UNAR (Office national contre les discriminations raciales) et suit les initiatives en cours, notamment en matière de logement, de services de médiation culturelle et de lutte contre le décrochage scolaire, ainsi qu'en intervenant dans d'autres domaines.

Sous la direction politique du comité de pilotage, quatre tables rondes seront organisées sur les problèmes spécifiques du logement, de l'éducation, du travail et de la santé et des groupes de travail seront mis sur pied pour une mise à jour constante des données. L'un des principaux objectifs de la stratégie nationale est d'améliorer l'accès des enfants roms au système d'éducation nationale et d'améliorer le niveau d'instruction, en particulier chez les femmes.

Depuis la réforme de la partie V de la Constitution italienne, la question de l'éducation relève de la compétence partagée de l'État, qui est chargé de déterminer la stratégie nationale, et des régions qui assurent la mise en œuvre pratique des politiques. Chaque région, dans le cadre de l'autonomie scolaire qui lui est accordée, applique les mesures en tenant compte des communautés minoritaires concernées présentes sur leur territoire, ce qui varie fortement d'une région à l'autre.

L'analyse de la tendance des quatre dernières années en matière de participation des élèves issus des communautés roms, sintis et des gens du voyage au système scolaire, a renforcé l'urgence d'une stratégie qui promeuve accès et inclusion. Il ressort plus particulièrement de cette analyse que le nombre d'enfants issus des communautés concernées qui fréquentent l'enseignement secondaire a diminué. Malgré le travail de sensibilisation qui a été mené, les coutumes des communautés roms, sintis et des gens du voyage ne sont pas toujours compatibles avec le respect de l'obligation scolaire. A 12 ans, les enfants de ces communautés sont considérés comme des adultes qui peuvent gagner leur vie. L'obligation qui leur est faite d'aller à l'école peut être jugée comme une menace pour leurs coutumes.

Le succès de chaque intervention sur le plan scolaire est étroitement lié non seulement à l'implication de la famille, à la garantie d'un revenu pour les parents et à des conditions de logement minimales mais également à un milieu scolaire accueillant. Les objectifs que la stratégie entend promouvoir sont premièrement de favoriser les processus de préscolarisation et d'inclusion dans le système scolaire par un accès renforcé à l'éducation (par exemple grâce à des horaires scolaires et de travail aménagés, à la création d'écoles de la « deuxième chance », à la formation des adolescentes mères ou à la formation du personnel concerné aux bonnes pratiques). Le deuxième objectif de la stratégie est d'accroître la participation des jeunes issus des communautés concernées à l'éducation universitaire et aux autres formes d'enseignement supérieur par l'accès aux crédits, prêts d'honneur et bourses, afin de leur permettre d'être financièrement indépendants et d'améliorer leurs possibilités d'emploi. Le troisième objectif est de favoriser le dialogue et la coopération entre les établissements scolaires et les communautés minoritaires par la présence, par exemple, de médiateurs culturels. Une aide financière peut être accordée à certains parents, à condition qu'ils soutiennent activement la fréquentation scolaire précoce de leurs enfants (3-6 ans). Des informations spécifiques sur les résultats obtenus en regard de ces objectifs ne pourront être fournies que dans les années à venir, la stratégie nationale étant encore dans une phase embryonnaire. Des informations détaillées figureront dans le prochain rapport.

478. En réponse à une question de la Présidente, le représentant de l'Italie explique que la stratégie répond non seulement aux engagements demandés à tous les États membres de l'UE mais s'appuie également sur l'engagement personnel du nouveau Ministre de la Coopération internationale et de l'Intégration, qui est reconnu mondialement pour ses connaissances et son expérience dans la matière.

479. Le représentant de l'Italie reconnaît, en réponse à une question du représentant de la Turquie sur les résultats obtenus, que ceux-ci ne sont pas suffisants, malgré les nombreux efforts engagés. La stratégie encourage donc de nouvelles approches, comme le fait de cibler les très jeunes enfants roms pour les habituer à aller à l'école. Des mesures d'incitation ont été prises et des voies sont explorées pour surmonter les différences entre l'identité collective des communautés minoritaires et la culture du pays d'accueil.

480. La représentante de la Lituanie estime que des progrès ont été réalisés et que le fait que la stratégie cherche activement à surmonter les obstacles montre que le Gouvernement italien traite la question de manière sérieuse.

481. Le représentant de la CES accueille également avec satisfaction la stratégie qui semble sérieuse et ambitieuse. Il demande si le contexte économique actuel de restrictions budgétaires constitue un obstacle à la mise en œuvre du programme.

482. Le représentant de l'Italie affirme que les régions ont reçu un soutien financier de l'État pour la mise en œuvre pratique des mesures. Elles ont également prélevé des taxes à cet effet et perçu des fonds européens et des aides émanant d'autres sources.

483. Le Comité prend note de tous ces éléments et engage le Gouvernement de l'Italie à fournir toutes informations utiles dans son prochain rapport et à rendre la situation conforme à la Charte sociale européenne.

CSER 17§2 RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA

Le Comité conclut que la situation de la République de Moldova n'est pas conforme à l'article 17§2 de la Charte aux motifs que :

- *il n'a pas été établi que les mesures prises pour augmenter le taux de scolarisation dans les écoles secondaires sont suffisantes ;*
- *il n'a pas été établi que les mesures prises pour augmenter le taux de scolarisation des groupes vulnérables sont suffisantes.*

Premier motif de non-conformité

484. Le Secrétariat rappelle avoir précédemment jugé la situation non conforme au regard de l'article 17§1. Toutes les questions concernant l'éducation étant désormais examinées sous l'angle de l'article 17§2, on peut considérer qu'il s'agit d'une conclusion renouvelée de non-conformité à l'égard de l'article 17§2.

485. La représentante de la République de Moldova déclare que, ainsi qu'il ressort des déclarations publiques du Premier Ministre, le Gouvernement actuel s'est engagé à réformer le système d'éducation. Plusieurs documents ont été rédigés en 2011, qui concernent pour la plupart la période 2011-2015, dans le cadre d'un plan d'action pour une réforme structurelle du système d'éducation destiné à pallier le faible taux de scolarisation. Un programme d'éducation inclusive a été élaboré pour la période 2011-2020, qui vise de nombreuses catégories d'enfants : enfants de familles défavorisées, enfants roms, enfants handicapés, enfants vivant dans des institutions, afin de mettre en œuvre une stratégie globale de développement de l'éducation. Le Gouvernement analyse la situation et entend obtenir des résultats qui figureront dans le prochain rapport. Des efforts ont déjà été engagés, tels que l'organisation de réunions régulières entre le comité mixte de l'enseignement et les collectivités locales afin de mettre en œuvre un certain nombre d'initiatives : visites aux familles, organisation de transports scolaires pour les élèves des villages isolés, etc. La République de Moldova continue à accorder une aide matérielle aux enfants de familles démunies et à encourager les parents à suivre la scolarité de leurs enfants. Diverses mesures ont également été prises pour améliorer la qualité de l'éducation, en particulier dans les zones rurales, par la formation des enseignants et l'amélioration

des programmes scolaires afin de les rendre plus attractifs. Selon l'Office national des statistiques, le taux brut de scolarisation s'élevait à 93,6 % pour l'année 2010-2011 et à 93,8 % pour 2011-2012. Il est à espérer que la stratégie et le plan d'action produiront encore davantage de résultats positifs d'ici la rédaction du prochain rapport.

486. Le représentant de la CES soulève la question du taux d'abandon scolaire qui avait été considéré comme étant lié à des problèmes matériels. En effet, les parents ne disposent souvent pas des ressources financières nécessaires pour permettre à leurs enfants d'aller à l'école et il demande si le Gouvernement a pris des mesures pour remédier à ce problème.

487. La représentante de la République de Moldova confirme que le Gouvernement continue à accorder une aide matérielle aux familles qui ne sont pas en mesure d'acheter des vêtements, du matériel scolaire, etc.

488. Le représentant de la Turquie se dit surpris de ce que le taux de scolarisation en République de Moldova, qui était de 85 % pour les garçons et de 89 % pour les filles dans l'enseignement secondaire, ait pu être jugé trop faible. Il demande au Secrétariat quel taux est jugé acceptable pour être conforme à la Charte sociale européenne.

489. Le Secrétariat répond que, bien que le CEDS n'ait pas fixé de seuil précis, il considère qu'un taux de 86 % n'est pas suffisant. Les chiffres fournis par la représentante de la République de Moldova pour 2011-2012, qui sont supérieurs à 90 %, pourraient être jugés suffisants par le CEDS dans sa prochaine appréciation de la situation.

490. En réponse à une question du représentant de la Turquie, la représentante de la République de Moldova déclare que l'instruction est obligatoire jusqu'à 16 ans.

491. Le Comité prend note de ces évolutions positives et engage le Gouvernement de la République de Moldova à continuer dans cette voie et à fournir toutes les informations utiles dans son prochain rapport.

Deuxième motif de non-conformité

492. La représentante de la République de Moldova a fourni par écrit les informations suivantes :

Scolarisation des enfants Rom

L'objectif principal du Ministère de l'Education dans le domaine de l'éducation des Roms :

- Attirer tous les enfants Roms dans le procès éducationnel ;
- Élaborer et mettre en œuvre le composant ethno-national (langue, culture et traditions des Roms).

Selon les données du dernier recensement (2004), 12 000 de Roms habitant dans la République de Moldova.

Il existe des problèmes avec l'évidence des enfants (âgés de 7-16 ans), qui doivent être couverts par la scolarisation obligatoire.

1) On n'a pas de données sur le nombre d'élèves Roms, car dans toutes les statistiques on a enlevé la rubrique – structure nationale.

2) La plupart des enfants-Roms sont inscrits comme moldaves.

3) Les Roms habitant dans une localité donnée n'ont pas toujours une résidence permanente et un document confirmant l'identité.

L'objectif principal du Ministère de l'éducation est d'assurer que tous les enfants Roms fréquentent les institutions d'enseignement préuniversitaire.

5 fois par l'année scolaire toutes les directions régionales/municipales d'enseignement fournissent les informations sur le niveau de scolarisation.

Au 30.05.12 – la scolarisation couvre – 44 élèves et 105 ont quitté leurs études durant le deuxième semestre: dont 17 enfants Roma ne sont pas venus à l'école durant l'année scolaire

2011-2012 et 4 abandonné leurs études pendant la période de printemps a des raisons suivantes :

- 11 sont parties avec leurs enfants ;
- dont 6 à cause de la situation matérielle ;
- 4 suite au refus des parents.

Tous les cas sont examinés par une commission spéciale crée dans les localités qui réunit les pédagogues, les travailleurs de la protection sociale et de la famille, les représentants des organes de l'intérieur.

Ayant comme but l'amélioration de la situation, des mesures suivantes sont entreprises :

- Les enfants Roma reçoivent gratuitement des manuels ;
- Les enfants Roma des classes 1-9 sont nourris gratuitement ;
- Vers le 1er septembre du fonds des institutions scolaires et des mairies un aide matériel (300-800 lei) est accordé pour l'acquisition des objets scolaires et des vêtements.

L'éducation ethno-nationale a été lancée.

Dans la v/ Hincesti a la base du Lycée Technique « Eminescu » un groupe est ouvert pour les enfants-Roma de différents âges (18 personnes) qui sont sous tutelle de 2 médiateurs sociaux Roma. Pendant les leçons qui ont lieu quelque fois par semaine, les enfants parlent, chantent dans leur langue maternelle, étudient les traditions de leur peuple.

Dans le Lycée Technique du village Mingir de la région Hincesti 1 médiateur social pendant les heures extrascolaires apprends à un groupe de 10 personnes la langue et les traditions des Roma.

Dans l'école maternelle du village Vulcanesti de la région Nisporeni dans 3 groupes on déroule des cours sur la terminologie de la langue des Roma.

Les plans d'enseignement pour l'année scolaire 2011-2012 sauf l'étude de l'objet obligatoire « Histoire, culture et traditions des peoples russe, ukrainien et bulgare » on a inclus « Histoire, culture et traditions des Roma » (heure par semaine).

A présent on fait élaborer le curriculum « Histoire, culture et traditions des ». Le groupe d'auteurs est composé de : représentant de l'Académie des Sciences de la République de Moldova, le chef et quelques représentants de l'organisation non-gouvernementale des Roma et le coordinateur – le Ministère de l'Education.

L'introduction de l'étude de la langue des Roma dans le programme scolaire obligatoire devient plus compliquée parce que dans chaque localité peuplée par les Roma la langue a ses particularités assez souvent très différentes. Les recherches supplémentaires sont nécessaires ainsi que la détermination de la norme littéraire de la langue des Roma pour concevoir le matériel didactique et introduire un objet obligatoire.

Le programme comprend également beaucoup d'événements dans les régions/localités peuplées par les Roma en coopération avec les autorités locales, qui nécessitent un financement supplémentaire.

CSER 17§2 RÉPUBLIQUE SLOVAQUE

Dans l'attente des informations demandées, le Comité conclut que la situation de la République slovaque n'est pas conforme à l'article 17 au motif que des enfants Roms sont surreprésentés dans les classes spéciales.

493. Le représentant de la République slovaque a fourni par écrit les informations suivantes :

As is mentioned in the Conclusions by the ECSR, in case of children from socially disadvantaged and vulnerable groups, access to education is secured systematically. Children belonging to vulnerable and socially disadvantaged groups are not enrolled in special schools, based on their social background. All children are enrolled in ordinary schools and follow

approved school curriculum, even though there are a lot of cases when parents of children from the disadvantaged groups want their children to be specifically placed in special schools.
There are numerous means by which the Slovak Republic helps children from disadvantaged groups with their education; many of them have already been mentioned in the report. New measures have been introduced by the newly adopted Strategy of the Slovak Republic for the integration of Roma up to 2020 which also introduces new mechanisms to improve the education of the members of the Roma minority.
To improve the education of the children from socially disadvantaged groups, an allowance for improving conditions for education and upbringing of these students is granted to the school founders under § 107 paragraph 4 of the Act 245/2008 (School Act).
Similar allowance and, on top of it, a motivational scholarship is available for children in the secondary education to ensure as high gross enrolment rate in the secondary education as possible.
Another important institution that ought to assist these students is the so called “zero year”. The minimum number of students per class in a zero year is 8, while maximum is 16. Per each child enrolled in the zero year the school will receive 200 % of the regular normative. For many teachers this is an important and meaningful tool when working with children from disadvantaged groups to catch up in social and cognitive area with children who are raised in normal environment so that they could eventually move into the education mainstream. Due to the fact that curriculum of the zero year is often created by dividing the curriculum of the first year into two school years (thus allowing for a more leisurely speed of tutoring), the students of the zero year usually form a homogenous class also in the first year and remain in the same class throughout their elementary school studies.
These pupils are also eligible for an allowance from the Ministry of Labour, Social Affairs and Family which takes the form of school lunches, school supplies, and also a motivation allowance for the child’s regular school attendance.
The Strategy of the Slovak Republic for the integration of Roma up to 2020 aims to improve the situation of the Roma children, for example, by:

- Increasing the participation of the Roma children in pre-primary education from approximately 18 % (in 2010) to 50 % by 2020, subject to broadening the capacity of the network of kindergartens and programs for education and upbringing of children of a preschool age in regions where the number of Roma steadily increases, including the implementation of programs targeting the improvement of cooperation with the parents, and the increase in the number of teacher’s assistants in pre-primary education.
- Creating diverse educational programs focused on supporting the individualized needs of the student; increase the inclusiveness of the educational system, increase the effectiveness of the system of social support of education, reevaluation of the system of funding the students from socially disadvantaged groups, establishing a permanent funding mechanism for supporting all-day educational and caretaking system in elementary schools with the proportion of socially disadvantaged students of more than 20 %, and ensuring conditions for supporting activities targeting work with families, applying comprehensive integration of gender sensitive and multicultural upbringing in elementary schools. Gradually establish conditions preventing teenage mothers to drop out of school prematurely.
- Improving the care of pedagogical staff and specialists and increase the proportion of teachers and specialists fluent in Romani (local community dialect).
- Exercising the right to education in a Romani language or to learning the Romani language, and supporting further development of identity using support for the use of Romani language on all levels of education; providing education for teachers of Romani language and literature and supporting further education of teachers teaching in the Romani language; preventing all forms of discrimination, racism, xenophobia, homophobia, anti-Semitism and other manifestations of intolerance; support for inter-ethnical and intercultural dialogue and understanding.

- Addressing problematic issues of education and upbringing in special schools and school facilities, including school consultancy and prevention services; improve the process of diagnostics and placement of children into the system of special education and remove the reason for unjust placement of children into this system; gradually eliminate the process of placing certain children to special schools and special classes in elementary schools, provide their mainstream education while increasing the number of teacher's assistants fluent in the Romani language. Create specific models of school inclusion for all types of disadvantaged children.

CSER 17§2 SUÈDE

Le Comité conclut que la situation en Suède n'est pas conforme à larticle 17§2 de la Charte au motif que les enfants en situation irrégulière sur son territoire ne jouissent pas d'un accès effectif à l'éducation.

494. La représentante de la Suède a fourni par écrit les informations suivantes :

Although children residing in Sweden without a permit do not have the formal right to education within the Swedish school system, schools are free to admit these children on a voluntary basis.
In addition, extending the formal right to education to children residing in Sweden without a permit has been the issue of two Government inquiries in recent years.
In May 2007 a report was presented by the Inquiry on schooling for children in families who have gone into hiding to avoid the enforcement of a refusal-of-entry or expulsion (SOU 2007:34). The committee proposed that legislation, be introduced to give these children the right to education in the school system for children and young people on basically the same terms as children and young people on basically the same terms as children resident in Sweden.
The Government concluded that the mandate given to the Inquiry had been to narrow. This had led to a proposal that excluded a number of children from the right to education. Primarily, the proposal did not include children who have arrived in Sweden without applying for residence permit. Because of this a new Inquiry was given the task of supplementing the earlier proposal so that all children residing in Sweden without a permit would have the right to education. The Inquiry presented its proposals in 2012 (SOU 2010:5).
The Inquiry proposed that all children residing in Sweden without a permit should be given the right to education, unless they could be expected to stay in the country for only a short period of time. Children residing in Sweden without a permit were proposed to have basically the same right to education as children residing legally in the country.
As part of a political agreement between the Government and the Swedish Green Party on issues concerning migration, the Government in 2011 announced that the right to education is to be extended based on the proposals of the latest Inquiry. A proposal is currently being formulated within the Government offices.

CSER 17§2 TURQUIE

Le Comité conclut que la situation de la Turquie n'est pas conforme à l'article 17§2 de la Charte au motif que les enfants en situation irrégulière sur son territoire ne jouissent pas d'un accès effectif à l'éducation.

495. Le représentant de la Turquie a fourni par écrit les informations suivantes :

In accordance with the Passport Law No. 5682 and the Law on the Residence and Travels of Foreigners in Turkey No. 5683, foreigners who entered Turkey illegally have to be exiled from the country. If foreigners in this situation have a passport or a travel document, they are being exiled immediately. Those who don't own a document, have to contact diplomatic representatives as soon as possible in order to get their documents.
Illegal immigrants are situated in Turkey through violating the law. Giving these persons residence for any reason would interrupt the fight against illegal migration and mean the break of our law, which would lead to a wrong perception of encouraging the breach. Moreover this practice is also the same in EU countries.
However foreigners who entered Turkey legally but got in an unlawfully situation in some way, are given residence permit so that they do not lag behind from their education.
Besides, in accordance with Article 2 of the Law of Primary Education and Education No. 222, since primary education is obligatory for children aged 6-14, governorships are providing that children (in educational age) of foreigners, who applied for asylum and refugee, can reach education opportunities. A notification is made for this.
There is no obstacle, problem or a different practice at accessing educational facilities for children of persons who applied for asylum and refugee and for persons with refugee or asylum seeker status.
However, children of tourists and irregular migrants have not the right for education in Turkey. Because both of them do not intent to stay long time and plan a future in Turkey. Besides, obliging persons who stay temporary in the country to obligatory education would mean injustice and hardship for them. Because first of all you would have to teach them the language and then the culture and life of the country they are situated. These persons don't have that much time and even if they stay a long time (illegally) they will become estranged to their own country, people and culture when they have returned.
If persons who came illegally to Turkey to live and settle or who came in a legal way but got into a illegal status after, are in educational age, they get a residence status at first. Then they get the chance for education. Unaccompanied minors are getting settled to dormitories by the Ministry of Family and Social Policies. Their educational situation is under the control of the dormitory administration.
Refugees and asylum seekers' children at educational age have also the right for education if they've been given a residence for one year. Currently there are totally 1275 asylum seekers being educated from which 1128 are in primary education, 142 in secondary education and 5 in higher education.
L'une des bases des dispositions de l'article 2, alinéas (a) et (b), intitulé « les conditions requises pour l'acceptation-enregistrement » du Règlement de la Direction générale de l'enseignement secondaire du 16/08/2010 prévoyant la possession d'un titre de séjour ou de travail par les enfants migrants ou par leurs parents pour l'accès à l'enseignement est le Règlement des équivalences du Ministère de l'Éducation nationale. En effet, il y est exigé les conditions de résidence et de travail pour les procédures de l'équivalence. Les travaux pour l'amendement du Règlement en question visant à supprimer ladite condition afin de faciliter l'accès à l'éducation est au point d'être terminé. Après cet amendement, les modifications nécessaires seront faites en ce sens dans les dispositions concernées.

Article 19§1 – Aide et information sur les migrations

CSER 19§1 CHYPRE

Le Comité conclut que la situation de Chypre n'est pas conforme à l'article 19§1 de la Charte au motif qu'il n'est pas établi que des mesures appropriées ont été prises contre la propagande trompeuse en matière d'émigration et d'immigration.

496. La représentante de Chypre a fourni par écrit les informations suivantes :

On the 13th October 2010, the Council of Ministers approved the first National Action Plan 2010-2012 for the Integration of Third Country Nationals Legally Residing in Cyprus. It covers all migrants (TCNs) legally residing in Cyprus including refugees, beneficiaries of subsidiary protection and to some extent asylum seekers.
The Action Plan 2010-2012 was prepared by the Experts Committee for the Integration of migrants (which was approved by the Council of Ministers in March 2007), after consultation with all relevant stakeholders, social partners and NGOs in a workshop organized by the Ministry of Interior in June 2010.
The 8 Priority Pillars included in the national Action Plan 2010-2012 cover most of the fundamental aspects of integration, EU Directives and good practices, the 11 Common Basic Principles for the integration of migrants, the Common Agenda for Integration, the Stockholm Programme and the Pact for Migration and Asylum. The 8 Priority Pillars are the following:
1. Information – Services – Transparency;
2. Employment;
3. Education – Learning the language;
4. Health;
5. Housing – improving the quality of life, social protection and interaction;
6. Learning the Culture – civic participation, basic knowledge of the political and social life in Cyprus;
7. Participation;
8. Evaluation.
The Ministry of Interior is the relevant Government Authority for the implementation of the Action Plan for the Integration of Immigrants who are Legally Residing in Cyprus. Officers of the Ministry of Interior are participating in all EU bodies related to actions on the integration of migrants, as well as in the most important International Organisations. Moreover, within the framework of the Cyprus Presidency of the EU Council, the Ministry of Interior is organizing on the 20th of November 2012 an EU Experts' Conference on Integration of Immigrants.

CSER 19§1 ITALIE

Le Comité conclut que la situation de l'Italie n'est pas conforme à l'article 19§1 de la Charte au motif de la propagande raciste trompeuse à l'encontre des migrants Roms et Sintis, qui est indirectement tolérée ou qui émane directement des autorités publiques.

497. La représentante de l'Italie a fourni par écrit les informations suivantes :

The stigmatisation of a few ethnic or social groups has always been a source of concern for the central Government and local authorities in Italy.
Italian lawmakers intended to provide foreign citizens who are victims of discrimination with a preferential form of treatment, even before Community directive EC 2000/43 was adopted; they introduced a special procedure according to art. 44 of legislative decree No. 286/1998. This special procedure was immediately reiterated by art. 4 of legislative decree No. 215/2003 as a primary form of protection.
The aim of this instrument is providing an ad hoc civil jurisdictional protection, which is both immediate and effective, in cases of violations of fundamental rights caused by discriminatory behaviours; the instrument is based on the pattern of the precautionary procedure and it makes it possible to remove the discrimination and to sentence the respondent to moral damages compensation, following a full trial confirming that the actual violation of the right did occur.

The civil action in a case of racial discrimination as envisaged by the above mentioned art. 44, par. 2 of legislative decree No. 286/1998 starts with the lodging of a petition, including personally by the applicant, at the office of the clerk of the Court in the place where the applicant has his/her domicile. The civil action is subdivided in a preliminary summary phase and in a subsequent full trial, which starts upon the adoption of the precautionary measure of either acceptance or rejection of the application. The full trial phase ends with a sentence. In these types of cases, the Ordinary (Civil) Judicial Authority retains its competence even when the discriminatory behavior is connected with the issuing of an administrative document. In such cases the Ordinary (Civil) Judge is entitled to order that the discriminatory act is removed, provided he is convinced that the discrimination actually exists.
UNAR has effectively intervened in all possible jurisdictional spheres. First of all, as UNAR has no standing to litigate, the relations with associations and bodies entitled to act in the name and on behalf or in support of discrimination victims were strengthened (art. 5 legislative decree No. 215 of 9.7.2003).
Furthermore, UNAR has started a fruitful cooperation with legal professionals to favour the access of victims to the civil action; to this end UNAR signed many memoranda of understanding with well-known associations of professionals in order to provide free legal aid to victims.
In connection with the Observatories on discrimination envisaged by art. 44, par. 12 of legislative decree No. 286/98, it is worth mentioning that thanks to the constant activity carried out by UNAR, the results in this sector have been extremely favourable in the last year.
In the years 2009 and 2010 UNAR initiated an organic system of interventions including guidelines, training pathways and strategic proposals aimed at the promotion and coordination of the Centres for the Observation, Information and Legal Assistance to foreigners who are victims of discrimination for racial, ethnic, national or religious reasons.
The final objective is achieving a governance of a Network of Territorial Antennas, based on public/private partnerships, promoted at regional and local level to spread the culture of non-discrimination.
As far as the situation of the Roma and Sinti in Italy is concerned, it is worth mentioning a synthesis of the initiatives taken in order to guarantee the respect of the fundamental rights of this population in terms of both the prevention and the fight of discrimination and in connection with the carrying out of awareness raising campaigns aimed at countering the most common prejudices and stereotypes.
The study of racial discrimination cases reported to the Contact Center of UNAR made it possible to focus the activity of UNAR towards the problems affecting Roma, Sinti and Travellers, as they have increased over the last few years and essentially referred to education and housing – two sectors in which the needs of these populations can be perceived. In some cases UNAR has given a decisive contribution towards the elimination of an unequal treatment; in other cases, as the facts reported to UNAR suggested that a crime might have been committed, UNAR reported them to the competent Judicial Authority, as it considered that no other type of intervention was possible.
The following interventions of UNAR are particularly important: removal of discriminatory measures or of administrative practices violating the principle of equal treatment.
In the framework of the National Strategic Framework of the Structural Funds for the period 2007-2013, the Department of Equal Opportunities has drawn up action plans that envisage structural interventions in favour of the Roma communities through ESF and ERDF Funds, which were agreed upon by the competent Managing Authorities.
As far as awareness raising is concerned, an important project launched by UNAR in 2010, which also continued in 2011, is the campaign “Dosta” promoted by the Council of Europe and aimed at the fight against prejudices and stereotypes against Roma and Sinti, the campaign implemented a global strategy based on interaction and mutual knowledge.

The campaign included initiatives addressing the general public at national level (media campaigns and national prizes), while awareness raising events addressing specific groups (journalists, local authorities, schools, young people) have been organized at local level.
Furthermore, it is worth mentioning that the Italian legal system includes specific criminal provisions aimed at countering racist and xenophobic expressions, including expressions of thoughts aimed at disseminating ideas based on racial or ethnic superiority or hatred as well as aimed at the incitement to commit acts involving discrimination or violence for racial, ethnic and religious reasons.
The present criminal regulatory system of racial and ethnic discrimination is laid down by Law No. 654 of 13 October 1975 which ratifies and implements the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination of 1966, with subsequent modifications (the so called Mancino Law No. 205 of 25 June 1993 and law No. 85 of 24 February 2006).
In addition to the above mentioned crimes, these provisions sanction the establishment of organizations, associations, movements or groups which pursue the incitement to discrimination or violence for racial, ethnic or religious reasons; furthermore they envisage a special circumstance of aggravation for all crimes committed with a view to discrimination or racial hatred.
The competent Judicial Authorities have passed judgments concerning events of xenophobic intolerance connected with well-known political representatives; one of them was sentenced to the payment of a fine and was forbidden to participate in public rallies for three years on account of the disparaging words he used against migrants; furthermore in 2009 the Court of Cassation finally confirmed the sentence to two months of imprisonment, suspended sentence, against a regional councilor because of the crime of racist propaganda.
On 13 May 2012 the Judge of Milan Tribunal convicted two political parties of discrimination because they put up posters and made declarations during the electoral campaign, in which they warned against the risk that the city might be turned into a “Town of Gypsies” (Zingaropoli in Italian) in case their political opponent should win. In his verdict the Judge stated the following: “The seriously offensive and humiliating meaning of these declarations is clear; their effect not only violates the dignity of Sinti and Roma ethnic groups, but also favours an intimidating and hostile attitude towards them”.
The protection of human rights and the fight against all forms of discrimination and inhuman and degrading treatment count among the most outstanding items covered during the training of members of the National Police.
The Italian National Police, in partnership with some NGO’s active in connection with the promotion and the protection of human rights, is participating in a project financed by the European Commission aimed at stepping up the respect of human rights and the fight against all forms of discrimination within the police forces of the involved Countries (Italy, Spain, Ireland, Sweden and Cyprus). In Italy the project has resulted in the drawing up of a handbook entitled “The Police Services in a Multicultural Society”. The volume includes, among others, many practical cases and life experiences as well as considerations on persons belonging to minority ethnic groups, in particular the Chinese, the Roma and the Nigerians. The handbook is intended for National Police officials who have a responsibility in managing and evaluating the work of staff members as well as for those having responsibilities, at various levels, in connection with the training and re-training of staff members.
On 2 September 2010, the Observatory for the Security against Discriminatory Acts (OSCAD) was set up; it is presided over by the Vice Director General of Public Security ; its aim is receiving reports from institutions, associations or private citizens concerning acts of discrimination committed against individuals belonging to minorities, initiating targeted interventions on the territory, to monitor the progress of complaints, to summon the representatives of the involved minorities and the representatives of police forces, to train staff members, to ease and promote communication between citizens who were discriminated against and the security system and to favour the connections with the public or private

institutions dealing with discrimination acts (particularly with UNAR, the Office for the Promotion of Equal Treatment and the Elimination of Discrimination based on one's Race and Ethnic Origin).

CSER 19§1 SLOVÉNIE

Le Comité conclut que la situation de la Slovénie n'est pas conforme à l'article 19§1 de la Charte au motif qu'il n'est pas établi que les autorités slovènes aient pris des mesures appropriées contre la propagande trompeuse en matière d'émigration et d'immigration.

498. La représentante de la Slovénie a fourni par écrit les informations suivantes :

Change in policy and the legal framework

The entry and residence of aliens in the Republic of Slovenia is governed by the new Aliens Act, which was adopted on 27 July 2012 and complies with the relevant EU legislation, such as the recently adopted directives on migration policy and other international treaties and agreements. The new Aliens Act brings the Republic of Slovenia even closer to the realisation of international standards of fair and equal treatment of migrant workers and their families and the prevention of all forms of discrimination, especially based on ethnic origin, gender, religion or race. The new legislation on aliens stipulates higher standards in dealing with aliens and their families in fact-finding procedures, with special emphasis on ensuring the protection of human rights for the most vulnerable groups, such as victims of trafficking in human beings, especially women, victims of illegal employment and children or unaccompanied minors. The new Aliens Act also reduces administrative barriers and establishes more efficient and fairer appeal procedures and procedures for the return and deportation of aliens illegally residing in the Republic of Slovenia.

Free services and information for migrant workers

As stated in the report of the Republic of Slovenia on the implementation of Article 19 of the European Social Charter as of December 2010, the Ministry of the Interior of the Republic of Slovenia annually organises educational programmes on communication skills and intercultural dialogue. The programmes are intended for employees in the public administration, the employment service and social work centres.

As regards accessibility of information to foreigners who wish to enter and reside in the Republic of Slovenia, the Ministry of the Interior already mentioned in its December 2010 report that since 2009, all the required information for foreigners is available from various sources, e.g. from the Ministry's official website (www.mnz.gov.si), from a special internet portal for foreigners which is available in six foreign languages (www.infotujci.si), from special brochures that are available at administrative units in 11 different languages, at diplomatic and consular missions of the Republic of Slovenia abroad, at social work centres, employment service offices, non-governmental organisations and various associations.

Measures against misleading propaganda relating to emigration and imigration

Regarding measures against misleading propaganda relating to emigration and immigration, which indicate necessity of action to provide for proper police conduct, please take the fact that all the police officers took part in special training related to police ethics and deontology as an addition to training in this field being part of basic police training and education. Monitoring of police conduct one of basic police supervision duties and it is performed by right to appeal against police conduct, monitoring and guidance related to performance of police hierarchy. Cases of alleged misconduct are dealt accordingly.

Among the measures to counter misleading propaganda relating to emigration from, and immigration to, the Republic of Slovenia, the Ministry of the Interior, in cooperation with the European Fund for the Integration of Third-Country Nationals, financed a project entitled Raising

the Awareness of Employees on the Importance of the Integration of Third-Country Nationals into Slovenian Society; the main aim of the project is to inform employees on the possibility of including employed third-country nationals in integration programmes, on the added value that these programmes offer to employees, and to study the possibility of employers cooperating in the process of integrating third-country nationals into Slovenian society. The project was organised in the form of various modules that focused on the legal and formal aspects of employing third-country nationals, the existing infrastructure for integrating third-country nationals, the prevention of discrimination in the labour market, active citizenship and the integration of employed third-country nationals and intercultural competency. The project constitutes a new and topical approach of the Republic of Slovenia to facilitating the active integration of third-country nationals into Slovenian society, i.e. through employers, as it simultaneously activates employers to recognise the positive aspects of integrating third-country nationals into Slovenian society and motivates employed third-country nationals to be included in integration programmes. With the help of the European Fund for the Integration of Third-Country Nationals, the Ministry of the Interior also finances programmes facilitating the social integration of female third-country nationals, with a special emphasis on integration in the labour market.

CSER 19§1 TURQUIE

Le Comité conclut que la situation de la Turquie n'est pas conforme à l'article 19§1 de la Charte aux motifs :

- *qu'il n'a pas été établi que des services gratuits soient proposés aux travailleurs migrants pour obtenir des informations ;*
- *qu'il n'a pas été établi que des mesures contre la propagande trompeuse en matière d'émigration et d'immigration aient été prises.*

Premier et deuxième motifs de non-conformité

499. Le représentant de la Turquie a fourni par écrit les informations suivantes :

Yurt-Danış Bürosu (Home-Info Office)
Home-Info Office was established in 2001, within the administrative organisation of the General Directorate of External Relations and Services for Workers Abroad of the Ministry of Labour and Social Security to provide services, for the Turkish citizens who are still living abroad but temporarily staying in Turkey, and the Turkish citizens who have returned Turkey permanently and the members of their families.

Those citizens can apply to Home-Info Office either in person, by phone, fax or by e-mail to receive information and inquire about the solutions to the problems they encounter as well as issues concerning the labour and social security are enlisted below:
a) Of the foreign countries:
- Residence and work permits;
- Family unification;
- Sickness insurance;
- Industrial accidents and occupational diseases;
- Child benefits and family benefits;
- Recruitment and leaving employment;
- Unemployment insurance;
- Vocational education, career development, change of occupation;
- Legislation regarding retirement;

b) Rights arising from international law;
c) Issues caused by integration to the societies they live in.

The citizens who apply to Home-Info Office receive information from the experts who have foreign language skills, their questions on several issues are replied, their documents written in foreign languages are examined, they are informed on their rights, their petitions are typed if appropriate, they receive help on the issues which fall under the responsibility of the Ministry of Labour and Social Security and regarding other issues, they are guided to the competent persons and organisations that can help them. 796 by phone and 608 in person out of a total of 1,404 applications were made to the Home Info Office in 2010. The total number of applications was 1,679, 1,081 of which were by phone and 598 of which were in person in 2011.
An Annual Report that includes quantitative data regarding Turkish citizens working abroad, the services provided to them and the detailed information on the changes in relevant legislation concerning them is published by the Ministry of Labour and Social Security every year.

Providing services to the Turkish citizens both living abroad and permanent returnees through the web site published by the General Directorate of External Relations and Services for Workers Abroad to enable them to have access to more detailed and updated information more quickly is being carried out. 23 Attaché's offices and 15 Consultancies (in addition, two consultancies in the presence of EU and UN, one for each) provide services to the Turkish citizens abroad to help them to solve the issues they encounter regarding their working lives, social security, family unification/starting, residence fees/documents, recent integration approaches and tax applications, together with the competent authorities of the countries where they live in and better benefit from the rights and services they are entitled to. The foreign representatives, the staff of which is fluent in at least one foreign language, having good knowledge of both Turkish legislation and the legislation of the country where they are appointed to, expertise in International Law (Immigration Law), wide experience in the subjects of UN, CoE, ILO and OECD, are as follows: Germany (1 Consultancy, 13 Attaché's offices), France (1 Consultancy, 2 Attaché's offices), the Netherlands (1 Consultancy, 2 Attache's offices), Austria (1 Consultancy, 2 Attaché's offices), Switzerland (2 Consultancies, one of them before the UN, 1 Attaché's office), Belgium (2 Consultancies, one of them before the EU), Saudi Arabia (1 Consultancy, 1 Attaché's office), Denmark (1 Consultancy), Sweden (1 Consultancy), Australia (1 Consultancy), Kuwait (1 Consultancy), Libya (1 Consultancy), Turkmenistan (1 Consultancy), Azerbaijan (1 Consultancy), Kazakhstan (1 Consultancy), Turkish Republic of Northern Cyprus (1 Consultancy) and United Kingdom (1 Attaché's office).
Along with the nationals of Turkey, foreigners who want to work in Turkey or who had worked in Turkey and returned to their countries also can benefit from the services of the foreign representatives of the Ministry. They can gather information about following issues (preferably in their own language):

- Legal legislation of Turkey;
- Application process for work and residence permit;
- Issues related to social security;
- Their rights related to their previous work in Turkey.

As per Article 19§1 of the Charter that envisages providing free services and information for the migrant workers, there are detailed information and explanation about the formalities related to the work permit application of migrant workers and national legislation in the website of the Ministry of Labour and Social Security (www.yabancicalismaizni.gov.tr). The website, which has been designed in line with the languages of the migrant workers applying officially for work permit in Turkey, offers service in English, Russian, Arabic and Chinese together with Turkish.
On the other hand, the experts working in ALO 170 service (the call centre of the Ministry of Labour and Social Security) provide free, instant and exact information on the frequently asked

questions to the workers willing to come Turkey as migrants, specifically on the issues such as the social security and trade union rights of foreigners, information on the access to social and medical services, etc.

Besides, legally employed migrant workers enjoy on an equal basis with the Turkish citizens from the services of Turkish Employment Agency such as providing information, guidance and consultancy services, placement and occupational training. The legal and administrative regulations do not have any limitation for migrants regarding the presentation of these services.

There is ongoing cooperation with the countries of origin, transit and destination for preventing illegal migration. One of the most important instruments in this regards is readmission agreements. Furthermore, in order to inform and raise the awareness of the persons vulnerable in terms of illegal human trafficking and to save the victims of this crime, banners, pamphlets, hand books, free and easily accessible telephone lines (155,156, 157 etc.) are being used for (beginning from entrance point).

The measures taken in order to prevent smuggling of migrants and to fight against illegal migration are as follows:

- In line with the results of analyses on the methods of migrants' and smugglers' illegal entrance into our country, the investigations in the maritime and land borders are being intensified. The staff employed in passport and document control departments are being trained on the issue of identification of forged documents. The samples of the official documents of countries are sent to border gates in order to make it possible to efficiently check the originality of the documents used by comparing them.
- The surveys on the domestic routes of the illegal migrants and smugglers are also being made, and necessary measures are being taken accordingly.
- In the events of instant illegal transition into/from our country, coordination and intelligence sharing with the related countries' border units is ensured. The personnel employed in these areas are informed about up-to-date developments with the help of on-the-job-trainings activities.
- Repatriation Centres are established in order to keep a close watch on the detained illegal migrants until they are being deported.
- In order to prevent illegal migration originated from our country by bottoming out illegal entries and exits, the measures taken in land, maritime and airport borders are intensified and the staff working in these departments together with the staff of the foreigners and passport branches are trained in advanced specialization training programs.
- In addition to the legal reforms, 873,576 illegal migrants have been detained between the years 1995-2011 thanks to the efforts of the law enforcement officers and 12,074 smugglers have been brought in to court between the years 1998-2011 as a result of operations against illegal human trafficking organizations.

Article 19§3 – Collaboration entre les services sociaux des états d'émigration et d'immigration

CSER 19§3 SLOVÉNIE

Le Comité conclut que la situation de la Slovénie n'est pas conforme à l'article 19§3 de la Charte au motif qu'il n'est pas établi que la collaboration entre services sociaux, publics et privés, des pays d'émigration et d'immigration ait été promue.

500. La représentante de la Slovénie a fourni par écrit les informations suivantes :

In the beginning we would like to highlight that the issue of migration in Slovenia is an interministerial topic. All the ministries and other institutions dealing with migration from any of its perspectives (Ministry of Interior, Ministry of Foreign Affairs, Ministry of Labour, Family and Social Affairs, Ministry of Education, Science, Culture and Sport, Office for Slovenians Abroad,

etc) work closely with corporate partners who have an interest in the field of migration. This commonly includes a number of non-governmental organisations, agencies and international organisations such as the International Organisation for Migration. In case these are contacted by the migrant workers they offer advice in terms of directing them to the responsible institutions, either governmental or non-governmental in the country of immigration or emigration.

In addition, the Ministry of Interior has taken a number of steps to ensure that people have access to the facts about migration, life in Slovenia and the terms on which they can come to Slovenia. For example, the Ministry of Interior has prepared special brochures with relevant information to foreigners who wish to enter and reside in the Republic of Slovenia, which are available in 11 languages at administrative units, at diplomatic and consular missions of the Republic of Slovenia abroad, at social work centres, employment service offices, non-governmental organisations and various associations. This material which is also available online serves to inform migrants about the support available to them in the Republic of Slovenia and their legal rights to assistance and various other forms of protection.

Among others, this brochure includes information on free legal aid. Free legal aid is regulated by the Free Legal Aid Act. The purpose of the free legal aid is to extend the right to the judicial protection according to the principle of equality, considering the social situation of the person who, without detriment to their livelihood and the livelihood of their family, could not exercise this right. Free legal aid means the right of the claimant to the whole or partial providing of funds for the coverage of expenses for legal aid and exemption of costs of court proceedings. In practice this means the cost of legal advice, legal representation before the general courts, special courts, the Constitutional Court of the Republic of Slovenia and before all authorities, institutions or persons in the Republic of Slovenia that are responsible for the extrajudicial settlement of conflicts and exemption of court proceeding costs. **The beneficiaries** of the free legal aid are persons who, when considering their financial position and the position of their family,would not be able to cover the costs of the proceeding on their own without compromising their financialpositionandthe position of their family. Thus free legal aid is granted to persons whose average monthly income per family member does not exceed 2 times the basic amount of the minimum income. **Application** for the grant of legal aid is made through a prescribed form, to which relevant documents have to be added, at the District Court, Labour Court or Administrative Court in which the applicant has a permanent or temporary residence. The application for legal aid can be obtained at specialist services for free legal aid and in bookshops. On the basis of the application, the competent authority decides on the eligibility for the free legal aid with a written order, which is handed in to the applicant. Legal aid is carried out by lawyers who are registered under the Attorneys Act in the directory of lawyers and law firms (establishe by the Attorneys Act Law),and byn otaries for matters which are performed under the Notary Act.

On the basis of regulations of the coordination of social security systems in the EU, much attention is paid to the co-operation of competent authorities of the Member States. The EU competent authorities and liaison bodies communicate with each other by using U-series portable documents and U-series paper structured electronic documents which provide in all offical EU languages the information necessary to identify and confirm the person's entitlement to unemployment benefits and enable transfer of entitlement to unemployment benefits to other member states for a limited period of time. The plan for the future is a transition to the electronic exchange of data. With a view to modernising and facilitating the cooperation procedures of competent authorities of the member states and speeding-up the procedure of examination of applications for social insurance benefits, the new regulation provides for a replacement of paper U-forms with the structured electronic documents, i.e. a transition to the electronic exchange of information which is planned to be operational by 1st May 2014.

In the field of EU social security coordination (issuing <u>and</u> retreiving U1/E301 forms from other liaison bodies, granting and receiving grants tp export of entitlement to unemployment benefits)

the Employment Service of Slovenia has dealt with 824 cases in 2010 and with 1.382 cases in 2011 alltogether. In the first half-year of 2012 the Employment Service of Slovenia has issued 284 U1 forms for persons employed in Slovenia and granted 11 exports of unemployment benefits from Slovenia to other member states.

In the field of international treaties on social security Slovenia has signed with Croatia, Bosnia and Herzegovina, Serbia and Macedonia, the Employment Service of Slovenia has dealt with 1.397 cases in 2010 and with 1.669 cases in 2011 alltogether.

All cases regarding EU social security coordination and international treaties are processed in the Central Office of the Employment Service of Slovenia.

The Employment Service of Slovenia is the competent institution implementing the so-called Regulations on modernised coordination (Regulation (EC) 883/2004 and Regulation (EC) 987/2009) in the unemployment field, providing unemployment benefits to migrant workers who have last been employed in other EU or EEA member states or Switzerland, thus promoting the right of migrant workers to freely move, look for employment and work in all member states as well as their right to social security. The Employment Service of Slovenia cooperates with other respective institutions of foreign states as well as international organisations.

The Employment Service of Slovenia is also a part of the European Employment Services (EURES) network, providing information, advice and job-matching services for the benefit of migrant workers and employers in all EU or EEA member states and Switzerland. Currently, the Employment Service of Slovenia has five EURES advisors which provide migrant workers with more detailed information on vacancies in other member states, working and living conditions and labour market situation in other member states, free movement of workers and employment procedures in other member states, possibilities for education and vocational training in other member states, the EURES network and other advisors, as well as basic information on social security systems in other member states. The contact with EURES advisors working in follows a regional principle and is possible personally, via phone or e-mail and also through the electronic services of The European Job Mobility Portal.

The Employment Service of Slovenia also acts as a liaison body ensuring implementation of the Regulations on modernised coordination and international treaties on social security signed with non EU member states. As a liaison body the Employment Service of Slovenia provides through it's Central Office the U-series documents allowing persons last working in Slovenia to claim unemployment benefits in other EU or EEA member states countries or Switzerland and provides migrant workers with necessary information about procedures and rights of persons under the Regulations on modernised coordination. The Employment Service of Slovenia is also responsible for granting export of entitlement to unemployment benefits to workers seeking for employment in other member states and granting unemployment benefits to migrant workers returning to Slovenia after work in other member states. Under international treaties on social security Slovenia has signed with Croatia, Bosnia and Herzegovina, Serbia, Macedonia and Montenegro, the Employment Service of Slovenia collects data about migrant workers employment in the above mentioned states which increases social security of migrant workers coming from these states, since periods of employment in these states need to be added to periods of employment completed in Slovenia, thus providing for a longer entitlement to unemployment benefits under Slovenian legislation, and reciprocally communicates to liaison bodies in the above mentioned states data about migrant workers employment in Slovenia.

The Employment Service of Slovenia provides assistance to migrant workers coming from third states by establishing since October 2010 a Info Point for Foreigners project in Ljubljana which is also operating through The Employment Service of Slovenia's Regional Offices. The goal of the Info Point for Foreigners project is to prevent exploitation and discrimination of third-state migrant workers, protect their social security rights during unemployment and increase accessibility to their new employment and competition value. The Info Point for Foreigners works in close connection and cooperates with responsible state institutions in Slovenia, non-

governmental organisations and foreign social security institutions in the field of migrant workers and their families. So far the Info Point for Foreigners has had contact with migrant workers and has responded by providing counseling or information about work permits, residential permits, social security, job seeking, taxes and education in Slovenia in a total 33.628 cases until 1. October 2012.

The Central Unit for Parental Protection and Family Benefits (hereinafter CU) is authorised to determine first-level rights of EU citizens for insurance for parental protection and rights to family benefits and for the implementation of Regulation (EEC) No 1408/71 on the application of social security schemes to employed persons, self-employed persons and their families moving within the Community, and Regulation (EEC) No 574/72 on fixing the procedure for implementing Regulation (EEC) No 1408/71 on the application of social security schemes to employed persons, self-employed persons and their families moving within the Community. CU is cooperating with several institutions via e-mail and is even in regular contact with some of these. This enables CU to resolve a certain matter or situation rapidly. In cases when the CU does not receive feedback from a competent institution, or in order to obtain data more quickly, the CU contacts the client directly, who then helps to attain required information.

At the international level, the Labour Inspectorate of the RS cooperates with other bodies through two systems: IMI and CIRCA.

CIRCA is an extranet tool developed within the framework of the European Commission's IDA programme, and is adjusted to the needs of public administrations. It enables a certain community (e.g. committee, working group, project group, etc.), which is geographically dispersed all over Europe (or even outside Europe), to maintain a private space on the Internet where members can exchange information, documents and participate in discussion forums. With the aid of this tool, the Labour Inspectorate of the RS communicates with other labour inspectorates and accesses files which are stored in the library. CIRCA is primarily used in the area of safety and health at work.

The IMI system (internal market information) is a safe web application which enables rapid and simple mutual **communication** between **national, regional** and **local bodies**. The IMI system enables the **search for suitable bodies** in another state and mutual cooperation. The competent EU bodies, which work with workers seconded abroad, were able to start sending information in the pilot phase of the IMI system on 16 May 2011. In March 2011, the EU Council adopted decisions which confirmed the beginning of the pilot phase of the application of the IMI system relating to the **Directive concerning the posting of workers in the framework of the provision of services** (96/71/EC). Although it is in the pilot phase, the system is fully functional. We emphasise that, according to Directive 96/71/EC, the IMI system for posted workers can be used only for inquiries which relate to specific cases; the system does not permit requests for general information or data excluded from the aforementioned Directive. The Labour Inspectorate of the RS primarily communicates though the IMI system with inspectorates from the EU Member States responsible for labour.

Article 19§4 – Egalité en matière d'emploi, de droit syndical et de logement

CSER 19§4 CHYPRE

Le Comité conclut que la situation de Chypre n'est pas conforme à l'article 19§4 de la Charte au motif qu'il n'est pas établi qu'aux travailleurs migrants est garanti un traitement non moins favorable qu'aux nationaux en ce qui concerne :

- *la rémunération et les autres conditions d'emploi et de travail ;*
- *l'affiliation aux organisations syndicales et la jouissance des avantages offerts par les conventions collectives ;*
- *l'accès au logement.*

Premier, deuxième et troisième motifs de non-conformité

501. La représentante de Chypre a fourni par écrit les informations suivantes :

Remuneration, employment and other working conditions

The legislative framework, as well as the policy designed in the field of employment of foreign workers is based on the principle of the equality of treatment as regards terms and conditions of employment between Cypriot citizens and foreign workers.

For the third country nationals holders of work permit for specific post and specific employer, the equality of treatment is being ensured through the model contract of employment that a third country national has to sign upon his arrival in the country. The contract is prepared according to the principle of the equality of treatment between Cypriot citizens and foreign workers and each employer is responsible for its implementation. In case of violation of the contract of employment by the employer he is liable to sanctions including prohibition to re-employ foreign workers.

The workers´ unions are engaged in both the adoption and the implementation of the policy on employment of third country nationals.

European citizens and third country nationals who have the right to stay and work in Cyprus because of their status, such as persons married with Cypriots or EU citizens, persons with permanent stay permits, refugees, etc, enjoy full access to the labour market and have the same rights as Cypriot citizens.

Membership of trade unions, enjoyment of the benefits of collective bargaining

As regards the right to actively participate in unions and specifically in employment negotiations, foreign workers enjoy equal rights with Cypriot citizens. Moreover, each union has a specific department responsible to manage the employment issues of foreign workers and also, a number of foreign workers are employed by workers´ unions in an effort to assist specific groups of workers.

Access to housing

With regards to accommodation facilities of the third country nationals, holders of work permit for specific post and specific employer, their provisions are defined by the basic criteria for the employment of third country nationals according to which each employer is obliged to offer suitable accommodation to the foreign worker and in this case the employer is allowed to deduct up to 10 % from the employees' wages.

Cyprus provides some Housing Schemes to Cypriot Citizens (mostly to persons displaced from the occupied area of Cyprus which is not under the effective control of the Government of the Republic of Cyprus) and EU Nationals which are not extended to third country nationals legally residing in Cyprus. At this point it should be noted that despite the fact that Cyprus is small in terms of area and population, it hosts large numbers of third-country nationals compared to other EU Member States. In addition to this, 35.2 % of its territory is unlawfully occupied since 1974. These two factors together with the lack of available financial resources at national level do not allow Cyprus to include third country nationals into these schemes. Yet, as it has already been mentioned, third-country nationals are offered through the aforesaid Action Plan the opportunity to participate in programmes and actions implemented by various state departments. Moreover, the basic aims of the 5th priority pillar of the first National Action Plan 2010-2012 for the Integration of Third Country Nationals legally residing in Cyprus on the migrants' housing policy are the creation of a supportive structure for dealing with emergencies, the reception and temporary housing of migrants, the guarantee of migrants' access to adequate and safe housing and the improvement of migrants' quality of life.

CSER 19§4 FRANCE

Le Comité conclut que la situation de la France n'est pas conforme à l'article 19§4 de la Charte aux motifs que :

- *il n'est pas établi qu'en ce qui concerne l'accès à l'emploi, les conditions du travail et le logement les travailleurs migrants bénéficient d'un traitement non moins favorable que les nationaux ;*
- *les conditions de logement des travailleurs migrants Roms en situation régulière ne sont pas d'un niveau suffisant.*

Premier et deuxième motifs de non-conformité

502. La représentante de la France a fourni par écrit les informations suivantes :

La lutte contre la discrimination raciale dans l'emploi et l'égal accès à l'emploi des personnes quelles que soient les origines nationale, raciale ou ethnique demeurent une préoccupation des pouvoirs publics français.

Label Diversité

Il s'adresse à tous les employeurs, publics comme privés, quelle que soit leur taille. Il concerne leur politique de recrutement et de gestion des carrières. Il porte sur la prévention de toutes les discriminations reconnues par la loi et donc notamment l'origine des personnes et leur religion.
Le Label, propriété de l'État, est délivré en son nom par un organisme tiers, AFNOR-Certification, sur avis d'une commission de labellisation de 20 membres (représentants de l'Etat, du patronat, des syndicats, et experts désignés par l'ANDRH) présidée par le directeur de l'accueil, de l'intégration et de la citoyenneté (DAIC).
En mars 2011, au terme de 2 ans d'existence, les résultats témoignent de l'intérêt rencontré par le « Label diversité ». **255 labels ont été attribués** à des entreprises privées et publiques ou à des organismes publics. Il concerne plus de **15 000 sites** de travail et près de **770 000 salariés**.

Défenseur des droits

Le Défenseur des droits est une institution novatrice instituant une compétence intégrée en charge de la lutte contre les discriminations. Conformément à la loi organique n°2011-333 et la loi ordinaire n°2011-334 du 29 mars 2011, il succède au Médiateur de la République, au Défenseur des enfants, à la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (HALDE) et à la Commission nationale de déontologie de la sécurité (CNDS) à compter du 1er mai 2011.
Le Défenseur des droits est une autorité constitutionnelle indépendante qui veille au respect des droits et libertés par toute personne, publique ou privée. Il est chargé de défendre les droits et libertés dans le cadre des relations avec les services publics, de défendre et de promouvoir l'intérêt supérieur et les droits de l'enfant, de lutter contre les discriminations prohibées par la loi et de promouvoir l'égalité, de veiller au respect de la déontologie par les personnes exerçant des activités de sécurité.
Il peut être saisi par toute personne s'estimant lésée par le fonctionnement d'une administration ou d'un service public et notamment par toute personne s'estimant victime d'une discrimination, directe ou indirecte, prohibée par la loi ou un engagement international, que l'auteur présumé de cette discrimination soit une personne privée ou publique.
Le Défenseur des droits peut en outre se saisir d'office ou être saisi par les ayants droit de la personne dont les droits et libertés sont en cause.

Logement

Toute personne de nationalité française bénéficie des droits au logement existant pour les personnes dépourvues de logement et qui ne sont pas en mesure d'accéder par leurs propres moyens à un logement décent et indépendant. Elles peuvent, après avoir effectué des

démarches préalables, exercer un recours amiable devant la commission de médiation pour obtenir soit un logement, soit l'accueil dans une structure d'hébergement ou un logement de transition, en application de la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable.

Celle-ci précise que le droit à un logement décent et indépendant est également garanti par l'Etat à toute personne qui, résidant sur le territoire français de façon régulière et dans des conditions de permanence définies par décret, n'est pas en mesure d'y accéder par ses propres moyens ou de s'y maintenir. Le décret n°2008-908 du 8 septembre 2008 a fixé les conditions de permanence de la résidence des bénéficiaires du droit à un logement décent : les citoyens des Etats membre de l'Union Européenne ne sont pas tenus de détenir un titre de séjour, sauf en cas d'exercice d'une activité professionnelle par un Européen originaire d'un Etat membre soumis à des mesures transitoires. Cependant, ils doivent, ainsi qu'en dispose l'article R300-1 du code de la construction et de l'habitation, remplir l'une des conditions exigées pour bénéficier d'un droit de séjour sur le fondement de l'article L.121-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA). Le droit de séjour existe dans l'un des cas suivants :

- exercice d'une activité professionnelle en France (y compris descendant direct âgé de moins de vingt et un an, ascendant direct, conjoint) ;
- ressources suffisantes pour l'ensemble de la famille ;
- inscription dans un établissement fonctionnant conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur pour y suivre à titre principal des études ou, dans ce cadre, une formation professionnelle (y compris le conjoint ou un enfant à charge).

Les Roms en situation régulière peuvent donc bénéficier de ce droit.

Bien souvent, les Roms étrangers s'installent sans autorisation sur des terrains non aménagés. Leurs conditions de vie sont très précaires. Face à ces situations difficiles, certaines collectivités volontaires ont apporté une solution, en collaboration avec l'Etat qui a apporté un fort investissement : après une première étape permettant l'accueil temporaire de ces familles. L'Etat est intervenu en finançant des maîtrises d'œuvre urbaine et sociale (Mous) pour effectuer le diagnostic social des familles et la recherche des solutions de logement durable. En région Ile-de-France, le département de Seine St Denis qui compte plusieurs campements édifiés spontanément par des familles Roms a favorisé le développement de villages d'insertion pour ceux qui sont appelés à vivre durablement en France. Plusieurs villages d'insertion ont été ouverts à Saint Denis, Aubervilliers, Saint Ouen, Bagnolet et Montreuil. Une telle collaboration permet de concrétiser des projets pour l'insertion durable des familles aussi bien sur le plan économique et social que sur le plan du logement. En 2010, six Mous ont été engagées en Seine Saint Denis pour ces villages d'insertion, pour un montant total de 844 000 €. Les villes de Lille, Marseille et Lyon réfléchissent également à la réalisation de villages d'insertion.

La liberté d'installation et d'aller et venir, essentielle dans tout Etat de droit, doit néanmoins être encadrée afin d'assurer le respect des autres libertés individuelles et de l'intérêt général. A cet égard, la Recommandation (2005)4 du Comité des Ministres (Conseil de l'Europe) aux Etats membres relative à l'amélioration des conditions de logement des Roms et des Gens du voyage en Europe précise, en son point II.3 concernant le « choix de vie » que, si « les autorités nationales, régionales et locales devraient faire en sorte que chacun bénéficie de toutes les conditions nécessaires à la pratique du mode de vie choisi », cela doit néanmoins se faire « **en fonction des ressources disponibles et des droits des tiers, dans le cadre juridique relatif aux constructions, à l'aménagement du territoire et à l'accès à des terrains privés** ».

CSER 19§4 ITALIE

Le Comité conclut que la situation de l'Italie n'est pas conforme à l'article 19§4 de la Charte au motif que :

- *il n'est pas établi qu'aux travailleurs migrants est garanti un traitement non moins favorable qu'aux nationaux en ce qui concerne la jouissance des avantages offerts par les conventions collectives et l'accès au logement ;*
- *les expulsions des travailleurs migrants Roms ont été opérées au mépris des garanties procédurales nécessaires pour faire en sorte qu'en matière de logement à ces travailleurs soit garanti un traitement non moins favorable qu'aux nationaux.*

Premier et deuxième motifs de non-conformité

503. La représentante de l'Italie a fourni par écrit les informations suivantes :

Enjoyment of migrant workers of the benefits of collective bargaining
Italian legislation establishes that all EU workers and foreigners, with a resident permit, enjoy equal rights as those of nationals (article 1 Act n° 943 dated 30 December, 1986), hence the general terms and conditions laid down by collective agreements are applicable to all workers. To conclude, in the case of an employment relationship, regulated by a contract, all the rights of the subordinate worker must always be respected, such as: minimum wage; working hours; Social security contributions (article 2099 of the civil code); health and safety protection in the workplace; female employment; employment of minors and the principle of non-discrimination.
In the case that individual rights are violated, migrant workers can bring a case before a court on an equal basis with Italian citizens.

Migrant workers access to public housing
Section 6 of article 40 Legislative Decree n° 286 dated 25 July, 1998 (Single Text concerning provisions on immigration), amended by Law n°189 dated 30 July, 2002 establishes that "foreigners with a EC long-term resident permit and those lawfully resident with at least a two-year permit of stay that are regularly employed or self-employed, with regards to public housing, for such workers treatment is no less favourable than Italian nationals". Furthermore they will also enjoy all those initiatives taken by the different Regions and Local Bodies to facilitate such access. Public residential housing refers to houses that are built with public funds.
The various requirements to be fulfilled to access Public Housing are the following: Italian citizenship or EU citizen; and according to the above mentioned law" foreigners with a EC long-term resident permit and those lawfully resident with at least a two-year permit of stay, that are employed or self-employed. Access to housing is also extended to individuals with refugee or subsidiary protection status; Those people who want to live in public housing must submit an application to the Municipality where they reside, or, by virtue of a public notice, to the Municipality where they are employed or run their business.
Applicants must not have previously been granted public housing or if previously awarded with public housing have yield it to someone else; occupy and reside illegally in public housing; have "property rights" or "right of occupancy" above 50 %, with regard to real estate or various kinds of accommodation in the municipality where they reside; Must have an overall family level of income, not higher than the one established by the various Regions to have access to Public Housing.
Finally, we lead back to the last written response on article 31§3 of the Revised European Charter (equal treatment with regard to the right to housing) dispatched recently.

CSER 19§4 NORVÈGE

Le Comité conclut que la situation de la Norvège n'est pas conforme à l'article 19§4 de la Charte au motif qu'il n'est pas établi qu'en matière de logement les travailleurs migrants bénéficieient d'un traitement non moins favorable que celui réservé aux ressortissants nationaux.

504. La représentante de la Norvège a fourni par écrit les informations suivantes relatives aux articles 19§4 et 19§10 (voir sous CSER 19§10 Norvège dans le présent docuument) :

> Migrant workers as such is not a group with special rights in Norway, but they are, as everyone else with a resident and work permit, entitled to apply for different welfare services, subsidized housing and housing aids, such as loans or other allowances, provided that the individual satisfies the criteria's for the different measures. This includes public social housing.
> The majorities of housing policy instruments are means tested benefits, and are targeted for disadvantaged groups that cannot get into the housing market without public aid. Public social housing is one of several means. Prioritized groups are often handicapped and elderly with needs for adequate housing, mentally handicapped, refuges, etc.
> Assigning or rejection of public social housing is a decision that has to be made in accordance to certain procedures and regulations. Within the legal framework, the municipalities are free to use the different housing measures in accordance with their needs and rescore available, i.e. the availability of public or private rental housing. Many municipalities have strict criterias and prioritization of public social housing.
> Several municipalities practice residence requirements as part of their criterias for public social housing. This includes everyone that wants to apply, also Norwegian citizens moving from one municipally to another.
> A survey made by the University of Trondheim (NTNU) in 2011, states that it varies how many municipalities that have residence requirements, and how many years they require being eligible for public social housing. Municipalities with resident's requirements state that it is necessary to limit the demand for public social housing, for instance to secure housing for refugees. Residence requirement does not apply to refugees from asylum reception centers.
> The public social rental housing sector is relatively small in Norway. Statistics from Statistics Norway show that the municipalities have about 101 600 public social houses at their disposal. Municipalities with few public social houses, have to use other means to support disadvantaged groups, e.g. different loans, grants and/or allowance. This can help people into the private housing market.
> The private housing market, including rental housing, is regulated through different legal frameworks. All of them have a non-discrimination clause.

CSER 19§4 SLOVÉNIE

Le Comité conclut que la situation de la Slovénie n'est pas conforme à l'article 19§4 de la Charte aux motifs que :

- *il n'est pas établi qu'en ce qui concerne la rémunération, l'emploi et d'autres conditions de travail, le traitement des travailleurs migrants n'est pas moins favorable que celui des nationaux ;*
- *il n'est pas été établi que concernant la participation aux activités syndicales et la jouissance des avantages de la négociation collective le traitement des travailleurs migrants n'est pas moins favorable que celui des nationaux ;*
- *concernant l'accès au logement, l'égalité de traitement et l'adéquation des conditions ne sont pas garanties pour les travailleurs migrants.*

<u>Premier et deuxième motifs de non-conformité</u>

505. La représentante de la Slovénie a fourni par écrit les informations suivantes :

Article 6 of ZDR explicitly prohibits discrimination based on nationality. In accordance with Article 6 of ZDR, employers must ensure for job seekers in gaining employment or workers during their employment relationship and in connection with the termination of employment contracts equal treatment irrespective of ethnicity, race or ethnic origin, national or social background, gender, skin colour, state of health, disability, faith or conviction, age, sexual orientation, family status, membership of unions, financial standing or other personal circumstance in accordance with this Act, the regulations governing the fulfilment of the principle of equal treatment, and the regulations governing equal opportunities for women and men. Employers must ensure equal treatment in respect of personal circumstances referred to in the preceding paragraph for candidates for employment and workers especially in gaining employment, promotion, training, education, retraining, pay and other receipts from the employment relationship, absence from work, working conditions, working hours and the cancellation of employment contracts.

In addition, Article 7 of the Aliens Act (Official Gazette of the Republic of Slovenia, No. 26/11, hereinafter referred to as ZZDT 1) explicitly determines that aliens who are employed in the Republic of Slovenia in accordance with the provisions of this Act are equal to Slovenia citizens in regard to the rights and obligations arising from the employment relationship.

Article 42 of the Constitution of the Republic of Slovenia (Official Gazette of the Republic of Slovenia, Nos. 33/91-I, 42/97, 66/2000, 24/03, 69/04 and 68/06) stipulates that everyone has the right to freedom of association with others. Furthermore, Article 76 of the Constitution of the Republic of Slovenia actualizes freedom of trade unions by determining that the freedom to establish, operate and join trade unions shall be guaranteed. Based on both Articles, the fundamental right to association and the actual right to freedom of trade unions are not restricted to citizens of the Republic of Slovenia only.

Here we should mention that the Representativeness of Trade Unions Act (Official Gazette of the Republic of Slovenia, No. 13/93), regulating acquiring the properties of a legal person of a union and its representativeness, does not infringe upon the freedom of joining trade unions.

In accordance with Article 2 of the Collective Agreements Act (Official Gazette of the Republic of Slovenia, Nos. 43/2006 and 83/2009 Constitutional Court Decision: U-I-284/06-26) collective agreements are concluded between trade unions or associations of trade unions as a party on the side of workers and employers or associations of employers as a party on the side of employers.

In accordance with Article 10 of this Act, a collective agreement is valid for the parties to a collective agreement or its members, and Article 11 of this Act determines that a collective agreement is valid for all persons employed by an employer or employers to whom the collective agreement applies if the collective agreement is signed by one or more representing trade unions.

Troisième motif de non-conformité

506. La Slovénie n'ignore pas que l'accès des travailleurs étrangers à un logement approprié et d'un niveau suffisant est un problème dont il est beaucoup question depuis quelques années, notamment en raison de la forte augmentation du nombre de travailleurs migrants provenant de pays tiers. Le Gouvernement est convaincu de la nécessité d'assurer aux travailleurs migrants de bonnes conditions de logement et a mis en place une réglementation qui couvre à la fois les normes en matière d'habitat résidentiel et les normes minimales d'hygiène. Le principal objectif de cette réglementation est, d'une part, de protéger les travailleurs migrants contre l'exploitation et, d'autre part, de fixer des normes minimales concernant les conditions de vie et d'hygiène.

La demande de logements sociaux à usage locatif continue d'excéder l'offre – en particulier dans les grandes villes. Les ressources disponibles ne permettant pas d'en acquérir un plus grand nombre, l'imposition d'une condition de nationalité pour l'octroi d'un logement social a constitué une réponse indirecte au problème. Les ressortissants des Etats parties non membres de l'UE ne peuvent donc

prétendre qu'à des unités de logement. Toutefois, les délais d'attente ont été raccourcis ces dernières années : de sept ans auparavant, ils sont à présent de trois à cinq ans, signe que la situation s'améliore.

Le Programme national en faveur du logement, dont la préparation touche à sa fin, permettra de remédier à la pénurie de logements sociaux à usage locatif, l'un de ses principaux objectifs étant précisément d'en augmenter le nombre. Le programme devrait être adopté d'ici la fin de cette année et l'accès à ce type de logement ne sera plus soumis à une condition de nationalité. On trouvera des explications plus détaillées concernant le Programme national en faveur du logement sous le point relatif à l'article 31.

507. En réponse aux questions de la Présidente et du représentant de la CES concernant les modifications d'ordre législatif qui sont envisagées, la représentante de la Slovénie explique que le Programme national en faveur du logement fixe les mesures à prendre sur le plan stratégique, mesures sur lesquelles reposeront toutes les modifications à apporter à la loi relative au logement.

508. Les représentants de la Turquie et de la Belgique soulignent que le principal obstacle à la conformité de la situation est la loi de 2003 et demandent s'il existe une volonté politique de la modifier.

509. La représentante de la Slovénie répond que le Programme national en faveur du logement doit d'abord suivre la procédure formelle d'adoption par l'Assemblée nationale.

510. Le représentant de la CES souligne que des assurances quant au changement de la législation ont été déjà données par le passé.

511. En réponse à une question de la Présidente sur le délai d'attente de 3 à 5 ans, la représentante de la Slovénie déclare que les ressortissants d'Etats non membres de l'UE ont droit à un logement temporaire sous la forme d'unités de logement mobiles.

512. Selon ses Règles de procédure, le Comité met aux voix une recommandation, qui n'est pas retenue (3 voix pour et 24 contre). Il met ensuite aux voix un avertissement, qui n'est pas adopté (8 voix pour et 13 contre).

513. Le Comité engage le Gouvernement de la Slovénie à modifier sa législation afin de rendre la situation conforme à la Charte sociale européenne.

CSER 19§4 TURQUIE

Le CEDS conclut que la situation de la Turquie n'est pas conforme à l'article 19§4 de la Charte au motif qu'il n'a pas été établi que les travailleurs migrants peuvent être membres fondateurs d'un syndicat.

514. Le représentant de la Turquie explique qu'en vertu de la loi n° 2821 relative aux syndicats, les travailleurs immigrés ne peuvent pas être membres fondateurs d'un syndicat. Selon l'article 5 de ce texte, les membres fondateurs d'un syndicat doivent avoir la nationalité turque et savoir lire et écrire en turc. Ces conditions sont considérées comme une ingérence dans le fonctionnement interne des syndicats et contraires aux libertés syndicales non seulement par le CEDS, mais également par l'OIT et l'UE. Pour tenir compte de ces critiques, et à la demande des partenaires sociaux, la disposition interdisant aux travailleurs immigrés d'être membres fondateurs d'un syndicat a été supprimée du projet de loi sur les relations collectives du travail, rédigé en 2011. Ce projet de loi a été présenté le 31 janvier 2012 à la Grande assemblée nationale de Turquie et a été inscrit à l'ordre du jour de l'Assemblée qui s'est réunie le 1er octobre 2012. Il devrait être adopté dans les prochains mois et être mis en œuvre peu après. Avec l'adoption de cette loi, les travailleurs migrants pourront être membres fondateurs d'un syndicat dans les mêmes conditions que les ressortissants turcs.

515. En réponse à une question du représentant de la CES, le représentant de la Turquie explique que le projet de loi a été présenté au parlement turc il y a un an et qu'un consensus s'est dégagé après de nombreuses discussions concernant certaines de ses dispositions. Les partenaires sociaux font pression pour que ce projet de loi soit adopté et le Gouvernement a annoncé publiquement qu'il lui donnerait priorité.

516. Le Comité prend note du projet de loi et engage le Gouvernement de la Turquie à rendre la situation conforme à la Charte sociale européenne.

Article 19§6 – Regroupement familial

CSER 19§6 CHYPRE

Le Comité conclut que la situation de Chypre n'est pas conforme à l'article 19§6 de la Charte au motif que pour les travailleurs étrangers souhaitant faire venir leurs proches l'obligation d'avoir résidé légalement pendant au moins deux ans à Chypre est excessive.

517. La représentante de Chypre a fourni par écrit les informations suivantes :

> In December 2009 the Aliens and Immigration Law has been amended [amending Law 143(I)/2009] in order to grant more favourable treatment to persons exercising the right to family reunification as follows:
> a. staff employed by companies of international interests are exempted from the provision according to which third country nationals have to reside in the Republic for two years prior to their application for family reunification; and
> b. family members of staff employed by companies of international interests are exempted from the requirement of residing in a third country when an application is filed by its sponsor.
> The implementation of the amended Law commenced in 2010. The Ministry of Interior intends to re-examine the provision according to which the rest of third country national workers have to reside in the Republic for two years prior to their application for family reunification, in collaboration with the Director of Civil Registry and Migration Department.
> All foreigners employed in the Republic, have the right to family reunification, resulting from the Directive 2003/86/EC of 22 September 2003, concerning the right to family reunification. The Directive has been transposed into national legislation with the Aliens and Immigration (Amendment) Law 2007 [N.8 (I)/2007].

CSER 19§6 ESTONIE

Le CEDS conclut que la situation de l'Estonie n'est pas conforme à l'article 19§6 de la Charte révisée au motif que la condition d'une durée de résidence de deux ans imposée aux travailleurs migrants qui ne sont pas ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne et d'un Etat appartenant à l'Espace économique européen, est excessive.

518. La représentante de l'Estonie fournit des informations qui concernent également l'article 19§10. Le 21 février 2012, le Parlement estonien a décidé qu'il n'était actuellement pas possible d'abaisser la durée de résidence de deux ans requise pour le regroupement familial. L'Estonie se conforme à l'article 8(1) de la Directive européenne 2003/86/CE, qui prévoit une période maximale de deux ans, et le Gouvernement considère que sa législation n'est pas contraire à la Charte sociale. L'article 19§6 de la Charte sociale fait obligation à l'Estonie de faciliter autant que possible le regroupement de la famille du travailleur migrant autorisé à s'établir sur son territoire.

La durée de résidence fixée par la loi sur les étrangers pour faire venir un conjoint a été modifiée en 2006 et un délai de deux ans a ainsi été instauré. Aux termes de l'article 186 de cette même loi, un titre de séjour temporaire à des fins professionnelles peut être délivré pour une durée maximale de deux ans. Il est légitime de fixer une période préalable de la même durée afin de s'assurer que l'étranger et son conjoint admis au titre du regroupement familial resteront en Estonie. Le regroupement des familles doit avant tout concerner les ressortissants de pays tiers qui résident à titre permanent dans le pays. Des exceptions à la condition de durée de résidence de deux ans sont par ailleurs prévues par les articles 137(3)1 à 7 et alinéa 137(4) de la loi sur les étrangers.

Au vu des statistiques qui montrent l'existence d'abus et de cas récents de fraude en matière de titres de séjour, le Ministère de l'Intérieur estime que réduire la condition de durée de résidence à un an pourrait entraîner davantage de pratiques abusives.

Il ressort des données disponibles que le nombre de demandes de titres de séjour temporaire augmente d'année en année, tout comme le nombre de refus. Cela laisse à penser que les cas de non-respect de la réglementation en vigueur sont fréquents et que l'assouplissement des conditions ou restrictions actuellement prévues par cette réglementation n'est pas justifié. En 2010, par exemple, 459 personnes ont demandé à pouvoir rejoindre leur conjoint et, cette même année, la Direction de la police et des garde-frontières a rejeté 441 demandes de titres de séjour. En 2011, 598 personnes ont déposé une demande, et 470 ont été rejetées. Les statistiques concernant la prorogation des titres de séjour temporaire montrent également qu'il n'est pas possible de supprimer les conditions qu'imposent les textes en vigueur. En 2010, 1.219 demandes de prorogation ont été déposées, dont 1.047 ont été rejetées ; en 2011, 1.334 demandes ont été déposées et 1.115 rejetées.

519. Compte tenu de la situation géopolitique de l'Estonie – en Europe orientale et à proximité des riches pays nordiques –, il arrive fréquemment que les titulaires d'un titre de séjour estonien partent s'installer dans un autre pays ; il est donc nécessaire de voir s'ils résident ou non en Estonie.

520. La Présidente déclare que la situation est compliquée car l'Union européenne autorise les Etats membres à prévoir une condition de durée de résidence de deux ans alors qu'aux yeux du CEDS, une durée raisonnable ne doit pas dépasser un an. Elle demande si l'Estonie envisage de modifier sa législation.

521. La représentante de l'Estonie indique que le Gouvernement examine les statistiques et que la situation sera une nouvelle fois examinée par le Comité social et le Parlement. Vu les abus auxquels on assiste, il est peu probable qu'un changement intervienne dans la législation à ce stade mais des discussions sont en cours.

522. Suite à une proposition du représentant de la Turquie appelant le CEDS à se saisir de cette question, la Présidente suggère que ce problème soit examiné lors de la réunion conjointe du Bureau dans le contexte plus général des directives de l'UE qui ne répondent pas aux normes du CEDS.

523. Le représentant des Pays-Bas est favorable à cette idée, d'autant plus que davantage d'Etats vont devenir membres du Conseil de l'Europe et de l'Union européenne.

524. Le représentant de la CES souligne que le fait de procéder à un examen général du problème ne signifie pas qu'une solution générale soit nécessaire à ce stade et, dans l'intérêt de la protection des droits sociaux, il suggère que des solutions soient trouvées au cas par cas. Il ajoute que les conclusions du Séminaire d'Helsinki sur l'anniversaire de la Charte sociale européenne faisaient état d'une étude relative à l'adhésion de l'UE à la Charte sociale. Il ne faut rien exclure et il importe de garder ce rêve à l'esprit.

525. Le représentant de la Belgique croit important de défendre les valeurs de la Charte sociale et déclare que le CEDS soutient sans aucun doute les efforts considérables que déploient les Etats pour se conformer aux directives européennes. Il s'agit d'un sujet de discussion intéressant pour les deux comités, qui de surcroît touche plusieurs articles. Dans l'attente, il suggère que les pays concernés fournissent des informations supplémentaires afin d'indiquer les raisons pour lesquelles ils ont trouvé

qu'il était difficile d'abaisser la durée de résidence requise pour l'octroi d'un titre de séjour à des fins de regroupement familial.

526. Le Comité prend note de ces informations et engage le Gouvernement de l'Estonie à fournir toute précision utile dans son prochain rapport et à rendre la situation conforme à la Charte sociale européenne.

CSER 19§6 FRANCE

Le Comité conclut que la situation de la France n'est pas conforme à l'article 19§6 de la Charte au motif que la condition établissant que le ressortissant étranger qui souhaite être rejoint par sa famille proche doit séjourner régulièrement en France depuis au moins dix-huit mois est excessive.

527. La représentante de la France a fourni par écrit les informations suivantes :

L'article 8 de la directive 2003/86/CE du Conseil du 22 septembre 2003 relative au droit au regroupement familial indique que « Les États membres peuvent exiger que le regroupant ait séjourné légalement sur leur territoire pendant une période qui ne peut pas dépasser deux ans, avant de se faire rejoindre par les membres de sa famille. […] ».

Par conséquent, l'article L. 411-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA), qui fixe à 18 mois la durée de séjour régulier préalable à toute demande de regroupement familial, est respectueuse de la directive 2003/86/CE.

La France, qui avait envisagé en 2006 de fixer cette durée à deux ans, comme le permet la directive, s'est conformée à la décision du Conseil constitutionnel n° 93-325 DC du 13 août 1993 (concernant la loi relative à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France), qui reconnaissait conforme à la Constitution – et notamment au dixième alinéa de son préambule disposant que : « La Nation assure à l'individu et à la famille les conditions nécessaires à leur développement » - l'exigence d'une durée de séjour préalable et régulier en France de deux années. Cette reconnaissance était conditionnée à ce que la demande de regroupement puisse être formulée avant l'expiration de ce délai de deux années pour que ce droit soit effectivement susceptible d'être ouvert à son terme.

Grâce à l'indication de l'article L. 421-4 du CESEDA, qui fixe à 6 mois maximum le délai dans lequel l'autorité préfectorale doit statuer sur une demande de regroupement familial, la France est conforme à la décision du conseil constitutionnel (Extrait de la décision du 13 août 1993 : « Considérant en premier lieu que pour l'ouverture du droit au regroupement familial le législateur a exigé une durée de séjour préalable et régulier en France de deux années ; qu'il importe que la demande de regroupement puisse être formulée avant l'expiration de ce délai pour que ce droit soit effectivement susceptible d'être ouvert à son terme ; que sous cette réserve d'interprétation, cette condition est conforme à la Constitution »).

L'article L. 411-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA) fixe à 18 mois la durée de séjour régulier préalable à toute demande de regroupement familial.

Grâce à l'indication complémentaire de l'article L. 421-4 du CESEDA, qui fixe à 6 mois maximum le délai dans lequel l'autorité préfectorale doit statuer sur une demande de regroupement familial, le droit français est en conformité à la fois avec :

- l'article 8 de la directive 2003/86/CE du Conseil du 22 septembre 2003 relative au droit au regroupement familial, qui indique que « Les États membres peuvent exiger que le regroupant ait séjourné légalement sur leur territoire pendant une période qui ne peut pas dépasser deux ans, avant de se faire rejoindre par les membres de sa famille. […] » ;
- la décision du Conseil constitutionnel n° 93-325 DC du 13 août 1993 (concernant la loi relative à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France), qui reconnait conforme à la Constitution – et notamment au dixième

alinéa de son préambule disposant que : « La Nation assure à l'individu et à la famille les conditions nécessaires à leur développement » - l'exigence d'une durée de séjour préalable et régulier en France de deux années. Cette reconnaissance est conditionnée à ce que la demande de regroupement familial puisse être formulée avant l'expiration de ce délai de deux années pour que ce droit soit effectivement susceptible d'être ouvert à son terme.

CSER 19§6 IRLANDE

Le Comité considère que la situation de l'Irlande n'est pas conforme à l'article 19§6 de la Charte au motif qu'il n'est pas établi que les travailleurs migrants percevant des prestations sociales ne sont pas exclus du droit au regroupement familial.

528. Le représentant de l'Irlande a fourni par écrit les informations suivantes :

Family Reunification

Before addressing the specific questions posed by the Committee it may be helpful to provide some context.

First of all family reunification is not an absolute right. Moreover Ireland does not participate in the EU directive on family reunification. Accordingly family reunification for non-EEA nationals is a matter of national law, guided additionally by Ireland's international obligations.

The needs of the migrant worker and his/her family need to be balanced against that of society in general and prevailing economic conditions cannot be ignored. Nevertheless, Ireland recognises the importance of family reunification in assisting the migrant worker to integrate in their new country and the role that it plays in the decision making process for a person contemplating working in Ireland.

Indeed, Ireland's family reunification practice in the case of workers is in many instances a liberal one and goes well beyond our obligations. High skilled workers who get the green card work permit have access to immediate family reunification for spouse and minor children. Partners, same sex or heterosexual, will also qualify provided that their relationship is of sufficient duration. The salary levels and the desirability of their skills gives the necessary confidence that they will be able to support themselves without needing the State to supplement their income.

Ordinary work permit holders with lower skill/salary will also be able to avail of family reunification if their salary level is at a threshold that gives confidence that they will be able to support their dependents. It should be borne in mind that since family reunification is potentially granted before the worker has even started his/her contract the financial assessment is made solely on the basis of projected as opposed to actual earnings. For visa required countries a one year waiting period is applied and accordingly actual earnings can be assessed. Where a worker is already well established in Ireland for a number of years and then seeks to be joined by family then amongst other things the workers earnings are looked at to see if he/she has an employment history that would suggest ability to support family members.

Each family reunification case must be considered on its merits. For example a very highly paid professional with few dependents is clearly a different proposition to a low paid worker in precarious employment seeking to be joined by a large family. A general indicator is that the worker should be earning at a level that would not entitle them to family income supplement (a top up payment for low income households). While there is no absolute definition of what constitutes public funds, it is generally regarded as applying to transfer payments from the State to the individual to increase their income to a level that makes their existence viable. It does not generally include such matters as access to primary or secondary school for dependent children nor receipt of those public services routinely available to all persons living in the State. However such matters, while of secondary importance, could be considered in the case of a more marginal application.

Even then access to public funds as defined above is not an absolute bar to family reunification. The application is considered in the round but the ability of the migrant to provide for his/her dependents without undue reliance on State support is a vital consideration. Other matters to be considered include the length of time the migrant worker has been residing in the State and their employment history.
Allowances are made for temporary periods of unemployment and in those circumstances the worker may have been entitled to certain welfare payments. There are also universal payments such as child benefit that would not cause a particular concern. However if the worker presents an overall profile of sustained or significant dependence on state supports then the conclusion to be reached is likely to be that he/she lacks the capacity to make adequate provision for dependents seeking to join him her.
The Irish Naturalisation and Immigration Service is currently reviewing its policy on the issue of family reunification so as to provide more guidance and transparency.
In conclusion therefore Ireland would respectfully submit that it is in full compliance with this provision.

CSER 19§6 ITALIE

Le Comité conclut que la situation de l'Italie n'est pas conforme à l'article 19§6 de la Charte au motif que la condition relative au revenu est de nature à faire obstacle au regroupement familial au lieu de la faciliter.

529. La représentante de l'Italie a fourni par écrit les informations suivantes :

Under Legislative Decree n° 160 dated October 3, 2008 that intervenes on section 29 of the Single Text concerning provisions on immigration, Legislative Decree n° 286 dated July 28, 1998, amended by Legislative Decree n° 5 of January 8, 2007 "Enforcement of the European Union Directive 2003/86/EC on the Right to Family Reunification" these measures set forth that the foreign national that has submitted the application for family reunion must be able to provide evidence, of an annual minimum income (where the origin of such income is not unlawful or immoral), not inferior to the yearly amount of the welfare support allowance (assegno sociale). The level of income requirement increases by 50 % for every family member to be reunited.
Furthermore, Legislative Decree n° 160/2008 sets forth that for family reunion of two or more children aged under 14 or two or more family members with subsidiary protection status, the income required, must be at least double the yearly amount of the welfare support allowance (assegno sociale). In the end, the provisions establishing the level of income required also on the basis of the overall annual income for family members living with the applicant remain unchanged.
The Committee deems that this income requirement is likely to hinder family reunion rather than facilitate it, and at the same time recalls that "the level of means required by States to bring in the family or certain family members should not be so restrictive to prevent any family reunion" (Conclusions XIII-1 The Netherlands).
On this subject, herein it is specified that the level of income required to obtain the residence permit for family reasons is not particularly high, considering the fact that the referred welfare support allowance (assegno sociale), in Italy, as for 2012, amounts to monthly 429 €, plus en extra month pay. Therefore, it is deemed that the aforesaid Law provisions do not hinder in anyway family reunion, but, on the contrary, should be considered to be a mean of protection for the migrant worker and his family, since they assure a minimum but satisfying standard of living in the hosting country. The Italian Legislation rather aims to facilitate family reunion since, as a case in point, in order to assess the level of income required, the total annual

income of family members already present, is also taken into consideration and not just the applicant's personal income.
In such a way should be interpreted the last legislative amendment made on article 29 § 5 of Legislative Decree n° 286 dated July 25, 1998 established by Act n° 94 of July 15, 2009 which allows the under-age child, lawfully resident in Italy with the other parent, to reunite to the natural parent who gives evidence to hold income and housing prerequisites, considering that the other parent holds the required legal conditions. On the contrary, the prior legislation (Leg. Decree n° 5 dated January 8, 2007) allowed the natural parent entry to reunite with the under-age child lawfully residing in Italy, only if he/she could give evidence to hold the housing and income requirements within one year from his/her entry in Italy, thus the family reunion was conditioned to the possessions of the two requisites within a restrictive period of twelve months.
The study shows that foreign nationals, lawfully residing in Italy as to the first of January 2011, are more than three and a half million. These are all those foreigners not members of the European Union holding a valid permit of residence and under-aged children registered on the adult's permit. From 2008 to 2011 an increase equal to 35 % of lawful residents in Italy has been registered.
With reference to the permits of residence in 2010 almost 600 thousand new permits have been issued, 60 % of which for working reasons and the remainder for family reasons.

CSER 19§6 PAYS-BAS (ROYAUME D'EUROPE)

Le Comité conclut que la situation des Pays-Bas n'est pas conforme à l'article 19§6 de la Charte aux motifs que :

- *l'exclusion des « prestations d'assistance sociale » du calcul du niveau de revenu est de nature à faire obstacle au regroupement familial au lieu de le faciliter ;*
- *l'imposition d'un test de langue et d'intégration est de nature à faire obstacle au regroupement familial au lieu de le faciliter.*

Premier motif de non-conformité

530. Le représentant des Pays-Bas donne des informations qui concernent également l'article 19§10 (voir sous CSER 19§10 Pays-Bas (Royaume d'Europe) dans le présent document). La loi relative à l'Immigration et la politique qui en découle exigent des candidats à l'immigration qu'ils disposent de ressources financières stables, régulières et suffisantes pour subvenir aux besoins de leur famille sans recourir au système d'aide sociale néerlandais. Cette politique est conforme à la directive européenne 2003/86/CE relative au droit au regroupement familial. Des exceptions sont toutefois prévues pour les personnes qui perçoivent une aide sociale en raison d'une incapacité de travail. Le regroupement familial ne peut, dans ce cas, leur être refusé pour des raisons économiques. Cela signifie que les demandes sont examinées au cas par cas, même lorsque le demandeur n'a pour seul revenu que l'aide sociale. Les migrants en situation régulière ont droit aux prestations sociales. Conformément à l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, le fait de savoir si l'absence de ressources financières propres a une incidence sur le titre de séjour des membres de la famille est également apprécié au cas par cas.

De 2004 à 2010, les Pays-Bas ont appliqué des conditions différentes au regroupement familial et à la formation d'une famille. Dans le premier cas, les deux partenaires devaient être âgés de 18 ans alors que dans le second ils devaient avoir 21 ans. Les autorités néerlandaises estimaient en effet que ceux qui souhaitaient fonder une famille aux Pays-Bas devaient être capables de prendre cette décision en toute autonomie et être assez âgés pour avoir terminé leur scolarité et être capables de gagner leur vie et subvenir aux besoins d'une famille. Le demandeur du regroupement familial devait disposer d'un revenu égal à au moins 100 % du salaire minimum légal néerlandais, tandis que pour la

formation d'une famille, ce revenu devait représenter au minimum 120% du salaire de référence. En 2010, un arrêt de la Cour de Justice européenne du Luxembourg, *Chakroun c. Pays-Bas*, a conduit les Pays-Bas à modifier ces deux conditions. La Cour a jugé qu'il ne devait pas y avoir de distinction entre regroupement familial et formation d'une famille. Elle a également déclaré que, dans les deux cas, le revenu du demandeur devait représenter 100 % du salaire minimum légal. Par conséquent, depuis 2010, aussi bien dans le cadre du regroupement familial que de la création d'une famille, les deux partenaires doivent être âgés de 21 ans et disposer d'un revenu égal à 100 % du salaire minimum légal. La situation des Pays-Bas est donc conforme aux normes de l'UE et à l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme et le Gouvernement estime qu'elle satisfait également à la Charte sociale.

531. En réponse à une question de la Présidente, le représentant des Pays-Bas affirme qu'il importe peu de savoir si le demandeur travaille à temps plein ou à temps partiel. Il déclare également, en réponse au représentant de la Turquie, que l'origine du revenu n'est pas le seul facteur déterminant en tant que tel, puisque tous les cas sont jugés au cas par cas. Il confirme qu'une personne percevant des prestations sociales a également droit au regroupement familial dès lors qu'elle dispose d'un revenu équivalant au salaire minimum légal. Toutes les situations étant appréciées au cas par cas, il est tenu compte, par exemple, du fait que le demandeur a de bonnes raisons de ne pas pouvoir travailler ou qu'il doit travailler à temps partiel en raison d'un problème médical particulier.

532. En réponse à une question de la Présidente, le représentant des Pays-Bas déclare qu'il est normal qu'un individu qui a de bonnes raisons de ne pas pouvoir travailler à temps plein perçoive une aide sociale supplémentaire, jusqu'à ce que « le seuil minimal social » pour son ménage soit atteint. Le versement d'une aide sociale ne constitue pas un motif de refus du regroupement familial en soi.

533. Pour le représentant de la Belgique, ces explications semblent satisfaisantes et il pense qu'il est nécessaire d'attendre le prochain rapport.

534. Le Comité prend note de ces informations et engage le Gouvernement des Pays-Bas à fournir toute précision utile dans son prochain rapport et à rendre la situation conforme à la Charte sociale européenne.

Deuxième motif de non-conformité

535. Le représentant des Pays-Bas a fourni par écrit les informations suivantes :

> The text of article 19§6 reads as follows: "to facilitate as far as possible the reunion of the family of a foreign worker permitted to establish himself in the territory".
> In the Netherlands there are no preconditions on entry for third country labour migrants and their family members (spouses/partners) in the form of obligatory following and testing of an integration/language course before the family reunion is allowed.
> Regarding the civic integration examination abroad, the Dutch legislation contains an exemption for (see p. 17, enclosed brochure Immigration Service):
> Anyone intending to stay in the Netherlands on a temporary basis-e.g. for the purposes of work, study, a student or staff exchange, medical treatment or to work as a registered au pair- and their immediate family.
> For those immigrant-categories who are not exempted from the civic examination abroad:
> The preconditions imposed upon them are certainly not aimed at hindering family reunion, but at providing migrant families with optimal tools to participate in the Dutch society and labour market, and to prevent forced marriages and human trafficking.
> And, in this way, to promote the social advancement and well-being of migrant workers and members of their families.
> (This text corresponds to the Conclusions adopted in 2012 by the Council of Europe's Consultative Committee of the Convention on the Legal Status of Migrant Workers, on the 8th Dutch Report on this Convention (2009).

CSER 19§6 TURQUIE

Le Comité conclut que la situation de la Turquie n'est pas conforme à l'article 19§6 de la Charte au motif qu'il n'a pas été établi que les conditions imposées aux travailleurs migrants, notamment sur le terrain de la santé, soient raisonnables et à même de faciliter autant que possible le regroupement de leur famille.

536. Le représentant de la Turquie a fourni par écrit les informations suivantes :

Family is provided cover on the article 41 of our constitution. From this point of view, the needful performance is delivered for protecting the unity of family to a foreigner married to a Turkish citizen or a foreigner who entitled to the right of legal residence in Turkey. Pursuant to Article 8 of the Passport Law No. 5683, those people carrying a disease jeopardizing the public health and the health of family are not allowed to enter Turkey. However those providing evidence that they are healed and those who are acknowledged to undergo the treatment in company with a hospital attendant in Turkey are allowed to enter the country.
Article 8 (2) entitled as "Persons restricted to enter Turkey" comprises "persons disabled through insanity or contagious diseases" and regulates those people detected to be contagious are not allowed to enter Turkey.
The mentioned diseases acknowledged as contagious are indicated below:
1) Sexually transmitted diseases (Gonorrhea, BV, NGS, Candida, etc.);
2) Diseases transmitted by blood transfusion (HIV, AIDS, A.HCV);
3) Diseases transmitted by respiration.
By taking into consideration whether she/he jeopardizes the public health or not, it's decided on not giving the foreigner permission to enter our country or whether making her/him leave the country or not.
In this context, the foreigner is given the permission for entry within the scope of Act No. 5682, if it is determined that he/she has a contagious disease with the research and doctor's report carried out at the border crossings, as explained above.
The foreigners who are subject to deportation process as a result of the above mentioned contagious diseases or not allowed to enter the country have the right for judicial remedy against this administrative act.
In addition to these, the persons who are caught because of prostitution and deported but entered the country again by changing their personal identity information and passport are not allowed when they try to enter the country once again, through marriage with a Turkish citizen as a last ditch.

Article 19§8 – Garanties relatives à l'expulsion

CSER 19§8 FRANCE

Le Comité conclut que la situation de la France n'est pas conforme à l'article 19§8 de la Charte au motif que pendant la période de référence des Roms ont été expulsés pour des raisons non autorisées par la Charte.

537. La représentante de la France a fourni par écrit les informations suivantes :

A titre liminaire, afin d'éviter toute confusion dans l'esprit des membres du Comité, il est opportun de rappeler les régimes juridiques applicables aux gens du voyage et aux Roms.
Les gens du voyage sont, en quasi-totalité, des citoyens français qui, en raison de leur mode de vie **itinérant**, sont soumis aux dispositions de la loi n° 69-3 du 3 janvier 1969 relative à

l'exercice des activités ambulantes et au régime applicable aux personnes circulant en France sans domicile ni résidence fixe.
Les Roms, en revanche, sont des personnes **sédentaires**, ressortissantes de pays de l'Europe orientale, admises à résider en France dans le respect des dispositions sur le séjour et la libre circulation. Les textes relatifs aux gens du voyage ne leur sont pas applicables.
Par ailleurs, le Comité pourra être informé que la France a récemment adopté un Plan national d'action contre le racisme et l'antisémitisme (PNACRA) qui aborde la législation applicable aux gens du voyage, dans des développements sur l'attention à porter aux spécificités de certaines populations. Le PNACRA renvoie, en outre, à la « Stratégie du Gouvernement français pour l'inclusion des Roms »[10], établie en réponse à une demande de la Commission européenne et adressée par la France, à la fin de l'année 2011. Cette stratégie, faisant état du caractère inopérant de la notion de Roms en droit français, traite dans une première partie des « priorités pour toutes les populations marginalisées, y compris lorsqu'elles sont Roms » ; une deuxième partie est consacrée aux « dispositifs spécifiques à destination des gens du voyage », notamment pour ceux connaissant des difficultés d'exercice de leurs droits, notamment en matière d'éducation, d'accès à l'emploi, aux soins ou au logement.

Article 19 relatif au « *Droit des travailleurs migrants et de leurs familles à la protection et à l'assistance* »
L'article 19 de la Charte sociale européenne révisée, relatif au « Droit des travailleurs migrants et de leurs familles à la protection et à l'assistance », prévoit à son § 8 que : « En vue d'assurer l'exercice effectif du droit des travailleurs migrants et de leurs familles à la protection et à l'assistance sur le territoire de toute autre Partie, les Parties s'engagent : […] à garantir à ces travailleurs résidant **régulièrement** sur leur territoire qu'ils ne pourront être expulsés que s'ils menacent la sécurité de l'Etat ou contreviennent à l'ordre public ou aux bonnes mœurs ».
A titre principal, le ministère de l'intérieur souhaite que la représentante de la France rappelle au Comité qu'il devrait, dans ses analyses et recommandations, respecter le champ d'application de l'article 19§8, lequel ne vise que les étrangers en situation régulière et menaçant la sécurité publique, contrevenant à l'ordre public ou aux bonnes mœurs.
En effet, dans ses conclusions[11], le Comité semble assimiler les éloignements dont ont fait l'objet certains ressortissants d'origine roumaine ou bulgare en situation **irrégulière** avec le régime de l'expulsion qui concerne, sauf exceptions, **tout** étranger (en situation régulière ou irrégulière) dont la présence sur le territoire français constitue une menace grave à l'ordre public (article L. 521-1 et s. du CESEDA).
L'article 19§8 de la Charte ne concernant que les travailleurs migrants en situation **régulière**, il est nécessaire de rappeler au Comité la distinction existant entre :
- les mesures **d'éloignement pour séjour irrégulier** (dont le régime juridique est déterminé par l'article L. 511-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile – CESEDA), **qui n'entrent pas dans le champ d'application de l'article 19§8 de la Charte** ;
- les **mesures d'expulsion pour motif de menace grave à l'ordre public**, appelées arrêtés d'expulsion (dont le régime juridique est déterminé par les articles L. 521-1 sqq. du CESEDA) **qui entrent dans le champ d'application de l'article 19§8 de la Charte pour les seuls étrangers en situation régulière**.

[10] Cette stratégie qui dépend plus particulièrement du ministère des solidarités et de la cohésion sociale, est disponible sur le site suivant de la Commission européenne: http://ec.europa.eu/justice/discrimination/roma/national-strategies/index_fr.htm.
[11] Le Comité débute ses observations en relevant « que depuis sa dernière conclusion (Conclusions 2006), le Comité a statué sur le bien-fondé de la réclamation Centre sur le droit au logement et les expulsions (COHRE) c. France, réclamation n° 63/2010, décision sur le bien fondé du 28 juin 2011, et a conclu à une violation de l'article 19§8 en raison des expulsions collectives des Roms d'origine roumaine et bulgare pendant l'été 2010. Cette décision a été adoptée en dehors de la période de référence : son suivi ne peut donc pas avoir lieu dans cette conclusion ».

A titre subsidiaire, je vous transmets les éléments suivants, qui pourront être, si besoin, portés à la connaissance des membres du Comité.

Informations complémentaires et statistiques sur le régime de l'expulsion

Le Comité souhaite recevoir des informations sur la fréquence des recours contre les ordres d'expulsion, et la proportion desdits recours qui aboutissent. Il demande également si les personnes qui ne peuvent pas être expulsées se voient octroyer un titre de séjour.

Aucune statistique portant sur la fréquence des recours contre les mesures d'expulsion pour motif d'ordre public et la proportion de ces recours qui aboutissent, n'est disponible. Les statistiques suivantes portant sur le nombre de mesures d'expulsions prononcées par année peuvent toutefois être portées à la connaissance du Comité :

2003	385
2008	237
2009	220
2010	218
2011	201

Par ailleurs, le Comité peut être informé que l'étranger qui fait l'objet d'un arrêté d'expulsion pour motif d'ordre public et qui justifie être dans l'impossibilité de quitter le territoire français en établissant qu'il ne peut ni regagner son pays d'origine ni se rendre dans aucun autre pays[12] fait l'objet d'une mesure d'assignation à résidence. L'étranger assigné à résidence se voit généralement octroyer une autorisation provisoire de séjour pouvant être assortie d'une autorisation de travail (articles L 523-3 et ss, R 561-1 et s. du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile).

Régime juridique de l'éloignement des ressortissants d'origine roumaine et bulgare évoqué par le Comité

Le Comité évoquant l'éloignement de ressortissants roumains ou bulgares pendant l'été 2010, il parait opportun que la représentante de la France devant le Comité dispose des éléments suivants rappelant le fondement juridique de ces éloignements.

Le droit de l'entrée et du séjour des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles est régi par la directive 2004/38/CE.

En vertu de l'article 5 de la directive 2004/38/CE, les citoyens de l'Union disposent d'un droit d'entrée sur le territoire des Etats membres et aucun visa d'entrée ni obligation équivalente ne peuvent leur être imposés.

Par ailleurs, en vertu de l'article 6 de la directive 2004/38/CE, les citoyens de l'Union ont le droit de séjourner sur le territoire d'un autre Etat membre pour une période allant jusqu'à trois mois, sans autres conditions ou formalités que l'exigence d'être en possession d'une carte d'identité ou d'un passeport en cours de validité.

En revanche, en vertu de l'article 7 de la directive 2004/38/CE, le droit au séjour de plus de trois mois du citoyen de l'Union est soumis à un certain nombre de conditions. **Ainsi, disposent de ce droit au séjour les personnes ayant la qualité de travailleur salarié ou non salarié dans l'Etat membre d'accueil, celles disposant de ressources suffisantes afin de ne pas devenir une charge pour le système d'assistance sociale de l'Etat membre d'accueil, ou encore celles inscrites dans un établissement d'enseignement et disposant d'une assurance maladie et de ressources suffisantes**.

[12] Par exemple, s'il bénéficie du statut de réfugié ou d'apatride et n'est pas admissible dans un pays tiers, ou encore si son état de santé nécessite une prise en charge médicale dont le défaut pourrait entraîner pour lui des conséquences d'une exceptionnelle gravité, sous réserve qu'il ne puisse effectivement bénéficier d'un traitement approprié dans le pays de renvoi.

Il en résulte qu'un ressortissant de l'Union peut faire l'objet d'une mesure d'éloignement s'il ne remplit plus les conditions lui conférant un droit au séjour.
Ainsi, compte tenu notamment des dispositions transitoires de l'acte d'adhésion, si un ressortissant roumain ou bulgare ne remplit plus ces conditions, il peut faire l'objet d'une mesure d'éloignement.

L'aide au retour
Le Comité considère que certains ressortissants d'Europe centrale et orientale ont été contraints de consentir à l'aide au retour.
Cette allégation doit être contestée, au regard notamment des conditions d'octroi de cette aide, rappelées ci-après.
S'agissant des mesures d'éloignement pour séjour irrégulier, l'étranger qui en fait l'objet peut, en effet, **pendant le délai de départ volontaire** d'un mois qui lui est accordé, demander à bénéficier d'une **aide au retour**, consistant, selon le cas, en une prise en charge des frais de transports pour le pays d'origine (billet d'avion, coût des bagages), un pécule et une aide à la réinsertion, si un projet en ce sens a été élaboré par l'étranger.
Dans le cas le plus fréquent, l'aide au retour consiste en une prise en charge des frais de transports et en une aide financière, au minimum de 300 euros par adulte. Cette aide est accordée **sur demande de l'étranger**, présentée auprès de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII), établissement public placé sous la tutelle du ministre chargé de l'immigration.
La procédure d'octroi de l'aide au retour suit les étapes suivantes :
- l'étranger volontaire pour quitter la France (à la suite de visite sur un campement par les agents de l'OFII, s'il s'agit de Roumains ou de Bulgares par exemple, ou spontanément) vient à l'antenne locale de l'établissement, appelée Direction territoriale. Il doit fournir les documents requis prouvant qu'il remplit les conditions d'éligibilité (preuve de présence en France depuis plus de trois mois ou OQTF, pièces d'identité pour lui-même et ses enfants (carte d'identité ou passeport). Si le dossier n'est pas complet lors du premier passage à l'antenne locale, il doit revenir avec les documents ;
- une fois que toutes les pièces sont présentes, le dossier est enregistré et instruit par les agents de l'OFII ;
- si la Direction Territoriale a un vol affrété programmé avec des places vacantes une convocation leur est donnée pour le vol, le délai minimal est de 10 jours et maximal de 1 mois ; si aucun vol affrété par l'OFII n'est disponible, l'étranger est invité à se représenter 15 jours plus tard pour recevoir une convocation pour un vol commercial ;
- pour les vols affrétés vers la Roumanie, un lieu de rendez-vous est en général donné avec un plan et des cars sont à leur disposition pour aller à l'aéroport, deux interprètes sont présents ;
- à l'aéroport les formalités d'enregistrement auprès de la compagnie aérienne sont effectuées avec l'aide des agents de l'OFII tant pour les vols affrétés que pour les vols réguliers. Le pécule est remis lors de l'embarquement.

A toutes les étapes de la procédure, les étrangers reçoivent les explications nécessaires, au besoin grâce à un **interprète**. **Ils peuvent à tout moment revenir sur leur demande et refuser l'aide**.
Ainsi, le consentement au bénéfice de l'aide au retour est nécessairement répété à plusieurs reprises et il n'y a aucune obligation pour les étrangers à l'accepter.

Protections contre les mesures d'éloignement pour séjour irrégulier ou pour menace grave à l'ordre public
Diverses protections existent contre les mesures d'éloignement pour séjour irrégulier ou pour menace grave à l'ordre public, que l'on trouve respectivement aux articles L. 511-4 du

CESEDA et L. 521-2 et L. 521-3 du même code). Ces protections sont pour l'essentiel fondées :

- sur l'âge (un mineur ne peut être éloigné seul du territoire français) ;
- sur l'état de santé ;
- sur l'ancienneté du séjour en France ;
- sur le droit au respect de la vie privée et familiale en France.

L'autorité administrative appelée à prendre l'une ou l'autre de ces décisions doit d'une part vérifier d'abord si l'étranger soit est en séjour irrégulier, soit constitue une menace grave pour l'ordre public, **par un examen au cas par cas de sa situation**, et d'autre part s'il bénéfice d'une des protections instituées par la loi.

Avant de prendre une décision d'éloignement, il est ainsi procédé par l'administration à un **examen individuel et circonstancié de la situation personnelle de l'étranger**, sur la base principalement :

- des **auditions menées par le service interpellateur** (police ou gendarmerie), en fonction des déclarations faites par l'étranger, en cas d'interpellation sur la voie publique ;
- des **données enregistrées dans le fichier national des étrangers**, si l'étranger est connu de l'administration et déjà enregistré dans le fichier (existence ou non d'une demande de titre de séjour, existence d'un précédent refus de titre de séjour, situation au regard de l'asile, éventuelle mesure d'éloignement antérieure).

Une fois ces vérifications faites, l'autorité administrative prend une **décision individuelle, motivée, signée par l'autorité administrative compétente**, et qui peut faire l'objet d'une **traduction orale** si l'étranger le demande, et qui **mentionne les voies et délais de recours** devant le tribunal administratif.

Les mesures d'éloignement pour séjour irrégulier peuvent donner lieu à un **recours, pleinement suspensif**, devant le tribunal administratif, qui statue à l'issue d'une **audience publique**. L'étranger peut demander **l'assistance gratuite d'un avocat et celle d'un interprète**. Tant que le tribunal n'a pas statué, l'éloignement est suspendu.

Les mesures **d'éloignement pour menace grave à l'ordre public sont en principe**, sauf dans les cas où le comportement de l'étranger est particulièrement grave (activités terroristes, provocation à la haine, à la discrimination ou à la violence contre des personnes déterminées), précédées **d'une procédure contradictoire devant une commission composée de trois magistrats qui émettent un avis consultatif pour l'autorité administrative**. L'arrêté d'expulsion peut être contesté par **référé devant le tribunal administratif**, qui peut en suspendre l'exécution sous un délai de 48 heures.

CSER 19§8 IRLANDE

Le CEDS conclut que la situation de l'Irlande n'est pas conforme à l'article 19§8 de la Charte révisée au motif que les travailleurs migrants visés par une mesure d'expulsion ne disposent pas d'un droit de recours.

538. Le représentant de l'Irlande donne lecture d'une longue déclaration qui peut être résumée comme suit :

539. L'Irlande soutient que sa situation est pleinement conforme à l'article 19§8 tant en ce qui concerne son cadre législatif que les mesures prises en la matière. L'Irlande n'expulse pas les personnes résidant légalement sur son territoire, qu'il s'agisse de travailleurs migrants ou de toute autre personne, sauf dans des cas exceptionnels, de la nature de ceux que mentionne l'article 19§8. Autrement dit, l'Irlande n'expulse que des personnes résidant illégalement sur son territoire.

La déclaration donne ensuite des informations très précises pour montrer que, même dans ce cas, l'expulsion n'est pas une mesure arbitraire d'application de la loi, mais fait l'objet d'une procédure formelle exposée dans la loi relative à l'immigration de 1999.

A la lumière de l'ensemble des explications fournies, le représentant de l'Irlande conclut que le réexamen judiciaire, tel qu'opéré dans le cadre du système juridique irlandais dans la sphère de l'immigration, du droit d'asile et de la citoyenneté, constitue un recours effectif et par conséquent, la situation est conforme aux exigences de l'article 19§8.

540. Le Comité rappelle que le CEDS a établi que le mécanisme judiciaire tel qu'il fonctionne actuellement dans le système juridique irlandais n'équivaut pas à un droit d'appel ainsi que l'exige le CEDS. Il ajoute que la situation de non-conformité existe depuis 1975 et a fait l'objet de deux recommandations, l'une en 1995, l'autre en 1999.

541. Le Comité invite le Gouvernement irlandais à demander une réunion avec le CEDS. La discussion sur le réexamen judiciaire par rapport au système d'appel devrait être tranchée avant la prochaine appréciation du CEDS.

542. Le représentant de l'Irlande indique que le nouveau Gouvernement en place depuis 2011 s'apprête à réexaminer la législation relative à l'immigration. Lors de cet examen, les autorités prendront en compte les observations du CEDS sur ce point.

543. Le Comité décide de demander un autre vote sur une Recommandation qui a été rejetée (7 voix pour, 11 contre). Nonobstant le rejet de cette demande, le Comité considère que son vote sur les Recommandations antérieures garde sa validité jusqu'à ce que le Gouvernement irlandais rende la situation conforme aux dispositions de la Charte sociale européenne.

CSER 19§8 ITALIE

Le Comité conclut que la situation de l'Italie n'est pas conforme à l'article 19§8 de la Charte aux motifs que les « mesures de sécurité » en vigueur pendant la période de référence constituent un cadre juridique discriminatoire qui vise les Roms et les Sintis, en leur rendant difficile l'accès aux documents d'identité dont ils ont besoin pour régulariser leur statut de résident, et en autorisant par conséquent même l'expulsion de citoyens italiens ou de ressortissants d'autres Etats de l'UE.

544. La représentante de l'Italie a fourni par écrit les informations suivantes :

> As it is known, the ruling of the Council of State No. 6050 of 16 November 2011 repealed the declaration of the state of emergency and of the ensuing ordinances of civil protection with the appointment of the delegated Commissioners. As there are no reasons to renew the state of emergency, the Government adopted and forwarded to the European Commission a plan containing an overall strategy on Roma, Sinti and Travellers; in the present framework of competences, the plan is aimed at favouring inclusive policies of integration with particular reference to the respect of the fundamental rights of individuals. In connection with the operations directed at dealing with the serious situation of hygienical, medical and social-environmental decay existing in irregular and authorized settlements, the collection of data necessary to identify the concerned individuals was carried out fully respecting the ordinary provisions, without any form of ethnic or racial discrimination whatsoever. As a result the activity led to the issuing of a large number of residence permits for humanitarian reasons and other types of authorizations were renewed. In consideration of the fact that the above mentioned activity was mainly devoted to families with small children, adequate forms of support were provided, particularly meals and assistance. It is worth mentioning that the activity of the authorities was carried out according to the above mentioned modalities, as shown by the fact that over the last few months many associations with a social focus have accompanied families of Yugoslav origin to the competent offices of the Police Headquarters to

submit their applications of international protection, which are processed by the ad hoc working group.

CSER 19§8 PAYS-BAS (ROYAUME D'EUROPE)

Le CEDS conclut que la situation des Pays-Bas n'est pas conforme à l'article 19§8 de la Charte au motif que les membres de la famille d'un travailleur migrant qui se sont installés aux Pays-Bas à la suite d'un regroupement familial peuvent être expulsés lorsque ledit travailleur migrant fait l'objet d'une telle mesure.

545. Le représentant des Pays-Bas indique qu'un travailleur migrant et sa famille peuvent se voir refuser le droit de continuer à résider sur le territoire du pays en fonction de leur statut d'immigration. De fait, pour les travailleurs ayant un titre de séjour temporaire, la perte d'emploi peut avoir des conséquences pour leur statut juridique et celui de leurs familles.

546. Le représentant des Pays-Bas précise que les membres de la famille d'un travailleur migrant peuvent demander un titre de séjour indépendant à l'issue d'une période de trois ans. Durant les trois premières années, les membres de la famille doivent quitter les Pays-Bas avec le travailleur migrant dans l'hypothèse où celui-ci/celle-ci perdait le droit d'y rester. Interrogé sur la raison de cette période imposée de trois ans, le représentant des Pays-Bas répond qu'elle est censée prévenir tout abus du système, par exemple les mariages arrangés avec le seul but d'obtenir un permis de résidence.

547. Etant donné que la situation n'est pas conforme à la Charte sociale européenne depuis 2002, le Comité demande un vote sur une Recommandation qui est rejetée (0 voix pour, 18 contre). Le Comité demande alors un Avertissement, lequel est également rejeté (4 voix pour, 13 contre).

CSER 19§8 PORTUGAL

Le Comité conclut que la situation au Portugal n'est pas conforme à l'article 19§8 de la Charte au motif que l'expulsion des travailleurs migrants est possible s'ils interviennent de manière abusive dans l'exercice des droits de participation politique réservés aux citoyens portugais et s'il existe des motifs fondés de croire qu'ils ont commis ou envisagent de commettre de graves délits, notamment sur le territoire de l'Union européenne, dans des circonstances qui vont au-delà de ce qui est permis par la Charte.

548. Aucune information n'est parvenue de la part du Gouvernement du Portugal.

CSER 19§8 RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA

Le Comité conclut que la situation de la République de Moldova n'est pas conforme à l'article 19§8 de la Charte aux motifs que :

- *il n'est pas établi que les motifs autorisant l'expulsion d'un travailleur migrant soient permit par la Charte ;*
- *il n'est pas établi que les travailleurs migrants qui font l'objet d'un arrêté d'expulsion disposent de voies de recours suffisantes ;*
- *il n'est pas établi que les membres de la famille d'un travailleur migrant expulsé puissent demeurer sur le territoire.*

<u>Premier, deuxième et troisième motifs de non-conformité</u>

549. La représentante de la République de Moldova a fourni par écrit les informations suivantes :

Tenant compte de la nécessite d'établir un cadre juridique sur la libre circulation et l'immigration des étrangers sur le territoire de la République de Moldova, d'assurer un mécanisme complet, uniforme et continu de réglementation du régime des étrangers sur le territoire du pays, d'appliquer une procédure uniforme de leur documentation et d'adopter un nouveau cadre normatif en conformité avec la législation communautaire, le 16 juillet 2010 on a adopté la Loi n 200-XVII sur le régime des étrangers dans la République de Moldova (Monitor Oficial de la République de Moldova, 2010, n 179-181, art.610), qui est entré en vigueur le 24 décembre 2010.

La Loi n 200 régit l'entrée, le séjour et la sortie des étrangers sur/du territoire de la République de Moldova, l'octroi et la prolongation du droit de leur séjour, rapatriement et documentation, stipule les mesures de contrainte en cas de non-respect du régime de séjour et les mesures spécifiques d'évidence de l'immigration, en conformité avec les engagements pris par la République de Moldova par les traites internationaux auxquels la République de Moldova avait adhéré.

Conformément à l'article 4 de la Loi 200 les étrangers qui se trouvent légalement sur le territoire de la République de Moldova bénéficient des mêmes droits et libertés que les citoyens de la République de Moldova, garantis par la Constitution de la République de Moldova et d'autres lois, ainsi que les droites prévus dans les traites internationaux avec les exceptions établies par la législation en vigueur.

En même temps l'article 62 stipule que l'expulsion peut être disposée seulement contre un étranger qui a commis une contravention ou une infraction sur le territoire de la République de Moldova. L'expulsion peut être disposée seulement par l'instance judiciaire.

Conformément aux prévisions de l'article 40 du Code contraventionnel l'expulsion est une mesure de déplacement imposé du territoire de la République de Moldova de citoyens étrangers et des apatrides qui ont violé les règles de séjour sur le territoire du pays. L'expulsion a comme but l'élimination d'une situation de danger et la prévention de l'accomplissement par cette personne des actions socialement dangereuses.

L'article 333 du Code contraventionnel décrit les situations de violation des règles de séjour par les étrangers et notamment : le non-départ du territoire du pays à l'issus de la durée de séjour accorde, le séjour sans actes d'identité, avec des documents non-authentiques ou dont le délai de validité a expiré ; le non respect des règles d'entrée et de sortie de la République de Moldova ; l'évasion de l'examen médical pour dépister le virus immunodéficitaire (HIV) ; par la déclaration de données fausse en vue d'obtenir le visa, du permis de séjour ou du document d'identité.

L'article 465 stipule également que les décisions des instances judiciaires contraventionnelles peuvent être attaquées.

L'article 105 du Code pénal de la République de Moldova stipule également les motifs quand un étranger peut être expulsé du territoire de la République de Moldova. Par suite les étrangers qui ont été condamnés pour l'accomplissement des infractions ils peuvent se voir interdire de rester sur le territoire du pays. Lors de la prise de la décision sur l'expulsion des personnes on doit tenir compte du droit de respecter leur vie privée.

Comme on l'a déjà mentionné supra, la mesure d'expulsion ne peut être dispose que par l'instance judiciaire, tandis que le Ministère de l'Intérieur est responsable seulement de l'exécution de la mesure d'expulsion de l'étranger.

Par conséquent, en conformité avec les prévisions des p.p. 54 et 55 du Règlement sur les procédures de retour, d'expulsion et de réadmission des étranger du territoire de la République de Moldova, approuve par la décision du Gouvernement n 492 du 7 juillet 2012, l'autorité compétente pour les étrangers est responsable de l'exécution de a meures d'expulsion de l'étranger qui a commis une contravention ou une infraction sur le territoire de la République de Moldova et par rapport à qui il existe un décision judiciaire définitive. Dans ce sens l'autorité compétente pour les étrangers émettra une décision qui notifiera l'étranger, dans la langue d'état ou dans une langue de circulation internationale qu'il comprend, la décision de l'instance

judiciaire sur son expulsion du territoire de la République de Moldova. En cas où cela est impossible, on va recourir aux services d'un interprète autorisé, chose qui sera consignée dans la décision.

En ce qui concerne les droits des membres de famille des travailleurs expulsés il faut mentionner que l'article 8 du Code contraventionnel institue le principe du caractère personnel de la responsabilité contraventionnel, selon lequel seule la personne qui a accompli sciemment ou par imprudence une action prévue par la loi contraventionnelle est soumise à la responsabilité contraventionnelle et comme suite la décision d'expulsion ne se reflète pas sur les membres de famille.

En même temps le 12 avril 2012 le Parlement a adopté la Loi n76 pour la modification et de complètement de la Loi 23-XVI du 16 février 2007 sur la prophylaxie de l'infection HIV/SIDA, qui stipule de manière expresse le fait qu'il est interdit toute restriction de voyage, le passage de la frontière, le refus de délivrance du permis de séjour a la base du statut de HIV positif. Dans ce contexte, le Ministère de l'Intérieur a élaboré le projet de Loi sur la modification et le complètement de certains actes normatifs amendant l'article 333 du Code Contraventionnel, dans le contexte de l'exclusion de la responsabilité contraventionnelle par rapport aux étrangers qui s'esquivent de l'examen médical pour pouvoir dépister le virus immunodéficitaire (HIV). Actuellement ce projet passe la procédure de consultation.

CSER 19§8 SUÈDE

Le CEDS conclut que la situation de la Suède n'est pas conforme à l'article 19§8 de la Charte au cours de la période de référence au motif que les travailleurs migrants qui font l'objet d'une mesure d'expulsion fondée sur la menace contre la sécurité de l'Etat ne disposent pas d'un recours devant un organe indépendant.

550. En l'absence de la représentante de la Suède, le Secrétariat donne lecture d'une déclaration écrite qui est résumée comme suit :

551. Conformément aux modifications apportées à la loi et entrées en vigueur le 1er janvier 2010, les cas liés à la sécurité sous la loi pour les étrangers (2005:716) sont maintenant examinés pour l'essentiel de la même manière que d'autres cas entrant dans le cadre de la même loi. Par conséquent, les recours contre les décisions dans les cas liés à la sécurité sont traités par les juridictions de première et deuxième instance chargées de l'immigration, et non par les services du Gouvernement.

Les cas exceptionnels où les conséquences sont de haute importance pour la sécurité nationale, par exemple lorsque l'Etat même se trouve gravement menacé, peuvent être traités sous la loi sur le contrôle (dispositions spéciales) des étrangers (1191:572) si certaines conditions sont réunies. En application des modifications mentionnées, la portée de cette loi a été réduite par des conditions plus strictes, et les garanties juridiques encadrant les procédures sous cette loi ont également été renforcées. Dans des cas liés à l'expulsion en vertu de cette loi, le Gouvernement demeure une instance d'appel. Néanmoins, lorsqu'elle est saisie, la Commission des recours doit rapidement transférer les documents en question directement à la juridiction chargée de recours. La Cour est appelée à exprimer son propre avis, portant non seulement sur le problème des obstacles au renforcement des mesures d'expulsion (risque de torture, traitement inhumain ou dégradant ou punition, etc.) mais sur toutes les questions concernant ce cas. La Cour est dotée de pouvoirs d'investigation et l'étranger est assuré du droit de présenter ses preuves. La Cour est également tenue d'organiser une audience orale avant d'exprimer son avis.

Si la Cour considère qu'il existe des obstacles à l'exécution de la mesure d'expulsion, le Gouvernement ne peut pas s'écarter de cette appréciation. Dans ce cas, le Gouvernement doit interdire son exécution jusqu'à nouvel ordre *(inhibition)* ou accorder un permis de résidence

temporaire à l'étranger. Un arrêté d'expulsion ne peut pas être exécuté pendant la période couverte par le titre de séjour.

La loi sur le contrôle (dispositions spéciales) des étrangers était – même antérieurement aux modifications – très rarement appliquée. En effet, elle a été exécutée dans un seul cas depuis 2008. Dans ce cas particulier, l'individu concerné s'est vu accorder un permis de résidence temporaire.

Les informations relatives aux garanties encadrant aujourd'hui les procédures d'expulsion ne sont pas claires dans le rapport initial transmis par le Gouvernement et examiné par le CEDS.

552. Le Comité prend note des développements intervenus et invite le Gouvernement de la Suède à rendre la situation conforme à la Charte sociale européenne.

CSER 19§8 TURQUIE

Le Comité conclut que la situation de la Turquie n'est pas conforme à l'article 19§8 de la Charte aux motifs :

- *qu'il n'a pas été établi que les motifs d'expulsion d'un travailleur migrant sont limités à ceux qui sont permis par l'article 19§8 de la Charte ;*
- *que l'article 21 de la loi relative à la circulation et au séjour des étrangers dispose que « le ministère de l'Intérieur est habilité à expulser les gens du voyage apatrides et non turcs qui n'ont pas de lien avec la culture turque ».*

Premier et deuxième motifs de non-conformité

553. Le représentant de la Turquie a fourni par écrit les informations suivantes :

> The committee concluded that the situation in Turkey is not in conformity with the Social Charter on the grounds that Article 19 of Act No. 5683 regarding Residence and Travel of the Foreigners gives broad authority to the Ministry of Interior because the list of reasons for deportation is not mentioned in the Act, and the information requested has not been sent. Our Government's response is presented below.
> The authority given to the Ministry of Interior with Article 19 of Act No. 5683 consists of the lawful use of authority of taking measures and deportation, described in the first three articles of the European Convention on Establishment and in Article 2 of Protocol no. 2 of European Convention on Human Rights.
> It is also observed that the conclusions regarding the indefiniteness of the reasons for deportation are lacking, as Article 8 of Act No. 5683 describes the scope of the foreigners who are not allowed to enter the country and Article 7 of the same act describes the foreigners who are not to be given residence permit.
> During the process of decision making for deportation for foreigners, the factors of situation of residence permit, attendance in education, work permit and family togetherness are considered and the decision for deportation is not taken immediately for the foreigners who fulfill one of these conditions, in other words, the foreigners who have had a residence permit for a long time in our country and they are let using their residence permits. Besides, every foreigner has the right for judicial remedy in the court, against the decision of deportation taken by the Ministry of Interior.
> In the scope of the protection of the social rights of the migrant workers, the residence permits of these workers are not cancelled or they are deported unless they commit a crime requiring penal servitude, their work contracts are cancelled or their work permits expire/cancelled.

Article 19§10 – Égalité de traitement pour les travailleurs indépendants

CSER 19§10 ARMÉNIE

Le Comité conclut que la situation de l'Arménie n'est pas conforme à l'article 19§10 de la Charte aux motifs pour lesquels elle n'est pas conforme aux paragraphes 1 et 12 de ce même article.

554. La représentante de l'Arménie a fourni par écrit les informations suivantes :

> In a large number of secondary schools of Armenia there are additional language educational programmes (English, French, German, Italian, Spanish, Persian, Georgian, Russian) where the children of migrant workers/self-employed migrants can take part.
> Besides, the International Organization of Migration in cooperation with state bodies organizes Armenian language courses for those migrants who applied for such course.

CSER 19§10 CHYPRE

Le Comité conclut que la situation de Chypre n'est pas conforme à l'article 19§10 de la Charte aux motifs pour lesquels elle n'est pas conforme aux paragraphes 1, 4 et 6 de ce même article.

555. La représentante de Chypre a fourni par écrit des informations (voir sous CSER 19§1 Chypre, CSER 19§4 Chypre et CSER 19§6 Chypre dans le présent document).

CSER 19§10 ESTONIE

Le CEDS conclut que la situation de l'Estonie n'est pas conforme à l'article 19§10 de la Charte au motif pour lesquels elle n'est pas conforme au paragraphe 6 de ce même article.

556. La représentante de l'Estonie renvoie à sa déclaration au titre de l'article 19§6.

557. Le Comité renvoie à la décision qu'il a prise dans le cadre de l'article 19§6 (voir sous CSER 19§6 Estonie dans le présent document).

CSER 19§10 FRANCE

Le Comité conclut que la situation de la France n'est pas conforme à l'article 19§10 de la Charte aux mêmes motifs que ceux pour lesquels elle n'est pas conforme aux paragraphes 4, 6 et 12 de ce même article.

558. La représentante de la France a fourni par écrit des informations (voir sous CSER 19§4 France, CSER 19§6 France et CSER 19§12 France dans le présent document).

CSER 19§10 GÉORGIE

Le Comité conclut que la situation de la Géorgie n'est pas conforme à l'article 19§10 de la Charte au même motif pour lesquels elle n'est pas conforme au paragraphe 12 de ce même article.

559. Le représentant de la Géorgie a fourni par écrit les informations suivantes :

> There are no restrictions on foreign ownership of property or assets in Georgia. Foreigners can freely enter in entrepreneurial activities as well as engage in formal employment or self-

employment. Norms and regulations governing labor relationships in the country are applicable to foreigners to the same extent as to Georgian nationals.

CSER 19§10 IRLANDE

Le CEDS conclut que la situation de l'Irlande n'est pas conforme à l'article 19§10 de la Charte aux motifs pour lesquels elle n'est pas conforme aux paragraphes 6, 8 et 12 de ce même article.

560. Le représentant de l'Irlande renvoie à sa déclaration au titre de l'article 19§8.

561. Le Comité renvoie à la décision qu'il a prise dans le cadre de l'article 19§8 (voir sous CSER 19§8 Irlande dans le présent document).

CSER 19§10 ITALIE

Le Comité conclut que la situation de l'Italie n'est pas conforme à l'article 19§10 de la Charte aux motifs pour lesquels elle n'est pas conforme aux paragraphes 1, 4, 6, 8 et 12 du même article.

562. La représentante de l'Italie a fourni par écrit les informations suivantes :

> Substantially the Committee, on the basis of the information contained in the X Report, submitted by the Italian Government, acknowledges that there continues to be no discrimination between migrant employees and self-employed migrants, as well as between self-employed nationals and self-employed migrants, however a finding of non-conformity under paragraphs 1,4,8,12 of article 19 leads to a finding of non-conformity under paragraph 10, since the same grounds for non-conformity as described under the aforementioned paragraphs applies to the self-employed workers.
> Without dealing with each case of non-conformity, duly and separately dealt with, concerning this paragraph the complete absence of discrimination amongst the different categories of migrant wage-earners and self-employed, as well as between self-employed nationals and self-employed migrants, is herein confirmed.
> Anyway, it is considered inappropriate the extension of non-conformity to paragraph 10 of article 19 on the equal treatment for self-employed migrants, referring to paragraph 4 of the same article such as equal treatment in respect of employment, trade union membership and accommodation. In particular, the first motive of non-conformity mentioned by Conclusions 2011, concerning the equality of treatment between migrant and national workers referred to the extension of the benefits offered by collective labour agreements (collective employment contracts), since they are not enforceable on self-employed workers, but only for all those workers in the workplace belonging to the categories that the contract refers to.
> Finally, with reference to the legislative discipline relevant to self-employed migrants, in particular the grant of the permit to stay and all the prerequisites, formalities required to EU citizens and foreigners, in order to carry out self-employment activity in Italy, we lead back to the last Report on article 18 of the revised European Charter, dispatched this year.

CSER 19§10 PAYS-BAS (ROYAUME D'EUROPE)

Le CEDS conclut que la situation des Pays-Bas n'est pas conforme à l'article 19§10 de la Charte aux motifs pour lesquels elle n'est pas conforme aux paragraphes 6 et 8 de ce même article.

563. Le représentant des Pays-Bas renvoie à ses déclarations au titre des articles 19§6 et 19§8.

564. Le Comité renvoie aux décisions qu'il a prises dans le cadre des articles 19§6 et 19§8 (voir sous CSER 19§6 Pays-Bas (Royaume d'Europe) et CSER 19§10 Pays-Bas (Royaume d'Europe) dans le présent document).

CSER 19§10 NORVÈGE

Le Comité conclut que la situation de la Norvège n'est pas conforme à l'article 19§10 de la Charte aux motifs pour lesquels elle n'est pas conforme aux paragraphes 4 et 11 de ce même article.

565. La représentante de la Norvège a fourni par écrit des informations (voir sous CSER 19§4 Norvège dans le présent document).

CSER 19§10 PORTUGAL

Le Comité conclut que la situation du Portugal n'est pas conforme à l'article 19§10 de la Charte aux motifs pour lesquels elle n'est pas conforme au paragraphe 8 de ce même article.

566. Aucune information n'est parvenue de la part du Gouvernement du Portugal.

CSER 19§10 SLOVÉNIE

Le CEDS conclut que la situation de la Slovénie n'est pas conforme à l'article 19§10 de la Charte aux motifs pour lesquels elle n'est pas conforme aux paragraphes 1, 4 et 11 de ce même article.

567. La représentante de la Slovénie renvoie à sa déclaration au titre de l'article 19§4.

568. Le Comité renvoie à la décision qu'il a prise dans le cadre de l'article 19§4 (voir sous CSER 19§4 Slovénie dans le présent document).

CESR 19§10 SUÈDE

Le CEDS conclut que la situation de la Suède n'est pas conforme à l'article 19§10 de la Charte au motif pour lequel elle n'est pas conforme au paragraphe 8 de ce même article.

569. La représentante de la Suède renvoie à sa déclaration au titre de l'article 19§8.

570. Le Comité renvoie à la décision qu'il a prise dans le cadre de l'article 19§8 (voir sous CSER 19§8 Suède dans le présent document).

CSER 19§10 TURQUIE

Le CEDS conclut que la situation de la Turquie n'est pas conforme à l'article 19§10 de la Charte aux motifs pour lesquels elle n'est pas conforme aux paragraphes 1, 4, 6 et 8 de ce même article.

571. Le représentant de la Turquie renvoie à sa déclaration au titre de l'article 19§4.

572. Le Comité renvoie à la décision qu'il a prise dans le cadre de l'article 19§4 (voir sous CSER 19§4 Turquie dans le présent document).

Article 19§11 – Enseignement de la langue de l'État d'accueil

CSER 19§11 ARMÉNIE

Le Comité conclut que la situation de l'Arménie n'est pas conforme à l'article 19§11 de la Charte au motif qu'aucune mesure n'a été mise en place pour permettre aux travailleurs migrants et à leurs familes d'apprendre l'arménien.

573. La représentante de l'Arménie a fourni par écrit les informations suivantes :

In a large number of secondary schools of Armenia there are additional language educational programmes (English, French, German, Italian, Spanish, Persian, Georgian, Russian) where the children of migrant workers/self-employed migrants can take part.
Besides, the International Organization of Migration in cooperation with state bodies organizes Armenian language courses for those migrants who applied for such course.

CSER 19§11 NORVÈGE

Le Comité conclut que la situation de la Norvège n'est pas conforme à l'article 19§11 de la Charte au motif qu'il n'a pas été établi que les travailleurs migrants originaires de pays non communautaires ou n'appartenant pas à l'EEE ont droit à des cours de langue gratuits lorsqu'ils ne sont pas en mesure de payer les cours de langue obligatoires.

574. La représentante de la Norvège a fourni par écrit les informations suivantes :

Migrant workers and members of their families might have an equal need for Norwegian language training and social studies, as other immigrants. Language skills and knowledge of the Norwegian society are considered of great importance for immigrants' integration into society and working life. Despite this, the circumstances of the migrant workers and their families differ from those having been granted asylum, residence permit on humanitarian ground, or collective protection. The last groups mentioned are seen as being a particular responsibility of the Norwegian authorities.
The point of departure is different for immigrant workers who according to their residence permit after the immigration act § 8, first paragraph, must have a wage income. On these grounds it is considered that immigrant workers, who are wage-earners, are able to pay for expenses related to public services, such as language training. Thus, the argumentation has not changed since Norway's 8th report.
If immigrants cannot meet the costs, they may apply for economic support from the local social services in the municipality where they live. Persons who are not able to care for their own living are entitled to economic aid from the municipality in which they are present. Cost connected to language classes may be covered after an individual assessment, if such classes are considered likely to improve the person's possibilities to get work or to overcome or adapt to a difficult situation. There are no available statistics indicating the amount of such applications.
Legal immigrants having difficulties in finding work due to lack of knowledge of Norwegian language can get language classes as part of a qualification program. The courses are free, and the participants in the qualification program are paid for their participation.
It is important to stress that in general municipalities as well as employers are free to organize language training free of charge for persons without such rights. We have knowledge of municipalities doing so, although we lack concrete statistic material.
Over the last couple of years both public and non-public actors have started developing online language courses in Norwegian. Some of these innovations have been led or funded by Vox,

Norwegian Agency for Lifelong Learning, a subordinate agency of the Norwegian Ministry of Education and Research. Online language courses are meant to be used as a part of the ordinary training courses, as well as on its own basis. Online language courses are believed to give increased flexibility and adaptability to the needs of the students and employers wanting to offer training to their employees. By now, most online courses charge a fee from participants without rights to free training. The exception is one online course in Norwegian on entry level (NoW), developed at the Norwegian University of Science and Technology, NTNU. This course is designed for foreign students at NTNU, but it is open to anyone wanting to learn Norwegian.
Furthermore, it is necessary to stress that the right or obligation ro participate in a Norwegian language training course and social studies, shall not apply if it is documented that the person concerned has adequate knowledge of Norwegian or Sami. If special health or other weighty reasons warrant doing so, the municipality may exempt an individual from the obligation to participate.

CSER 19§11 SLOVÉNIE

Le Comité conclut que la situation de la Slovénie n'est pas conforme à l'article 19§11 de la Charte au motif que la condition de résidence de deux ans exigées pour pouvoir suivre des cours de slovène gratuitement est excessive.

575. La représentante de la Slovénie a fourni par écrit les informations suivantes :

The Ministry of the Interior of the Republic of Slovenia analysed the efficiency of implementing integration measures. The analysis showed that integration programmes (Slovenian language courses and courses on Slovenian history, culture and constitutional order) should be provided sooner or soon after entry into the state. Therefore, the Decree on Aliens Integration was amended in 2010. Slovenian language courses and courses on Slovenian history, culture and constitutional order are available free of charge to newly arrived third-country nationals who live in the Republic of Slovenia based on a temporary residence permit issued for a period of at least one year. This amendment enables free language courses and courses on Slovenian society for all who intend to reside in the Republic of Slovenia for at least one year.

Article 19§12 – Enseignement de la langue maternelle du travailleur migrant

CSER 19§12 ARMÉNIE

Le Comité conclut que la situation de l'Arménie n'est pas conforme à l'article 19§12 de la Charte au motif qu'aucune mesure n'a été mise en place pour permettre aux enfants des travailleurs migrants d'apprendre leur langue maternelle.

576. La représentante de l'Arménie a fourni par écrit les informations suivantes :

In a large number of secondary schools of Armenia there are additional language educational programmes (English, French, German, Italian, Spanish, Persian, Georgian, Russian) where the children of migrant workers/self-employed migrants can take part.
Besides, the International Organization of Migration in cooperation with state bodies organizes Armenian language courses for those migrants who applied for such course.

CSER 19§12 FRANCE

Le Comité conclut que la situation en France n'est pas conforme à l'article 19§12 de la Charte au motif qu'il n'a pas été établi que la France favorise et facilite l'enseignement de la langue maternelle des travailleurs migrants aux enfants de travailleurs migrants.

577. La représentante de la France a fourni par écrit les informations suivantes :

1. Il convient de rappeler que le principe en France est que les élèves non francophones, qui arrivent tout au long de l'année en France, dont la maîtrise de la langue française ou des apprentissages scolaires est insuffisante pour intégrer immédiatement une classe du cursus ordinaire, bénéficient d'un dispositif d'accueil particulier d'adaptation au système scolaire.
2. Les ELCO sont un dispositif particulier qui permet de continuer à apprendre la langue maternelle du migrant, dans le cadre du système scolaire.
Ce dispositif vise, à travers la valorisation de la langue et de la culture d'origine, un épanouissement personnel de l'enfant ou de l'adolescent. Par ailleurs la maîtrise de la langue maternelle est considérée par les linguistes comme un préalable nécessaire à la réussite de l'apprentissage d'une langue seconde. Les cours d'ELCO concourent donc à structurer la langue que parlent le plus souvent les enfants concernés dans leur famille.
L'ELCO est mise en œuvre sur la base de neuf accords bilatéraux désormais : l'Algérie, la Croatie, l'Espagne, l'Italie, le Maroc, le Portugal, la Serbie, la Turquie, et la Tunisie.
Le dispositif des ELCO est en constante amélioration.
3. Par ailleurs, il convient de noter que 19 langues sont enseignées dans le système scolaire français.
4. La conclusion du Comité – que l'on peut considérer comme excessive – concerne le soutien qui existerait hors du système scolaire. Or un bilan des activités péri-scolaires fournies par le réseau associatif est difficile à obtenir.

CSER 19§12 GÉORGIE

Le Comité conclut que la situation en Géorgie n'est pas conforme à l'article 19§12 de la Charte au motif qu'aucune mesure visant à promouvoir l'enseignement de la langue maternelle des travailleurs migrants n'a été prise.

578. Le représentant de la Géorgie a fourni par écrit les informations suivantes :

Foreigners in Georgia have the right to enjoy their cultural values to the full extent. They are guaranteed the right to use their native languages, observe and develop their national culture and traditions, provided that this does not endanger the national security or law and order in Georgia.
Georgia promotes the establishment and functioning of diaspora organizations. There are Azeri, Greek, Bulgarian, German, Jewish, Estonian, Latvian, Lithuanian, Polish, Osetian, Russian, Armenian, Ukrainian and many other diasporas in the country. They not only help protecting the rights of respective nationals entering and residing in the country but also play an important role in maintaining mother tongue, native culture and traditions of the migrant workers in Georgia.
In addition, a number of secondary schools offer education in foreign languages (such as Ukrainian, Russian, Azeri, Armenian, etc.), whilst almost all secondary schools teach major foreign languages (English, French, German, Spanish, Russian, etc.) on a mandatory or facultative basis. Since education in public schools is free either for Georgian nationals as well as foreigners, children of migrant workers have the opportunity to receive education in their native languages or to study their native and / or other languages along with Georgian language.

CSER 19§12 IRLANDE

Le Comité conclut que la situation de l'Irlande n'est pas conforme à l'article 19§2 de la Charte au motif qu'il n'est pas établi que l'Irlande favorise et facilite l'enseignement de la langue maternelle des travailleurs migrants à leurs enfants.

579. Le représentant de l'Irlande a fourni par écrit les informations suivantes :

Ireland is currently prioritising proficiency in the host language. There are over 160 nationalities represented in our second level schools. To provide opportunities to promote teaching of mother tongue for all would be very resource-intensive. Instead, students are able to take the following subjects in the terminal school examination (Leaving Certificate): English, Irish, French, German, Spanish, Italian, Russian, Japanese, Arabic and Ancient Greek. To cater for the particular needs of EU migrants they can also present for a non-curricular examination in any of the other EU languages. These non-curricular languages do not appear as part of the normal school curriculum but students may opt to be examined in them if they are from a member state of the EU, speak the language as a mother tongue, are presenting for the Leaving Certificate examination and for Leaving Certificate English. This non-curricular language initiative contributes to encouraging students to maintain proficiency in their heritage language.

CSER 19§12 ITALIE

Le Comité conclut que la situation de l'Italie n'est pas conforme à l'article 19§12 de la Charte au motif qu'il n'est pas établi que ce pays favorise et facilite l'enseignement de la langue maternelle des travailleurs migrants à leurs enfants.

580. La représentante de l'Italie a fourni par écrit les informations suivantes :

The teaching of the migrant workers' mother tongue to their children as envisaged in paragraph 12 of article 19 of the Charter is, as known, already quoted in the European Convention on the migrant worker's legal status, put into effect in Strasburg on November 24, 1977 (article 15), ratified by Act n° 13 of January 2, 1995 (Annexe of the Official Gazette n° 14 dated 01.18.1995)
Furthermore the European Union directive dated July 25,1977 on the migrant workers' children education (77/486/EEC) sets forth that the member States take appropriate measures to promote the teaching of the mother tongue and the culture of the country of origin; the most recent Resolution of the European Parliament dated April 2, 2009 on the migrants' children education (2008/2328 (INI) 2010/C 137 E/01), requires that member State Governments assure education to legal migrants' children, by also promoting their language and native culture and focusing on the importance for migrant children to learn their mother tongue. Besides, the Resolution acknowledges that the EC Directive 77/486/EEC current provisions do not correspond to the new social reality of the European Union, and hopes for its modification as to foresee the teaching of foreigners and non-members of the EU parents' children.
That being stated, with reference to the presumed Italian situation of non-conformity with Article 19, paragraph 12 relevant data are provided, excerpted from the survey launched by the Ministry of Education, University and Research at territorial schools offices, regarding the teaching of the migrant worker's mother tongue to his/her children attending Italian schools. This survey will enable the assessment concerning each Italian regional territory.

Campania

In some schools within the first and second cycle of studies, the Arab and Chinese languages are taught. 85 students of the Second cycle of studies learn the Arab language, whilst 72 students of the Second cycle of studies and 55 students from the First cycle learn the Chinese language. Agreements for the teaching of the mother tongue to foreign students, during extra school hours have never been reached.

Friuli Venezia Giulia

During the academic years 2010-2011 and 2011-2012, Romanian culture and language courses were held in schools, for those students belonging to the Romanian communities, settled in Italy and studying in the national schools of any stage and degree. Such project was agreed in conjunction with the Romanian Ambassador in Italy Razvan Rusu, who showed his interest in increasing and enriching the courses of Romanian language, culture and civilization in Italian schools also for the academic year 2012-2013.

Up to now about 150 students have attended the lessons, divided into 10-11 language courses held in five different schools differently distributed on the regional territory. The courses are held by teachers who teach mother tongue abroad and are funded by the Romanian Ministry of Education, Research, Youth and Sports- Institute for the Romanian language.

The schools bear the operating expense for organizing classes for the students concerned, and the additional salary of the ATA staff (Technical and Administrative Reserves) employed during outside normal teaching hours.

Another project was launched this year, born and started in an experimental way, at the request of a group of Albanian parents whose children attend schools of the province of Trieste. Even in this case a possibility has been given to Albanian-Kosovar children of primary school, to attend afternoon classes in order to learn correctly their mother tongue and maintain their family cultural identity. A teacher, working on a voluntary basis, has been entrusted with the teaching of the Albanian language. The course has about 30 students.

Lazio

From 2007 the region has started a plan for the teaching of the Romanian language, culture and civilization (RLCC), in 72 schools of the First cycle of studies, thus enforcing the agreement between the Italian and Romanian Ministries of education. The teachers are selected by the Romanian Ministry of Education.

Liguria

In this region Spanish is the most spoken language amongst the migrant population, and the regional authority has made sure of keeping the teaching of the Spanish language in secondary Schools of the First cycle of studies, to facilitate the inclusion of Hispano-American students.

Plans to enhance native languages are going to be implemented in cooperation with the University of Genoa and several Cultural associations and/or Associations run by migrants residing on the territory.

Lombardy

In the recent years this region has witnessed an increase of migration of great proportions.

Various projects have been launched regarding the teaching of the mother tongue and native culture, in nurseries, primary schools and secondary schools.

For the academic year 2011-2012 curricular and extra-curricular courses have been organized to teach Chinese (112), Japanese (11), Arab (46), Romanian (19) and Russian (40), for an overall of 1561 Chinese students, 340 Japanese students, 597 Arabian students, 298 Romanian students and 622 Russian students.

Piedmont

In schools of First and Second cycles of studies they have started:
- 15 courses of Arab language teaching for 205 students of the First cycle, on the grounds of a bilateral agreement with the General Consulate of Morocco;
- 17 courses of Romanian language for 362 students funded by the Romanian Ministry of Education;
- 8 courses of Chinese language for 486 students, held with the cooperation of local associations;
- 1 course of Russian language for 28 students.

Puglia
In schools of First and Second Cycles we have:
- 6 courses of Arab language for 45 students;
- 7 courses of Chinese language for 45 students;
- 1 course of Spanish language for 1 student;
- 7 courses of Russian language for 68 students;
- 5 courses of Albanian language for 35 students;
- 1 course of neo Greek language for 2 students;

Local cultural association run all of the language courses.

Sardinia
Two courses relating to the teaching of the Arabian language to 12 students of the First Cycle of studies have started, on the basis of a bilateral agreement with the General Consulate of Morocco who selects and pays for the teachers wages.
Furthermore, a Chinese language course for 10 students of the First cycle of studies has also been launched. The council of Oristano Social Assistance Centre has selected the teacher who works at no extra cost.

Umbria
A course of Chinese language, for 17 students in a Secondary school has started. Also on the basis of an agreement with the Ministry of Education of Morocco, there are 4 courses of the Arabian language for 145 students of primary and secondary school.

Sicily
In this Region we have one course of Chinese language for 22 children in the city of Palermo, organized by a local cultural association. There is also an Arab language course for students of the First cycles of studies in agreement with the Tunisian Embassy.
A Romanian language course is also present for 15 students of the First cycle of studies, and the Consulate of Romania at the request of local schools, has offered a two hours weekly course devoted to Romanian students residing in Sicily, starting from next year.
The Consulate will provide the teachers and text books, the schools the classrooms and surveillance.

Veneto
Territorial agreements are under way in all the provinces of the Region (thanks to the continuous cooperation between Italy and Romania), concerning specific projects of the teaching of Romanian language and native culture for a total of 13 courses, already started, for 142 students. Amongst the languages taught, apart from the communitarian languages since they are compulsory subjects of study, Chinese and Russian are to be pointed out.

Finally, besides the initiatives started by the schools, it is further registered the implementation on the National territory of mother tongue courses for migrant workers and their families,

promoted by Cultural Associations in each Municipality, where the presence of migrant workers is particularly high.

Article 27§1 – Participation à la vie professionnelle

CSER 27§1 IRLANDE

Le Comité conclut que la situation de l'Irlande n'est pas conrforme à l'article 27§1 de la Charte au motif que les périodes de congé parental ne sont pas prises en compte dans le calcul de la pension.

581. Le représentant de l'Irlande a fourni par écrit les informations suivantes :

Pension Entitlements and Parental Leave
There are provisions within the social code which are designed to protect the State Pension entitlements of those who take unpaid parental leave/leave the workforce entirely, to care for children or incapacitated people. Recognition of parental leave under occupational/private pension schemes depends upon the rules of the individual scheme but, in the main, unpaid leave does not count as reckonable service under such schemes. In order to qualify for a State Pension (Contributory) a person must satisfy a number of conditions as follows:

- Commence payment of insurance at least 10 years before retirement age;
- Pay a minimum of 520 contributions at an appropriate rate;
- Achieve a yearly average of at least 10 contributions paid or credited from the time they join insurance until the end of the contribution year before pension age. An average of 48 contributions is required for a maximum pension.

The social welfare pension entitlements of those who take time out of the workforce to care for children or an incapacitated person on a full-time basis are protected through the Homemakers Scheme which came into effect in 1994 and covers periods since then. This scheme allows for periods spent out of the workforce on caring duties to be disregarded when a person's insurance record is being averaged for pension purposes. Credited contributions are also awarded for the periods remaining in the contribution years when the caring starts and finishes. The scheme covers periods caring for children up to 12 years of age, or an incapacitated person, up to a maximum period of 20 years. Therefore, a person can be on parental type duties without their pension being affected. Unless a person is caring for an incapacitated person there should be no need for a formal application as the disregard is linked to a person's claim for Child Benefit. Generally speaking a gap in an insurance record which coincides to a period covered by a Child Benefit claim can be assessed as a Homemaking period for pension purposes.
Under the National Pensions Framework, published in 2010, consideration is being given to the replacement of the disregard system with the award of actual credited contributions.

Article 27§2 – Congé parental

CSER 27§2 TURQUIE

Le Comité conclut que la situation de la Turquie n'est pas conforme à l'article 27§2 de la Charte au motif que la loi ne donne pas aux pères le droit à un congé parental d'éducation.

582. Le représentant de la Turquie a fourni par écrit les informations suivantes :

In Turkey, civil servants (employees) are not entitled to the right to parental leave with pay. Nevertheless, the Law No. 6111 which was entered into forced on 2011, brings new arrangements regarding maternity leave for civil servants.
Article 104 of the Act no. 657, indicating three days of leave to be given to male civil servant on his own request owing to his wife's giving a birth, was amended by the Act no. 6111 and dated 13/02/2011. As a result of the amendment, the duration of paid paternal leave is extended to ten days.
Besides, Article 108 of the Act no. 657 was amended by the Act no. 6111. The amendments are as follows:
1. The non-paid leave of 12 months which was given to the civil servants is extended to 24 months on their own requests;
2. The civil servants whose wives are giving birth is entitled with an unpaid leave up to twenty-four months as of the date of birth upon their own request;
3. Civil servants who adopt a child younger than three years old together with his wife or individually and civil servant spouses whose non-civil servant spouses adopt individually can be granted with an unpaid leave up to twenty-four months as of the definite consent date of the parents of the child or consent date of the probate administration. If both of the spouses adopting the child are civil servants, the spouses may be entitled with the said leave period upon their request in two consecutive periods provided that such shall not be longer than twenty four months.
These afore-mentioned arrangements do not cover employees covered by the Labour Law no. 4857. However, Works to harmonise the arrangements in these issues and to take these rights into scope of Labour Law are being continued.

Article 27§3 – Illégalité du licenciement pour motif de responsabilités familiales

CSER 27§3 ARMÉNIE

Le Comité conclut que la situation de l'Arménie n'est pas conforme à l'article 27§3 de la Charte au motif que la législation ne prévoit pas de possibilités de réintégration pour les travailleurs illégalement licenciés en raison de leurs responsabilités familiales.

583. La représentante de l'Arménie a fourni par écrit les informations suivantes :

The Article 171 of the Labour Code envisages the following types of leaves for special-purposes:
1) pregnancy and maternity leave;
2) leave for the care of a child under 3 years of age;
3) educational leave;
4) leave for fulfilment of state or public duties;
5) unpaid leave.
According to the Article 176 of the Labour Code unpaid leave is granted at the request of the employee in the following cases:
1) to the husband of a woman who is at maternity leave, as well as if she takes care of a child under 1 years of age and duration of that leave cannot be longer, than two months;
2) to the disabled employee or to the employee taking care of a sick member of the family within the terms established by the medical conclusion, however, not longer, than within 30 calendar days in a year;
3) for a marriage – three calendar day;
4) for funerals of a family member – at least three calendar days.
Unpaid leave for other reasons may be provided following the procedure stated by the collective contract.

According to the Article 171 of the Labour Code (amendment in 2010) during the period of leaves for special-purposes (including the above-mentioned unpaid leaves) the working place should be maintained by the employer.
Thus, during the period, while the workers are in leave for taking family responsibilities, they cannot be dismissed.

CSER 27§3 BULGARIE

Le Comité conclut que la situation de la Bulgarie n'est pas conforme à l'article 27§3 de la Charte révisée au motif que la législation ne protège pas suffisamment les travailleurs ayant des responsabilités familiales contre le licenciement.

584. La représentante de la Bulgarie a fourni par écrit les informations suivantes :

En ce qui concerne la protection préalable contre le licenciement pendant le congé non rémunéré pour enfant de moins de 8 ans (art. 167a du Code du travail), nous voudrions éclaircir que d'après l'art. 333, paragraphe 1, point 4 du Code du travail l'employeur ne peut licencier qu'après avoir obtenu une autorisation préalable de l'Inspection du travail pour chaque cas individuel, un employé qui a commencé à utiliser un congé autorisé.
Par conséquent, nous croyons que la législation bulgare protège à un degré suffisant les travailleurs ayant des responsabilités familiales contre le licenciement, conformément à l'art. 27§3 de la Charte révisée.

Recours effectifs
Le rapport précise que l'indemnisation due par l'employeur en cas de licenciement est régie par l'article 331 du code du travail et doit représenter quatre salaires mensuels bruts, sauf si les parties conviennent d'un montant supérieur. Le Comité demande confirmation que le montant des indemnités qui peuvent être accordées n'est pas plafonné.
Conformément à l'art. 331 du Code du travail (Résiliation du contrat de travail à l'initiative de l'employeur avec une indemnité convenue), l'indemnité ne peut être inférieure à quatre fois le dernier salaire mensuel brut reçu, sauf si les parties se sont mises d'accord d'un montant plus élevé.
D'après ce texte, il est clair que la loi ne définit que la limite inférieure du montant de cette indemnité. Sa limite supérieure est déterminée par accord entre les parties, ce qui signifie qu'il n'y a pas de limite du montant de l'indemnité. Par conséquent, nous considérons que la situation en Bulgarie est conforme à l'art. 27§3 sur ce point.

CSER 27§3 CHYPRE

Le CEDS conclut que la situation de Chypre n'est pas conforme à l'article 27§3 de la Charte au motif que les juges ne peuvent ordonner la réintégration d'un salarié illégalement licencié que dans les cas où l'entreprise concernée compte plus de 20 salariés.

585. La représentante de Chypre renvoyant aux informations communiquées précédemment au Comité, rappelle qu'une modification de la loi sur la résiliation des contrats de travail était à l'étude. Elle indique que le Ministère du Travail et de l'Assurance sociale a présenté des amendements au Conseil consultatif de la main-d'œuvre, une instance tripartite de dialogue social composée d'associations d'employeurs, d'associations de travailleurs et de représentants du Gouvernement. Les amendements portent sur l'article 3 de la loi sur la résiliation des contrats de travail et visent à permettre la réintégration du salarié illégalement licencié, indépendamment du nombre total de salariés que compte l'entreprise. Cela étant, l'examen des amendements proposés a été suspendu en

raison des répercussions de la récession économique mondiale sur le marché du travail et de l'accroissement du chômage. Il a été décidé de revenir sur la question à un stade ultérieur.

586. Le représentant de la CES s'inquiète du blocage de la situation depuis 2005. La représentante de Chypre précise que les amendements ne sont examinés que depuis novembre 2011.

587. En réponse à une question de la représentante de la Lituanie, la représentante de Chypre indique que dans les cas de licenciement illégal, l'indemnisation est une possibilité. Le niveau d'une telle indemnisation est déterminé par le tribunal des conflits du travail qui prend en compte l'âge du licencié, sa perte de salaire, de carrière, etc. Si le niveau de l'indemnisation est jugé insatisfaisant par la personne licenciée, elle peut saisir le tribunal des conflits du travail.

588. La Présidente estime que le montant de l'indemnisation doit être très élevé pour constituer une alternative satisfaisante à la réintégration au poste occupé précédemment.

589. En réponse à une question du représentant de la Turquie, la représentante de Chypre ajoute qu'il y a à Chypre un nombre important d'entreprises familiales. Pour se soumettre au motif de non-conformité en question, le Gouvernement de Chypre avait déjà proposé des modifications de la loi afin de remédier à la situation.

590. Le Secrétariat précise que le CEDS n'exige pas la réintégration du salarié, mais que la loi doit prévoir l'alternative de l'indemnisation.

591. Le Comité prend acte de la situation. Il demande instamment au Gouvernement de Chypre de modifier sa législation de manière à donner à tous les travailleurs le choix entre la réintégration et l'indemnisation et de mettre sa législation en conformité avec la Charte sociale européenne.

CSER 27§3 FINLANDE

Le CEDS conclut que la situation de la Finlande n'est pas conforme à l'article 27§3 de la Charte au motif que la législation ne contient pas de dispositions pour la réintégration des salariés illégalement licenciés en raison de leurs responsabilités familiales.

592. La représentante de la Finlande renvoie à sa déclaration au titre de l'article 7§3.

593. Le Comité renvoie à la décision qu'il a prise dans le cadre de l'article 7§3 (voir sous CSER 7§3 Finlande dans le présent document).

Article 31§1 – Logement d'un niveau suffisant

CSER 31§1 FRANCE

Le Comité conclut que la situation de la France n'est pas conforme à l'article 31§1 de la Charte aux motifs :

- *de la condition de durée de résidence préalable excessive pour pouvoir soumettre un dossier à la commission chargée de la procédure DALO ;*
- *de l'importance de l'habitat indigne et du manque d'infrastructures adéquates pour un grand nombre de ménages ;*
- *de la création insuffisante d'aires d'accueil et des mauvaises conditions de vie et des dysfonctionnements de ces aires d'accueil ;*
- *de l'accès insuffisant au logement des gens du voyage sédentarisés ;*
- *du progrès insuffisant concernant l'éradication des conditions de logement particulièrement précaires de nombreux roms.*

Premier motif de non-conformité

594. La représentante de la France a fourni par écrit les informations suivantes :

La loi du 5 mars 2007 prévoit que le droit à un logement décent et indépendant, mentionné à l'article 1er de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement, est garanti par l'État à toute personne qui, résidant sur le territoire français de façon régulière et dans des conditions de permanence définies par décret en Conseil d'État, n'est pas en mesure d'y accéder par ses propres moyens ou de s'y maintenir.

Lors des débats à l'Assemblée nationale, le ministre en charge du logement avait indiqué : « Nous prévoyons donc le principe d'un décret en Conseil d'État, présenté dans les trois ou quatre semaines, et dont les dispositions seront semblables à celles retenues pour le contrat d'accueil et d'intégration… »

Le décret n°2008-908 du 8 septembre 2008 a fixé à deux ans la durée minimum de séjour, sous couvert de l'un des titres de séjour qu'il cite, qui permet de remplir la condition de permanence prévue par la loi. Les différentes catégories de titres, qui sont listées à l'article R 300-2, sont grosso modo les mêmes que celles prévues par l'article R 311.19 actuel du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA). Il s'agit des titres de séjour dont la délivrance donne lieu à la conclusion du Contrat d'Accueil et d'Intégration, le CAI. Le contrat d'accueil et d'intégration est systématiquement proposé aux étrangers hors Union européenne autorisés à s'installer durablement en France. L'article L 311.9 dispose ainsi que : « l'étranger qui souhaite se maintenir durablement en France doit préparer son intégration dans la société française et conclure à cette fin avec l'Etat un contrat d'accueil et d'intégration, traduit dans une langue qu'il comprend, par laquelle il s'oblige à suivre une formation civique et, lorsque le besoin en est établi, linguistique ». Lors du premier renouvellement de la carte du séjour, il est tenu compte par le Préfet du non-respect manifesté par une volonté caractérisée par l'étranger des stipulations du contrat d'accueil et d'intégration. Le CAI est donc l'instrument par excellence de l'intégration des étrangers qui ont vocation à résider durablement sur le territoire national. Il était donc cohérent de calquer la liste des catégories d'étrangers qui bénéficient du droit au logement opposable sur la liste des catégories d'étrangers qui sont soumis au contrat d'accueil et d'intégration.

A cette première condition, être en possession d'un des titres de séjour cité ci-dessus, le décret en ajoute une autre qui a trait à la durée de résidence en France, sous couvert de ce titre. « L'étranger devra justifier avoir résidé en France au moins deux années, sous couvert de l'un de ces titres au terme d'au moins deux renouvellements consécutifs ».

Le décret du 8 septembre 2008 a fait l'objet d'un recours en annulation. Le Conseil d'État vient d'annuler ce décret pour les motifs suivants :

- différence de traitement envers les travailleurs immigrés alors que la France a pris des engagements internationaux pour une égalité avec ses nationaux – méconnaissance de la convention OIT n°97 ;
- exclusion de 3 cartes de séjour temporaires : étudiant, salarié en mission, compétences et talent – méconnaissance du principe d'égalité.

L'annulation ne prendra toutefois effet qu'au 1er octobre 2012.

Deuxième motif de non-conformité

595. La représentante de la France fait la déclaration suivante:

596. Les logements français ont vu leur qualité s'améliorer au cours des dernières décennies. Seuls 1,3 % ne disposent pas des 3 critères de confort au sens de l'INSEE (eau courante, sanitaires et WC intérieurs). Il s'agit ici généralement de maisons anciennes, en zone rurale, occupées par des personnes âgées et/ou des ménages très précaires. Le confort au sens de l'INSEE n'est plus le seul critère de mal logement et des points durs subsistent, notamment dans les secteurs démographiques les plus tendus. Pour traiter ces points durs, le Gouvernement français a mis des actions en place afin

d'aider les propriétaires privés dans la réhabilitation de leurs logements et contraindre les propriétaires bailleurs à offrir des logements décents à leurs locataires :

- au sein du parc privé potentiellement indigne (400 000 à 600 000 logements indignes) 4 000 logements font chaque année l'objet de mesures de police pour contraindre leurs propriétaires à faire des travaux. En même temps, la première priorité de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) est la réhabilitation de logements indignes ou très dégradés : en 2011, ce sont 15 000 logements qui ont été financés à ce titre et 198 millions d'euros d'aides qui ont été attribuées ;
- pour les quelque 800 000 et 1 million de logements compris dans des copropriétés fragiles (selon FILOCOM), dont 10.000 logements dans des copropriétés en très grande difficulté, l'ANAH finance au titre de ses priorités le volet étude et le volet travaux des programmes d'aide au redressement des copropriétés. En 2011, 87 millions d'euros d'aides ont été attribuées pour près de 29 000 logements en copropriété. Les propositions émanant de ce projet sont actuellement en cours d'expertise par le Gouvernement et visent à développer la prévention afin d'éviter que les copropriétés ne basculent dans l'habitat indigne ;
- le Gouvernement a lancé le programme « Habiter mieux » qui vise à aider 30 000 ménages par an à réduire de 25 % leurs charges par des travaux de réduction des déperditions énergétiques de leur logement.

597. En réponse à la question de la représentante de la Pologne, la représentante de la France précise que les sources de financement de ces actions sont tant nationales que locales.

598. Le Comité constate une évolution positive et félicite la France pour les progrès accomplis en matière de lutte contre le mal logement. Il invite le Gouvernement à continuer ses efforts pour assurer la conformité de la situation avec la Charte sociale européenne.

Troisième motif de non-conformité

599. La représentante de la France déclare que des éléments de réponse au CEDS pour ce motif figurent dans le suivi des réclamations collectives n°51/2008, CEDR c. France et n° 39/2006, FEANTSA c. France.

La représentante de la France précise ensuite que la loi du 5 juillet 2000 dispose que les communes participent à l'accueil des personnes dites gens du voyage dont l'habitat traditionnel est constitué de résidences mobiles. Un schéma départemental prévoit les secteurs d'implantation des aires d'accueil des gens du voyage afin de permettre à cette population de séjourner sur des aires aménagées et entretenues. La loi permet aux maires des communes de plus de 5.000 habitants, qui ont respecté cette obligation de création d'aires d'accueil des gens du voyage, d'interdire leur stationnement sur le reste du territoire communal. A la fin de 2011, 68 % des places prescrites dans ces schémas ont fait l'objet d'un engagement financier.

600. En réponse aux questions du représentant de la Turquie, la représentante de la France répond que les gens du voyage ont choisi de mener une vie de nomade et le Gouvernement français respecte ce choix. Cependant, il convient de gérer les conséquences de ce mode de vie : emploi irrégulier ou absent, absentéisme scolaire des enfants, problèmes avec l'intégration etc.

601. En réponse à la question de la représentante de la Lituanie sur l'existence des programmes visant l'intégration sociale des gens du voyage, la représentante de la France précise que les gens du voyage sont des citoyens français et ils ont de ce fait les mêmes droits et obligations que les autres ressortissants.

602. Le Comité remercie la représentante de la France pour l'information fournie et invite la France à continuer ses efforts en matière d'aires d'accueil afin que la situation devienne conforme à la Charte sociale européenne.

Quatrième motif de non-conformité

603. La représentante de la France déclare que des éléments de réponse au CEDS pour ce motif figurent dans le suivi des réclamations collectives n°51/2008, CEDR c. France et n° 39/2006, FEANTSA c. France.

Elle informe le Comité que pour les gens du voyage sédentaires, des terrains familiaux locatifs ont été aménagés sur le territoire français. À la fin de 2011, 733 places en terrain familial ont été financées dans 30 départements : Gironde, Lot et Garonne, Pyrénées Atlantiques, Puy de Dôme, Yonne, Finistère, Cher, Doubs, Seine et Marne, Yvelines, Val d'Oise, Aude, Hérault, Corrèze, Meurthe et Moselle, Moselle, Vosges, Haute Garonne, Manche, Loire Atlantique, Vendée, Oise, Charente Maritime, Vienne, Vaucluse, Ain, Isère, Rhône, Savoie et Haute Savoie.

La révision des schémas départementaux prévus par la loi du 5 juillet 2000 est actuellement bien engagée. Au 1er septembre 2012, 45 départements disposent d'un schéma révisé. Le financement qui peut être accordé dans le cadre de cette révision concerne les terrains familiaux locatifs destinés aux sédentaires et les aires d'accueil réalisées dans les nouvelles communes de plus de 5.000 habitants.

604. Le Comité prend note des informations fournies, invite le Gouvernement de la France à indiquer tous les détails pertinents dans son prochain rapport et décide d'attendre la prochaine évaluation du CEDS.

Cinquième motif de non-conformité

605. La représentante de la France déclare que des éléments de réponse au CEDS pour ce motif figurent dans le suivi des réclamations collectives n°51/2008, CEDR c. France et n° 39/2006, FEANTSA c. France.

Elle précise que toute personne de nationalité française bénéficie du droit au logement. En application de la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable, les personnes qui ne sont pas en mesure d'accéder par leurs propres moyens à un logement décent et indépendant peuvent exercer un recours amiable devant la commission de médiation pour obtenir soit un logement, soit l'accueil dans une structure d'hébergement ou un logement de transition. Ce droit est également garanti par l'État à toute personne résidant sur le territoire français de façon régulière. Les bénéficiaires du droit à un logement décent doivent remplir l'une des conditions exigées pour bénéficier d'un droit de séjour (article L.121-1 du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile) :

- exercice d'une activité professionnelle en France (y compris descendant direct âgé de moins de vingt et un an, ascendant direct, conjoint) ;
- ressources suffisantes pour l'ensemble de la famille ;
- inscription dans un établissement fonctionnant conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur pour y suivre à titre principal des études ou, dans ce cadre, une formation professionnelle (y compris le conjoint ou un enfant à charge).

La représentante de la France souligne que les roms en situation régulière peuvent bénéficier de ce droit. Pour faire face au phénomène des roms étrangers qui s'installent souvent sans autorisation sur des terrains non aménagés, certaines collectivités volontaires, en collaboration avec l'État apportent des solutions : après un accueil temporaire de ces familles, l'État intervient en finançant des maîtrises d'œuvre urbaine et sociale (MOUS) pour effectuer le diagnostic social des familles et la recherche des solutions de logement durable.

En région Ile-de-France, le département de Seine-Saint-Denis, qui compte plusieurs campements édifiés spontanément par des familles roms, a favorisé le développement de villages d'insertion pour ceux qui sont appelés à vivre durablement en France. Plusieurs villages d'insertion ont été ouverts à Saint-Denis, Aubervilliers, Saint-Ouen, Bagnolet et Montreuil. Une telle collaboration permet de concrétiser des projets pour l'insertion durable des familles, aussi bien sur le plan économique et social que sur le plan du logement. En 2010, six MOUS ont été engagées en Seine-Saint-Denis pour

ces villages d'insertion, pour un montant total de 844.000 €. Les villes de Lille, Marseille et Lyon réfléchissent également à la réalisation de villages d'insertion.

En ce qui concerne les travailleurs migrants non communautaires, la représentante de la France informe que le Conseil d'État a annulé, par un arrêt en date du 11 avril 2012, les dispositions issues du décret n°2008-908 du 8 septembre 2008, notamment en raison de la contrariété du décret avec l'article 6 de la convention internationale du travail n° 97 sur les travailleurs migrants. Un nouveau projet de décret en cours de signature permettra à tout travailleur migrant de bénéficier d'un accès au DALO strictement équivalent à celui qui est ouvert aux personnes de nationalité française.

606. En réponse à la question de la représentante de la Pologne, la représentante de la France informe qu'en principe tous les roms sont étrangers en France. Elle précise pour répondre à la question du représentant du Royaume-Uni que les enfants roms qui naissent en France deviennent citoyens français.

607. Le Comité prend note des informations fournies et invite le Gouvernement de la France à continuer ses efforts pour mettre la situation conforme à la Charte sociale européenne.

CSER 31§1 ITALIE

Le CEDS conclut que la situation de l'Italie n'est pas conforme à l'article 31§1 de la Charte au motif que les mesures prises par les autorités publiques pour améliorer les conditions de logement particulièrement précaires de la plupart des roms en Italie sont inadéquates.

608. La représentante de l'Italie informe le Comité que le Gouvernement s'est engagé pour une nouvelle stratégie dans le cadre de l'Union européenne dont bénéficieront les populations roms. Dans le cadre de cette stratégie, l'Italie s'efforce d'élaborer une approche globale pour l'intégration économique et sociale des roms. La stratégie comprend quatre axes : éducation, emploi, santé et logement. Les objectifs visés concernant le logement sont notamment :

- promotion des politiques intégrées pour la coopération interinstitutionnelle dans le domaine de l'offre de logements pour les populations roms ;
- promotion des solutions de logement qui répondent aux exigences et aux besoins spécifiques des familles roms ;
- mobilisation des ressources économiques et des arrangements administratifs disponibles dans le cadre de la politique du logement, ainsi que des possibilités immobilières pour les familles roms.

Ces objectifs devraient être atteints durant la période 2012-2020. Il est prévu de mener les actions tant sur le plan national que local. A titre d'exemple, la représentante de l'Italie mentionne Naples où de larges campements de roms ont été divisés et installés sous forme de « villages ». Ces « villages » ou micro-zones de campement ont vu le jour également à Florence, Prato, Modène et dans d'autres villes. A Padoue, grâce à la méthode de l'auto-construction, la ville a soutenu la construction de 11 appartements, dans lesquels 32 roms résident actuellement. Certains d'entre eux ont été impliqués dans les travaux, après avoir suivi une formation à cette fin.

Les plans d'insertion des roms ont été élaborés dans de nombreuses communes. Leur mise en œuvre devrait notamment contribuer à la solution du problème de campements illicites. Un dialogue avec les représentants des populations roms s'est instauré dans la définition et la réalisation des objectifs fixés.

609. En réponse à la question posée par le représentant de la CES sur les données chiffrées liées à cette stratégie, la représentante de l'Italie informe que l'ancien Gouvernement a accordé une enveloppe d'environ 100 millions d'euros pour les programmes visant l'intégration des roms, dont 60 millions ont été alloués aux subventions des communes.

610. En réponse à la question du représentant de la Turquie, la représentante de l'Italie précise qu'en Italie les populations roms, sintis et caminanti, qui se caractérisent par l'hétérogénéité des dialectes, ou variétés linguistiques spécifiques, et des cultures, sont au nombre de 120.000/150.000 environ. La moitié d'entre eux ont la nationalité italienne. L'autre moitié, bien que composée d'étrangers, réside en Italie généralement sur une base permanente. Deux dernières vagues de ces populations sont arrivées en Italie après la guerre de Yougoslavie et après l'adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie à l'Union européenne. Les campements les plus importants de roms se concentrent dans la banlieue de grandes zones urbaines du Centre Nord et du Nord. A Scampia (Naples) s'est établie une communauté importante des roms originaires de l'ex-Yougoslavie. En Sicile, c'est la communauté caminanti qui prévaut et le Nord de l'Italie se caractérise par une prédominance des sintis.

611. La stratégie établie et menée dans le cadre de l'Union européenne sera d'une grande aide pour améliorer les conditions de logement, mais aussi pour affronter divers problèmes en ce qui concerne l'éducation, la santé ou l'emploi des populations visées. Des agences nationales et privées, comme le Bureau National Anti-discrimination ou l'Association des Avocats, sont impliquées dans la mise en œuvre de la stratégie.

612. Le Comité prend note des développements présentés et encourage le Gouvernement de l'Italie à poursuivre ses efforts dans cette direction pour assurer la conformité de la situation avec la Charte sociale européenne.

CSER 31§1 LITUANIE

Le Comité conclut que la situation de la Lituanie n'est pas conforme à l'article 31§1 de la Charte aux motifs que :

- *il n'a pas été établi que le droit à un logement d'un niveau suffisant soit effectivement garanti ;*
- *des mesures insuffisantes ont été prises par les autorités pour améliorer les conditions de logement particulièrement précaires de la plupart des Roms en Lituanie.*

Premier et deuxième motifs de non-conformité

613. La représentante de la Lituanie a fourni par écrit les informations suivantes :

> The Constitution of the Republic of Lithuania provides that a person's dwelling place shall be inviolable.
> The Lithuanian housing sector is governed by the following key laws: the Civil Code of the Republic of Lithuania, the Law of the Republic of Lithuania on the Associations of Multi-Family Apartment House Owners (No.I-7981 of 21 February 1995), the Law on State Support to Acquire or Rent Housing and Modernization of Blocks of Flats, the Law on the Restoration of the Rights of Ownership to the Existing Real Property (Law No VIII-359, 1 July 1997), the Law of the Republic of Lithuania on Land (Law No I-446, 26 April 1994) and the Law of the Republic of Lithuania on Construction (No. I-1240, 19 March 1996).
> The right to housing is provided to all the citizens of the Republic of Lithuania, however public support to acquire or rent a dwelling is granted only to the most needy families, and single individuals having no private housing property and if, during the year preceding the year of public support, the annual income and assets are not above the limit established by the Government of the Republic of Lithuania.
> Under the Law on State Support to Acquire or Rent a Housing and Modernization of Blocks of Flats low-income persons (families) are provided with public support in purchasing a dwelling (by covering from 10 to 20 % of the housing mortgage credit as prescribed by the Government of the Republic of Lithuania), and in renting social housing.

Lithuania has developed a favourable mortgage lending system. Commercial banks selected by the Government of the Republic of Lithuania offer a facility of state-supported housing credit. UAB Paskolų draudimas (CJSC "Mortgage Credit Insurance") assume a part of state-sponsored credit insurance premiums.

The housing-related requirements and standards are set forth in the Law of the Republic of Lithuania on Construction, as well as operational technical construction regulations. The impact of harmful factors on health in the living environment is regulated by orders of the Minister of Health in the form of the Lithuanian hygiene standards, which also include requirements in relation to allowed minimum concentration of hazardous substances.

The Civil Code of the Republic of Lithuania provides for conditions and procedures of renting accommodation (including state and municipal housing), as well as rights and duties of lessors, tenants and their family members, also payment arrangements in relation to fees and other expenses for the services provided to the tenant, and the arrangements for the termination of the accommodation rental contract.

Prevention of any form of eviction relating to children, as well as children's right to housing are established, protected and defended by the Law on the Fundamental Children's Rights Protection.

The Law of the Republic of Lithuania on Housing amending the previous Law on Housing, which came into effect on 1st January 2003, provides for state housing assistance for home acquisition, construction or reconstruction to be granted to natural entities (families), who hold permanent residence in the territory of the Republic of Lithuania and whose annual income and property before the year of granting the state assistance is below the highest rate of income and property established by the Government of the Republic of Lithuania, and if this has been the first adequate residence they have acquired, i.e. if these entities (families) have not owned any residence in the territory of the Republic of Lithuania or they have owned the residence whose average useful floor area per capita was below 14 m², or currently owned residence, irrespective of its useful floor area, has higher than 60 % depreciation, or it is not adjusted to the needs of the disabled with movement disorders.

The state housing assistance for home acquisition, construction or reconstruction is provided through subsidies covering housing credit insurance in full or in part, or through housing credit subsidies. A right to a subsidy of 20 % is granted to adult orphans under 35, disabled persons or families with the disabled. A right to a subsidy of 10 % is granted to young families with one or more children (adopted children), families with three or more children (adopted children), families with one of parents dead. The compensation of housing credit insurance payment allows for 5 % off advance payment.

In 2007, the state granted LTL 9.0 m. in subsidies and LTL 449.7 thousand in insurance premiums to persons (families) entitled to state housing assistance.

Persons (families) who received state-supported housing credits

Year	Number of persons (families)	Amount of credit (thousand LTL)	20 per cent subsidy		10 per cent subsidy		The insured	
			Number of persons (families)	Amount of subsidies (thousand LTL)	Number of persons (families)	Amount of subsidies (thousand LTL)	Number of persons (families)	Insurance premium (thousand LTL)
2004	1047	72730,9	116	1700,7	655	4624,5	748	868,1
2005	1007	96274,9	108	2309,4	573	5495,1	678	545,6
2006	914	105860,6	103	2427,0	510	5949,8	598	504,6
2007	698	100326,0	104	2669,6	448	6373,2	423	449,7

Table 31.1

Social housing

State social rental housing assistance is provided to a person (family) who has had no housing property in the territory of the Republic of Lithuania, or the average useful floor area of the current home is below 10 m², per capita and whose annual income and property before the year of granting the state assistance is below the highest rate of income and property established by the Government of the Republic of Lithuania. The rate of the rent is established by local authorities following the provisions of Resolution No 472 of the Government of the Republic of Lithuania of 2 April 2001 (amended by Resolution No 138 of the Government of the Republic of Lithuania of 9 February 2004) laying down the procedure for the calculation of the public housing rent.

The registry of individuals (families) entitled to municipal social housing or improvement of its conditions is held with competent local authority. The following lists are available:

- young families;
- families with three or more children (adopted children);
- orphans and persons deprived of parental care. This list includes orphans and persons (families) deprived of parental care, who on the expiry of the period of care or freedom deprivation are not older than 35 years of age;
- disabled persons (families). This list includes individuals who, according to the Law of the Republic of Lithuania on Social Integration of the Disabled (Law No I-2044 of 26 November 1991 amended by Law No IX-2228 of 11 May 2004), have been recognized through established procedure as unable or partially able to work, or who have reached the retirement pension age and have been recognized as people with special needs, as well as families that have a person who, according to the Law of the Republic of Lithuania on Social Integration of the Disabled, has been recognised as disabled or as unable or partially able to work or who has reached the retirement pension age and has been recognized as having special needs, as well as persons suffering from chronic diseases included on the list approved by the Government of the Republic of Lithuania or its authorised body, and families that have a family member suffering with the mentioned diseases;
- general list. It includes all individuals outside the above lists;
- social housing tenants entitled to improvement of housing conditions.

Data of Department of Statistics on state subsidized housing credits and social rental housing between 2003 and 2007

Year	Persons (families) who received state supported housing credits	Number of persons on the list for social rental housing	Municipal housing rented to persons (families)
2003	1284	8818	562
2004	1047	11130	775
2005	1007	13475	956
2006	914	16314	890
2007	698	20305	922

Table 31.2

Government of the Republic of Lithuania in 2011 entitled Ministry of Social Security and Labour to prepare in 2012 the draft with legal amendments providing state support for housing, including reimbursement of housing rent. The Program on the Social Housing Development for the year 2013-2019 has been drafted giving priority to reimbursement of housing rent (totally or partially).

CSER 31§1 NORVÈGE

Le Comité conclut que la situation de la Norvège n'est pas conforme à l'article 31§1 de la Charte au motif que les immigrés persistent à faire l'objet d'une discrimination sur le marché du logement.

614. La représentante de la Norvège a fourni par écrit les informations suivantes :

As pointed out in our report on Article 19§4 migrant workers in Norway are supposed to have working conditions and wages that may not be lower than the wage agreements or regulation which normally apply to the type of work involved. They are therefore not in general defined as an economic disadvantaged group in the housing market.

The state assists in the provision of housing for disadvantaged and marginalized persons through the Norwegian State Housing Bank. The bank offers several types of loans and grants to individuals and municipal authorities, as well as to organizations and institutions providing housing for disadvantaged and marginalized persons and in general low-income groups.

The housing allowance system is a government-financed support scheme for partial coverage of housing expenses for households with low income and high housing expenses. The housing allowance scheme was strengthened in 2009 by simplifying the requirements. The scheme is now available for all households within given limits of low income and high housing expenses. Some municipalities also provide municipal housing allowances. There are approximately 2 140 000 households in Norway. Everybody registered in the national register and has residence permit can apply for housing allowance.

Start-up loans are housing loans administered by the municipalities, and offered to enhance owner-occupation among young people and low income households. People who fail to receiving mortgages from private banks, are offered only high-interest mortgages, or lack equity capital, may apply for start-up loans. The borrowers must prove an ability to pay fpr the mortgage, and if they are, the will be offered a mortgage with an interest rate close to market rate. Everybody registered in the national register and has residence permit can apply for start-up loans.

The housing grant for individuals has the objective of assisting especially disadvantaged households to buy and remain in acceptable homes. A housing grant may be given for the purpose of making housing accessible and habitable for persons with special housing needs, such as older persons and persons with disabilities. Housing grants are strictly means-tested in relation to one's financial situation. Only those suffering the severest hardship can expect to receive housing grants.

The Committee on Housing policy presented their rapport "NOU 2011:15 Rooms for all – a social housing policy for the future" in August 2011. The rapport address discrimination on the Norwegian housing marked and suggests measures to prevent discrimination and improve the situation for disadvantaged groups. The rapport will be followed up by a White Paper in 2013.

CSER 31§1 PORTUGAL

Le CEDS conclut que la situation du Portugal n'est pas conforme à l'article 31§1 de la Charte au motif que les mesures prises par les autorités publiques pour améliorer les conditions de logement particulièrement précaires de la plupart des roms au Portugal sont inadéquates

615. En conformité avec l'article 20 de son Règlement, le Comité décide d'examiner la situation en l'absence d'un représentant du Portugal.

616. En l'absence d'une information écrite de la part du Gouvernement portugais, le Comité décide d'adresser au Gouvernement du Portugal un message fort pour indiquer que la présence d'un représentant à la réunion du Comité est indispensable au bon déroulement des travaux de celui-ci.

CSER 31§1 SLOVÉNIE

Le Comité conclut que la situation de la Slovénie n'est pas conforme à l'article 31§1 de la Charte aux motifs que :

- *les critères constitutifs d'un logement d'un niveau suffisant ne s'appliquent pas aux logements du secteur locatif libre ce qui entraine des conditions particulièrement précaires pour des travailleurs migrants ;*
- *des mesures insuffisantes ont été prises par les autorités pour améliorer les conditions de logement particulièrement précaires d'un certain nombre de Roms en Slovénie ;*
- *l'insuffisance des solutions juridiques prévues pour les locataires occupant des biens dénationalisés s'oppose à tout exercice effectif de leur droit au logement.*

Premier et deuxième motifs de non-conformité

617. La représentante de la Slovénie a fourni par écrit les informations suivantes :

Spatial standards for accommodation facilities of migrant workers

Article 10 of the Housing Act determines "adequate housing", which has to meet the minimum space-per-person standards as specified by the Rules on renting non-profit apartments.

The spatial standard which a flat has to meet in order to be marked as adequate applies equally to all flats (profit and non-profit).

On 1 January 2012, he Rules on setting minimum standards for the accommodation of aliens who are employed or work in the Republic of Slovenia came into force.

These Rules lay down the minimum living and hygiene standards for the accommodation of aliens who are employed or work in the Republic of Slovenia. The minimum living and hygiene standards as defined in these Rules must be ensured by employers by whom the alien is legally employed, by foreign employers assigning the alien to work in the Republic of Slovenia, or by legal or natural persons with a permit to conduct business who have entered into a work contract with that alien, provided they are letting to the alien a living space owned or rented by them, or, alternatively, owned or rented by natural or legal persons who are affiliated with the aforementioned employers, foreign employers, or legal and/or natural persons.

The Rules also determine the spatial standards. With regard to the number of people living in a facility, each person must have at least 6 m² for sleeping, 1 m² for the kitchen and 1 m² for daily activities, excluding sanitary facilities.

Number of persons	Minimum area
1	8 m²
2	10 m²
3	18 m²
4	20 m²
5	28 m²
6	30 m²

Housing conditions for the Roma population

The Government of the Republic of Slovenia has adopted the National Programme of Measures for Roma for the period 2010-2015. One of the implementing bodies of the NPM for Roma 2010-2015 is the former Ministry of the Environment and Spatial Planning, i.e. as the implementing body for measures 4.1.2.1 and 4.1.2.2.

With the Act Amending the Government of the Republic of Slovenia Act (Official Gazette of the Republic of Slovenia, no. 8/2012) coming into force, these two measures of the NPM for Roma

2010-2015 came under the jurisdiction of the Spatial Planning Directorate within the Ministry of Infrastructure and Spatial Planning. However, we need to emphasise that the direct implementing bodies for both of these measures are only self-managed local communities (municipalities).

Measure 4.1.2.1.: Setting up a comprehensive strategic framework as the basis for specific programmes and projects for the urban planning of Roma settlements. Identification of areas with Roma settlements and delineation of their rehabilitation within the framework of the process of drafting a municipal spatial plan – MSP (Legalisation of Roma Settlements)

This measure of the NPM for Roma 2010-2015 has already been implemented.

In the years 2010 and 2011, the expert group for resolving spatial issues related to Roma settlements (appointed by the Minister of the Environment and Spatial Planning by a decision issued on 15 March 2010) among other tasks also prepared the **Concept for Modernising Roma Settlements or Principles of Good Practice** to be used in the resolution of spatial issues related to Roma settlements. This document comprises:

- the modernisation and development of Roma settlements and provision of infrastructure for settlements;
- spatial and programme connections of Roma settlements with surrounding settlements;
- the participation and inclusion of the Roma population in the urban planning of their settlement;
- the preservation and development of Roma culture.

The objective in resolving spatial issues is the complete integration of the Roma population into Slovenian society, i.e. a gradual formal, infrastructural and social integration of Roma settlements into the Slovenian settlement system, with a parallel rehabilitation of these areas. This process can be successfully implemented only in **partnership between municipalities, the Roma population and government institutions** in which all of the players have to fulfil the obligations under their jurisdiction.

The expert group for solving spatial issues related to Roma settlements presented the Concept for Modernising Roma Settlements or Principles of Good Practice at the 12th session of the Government Commission for the Protection of the Roma Ethnic Community on 18 November 2011. The Government Commission confirmed the concept and resolved that the concept would become the guideline for the future work of all competent state bodies, municipalities and other institutions.

The objective of this measure in the NPM for Roma 2010-2015 is to identify areas with Roma settlements (delineation of development areas and “legalisation” of existing illegal settlements) within the framework of municipal spatial plans (hereinafter referred to as the MSPs). The purpose of the measure is for municipalities to verify, as part of the process of preparing MSPs, whether the locations of existing Roma settlements are acceptable. The urban planning of Roma settlements falls under spatial arrangement and planning, and in accordance with Article 21 of the Local Self-Government Act (Official Gazette of the Republic of Slovenia, no 94/2007 – ZLS-UPB2, hereinafter referred to as the ZLS), this falls under the jurisdiction of self-governed local communities or municipalities. In consideration of the Spatial Planning Act (Official Gazette of the Republic of Slovenia, no. 33/07 and 108/2009; hereinafter referred to as the ZPNačrt), the delineation of Roma settlements as areas of building land can be carried out only as part of the process of preparing and adopting the MSPs of individual municipalities. The delineation of a Roma settlement as an area of building land is the prerequisite for all further urban and public utility planning.

The majority of municipalities are currently handling procedures for preparing and adopting MSPs. By the end of April 2012, 36 municipalities had adopted MSPs, including municipalities with Roma populations. Thus far, only 5 of the 20 municipalities where there is a Roma councillor have adopted the MSP plan. In light of the dynamics of preparing MSPs and in order

to facilitate the resolution of spatial issues relating to Roma settlements, at its session on 18 November 2011 the Government Commission for the Protection of the Roma Ethnic Community resolved, **quote: "In procedures for preparing MSPs, municipalities shall treat Roma settlements in their areas as a priority. Municipalities which have not yet included Roma settlements in their spatial documents should do so immediately".**

In order to serve as an aid to municipalities in solving the housing problems of the Roma population and thus ensure a more successful implementation of the NPM for Roma 2010-2015, the expert group also prepared:

1. the **Spatial Issues of Roma Settlements in Slovenia** report, which serves as a basis for concrete programmes and projects for the urban planning of Roma settlements;
2. **an update of the analysis of the status of Roma settlements** dating back to 2007, as a follow-up of activities carried out by ministries and other government bodies in the past (November 2010).

The ministry sent both documents to all municipalities with Roma populations.

On the initiative of the expert group, the Spatial Planning Directorate implemented a course for Roma councillors on spatial planning, setting up public utility infrastructure, construction and housing, with an emphasis on the legislation governing the regulation of the status of Roma settlements. In addition to the Roma councillors who were invited, the courses were also attended by employees of the administration in all municipalities with Roma populations.

Measure 4.1.2.2.: The implementation of solutions, goals and tasks identified by the expert group for solving spatial issues related to Roma settlements in the process of drafting detailed municipal spatial plans (DMSPs) for individual Roma settlements

The objective of this measure of the NPM for Roma 2010-2015 is the comprehensive urban planning of Roma settlements in close cooperation with the Roma and the neighbouring population, resulting in improved living conditions for the Roma.

The prerequisite for preparing the detailed municipal spatial plan for an individual Roma settlement (hereinafter referred to as the DMSP) is for the Roma settlement already to be included in the MSP – i.e. that the area of the Roma settlement is already specified as building land and that the municipality has determined in its MSP whether the Roma settlement is to be regulated with the DMSP. The DMSP is an implementation plan which specifies the manner of urban and public utility infrastructure planning of an individual Roma settlement. For individual facilities and the construction of public utility infrastructure, a building permit is required.

One way in which it is planned to implement the Concept for Modernising Roma Settlements or Principles of Good Practice in solving spatial problems of Roma settlements, which was prepared by the expert group for solving spatial issues related to Roma settlements, is the implementation of a public tender for co-financing municipalities in preparing expert bases in drafting DMSPs plans for the urban planning of Roma settlements.

The Ministry of the Environment and Spatial Planning, i.e. the Spatial Planning Directorate, planned a public tender to be implemented in order to provide municipalities with co-financing in preparing expert bases in drafting DMSPs for the urban planning of Roma settlements. In the 2011 and 2012 work programme of the Spatial Planning Directorate, the preparation and publication of such a tender were planned, as well as the required financial resources. The Terms of Reference for the implementation of the public tender were prepared and harmonised with the proposal for the public tender prepared by the former Government Office for Local Self-Government and Regional Policy for allocating regional incentives – assistance to municipalities in public utility planning of Roma settlements (for infrastructure projects: providing settlements with water, electricity and sewage installations, new construction or reconstruction of local roads and purchase of land required to consolidate Roma settlements).

On 21 June 2011, the Ministry informed all municipalities with Roma populations about the planned public tender and the public tender planned by the former Government Office for Local Self-Government and Regional Policy for providing assistance to municipalities in the public

utility planning of Roma settlements (NPM for Roma 2010-2015, measure 4.1.2.3), while simultaneously announcing a forthcoming consultation in order to present the two public tenders in more detail.

Regardless of the budget freeze, the former Government Office for Local Self-Government and Regional Policy considered the recommendations that the Government Commission for the Protection of the Roma Ethnic Community made at its 11th session on 28 September 2011, i.e. **quote: "The commission recommends that the Ministry of the Environment and the Office for Local Self-Government and Regional Policy publish a tender for financing the basic infrastructure in Roma settlements as soon as possible".**

Regardless of the above recommendation of the Commission, the Ministry of the Environment and Spatial Planning, the Spatial Planning Directorate, decided not to publish the public tender for co-financing municipalities in preparing expert bases for drafting detailed municipal spatial plans for the urban planning of Roma settlements, as the implementation of this measure is conditional upon the implementation of the first measure of the NPM for Roma 2010-2015. However, we did participate actively in the implementation of the public tender of the former Government Office for Local Self-Government and Regional Policy for allocating regional incentives – assistance to municipalities in the public utility arrangement of Roma settlements.

Given the reduced funding and budget freeze, and especially since the implementation of the measure is conditional upon the implementation of the first measure of the NPM for Roma 2010-2015, the Ministry decided not to publish this tender. Considering the dynamics of municipalities with Roma populations drafting and adopting MSPs which enable the legalisation and future development of Roma settlements, the Ministry decided that the implementation of the public tender would be reasonable only if the majority of municipalities with Roma populations have already adopted MSPs. Nevertheless, the Ministry plans to publish the public tender when the 2013 budget is adopted and the co-financing of municipalities for 2013 and 2014 has been foreseen.

Troisième motif de non-conformité

618. La représentante de la Slovénie indique qu'il convient de noter les progrès qui ont été accomplis hors de la période de référence, en particulier en ce qui concerne les occupants des logements dénationalisés. Les règles concernant la location des logements à but non lucratif ont été modifiées le 15 septembre 2011. Désormais, ceux parmi ces locataires qui souhaitent, pour une raison quelconque, accéder à un autre bien en location devraient le faire dans un délai beaucoup plus rapide : ils sont classés dans la catégorie des candidats prioritaires parmi les candidats à un logement locatif à but non lucratif. Ainsi, les logements locatifs à but non lucratif appartenant aux municipalités, aux fonds pour le logement, aux organismes de logement à but non lucratif et à l'Etat seront accessibles beaucoup plus rapidement qu'auparavant.

Un groupe interministériel à haut niveau, censé être mis en place dans le but d'analyser de manière approfondie la situation des occupants des logements dénationalisés, ne l'a pas été, en raison des élections législatives anticipées organisées en 2011 et du fait que le Gouvernement slovène a formulé la nouvelle politique du logement à travers le Programme national de logement (PNL).

En avril 2012, le Ministère des Infrastructures et de l'Aménagement du territoire a établi un groupe de travail chargé d'élaborer un Programme national de logement (PNL) pour la période 2013-2022. Des représentants d'autres organismes gouvernementaux et ministères compétents ont apporté un appui professionnel à ce groupe de travail. Des experts en logement et des représentants d'ONG, y compris des représentants d'occupants de logements dénationalisés, ont été invités à participer activement à l'élaboration du programme de logement. Une version finale du projet de programme sera rendue publique, vraisemblablement à la fin de ce mois. Le Programme national de logement sera adopté par l'Assemblée nationale de la République de Slovénie.

Par ailleurs, le représentant de la Slovénie informe le Comité que le Programme est axé sur quatre objectifs principaux : offre équilibrée de logements convenables, accessibilité du logement à tous, rénovation du parc de logements et mobilité accrue des résidents.

La principale faiblesse de la Slovénie en matière de logement réside dans la pénurie de logements locatifs. Le prix du logement dans les zones urbaines est très élevé, la majeure partie des logements sont occupés par leurs propriétaires (environ 91 %) et le parc locatif est insuffisamment pourvu et principalement loué de façon illégale. Aussi le PNL vise t-il avant tout à assurer la disponibilité d'un nombre suffisant de logements locatifs : en construisant de nouveaux logements locatifs publics dans le cadre de partenariats public-privé ; en remplissant les logements qui sont officiellement vacants à l'heure actuelle (au moyen de mesures fiscales pour les propriétaires et d'une amélioration de la surveillance) ; en rénovant le parc de logements actuel afin que des unités d'habitation puissent être remises sur le marché.

619. Le représentant de la Slovénie confirme que des détails du PNL 2013-2022 seront présentés dans le prochain rapport.

620. Le Comité prend note des informations données, regrette que le groupe de travail à haut niveau n'ait pas été mis en place, invite le Gouvernement slovène à inclure toutes les informations utiles dans le prochain rapport et à rendre la situation conforme à la Charte sociale européenne.

CSER 31§1 TURQUIE

Le Comité conclut que la situation de la Turquie n'est pas conforme à l'article 31§1 de la Charte aux motifs que :

- *les mesures prises par les autorités publiques pour améliorer les conditions de logement particulièrement précaires de la plupart des Roms en Turquie sont inadéquates ;*
- *des mesures insuffisantes ont été prises par les autorités pour améliorer les conditions de logement particulièrement précaires de la plupart des personnes déplacées dans le pays.*

Premier et deuxième motifs de non-conformité

621. Le représentant de la Turquie a fourni par écrit les informations suivantes :

1. Le droit au logement des citoyens d'origine Rom

Dans notre pays les citoyens Turcs d'origine rom bénéficient au même titre que d'autres citoyens Turcs et sans aucune discrimination de tous les types de service public offert par l'État. En outre, cette communauté est considérée comme l'un des groupes les plus désavantagés. En tenant compte de leurs situations et de leurs besoins spécifiques, plusieurs projets et programmes sont élaborés et mis en œuvre tant au niveau national qu'au niveau des collectivités locales pour améliorer leurs situations par l'égal accès aux droits sociaux surtout au droit de logement.

Pour nos citoyens Roms comme pour ceux à faible revenu qui résident dans des conditions difficiles, l'Administration de Logement collectif (TOKI) et les collectivités locales s'efforcent de construire des logements sociaux d'un nombre suffisant et avec des standards adéquats dans le cadre de travaux de « la transformation et la rénovation urbaine ».

Pour résoudre les problèmes des Roms, assurer leurs intégrations sociales, développer leurs statuts sociaux, en particulier améliorer les conditions de vie dans différents domaines, notamment dans le domaine de logement, les divers projets sont élaborés et les mesures sont prises dans différents départements de notre pays.

Avec ces projets mis en œuvre, nos citoyens d'origine rom bénéficient de l'aide et des services proposés ci-dessous :

- Projet de construction de logement collectif réalisé et en cours de réalisation destinée aux citoyens d'origine rom par l'Administration de logements collectifs (TOKI) ;
- Les prestations d'emploi telles que la mise en place d'emplacement réservé aux Roms dans la place du marché où seuls ces derniers peuvent faire des ventes, l'embauche des Roms dans les travaux temporaires résultant des besoins des municipalités et organisé avec la collaboration de l'Agence national de l'emploi (İşKur) ;
- L'ouverture des cours de formation professionnelle ainsi que la délivrance de certificat de maitre dans afin que les Roms acquièrent une profession ;
- La mise en valeurs de l'identité musicienne des Roms dans la fanfare, les chorales municipales et dans les activités culturelles et artistiques locales ;
- L'allocation de logement, l'attribution d'emplacement, la fourniture des services tels que l'eau, la route pour les associations et les maisons de culture créées pour perpétuer la culture Rom ;
- Les festivités reflétant la culture Rome (la fête de Roman du 8 avril, Dudelange, le festival de Kakava, etc.), le mariage officiel de couples romans vivant en concubinage, l'organisation de la circoncision collective pour leurs enfants dont ils ont besoin, l'ouverture de cours de danse reflétant la culture Rome par les municipalités ;
- L'ouverture de centre de jeunesse, de complexes sportifs et des aires de jeux pour enfants dans les zones où les Roms sont majoritaires ;
- Des aides alimentaire, vestimentaire, de charbon, de santé, de médicaments, de matériel de cours, de papeterie et d'école destinées à l'éducation.

Les travaux entrepris pour faire bénéficier les Roms de logements plus moderne et plus salubre, avec des conditions de paiements abordables ne pourrait quelquefois aboutir en raison que nos citoyens d'origine Rome ne veulent pas quitter l'endroit où ils vivent et que l'on ne trouve pas d' endroit convenable dans leur lieu de vie habituel et que même si l'on en trouve l'expropriation représente des coûts élevés.

2. Les gens qui ne peuvent pas ou ne veulent pas retourner dans leurs villages

Dans les grandes villes comme Istanbul, Ankara et Izmir, les projets spécifiques ont été élaborés et mis en œuvre ou en cours d'élaboration pour répondre aux problèmes des gens qui ne peuvent ou ne veulent pas retourner dans leurs villages tels que la pauvreté, l'exclusion sociale, les logements insalubres, le chômage, l'inadaptation à la vie urbaine et pour assurer leur intégration à la culture urbaine.

CSER 31§1 UKRAINE

Le Comité conclut que la situation de l'Ukraine n'est pas conforme à l'artile 31§1 de la Chart aux motifs que :

- *il n'a pas été établi que le droit à un logement d'un niveau suffisant soit effectivement garanti ;*
- *des mesures insuffisantes ont été prises par les autorités pour améliorer les conditions de logement particulièrement précaires d'un grand nombre de Roms et de Tatars de Crimée.*

Premier et deuxième motifs de non-conformité

622. La représentante de l'Ukraine a fourni par écrit les informations suivantes :

First ground of non-conformity: Additional information

It should be noted that the Ministry of Culture of Ukraine has developed the draft Strategy of Protection and Integration of Roma up to 2020. The relevant Ministries have been involved in preparation process with the circulation of relevant documents. The draft Strategy defines the tasks in the following priority areas: legal protection, education, health, housing, employment, culture and information.

Updated information will be provided in the next report.

Second ground of non-conformity: Additional information
In pursuance of the Decree of the President of Ukraine № 615/2010 of 14 May concerning additional measures to integrate Crimean Tatars the Ministry of Social Policy of Ukraine has developed the Program for resettlement and rehabilitation of deported Crimean Tatars and other nationalities who have returned to live in Ukraine, their adaptation and integration into Ukrainian society for the period until 2015 approved by the Regulation of the Cabinet of Ministers of Ukraine № 514/2012 of 6 June. The implementation of the Program will improve the level of social infrastructure of Crimean Tatars.
Updated information will be provided in the next report.

Article 31§2 – Réduire l'état de sans-abri

CSER 31§2 FRANCE

Le CEDS conclut que la situation de la France n'est pas conforme à l'article 31§2 de la Charte aux motifs :

- *de l'insuffisance des mesures en place pour réduire le nombre de sans-abris ;*
- *de l'application non satisfaisante de la législation en matière de prévention des expulsions et de l'absence d'un dispositif permettant de proposer des solutions de relogement aux familles expulsées ;*
- *du non-respect de la dignité humaine des gens du voyage dans la mise en œuvre des procédures d'expulsion.*

Premier motif de non-conformité

623. La représentante de la France informe qu'en 2008, un plan d'humanisation des centres d'hébergement a été lancé. Les subventions de l'État à ce plan d'humanisation représentent – pour les années 2008-2011 – 191,3 millions € pour la rénovation et la création de places supplémentaires. De plus, les crédits de droit commun dédiés au logement ont également été mobilisés pour la création de projets d'hébergement à hauteur de 72,2 millions €, ainsi que les crédits de l'ANAH pour la rénovation à hauteur de 59,1 millions € pour ces mêmes années. Ce programme a permis de rénover 12 374 places d'hébergement et de créer 4 221 autres places ou logements. Au final, à la fin de 2011, ce sont 474 projets représentant 16 595 places ou logements qui ont bénéficié de ce plan d'humanisation.

624. Ce programme d'humanisation a également permis d'identifier 380 structures à rénover, représentant potentiellement 9 000 places pouvant relever de ce programme et 90 projets de création de places nouvelles liées au desserrement des structures existantes (représentant plus de 2 200 places).

625. Le Comité prend note des informations fournies, invite le Gouvernement de la France à inclure dans son prochain rapport toute information pertinente sur les mesures destinées à réduire le nombre de sans-abris et décide d'attendre la prochaine évaluation du CEDS.

Deuxième motif de non-conformité

626. La représentante de la France informe que la France a récemment adopté un Plan national d'action contre le racisme et l'antisémitisme (PNACRA) qui aborde la législation applicable aux gens du voyage et qui renvoie, en outre, à la Stratégie du Gouvernement français pour l'inclusion des roms. Cette stratégie établit d'une part des priorités pour toutes les populations marginalisées, d'autre part elle est consacrée aux dispositifs spécifiques à destination des gens du voyage, notamment pour ceux

connaissant des difficultés d'exercice de leurs droits, notamment en matière d'éducation, d'accès à l'emploi, aux soins ou au logement.

627. La représentante de la France se réfère ensuite à la décision du 8 décembre 2004 sur le bien-fondé de la réclamation n° 15/2003 (Centre européen des Droits des Roms c. Grèce), où le CEDS indiquait que « l'occupation illégale de sites ou de logements est de nature à justifier l'expulsion des occupants illégaux ». Les conditions en sont néanmoins que les critères de l'occupation illégale ne soient pas « compris de manière exagérément extensive », et que l'expulsion soit « prévue par des règles suffisamment protectrices des droits des personnes concernées et opérées conformément à ces règles ». Ainsi des modalités d'expulsion peuvent exister, en particulier en cas d'occupation illicite des sites ou d'atteinte portée à des intérêts individuels ou collectifs.

628. Le Comité prend note des informations fournies et décide d'attendre la prochaine évaluation du CEDS.

Troisième motif de non-conformité

629. La représentante de la France présente tout d'abord la base légale de l'évacuation des terrains illégalement occupés par les gens du voyage (loi du 5 juillet 2000). Elle précise en particulier que les dispositions des articles 9 et 9-1 de la loi du 5 juillet 2000, introduites par la loi du 5 mars 2007, confient au préfet le pouvoir de mettre en demeure les propriétaires des résidences mobiles de gens du voyage de quitter les lieux d'un stationnement irrégulier, puis, le cas échéant, de procéder à l'évacuation forcée de ces résidences mobiles.

La procédure d'évacuation forcée ne peut être mise en œuvre par le préfet que lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- la commune doit avoir respecté les règles qui lui sont imposées en ce qui concerne l'accueil des gens du voyage ;
- un arrêté d'interdiction de stationnement en dehors des aires aménagées doit avoir été pris par le maire de la commune ;
- le stationnement illégal entraîne des risques d'atteinte à la salubrité, la sécurité ou la tranquillité publique.

Par ailleurs, la mise en demeure est une décision administrative qui peut faire l'objet d'un recours suspensif devant le tribunal administratif.

La représentante de la France conteste la position du CEDS consistant à considérer que l'évacuation des campements de gens du voyage ou de roms pratiquées par les forces de l'ordre se font en violation de l'article 31§2 de la Charte, pour des raisons suivantes :

- l'interprétation faite par le Comité des dispositions des articles 9 et 9-1 de la loi du 5 juillet 2000 et de l'article 322-4-1 du code pénal est erronée ;
- la Commission nationale de déontologie et de sécurité (CNDS) n'a rendu qu'un seul avis sur les évacuations d'un camp illégal de roms et aucun sur une évacuation de campement de gens du voyage ;
- le 4e rapport de l'ECRI évoquant la confiscation ou la destruction de biens personnels de roms évacués s'apparente à des allégations sans fondement qu'il est impossible de réfuter sans plus de précisions ;
- l'affaire étudiée par la CNDS est un exemple concret illustrant le déroulement d'une opération d'évacuation.

630 La représentante de la France ajoute que depuis la loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion du 25 mars 2009, les Commissions de coordination des actions de prévention des expulsions locatives (CCAPEX) sont obligatoires dans tous les départements, et elles sont désormais toutes effectivement installées.

631. Ces commissions examinent les dossiers difficiles au cas par cas en associant les acteurs concernés, notamment les services de la Préfecture, du Conseil général et les Caisses d'allocations familiales (CAF et CMSA) afin d'aider les ménages en difficulté à trouver une solution à leur situation, le plus en amont possible de la procédure. La commission émet ainsi des avis et recommandations en matière d'aides du Fond de solidarité pour le logement (FSL), d'accompagnement social, de maintien et suspension des aides personnelles au logement, de relogement ou d'hébergement et, si le préfet souhaite cet avis, sur le concours de la force publique.

632. Concernant l'écart entre le nombre de ménages faisant l'objet d'un jugement d'expulsion et le nombre de ménages expulsés avec le concours de la force publique, celui-ci s'explique d'une part, par le départ volontaire de locataires en cours de procédure, et d'autre part, par l'activation des dispositifs de prévention qui permettent la résolution de la situation et le maintien dans les lieux. La représentante de la France indique qu'un meilleur suivi serait nécessaire pour connaître plus précisément le nombre de ménages étant amenés à quitter leur logement sous la pression d'une expulsion. Un suivi systématique n'est pas possible avec les outils actuels, mais des travaux d'évaluation sont en cours pour mesurer plus précisément ce phénomène.

633. Le Comité prend note des clarifications fournies.

CSER 31§2 ITALIE

Le Comité conclut que la situation de l'Italie n'est pas conforme à l'article 31§2 de la Charte aux motifs que :

- *les initiatives entreprises pour réduire le nombre de sans-abri sont insuffisantes ;*
- *des expulsions de roms et de sintis continuent à être opérées au mépris des garanties procédurales nécessaires pour assurer le plein respect de la dignité humaine de chaque individu et sans que leur soient proposées des solutions de relogement ;*
- *les opérations de police dans les campements roms et sintis n'ont pas été conduites dans le respect de la dignité des occupants et les personnes responsables de la destruction d'effets personnels d'occupants des campements n'ont pas toujours fait l'objet d'enquêtes ni, une fois identifiées, été condamnées pour leurs actes.*

Premier motif de non-conformité

634. La représentante de l'Italie a fourni par écrit les informations suivantes :

En réponse au cas de non-conformité soulevé par le Comité qui a jugé insuffisantes sur le plan quantitatif les initiatives entreprises afin de réduire le nombre de personnes sans-abri, on renvoi au tableau ci-dessous indiquant les dépenses engagées pour chaque intervention et service en faveur des personnes sans domicile fixe ainsi que les aides finalisés à l'affectation de logements dans la période 2006-2009.

Interventions et services sociaux des Communes – Pauvreté, adultes défavorisés et SDF : usagers, dépenses et dépenses par usager e par chaque intervention et service social. Total Italie. Années 2006-2009.
DEPENSES (en milliers d'euros)

Interventi e servizi sociali dei Comuni - Area povertà, disagio adulti e senza fissa dimora: utenti, spesa e spesa per utente per singoli interventi e servizi sociali. Totale Italia - Anni 2006-2009

SPESA (migliaia di euro)

	2006	2007	2008	2009
Interventi e servizi	**10.600**	**20.330**	**22.252**	**23.013**
Intermediazione abitativa e/o assegnazione alloggi	4.052	14.658	16.163	16.662
Servizio di residenza anagrafica per persone senza fissa dimora		172	148	163
Interventi per persone senza fissa dimora	1.528	1.596	1.533	1.104
Servizi di pronto intervento per persone senza fissa dimora	5.021	3.904	4.408	5.084
Trasferimenti in denaro	**76.324**	**120.863**	**121.974**	**117.292**
Contributi economici per alloggio	74.841	120.158	121.110	116.546
Contributi economici per persone senza fissa dimora	1.484	705	864	747
Strutture	**33.579**	**20.968**	**23.913**	**26.397**
Centri diurni per persone senza fissa dimora	654	1.236	1.545	2.813
Dormitori per persone senza fissa dimora	20.246	8.465	13.557	12.258
Strutture di accoglienza per persone senza fissa dimora	12.678	11.268	8.811	11.326
Totale per alloggio o per persone senza fissa dimora	**120.504**	**162.161**	**168.138**	**166.703**
Totale per persone senza fissa dimora	41.611	27.345	30.865	33.495
Totale per alloggio	78.892	134.816	137.273	133.207

Interventions et services
Services d'intermédiation finalisés l'affectation de logements
Services de résidence auprès du bureau de l'état civil en faveur des personnes SDF
Interventions en faveur des personnes SDF
Services de premier secours en faveur des personnes SDF

Transferts en argent
Contributions économiques pour le logement
Contributions économiques en faveur des personnes SDF

Structures
Centres diurnes en faveur des personnes SDF
Dortoirs en faveurs des personnes SDF
Structures d'accueil en faveur des personnes SDF

Total pour le logement ou en faveur des personnes SDF
Total en faveur des personnes SDF
Total pour le logement

Le tableau contient les résultats du recensement sur les interventions et les services sociaux mises en place par les Communes (Istat, « Recensement sur les interventions et les services sociaux mises en places par les communes individuellement ou en association – Années 2006, 2007, 2008 et 2009) afin de lutter contre la pauvreté et en faveur des adultes défavorisés et sans domicile fixe. Le recensement porte sur les usagers et sur les dépenses des communes relativement aux services qu'ils affectent, individuellement et/ou en association. L'affectation des services se réalise à travers un modèle d'organisation variable non seulement d'une région à l'autre mais aussi dans la même région. Le tableau montre le dégagement de certains financements des interventions pour l'affectation du logement et en faveur des personnes sans domicile fixe aux interventions visant à prévenir la condition de personne sans-abri. En effet, soit les fonds pour les services d'intermédiation que les contributions économiques finalisées à l'affectation de logements aux personnes défavorisées et en condition de pauvreté ont augmenté, au contraire de ceux destinés aux personnes sans domicile fixe. Dans l'ensemble, les fonds engagés ont augmenté.
Dans le précédent rapport on avait indiqué qu'en 2008, en l'occasion du lancement d'une enquête sur les personnes vivant en condition de pauvreté extrême, un recensement sur les

organisations et les services en faveur des personnes SDF[13], a été effectué. L'enquête a été menée par l'Istat, en collaboration avec le Ministère du Travail et des Politiques Sociales, la Fédération italienne des opérateurs du secteur (fio.PSD) ainsi que la Caritas.
Comme tout le monde le sait, il est difficile de quantifier le phénomène, peu enquêté, des personnes sans-abri car il rentre dans le contexte de marginalité sociale des Pays économiquement développés. Afin de combler ce manque d'information, l'enquête susmentionnée a été menée avec le but de fournir un cadre approfondi sur le phénomène de personnes sans domicile fixe ainsi qu'une cartographie des différents services offerts aux sans-abris, avec une attention toute particulière aux hébergements. En outre, l'enquête vise à obtenir un' exacte estimation du nombre des personnes fréquentant les hébergements.
A l'heure actuelle, on estime environ 50-60 mille personnes sans domicile fixe en Italie. La précédente estimation comptait environ 70-100 mille personnes.
Dans le complexe, la nouvelle enquête, encore en cours, a engagé 158 communes italiennes sélectionnées en fonction de leur taille démographique. Une fois terminé le relevé, on serait en gré de quantifier plus précisément le nombre des personnes sans-abri en Italie.
En 2010, 727 sociétés et organisations ont fourni des services aux personnes sans-abri dans les 158 communes italiens susmentionnés. Elles disposent de 1.187 sièges affectant, moyennement, 2,6 services chacune pour un total de 3.125 services.
Un tiers de ces services concerne les besoins primaires (nourriture, vêtements, hygiène corporelle), 17 % fournit un hébergement pour la nuit (hébergements, structures communautaires, dortoirs) ainsi que le restant 4 % offre un accueil diurne (structures communautaires, structures d'accueil en cycle diurne, cercles, laboratoires).
Les services de secrétariat social (services d'information, services d'orientation à l'utilisation des services mêmes et pour l'expédition d'affaires) ainsi que ceux concernant la prise en charge et l'accompagnement des usagers sont très répandus sur le territoire national (24 % et 21 % respectivement).

TABLEAU 1. Services et usagers en fonction du type de service
Année 2010 (valeurs absolues et en pourcentage)

	Services	Usagers	Services	Usagers
	Valeurs absolues		Valeurs en pourcentage	

PROSPETTO 1. Servizi e utenza del servizio per macrotipologia del servizio.
Anno 2010 (valori assoluti e composizioni percentuali)

	Servizi	Utenza	Servizi	Utenza
	Valori assoluti		*Composizioni percentuali*	
Supporto in risposta ai bisogni primari	1.061	1.305.236	34,0	49,9
Accoglienza notturna	520	76.657	16,6	2,9
Accoglienza diurna	128	47.202	4,1	1,8
Segretariato sociale	754	568.161	24,1	21,7
Presa in carico e accompagnamento	662	618.734	21,2	23,7
Totale	**3.125**	**2.615.990**	**100,0**	**100,0**

Services finalisés à l'accomplissement de besoins primaires
Structures d'accueil pour la nuit
Centres diurnes
Secrétariat social

[13] En se référant à la typologie ETHOS (European Typology on Homellessness and Housing Exclusion) on fait présent que selon la formulation élaborée par de l'Observatoire européen relativement à l'*homelessness* sont considérés comme personnes sans-abri toutes les personnes qui : vivent dans d'espaces publics (dans les rues, dans des cabanes, dans des voitures abandonnées, dans des roulottes et dans d'hangars) ; vivent dans des structures d'accueil pour la nuit et/ou qui sont forcés de passer les trois quart de leur temps dans d'espaces publics (en plein air) ; vivent dans des structures pour personnes sans-abri/ sans hébergement temporaire ; vivent dans d'hébergements destinés à des usagers spécifiques nécessitant des services sociaux (personnes sans domicile fixe célibataires, couplés ou en groupe). Les personnes vivant en condition de surpeuplement, ceux hébergées auprès des parents ou d'amis ou vivant dans des logements occupés ou dans des champs équipés des villes ne rentrent pas dans cette formulation.

Services de prise en charge et accompagnement des usagers
Total

En examinant le tableau ci-dessus, il ressort que les usagers des services finalisés à l'accomplissement des besoins primaires des personnes sans domicile fixe **sont plus élevés d'environ vingt fois par rapport à ceux des structures d'accueil pour la nuit et de presque deux fois par rapport aux usagers du secrétariat social et des services de prise en charge et d'accompagnement**. Tout cela considéré, il est évident que les personnes sans-abri demandent plus fréquemment l'accomplissement de leur besoins primaires (**nourriture**, **vêtements**, **hygiène corporelle**) qui leur est assuré, plutôt que des dortoirs.
En outre, il ressort de l'enquête que dans deux tiers des villes italiennes, ces services sont affectés directement soit par d'administrations publiques que par d'organisations privées. Dans les villes ou les administrations publiques n'affectent pas directement les services en question, des organisations privées financées avec des fonds publics sont cependant présentes.
La seconde partie de cette enquête sera complétée et publiée dans l'année. La dernière partie de l'enquête a pour but **d'analyser le phénomène des personnes sans domicile fixe sur le territoire italien ainsi que la façon dont elles utilisent les services formels et informels, publiques et privés**.
Afin de fournir un cadre plus approfondi, les aboutissements de cette enquête vous seront illustrés dans le prochain rapport.

Deuxième et troisième motifs de non-conformité

635. La représentante de l'Italie déclare que des éléments de réponse au CEDS pour ce motif figurent dans des explications fournies dans le cadre de l'article 31§1.

636. Le Comité renvoie à la décision qu'il a prise dans le cadre de l'article 31§1 (voir sous CSER 31§1 Italie dans le présent document).

CSER 31§2 LITUANIE

Le Comité conclut que la situation de la Lituanie n'est pas conforme à l'article 31§2 de la Charte au motif qu'il n'a pas été établi que des progrès ont été réalisés dans la réduction de l'état de sans-abri.

637. La représentante de la Lituanie a fourni par écrit les informations suivantes :

In order to prevent homelessness, municipal executive authorities have established social housing rental terms and conditions and register people who need accommodation.
Families and individuals apply for the rent of social housing or the improvement of the conditions of housing to municipality where they declared place of residence or they actually live.
In the period of 2005-2011 about LTL 230 million had been invested into municipal social housing development fund. Municipal Fund was increased by 3000 dwellings. During this period about 6,800 families received public housing, including the newly acquired and vacated apartments (they represent about 24 percent of the current demand for social housing).
Public investment to social housing development has fallen sharply from LTL 70 million in 2008 to 14 million in 2009 due to consequences of global financial crisis. The demand for social housing for rent has increased from 20.4 thousand to 28.4 thousand in 2011.
In view of this situation, the draft with legislative amendment is under preparation, which provides for reimbursement of rent to persons entitled to social housing and renting in the private sector (now the rent of social house is possible only in public (municipality) sector).

CSER 31§2 PAYS-BAS (ROYAUME D'EUROPE)

Le CEDS conclut que la situation des Pays-Bas n'est pas conforme à l'article 31§2 de la Charte au motif que la loi n'oblige pas à fournir un abri aux enfants qui se trouvent en situation irrégulière aux Pays-Bas aussi longtemps qu'ils relèvent de leur juridiction.

638. Le représentant des Pays-Bas déclare ce qui suit :

(…) A la suite d'une décision rendue par un tribunal néerlandais en janvier 2011, les Pays-Bas ont mis en place des centres familiaux (« gezinslocatie »). Depuis juillet 2011, sont ouverts six « centres familiaux » qui offrent à des familles avec des enfants mineurs un hébergement assorti d'une restriction de liberté de mouvement jusqu'à leur départ effectif.

Les étrangers disposent de 28 jours pour quitter le territoire des Pays-Bas de leur plein gré après le rejet de leur demande d'asile. Pendant cet intervalle, les étrangers séjournent dans des centres d'accueil. Si le délai imparti pour le départ indiqué plus haut s'avère trop court, l'étranger a la possibilité d'être placé pendant 12 semaines supplémentaires dans un lieu d'hébergement assorti d'une restriction de liberté de mouvement, où il poursuit les préparatifs de son départ. Si cette période s'avère toujours trop courte pour organiser leur départ, les familles avec des enfants mineurs sont alors hébergées dans des « centres familiaux ». Cela signifie que les familles dont la demande d'asile a été rejetée continuent d'être hébergées jusqu'à leur départ effectif des Pays-Bas. Souvent, ces familles amorcent une procédure d'immigration (régulière) après l'échec de leur procédure d'asile, mais cela n'a pas d'incidence sur l'hébergement qui leur est assuré. Elles conservent leur hébergement. Le choix de quitter leur hébergement de leur plein gré relève de leur propre responsabilité. Elles le font parfois pour exercer une pression sur les autorités.

Une famille dont le permis de résidence est en instance d'annulation, par exemple en raison d'un changement de la politique d'asile vis-à-vis d'un pays donné, se voit également proposer un hébergement jusqu'à son départ des Pays-Bas.

En outre, lorsqu'une famille avec enfants se trouve à la rue aux Pays-Bas, les autorités locales saisissent le Service du rapatriement et du retour des Pays-Bas pour trouver une solution. La solution inclut généralement un hébergement.

Enfin, la Charte révisée (articles 17 et 31) ne s'applique pas aux personnes séjournant illégalement aux Pays-Bas. Néanmoins, les Pays-Bas assurent un hébergement spécial aux familles présentes illégalement dans leur juridiction afin de leur éviter de se retrouver sans abri. (…) La politique et les pratiques des Pays-Bas ont été mises en conformité avec la Charte depuis le début de 2011. Il n'y a pas de disposition législative à modifier.

639. Le Comité prend note des informations communiquées et appelle le Gouvernement des Pays-Bas à rendre la situation conforme avec la Charte sociale européenne.

CSER 31§2 SLOVÉNIE

Le Comité conclut que la situation de la Slovénie n'est pas conforme à l'article 31§2 de la Charte au motif que les mesures en place pour réduire le nombre de sans-abris sont insuffisantes en termes quantitatifs.

640. La représentante de la Slovénie a fourni par écrit les informations suivantes :

Adopted and planned measures for the prevention of homelessness

The homeless are a vulnerable group in Slovenia who receive special attention on the basis of various strategies, legislation and public social welfare programmes:

- the National Social Welfare Programme 2006-2010 envisaged a network of reception centres and shelters for homeless people with a total capacity of at least 250 places in all

statistical regions and an additional 80 places for homeless drug users, which was also realised;

- the proposal of the National Social Welfare Programme 2012-2020 (adoption planned in 2012) envisages the public network of programmes for homeless people to be expanded and to include information and counselling programmes with field-work, programmes of coordination, support and the implementation of assistance and self-care, accommodation programmes and social activation programmes. By 2020, the number of day centres providing counselling services is planned to increase from the existing 7 centres to 20 day centres providing programmes of preventive and counselling work. In addition to the public network of programmes, help for the homeless people is also provided by voluntary organisations whose operation is financially supported by the Ministry of Labour, Family and Social Affairs;
- the National Housing Programme 2013-2021 is currently in preparation (Ministry of Infrastructure and Spatial Planning); its main objective is the improvement of housing accessibility for vulnerable groups, which means that it will indirectly affect the housing conditions of homeless people. The new NHP envisages the construction of a sufficient number of so-called temporary housing units within the framework of housing programmes of municipalities. The exact number of housing units will be determined after analyses in individual municipalities have been conducted.

Statistical data on the number of homeless people

One of the findings of the Estimated Extent of Visible and Hidden Homelessness in Slovenia study made in 2010 was that the exact number of homeless people in Slovenia cannot be determined, as we do not have an indicator for recording homelessness. Based on the data on the number of people whose place of residence is registered to be at social work centres, we estimate that there were approximately 1,300 homeless people in 2010. However, we need to consider that not all homeless people are registered at social work centres. Data provided by social work centres, which offer first social assistance, assistance in crisis situations or personal assistance, show that the number of homeless people is increasing, especially among young people, people with mental health disorders and drug users, whom we try to include in treatment and social activation programmes.

Shelter conditions

Homeless shelters are set up in cooperation between municipalities and non-governmental organisations. Their operation is primarily the concern of municipalities, while immediate work in shelters is carried out by employees of social welfare programmes that are mostly co-financed by the Ministry of Labour, Family and Social Affairs. In addition to these shelters, Karitas also operates reception centres for the homeless.

Voluntary organisations estimate the conditions in these shelters to be adequate with regard to accessibility of water, heating and lighting. The majority of shelters and reception centres offer not only overnight stays to the homeless, but also basic food and personal hygiene facilities (bathing, laundry washing, haircutting and similar). In some towns, there are also food distribution facilities. Within the framework of the Municipality of Ljubljana and the Municipality of Maribor, outpatient clinics also provide healthcare services for homeless people regardless of their town of residence, as well as to other people without health insurance.

CSER 31§2 TURQUIE

Le Comité conclut que la situation de la Turquie n'est pas conforme à l'article 31§2 de la Charte au motif que les expulsions de Roms ont été opérées au mépris des garanties procédurales nécessaires pour assurer le plein respect de la dignité humaine de chaque individu.

641. Le représentant de la Turquie a fourni par écrit les informations suivantes :

1. L'expulsion des Romans de leurs maisons

Les droits au logement et à un environnement sain sont protégés par la Constitution dans ses articles 17, 56 et 57.

Nous ne pouvons être en accord avec la critique selon laquelle les citoyens turcs d'origine romane dans notre pays auraient été expulsés par la force de leurs maisons et que leurs dignités humaines ne seraient pas respectées.

Comme il est mentionné dans les explications faites dans le cadre du paragraphe 2 de cet article, les Roms bénéficient sur un pied d'égalité avec d'autres citoyens turcs de tous les services publics et ils ne sont exposés à aucun traitement discriminatoire sur le plan juridique et administratif.

Toutefois, il peut arriver quelquefois les violations de droit de logement en raison des projets et des travaux de transformation urbaine mise en place pour réaménager les zones urbaines anciens, les rendre de nouveau habitables et résoudre les problèmes sociaux, économiques et culturels de la ville. Mais ce problème ne concerne pas que les citoyens turcs d'origine rom, mais toutes les personnes qui habitent dans les zones de transformation urbaine. Il n'existe pas une discrimination propre aux Roms dans ce domaine.

Dans le cadre des projets de transformations urbaines mis en place pour résoudre les problèmes résultant d'une urbanisation désordonnée et sans plan, le réaménagement des zones d'habitations insalubres habitées majoritairement par les Romans et la transformation de ces zones les plus pires en nouveau terrain de logement collectif en les améliorant sont en cours dans les villes et les arrondissements ou les Romans vivent. Ces travaux visent à détruire les bâtiments à risque et de types de bidonvilles et créer des villes modernes et saines en améliorant notamment les zones d'habitation des Roms et d'autres zones de problèmes.

D'autre part, l'expression du Comité Européen des Droits sociaux selon laquelle « les Roms seraient confrontés avec les mauvaises conditions de vie et de santé suite à la démolition du quartier rom et à la distribution obligatoire partout dans notre pays » résulte d'une l'approche qui ignore la discrimination positive appliquée par notre Gouvernement à l'encontre des Roms.

En outre, suite aux instructions du premier ministre, avec le soutien de la Direction générale de l'assistance sociale on a fait appels d'offres pour la construction de logements pour 5106 citoyens d'origine rom et cette construction se poursuit.

2. La démolition de Sulukule, le quartier historique d'Istanbul

Le quartier de Fatih situé dans la péninsule historique a été foyer de nombreuses civilisations à travers de l'histoire. Il constitue un patrimoine unique pour notre pays et pour le monde entier avec des échantillons de l'architecture civile et des œuvres monumentales d'art de l'architecture civile.

Le plus important de ces espaces, le plus bel endroit dans la ville, et le meilleurs emplacement topographie sont Fevzipaşa – les quartiers historiques de Haticesultan et de Neslisah (Sulukule) entre les boulevards de Vatan – adjacent aux remparts de terre historique. En plus des remparts historiques, la région abrite la Mosquée de Mihribah Sultan, la mosquée du sultan Neslişah et de nombreuses œuvres monumentales comme l'Église orthodoxe grecque de Sarmaşık.

Toutefois, cette région historique et culturelle, en raison du manque d'intérêt et d'entretien qui a persisté pendant de nombreuses années, n'a pas pu achever son développement et son changement. Ces lieux dans le centre d'Istanbul sont désormais devenus des débris confrontés à l'extinction. La vie économique, sociale, culturelle et environnementale dans la région n'est plus possible depuis longtemps.

Cette agglomération ne constitue pas seulement des zones d'affaissement physique, mais aussi le lieu des problèmes socio-économiques. Dans une zone restreinte à forte concentration humaine qui ne cesse d'augmenter, l'accroissement du chômage et de la pauvreté, les violences et les problèmes de sécurité font qu'il est impossible de vivre en paix

pour les habitants de ce quartier.
En outre, la non-résistance des bâtiments en débris à des séismes constitue un autre problème important. Cette région se trouve dans une zone de risque sismique de deuxième niveau. Il existe un risque de dommages même lors d'un tremblement de terre de magnitude moyenne.
En juillet 2005, la municipalité de Fatih a réalisé dans cette zone une étude sur le tissu social et la faisabilité. Dans ces études, tous les locataires et les propriétaires vivant dans l'agglomération ont été identifiés. Avec les diverses données démographiques, la population vivant dans chaque maison est enregistrée. Avec cette étude qui est terminée le mois de novembre 2005, il est déterminé le nombre de maisons dans chaque parcelle, les surfaces des bâtiments, la situation des maisons, le statut de leur reconstruction, les personnes y vivants et les informations semblables.
Les résultats de cette étude ont permis de déterminer qu'il y a 383 locataires et 620 résidences, ainsi que 45 lieux de travail et 3430 personnes qui y vivent. Certains propriétaires n'habitent pas dans leurs maisons, certains ne savent même pas qui vie dans leurs maisons. Selon ces enquêtes, 80 % de la population vivant dans la région étaient locataire.
L'avant-projet est élaboré en tenant compte de ces chiffres, on s'est efforcé de produire pour chaque résidence une résidence et pour chaque lieu de travail un lieu de travail. Le nombre actuel de résidences et des lieux de travail coïncident avec les chiffres figurant dans l'avant-projet.
À la suite de l'enquête réalisée par la municipalité de Fatih concernant les ménages dans la zone de projet, les données suivantes ont été rapportées :

- environ 17 % de la population est composée de citoyens d'origine rom. Le reste de la population a migré depuis diverses régions du pays. Ce sont en générale les gens à faible revenu et qui travaille dans le secteur de service peu qualifié. Cette situation montre qu'il n'existe pas un groupe de culture homogène dans cette zone ;
- en ce qui concerne le niveau de l'éducation, 31 % sont analphabètes, 34 % diplômé des écoles primaires, 5 % diplômé des écoles secondaires, 4 % diplômé du lycée. Dans les familles, 17 % n'ont pas d'emploi, 13 % des travailleurs sont des enfants, 8 % sont des femmes qui généralement mendient ;
- en ce qui concerne la situation de l'emploi, 77 % n'ont pas un emploi qui leurs apporte des revenue, 64 % ne sont pas couvert, 16 % bénéfice de l'assistance de santé, 51 % ne veulent pas recevoir une formation professionnelle et 37 % veulent bénéficier d'une formation professionnelle ;
- 91 % sont informés du projet, 9 % ne le savent pas, 65 % pense que leurs habitats vont être démolis pour être reconstruits, 15 % pense qu'ils vont devoir aller ailleurs. Toutefois, 74 % veulent vivre ici, 26 % veulent aller ailleurs. 79 % veulent des changements structurels dans leurs quartiers, 21 % ne veulent pas. 40 % de ces résidents sont propriétaires, 60 % sont des locataires et des occupants clandestins. Les problèmes dans la région se composent de 41 % de violence et d'insulte, 21 % de la pauvreté, 14 % de la drogue, 56 % voit leur quartier différent d'Istanbul, 44 % ne voit aucune différence.

Suite à ces études, d'une part les remparts historiques d'Istanbul, d'autre part, la surface de 91 mille mètres carrés dans le parti intérieur de la Bande de Protection des Remparts sont désignées comme zone de projet.
Dans cette zone du projet, il y a au total 46 échantillons d'architecture civile immatriculée. La restauration de 25 échantillons se fera dans le cadre du projet de restauration, et 18 échantillons seront restaurés par leurs propriétaires.
Le projet n'est pas élaboré selon un seul groupe, mais selon les attentes et habitudes des de tous les habitants du quartier. La zone de projet se compose d'environ 20 % des citoyens d'origine rom. Il est également en conformité avec les structures culturelles et les conditions de vie des citoyens d'origine rom. Les Roms qui sont propriétaires reçoivent aussi des terrains au sein du projet et restent dans la zone.

Conformément aux demandes et souhaits des habitants Roms, les maisons sont souvent sous forme de deux étages avec une cour interne. Les coûts des maisons ont été procurés par avance avec la valeur des terrains que possèdent les propriétaires et s'ils doivent des dettes restantes, le paiement est autorisé sur une durée de 180 mois soit 15 ans une fois installés dans leur nouvelle demeure. Si le propriétaire est créancier, la somme est payée en avance.
Pour le quartier, le projet protège les silhouettes des rues historiques et les habitudes de vie des habitants.
Lors de la conception du projet de transformation, les analyses sur la propriété et sur la situation socio-économique des habitants sont menées, les plans antérieurs appartenant sur la presque ile historique et son entourage et les caractéristiques des bâtiments dans le zone sont étudiés afin de les intégrer dans projet de rénovation. Le projet institue aussi des standards permettant d'améliorer la qualité de vie urbaine. Au lieu des espaces intérieurs étroits, les cours intérieures spacieuses facilitant les relations sociales et culturelles sont formées. Ces zones sont aussi des lieux de respiration dans la densité de la ville, de la lumière du jour et de l'espace. Les cours antérieurs ont été conçu non seulement pour les espaces des de rez de chaussez, mais pour toutes les espaces. En outre, les rues sont conçues pour être de 10-15 m au lieu de 3-5 m.
Les Roms de Fatih ont une vie sociale différente et ont un mode de vie particulier par rapport aux autres habitants du quartier. Dans le projet élaboré en prenant en compte ces facteurs, le mode de vie actuel est reflété dans l'espace. En fonction des espaces communs conçue (les portes avant, l'utilisation de cours intérieures, etc.) les cours, les portes, et des espaces à utilisation commune sont développés.
On a réalisé un projet conforme au droit de propriété, aux droits culturels, aux droits de l'homme et au droit de la ville. On a agi en sorte que personne ne soit victime et que personne ne soit exclu. Les options présentées aux propriétaires et aux locataires rendent l'aspect social de ce projet très puissant parmi tous les autres exemples réalisé dans le monde.
L'intérêt pour cette zone et ces habitants a commencé grâce à ce projet pour la première fois. C'est aussi avec ce projet qu'on a pris des mesures qui vont contribuer au développement physique, socio-économique et socioculturel du quartier et des habitants du quartier et améliorer et renforcer les espaces de vie, les conditions de vie.
Le projet lancé en 2006 concerne 673 logements (620 résidences, et 53 lieux de travail) et vise :

- la protection des structures historiques et culturelles (immatriculées) ;
- l'amélioration des conditions de vie des personnes vivant dans le quartier ;
- l'arrêt de la destruction physique et l'animation de la vie économique en assurant la durabilité de la structure historique et l'identité originale de la vile ;
- l'augmentation de la qualité de vie urbaine et la mise en route des dynamiques basées sur la e culture ;
- l'encouragement de la participation ;
- le soutient du développement socioculturel ;
- l'intégration de la population du quartier avec la ville et avec les citadins ;
- la création des espaces et des zones habitables modernes intégrées à l'histoire et la culture du quartier.

En vertu de la loi No. 5366 du 16/06/2005 sur la rénovation des biens immobiliers culturel et historique détérioré et leur protection par la restauration, la déclaration de la zone de projet comme l'espace de rénovation a été acceptée par le conseil municipal de la mairie de Fatih et l'Assemblée municipale métropolitaine d'Istanbul. Elle est ensuite approuvée par le Conseil des ministres et le Président de la République. Elle est finalement acquit la force de loi par la publication dans Journal officiel du 24 avril 2006.
Un protocole sur le projet de rénovation urbaine et de ses applications du quartier de Fatih de 1er groupe de numéro 2 est signé 13/07/2006 entre l'Administration de logements collectifs (TOKI), la mairie métropolitaine d'Istanbul et la mairie de Fatih.

Le but de ce protocole est de limiter les problèmes et de trouver les solutions pour les ayants droit dans la zone de rénovation, qui est devenue une zone de dépression en raison des bidonvilles, de la construction non planifiée, des bâtiments de faible niveau de standards et de crée une espace urbaine possédant les standards contemporains en liquidant les zones d'habitation non planifiée.
Les projets d'application sont approuvés par le Conseil régional de la protection des biens culturel et historique des zones de rénovation d'Istanbul. Ces projets sont présentés à l'offre le 10.09.2009 par TOKİ et le contrat a signé avec la firme qui a emporté l'offre. Cette firme a obtenu le 22.12.2009 le permis de construction et a commencé les travaux de soubassement sous le contrôle de la Direction de l'archéologie et des musées d'Istanbul.
Une fois que les propriétaires avec lesquels on a fait un accord dans le cadre du projet ont évacué les maisons et ont demandé leurs destructions, et que la zone est devenue vide et les maisons ont été détruites. Tous les bâtiments détruits sont des bâtiments non immatriculés et non qualifiés.
90 % des bâtiments dans la région (y compris des bâtiments immatriculés) est sans qualité et composé de baraquements. Il a eu des interventions dans la plupart des bâtiments immatriculés, qui son devenu des bâtiments de ruines et d'épaves difficiles mêmes de tenir debout. Alors qu'il y avait 24 bâtiments immatriculés avant le projet, ce nombre s'élève à 46 avec le Projet.
Aucun locataire n'a pas été considéré comme ayant droit dans un aucun projet de renouvellement urbain (conversion des bidonvilles) réalisé jusqu'à ce jour. Mais dans le cadre du projet de Renouvellement urbain de Fatih de numéro 2, la définition de l'ayant droit a été élargie et on a reconnu le droit de bénéficier des logements sociaux réalisés par le projet de Taşoluk aux locataires vivant dans cette zone de renouvellement.
Dans ce contexte, on a offert la possibilité aux locataires aussi de devenir propriétaire de logement social à Istanbul Gaziosmanpaşsa Taşoluk sans tirage au sort avec la possibilité de versements à échéance raisonnables de 180 mois (15 ans). Les locataires qui ont accepté cette option ont tiré au sort en trois étapes pour identifier le numéro de porte de leur maison. Par conséquent, on a pris des mesures pour que nos citoyens qui vivent dans la zone de rénovation puissent acquérir un logement socioculturel à nouveau dans le même lieu. En outre, une aide au logement a été faite pendant l'application du projet pour les propriétaires et les locataires qui résident dans la zone (jusqu'à ce qu'il déménage dans leur nouvelle demeure), 400 TL par mois pour les propriétaires, 300 TL par mois pour les locataires. Cette allocation continue à être versée aux propriétaires seulement, parce que les locataires ont déménagé dans leurs nouveaux logements.
La totalité des projets d'application est discutée et acceptée par le Conseil régional des projets des espaces de rénovations d'Istanbul.
L'information que 95 % de la population installée Taşoluk est retournée à Sulukule n'est pas vraie. Cependant, une très petite partie (environ 10 %) de la population a vendu au comptant à un prix de 40 000 et 50000 TL leur logement acheté à une valeur de 50 000 à 60000 TL ou en crédit d'une échéance de 180 mois (15 ans). Et une partie a donné à location leur logement. Il s'agit de la volonté libre des intéressés. Ils peuvent habiter où ils veulent, comme ils le veulent. En outre, conformément au Code civil turc le droit de propriété est sacré, et les personnes peuvent utiliser les biens immobiliers dont ils sont propriétaires comme ils le souhaitent.
Pour renforcer la dimension sociale du projet, il a mené de plusieurs travaux. Le premier de ces travaux est de donner des cours de couture à 45 jeunes femmes. Dans le travail mené en collaboration avec l'école des filles professionnelle de Sultan Selim, 45 jeunes femmes dont 13 mariés ont reçu un certificat à la fin des cours de couture de 160 heures. Des initiatives de placement dans l'emploi sont entreprises à la fin de ces cours. Pour que ces femmes continuent leur programme de cours, un soutien financier est assuré par le versement de 8-10 TL par jours par l'Agence nationale de l'emploi (İŞKUR).
En outre, 20 jeunes hommes vont recevoir des cours de maitrise de bois dans un atelier de la

Municipalité métropolitaine d'Istanbul à Zeyrek. Pendant et après leur formation, ces jeunes travailleront dans les travaux de rénovation et de restauration des maisons en bois à Zeyrek et Süleymaniye.
Une troisième initiative est de donner des cours de formation aux volontaires de la région pour avoir une profession avec le soutien de l'union des exportateurs des vêtements prêts et de la confection d'Istanbul (İHKİB).
Il n'y a eu aucun problème jusqu'à ce jour avec les propriétaires et les locataires dans la zone du projet. Malgré cela, le projet est reflété dans les médias avec des informations négatives. Ces informations négatives sont produites par les personnes occupant qui n'ont aucun droit de propriété dans la zone, mais qui veulent profiter d'une manière ou d'une autre de la situation et les personnes qui abusent les conditions de vie des habitants pour rester à l'ordre du jour.

CSER 31§2 UKRAINE

Le Comité conclut que la situation de l'Ukraine n'est pas conforme à l'article 31§2 de la Charte au motif que le droit à un abri n'est pas garanti aux personnes en situation irrégulière sur son territoire, y compris aux enfants, aussi longtemps qu'elles relèvent de sa juridiction.

642. La représentante de l'Ukraine a fourni par écrit les informations suivantes :

The Cabinet of Ministers of Ukraine approved by the Resolution on 17 July 2003 № 1110 (as amended № 70/2012 of 8 February) "Standard Provision for the Temporary Holding Facilities for Foreigners and Stateless Persons illegally staying in Ukraine".
According to this Resolution temporary residence facilities belong to the jurisdiction of the State Migration Service of Ukraine.
Children of foreigners and stateless persons are placed in shelter with their parents and in the absence of parents – close relatives.
Children of foreigners and stateless persons separated from their families cannot be placed in shelter and should be sent to the Service for Children.
One of the main tasks of the temporary holding facilities is to create appropriate conditions for the maintenance of foreigners and stateless persons, providing them with individual beds, bedding, food, everyday and medical service.
Updated information will be provided in the next report.

Article 31§3 – Coût du logement

CSER 31§3 FRANCE

Le CEDS conclut que la situation de la France n'est pas conforme à l'article 31§3 de la Charte aux motifs :

- *de l'insuffisance de l'offre de logements sociaux d'un coût accessible aux personnes les plus pauvres et aux populations modestes ;*
- *du dysfonctionnement du système d'attribution des logements sociaux ainsi que des voies de recours y relatives ;*
- *de la mise en œuvre insuffisante de la législation relative aux aires d'accueil pour les gens du voyage.*

<u>Premier motif de non-conformité</u>

643. La représentante de la France informe le Comité qu'au 1er janvier 2011, la France comptait plus de 4,576 millions de logements locatifs sociaux, logeant environ 10 millions d'habitants. 124 028 logements ont été financés en 2011, 116 128 en métropole et 7 900 dans les DOM. A ces résultats s'ajoutent environ 18 500 logements financés par l'ANRU dans le cadre de la reconstitution de l'offre.

La représentante de la France souligne, qu'au-delà du respect des objectifs quantitatifs, l'État est particulièrement attentif à l'adaptation de l'offre nouvelle aux besoins sociaux. La volonté du Gouvernement est de recentrer l'aide de l'État sur les besoins les plus urgents et de mieux territorialiser ainsi l'offre de logements sociaux. Cela s'est traduit en 2011 par la poursuite de l'augmentation du financement dans les zones les plus tendues du territoire où l'accès au logement reste difficile, notamment pour les ménages modestes et pauvres du fait de la différence entre les loyers du parc public et ceux du parc privé. Le déficit de logements sociaux est essentiellement concentré sur deux régions : l'Ile-de-France et Provence-Alpes-Côte d'Azur.

En 2011, le nombre de logements destinés aux ménages les plus modestes, les PLAI, a largement franchi le seuil symbolique des 20 000 logements inscrits dans la loi DALO pour atteindre 23 483 PLAI en 2011, soit un chiffre supérieur à l'objectif fixé qui était de 22 500.

L'effort des dernières années en direction des ménages les plus défavorisés sera maintenu, afin notamment de soutenir les solutions en matière de logement intermédiaire entre hébergement et logement autonome. L'objectif PLAI est maintenu à 22 500 logements en 2012. Le nombre de logements prêt locatif social (PLS) est quant à lui en légère augmentation par rapport à 2011 et s'élève à 42 500 logements. Le PLS reste un produit indispensable car il permet, outre une offre nouvelle de logements ordinaires à des loyers très en deçà du marché en zone très tendue, de financer une offre pour des besoins spécifiques tels les établissements pour personnes âgées ou handicapées et les logements étudiants. Au total, l'objectif de production en 2012 sera de 120 000 logements sociaux.

644. Le Comité félicite la France pour les efforts déployés dans le but d'adapter l'offre aux besoins en matière de logements sociaux et invite le Gouvernement français à fournir toutes les informations pertinentes dans son prochain rapport.

Deuxième motif de non-conformité

645. La représentante de la France précise qu'afin d'améliorer le système d'attribution des logements sociaux, la production de ces logements sera réorientée en fonction des évolutions de la société française, notamment en termes de typologie. Il faut davantage de grands logements pour loger les familles nombreuses et davantage de petits logements de type studio ou T1 pour proposer aux personnes seules des logements avec des loyers abordables. La mise en œuvre du numéro unique d'enregistrement de la demande locative sociale permettra en 2012 de connaître plus précisément le profil des demandeurs de logements sociaux et, par conséquent, d'affiner l'adaptation de l'offre à la demande.

En ce qui concerne les voies de recours disponibles, la représentante de la France cite l'article L. 441-2-3 du Code de la construction et de l'habitation(CCH) qui prévoit que : « II.-La commission de médiation peut être saisie par toute personne qui, satisfaisant aux conditions réglementaires d'accès à un logement locatif social, n'a reçu aucune proposition adaptée en réponse à sa demande de logement dans le délai fixé en application de l'article L. 441-1-4. ». Ce délai est fixé dans chaque département par le préfet en fonction des délais effectifs dans lesquels les demandeurs peuvent se voir attribuer un logement. Au-delà de ce délai, la demande est réputée être restée sans réponse pendant un délai anormalement long. Le seul effet juridique du dépassement de ce délai est de permettre au demandeur, qui n'a pas reçu de proposition de logement social adaptée, de saisir la commission de médiation pour obtenir la reconnaissance du droit au logement. En plus de cette possibilité de recours, la loi DALO prévoit le recours devant un juge.

646. Le Comité prend note de ces informations et invite le Gouvernement français à communiquer dans son prochain rapport les résultats des nouvelles politiques annoncées, notamment en ce qui concerne le fonctionnement du numéro unique d'enregistrement de la demande locative sociale.

Troisième motif de non-conformité

647. La représentante de la France déclare que des éléments de réponse au CEDS pour ce motif figurent dans des explications fournies dans le cadre de l'article 31§1 et 2 relatives aux aires d'accueil pour les gens du voyage.

Elle indique que la France considère que les réponses à la problématique des populations roms sont à apporter à l'échelle européenne et nécessitent d'impliquer les pays d'origine dans la recherche d'une solution durable. Dans cette optique, un accord entre les autorités françaises et roumaines a été signé le 12 septembre 2012 visant à mettre en place et suivre 80 projets de réinsertion à destination des personnes rentrées de France.

En outre, elle souligne qu'un délégué interministériel pour l'hébergement et l'accès au logement des personnes sans abri ou mal logées et un comité de pilotage interministériel composé de hauts fonctionnaires référents désignés par chaque ministère concerné ont été mis en place avec un programme de travail axé sur l'hébergement et l'accès au logement, la clarification du droit de séjour, l'accès aux soins de santé, la scolarisation, l'accès au marché du travail et la mise en perspective de la stratégie française au regard des exigences européennes.

648. Le Comité prend note de ces informations, invite le Gouvernement français à continuer sur cette voie et informer le CEDS dans son prochain rapport sur la situation juridique et pratique dans ce domaine.

CSER 31§3 ITALIE

Le Comité conclut que la situation de l'Italie n'est pas conforme à l'article 31§3 de la Charte aux motifs que :

- *dans certaines régions et communes, l'égalité de traitement entre les ressortissants des autres Etats Parties à la Charte et à la Charte de 1961 résidant légalement ou travaillant régulièrement en Italie n'est pas garantie en ce qui concerne l'accès aux logements sociaux et aux aides au logement ;*
- *il n'est pas établi que des moyens aient été investis en vue d'améliorer dans les faits l'accès des roms et sintis aux logements sociaux sans discrimination.*

Premier motif de non-conformité

649. La représentante de l'Italie a fourni par écrit les informations suivantes :

> Le Comité a remarqué que dans le système juridique national le droit au logement est sujet à discrimination au motif que les nationaux sont plus facilités dans l'accès aux logements sociaux que les ressortissants étrangers non communautaires.
> Par rapport à cette conclusion, on fait présent que le droit au logement et, en général, celui aux prestations sociales des ressortissants étrangers est, au contraire, garanti dans le système national par les dispositions contenues dans le T.U.I.M. 25 juillet 1998, n. 286 « Texte Unique des dispositions concernant la discipline de l'immigration et les normes sur la condition de l'étranger » et modifié par la loi n. 189/2002 (plus connue sous le nom « Bossi-Fini »).
> En particulier, l'alinéa 6 de l'article 40 prévoit que les ressortissants étrangers titulaires de carte de séjour (aujourd'hui permis de séjour CE pour les résidents de longue période) et les immigrés régulièrement séjournant qui sont en possession d'un permis de séjour biennal au moins et qui exercent une activité à but lucratif, soit subordonné soit indépendante, ont le droit

d'accéder aux logements sociaux et aux services d'intermédiation des agences sociales à conditions égales aux nationaux. En outre, les Régions ou les administrations locales peuvent prédisposer des agences sociales chargées de favoriser l'accès à la location et au crédit à un taux favorable finalisé à la rénovation, à l'achat et à la location de l'habitation principale. Enfin, le droit au logement des ressortissants étrangers est aussi garanti par la Constitution italienne même si d'une façon non pleine et directe. Toutefois, la Cour Constitutionnelle (comme on avait déjà souligné dans le précédent rapport) a reconnu le droit au logement comme « un droit social qu'on peut ranger parmi les droits inviolables de l'homme » (Cour Constitutionnelle, arrêt n. 404 du 7 avril 1988).

En considération du fait que le droit au logement concerne la dignité et la vie de chaque individu, l'exigence de disposer d'un logement pour soi-même et pour sa famille est protégée par le système juridique national même si le titulaire du droit soit un ressortissant étranger ou un apatride séjournant sur le territoire de l'Etat.

L'action civile contre la discrimination dont à l'article 44[14] du T.U.I., lu conjointement avec l'article 40 du texte cité, est le principal instrument auquel les immigrés peuvent recourir pour protéger leur revendications d'un logement contre les discriminations accomplies par des sujets publiques ou privés. Aux dispositions citées, on doit ajuter l'alinéa 2, lettre c, de l'article 43 qui dispose que « en tout cas, quiconque impose illégitimement des conditions plus désavantageuse ou refuse l'accès au logement et aux services sociaux et d'assistance aux étrangers qui résident régulièrement en Italie seulement en raison de leur condition d'étrangers ou en vertu de leur appartenance à une race, religion, ethnie ou nationalité commet un acte de discrimination ».

De suite, nous signalons des arrêts visant à démontrer que le droit à l'égalité de traitement entre les nationaux et les ressortissants étrangers non communautaires est effectivement protégé par le système juridique italien.

Au préalable, le premier cas d'une action antidiscriminatoire contre une mesure de l'administration produisant des effets défavorables envers la revendication d'un logement de la part d'un immigré extracommunautaire est celui de l'ordonnance[15] du Tribunal de Milan du 21 Mars 2002.

A la suite de cette ordonnance, des décisions plus récentes ont confirmé l'orientation inaugurée par l'arrêt de 2002, c'est-à-dire l'orientation envers l'importance d'une « ferme » tutelle du droit à l'égalité de traitement.

Parmi les arrêts les plus récents, on doit citer l'ordonnance 15 juillet 2010, n. 4175 du Tribunal de Bergame, section travail. Le tribunal avait jugé « discriminatoire » le règlement communal qui interdisait aux jeunes couples étrangères, en tant que dépourvus de la nationalité italienne, les facilitations prévues pour l'achat de l'habitation principale.

Avec l'ordonnance 16 novembre 2010, le Tribunal de Bolzano a reconnu le droit des certains ressortissants étrangers extracommunautaires au « subside pour l'habitation » contre une décision du Conseil provincial jugée discriminatoire. En particulier, la décision avait partagé l'affectation du subside pour le soutien à la location en réservant aux immigrés extracommunautaires des quotas désavantageux par rapport à ceux prévus pour les nationaux et pour les communautaires.

Non seulement l'ordonnance du Tribunal a vérifié la discrimination et en a ordonné la levée mais a directement attribué le subside aux demandeurs.

L'ordonnance 27 mai 2011, n.1684, du Tribunal de Vicence a reconnu l'existence d'une discrimination indirecte dans les décisions communales introduisant des nouveaux et plus restrictifs critères pour délivrer la certification « de logement convenable » aux ressortissants

[14] Art. 44:Quand le comportement d'un sujet privé ou de l'administration publique comporte une discrimination fondée sur la race, l'ethnie, la nationalité ou la religion, le juge, sur l'instance d'une partie, peut ordonner la cessation du comportement préjudiciable et prendre des mesures adéquates, selon les circonstances, à enlever les effets de la discrimination.

[15] L'ordonnance concerne l'attribution d'un nombre de points supplémentaire en raison de la nationalité italienne à compter pour les listes d'assignation des logements sociaux (Erp) prédisposées par la commune de Milan.

étrangers. Le cas échéant, « en comportant un' inégalité de traitement entre les ressortissants étrangers et les nationaux, les critères susmentionnés sont discriminatoires en tant qu'ils accroissent la difficulté à l'accès au logement des immigrés (extracommunautaires pour la plupart) bien que ce droit soit protégé par des normes constitutionnelles ».

Par ailleurs, on va bien d'indiquer l'ordonnance 28 juillet 2009, n. 550 du Tribunal de Milan concernant l'illicite discrimination envers des étudiants universitaires étrangers, dépourvus de la condition requise de la nationalité italienne, à l'occasion d'un avis pour l'assignation de logements à affecter aux étudiants. L'ordonnance confirme encore une fois que le droit à un' égale dignité et à ne pas être discriminé est un des droits inviolables de la personne humaine.

En outre, la Cour Constitutionnelle aussi s'est prononcée à plusieurs reprises sur la légitimité constitutionnelle de lois concernant l'affectation d'allocations sociales d'assistance. Les arrêts de la Cour ont établi des principes fondamentaux, parmi lesquels :

a) la jouissance des droits inviolables de la personne humaine sans limitations particulières suite à la reconnaissance du droit de séjour du ressortissant étranger ;

b) l'existence et la tutelle des droits inviolables de la personne humaine visés à la satisfaction des besoins primaires qui garantissent une égalité substantielle de traitement entre les nationaux et les ressortissants étrangers régulièrement séjournant sur le territoire de l'État.

Partant, la déviation de ces critères est en contradiction soit avec les principes fondamentaux de la Constitution, soit avec ceux énoncés à l'article 14 de la Convention pour la sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales et à l'article 1 du Protocole additionnel de la Convention même, signé à Paris le 20.3.1952 et auquel l'Italie doit se conformer. Pour ce qui est de la question spécifique soulevée par le Comité en ordre aux dispositions des certains Communs et Régions qui prévoyaient la condition requise de la résidence de longue période pour l'accès aux logements sociaux ou aux avantages liés à l'habitation, elle a été l'objet d'une attention particulière.

A l'égard, on doit signaler le rôle fondamental joué par l'UNAR[16]. Des cas de discrimination fondée sur la condition requise de la résidence de longue période sur le territoire national, régional ou communal en tant que fondement pour l'octroi d'allocations liées au droit au logement et pour l'accès aux logements sociaux, ont lui été soumis. Ils ont lui été communiqués soit individuellement soit par des associations (actives dans la lutte aux discriminations).

La réitération de cas semblables de discrimination au sujet de l'accès au logement a poussé le bureau à approfondir le problème en cherchant les solutions les plus homogènes possibles en gré de garantir le respect des droits. A la suite de cet approfondissement, l'UNAR est parvenu à la formulation d'une Recommandation qui, à la lumière des principes constitutionnels cités au-dessus, invitait les destinataires à ne pas insérer, parmi les conditions requises pour l'accès aux logements sociaux et à toute autre facilité liée à l'habitation, ni la condition de la nationalité italienne ni d'autres (comme celle de la résidence de longue période) et à respecter seulement les conditions prévues à l'article 40 du T.U.I. cité.

Outre la réglementation et l'orientation de la jurisprudence, la Recommandation est évidemment importante en tant qu'elle établit l'interdiction de la discrimination entre les nationaux et les ressortissants étrangers extracommunautaires en matière de droit à l'accès aux logements sociaux.

Deuxième motif de non-conformité

[16] Bureau National anti discriminations raciales, auprès de la Présidence du Conseil des Ministres. Il a la tache de poursuivre, d'une façon autonome et équitable, la promotion de l'égalité et le contraste de toute forme de discrimination fondée sur la race et l'origine ethnique. Parmi les tâches confiées à l'UNAR, il y a aussi celle de formuler d'avis et des recommandations sur les questions concernant les discriminations fondées sur la race et l'origine ethnique. Selon les taches lui attribué par la loi, le Bureau signale les éventuels aspects de légalité des actes et des comportements que les personnes et les organismes publiques et privés peuvent adopter en violation des principes d'égalité de traitement dont aux cas de discrimination prévus à l'article 43 du T.U.I. 286/1998.

650. La représentante de l'Italie déclare que des éléments de réponse au CEDS pour ces motifs figurent dans les explications fournies dans le cadre de l'article 31§1 (voir sous CSER 31§3 Italie dans le présent document).

651. Le Comité invite le Gouvernement de l'Italie à inclure toutes les informations pertinentes dans son prochain rapport et décide d'attendre la prochaine évaluation du CEDS.

CSER 31§3 SLOVÉNIE

Le Comité conclut que la situation de la Slovénie n'est pas conforme à l'article 31§3 de la Charte aux motifs que :

- *l'égalité de traitement entre les ressortissants des autres Etats parties à la Charte et à la Charte de 1961 résidant légalement ou travaillant régulièrement en Slovénie n'est pas garantie en ce qui concerne l'accès aux logements à but non lucratif ;*
- *l'offre de logements à but non lucratif est insuffisante et les voies de recours en cas de prolongation anormal du délai d'attente ne sont pas effectives ;*
- *la situation spécifique des occupants de logements dénationalisés restitués n'est pas suffisamment prise en compte, ce qui a pour conséquence d'entraver leur accès effectif aux logements sociaux.*

Premier motif de non-conformité

652. Le représentant de la Slovénie indique que le nouveau Programme national de logement (voir sous CSER 31§1 Slovénie dans le présent document) envisage également des dispositions sur le logement pour les étrangers. L'un des principaux objectifs du PNL est d'accroître le nombre de logements locatifs publics, qui doivent être accessibles à toutes les personnes résidant et travaillant légalement en Slovénie. En conséquence, la condition de la nationalité requise pour prétendre à un logement locatif public (logement locatif à but non lucratif) sera supprimée. Le PNL devrait être adopté en décembre 2012 et la législation relative au logement sera modifiée en 2013.

653. Le Comité prend note des informations données et invite le Gouvernement slovène à mettre la situation en conformité avec la Charte sociale européenne.

Deuxième motif de non-conformité

654. La représentante de la Slovénie a fourni par écrit les informations suivantes :

> The main obstacle to accessing non-profit apartments is the condition of citizenship, which means that foreign workers cannot rent a non-profit apartment. The condition of citizenship was introduced in the past due to the exceptionally weak offer of non-profit apartments, which resulted in waiting periods (in bigger cities) being as long as 4 years.
> We are aware that the current legislation and, therefore, practice is discriminatory and requires a more appropriate solution. For this reason, a working group for drafting a National Housing Programme was established which will also address this issue.
> The NHP, among other things, envisages an increased offer of public rental apartments and the suspension of the condition of citizenship. It is planned to submit the NHP to parliament by the end of this year and it is expected to be adopted in early 2013.

Troisième motif de non-conformité

655. Le représentant de la Slovénie fait savoir que les explications fournies au titre de l'article 31§1 s'appliquent également à l'article 31§3 (voir sous CSER 31§1 Slovénie dans le présent document).

656. Le Comité prend note des informations données et invite le Gouvernement slovène à mettre la situation en conformité avec la Charte sociale européenne et à inclure toutes les informations utiles dans le prochain rapport.

ANNEXE I

LISTE DES PARTICIPANTS

(1) 125e réunion, Strasbourg, 26-30 mars 2012
(2) 126e réunion, Strasbourg, 8-12 octobre 2012

ALBANIA / ALBANIE
Ms Suzana ADILI, Director of Benefits Directorate, Social Insurance Institute (1)
Ms Mirela SELITA, Director of Legal Directorate, Social Insurance Institute (1)
Ms Elda KOZAJ, Specialist, Department of Social Services Policies, Ministry of Labour, Social Affairs and Equal Opportunities (1) (2)

ANDORRA / ANDORRE
Mr Ramon NICOLAU, Social Welfare Responsible, Ministry of Health and Welfare (1) (2)

ARMENIA / ARMÉNIE
Ms Anahit MARTIROSYAN, Head of International Relations Division, Ministry of Labour and Social Issues (1) (2)

AUSTRIA / AUTRICHE
Ms Elisabeth FLORUS, Official for EU-Labour Law and International Social Policy, Federal Ministry of Labour, Social Affairs and Consumer Protection (1) (2)
Ms Christine HOLZER, Official for Social Security, General Issues on Pensions and International Affairs, Federal Ministry of Labour, Social Affairs and Consumer Protection (1) (2)

AZERBAIJAN / AZERBAÏDJAN
Mr Khalig ILYASOV, Head of International Relations Department, Ministry of Labour and Social Protection of the Population (1)
Mr Zaur ALIYEV, Head of Division for Relations with Foreign Countries, International Relations Department, Ministry of Labour and Social Protection of the Population (2)

BELGIUM / BELGIQUE
M. Jacques DONIS, Conseiller, Direction générale Appui stratégique, Relations multilatérales, Service public fédéral de la Sécurité sociale (1)
M. François VANDAMME, Conseiller général, Travail et concertation sociale, Division des affaires internationales, Service public fédéral de l'Emploi (1) (2)

BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE-HERZÉGOVINE
Mr Azra HADZIBEGIC, Expert Adviser, Department for Human Rights, Ministry for Human Rights and Refugees, (1) (2)

BULGARIA / BULGARIE
Ms Elitsa SLAVCHEVA, Head of International Organisations and International Legal Affairs Department, Ministry of Labour and Social Policy (1) (2)

CROATIA / CROATIE
Ms Gordana DRAGIČEVIĆ, Ministry of Labour and Pension System (1)
Apologised for absence / excusée (2)

CYPRUS / CHYPRE
Ms Eleni PAROUTI, Chief Administrative Officer, Ministry of Labour and Social Insurance (1) (2)

CZECH REPUBLIC / RÉPUBLIQUE TCHÈQUE
Ms Brigita VERNEROVÁ, International Cooperation Unit, Ministry of Labour and Social Affairs (1) (2)

DENMARK / DANEMARK
Ms Lis WITSØ-LUND, Special Adviser, International Labour Centre, Ministry of Employment (1) (2)
Mr Kim TAASBY, Special Adviser, Ministry of Employment (2)
Mr Anders ELBO, Head of Section, Benefits Division, Ministry of Social Affairs and Integration (2)

ESTONIA / ESTONIE
Ms Merle MALVET, Head of Social Security Department, Ministry of Social Affairs (1)
Ms Katerin PEÄRNBERG, Chief Specialist of Social Security, Department Ministry of Social Affairs (1)
Ms Seili SUDER, Head of Employment Relations, Working Life Development Department, Ministry of Social Affairs (1) (2)
Mr Martin SEPP, Adviser, Migration and Border Policy Department, Ministry of the Interior (2)

FINLAND / FINLANDE
Ms Riitta-Maija JOUTTIMÄKI, Ministerial Counsellor for Legal Affairs, Ministry of Social Affairs and Health (1)
Ms Liisa HEINONEN, Government Counsellor, Labour and Trade Department, Ministry of Employment and the Economy (1) (2)

FRANCE / FRANCE
Mme Jacqueline MARÉCHAL, Chargée de mission, Délégation aux affaires européennes et internationales, Ministère du Travail, de l'emploi et de la santé et Ministère des Solidarités et de la cohésion sociale (1) (2)

GEORGIA / GÉORGIE
Mr David OKROPIRIDZE, Head of Social Protection Department, Ministry of Labour, Health and Social Affairs (1)
Mr Amiran DATESHIDZE, Acting Head of the Department for Social Protection, Ministry of Labour, Health and Social Protection (2)

GERMANY / ALLEMAGNE
Mr Albrecht OTTING, Co-ordination of Social Security Schemes, Federal Ministry of Labour and Social Affairs (1)
Mr Jürgen THOMAS, Deputy Head of Division VI b 4, OECD, OSCE, Council of Europe, ESF-Certifying Authority, Federal Ministry of Labour and Social Affairs (1)
Mr Joachim HOLZENBERGER, Conseiller, Représentation permanente de la République fédérale d'Allemagne auprès du Conseil de l'Europe (2)

GREECE / GRÈCE
Ms Karolina KIRINCIC-ANDRITSOU, International Affairs Division, General Secretariat of Social Security, Ministry of Labour and Social Security (1)
Ms Evanghelia ZERVA, Government Official, Department of International Relations, Section II, Ministry of Labour, Social Security and Welfare (1) (2)
Ms Panagiota MARGARONI, Government Official, Department of International Relations, Section II, Ministry of Labour, Social Security and Welfare (2)

HUNGARY / HONGRIE
Ms Adrienne TÓTH-FERENCI, Deputy to the Permanent Representative, Permanent Representation of Hungary to the Council of Europe (1)
Ms Ildikó PAKOZDI, Officer, National Office for Rehabilitation and Social Affairs (2)

ICELAND / ISLANDE
Mr Jón Saemundur SIGURJÓNSSON, Specialist on Social Security Social Protection, Ministry of Welfare (1)
Ms Hanna SIGRIDUR GUNNSTEINSDOTTIR, Director General, Department of Social and Labour Market Affairs, Ministry of Welfare (2)

IRELAND / IRLANDE
Ms Margaret BURNS-HOULIHAN, EU International Section, Department of Social Protection (1)
Ms Geraldine LYNCH REILLY, Employment Rights Policy Section, Department of Jobs, Enterprise and Innovation (1)
Mr Dermot CURRAN, Assistant Secretary General, Labour Affairs and Corporate Services Division, Department of Jobs, Enterprise and Innovation (1)
Mr Robert AHERN, Employment Rights Policy Section, Department of Jobs, Enterprise and Innovation (2)
Mr James MOLONEY, Deputy to the Permanent Representative, Justice Attaché, Permanent Representation of Ireland to the Council of Europe (2)

ITALY / ITALIE
M. Riccardo CHIEPPA, Directeur du Bureau des relations internationales d'assurance, Institut national d'assurance contre les accidents au travail (INAIL) (1)
Ms Nicoletta ZOCCA, Head of the Bilateral Agreements and International Relations Department, National Institute of Social Security (INPS) (1)
Mme Rosanna MARGIOTTA, Direction générale des Relations industrielles, Division II, Ministère du Travail et des politiques sociales (1) (2)
M. Domenico MORELLI, Expert, Department of Civil Liberties and Immigration, Central Directorate of Civil Rights, Citizenship and Minorities, Ministry of the Interior (2)
Mme Maura CURCIO, Vice Prefect, Director of Unit V, Historical Minorities and New Minorities, Department of Civil Liberties and Immigration, Central Directorate of Civil Rights, Citizenship and Minorities, Ministry of the Interior (2)

LATVIA / LETTONIE
Ms Velga LAZDIŅA-ZAKA, Officer, Ministry of Welfare, Social Insurance Department (1) (2)

LIECHTENSTEIN / LIECHTENSTEIN
Not represented / non représenté

LITHUANIA / LITUANIE
Ms Kristina VYSNIAUSKAITE-RADINSKIENE, Deputy Head, International Law Division, International Affairs Department, Ministry of Social Security and Labour (1) (2)

LUXEMBOURG / LUXEMBOURG
M. Claude EWEN, Direction du service juridique international, Ministère de la Sécurité sociale (1)
M. Joseph FABER, Conseiller de direction première classe, Ministère du Travail et de l'emploi (1) (2)

MALTA / MALTE
Mr Edward BUTTIGIEG, Assistant Director Contributory Benefits, Department of Social Security (1) (2)
Mr Vincent MUSCAT, Personal Assistant to the Director General for Social Security, Department of Social Security (1) (2)

REPUBLIC OF MOLDOVA / RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA
Mme Lilia CURAJOS, Chef de la Section des relations internationales, Ministère du Travail, de la protection sociale et de la famille (1)(2)

MONACO / MONACO
Not represented / non représenté

MONTENEGRO / MONTÉNÉGRO
Ms Vjera SOC, Senior Adviser for International Cooperation, Ministry of Labour and Social Welfare (1)
Ms Ivana SUCUR, Head of Division for Programming, Implementation and Monitoring of EU Funds (HRD), Ministry of Labour and Social Welfare (2)

NETHERLANDS / PAYS-BAS
Mr Albert BLOEMHEUVEL, Head of the Department for Insurances and Conventions, Health Insurance Directorate, Ministry of Health, Welfare and Sport (1)
Mr Kees TERWAN, Senior Policy Advisor, Directorate of International Affairs, Ministry of Social Affairs and Employment (2)

NORWAY / NORVÈGE
Mr Erik DÆHLI, Senior Adviser, Pension Department, Ministry of Labour (1)
Ms Mona SANDERSEN, Senior Adviser, Working Environment and Safety Department, Ministry of Labour (1)
Ms Ingrid SANDVEI FRANCKE, Senior Adviser, Working Environment and Safety Department, Ministry of Labour (1) (2)

POLAND / POLOGNE
Mme Joanna MACIEJEWSKA, Conseillère du Ministre, Département des analyses économiques et des prévisions, Ministère du Travail et de la politique sociale (1) (2)

PORTUGAL / PORTUGAL
Mme Maria da Conceição GUEDES DE SOUSA, Chef de Division, Division des Relations Internationales, Direction Générale de la Sécurité Sociale (1)
Ms Maria Alexandra PIMENTA, International Relations Coordination Team, Department of Strategy and Planning, Ministry of Labour and Social Solidarity (1)
Apologised for absence / excusée (2)

ROMANIA / ROUMANIE
Ms Roxana ILIESCU, Superior Advisor, Directorate for External Relations, Ministry of Labour, Family and Social Protection (1) (2)

RUSSIAN FEDERATION / FÉDÉRATION DE RUSSIE
Mme Elena VOKACH-BOLDYREVA, Chef adjointe de Division, Département de la Coopération internationale, Ministère de la Santé et du développement social (1)
Apologised for absence / excusée (2)

SAN MARINO / SAINT-MARIN
Not represented / non représenté

SERBIA / SERBIE
Ms Dragana RADOVANOVIC, Head of Department for International Cooperation, European Integration and Project Management, Ministry of Labour, Employment and Social Policy (1) (2)

SLOVAK REPUBLIC / RÉPUBLIQUE SLOVAQUE
Mr Lukas BERINEC, Department of Foreign Relations and Protocol, Ministry of Labour, Social Affairs and Family (1) (2)

SLOVENIA / SLOVÉNIE
Ms Katja RIHAR BAJUK, Under-secretary, Directorate of Labour Relations and Labour Rights, Ministry of Labour, Family and Social Affairs (1) (2)
Ms Nataša SAX, Undersecretary, Directorate for Spatial Planning, Ministry of Infrastructure and Spatial Planning (2)

SPAIN / ESPAGNE
M. Patricio Augusto RODRÍGUEZ GARCÍA, Chef de Service, Sous-direction générale des Relations sociales internationales, Ministère de l'Emploi et de la sécurité sociale (1)
M. José Luis RUIZ NAVARRO, Conseiller technique pour les Relations sociales internationales, Ministère de l'Emploi et de la sécurité sociale (1) (2)

SWEDEN / SUÈDE
Mr Leif WESTERLIND, Senior Advisor, Ministry of Health and Social Affairs (1)
Mr Ricky IFWARSSON, Desk Officer, Ministry of Employment (1)
Ms Lina FELTWALL, Deputy Director, International Division, Ministry of Employment (2)

SWITZERLAND / SUISSE
Mme Claudina MASCETTA, Chef de secteur, Affaires internationales / Secteur Organisations internationales, Office fédéral des assurances sociales (OFAS), Département fédéral de l'intérieur (DFI) (1)
Apologised for absence / excusée (2)

“THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA” / « L’EX-RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE »
Mr Darko DOCINSKI, Head of the Unit for EU Integration and Accession Negotiations, Department for European Integration, Ministry of Labour and Social Policy (1) (2)

TURKEY / TURQUIE
Mme Tuğçe Elif ŞENYILDIZ, Expert adjoint pour les travailleurs expatriés, Direction générale des Relations extérieures et des services aux travailleurs, Ministère du Travail et de la sécurité sociale (1)
M. Hasan Hüseyin YILMAZ, Expert pour les travailleurs expatriés, Direction générale des Relations extérieures et des services aux travailleurs, Ministère du Travail et de la sécurité sociale (1) (2)

UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI
Mr John SUETT, Officer, International Unit, International Institutions Team, Department for Work and Pensions (1) (2)

UKRAINE / UKRAINE
Ms Natalia POPOVA, Head of the International Relations and Protocol Department, Ministry of Social Policy (1) (2)

OTHER PARTICIPANTS

EUROPEAN TRADE UNION CONFEDERATION (ETUC) / CONFÉDÉRATION EUROPÉENNE DES SYNDICATS (CES)

Mr Stefan CLAUWAERT, ETUC Advisor, ETUI Senior researcher, European Trade Union Institute (ETUI) (1) (2)

M. Henri LOURDELLE, Conseiller, Confédération européenne des Syndicats (1) (2)

ANNEXE II

TABLEAU DES SIGNATURES ET RATIFICATIONS

Situation au 1er décembre 2012

États membres	Signatures	Ratifications	Acceptation de la procédure de réclamations collectives
Albanie	21/09/98	14 /11/02	
Andorre	04/11/00	12/11/04	
Arménie	18/10/01	21/01/04	
Autriche	07/05/99	20/05/11	
Azerbaïdjan	18/10/01	02/09/04	
Belgique	03/05/96	02/03/04	23/06/03
Bosnie-Herzégovine	11/05/04	07/10/08	
Bulgarie	21/09/98	07/06/00	07/06/00
Croatie	06/11/09	**26/02/03**	26/02/03
Chypre	03/05/96	27/09/00	06/08/96
République tchèque	04/11/00	**03/11/99**	
Danemark *	03/05/96	**03/03/65**	
Estonie	04/05/98	11/09/00	
Finlande	03/05/96	21/06/02	17/07/98 **X**
France	03/05/96	07/05/99	07/05/99
Géorgie	30/06/00	22/08/05	
Allemagne *	29/06/07	**27/01/65**	
Grèce	03/05/96	**06/06/84**	18/06/98
Hongrie	07/10/04	20/04/09	
Islande	04/11/98	**15/01/76**	
Irlande	04/11/00	04/11/00	04/11/00
Italie	03/05/96	05/07/99	03/11/97
Lettonie	29/05/07	**31/01/02**	
Liechtenstein	**09/10/91**		
Lituanie	08/09/97	29/06/01	
Luxembourg *	11/02/98	**10/10/91**	
Malte	27/07/05	27/07/05	
République de Moldova	03/11/98	08/11/01	
Monaco	05/10/04		
Monténégro	22/03/05	03/03/10	
Pays-Bas	23/01/04	03/05/06	03/05/06
Norvège	07/05/01	07/05/01	20/03/97
Pologne	25/10/05	**25/06/97**	
Portugal	03/05/96	30/05/02	20/03/98
Roumanie	14/05/97	07/05/99	
Fédération de Russie	14/09/00	16/10/09	
Saint-Marin	18/10/01		
Serbie	22/03/05	14/09/09	
République slovaque	18/11/99	23/04/09	
Slovénie	11/10/97	07/05/99	07/05/99
Espagne	23/10/00	**06/05/80**	
Suède	03/05/96	29/05/98	29/05/98
Suisse	**06/05/76**		
« l'ex-République yougoslave de Macédoine »	27/05/09	**31/03/05**	
Turquie	06/10/04	27/06/07	
Ukraine	07/05/99	21/12/06	
Royaume-Uni *	07/11/97	**11/07/62**	
Nombre d'États 47	**2** + 45 = 47	**12** + 31 = 43	14

Les **dates en gras** sur fond gris correspondent aux dates de signature ou de ratification de la Charte de 1961 ; les autres dates correspondent à la signature ou à la ratification de la Charte révisée de 1996.

***** États devant ratifier le Protocole d'amendement de 1991 pour que ce dernier entre formellement en vigueur. En pratique, par décision du Comité des Ministres, ce protocole s'applique déjà.

X État ayant reconnu aux ONG nationales le droit de présenter des réclamations collectives à son encontre.

ANNEXE III

LISTE DES CONCLUSIONS DE NON-CONFORMITÉ

A. Conclusions de non-conformité pour la première fois

i) Procédure écrite

CESR 7§2 ALBANIE
CESR 7§3 ALBANIE
CESR 7§6 ALBANIE
CESR 7§7 ALBANIE
CESR 8§1 ALBANIE
CESR 8§2 ALBANIE

CESR 17§1 ANDORRE

CESR 7§3 ARMÉNIE
CESR 7§7 ARMÉNIE
CESR 8§2 ARMÉNIE
CESR 8§4 ARMÉNIE
CESR 17§1 ARMÉNIE (2e motif)
CESR 17§2 ARMÉNIE
CESR 19§10 ARMÉNIE
CESR 19§11 ARMÉNIE
CESR 19§12 ARMÉNIE
CESR 27§3 ARMÉNIE

CESR 7§5 AZERBAÏDJAN
CESR 8§1 AZERBAÏDJAN

CESR 7§6 BELGIQUE
CESR 17§1 BELGIQUE (2e motif)

CESR 7§4 BOSNIE-HERZÉGOVINE
CESR 7§6 BOSNIE-HERZÉGOVINE
CESR 7§9 BOSNIE-HERZÉGOVINE
CESR 8§1 BOSNIE-HERZÉGOVINE
CESR 8§4 BOSNIE-HERZÉGOVINE
CESR 8§5 BOSNIE-HERZÉGOVINE
CESR 16 BOSNIE-HERZÉGOVINE
CESR 17§1 BOSNIE-HERZÉGOVINE
CESR 17§2 BOSNIE-HERZÉGOVINE

CESR 7§10 BULGARIE
CESR 8§2 BULGARIE
CESR 8§5 BULGARIE
CESR 17§2 BULGARIE (1er motif)
CESR 27§3 BULGARIE

CESR 7§3 CHYPRE (2e motif)
CESR 19§1 CHYPRE
CESR 19§4 CHYPRE
CESR 19§6 CHYPRE
CESR 19§10 CHYPRE

CESR 7§3 ESTONIE
CESR 17§1 ESTONIE

CESR 8§3 FRANCE
CESR 19§4 FRANCE
CESR 19§6 FRANCE
CESR 19§8 FRANCE
CESR 19§10 FRANCE
CESR 19§12 FRANCE
CESR 31§1 FRANCE (1er motif)

CESR 17§1 GÉORGIE
CESR 19§10 GÉORGIE
CESR 19§12 GÉORGIE

CESR 16 HONGRIE
CESR 17§1 HONGRIE (1er motif)
CESR 17§2 HONGRIE

CESR 8§1 IRLANDE
CESR 8§2 IRLANDE
CESR 17§1 IRLANDE (1er et 2e motifs)
CESR 19§6 IRLANDE
CESR 19§12 IRLANDE
CESR 27§1 IRLANDE

CESR 7§2 ITALIE
CESR 16 ITALIE
CESR 19§1 ITALIE
CESR 19§4 ITALIE
CESR 19§6 ITALIE
CESR 19§8 ITALIE
CESR 19§10 ITALIE
CESR 19§12 ITALIE
CESR 31§2 ITALIE (1er motif)
CESR 31§3 ITALIE (1er motif)

CESR 7§3 LITUANIE
CESR 7§5 LITUANIE
CESR 31§1 LITUANIE
CESR 31§2 LITUANIE

CESR 7§5 MALTE
CESR 7§8 MALTE
CESR 7§10 MALTE
CESR 16 MALTE

CESR 7§2 RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA
CESR 7§3 RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA
CESR 7§4 RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA
CESR 7§7 RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA
CESR 7§8 RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA
CESR 7§9 RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA
CESR 16 RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA
CESR 17§1 RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA (2e et 3e motifs)
CESR 17§2 RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA (2e motif)
CESR 19§8 RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA

CESR 7§9 PAYS-BAS (ROYAUME D'EUROPE)
CESR 17§1 PAYS-BAS (ROYAUME D'EUROPE) (2e et 3e motifs)
CESR 19§6 PAYS-BAS (ROYAUME D'EUROPE) (2e motif)

CESR 7§3 NORVÈGE
CESR 7§8 NORVÈGE
CESR 17§1 NORVÈGE
CESR 19§4 NORVÈGE
CESR 19§10 NORVÈGE
CESR 19§11 NORVÈGE
CESR 31§1 NORVÈGE

CESR 7§3 PORTUGAL
CESR 19§8 PORTUGAL
CESR 19§10 PORTUGAL

CESR 7§1 ROUMANIE (1er motif)

CESR 7§1 RÉPUBLIQUE SLOVAQUE
CESR 7§3 RÉPUBLIQUE SLOVAQUE
CESR 7§5 RÉPUBLIQUE SLOVAQUE
CESR 8§1 RÉPUBLIQUE SLOVAQUE
CESR 16 RÉPUBLIQUE SLOVAQUE (1er motif)
CESR 17§1 RÉPUBLIQUE SLOVAQUE (2e motif)
CESR 17§2 RÉPUBLIQUE SLOVAQUE

CESR 7§5 SLOVÉNIE
CESR 8§3 SLOVÉNIE
CESR 19§1 SLOVÉNIE
CESR 19§3 SLOVÉNIE
CESR 19§4 SLOVÉNIE (1er et 2e motifs)
CESR 19§11 SLOVÉNIE
CESR 31§1 SLOVÉNIE (1er et 2e motifs)
CESR 31§2 SLOVÉNIE
CESR 31§3 SLOVÉNIE (2e motif)

CESR 17§2 SUÈDE

CESR 7§2 TURQUIE
CESR 7§10 TURQUIE

CESR 8§1 TURQUIE
CESR 8§2 TURQUIE
CESR 8§5 TURQUIE
CESR 16 TURQUIE (1er motif)
CESR 17§1 TURQUIE (2e motif)
CESR 17§2 TURQUIE
CESR 19§1 TURQUIE
CESR 19§6 TURQUIE
CESR 19§8 TURQUIE
CESR 27§2 TURQUIE
CESR 31§1 TURQUIE
CESR 31§2 TURQUIE

CESR 7§1 UKRAINE
CESR 16 UKRAINE
CESR 31§1 UKRAINE
CESR 31§2 UKRAINE

ii) Examen oral (décision du Bureau)

CESR 7§1 ALBANIE
CESR 7§10 ALBANIE (1er et 3e motifs)

CESR 7§1 ARMÉNIE

CESR 7§10 CHYPRE

CESR 7§1 RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA
CESR 7§10 RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA (2e motif)

CESR 7§10 ROUMANIE (1er motif)

CESR 7§1 TURQUIE

CESR 7§10 UKRAINE

B. Conclusions renouvelées de non-conformité

CESR 7§10 ALBANIE

CESR 17§1 ARMÉNIE (1er motif)

CESR 7§5 BELGIQUE
CESR 7§8 BELGIQUE
CESR 17§1 BELGIQUE (1er motif)

CESR 7§5 BULGARIE
CESR 7§9 BULGARIE
CESR 16 BULGARIE
CESR 17§2 BULGARIE (2e motif)

CESR 7§1 CHYPRE
CESR 7§3 CHYPRE (1er motif)
CESR 27§3 CHYPRE
CESR 7§9 ESTONIE
CESR 19§6 ESTONIE
CESR 19§10 ESTONIE

CESR 8§2 FINLANDE
CESR 27§3 FINLANDE

CESR 7§2 FRANCE
CESR 16 FRANCE
CESR 17§1 FRANCE
CESR 31§1 FRANCE (2e au 5e motifs)
CESR 31§2 FRANCE
CESR 31§3 FRANCE

CESR 17§1 HONGRIE (1er motif)

CESR 7§1 IRLANDE
CESR 7§3 IRLANDE
CESR 7§4 IRLANDE
CESR 7§5 IRLANDE
CESR 7§8 IRLANDE
CESR 17§1 IRLANDE (3e motif)
CESR 19§8 IRLANDE
CESR 19§10 IRLANDE

CESR 7§1 ITALIE
CESR 7§3 ITALIE
CESR 7§4 ITALIE
CESR 8§3 ITALIE
CESR 17§2 ITALIE
CESR 31§1 ITALIE
CESR 31§2 ITALIE (2e et 3e motifs)
CESR 31§3 ITALIE (2e motif)

CESR 16 LITUANIE
CESR 17§1 LITUANIE

CESR 17§1 MALTE

CESR 7§10 RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA (1er motif)
CESR 17§1 RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA (1er motif)
CESR 17§2 RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA (1er motif)

CESR 7§3 PAYS-BAS (ROYAUME D'EUROPE)
CESR 7§5 PAYS-BAS (ROYAUME D'EUROPE)
CESR 7§6 PAYS-BAS (ROYAUME D'EUROPE)
CESR 17§1 PAYS-BAS (ROYAUME D'EUROPE) (3e motif)
CESR 19§6 PAYS-BAS (ROYAUME D'EUROPE) (1er motif)
CESR 19§8 PAYS-BAS (ROYAUME D'EUROPE)

CESR 19§10 PAYS-BAS (ROYAUME D'EUROPE)
CESR 31§2 PAYS-BAS (ROYAUME D'EUROPE)

CESR 7§5 NORVÈGE
CESR 7§6 NORVÈGE

CESR 31§1 PORTUGAL

CESR 7§1 ROUMANIE (2e motif)
CESR 7§3 ROUMANIE
CESR 7§5 ROUMANIE
CESR 7§6 ROUMANIE
CESR 7§7 ROUMANIE
CESR 7§10 ROUMANIE (2e motif)
CESR 16 ROUMANIE

CESR 8§2 RÉPUBLIQUE SLOVAQUE
CESR 16 RÉPUBLIQUE SLOVAQUE (2e motif)
CESR 17§1 RÉPUBLIQUE SLOVAQUE (1er motif)

CESR 16 SLOVÉNIE
CESR 17§1 SLOVÉNIE
CESR 19§4 SLOVÉNIE (3e motif)
CESR 19§10 SLOVÉNIE
CESR 31§1 SLOVÉNIE (3e motif)
CESR 31§3 SLOVÉNIE (1er et 3e motifs)

CESR 7§9 SUÈDE
CESR 19§8 SUÈDE
CESR 19§10 SUÈDE

CESR 7§3 TURQUIE
CESR 7§4 TURQUIE
CESR 7§8 TURQUIE
CESR 17§1 TURQUIE (1er motif)
CESR 19§4 TURQUIE
CESR 19§10 TURQUIE

ANNEXE IV

LISTE DES CONCLUSIONS AJOURNÉES

C. Conclusions ajournées en raison de questions posées pour la première fois ou de questions additionnelles (premiers rapports et autres)

ALBANIE	CSER 7§9; 8§5; 19§3, 19§4, 19§6, 19§8, 19§10, 19§12
ANDORRE	CSER 7§1; 7§3; 7§5, 7§9, 7§10, 19§1, 19§3, 31§1, 31§2
ARMÉNIE	CSER 7§2, 7§5, 7§9, 7§10, 19§1, 19§2, 19§3, 19§4, 19§5, 19§6, 19§7, 19§8, 27§1
AZERBAÏDJAN	CSER 7§1, 7§2, 7§3, 7§7, 7§9, 7§10, 8§5, 16, 27§1, 27§3
BELGIQUE	CSER 7§7, 7§10, 19§1, 19§3, 19§4, 19§6, 19§10
BULGARIE	CSER 7§3, 7§4, 7§6, 7§7, 7§8, 8§1, 8§3
BOSNIE-HERZÉGOVINE	CSER 7§1, 7§2, 7§3, 7§5, 7§7, 7§8, 7§10, 8§2
CHYPRE	CSER 8§1, 19§3, 19§8, 19§11
ESTONIE	CSER 7§10, 8§1, 8§2, 19§8, 27§3
FINLANDE	CSER 17§1, 19§4, 19§9, 31§3
FRANCE	CSER 19§1
GÉORGIE	CSER 7§1, 7§2, 7§3, 7§4, 7§5, 7§6, 7§7, 7§8, 7§9, 7§10, 8§5, 19§1, 19§2, 19§3, 19§4, 19§5, 19§6, 19§7, 19§8, 19§11, 27§1, 27§2, 27§3
IRLANDE	CSER 7§2, 7§7, 19§4, 27§3
ITALIE	CSER 7§5, 17§1, 27§1
LITUANIE	CSER 8§1, 8§2, 17§2, 19§1, 19§3
RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA	CSER 8§1
MALTE	CSER 7§2, 7§3, 7§4
PAYS-BAS (ROYAUME D'EUROPE)	CSER 8§4, 8§5, 17§2, 19§4, 27§3, 31§1, 31§3
NORVÈGE	CSER 8§3, 19§3, 19§6
PORTUGAL	CSER 7§1, 7§5, 7§10, 8§2, 16, 17§1, 19§2, 19§6, 19§12, 31§2, 31§3

ROUMANIE	CSER 7§4, 7§8, 7§9, 8§2, 17§1, 19§8
RÉPUBLIQUE SLOVAQUE	CSER 7§2, 7§7, 7§10, 19§1, 19§4, 19§6, 27§1, 27§2
SLOVÉNIE	CSER 7§4, 7§6, 7§7, 7§9, 7§10, 8§1, 8§2, 19§2, 19§6, 19§8, 27§3
SUÈDE	CSER 19§1
TURQUIE	CSER 7§5, 7§6, 7§7, 7§9, 19§5, 19§7, 19§12, 27§1, 27§3, 31§1
UKRAINE	CSER 7§2, 7§3, 7§5, 7§7, 8§1, 8§2, 8§5, 17§1, 17§2, 27§1, 27§3

ANNEXE V

AVERTISSEMENT(S) ET RECOMMENDATION(S)

Avertissements[17]

Article 7§10 (Protection spéciale contre les dangers physiques et moraux)

Ukraine (1er au 3e motifs)

- *Tous les enfants âgés de moins de 18 ans ne sont pas effectivement protégés contre la prostitution enfantine ;*
- *Tous les enfants âgés de moins de 18 ans ne sont pas effectivement protégés contre la pornographie enfantine ;*
- *La simple détention et production de pornographie enfantine ne constituent pas une infraction pénale.*

Article 8§3 (Temps de pause pour les mères qui allaitent)

Italie
Les employées de maison et les travailleuses à domicile n'ont pas droit à des pauses rémunérées pour allaiter leur enfant.

Article 16 (Droit de la famille à la protection sociale, juridique et économique)

Turquie (2e motif de non-conformité)

- *Il n'a pas été établi qu'il existe un régime général de prestations familiales.*

Article 17§1 (Assistance, éducation et formation)

Hongrie
La durée maximale de détention provisoire des mineurs est jugée excessive.

Recommandation(s)

–

Recommandation(s) renouvelée(s)

–

[17] Lorsqu'un avertissement suit un constat de non-conformité (« conclusion négative »), cela constitue une indication pour l'État concerné qu'il doit prendre les mesures lui permettant de satisfaire à ses obligations découlant de la Charte et que, dans le cas contraire, une recommandation pourrait être proposée lors de la prochaine partie du cycle au cours de laquelle cette disposition sera examinée.